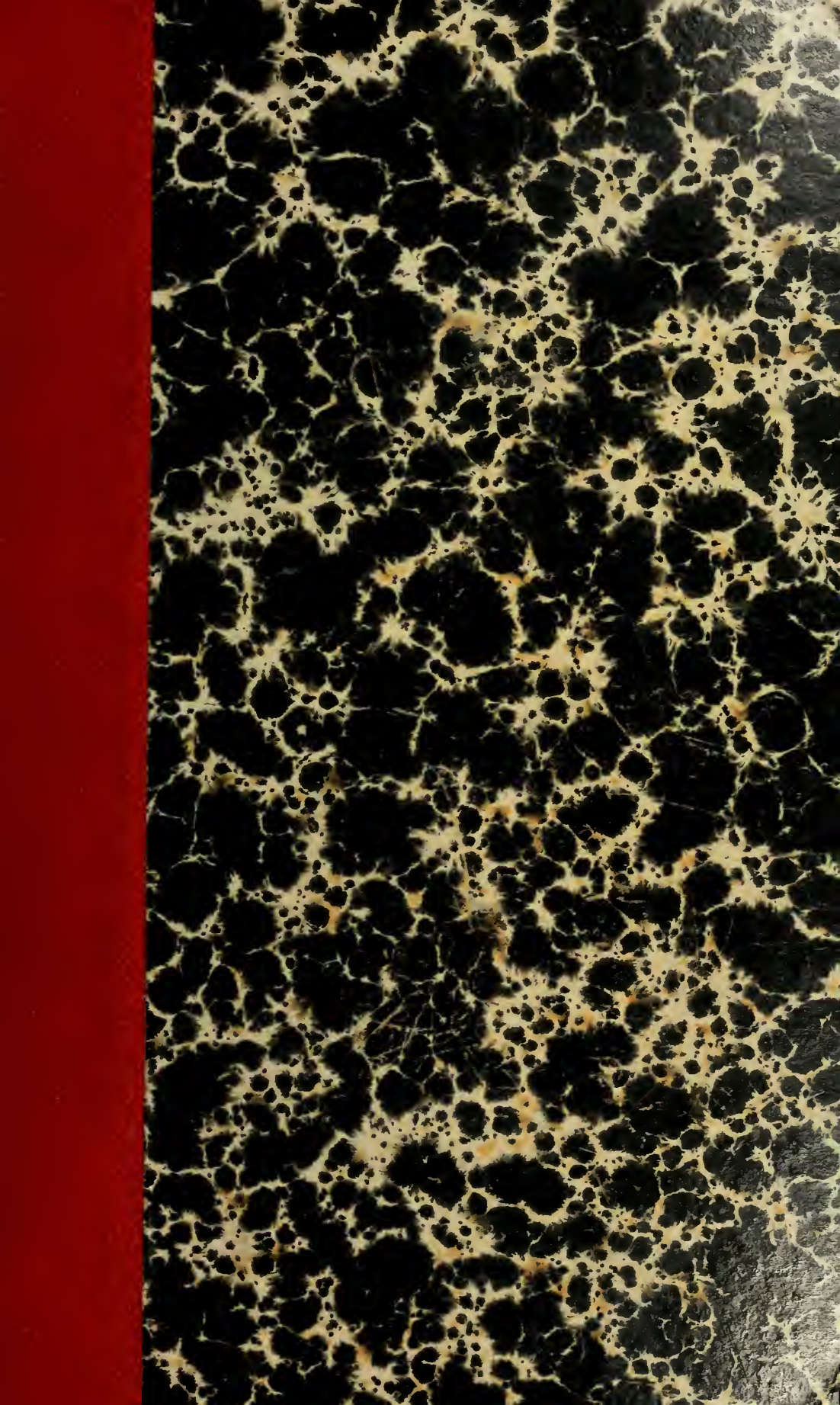
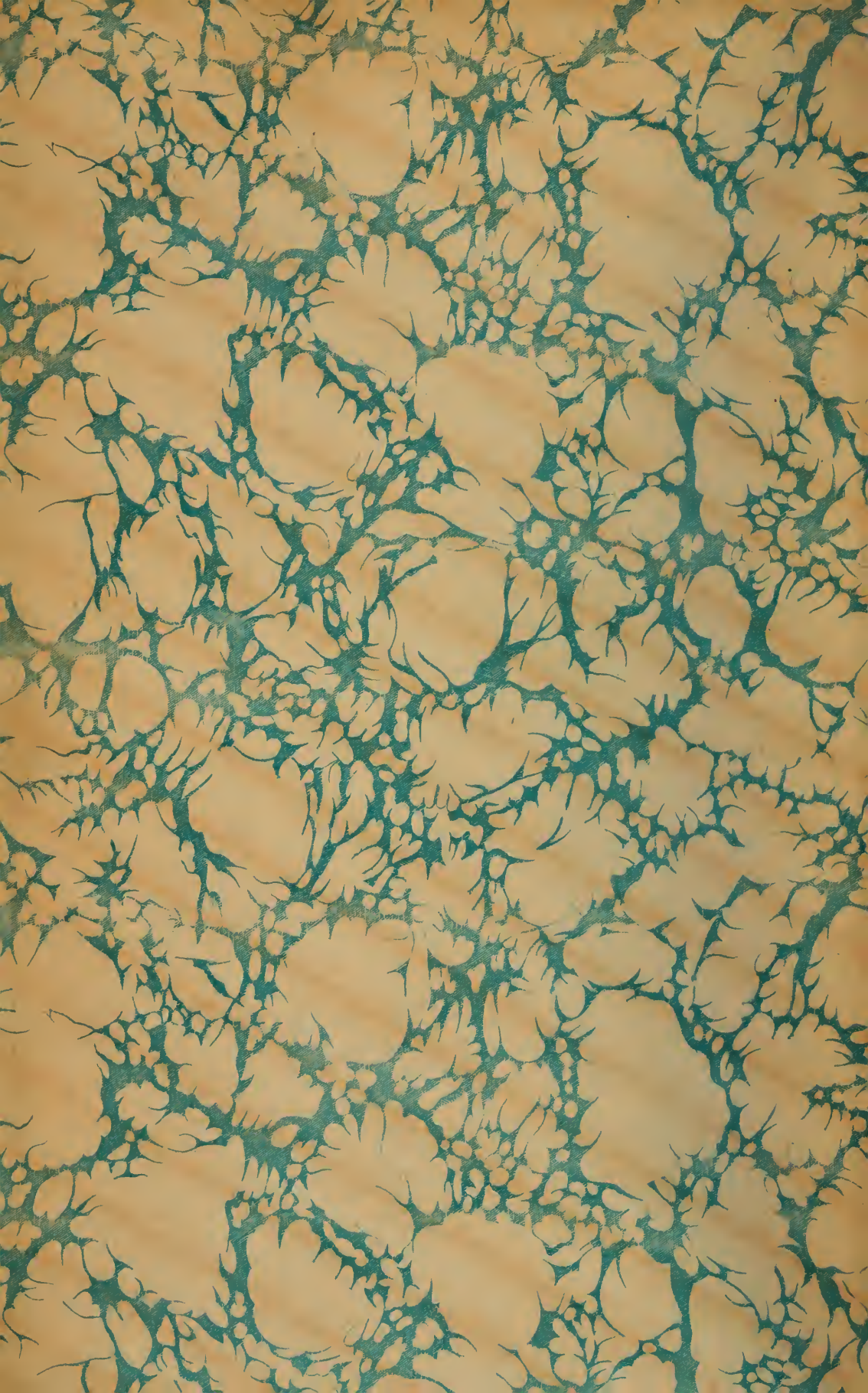
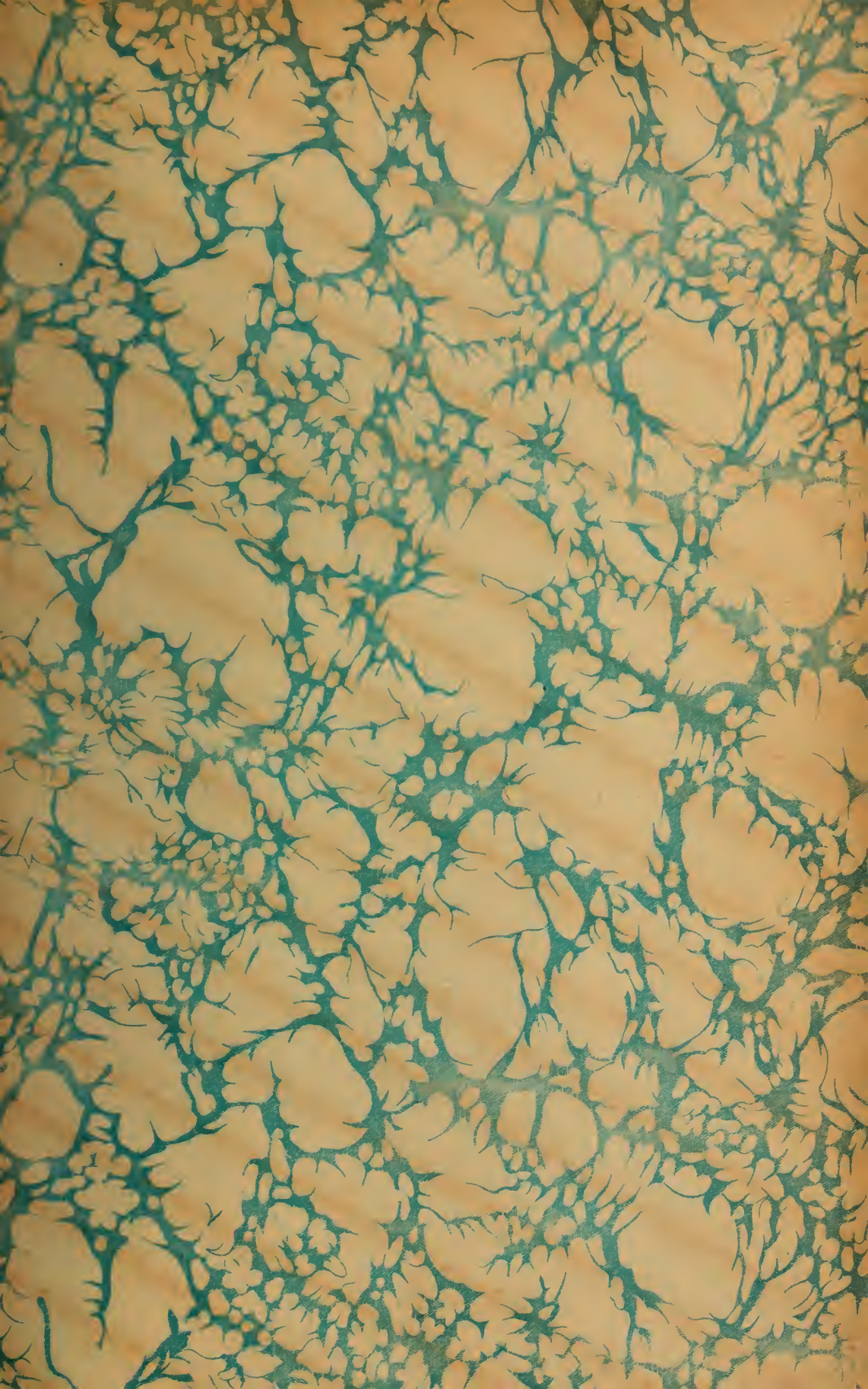
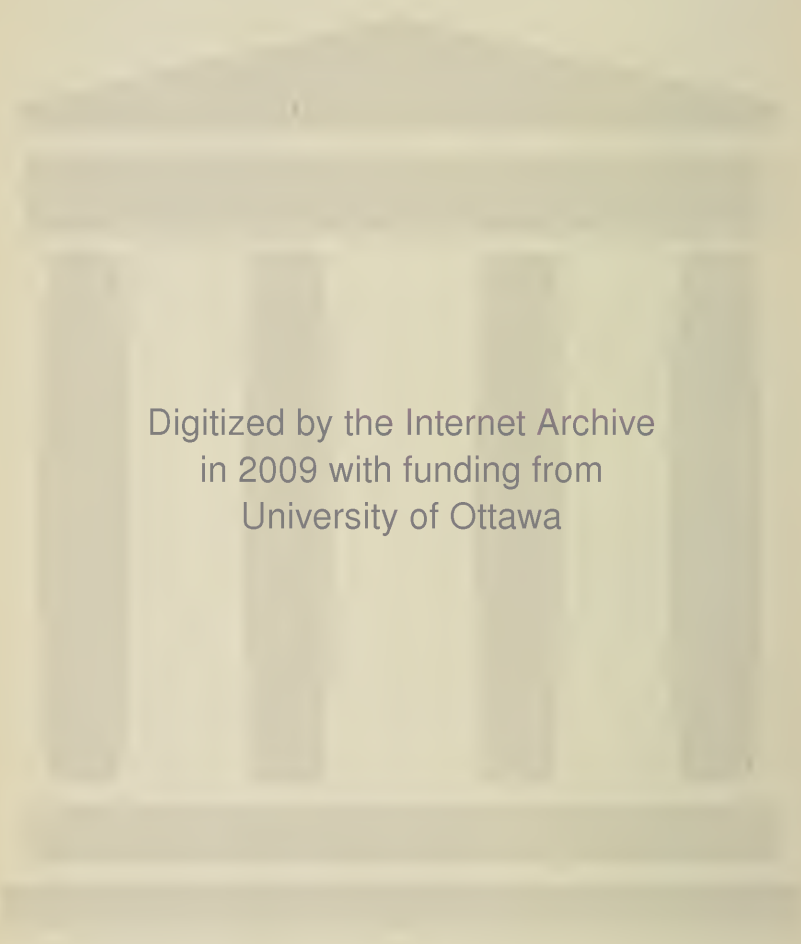










Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa



L'APPLICATION DU CONCORDAT

PAR UN PRÉLAT D'ANCIEN RÉGIME

M^{GR} CHAMPION DE CICÉ

ARCHEVÊQUE D'AIX ET D'ARLES

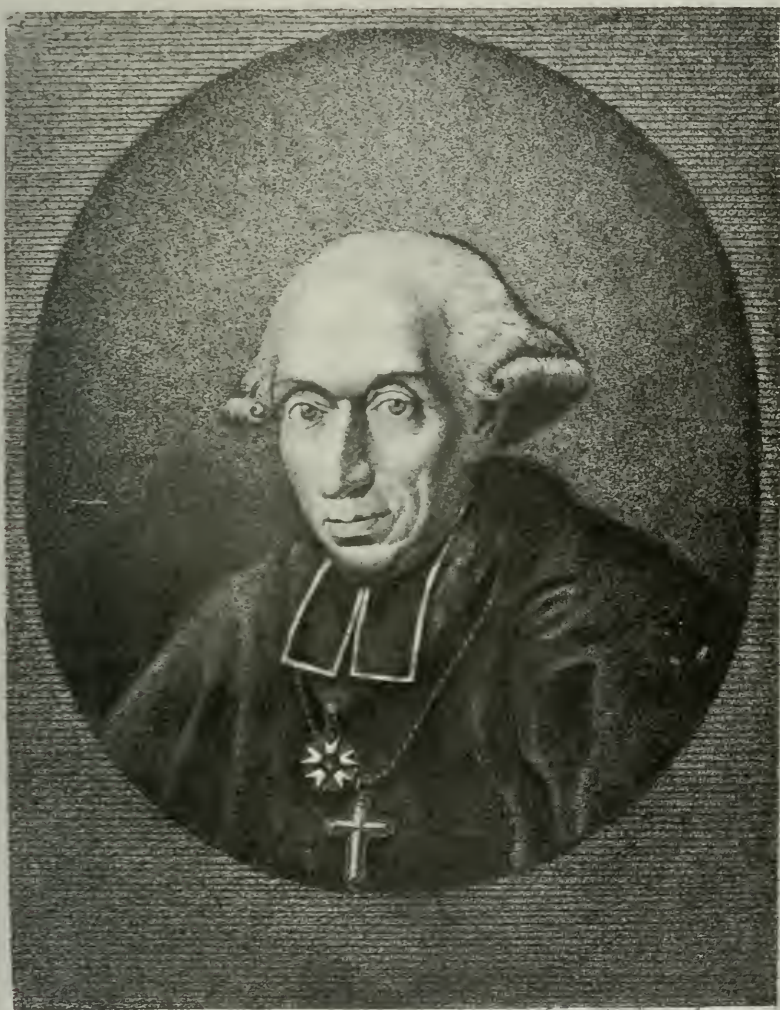
(1802-1810)

DU MÊME AUTEUR, A LA LIBRAIRIE F. ALCAN

Le Conventionnel Jeanbon Saint-André, membre du Comité de Salut public, organisateur de la marine de la Terreur (1749-1813). Deux vol. gr. in-8 (1901) 42 »

EN PRÉPARATION :

Lyon et le département du Rhône sous le Consulat et l'Empire.



gravé à Marseille par Champion. 1853

**MONSEIGNEUR JÉRÔME MARIE
DE CHAMPION DE CICE ARCHEVÊQUE D'AIX ET D'ARLES**

And par Innocent Poubard Dessiné par son élève Athanase Lignonel



au Citoyen Envoyé amiral
Gantoine
prefet maritime
à Toulon

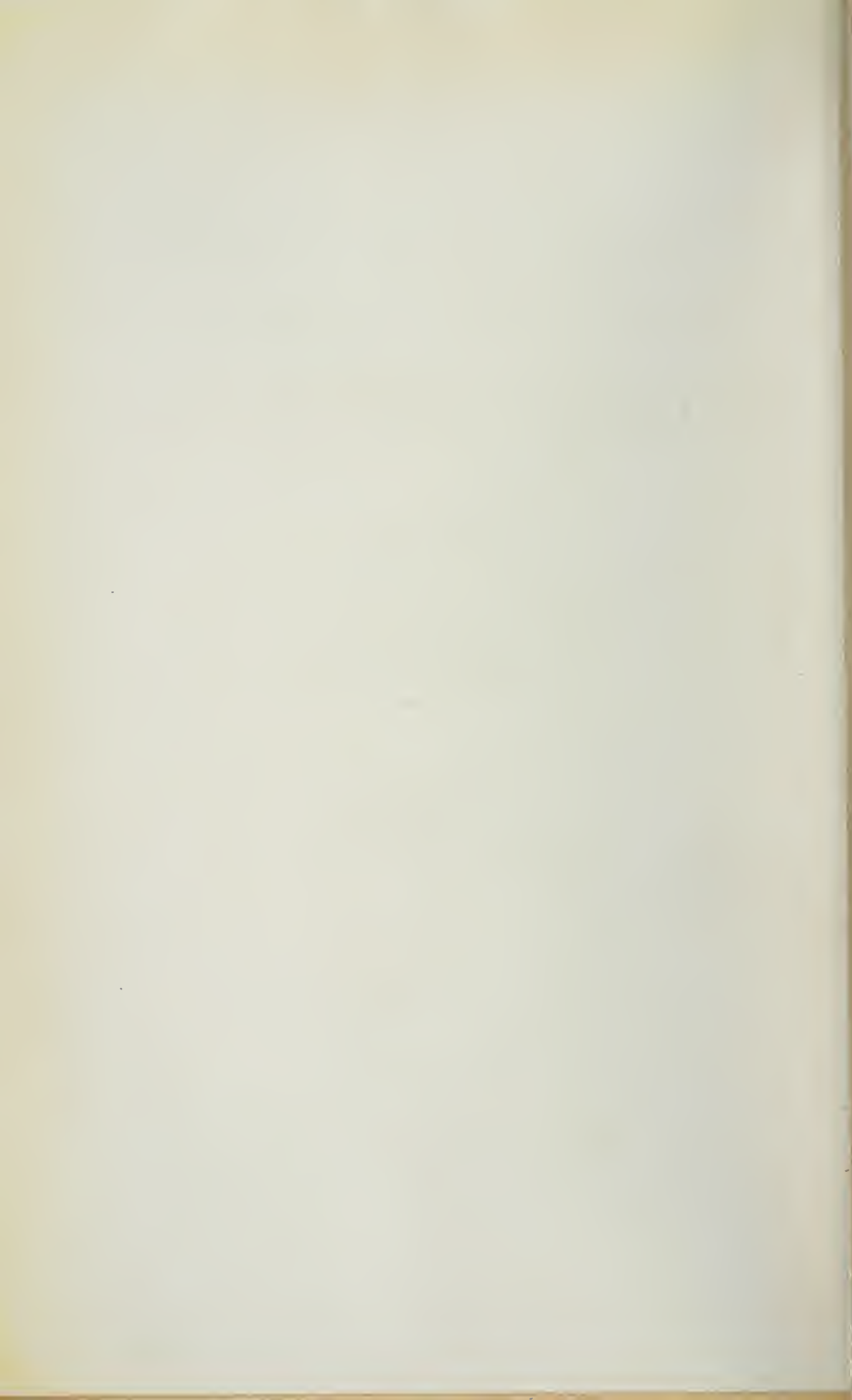
Toulon le 14 fructidor

Citoyen prefet Maritime

vous apprendrez sûrement avec plaisir ainsi
quelnoy que parmi les rapports de l'arsenal
il existe encore une cloche bien necessaire
à notre cathédrale c'est la cloche de l'église
de St Louis faite par l'ouvrier marinier: on
s'assure qu'elle est dans l'ancien magasin
general. nous vous la devons donc Citoyen
prefet et j'ose vous prier d'avoir aussi la
bonné de nous procurer des fourmes et des
cordages pour la faire en place.

J'ai l'honneur de vous saluer

J. M. Roch. Dufay



HF
73
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE MODERNE

L'APPLICATION DU CONCORDAT

PAR UN PRÉLAT D'ANCIEN RÉGIME

M^{GR} CHAMPION DE CICÉ

ARCHEVÊQUE D'AIX ET D'ARLES

(1802-1810)

PAR

L. LÉVY-SCHNEIDER

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LYON

163697
—
12121

PARIS

F. RIEDER ET C^{ie}, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE. — VI^e

—
1921



INTRODUCTION

Ce livre, dans le cadre d'une étude d'histoire régionale, est une contribution à l'histoire des relations de l'Eglise et de l'Etat en France sous le régime concordataire.

Nous nous proposons en effet d'exposer ici l'application du Concordat dans le diocèse d'Aix-Marseille par l'archevêque Jérôme-Marie Champion de Cicé, depuis 1802 jusqu'en 1810, date de la mort de ce prélat. Comment s'est opéré le rétablissement du culte dans ces départements des Bouches-du-Rhône et du Var où les passions révolutionnaires et les passions royalistes avaient rivalisé de violence ? quelle attitude a eue dans la direction de cette œuvre Mgr de Cicé, l'un des esprits les plus expérimentés, les plus déliés que l'Eglise de l'Ancien Régime ait légués à la France nouvelle ? quels rapports a entretenus le même prélat avec les représentants en Provence de ce régime napoléonien qu'il acceptait de servir après la vieille monarchie ? en quoi sa politique dans son diocèse est-elle conforme au principe de la *tolérance civile* formulé par Turgot pour les esprits les plus éclairés de l'Ancien Régime, et non au principe révolutionnaire de la *liberté de conscience*, le premier principe étant du reste infiniment plus favorable que le second à l'action de l'Eglise ? En quoi cette politique est-elle le type de ce qu'on peut appeler le *gallicanisme épiscopal* c'est-à-dire le gallicanisme de l'épiscopat d'Ancien Régime, distinct à la fois de celui de Bossuet en 1682 et de celui du gouvernement napoléo-

nien? Autant de questions qui ont leur intérêt pour l'histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat sous le Consulat et l'Empire, et même sous les gouvernements qui ont suivi.

Le sujet n'est pas absolument nouveau. Il a été abordé, chemin faisant, par M. Fournier dans l'excellent ouvrage qu'il a publié en collaboration avec M. Saint-Yves sur *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*. Mais l'extrême complaisance de M. Aude, l'érudit conservateur de la Bibliothèque Méjanès d'Aix, nous a permis d'étudier les manuscrits 261 et 262 de ce fond, le premier intitulé : *Divers écrits intéressants de M. de Cicé*, le deuxième ayant pour titre : *Journal de correspondance de Mgr l'archevêque d'Aix (Champion de Cicé) 1803-1809*. Légués à la Méjanès par Mgr Rey, ancien secrétaire de Champion de Cicé, leur authenticité est indiscutable. De plus, comme nombre de lettres écrites par l'archevêque se trouvent dans ces recueils sous forme de minutes, nous assistons en les lisant à l'élaboration de la pensée du prélat, et il n'est rien de plus instructif.

A ces textes, nous avons joint les papiers des Archives des Bouches-du-Rhône que M. Fournier nous a très libéralement communiqués, ceux du fond départemental du Var, dans la consultation desquels M. Mireur aujourd'hui disparu, nous avait guidés avec sa bienveillance ordinaire, ceux des Archives communales de Marseille, ceux enfin des Archives nationales et les ouvrages dont les principaux sont énumérés dans notre *Bibliographie*.

Des textes ou des renseignements ont pu, ont dû même nous échapper. Aucun n'a été omis de parti pris.

La plupart des études publiées sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat se présentent sous la forme de plaidoyer pour l'une de ces deux puissances et de réquisitoire

contre l'autre. Mais il est naturel, il est logique que en tout temps, dans tout pays, chacune des deux puissances s'efforce de grandir aux dépens de l'autre. Les ecclésiastiques, étant donné la mission dont ils se jugent investis, considèrent comme légitime de revendiquer pour l'Eglise la prépondérance, de dominer les administrateurs laïques pour gagner par eux l'obéissance et la ferveur des administrés. Les fonctionnaires, étant donné qu'ils sont les représentants du gouvernement, veulent adapter le clergé au service de l'Etat, obtenir de lui la soumission pour s'assurer par lui les consciences. Et la conception d'un Etat « mi-laïque, mi-clérical » a prévalu en France sous l'Ancien Régime, elle a entraîné la Révolution dans ses débuts aux pires erreurs, elle a reparu lors du Consulat et de l'Empire pour demeurer en honneur jusqu'à nos jours.

Il serait donc parfaitement oiseux de distribuer l'éloge aux fonctionnaires napoléoniens quand, d'aventure, ils ont défendu les droits de l'Etat contre l'Eglise de Provence, et le blâme à Mgr de Cicé quand il a voulu le triomphe de l'Eglise. Ce faisant, de part et d'autre ils ont accompli leur devoir. Qu'on ne cherche par suite dans cet ouvrage ni panégyrique ni diatribes. C'est un exposé, une tentative d'explication des relations entre l'Eglise de Provence et l'Etat napoléonien. Nous croyons que cette attitude est la seule rationnelle et impartiale, la seule qui soit conforme aux convenances historiques, la seule qui rende compte de la pensée réelle de gens destinés à servir les uns l'Eglise, les autres l'Etat.

Mgr Champion de Cicé n'a fait partie de l'Eglise concordataire que durant les huit dernières années d'une carrière déjà fort longue. Cette période qui s'étend depuis 1802 jusqu'à 1810 sera l'objet propre de notre étude. Tou-

tefois il est nécessaire de connaître le rôle antérieur du prélat, dans la mesure où ses précédents avatars aident à comprendre ses idées et ses actes à l'archevêché d'Aix, et c'est le but du premier livre de ce volume.

On trouvera peut-être parfois cet exposé bien minutieux. Il était indispensable cependant d'entrer souvent dans le détail, la politique de Mgr de Cicé dans ses rapports avec l'Etat napoléonien étant merveilleusement subtile et nuancée suivant les circonstances. Le lecteur s'en convaincra.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sources manuscrites.

Les Archives des Cultes, transférées aux Archives Nationales, sont en voie de classement. C'est d'après leur classement provisoire de la fin de 1913 que nous les avons consultées.

Le document princeps est représenté par les deux manuscrits n° 261 et 262 de la bibliothèque Méjanès, d'Aix en Provence.

Le n° 261 porte à l'intérieur de la couverture « Lettres et manuscrits de Mgr Champion de Cicé, mort archevêque d'Aix le 22 août 1810 » et « Legs de Mgr Rey, ancien évêque de Dijon, reçu le 16 novembre — 7 décembre 1858 ». En tête on lit : « divers écrits intéressants de M. de Cicé ». Vient ensuite une table faite le 8 décembre 1858 et renvoyant à la pagination, une autre sans pagination, puis une troisième table sans pagination. Le manuscrit contient 270 pages grand in-4, réunies en divers cahiers. Ces pages sont en général paginées au recto. Il n'y a aucun souci de l'ordre chronologique. Une partie des documents est de l'écriture de M. de Cicé, le reste de deux écritures différentes.

Le n° 262 porte au dos « Journal de correspondance de Mgr l'archevêque d'Aix (Champion de Cicé) 1803-1809 ». A la page I, « Journal contenant un extrait des lettres de Mgr l'archevêque à MM. les chefs de correspondance, curés, recteurs, vicaires et autres ecclésiastiques de son diocèse ; commencé le 14 fructidor an XI, 1^{er} septembre 1803 ». La dernière lettre est du 17 juillet 1810. La plupart sont de l'écriture d'un secrétaire ; parmi celles qui constituent des autographes, plusieurs sont interfoliées dans le manuscrit. A la page 395, « Journal contenant un extrait des lettres de Mgr l'archevêque au cardinal-légat, aux ministres, préfets et autorités constituées ; commencé le 12 février 1805 ». La dernière lettre est du 7 juillet 1810. Même observation que ci-dessus pour l'écriture. A la page 573 sont interfoliées cinq lettres ou minutes autographes relatives à la question de l'institution canonique de 1809. En tout 603 pages d'une pagination régulière.

Aux Archives nationales, nous avons consulté surtout, en dehors des séries affectées au dépôt du ministère des cultes, les séries : AF IV; F^{1c} II, et F^{1c} III (Bouches-du-Rhône, et Var), F⁷, F¹³ et F¹⁹ *his*. Aux Archives des affaires Etrangères, fond français, le volume n° 608.

Aux Archives des Bouches-du-Rhône la série V (Cultes) nous a beaucoup donné, notamment V¹ (Personnel), V² (Circonscriptions), V³ (Fabriques), V⁴ (Congrégations), V⁵ (Finances), V⁶ (Bâtiments diocésains). Ce classement fait par M. Fournier a été remanié par son successeur M. Busquet. Mais la concordance est aisée à rétablir en prenant pour guide le très intéressant *Inventaire des documents sur l'histoire religieuse de la Restauration conservés dans les Archives départementales des Bouches-du-Rhône* par M. Raoul Busquet. (Comité des Travaux historiques. Documents sur l'histoire religieuse pendant la Restauration, p. 1-123. Paris, 1913, in-8.) Nous renvoyons d'autre part aux Registres de délibération du Conseil général an VIII-an XII (N¹³) et an XIII-1816, même dépôt.

Aux Archives communales de Marseille dont le très obligeant conservateur M. Isnard nous a facilité l'accès, nous avons consulté surtout les Registres de délibérations du Conseil municipal n° 2, n° 5, n° 6, n° 8, n° 9, n° 10.

Les Archives du Var contiennent beaucoup dans la série V (Mandements). Voir aussi : Délibérations du Conseil général, Registres 1800-1809, 1810-1819 ; Registres de correspondance des préfets avec les ministres n°s 3, 4, 5 ; Registres d'arrêtés des préfets n° 9, 18, 19 ; Registre de correspondance de la police secrète, en réalité registre de correspondance secrète du préfet Fauchet, très précieux, mais qui n'est que le vestige d'une série disparue.

Bibliothèque Nationale : anciens petits fonds français, n°s 20700-20706, manuscrits de Champion de Cicé, évêque d'Auxerre, frère aîné de notre prélat ; nouvelles acquisitions françaises registre n° 21.256, correspondance du ministre des Cultes du 30 avril 1808 au 10 février 1812, peu important.

L'étude du rôle de Champion de Cicé comme évêque de Rodez et archevêque de Bordeaux n'étant pour nous qu'une préface au sujet, nous nous sommes contenté, pour cette période, des imprimés. sauf exceptions notamment en faveur du manuscrit n° 713 1/5 de la Bibl. commun. de Bordeaux : Bernadau, *Premier recueil des tablettes manuscrites*.

II. — Sources imprimées.

Nous n'insisterons pas sur les recueils généraux bien connus : *Archives Parlementaires*, *Moniteur*, *Correspondance générale de Napoléon*, etc.

Collection des procès-verbaux des assemblées générales du clergé de France, depuis 1560 jusqu'à présent. Paris, 1777-1787, 9 vol. in fol., pour les années 1765 à 1786 (Bibl. Nat., L d⁵ 598).

Recueil des Ordonnances, Mandements et Lettres pastorales des archevêques de Bordeaux, de 1599 à 1836. Tome I^{er}, Bordeaux, 1848, in-8. — Contient en introduction une biographie de Mgr de Cicé sans grand intérêt.

Mandements et pièces diverses, t. I et t. II : deux recueils factices constitués, suivant mention à l'intérieur, par M. Claude Rey évêque de Dijon (Bibliothèque Méjanes F 757) Tome I principalement. Ce sont des pièces imprimées et officielles de M. de Cicé ou de son clergé : quelques documents manuscrits et en partie autographes y sont interfoliés. L'ensemble est d'intérêt surtout professionnel. Nous appellerons ces recueils : *Recueil Rey*. Communiqués par M. Aude.

Quatre dossiers numérotés I, II, III, IV et intitulés : *Recueil des mandements* (Bibliothèque Méjanes).

Discours prononcé dans l'église métropolitaine d'Aix, le 8 novembre 1810, jour des obsèques de Mgr J.-M. Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles par M. Rey, chanoine honoraire, Aix, Pontier, 1810, in-4 (Bibl. commun. de Marseille). — Nous l'appellerons, par abréviation : *Rey, Oraison funèbre*. Très important.

COETLOGON (de). *Eloge funèbre de Mgr Jérôme-Marie Champion de Cicé*, dans les *Mémoires de l'Académie d'Aix*, 1819, in-8, t. I^{er}, p. 173.

Annuaire du diocèse d'Aix pour l'an XII, Aix, an XII, in-12.

Almanach ecclésiastique de France pour 1809. Paris, 1809, in-8.

THIBAUDEAU (A.-C.). *Mémoires (1799-1815)*. Paris, 1913, in-8. — De première importance pour le sujet.

PORTALIS (J.). *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat de 1801* (Paris, 1845, in-8).

JAUFFRET (Comte de). *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du XIX^e siècle.* Paris, 1819-1824, 3 vol. in-8. — Très important. Jauffret, « secrétaire intime du citoyen Portalis », frère de l'évêque de Metz, chargé au ministère des Cultes des affaires de police et des recours au Conseil d'Etat, est un témoin tendancieux, mais considérable.

Annales philosophiques, morales et littéraires (par l'abbé de Boulogne), 1800-1801, 3 vol. in-8. *Annales littéraires et morales*, 1805-1806. *Mélanges de philosophie, d'histoire, de morale et de littérature*, 1806-1811. — C'est un même périodique se continuant sous trois titres successifs. A partir de 1806, Picot prend une part prépondérante à la rédaction. C'est, croyons-nous, le périodique essentiel pour étudier la propagande religieuse à cette époque.

HAUTERIVE (D'). *La police secrète sous le Premier Empire*, tome I, et II. Paris, 1908, in-8.

Les sources imprimées qui ne reviennent pas très fréquemment sous notre plume, sont indiquées en références.

III. — Ouvrages.

Par ordre d'importance :

FOURNIER et SAINT-YVES. *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*. Paris, 1899, in-8. — Dû en réalité à M. Fournier.

SEVESTRE (Abbé). *L'histoire, le texte et la destinée du Concordat de 1801*. Paris, s. d., in-8. — Contient beaucoup de renseignements.

DUPONT (E.). *La part des communes dans les frais du culte paroissial*. Paris, 1906, in-16. — Excellente étude, présentée comme thèse de droit.

AFFRE. *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*. Paris, 1837, in-8.

OLLIVIER (E.). *Nouveau manuel de droit ecclésiastique français*. Paris, 1886, in-8.

LATREILLE (C.). *L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803*. Paris, 1910, in-8.

LATREILLE (C.). *Après le Concordat. L'opposition de 1803 à nos jours*. Paris, 1910, in-8.

Enfin les ouvrages généraux sur l'Eglise dans cette période, notamment :

DEBIDOUR (A.). *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France depuis 1789 jusqu'à 1870*. Paris, 1898, 2 vol. in-8.

HAUSSONVILLE (Cte d'). *L'Eglise romaine et le Premier Empire*. Paris, 1868, 5 vol. in-8.

WELSCHINGER (H.). *Le Pape et l'Empereur, 1804-1815*. Paris, 1908 in-8 (2^e édition).

LANZAC DE LABORIE (L. de). *Paris sous Napoléon. La Religion*. Paris, 1910, in-8.

Comme biographies, nous avons utilisé outre la *Biographie Michaud* et le *Dictionnaire des Parlementaires*, l'ouvrage publié par la Société bibliographique : *L'Episcopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation*. Paris, 1907, gr. in-8.

Nous citerons les autres ouvrages chemin faisant.

Nous gardons l'orthographe des documents pour les noms propres, nous leur donnons dans l'Index l'orthographe actuelle.

P.-S. — Cet ouvrage était à l'impression lorsque la guerre est survenue. Mais l'essentiel de notre étude : le rôle de Mgr de Cicé comme prélat concordataire n'était pas encore fixé, figé par l'impression. Depuis 1919 nous avons été retardés par les difficultés matérielles que connaissent actuellement tous ceux qui ont un livre en chantier. Du moins nous n'avons pas manqué de tenir compte dans notre copie, avant de la retourner à l'imprimeur, des derniers documents que nous avons pu découvrir, et des travaux les plus récents relatifs à l'application du Concordat.

ICONOGRAPHIE

Il existe à notre connaissance trois portraits de Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix.

1° A l'ancien archevêché d'Aix une peinture à l'huile, portrait d'apparat, visiblement flatté si nous le comparons au portrait de Goubaud dont nous allons parler. Le prélat est représenté à mi-corps, tête nue, portant la Légion d'Honneur et la croix pastorale. Pas d'autres renseignements que le nom de l'archevêque sur le cadre. Mais une gravure de ce tableau, épreuve avant la lettre, se trouve à la Bibliothèque Méjanes et nous indique que le tableau est d'Advinet ¹.

2° Une peinture à l'huile par Goubaud ². Nous n'en avons vu que la gravure, toujours à la Bibliothèque Méjanes. Nous reproduisons ci-dessus cette gravure avec toutes les indications qu'elle porte. Sauf

1. Advinent (Etienne-Louis) né à Lyon en 1767, mort à Marseille en 1831. Peintre de paysages, de natures mortes, de portraits (Benezit. *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs*. Paris, 1911-1913, 2 v. gd in-8, arrêté en cours de publication, t. I, p. 37.

2. Sur Goubaud v. plus loin p. 477, n° 1.

que le prélat y est représenté en buste, le dispositif est le même que dans le tableau d'Advinent. Le lecteur appréciera dans ce portrait un réalisme digne des portraits de David.

3° Dans la collection Arbaud à Aix une gravure, que nous n'avons pas vue. Elle porte cette légende « Jérôme-Marie Champion de Cicé Archevêque d'Aix et d'Arles, Officier de la Légion d'honneur — peint et gravé à l'eau-forte par M. J. Juramy, Aix 1807 ». Le prélat est représenté assis dans un fauteuil, tourné à gauche ¹. Nous ne savons ce qu'est devenue cette peinture.

L'*Episcopat français* signale dans sa notice sur Mgr de Cicé (p. 13) un portrait existant au grand séminaire d'Aix. Nous ne savons rien d'autre sur ce document.

D'autre part nous donnons plus loin (v. p. 476) une reproduction du tableau représentant le sacre de Mgr de Bausset par Mgr de Cicé dans la cathédrale d'Aix le 25 mars 1808. C'est encore une œuvre de Goubaud. La physionomie du prélat consacrant est peu distincte dans cette toile ; par contre la scène, avec son monde de fonctionnaires napoléoniens en habits de gala et de grandes dames de la société aixoise, est intéressante pour l'histoire de cette période.

C'est à M. Aude que nous devons tout l'essentiel de cette iconographie et nous lui renouvelons à ce propos nos bien vifs remerciements.

1. M^{lle} Jurimy (et non Juramy) exposera en 1824 *Fonts baptismaux de la métropole d'Aix* (rien d'autre sur ce peintre dans Bénézit, *op. cit.*, t. II, p. 753).

CHAMPION DE CICÉ

ET L'APPLICATION DU CONCORDAT

LIVRE I

LA VIE ET LE RÔLE DE M^{GR} DE CICÉ
JUSQU'A L'ÉTABLISSEMENT
EN FRANCE DU RÉGIME CONCORDATAIRE
(1735-1799)

CHAPITRE I

Origines, jeunesse et débuts de l'abbé de Cicé

Jérôme-Marie Champion de Cicé est né à Rennes, le 4 septembre 1735, du mariage de Jérôme-Vincent Champion de Cicé, capitaine de dragons au régiment de Bretagne, avec Marie-Rose-Françoise de Varennes. Sa famille était de vieille noblesse et de fière devise, mais sans fortune. Jérôme-Marie eut onze frères et sœurs. De cette nombreuse parenté nous ne retrouvons, mêlés à la vie religieuse et politique de l'archevêque, que son frère aîné Jean-Baptiste-Marie, né à Rennes en 1725, devenu évêque de Troyes en 1758, passé en 1671 à l'évêché d'Auxerre, qu'une sœur cadette, Adélaïde-Marie-Charlotte, de-

meurée célibataire, qui jouera plus ou moins consciemment un rôle dans l'affaire de la machine infernale et habitera quelque temps auprès de l'archevêque, à Aix. Un neveu, né du mariage de Marie-Anne-Angélique sœur des précédents avec Aegidius François de la Bintinaye, écuyer, conseiller au parlement de Rennes, entrera dans les ordres sous le nom d'abbé de la Bintinaye sous le patronage de ses deux oncles et verra sa carrière arrêtée par la Révolution ¹.

Jérôme-Marie Champion de Cicé fit ses études à Paris au collège du Plessis. Il y connut Morellet qui s'y trouvait comme précepteur d'un autre élève : La Galaizière. Le jeune de Cicé fit à Morellet l'impression d'un caractère actif et d'une intelligence d'élite. De ce temps date aussi sans doute la liaison du futur archevêque d'Aix avec Turgot, déjà en relations avec son frère aîné Jean-Baptiste. Enfin Boisgelin de Cucé son compatriote, son prédécesseur sur le siège d'Aix, compte parmi ses amis de collège ².

Peut-être fut-ce l'exemple de son frère aîné qui détermina la vocation ecclésiastique de Jérôme-Marie. Devenu l'abbé de Cicé, il alla en compagnie de Boisgelin compléter ses études de théologie à Rome.

1. Sur la famille, cf. Arch. nat., F⁷ 6272; Bibl. nat., mss français, n° 2073; *État des pensions imprimé par ordre de l'Ass. nat.*, Paris, 1790, 6 vol. in-4, t. II, p. 243; *Procès instruit par le tribunal criminel du département de la Seine contre les nommés Saint-Réjant, Carbon et autres*. Paris, an IX, 2 vol. in-8, t. II, p. 115, 119, 136.

L'aîné des fils de Jérôme, Vincent-François-Marie-Joseph, parti à l'étranger meurt à Aix-la-Chapelle en 1793. Un autre, Louis-Toussaint-Marie, chevalier de Cicé, enseigne du 17 mai 1761, chef d'escadre du 20 août 1784, meurt à Paris en janvier 1792. Augustin-Marie, capitaine de grenadiers au régiment du roi, retraité, est inscrit au Livre Rouge pour 1.000 livres de pension. Louis-Adrien meurt à Paris vers la fin de 1791. La devise de la famille est : « Au plus vaillant le prix ».

2. *Mémoires de Morellet*, 2^e édit., Paris, 1822, 2 vol. in-8, t. I^{er}, p. 26; Turgot. *Lettres à l'abbé de Cicé*, depuis évêque d'Auxerre, dans *Œuvres*, édit. Schelle, Paris, 1913, tome I, p. 108, 143. « Une personne dont nous chérissons, vous et moi, la mémoire, M. Turgot », écrira Mgr de Cicé archevêque d'Aix au préfet Delacroix le 2 brumaire, an XI (Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 22). Voir plus loin, lettres de Morellet à Turgot sur M. de Cicé. Boisgelin de Cucé, (Jean de Dieu Raymond). 17 février 1732-22 août 1804, évêque de Lavaur en 1766, archevêque d'Aix en 1770, député à la Constituante, émigré en Angleterre, archevêque de Tours et cardinal après le Concordat (*Dict. des Parlements*).

On sait que pour les jeunes nobles de grande naissance qui acceptaient d'être d'Eglise, le gouvernement se montrait prodigue de faveurs, surtout s'ils avaient dans l'épiscopat des patrons. Dès 1760, l'abbé de Cicé reçut l'abbaye de Chantemerle, dans ce diocèse de Troyes dont son frère était évêque, ce qui lui assura de 2.000 à 2.500 livres de revenu, et il fut député à l'Assemblée générale du clergé par le diocèse de Sens. Docteur en théologie, ordonné prêtre en 1761, il fut pris comme vicaire général par son frère qui venait de passer à l'évêché d'Auxerre. Il se lia dans ce temps, nous ne savons à quel propos, avec le futur conventionnel Delacroix qu'il était destiné à retrouver préfet des Bouches-du-Rhône. A Auxerre, l'évêque se montrait l'adversaire du jansénisme et déplorait la ruine de la Compagnie de Jésus. Il est bien probable que son frère et vicaire général ne fut point d'opinions différentes ¹.

En 1765 l'abbé de Cicé était nommé, avec l'abbé de la Luzerne, agent général du clergé de France et à la suite conseiller d'État. C'était, diront plus tard les malveillants, grâce à « ses études, ses intrigues et ses parents concurremment » ². Pourtant comme vicaire général il venait de faire son apprentissage des affaires. Mais on s'explique que son élévation ait excité l'envie. Outre que la situation d'agent général du clergé était fort bien rémunérée, elle faisait de celui qui la détenait le mandataire des intérêts de l'Eglise de France. En effet, l'Assemblée quinquennale du clergé de France s'occupait essentiellement de l'administration du temporel de l'Eglise et de ses rapports financiers avec l'État : harcelée par le Gouvernement de demandes d'argent, elle lui votait périodiquement un sub-

1. Rey. *Discours prononcé dans l'église métropolitaine d'Aix le 8 novembre 1810, jour des obsèques de Mgr. J.-M. Champion de Cicé*. Aix, 1810, in-4 (nous l'appellerons plus brièvement *Oraison funèbre*). M. de Cicé succède à M. de Montenoys le 3 août 1760, comme abbé en commende de Chantemerle, de l'ordre des Augustins (*Table générale de l'État des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés*, Paris, in-8, p. 84). Sur Delacroix et M. de Cicé, voir plus loin. Sur l'évêque d'Auxerre, voir le P. Armand Jean, *Les évêques et les archevêques de France depuis 1682 jusqu'à 1801*, Paris, 1891, in-8, p. 370 sqq.

2. *Vie privée des ecclésiastiques, prélats et autres fonctionnaires publics qui n'ont point prêté leur serment sur la constitution civile du clergé* (par Dulaure, Bibl. nat., Ld⁴ 3257). Cf. dans Bernadau, à la date du 24 janvier 1788, la même opinion dans des couplets satiriques (*Premier recueil des tablettes manuscrites*, Bibl. commun. Bordeaux, mss., n° 713 1/3).

side appelé le don gratuit et s'en acquittait par la répartition et la perception d'un certain nombre de décimes sur les terres d'Eglise. Or c'étaient les deux agents généraux du clergé que, dans l'intervalle d'une session à l'autre, l'Assemblée chargeait de la gestion du temporel de l'église, de la défense des immunités et privilèges des bénéficiers contre les Parlements ou les officiers royaux, etc. A l'ouverture de la session nouvelle, les deux agents présentaient leur rapport ; ils jouaient au cours des débats un rôle considérable, ils allaient porter « aux pieds du trône les réclamations de l'Assemblée ». Même, par suite de la confusion si fréquente alors entre le temporel et le spirituel, et parce que le clergé profitait des Assemblées où il votait un subside à l'Etat pour réclamer l'appui du bras séculier contre les ennemis de l'Eglise, les agents généraux poursuivaient auprès du pouvoir la répression de l'irrégularité et de l'hérésie. Eu égard à leurs fonctions, ils avaient entrée au Conseil et au Parlement. En somme l'agence permanente était « bien plus importante que les Assemblées quinquennales ». Aussi pas d'apprentissage plus complet des affaires, pas d'expérience du contentieux plus approfondie, pas de position plus en vue. La désignation même d'un jeune homme pour de telles fonctions le marquait pour l'épiscopat et il était normal qu'après avoir assumé cette charge pendant cinq ans il fût promu à la prélature. Telle sera la carrière de Talleyrand, telle fut celle de l'abbé de Cicé ¹.

Nous n'avons pas à exposer ici le détail de sa gestion de 1763 à 1770, d'autant qu'il est malaisé de distinguer son œuvre propre de celle de son collègue La Luzerne. Signalons seulement qu'il eut de nombreux démêles avec les Parlements, qu'on le vit dès lors s'occuper de relever les traitements du bas clergé et la portion congrue, que ses soins s'étendirent encore à l'enrichissement et au classement des archives du clergé de France ².

1. *Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du clergé de France*, Paris, 1777-1780, 9 vol. in fol., t. VIII, 2^e partie, col. 1161. Voir aussi Rey, *Discours prononcé... le 8 novembre 1810* ; Cans, *L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV*, Paris, 1910, in-8, p. 135 sqq. Les agents généraux se font 20.000 livres par an et ont droit aux honneurs immédiatement après les évêques, mais ils ne peuvent garder cette situation plus de cinq ans (Cans, p. 124).

2. *Rapports de l'agence contenant les principales affaires du clergé qui se sont*

En 1770, les abbés de la Luzerne et de Cicé étaient arrivés à l'expiration de leur mandat. Le 24 juin ils furent nommés : le premier à l'évêché de Langres, le deuxième à l'évêché de Rodéz. L'archevêque de Reims, Mgr de la Roche-Aymon, président de l'Assemblée du clergé pour cette session de 1770, avait été chargé par l'Assemblée même de postuler pour les deux candidats, et à la nouvelle de leur nomination, l'Assemblée témoigna « toute sa joie et toute sa satisfaction ». Le prélat qui, en qualité de ministre de la feuille des bénéfices, avait joué le rôle essentiel dans la nomination, l'évêque d'Orléans, Louis Sextius de Jarente de la Bruyère, n'était point d'existence édifiante. Mgr de Cicé ne lui en garda pas moins de la reconnaissance, comme on le verra plus tard ¹.

Le 20 août 1770, l'abbé de Cicé quittait son poste d'agent général du clergé. Le 26 il était sacré dans l'église des Grands-Augustins à Paris par l'archevêque de Reims, assisté des évêques d'Auxerre, propre frère du nouveau prélat et d'Autun, M. de Marbeuf, en présence d'une superbe assistance ².

passées depuis l'année 1765 jusqu'à l'année 1770 par M. l'abbé de la Luzerne et M. l'abbé de Cicé, Paris, 1774, in-fol. ; Rey, *Discours prononcé...* De la Luzerne (César-Guillaume duc de), 1738-1821, évêque de Langres en 1770, député aux États Généraux, démissionnaire le 2 décembre 1789, émigré, rentré et démissionnaire de son évêché lors du Concordat, pair et cardinal sous la Restauration (*Dict. des Parlementaires*).

1. *Collection des procès-verbaux des Ass. gén. du clergé*, t. VIII, 1770, col. 1645-1646. De La Bruyère (Louis Sextius de Jarente), 1706-1788, évêque de Digne en 1746, d'Orléans en 1758, titulaire de la feuille des bénéfices de 1757 à 1771 (P. Armand Jean, *op. cit.*, p. 191).

2. *Collection des Procès-verbaux*, t. VIII, col. 1918 et 1919. L'archevêque de Reims est Charles-Antoine, comte de La Roche-Aymon, 1697-1777, évêque de Tarbes en 1729, archevêque de Toulouse, de Narbonne, de Reims en 1762, cardinal en 1771. Cf. aussi Hardy, *Mes Loisirs*, t. I, Paris, 1912, in-8°, p. 212, qui donne la date du 27 août pour le sacre.

CHAPITRE II

Mgr de Cicé, évêque de Rodez

Jérôme-Marie Champion de Cicé succédait sur le siège de Rodez à M. de Grimaldi décédé. L'évêché de Rodez, suffragant de l'archevêché d'Albi, valait 40.000 livres de revenus. L'évêque de Rodez était comte. Il était assisté dans son administration de treize vicaires généraux et d'un chapitre cathédral de vingt-cinq chanoines¹.

Dans toute la force de la jeunesse : il n'avait en 1770 que trente-cinq ans, richement pourvu, voyant devant lui s'ouvrir la carrière des plus hautes dignités ecclésiastiques, Mgr de Cicé était en situation de montrer son caractère et ses aptitudes. Dès cette époque, effectivement, il nous apparaît avec la physionomie qu'il gardera toute sa vie.

Le seul portrait que nous connaissions de lui date de ses vieux jours, mais il eut de bonne heure les traits les plus caractéristiques de cette peinture : maigre et d'aspect maladif, le dos voûté, ses grands yeux faisaient ressortir davantage un nez très aquilin. Il ressemblait ainsi quelque peu au grand Condé ; toutefois, soit myopie, soit qu'à la différence de Condé il voulût dissimuler des tendances impérieuses, son regard demeurerait méditatif et comme voilé.

De haute culture, bien apparenté, possédant de belles relations et tenant à les cultiver, Mgr de Cicé ne s'installe à Rodez

1. *Table générale de l'état des archevêchés...* déjà citée. L'évêché de Rodez, suffragant d'Albi, ressortait de la généralité de Montauban, du parlement de Toulouse. Parmi les chanoines, un de Bonald, un de Grimaldi.

qu'un an après sa consécration, le 8 août 1771. Même après, il est plus souvent à Paris que dans son évêché et il se montre fort mondain. A en croire Talleyrand, il aurait fréquenté dans la capitale chez M^{me} de Montesson, la compagne du duc d'Orléans, et il aurait assisté en loge, avec Talleyrand lui-même, Brienne l'archevêque de Toulouse et Dillon l'archevêque de Narbonne, aux représentations que donnait sur son théâtre de société, à Chantilly ou à la Chaussée d'Antin, cette trop aimable grande dame. D'autre part l'évêque de Rodez se liait avec Necker, un protestant, mais un « ministrable » comme nous dirions. Mgr de Cicé avait donc alors toute la mondanité, toute l'ambition des prélats de cour ¹.

Il en avait aussi l'orgueil. Un témoignage accepté par M. l'abbé Sicard, représente l'évêque de Rodez comme « très opiniâtre » et « sans ménagement » ; mais « rampant auprès de ceux qui avaient le courage de lui résister », au point que « un simple valet de chambre le traitait impunément avec autant de dureté qu'il en montrait souvent lui-même envers ses courtisans ».

Dès son arrivée à Rodez éclata un conflit entre lui et le chanoine cathédral, représenté par le chanoine Portelance, à propos d'une question d'administration intérieure. Vainqueur en 1778 par autorité de justice, le prélat accabla son adversaire d'un cruel exil, et le fait eut assez de retentissement pour que dans la suite et jusque sous la Révolution, les ennemis de Mgr de

1. Sur sa culture, voir de Coëtlogon. *Éloge funèbre de Mgr Jérôme-Marie Champion de Cicé (Mémoires de l'Académie d'Aix, 1819, in-8, t. I, p. 173)*. Voir Bibliothèque de l'Arsenal, mss. 6946, fol. 85, « description des livres trouvés dans la maison de Cicé, émigré, occupée par feu Bernard et Salm, émigré », mentionnant l'*Encyclopédie* et d'autres ouvrages philosophiques, de nombreux livres en allemand, anglais, espagnol, italien, beaucoup de livres sur Genève et Necker. Mais les ouvrages ecclésiastiques sont rares, les traités d'art militaire abondent, et on peut par suite attribuer ces livres aussi bien à Bernard et Salm qu'à Cicé.

Sur le goût trop marqué de M. de Cicé pour les séjours à Paris, voir *Rapport de l'agence générale du clergé*., 1775 à 1780, p. 121 ; Servières, *Histoire de l'église du Rouergue*, 1875, in-8°, p. 538 ; *Mémoires du prince de Talleyrand*, Paris, 1891, 5 vol. in-8°, t. I, p. 49 ; Turquan, *Madame de Montesson*, Paris, 1904, in-8°.

Charlotte Béraud de la Haie de Riou, 1737-1805, mariée à M. de Montesson en 1754, veuve, remariée secrètement au duc d'Orléans père du futur Philippe-Egalité en 1773. Talleyrand et Brienne sont connus. Dillon (Arthur-Richard de), 1721-1806, évêque d'Évreux en 1753, archevêque de Toulouse, de Narbonne en 1762, émigré en Angleterre jusqu'à sa mort. M. de Cicé est notamment à Paris, officiellement du reste, le 10 septembre 1772 (Hardy, *Mes Souvenirs*, t. I^{er}, p. 355.)

Cicé l'aient recueilli et cité pour inculper son défaut de mansuétude ¹.

En revanche l'autoritarisme que montra l'évêque, il l'employa pour le bien de son diocèse. Dans cette période de la fin du XVIII^e siècle où les études théologiques avaient grandement faibli, Mgr de Cicé ne pouvait viser à être un docteur de l'Eglise, et son passage à l'agence générale du clergé avait orienté son activité de façon définitive. Il fut en effet, comme Boisgelin, l'archevêque d'Aix et son condisciple, comme Brienne, comme Dillon, le type de « l'évêque administrateur », c'est-à-dire de celui que les âmes pieuses définissaient avec mépris : une sorte « de métis moitié sacré, moitié profane, qui, sous la livrée du Christ exerçait un apostolat philosophique, dont l'objet était de purger la France de toutes les erreurs du gouvernement, dont le principe était que le bonheur du peuple était la véritable et seule religion d'un État ». Mais par ailleurs, on le comprend, l'évêque administrateur était « fort prisé ². » Le frère aîné de l'évêque de Rodez, l'évêque d'Auxerre, lui donnait du reste l'exemple. C'est à l'évêque d'Auxerre que Turgot avait adressé son premier travail d'économie politique, sa *Lettre sur le papier-monnaie*. Mgr de Cicé débuta donc dans son diocèse en adressant à tous les curés un questionnaire qui portait sur la paroisse, sa salubrité, ses revenus pour l'Eglise, son étendue, sa population, ses succursales. Existe-t-il un hôpital, des écoles, un chirurgien, une sage-femme ? « Combien y a-t-il de pauvres » valides ou invalides, méritants ou non, demandait-il encore.

1. Sur ses relations avec Necker, voir A. Duquesnoy, *Journal*, Paris, 1894, 2 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 265. Duquesnoy, député du Tiers de Bar-le-Duc aux États Généraux, est l'ami, en 1789, de Mgr de Cicé. Sur son attitude, notamment dans l'affaire Portelance, voir abbé Bosc, *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, parus en 1797, 2^e édition, Rodez, 1879, in-8°, p. 290 ; *Rapport de l'agence générale du clergé...* 1775-1780, pp. 118, 131, CCXXXV et CCCXXIV ; Bibl. commun. La Rochelle, ms, n° 683, fol. 50 ; Bernadau, et couplets déjà cités du 24 janvier 1788 ; *Vie privée des ecclésiastiques*, déjà citée ; Peltier, *Paris en 1801* (journal de l'émigration publié à Londres), t. XXXIV, p. 37 et 40 ; P. Armand Jean, *op. cit.*, p. 13.

2. *Lettres sur l'état actuel du clergé*, Paris, 1782, in-8 ; Rey, *Discours prononcé...* C'est là une oraison funèbre, et par le confident du défunt ; et pourtant Rey écrit : « C'était proprement un évêque administrateur, qualité qui n'est pas la plus essentielle pour un premier pasteur et qui ne serait pas très digne d'éloges si elle était seule. »

Quels sont les produits récoltés ? « M. le curé estime-t-il que la récolte d'une année commune soit suffisante pour nourrir ses paroissiens d'une moisson à l'autre ? en cas d'insuffisance de la récolte, quelles peuvent être les autres ressources ? » Quels sont les métiers, le commerce ? etc. ¹.

C'était faire comme Turgot qui, dans son intendance du Limousin, avait assimilé les curés à ses subdélégués.

L'activité de Mgr de Cicé s'étendit dès lors à tous les procédés de développement de ce pauvre pays qu'était le Rouergue : multiplication des travaux publics, amélioration de la perception des impôts, enseignement de l'agriculture et de l'hygiène, assistance publique. On le vit instituer une sorte de tribunal privé qu'il présidait lui-même pour accommoder sans frais les plaideurs. Ce tribunal ne pouvait-il intervenir ou n'avait-il pas réussi, l'évêque faisait les frais du procès en instance pour celle des parties qu'il jugeait être dans son droit, « heureux, disait-il d'acheter avec de l'or la paix et le bien-être des familles » ².

Le prélat n'oubliait pas à vrai dire ses devoirs épiscopaux, mais c'était toujours en administrateur pénétré de l'esprit du siècle qu'il les envisageait. S'il gardait sans doute aux défunts jésuites quelque attachement, on le voyait accepter un siège dans la Commission des Réguliers et, sous la direction de Brienne surnommé pour ce « l'Antimoine », collaborer d'un zèle véhément à la réduction des congrégations.

Dans le questionnaire adressé aux curés on lit bien à propos de la paroisse : « Le service divin s'y fait-il avec décence ? Les paroissiens y sont-ils assidus ? Combien y a-t-il de temps que le sacrement de confirmation a été adressé aux fidèles de la paroisse ? » Mais il y est demandé aussi dans quel état se trouvent le presbytère et l'église et s'il y a suffisamment « d'ornements, livres et vases sacrés ». Pour entretenir son séminaire, conformément aux intentions de l'Assemblée du clergé de 1768, l'évêque y réunissait un prieuré qui possédait 2.400 livres de revenu et ne contenait que deux moines. Comme les fabriques, hospices

1. L. Lempereur, *État du diocèse de Rodez en 1771*, Rodez, 1906, in-4°, p. 2-4.

2. De Coetlogon, *Eloge funèbre*, p. 180. L'abbé Bosc, sévère pour son caractère, écrit : « On a toujours rendu justice à son génie et à son expérience dans les affaires, qui lui a souvent suggéré de grandes vues de bien public. » (*Op. cit.*, p. 190.)

et communautés possédaient souvent de petites sommes qu'on ne savait comment placer, il proposait de les confier au receveur des décimes du diocèse. D'autre part il s'intéressait à l'enseignement du collège de Rodez, présidait à la soutenance de thèse passée en fin d'études par un élève de cet établissement nommé Chaptal. Cet élève devait être plus tard ministre et avoir Mgr de Cicé sous ses ordres ¹.

Les capacités de l'évêque de Rodez se donnèrent carrière avec beaucoup plus de retentissement et de succès à partir de 1779. A cette date fut instituée par Necker l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne qui comprenait Rouergue et Quercy ². Est-ce Mgr de Cicé qui fit adopter par Necker le principe même des Assemblées provinciales? Le pamphlétaire royaliste Peltier l'affirmera en 1801. Nous n'en avons cependant aucune preuve, et l'idée circulait déjà tellement que Necker n'avait pas besoin de l'évêque de Rodez pour la faire sienne. Il est certain toutefois que l'intimité du prélat avec l'hérétique Necker n'avait cessé de croître et qu'il possédait toute la confiance du ministre. Il est certain aussi que le prélat était des plus favorables à l'institution même des Assemblées provinciales.

Effectivement c'est Mgr de Cicé que choisit Necker pour présider l'Assemblée de Haute-Guyenne, de préférence à tout autre grand personnage de la généralité, de préférence aux évêques de Cahors, Vabres et Montauban. Ce n'est pas le lieu dans notre ouvrage d'étudier l'œuvre réalisée par l'évêque de Rodez dans cette situation nouvelle. Cette œuvre fut considérable, s'étendit à tous les services publics. En outre, comme de Montauban, capitale de la province, la Cour des Aides et l'intendant faisaient à l'Assemblée une guerre de chicanes, Mgr de Cicé se rendit à

1. P. Armand Jean, *op. cit.*, p. 13; Servièrès, *op. cit.*, p. 538; Chaptal, *Mes Souvenirs sur Napoléon*, Paris, 1893, in-8, p. 12. L'*Observateur anglais* (Londres, 1778, 10 vol. in-12) assure que les Célestins accusent M. de Cicé et Brienne, en 1774, d'avoir provoqué la dissolution de leur communauté pour confisquer leurs biens (tome II, p. 307).

2. Assemblée établie par arrêt du Conseil du 11 juillet 1779, s'ouvre le 19 août. Evêque de Rodez président; évêques de Cahors, Vabres, Montauban (ce dernier ne parut point), six autres ecclésiastiques, seize gentilshommes propriétaires, vingt-six membres du tiers députés moitié par les villes, moitié par les campagnes. Voir *Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne tenue à Villefranche*, Villefranche en Haute-Guyenne, gr. in-4, un fascicule par session.

Paris, provoqua l'intervention de Necker et réduisit l'opposition à l'impuissance¹.

Entre temps, il faut le dire, le prélat n'oubliait pas ses propres intérêts. Obligé d'abandonner l'abbaye de Chantemerle, il se faisait donner en 1780 celle de La Grasse, au diocèse de Carcassonne, d'un revenu de 18.000 livres².

Détesté de quelques-uns pour sa hauteur, ayant conquis l'estime de plus grand nombre par le bien qu'il faisait, Mgr de Cicé fut appelé en 1781 à l'archevêché de Bordeaux. Il le devait à Necker. Il le devait aux talents d'administrateur par lesquels il s'était signalé, à ses relations avec des économistes comme Morellet et Turgot. Il fut suivi sur le siège primatial de l'Aquitaine par les regrets de l'Assemblée de Haute-Guyenne. Celle-ci déplora solennellement le départ du « chef habile qui, par la grandeur de ses vues et la profondeur de son jugement, exerçait l'empire le plus absolu » sur les cœurs. Il était remplacé sur le siège de Rodez par Mgr Seignelay Colbert de Castle-Hill qui devait continuer ses traditions de prélat réformateur et suivre la même politique que lui dans la Constituante³.

1. *Procès-verbal des séances...*; Gaugal, *Etudes sur le Rouergue*, Paris, 1858-1859, 4 vol. in-8, t. II, p. 577 (dont s'est inspiré M. l'abbé Sicard dans l'*Ancien clergé de France*, Paris, 1893, in-8, t. I^{er}, p. 170, note 1); Léonce de Lavergne, *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*, Paris, 1864, in-8, p. 84 ssq. Peltier écrit : M. de Cicé, « qui, si adroitement, si savamment, établit et fit adopter comme un bienfait ces désolantes administrations provinciales... » (*Paris en 1801*, t. 34, p. 34). Cf. M^{me} de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, édit. de 1844, Paris, in-8, p. 44; *Gazette de France* du 2 juin 1780 : le 28 mai, M. de Cicé a présenté au Roi une députation de l'Assemblée provinciale.

2. *Table générale de l'état des archevêchés*; *Almanach royal de 1789*; *Gazette de France* du 7 avril 1780. La Grasse était de l'ordre de Saint Benoît.

3. *Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale*, 17 septembre 1782, rapport des syndics, qui ajoute : « Son esprit nous reste ; il est tout entier dans les premiers monuments de nos Assemblées. » (Fascicule de 1782, p. 9, Villefranche, 1783, gr. in-4.) Colbert-Seignelay de Castle-Hill, né en 1736 en Eccesse, évêque de Rodez du 28 janvier 1781, député du clergé de Rodez aux États généraux, de même opinion que M. de Cicé dans cette assemblée, insermenté, émigré, refuse à Pie VII sa démission (*Dict. des Parlementaires*. En 1772 et 1774, on voit Morellet compter sur M. de Cicé pour obtenir un bénéfice (Lettres de Morellet à Turgot, Biblioth. communale de Lyon, mss, n° 2531).

CHAPITRE III

Mgr de Cicé à l'archevêché de Bordeaux

C'est par brevet royal du 4 février 1781 que Mgr de Cicé fut transféré à l'archevêché de Bordeaux. Il y remplaçait Mgr de Rohan-Guéménée qui passait à l'archevêché de Cambrai¹.

Cette fois encore l'installation ne lui parut pas d'urgence. Il entra de suite en jouissance des revenus de l'archevêché, mais il demeura à Paris où il était venu en 1780. De la capitale, il se contenta d'envoyer aux Bordelais, à l'occasion de la naissance du Dauphin, un mandement où il assurait ses fidèles que son cœur était avec eux. Ayant en 1782 reçu le pallium, insigne de sa nouvelle dignité, des mains de Marbeuf le successeur de Jarente à la feuille des bénéfices, il vint prendre possession du siège primatial d'Aquitaine².

Il révéla aussitôt son caractère altier. L'usage était que tout nouvel archevêque fit à Bordeaux son entrée solennelle sur un vaisseau d'apparat, la « maison navale », escorté du brigantin ou embarcation de la municipalité. Le prélat remontait ainsi la Garonne du château de Lormont, propriété archiépiscopale, au quai des Chartrons, entre les navires à l'ancre dans le port, parmi les acclamations et les salves d'artillerie. Les jurats ou magistrats municipaux n'ayant envoyé au-devant de Mgr de Cicé que le brigantin par une mesure de prudence que dictait

1. Fisquet, *La France pontificale* (22 tomes in-8, 1864-1871), *Province de Bordeaux*, p. 383 ; Ferdinand-Maximilien Mériadec, prince de Rohan-Guéménée, 1738-1814, archevêque de Bordeaux en 1770, de Cambrai en 1781.

2. Archives Gironde, G. 533 et 919 ; *Recueil des ordonnances, mandements et lettres pastorales des archevêques de Bordeaux de 1599 à 1836*, Bordeaux, 1848, 2 vol. in-4, t. I^{er}, p. 482.

l'agitation du flot, l'archevêque exigea que cette dérogation fût formellement proscrite pour l'avenir ¹.

Comment s'étonner que l'âme du prélat fût accessible à l'orgueil quand on envisage la splendeur de son élévation nouvelle ? Primat de la Seconde Aquitaine, chef du diocèse qui contenait le port alors le plus prospère de France, ayant sous son autorité, neuf évêques suffragants, onze abbayes, de nombreux couvents, trois cent quatre-vingt-dix paroisses, il était assisté de quatorze vicaires généraux dont plusieurs recrutés dans la plus haute noblesse, et d'un chapitre cathédral de trente-quatre chanoines. Il était d'autre part conseiller du roi en ses conseils, premier conseiller-clerc au Parlement de Bordeaux, seigneur de Belvès. Il portait blason au premier et au quatrième d'azur à trois écussons d'argent, chargés de trois bandes de gueules, au deuxième et au troisième d'azur à la fasce d'hermine ². Possédant, du chef de son archevêché, de 53.000 à 55.000 livres de revenu, y joignant les profits de son abbaye de La Grasse, il se fit encore donner, afin de pouvoir représenter plus dignement aurait-il expliqué, l'abbaye d'Ourscamp au diocèse de Noyon, d'un rapport de 32.000 à 45.000 livres, et que s'était fait adjuger précédemment Marbeuf bon connaisseur en la matière. Aussi l'opinion publique à Bordeaux n'exagérait pas beaucoup quand elle lui attribuait un revenu annuel de 150.000 livres ³.

L'archevêque de Bordeaux avait donc les moyens de vivre grandement. De fait il rivalisait de faste avec son frère, l'évêque d'Auxerre. On pourrait croire que c'est à lui que songent Taine

1. Sicard, *L'ancien clergé de France*, t. I^{er}, p. 75 ; Abbé J. Callen, *L'entrée solennelle des archevêques de Bordeaux*, Bordeaux, 1883, in-12.

2. *Table générale de l'état des archevêchés ; France ecclésiastique pour 1781 ; Archives de la France monastique*, tome X : *Abbayes et prieurés de l'Ancienne France, provinces ecclésiastiques d'Auch et de Bordeaux*, Paris, 1910, in-8, p. 84 sqq. ; Sicard, *Le clergé de France pendant la Révolution, L'effondrement*, nouv. édition, Paris, 1912, in-8, p. 253. Voir encore *Archives Gironde*, G 196 et 533. Suffragants de Bordeaux : Agen, Angoulême, Saintes, Poitiers, Périgueux, Condom, Sarlat, La Rochelle, Luçon. Parmi les grands vicaires de M. de Cîcê, en 1788 : de Ségur, de Castries, de Biré, de la Porte frère de l'intendant de la liste civile. Armoiries de M. de Cîcê dans Fisquet ; *op. cit.*, p. 394.

3. *Table générale de l'état des archevêchés ; Ourscamp* était de l'ordre de Cîteaux : Cf. *Vie privée des ecclésiastiques* ; et de Lescurê, *Correspondance secrète*, t. II, p. 273. Voir sur l'opinion dans Bordeaux, Bernadau, ms déjà cité, *passim*. Nous citerons, dans ce ms, les références d'après les dates, les *Tablettes* étant un vrai journal.

et l'abbé Sicard, quand ils font la description de l'existence magnifique de l'épiscopat de ce temps ¹. Naturellement, sur son siège d'archevêque, Mgr de Cicé était poursuivi d'autant et plus de critiques que naguère à Rodez. Les moindres étaient qu'il se montrait hautain et qu'il résidait trop souvent à Paris. Un Noël qui circulait dans Bordeaux le représente disant à l'enfant Jésus :

A genoux je me serais mis;
Mais, en vérité, sans tapis
Je ne saurais le faire ².

Plus tard Mgr de Cicé s'est reproché d'avoir « trop abandonné » ses paroissiens. Du moins il paraît avoir été un ami fidèle, et qui plaçait bien ses affections. Il devait être longtemps reconnaissant à Necker; il garda sa protection à certains de ses collaborateurs de Rodez : l'abbé Boyer, le vicaire général De Villaret qui devait finir évêque concordataire. Il attachait à sa personne un médecin nommé Joly qui durant vingt-sept ans allait partager sa bonne et sa mauvaise fortune et finalement lui fermer les yeux ³. Il était aussi délicat dans ses goûts, et aussi bienfaisant, que magnifique. Comme tous les contemporains de Jean Jacques, épris de botanique, il avait introduit dans le jardin de l'archevêché les plantes les plus rares ⁴; il faisait profession de sensibilité et d'humanité et pou-

1. Voir le ms de Bernadau; Bernadau est très malveillant, mais ses dires sur ce point ne sont contredits par personne. Cf. Biblioth. commun. de La Rochelle, ms, 633, fol. 50 verso; Montgaillard, *Histoire de France depuis la fin du règne de Louis XVI jusqu'à l'année 1825, 1826-1833*, 9 vol. in-8, t. II, p. 245; Taine, *L'Ancien Régime*, Paris, 1876, in-8, p. 83, 96; Sicard, *Le clergé de France*, t. I^{er}, p. 91; Abbé Lyonnet, *Vie de Mgr d'Aviau, archevêque de Vienne*, 1847, 2 vol. in-8, t. II, p. 275 sqq.

2. Ms Bernadau, 15 janvier 1788. Nous n'avons pas à nous appesantir ici sur la vie privée de Mgr de Cicé à Bordeaux, étant donné que, archevêque d'Aix, il sera d'une moralité indiscutable. Mais à l'apologie que fait de lui sur ce point M. l'abbé Sicard (*op. cit.*, t. II, p. 61, note 2), nous pourrions opposer des textes.

3. Abbé Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 359 et 567. — De Villaret, 1739-1824. évêque d'Amiens en 1802, d'Alexandrie, de Casal, démissionnaire à la chute de l'Empire (*L'Episcopat français depuis le Concordat jusqu'à la Séparation*, Paris, 1907, in-4, p. 40). Sur Joly, voir Montgaillard, *op. cit.*, t. II, p. 206.

4. M. de Cicé dira plus tard : « Bien avant nos troubles révolutionnaires...

vait plus tard se rendre ce témoignage qu'il n'avait « jamais vu un malheureux sans venir efficacement à son secours » ¹.

Les idées de l'archevêque de Bordeaux étaient celles de la haute société d'alors. Tout en se gardant de coquetterie ouverte vis-à-vis des philosophes, tout en ne s'insurgeant point contre les anathèmes des Assemblées du clergé vis-à-vis de l'impie, de l'hérésie, il se montrait curieux de toutes les tendances nouvelles, même de mesmérisme. Il pratiquait à l'égard des protestants la tolérance. Il justifiait cette attitude par « les préceptes du divin Législateur » ². En réalité, ici Mgr de Cicé s'inspirait de Turgot. Avec l'auteur des *Lettres sur la tolérance* et du *Conciliateur*, il distinguait la tolérance civile « par laquelle le Prince permet dans ses Etats à chacun de penser ce qu'il lui plaît », tolérance qu'il admettait, et « la tolérance ecclésiastique par laquelle l'Eglise accorderait la même liberté dans la religion », tolérance qu'il ne pouvait accepter « sous peine, comme le dira plus tard le Cardinal di Pietro, de mettre l'erreur sur le même pied que la vérité ». C'était déjà là du reste une concession extrême aux idées nouvelles, d'autant que l'on se trouvait dans un Etat où l'unité de foi était la règle, d'autant que l'archevêque de Bordeaux, s'il était conséquent, devait comme Turgot refuser aux évêques contre les

je cherchais souvent en moi-même la science que je pourrais cultiver avec le plus de satisfaction et avec le moins d'embarras et de frais, si quelque révolution... m'enlevait toutes mes richesses et me forçait à fuir mon pays... La botanique me semblait entraîner après elle le moins d'embarras et le plus de jouissances. » (De Coetlogon, *Eloge funèbre de M. de Cicé*.)

1. Premier mandement aux fidèles du diocèse d'Aix. (*Recueil des Ordonnances des archevêques de Bordeaux*, t. I^{er}, p. 585); Rey, *Discours prononcé*...

2. Le premier mandement aux fidèles d'Aix contient l'aveu que l'archevêque n'avait pas été absolument réfractaire à la séduction des écrits philosophiques. La révolution, y lit-on, « nous aura désabusés pour toujours de ces folles espérances de bonheur », et « le charme est détruit, et on mettra désormais à s'en défendre autant d'empressement qu'on en mettait autrefois à le porter ». Sur M. de Cicé et le mesmérisme, voir *Correspondance secrète politique et littéraire* (de Métra), Londres, 1787, 18 vol. in-18, t. XVIII, p. 260. Des protestants, il dit en 1791 : « Et moi qui, pendant tout mon épiscopat, ai pratiqué à l'égard de nos frères errants, comme ceux qui vivent au milieu de vous m'en sont témoins, les principes d'une tolérance fondée sur les préceptes du divin Législateur. » (*Lettre aux administrateurs du département de la Gironde*, dans *Recueil des Ordonnances*, t. I^{er}, p. 561.)

hérétiques le concours du bras séculier et condamner la révocation de l'Edit de Nantes ¹.

Enfin l'initiative de Mgr de Cicé se manifeste encore dans la fondation par lui à Bordeaux d'une école de sourds-muets, avec l'aide de l'abbé Sicard qu'il avait envoyé à Paris apprendre la méthode de l'abbé de l'Epée et dont il favorisa l'œuvre de tout son appui financier et moral. Sicard récompensé par lui le 4 décembre 1784, au moyen d'un canonicat, devait lui rester reconnaissant jusqu'au bout ².

Nous n'avons pas à examiner l'intervention de Mgr de Cicé dans les affaires administratives de la province. Mais il donnait aussi une part de son temps à ses devoirs épiscopaux. De ses vicaires généraux, certains tout au moins avaient été choisis avec discernement et mériteront d'être repris comme collaborateurs par l'archevêque concordataire D'Aviau, ou de recevoir un siège concordataire, tel Mgr de La Porte plus tard évêque de Carcassonne. D'autres, il est vrai, comme le neveu de Mgr de Cicé, l'abbé de la Bintinaye, comme l'abbé d'Andrezel ou M. de Ségur, devaient évidemment leur poste à leur parenté avec le prélat ou avec de grands seigneurs. Les mandements de Mgr de Cicé, dont les mauvaises langues attribuaient d'ailleurs la rédaction à son principal auxiliaire l'abbé d'Héral, ne sortent pas en général d'une facile banalité. Mais l'archevêque encourageait les études de théologie, reconstituait à Bordeaux une congrégation des artisans, etc. ³.

1. Voir les *Lettres à un grand vicaire sur la tolérance*, et *Le Conciliateur ou Lettres d'un ecclésiastique à un magistrat*, dans Turgot, *Œuvres* (édit. Schelle, t. I, p. 387 et 391. M. Schelle p. 391 attribue le *Conciliateur* à Brienne. Cf. Morellet en l'an XI à l'archevêque de Bordeaux, sur la tolérance : « Il y a près de cinquante ans que nous avons connu et répandu la véritable théorie sur ce point, le malheureux archevêque de Sens et vous et l'archevêque d'Aix et M. Turgot et tous les hommes raisonnables et instruits. » (Bibl. commun. Lyon, Papiers Morellet.) En l'an XI, l'archevêque de Bordeaux, c'est Mgr d'Aviau, et celui d'Aix Mgr de Cicé. Et Morellet expose toute la théorie de Turgot.

2. Voir *Institution nationale des sourds-muets*, Paris, ms, n° II, promotion de Sicard au canonicat. Cf. le ms déjà cité de Bernadau, très hostile à Sicard ; Rey, *Discours prononcé...* ; *Souvenirs et mémoires*, t. I^{er}, p. 105 (lettre de Sicard à Thibaudeau). Sicard, Roch-Ambroise Cucurron, 1742-1822, successeur de l'abbé de l'Epée à Paris, sauvé des massacres de septembre, rallié au 18 brumaire, resté suspect à Napoléon, rallié à la Restauration.

3. Bernadau dit de l'abbé d'Héral : « Celui qui dégrossit la besogne épistolaire de l'archevêque ». Sur d'Héral, voir plus loin. Voir aussi *Recueil des mandements*, t. I^{er}, p. 477, 488, 494, 497, 502 et Bernadau, 25 février 1788.

Naturellement c'était toujours l'administration de l'Eglise qui l'attirait de préférence. On pourrait croire qu'il pressentait dès lors le rôle qu'allait jouer le tiers-état du clergé : curés et vicaires. N'était-il pas dans un diocèse où, dès 1777, curés avaient émis la prétention de former « une compagnie collective » ? Depuis 1777, le mouvement ne s'était-il pas étendu au point que, en 1782, le gouvernement se voyait obligé d'interdire aux curés à portion congrue de s'assembler sans la permission de leurs supérieurs ? Mgr de Cicé multiplie donc les égards ¹ vis-à-vis des membres du bas-clergé. Il les traite publiquement de « coopérateurs chéris ». Il les réunit fréquemment en « congrégation foraine » pour prendre contact avec eux. C'est avec eux qu'il étudie la situation des petites écoles et des établissements de charité de leur circonscription, le recrutement des futurs ecclésiastiques. Comme à Rodez d'autre part, Mgr de Cicé se préoccupe des intérêts temporels des fabriques, hôpitaux, communautés, du placement de leurs petites épargnes. Il ne néglige pas non plus la visite des églises, il est membre du bureau d'un hôpital de Bordeaux ².

Par ailleurs Mgr de Cicé continue à collaborer avec la Commission des Réguliers, à tenir sa place dans les Assemblées du clergé. Celle de 1782 le nomme « chef de la commission pour les affaires du temporel ». En cette qualité l'archevêque étudie l'opportunité de mettre l'entretien des objets du culte et le logement des vicaires à la charge des communautés d'habitants. Il voudrait « assurer une retraite décente à des prêtres indigents, exclus des travaux du saint ministère par l'âge ou par les infirmités ». Et il propose de trouver un supplément de ressources dans « les unions de bénéfices », d'autant que « deux maisons religieuses trop pauvres pour subsister séparément, peuvent, étant réunies, former un monastère édifiant et utile ». La demande d'une augmentation des portions congrues était formulée par nombre de curés indigents, particulièrement en Guyenne où la dîme, seule ressource importante du clergé des

1. Arch. Gironde, C 3772; Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXVII, p. 167; Jobez, *La France sous Louis XVI*, Paris, 1881, 3 vol. in-8, t. II, p. 392.

2. *Recueil des Mandements*, t. I^{er}, notamment p. 532-534; Arch. Gironde, série G, p. 10, 418, 581 de l'*Inventaire*; Archives des hospices de Bordeaux, p. 52 de l'*Inventaire*.

campagnes, était accaparée par les gros décimateurs. Il fallait donc aller plus loin dans cette question que ne le permettait l'édit de 1768. Mgr de Cicé admit la justesse de ces plaintes et déclara en pardonner « l'amertume ». Dans l'Assemblée du clergé de 1783, il posa en principe : « Il est nécessaire que le ministre établi dans une paroisse y trouve les moyens d'une honnête subsistance. » Et il fit augmenter la portion congrue jusqu'à 700 livres pour les curés et vicaires perpétuels, jusqu'à 300 livres pour les vicaires. Ceci par des unions de bénéfices, ou la suppression et translation des vicariats et cures inutiles. Toujours par le même procédé, il pensait assurer « des moyens d'éducation aux jeunes clercs et de retraite aux anciens curés et vicaires ». Toutes ces préoccupations, tous ces expédients, nous les verrons reparaître chez l'archevêque concordataire d'Aix.

Une déclaration royale du 2 septembre 1786 ratifia l'augmentation des portions congrues et les moyens de la réaliser par unions ou suppressions de cures, conformément au vœu de Mgr de Cicé et de l'Assemblée du clergé ¹.

1. P. Armand Jean, *op. cit.*, p. 125 ; *Procès-verbal des assemblées du clergé de France*, 1782, 1783 et 1789, Paris, in-fol., p. 157, p. 206, 209, 242, 306-336, 404-416, 513-1239, *passim*. L'édit de mai 1768, rendu sous l'action de l'Assemblée du clergé, M. de Cicé étant agent général, a fixé la portion congrue à 500 livres pour les curés, 250 pour les vicaires (Isambert, t. XXVIII, p. 232). Sur la dime, voir M. Marion, *Les classes rurales en Bordelais au XVIII^e siècle*, dans la *Revue des études historiques*, 1902, p. 215, et H. Marion, *La dime ecclésiastique en France au XVIII^e siècle et sa suppression*, Bordeaux, 1912 ; in-8.

CHAPITRE IV

La période pré-révolutionnaire

(1787-1789)

A partir de 1787 Mgr de Cicé devient surtout un homme politique, possédé par l'âpre convoitise du pouvoir, hanté du souci de ne point compromettre ses chances de parvenir.

C'est la réunion par Calonne, à Versailles, de l'Assemblée des Notables, en février 1787, qui élargit soudain l'horizon devant l'archevêque de Bordeaux. Membre dans cette Assemblée, du septième bureau, tantôt très silencieux, tantôt très effervescent, Mgr de Cicé se déclare l'ennemi de Calonne, soit par amitié pour Necker, soit par solidarité avec Brienne et les autres prélats venus à l'Assemblée. Ou bien était-ce parce que Calonne dénonçait les fraudes commises au profit des privilégiés dans l'évaluation des biens soumis à l'impôt des vingtièmes, voulait faire peser la subvention territoriale, le nouvel impôt dont il réclamait l'établissement, sur tous les contribuables sans distinction, et prétendait liquider la dette du clergé par l'aliénation des droits de justice, de chasse, etc., des bénéficiers? En tout cas, les amis de Calonne accusèrent l'archevêque de Bordeaux de combattre la subvention territoriale et de rejeter aussi le projet de généralisation des assemblées provinciales que Calonne proposait également ¹. Comme M. de Calonne, dis-

1. Mgr de Cicé est appelé à l'Assemblée avec le premier président et le procureur général au Parlement de Bordeaux, l'intendant et le lieutenant de maire. Le bureau dont il est a le duc de Penthièvre pour président. L'Assemblée s'ouvre le 22 février 1787. Voir *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. I, p. 183, sqq; Chérest. *La chute de l'Ancien Régime, 1787-1789*, Paris, 1886, 3 vol. in-8, t. I, p. 152-167; Talleyrand. *Mémoires*, t. I, p. 102.

Dans les *Mémoires de Bachaumont*, Paris, 1808, 2 vol. in-8, t. II, p. 328 (3 juin

gracié, ameuté en parlant l'opinion contre l'égoïsme des privilégiés, Mgr de Cicé voulut, à son retour de l'Assemblée des Notables, bien préciser sa propre attitude.

Il réunit donc à Bordeaux une assemblée provinciale ecclésiastique et lui fit le 7 août 1787 un grand discours :

« Nous n'avons, disait-il, montré aucune opposition aux vœux des Notables pour la coéquation de l'impôt sur toutes les propriétés. » D'autre part, étant données les préventions des « autres Corps » et du Gouvernement lui-même, préventions d'après lesquelles on représentait les sacrifices et contributions déjà consentis par le clergé « comme une faible portion de nos devoirs », Mgr de Cicé déclarait : « Nous devons, sans hésiter, proposer que la vérification de nos biens soit faite, afin de constater jusqu'à quel point nos contributions s'éloignent ou se rapprochent de la contribution des autres citoyens aux deux vingtièmes. »

De plus, « si notre imposition est trop inférieure aux deux vingtièmes, nous devons offrir au souverain un secours annuel qui rétablisse l'équilibre entre tous les ordres de citoyens ». « Si, au contraire, notre imposition se trouve surpasser l'imposition commune aux deux vingtièmes, il ne nous convient point de réclamer aucun soulagement. » Il ajouta, au sujet de la subvention territoriale, cette réserve fort agréable vraisemblablement au bas-clergé : « Il me semble que les portions congrues des curés et des vicaires n'étant que des portions alimentaires,

1787) on lit dans un « Cantique sur l'Assemblée des Notables », par un partisan de Calonne

Le dos voûté par une maigre échine
Cicé paraît un animal pensant
Quand il se tait, on croirait qu'il rumine
Mais quand il parle, alors c'est un volcan
Plein de fumée,
Tête animée,
Ce maladroit
Se fait montrer au doigt.

Levant au ciel ses mains sacerdotales,
« Réunissons, dit-il, tous nos efforts
Contre l'impôt et les provinciales.
Du moins, Seigneur, soyons-y les plus forts.
La voix coupable
Du misérable
Sans nul égard
Taxerait notre part. »

à peine suffisantes à leur entretien, ne peuvent ni ne doivent être assujetties à l'impôt. »

En échange des concessions du clergé : « avec quelle confiance et quelle énergie ne nous sera-t-il pas permis de réclamer la conservation des propriétés dont nous ne sommes que les dépositaires » ? Le clergé devrait aussi conserver « des privilèges nationaux et des formes antiques qui nous sont justement chers », notamment le privilège de s'administrer lui-même par ses Assemblées. Et l'archevêque laissait voir toute sa pensée dans cette parole, à laquelle les discussions sur l'éventualité des Etats Généraux et sur le mode à adopter pour leurs délibérations donnaient toute sa valeur : « La monarchie française consiste essentiellement dans trois Ordres qui ne peuvent, ni ne doivent être confondus et parmi lesquels le clergé a constamment obtenu le premier rang ¹. »

Ainsi, sacrifier une partie de ses revenus à l'impôt, pour sauvegarder son capital immobilier, pour sauvegarder surtout ses privilèges politiques et sociaux, voilà la règle de conduite que Mgr de Cicé proposait à l'ordre ecclésiastique tout entier.

Mais ensuite Mgr de Cicé eut le malheur de lier partie avec le successeur de Calonne au ministère, Loménie de Brienne, dont au surplus il était depuis longtemps le collaborateur à la Commission des Réguliers et l'ami. Il souhaita l'institution d'une Assemblée provinciale de Basse-Guyenne dont il eût été président ; il soutint l'édit établissant la subvention territoriale et l'impôt du timbre. Le Parlement de Bordeaux combattit ces trois mesures avec un acharnement tel qu'il fut exilé le 17 août 1787 à Libourne. Un coup d'Etat du Gouvernement contre les privilèges municipaux de Bordeaux vint encore augmenter les divisions dans la population bordelaise. Les colères se déchaînèrent contre l'archevêque. Certains le raillèrent spirituellement : dans un *Noël*, saint Joseph était représenté l'accueillant avec méfiance et disant :

Il porte quelque impôt du Roi.

Monseigneur, ce n'est pas à moi
Qu'appartient cette étable.

1. Sur la manœuvre de Calonne, voir Chérest, *op. cit.*, t. I, p. 180 sqq. Voir au *Recueil des mandements*, t. I, p. 506-519, le « Discours prononcé par Mgr l'archevêque de Bordeaux », le 9 août 1787.

Les parlementaires et leurs amis les nobles, tous les adversaires de Brienne accablèrent le prélat d'insultes : « Mercenaire », « bas-valet » du ministre, espion du pouvoir, telles furent les gentillesces les plus anodines qu'on lui prodigua. Une *Nouvelle Philippique* l'attaquait avec une véritable rage

Il s'entoure de tous les vices
Pour se retrouver tout entier.

y lisait-on. A Libourne où ils recevaient sa visite, les parlementaires ne lui ménageaient pas les avanies. Le bruit se répandit à Versailles qu'il s'était « rendu odieux à toute la Guyenne », si bien que l'on songea peut-être à le transférer à l'archevêché de Bourges ¹.

Cependant en 1788, Brienne, d'une part s'entêtait à briser les Parlements et, d'autre part, convoquait l'Assemblée du clergé pour lui demander des subsides. Mgr de Cicé lui maintint son appui pour le premier projet et quand Brienne et Lamoignon remplacèrent les Parlements par les Grands Bailliages, l'archevêque fut accusé de recruter dans Bordeaux les éléments du nouveau tribunal. Mais s'il fit adopter par l'Assemblée du clergé la soumission des biens du clergé à une vérification qui permettrait une meilleure assise des vingtièmes, il laissa sans se montrer lui-même, son frère l'évêque d'Auxerre collaborer à des remontrances de l'Assemblée en faveur d'Etats Généraux et du maintien de l'immunité d'impôts pour les biens ecclésiastiques, on vit son confident le plus intime, l'abbé d'Héral, écrire en faveur des privilèges politiques et financiers du clergé ². L'archevêque de Bordeaux louvoyait donc entre le ministre et l'église, entre les adversaires et les avocats des privilèges.

Il n'en était pas moins compromis par sa complicité avec

1. V. Chérest, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 256 sqq.; M. Marion. *Le garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788*, Paris, 1905, in-8; le Ms Bernadau de juillet 1787 à mars 1788 presque à chaque page : Bernadau, avocat au Parlement, est très hostile à M. de Cicé; Bernadau, *Histoire de Bordeaux*, éd. de 1840, Bordeaux, in-8, p. 148; *Correspondance secrète*, éd. de Lescure, Paris, 1866, 2 vol. in-8, t. II, p. 238, 247; Léonce de Lavergue, *op. cit.*, p. 313.

2. Chérest, *op. cit.*, t. II, p. 45; M. Marion, *op. cit.*, p. 47; Ms Bernadau : mars-août 1788; du même, *Histoire de Bordeaux*, p. 150; *Mémoires de Mgr de Salamon*, Paris, 1890, in-8, p. 330.

Brienne. Aussi quand le ministre dut abandonner le pouvoir le 24 août 1788, quand le Parlement de Bordeaux rentra le 20 octobre de la même année triomphalement, l'archevêque fut poursuivi dans sa capitale diocésaine des injures du populaire, ses vitres furent cassées, on reparla de son transfert à Bourges ¹. Ce n'étaient pas ses seuls mécomptes. A la même époque, de concert avec l'évêque d'Auxerre, il essayait sans succès de pousser au poste d'agent général de clergé leur neveu l'abbé de La Bintinaye ². L'archevêque avait donc des heures de pessimisme. Dans son mandement pour le carême de 1788, il s'exprimait ainsi : « On se dit... que la nature a fait tous les hommes égaux ; on le répète même avec une sorte de faste ; mais on n'est plus frères, on n'est plus frères en Jésus-Christ ³. »

Le découragement chez le prélat ne dut point être de longue durée. En place de Brienne, un ami devenu compromettant, le ministre était maintenant Necker, un ami d'un crédit tout puissant. Au début de septembre 1788 l'archevêque partit pour Paris, appelé pour présider le conseil des finances disait-on à Bordeaux. Cependant, dans son diocèse, étaient mis en circulation des écrits qui plaidaient chaleureusement ses mérites ⁴.

En arrivant à Paris Mgr de Cicé cherchait encore sa voie. Il n'était question que de la prochaine convocation des États. Parlements et Assemblées du clergé l'avaient réclamée, Brienne le 8 août 1788 l'avait promise pour le 1^{er} mai 1789. Mais dans les États voterait-on par ordre, comme en 1614, ou par tête ? C'était dans l'espérance de la première solution que Parlements et clergé avaient demandé des États. Les esprits novateurs voulaient le vote par tête, et, en attendant, la concession au tiers d'un nombre de députés égal à celui des représentants des deux Ordres privilégiés.

A en croire l'archevêque, il essaya d'abord de détourner le ministère de réunir les États Généraux. Cette affirmation date il est vrai de 1798, alors que Mgr de Cicé essayait de se disculper de son attitude de 1789.

1. Ms Bernadau, août-septembre 1788 ; *Histoire de Bordeaux*, du même, p. 152.

2. Bibl. nat. Ms fr. 20703. Le 25 octobre 1788, Louis XVI choisit l'abbé d'Osmond.

3. *Recueil des mandements*, t. I^{er}, p. 526.

4. Ms Bernadau, 24 septembre et 4 octobre 1788.

Dans la deuxième session des Notables, du 6 novembre au 12 décembre 1788, réunie pour délibérer sur le doublement des représentants du Tiers, le troisième bureau, dont faisait partie l'archevêque, se prononça contre le doublement, mais en langage d'oracle ¹. Les Notables étant partis après avoir désapprouvé tout projet de doublement du Tiers, Necker demeurait en proie à l'incertitude sur cette question. Alors intervint l'archevêque de Bordeaux : il collabora à la rédaction par Necker d'un rapport au Roi dans lequel le doublement était refusé, et où, seules plusieurs grandes villes obtenaient un accroissement du nombre de leurs députés. Ce rapport fut imprimé, l'archevêque le crut adopté et partit pour la campagne. Revenu à Paris la veille de Noël, il apprit que Necker avait fait volte-face et Necker lui-même lui dit : « Nous ne sommes plus assez forts pour leur refuser leur doublement. Il le faut complet ². » L'archevêque n'était donc pas encore touché de la grâce révolutionnaire.

Le 27 décembre 1788, au Conseil du Roi, Necker faisait adopter le doublement et la nouvelle était publiée sous le titre de « Résultat du Conseil ».

C'est alors, semble-t-il, que M. de Cicé préluda, par une première et prudente évolution, à sa carrière révolutionnaire.

La fermentation était déjà très grande en Guyenne. La noblesse, coalisée avec le Parlement de Bordeaux, espérait rendre les Etats Généraux inoffensifs pour les privilégiés en préparant, comme les nobles et les robins du Dauphiné, un projet de rétablissement des Etats de Guyenne, avec élection par ces derniers, dans certaines conditions, des représentants de la province aux Etats Généraux. Tout était combiné dans ce plan astucieux pour maintenir l'influence des privilégiés.

Or le Tiers de Bordeaux, et, après lui, les curés protestèrent.

1. « Dans la vérité j'étais venu aux États Généraux... après avoir tenté vainement dans les premiers mois de 1788 de détourner le ministère d'une pareille convocation » (Lettre à l'archevêque de Narbonne, Londres, 26 juillet 1798, minute dans le ms n° 261 de la Bibl. Méjanes à Aix). Dans son bureau, 16 voix contre le doublement, 6 pour ; 2 voix optent contre le doublement, mais à condition « de convoquer spécialement des députés des villes notables... d'après leur population et leur importance » (*Arch. parl.*, t. I^{er}, p. 438). Comme M. de Cicé proposera ensuite cet expédient à Necker, il dut être l'un des deux qui votèrent ainsi.

2. Article Necker, rédigé par Lally-Tollendal, dans la *Biographie Michaud*.

Le Tiers envoya même des délégués réclamer à Necker un nombre de députés proportionné à l'importance numérique du Tiers du royaume et le vote par tête.

Les délégués du Tiers bordelais apprirent la déclaration royale du 27 décembre à leur arrivée à Versailles. Leur démarche allait être sans objet. Mais l'archevêque saisit l'occasion de se concilier le Tiers de sa province. Tandis que ses principaux collaborateurs dans Bordeaux prenaient la tête du parti des curés, lui-même demandait à Necker une députation spéciale pour la ville de Bordeaux. Il avait déjà précédemment admis un plus grand nombre de députés pour les grandes villes ; il n'en donnait pas moins ainsi un coup de barre à gauche¹.

Aussi quand Mgr de Cicé rentra dans Bordeaux à la fin de janvier 1789, le public bordelais lui attribua une part du mérite qu'avait eu Necker à concéder le doublement du Tiers. Telle est l'ironie des choses que les félicitations de la bourgeoisie bordelaise allèrent à celui qui avait essayé de détourner Necker de ses intentions libérales. Mgr de Cicé fut reçu en triomphe : feu d'artifice en son honneur, proverbes et poésies à sa louange, visite des avocats en corps, mea culpa de ses adversaires, il connut pour la première fois les joies de la popularité dans Bordeaux².

Dès lors, bon gré mal gré, il lui fallait marcher dans le sens de la Révolution. Les curés du diocèse se montraient de plus en plus ardents, ils réclamaient contre « la trop grande influence attribuée au clergé supérieur » dans les élections prochaines³. A se montrer trop tiède d'opinion ou trop hautain avec eux, l'archevêque risquait de n'être point envoyé aux Etats Généraux.

Mais combien le prélat avançait encore timidement, prudemment ! Le 14 février 1789 il publia un *Mandement relatif à la convocation des Etats Généraux*. Dans ce manifeste, la phraséologie ordinaire au clergé d'alors enveloppe si soigneusement

1. M. Marion. *Un épisode du mouvement de 1789 à Bordeaux*, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1901-1902, p. 739 ; ms Bernadau, janvier 1789 (très hostile aux curés à ce propos).

2. Ms Bernadau, 4 février 1789.

3. Adresse au Roi (27 janvier 1789), par « les curés de Bordeaux et autres » de la province ecclésiastique, réclamant autant de députés pour les curés que pour le haut-clergé, dans Chassin. *Cahiers des curés*, Paris, 1882, in-8, p. 123.

toutes les propositions un peu hardies, qu'on se demande quelle était au fond l'opinion du prélat. Le Mandement loue en Louis XVI un souverain qui « se plaît à régner, non plus par l'asservissement et le silence, mais par le concert et l'acclamation des volontés ». Il dit des privilèges : « Différences de rang, de naissance, de fortune, ne soyez plus que les nécessités de la société, que le signe des plus grandes obligations envers elle » et s'adressant aux grands : « Ne vous rendez point inexorables envers vos frères, leur conseille-t-il ; allégez sur eux le poids de vos privilèges : la société vous a fait grands pour elle-même et non pas pour vous ; votre grandeur est sous sa garde et sa garantie... Mais elle a droit de vous demander à son tour que cette grandeur ne devienne jamais inaccessible aux réclamations et aux besoins de vos concitoyens. » D'autre part il continuait ainsi : « Nous dirons aux classes inférieures : la charité vous recommande, avec la modération et la paix, l'amour de l'ordre et le respect pour des droits qui assurent les vôtres. » Et quant à la question du vote par ordre ou par tête qui n'était point encore résolue, il y consacrait ces paroles, susceptibles de plaire au Tiers sans engager les privilégiés. « Si chacun s'isolant en lui-même, si chaque corps se renfermant dans ses prétentions, si chaque ordre se concentrant dans ses intérêts, ne voyait qu'en lui seul la patrie, bientôt elle n'offrirait plus que les débris et les ossements d'un grand corps privé de mouvement, de chaleur et de vie ¹. »

Comme par hasard, dans le même temps était livrée à l'impression et publiée la déclaration faite par l'archevêque au retour de l'Assemblée des Notables, sous le titre de *Discours prononcé par Monseigneur l'archevêque de Bordeaux le 9 août 1787. Ouvrage où l'on trouve les preuves les moins équivoques et les plus évidentes de la pureté comme de l'étendue du patriotisme de ce premier Prélat de la Guyenne, et les vœux qu'il formait dès lors en faveur du Tiers Etat, même sous l'administration de M. de Calonne.*

Comme il faut tout prévoir, l'archevêque dans le même temps

1. Mandement et instruction pastorale de Mgr l'archevêque de Bordeaux qui ordonne des prières publiques pour demander au ciel l'heureux succès des Etats Généraux dans *Recueil des mandements*, t. 1^{er}, p. 536. Bernadau, toujours malveillant, le dit (20 février) rédigé par l'abbé d'Héral.

songeait à se faire élire par la sénéchaussée de Libourne si celle de Bordeaux le repoussait. Il n'en dira pas moins plus tard pour se blanchir aux yeux des royalistes : « Je n'ai nullement recherché la députation de mon clergé, mais j'avais cru qu'un évêque ne pouvait s'y refuser ¹ ».

Au cours des élections même, la conduite de Mgr de Cicé fut des plus ondoyantes.

Il commença par souhaiter que l'assemblée des électeurs des trois ordres de la sénéchaussée de Guyenne eût lieu dans son palais.

Rebuté par les nobles et une partie du clergé, il dut consentir à ce que la réunion se tint dans la cathédrale. Il y éprouva même, à la suite d'un trait d'orgueil intempestif, quelque mortification ².

Il aurait voulu du moins que la vérification des pouvoirs du clergé se fit en assemblée distincte de celles de la noblesse et du Tiers Etat, et dans son palais : ceci, dirent ses adversaires, parce qu'il avait quêté auprès de ses subordonnés et obtenu grand nombre de procurations à son nom, et ne se souciait pas que le public eût vent de ce fait. Cependant cette attitude était conforme à ses préférences de naguère pour la distinction des trois Ordres et il ne manquera pas de la présenter comme telle lorsqu'il lui faudra se défendre devant Louis XVIII ³.

Sur ce point encore l'archevêque fut éconduit : le meneur du bas-clergé, l'abbé Piffon, fit rejeter son projet. Alors Mgr de Cicé se résigna à « la vérification commune des pouvoirs et procurations ».

Mais dans l'assemblée des trois Ordres un de ses fidèles, l'abbé Thierry, faillit gravement le compromettre : Thierry traita de « séditieux » l'abbé Piffon à propos de la contestation de ce

1. Ms Bernadau, p. 582, note D ; lettre à l'archevêque de Narbonne, 26 juillet 1798, déjà citée.

2. Bernadau, ms cité, 8 mars 1789. L'archevêque aurait aussi voulu un fauteuil dans l'assemblée, le seul fauteuil disponible : il aurait dû y renoncer devant le mécontentement général (*Ibid.*, 8 mars ; *Correspondance*, éd. de Lescure, t. II, p. 342).

3. Bernadau, 10 mars 1789 : « A Bordeaux, messieurs de la noblesse et une partie du clergé m'avaient contraint, bien malgré moi, à la vérification commune des pouvoirs et procurations » (Lettre de M. de Cicé à Louis XVIII, 27 févr. 1799, ms Cicé déjà cité, p. 177).

prêtre et de l'archevêque. Thierry dut faire des excuses à Pif-fon devant toute l'assemblée ¹.

L'archevêque parvint finalement à obtenir que chaque ordre allât rédiger son cahier à part. Ceci, dit-il plus tard, démontrait que la vérification en commun ne conduisait pas fatalement à l'union des trois Ordres dans les Etats Généraux ². Du moins, dans cette assemblée particulière du clergé il retrouvait toute son influence.

La publication de la déclaration du 9 août 1787 et toute la tactique de M. de Cicé irritaient la noblesse et les parlementaires. Leur colère se manifesta sans mesure. On attribua même à l'archevêque la responsabilité d'un duel entre un gentilhomme qui tenait pour lui et un défenseur des privilèges des nobles : dans ce duel le partisan de M. de Cicé fut tué ³.

Le cahier du clergé de la sénéchaussée de Guyenne est signé de l'archevêque et a sans doute été rédigé sous son inspiration. Ici encore la pensée du prélat se dérobe. Le cahier demande l'harmonie « entre les droits respectifs du souverain et ceux imprescriptibles de la nation », un régime constitutionnel, l'égalité d'impôt après vérification contradictoire des propriétés du clergé et la dispense d'impôts pour les journaliers. Par contre « l'antique distinction des trois Ordres sera reconnue aux Etats Généraux inviolable et constitutionnelle » et « quant à la manière de voter par Ordre ou par tête, le clergé de la sénéchaussée s'en réfère aux Etats Généraux ».

Le cahier réclamait encore, comme l'avait toujours désiré l'archevêque, l'amélioration de la condition matérielle des curés et vicaires, l'éducation gratuite pour les clercs pauvres, une « retraite honnête » pour les prêtres invalides ⁴.

1. Bernadau, 12 mars.

2. Même lettre à Louis XVIII, 27 févr. 1799 : « Après un mois de discussions très pénibles, nous avons pu nous retirer chacun dans notre ordre pour rédiger nos cahiers. Cette circonstance affaiblissait sans doute l'opinion de plusieurs qui pensaient que cette discussion commune des procurations conduisait nécessairement à l'opinion par tête sur les affaires. »

3. Duel du comte de Marcellus, créature de Brienne et de M. de Cicé, avec le baron de Budos. Marcellus fut tué. Bernadau (ms cit., p. 558) n'attribue cependant pas le duel à ce motif. Voir le même Bernadau, du 8 mars au 3 avril, pour les antipathies des privilégiés contre M. de Cicé.

4. *Arch. Parlem.*, t. II, p. 392.

Les tendances équivoques du clergé peuvent s'expliquer non seulement par le désir de l'archevêque de ne point trop s'avancer, mais par les passions des deux autres ordres, passions auxquelles il ne pouvait s'associer. Le Tiers se prononçait violemment pour le vote par tête et en commun, et contre les privilèges du clergé. La noblesse, coalisée avec les parlementaires, tenait pour « la forme antique et constitutionnelle de voter par ordre », et l'archevêque dénonçait à Necker le « caractère féroce et emporté » de la majorité des gentilshommes ¹.

Par réaction contre ces furieux, Mgr de Cicé faisait un pas en avant. Il s'employait à déterminer dans l'ordre de la noblesse une scission, à faire élire par la minorité une représentation dissidente, à faire rédiger par cette minorité un cahier « très sage et point contraire à l'opinion *par tête* » ². On voit que l'archevêque était pétri de contradictions.

Quant à l'élection même des députés du clergé, Mgr de Cicé connut sur ce point les transes. Il préférerait bien être élu par le clergé de la sénéchaussée de Guyenne que par la sénéchaussée de Libourne. Mais son insistance à obtenir les votes des curés, le zèle maladroit de ses vicaires généraux, faillirent tout gâter. Un des pasteurs du deuxième ordre, trop vivement pressé par lui, aurait répondu : « Vous nous recommandez, Monseigneur, de nommer pour députés ceux que le Saint-Esprit nous fera connaître : je vous le dirai quand il m'aura inspiré ³. »

En fin de compte, l'archevêque triompha complètement et les noms qui furent adjoints au sien prouvent que le clergé de Bordeaux et environs n'était point d'humeur subversive. L'archevêque fut élu premier député du clergé de la sénéchaussée de Bordeaux ; après lui le curé Piffon, qu'on aurait pris naguère pour un démagogue et qui aux Etats sera le plus réactionnaire et le plus falot des représentants ; Delage, autre curé non moins obscur ; enfin d'Héral, vicaire général et confident de l'archevêque. Dans le même temps, l'évêque d'Auxerre était élu dans

1. *Arch. Parlem.*, t. II, p. 392-397. Lettre de Mgr de Cicé au ministère, 12 avril, dans Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante*, Paris, 1911, in-8, p. 108.

2. Lettre du 12 avril, déjà citée ; Bernadau, ms cité, 16 avril ; Brette. *Documents relatifs à la convocation des Etats Généraux*, Paris, 1894, in-8, t. I^{er}, p. 141.

3. Bernadau, ms cité, du 8 mars au 3 avril.

son bailliage, par les mêmes moyens, dit-on, que l'archevêque de Bordeaux. Mgr Jérôme-Marie Champion de Cicé partit triomphalement pour Versailles le 14 avril 1789 ¹.

1. Bernadau, ms cité, 3 avril 1789 ; Guiffrey, *Les Constituants*, Paris, 1897, in-8, p. 61. — (Emmanuel-Alexandre-Joseph) d'Héral, vicaire général, abbé de Saint-Vincent du Bourg. Né à Saint-Brieuc, le 4 nov. 1755, tint pour l'Ancien Régime, émigra en Angleterre, puis en Espagne (*Dict. des Parlementaires*). Piffon (Pierre), curé de Valeyrac, en Médoc, s'opposa le 12 juin à la réunion avec le Tiers, émigra, puis rentra en France (*ibid*). Delage (Jean-Baptiste), curé de Saint-Christoly-en-Blayois eut la même attitude (*ibid*). La conduite de l'évêque d'Auxerre lors des élections inspira ces vers :

« de Cicé la douceur mensongère

« Vous charme, vous enchante et vous asservira. »

(Sicard, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 273, 387). Sur le départ de l'archevêque pour Paris, voir Bernadau, 14 avril. Un cours Cicé rappelle encore aujourd'hui à Bordeaux le nom du prélat.

CHAPITRE V

Mgr de Cicé député aux États Généraux et l'un des meneurs du parti révolutionnaire

L'archevêque de Bordeaux arrivait aux Etats Généraux précédé d'une véritable réputation d'homme d'Etat. Assurément, s'il est vrai comme l'a dit Talleyrand, que sous l'Ancien Régime l'étude de la théologie, en développant la force et la souplesse du raisonnement et par la dextérité qu'elle donnait à la pensée, faisait des ecclésiastiques de grands diplomates, l'archevêque de Bordeaux avait singulièrement profité de ses années de théologie, et tout ce que l'on a vu de lui jusqu'alors prouve qu'il était surtout un politique aux variations savantes, aux attermoiements calculés. Mais, à ce moment, on lui attribuait plus et mieux. Sans doute Grégoire se contente, pour le juger, de ces quelques mots : « Il avait une tête à la Brienne, plus occupée de projets politiques que de vues ecclésiastiques. » Par contre Malouet écrit de lui qu'il possédait « plus de force dans le caractère qu'aucun des ministres d'alors » ; Lally-Tollendal le déclare « aussi supérieur au commun des hommes par la bonté de son cœur et la noblesse de son âme, que par la force de sa raison et les lumières de son esprit ». *La Galerie des Etats généraux* rédigée surtout par Rivarol dont nous verrons les accointances avec Mgr de Cicé, trace de lui sous le nom de Resius, un portrait sans doute malicieux, à tout prendre très bienveillant. « Resius a toutes les choses qui mènent au succès. Je dis les choses, car ce ne sont pas toujours les talents et les qualités qui l'assurent. Les talents excitent l'envie, les qualités répugnent aux moyens ordinaires de parvenir. Activité d'esprit, courage de l'âme, amabilité de caractère, il

réunit tout. Ni contempteur des préjugés, ni esclave de la vertu, il a prudemment écarté les embarras jetés par l'envie ou le besoin de réussir, sur la route de la fortune. On appelle les jolies femmes, grandes prêtresses de cette divinité capricieuse. J'ignore ce que Resius leur doit, mais il était en fonds pour s'acquitter; car s'il n'avait pas les petits riens qui les amusent, il avait au moins l'inégalité qui les tourmente, défaut souvent préféré à la monotone complaisance ».

On ne s'étonnera donc pas que M. de Cicé ait eu, à l'ouverture des Etats Généraux, toute l'influence d'un ministre ¹.

Il fut admis d'abord dans les conciliabules de Malouet avec Necker et Montmorin. Il arrivait à Versailles, a-t-il dit plus tard, « extrêmement effrayé des dangers que couraient la religion et la monarchie ». C'est sans doute pourquoi il s'unit à Malouet pour presser leurs partenaires de prendre l'initiative d'un plan de réformes à imposer aux Etats, et que les Etats ne pourraient dépasser.

Tous deux furent éconduits ².

Dès l'ouverture des Etats, l'archevêque se trouva dans une situation qui requérait toute son habileté et l'attitude qu'il prit est des plus instructives pour la connaissance de son caractère.

La première question qui se posait pour les membres de l'Assemblée était en effet la suivante : y aurait-il une assemblée des trois Ordres réunis pour vérifier les pouvoirs en commun ? Sans doute l'union des trois Ordres pour cette opération préliminaire n'entraînait pas forcément le maintien d'une assemblée commune. Mgr de Cicé, d'après ce qui s'était passé à Bordeaux, se tenait ce raisonnement rassurant. Néanmoins, a-t-il dit plus tard : « En arrivant à Versailles, je témoignai l'extrême

1. Grégoire, *Mémoires*, Paris, 1840, 2 vol., in-8, t. II, p. 258; Malouet, *Mémoires*, Paris, 1868, 2 vol., in-8, t. 1^{er}, p. 253; *La Galerie des Etats Généraux*, (par J.-P. de Luchét, Rivarol, Mirabeau et Laclos), s. l., 1789, 2 parties in-8, 2^e partie, p. 55; Lally-Tollendal, Notice biographique de Mgr de Cicé dans le *Recueil des mandements*, t. 1^{er}, p. 476; Ferrières, *Mémoires*, Paris, 1821, 3 vol., in-8, t. 1^{er}, p. 49.

2. Malouet, *loc. cit.* L'opinion de Cicé est dans sa lettre à Dillon du 26 juillet 1798, p. 138 du ms Cicé. M. Pisani dans *L'Eglise de Paris et la Révolution*, Paris, 1908, 4 vol., in-16, t. 1^{er}, p. 87, écrit : « pour Cicé il n'y avait pas de réformes efficaces tant que la noblesse et le clergé auraient le pouvoir de paralyser les initiatives du Tiers ». Nous ne savons sur quoi se fonde M. P. pour faire de Cicé un homme de principes, aux plans arrêtés à l'avance.

convenance d'une vérification préalable par des commissaires du Roi, afin de nous éviter les embarras que j'avais éprouvés à Bordeaux et une grande perte de temps. Mais on ne jugea pas qu'à cette époque l'autorité du Roi fût assez respectée pour qu'on pût tenter ce moyen et j'avoue que cette opinion n'était que trop plausible ¹. »

Soudain le 6 mai 1789, dans une première réunion des députés du clergé, quand 114 voix contre 133 demandèrent la vérification en commun, à la vérité « sous la réserve de la distinction des Ordres », Mgr de Cicé fut des 114. Et dès lors on le considéra comme étant l'un des chefs de la minorité réformatrice ou « patriote » du clergé, minorité composée surtout de curés, avec Le Franc de Pompignan archevêque de Vienne, Lubersac évêque de Chartres, Seignelay-Colbert successeur de Cicé à Rodez, Du Tillet évêque d'Orange, Talaru de Chalmazel évêque de Coutances. On désigna même M. de Cicé comme le meneur de ce parti, comme s'abritant pour le conduire derrière les vertus et le désintéressement mystique de Le Franc de Pompignan, et cela lui valut les injures de la majorité ².

Dans la lettre d'explications qu'il envoie en 1799 à Louis XVIII, Mgr de Cicé ne dit pas que le 6 mai il vota pour la délibération en commun, mais il proteste que son seul objectif fût, dès l'ouverture des Etats, d'éviter une scission dans le clergé ³.

Seulement le Tiers Etat avait repris la question de la vérifi-

1. Lettre à Louis XVIII déjà citée. Londres, 27 février 1799, p. 177 du ms.

2. *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 27. Sicard, *op. cit.*, t. II, p. 150 ; Aulard, *Lettres de l'abbé Barbotin*, Paris, 1910, in-8, p. 9.

Lefranc de Pompignan (Jean-Georges), 1715-1790, frère du poète, évêque du Puy en 1742, archevêque de Vienne en 1774, député du clergé du Dauphiné aux Etats Généraux (*Dict. des Parlementaires*). — De Lubersac (Jean-Baptiste-Joseph, baron de) 1740-1822, évêque de Tréguier en 1775, de Chartres en 1780, député du clergé de Chartres aux Etats Généraux, insermenté, émigré, démissionnaire lors du Concordat, chanoine de Saint-Denis et baron de l'Empire (*Ibid.*). — Du Tillet (Guillaume-Louis), 1730-1794, évêque d'Orange en 1774, élu du clergé d'Orange aux Etats Généraux, démissionne en octobre 1789 ; arrêté en 1793 ; mort après libération (*Ibid.*). — Talaru de Chalmazel (Ange, François), 1725-1798, évêque de Coutances, député de son clergé aux Etats Généraux, insermenté, mort à Londres (*Ibid.*).

3. « Une scission à l'ouverture même des Etats Généraux me paraissait un mal extrême et susceptible des plus funestes conséquences pour la religion et le clergé et par conséquent pour la monarchie » (Lettre au Roi déjà citée, p. 178 du ms Cicé).

cation en commun, proposait ce mode de procéder aux deux autres Ordres et la noblesse s'y refusait.

Toujours pour supprimer toute division, prétendra-t-il en 1799, l'archevêque voulut écarter ce sujet des délibérations du clergé. Et c'est lui qui demanda le 7 mai une « commission de députés des trois Ordres » pour trancher le différend qui surgissait.

Cette proposition fut, d'après lui, recueillie par le clergé et ensuite par les deux autres ordres, « et c'est la seule qui ait réuni une parfaite unanimité. » Mgr de Cicé fut élu alors, le 11 mai, le premier des commissaires conciliateurs du clergé. « Mais les esprits étaient trop montés, dira-t-il plus tard. Mes espérances furent trompées, les travaux des commissaires furent infructueux. »

L'attitude de l'archevêque n'en était pas moins déjà prononcée dans le sens des patriotes, puisqu'à partir du 23 mai les curés ligués contre la majorité des évêques prirent l'habitude de se réunir le soir chez lui et agitèrent le projet d'aller se joindre au Tiers ¹.

Le 19 juin, deux jours après que le Tiers s'était proclamé Assemblée Nationale, fut reprise dans la chambre du Clergé la proposition de vérification des pouvoirs en commun, c'est-à-dire de l'union avec les Communes. Peut-être Cicé fut-il l'auteur de cette proposition. C'était toujours du reste « sous la réserve de la distinction des Ordres » que cette motion était faite. D'après les *Archives Parlementaires*, lors du vote, 135 voix maintinrent la vérification par Ordre, 127 demandèrent la vérification en commun, 12 adoptèrent la même opinion avec amendements. Les 127 réclamèrent pour leur camp les 12 suffrages donnés sous réserve, et faisant état de ces votes, ils s'affirmèrent majorité. Le président leva la séance en déclarant la majorité acquise à la vérification par Ordre. Mais bon nombre des 127 demeurèrent en séance, résolus à constater « le véritable nombre des suffrages ». Les archevêques de Bordeaux, de

1. Mgr de Cicé, lettre au Roi déjà citée, p. 179 du ms. *Nouvelles extraordinaires de divers endroits. Gazette de Leyde*, numéro du 19 mai sur la séance du 7 mai (Bibl. Nat., M 2144 B° 25). *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 32; Duquesnoy, *Journal*, t. I^{er}, p. 15; Aulard, *Récit des séances des députés des Communes*, Paris, 1895, in-8, p. 19; Wallon, *Le clergé de 1789*, p. 266-334.

Vienne, l'évêque de Chartres, etc., reprirent leur place et les présents votèrent : « La pluralité du clergé assemblé est d'avis que la vérification définitive des pouvoirs soit faite dans l'Assemblée générale, sous la réserve de la distinction des Ordres », 27 autres allèrent signer, peu après, la même motion chez l'archevêque de Vienne. La vérification en commun l'emportait dans le sein du clergé, par 149 suffrages. D'Héral avait voté comme son chef.

La version apologétique présentée par M. de Cicé dix ans plus tard s'exprime ainsi : « Je pris la parole pour refroidir les esprits. Je rappelai ce que j'avais fait pour éviter une délibération dont je prévoyais les dangers. J'insistai surtout sur ceux d'une scission. Je déclarai que quelque fût l'avis de la majorité je m'y conformerais. J'observai que nous devions nous attendre à des combats bien plus importants et éviter d'affaiblir notre crédit dans l'opinion des peuples qu'on avait déjà commencé d'égarer. Je rappelai ce qui m'était arrivé à Bordeaux, ainsi que les protestations faites solennellement par le Tiers que la vérification commune ne devait avoir rien de commun avec la grande question de l'opinion par ordre ou par tête. »

« Lorsqu'on fut aux voix, il parut que la pluralité se décidait pour la vérification privée. Je sortais à la suite du Président lorsque je fus retenu par la foule et par le spectacle de quelques prélats qui réclamaient contre la levée de la séance, soutenant que la délibération n'était pas complète et qu'on aurait dû résumer les avis divergents pour les réunir aux deux principaux suivant la règle commune à tous les corps délibérants. Je représentai que l'absence d'une partie de l'assemblée et du Président ne permettait rien de régulier. Mais je ne pus empêcher qu'on ne résumât les avis, et le résultat fut qu'en dernière analyse il y avait une pluralité marquée pour la vérification commune. Cependant les autres prélats et moi obtinmes le renvoi de tout à la séance du lendemain. Mais celle-ci n'eut pas lieu à cause des préparatifs qui se faisaient pour la séance royale. »

Il n'existe pas de procès-verbal officiel des séances du Clergé. Il est donc difficile de dire si vraiment M. de Cicé fut retenu en séance à son corps défendant et s'il obtint que la décision définitive fût ajournée. Remarquons cependant qu'au sortir de cette séance du 19 juin, l'archevêque de Bordeaux se dérobait

aux acclamations de la foule, comme s'il pensait n'être pas en communion d'idées avec le parti patriote¹.

Le 22 juin, en tout cas, Mgr de Cicé alla de l'avant. Chez lui se réunirent les membres de la majorité du 19, pour de là se rendre dans l'église Saint-Louis où étaient réunis les députés des Communes. Avant de partir, ils prévinrent de leur intention le cardinal de La Rochefoucault président qui, avec la minorité du 19, siégeait dans la chambre du Clergé. Puis, à une heure de l'après-midi, 149 membres du clergé, conduits par l'archevêque de Vienne, M. de Cicé, les évêques de Chartres et de Rodez, vinrent se joindre au Tiers dans l'église Saint-Louis.

Cette démarche était bien plus grave que la précédente. Venant après le Serment du Jeu de Paume, elle solidarisa le clergé avec le Tiers dans la résolution de donner une constitution à la France, envers et contre toute opposition du Roi.

C'est pourquoi M. de Cicé employa plus tard toute sa dialectique à la justifier auprès de Louis XVIII. « J'espérais, dit-il, que nos difficultés seraient renvoyées après la séance royale et

1. *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 121. Lettre de Mgr de Cicé à Louis XVIII déjà citée, p. 179-181 du ms : « On a dit, ajoute-t-il, que j'avais cherché à capter l'avis de plusieurs députés. C'est une imposture » et il montre que ses deux curés, Piffon et Delage, votèrent contre lui. Cf. *Lettres de l'abbé Barbotin, op. cit.*, p. 15, 16; Duquesnoy, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 110.

M. Pisani (*op. cit.*, t. I^{er}, p. 89-90, note 1) prétend, d'après le *Journal ecclésiastique*, que les 135 voix voulaient une transaction, c'est-à-dire se contentaient de réserver l'avenir quant à l'union avec le Tiers ; 125 voix étaient pour la vérification en commun, 19 voix pour diverses opinions. Donc pas de majorité, la majorité absolue devant être de 140. Néanmoins l'adoption de la transaction fut proclamée. Alors les partisans de l'union réclamèrent, le même soir, un second vote. L'abbé d'Auribeau (*Mémoires pour servir à l'histoire de la persécution française, Rome, 1794*, 2 t. in-8) affirme que le refus de l'union avec le Tiers ayant la majorité, la séance fut levée par le président ; mais à peine ce dernier était-il sorti « que les opposants se rassemblèrent dans la même chambre » et « quelques-uns des membres du premier parti qui avaient négligé de sortir... furent forcés de délibérer avec ce second parti qui employa contre eux les menaces et les violences ». La *Gazette de Leyde*, supplément du 30 juin, porte qu'il y eut 136 voix « pour ne pas désemparer », c'est-à-dire contre la réunion au Tiers, 128 voix pour la réunion, 14 pour la réunion limitée à la vérification des pouvoirs et avec la réserve que le Tiers « reconnaîtrait la distinction des Ordres comme un principe constitutif ». C'était là, rappelons-le, l'opinion de M. de Cicé avant les Etats. Le président, continue la *Gazette*, au lieu d'additionner les 14 avec les 128, dit « que la majorité était contre la réunion » et lève la séance. Les 142 (14 + 128) restent et votent la réunion, mais l'Assemblée nationale était déjà levée et le parti du président déclarait le vote des 142 non valable, la Chambre du clergé n'étant plus constituée lors de ce vote.

seraient dissipées par elle, mais la fermentation s'étant accrue par les discours publics, par les suggestions des députés du Tiers et par leurs séances d'abord dans un jeu de paume et ensuite dans l'église de Saint-Louis, je vis arriver chez moi le 22 à huit heures du matin cette majorité du clergé réclamant avec ardeur notre jonction au Tiers à l'effet de vérifier les pouvoirs. J'opposai d'abord une résistance formelle et secondé par les prélats qui avaient adopté la même opinion, je parvins à contenir cette multitude jusqu'à midi. Alors elle nous menaça de procéder sans nous. Déjà ils étaient en marche lorsque je les arrêtai de nouveau, en insistant sur la convenance et même la nécessité d'avertir le Président et messieurs de la minorité en les invitant à une conférence commune. Six députés furent chargés de porter cette proposition écrite. Mais ce fut sans fruit parce que le Président refusa même de les entendre. Ainsi nous nous vîmes privés de tout moyen ultérieur de résistance et nous dûmes considérer si, pour complaire à la minorité, nous devions nous séparer de la majorité, si nous devions nous permettre d'abandonner celle-ci à elle-même et de la laisser dépourvue de tout guide, par conséquent livrée aux insinuations les plus perfides. Enfin il nous était évident, qu'en nous séparant d'elle, nous perdions toute espèce de crédit, sans changer l'état des choses puisque la majorité n'existerait pas moins sans nous. Ce furent ces motifs qui nous conduisirent à Saint-Louis, mais j'exigeai d'abord qu'on y constatât notre majorité par un appel général, et il fut arrêté sur ma demande que M. l'archevêque de Vienne déclarerait au Tiers que nous ne venions que pour la vérification des pouvoirs afin d'exclure tout projet de confondre les Ordres, ce qui a toujours été bien contraire à mes principes ¹. »

1. Lettre au Roi déjà citée, p. 180-181 du ms ; *Moniteur*, réimpression, t. I^{er}, p. 87, 91 ; *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 140 ; Marmontel, *Mémoires d'un père*, édit. Tournoux, Paris, 1891, 3 vol., in-16, t. III, p. 217. — La *Gazette de Leyde* dans son numéro-supplément du 3 juillet 1789, dit que si le 20 juin nombre d'ecclésiastiques ne se sont pas réunis au Tiers (sauf 122 curés), c'est qu'ils n'ont pas trouvé décent de se présenter dans un Jeu de Paume. Dans le supplément au numéro du 3 juillet, la *Gazette* ajoute, à propos du 22 juin : « C'est principalement à M. l'archevêque de Bordeaux et à M. l'archevêque de Vienne auxquels (*sic*) l'on doit cette réunion. » En effet, le 22 juin les curés qui s'étaient ralliés aux Communes « furent priés de se rendre chez M. l'archevêque de Bordeaux », etc.

Il est impossible, en l'absence de tout autre témoignage, de contrôler ce qui se passa le matin du 22 juin 1789, au domicile et dans l'âme de Mgr de Cicé. Toute son argumentation, en supposant qu'on l'accepte, rappelle à s'y méprendre le raisonnement bien connu de nombre d'hommes politiques, à propos de leurs partisans. « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive. »

Du moins l'archevêque de Bordeaux eut une occasion de revenir sur sa concession de naguère, le 23 et le 24 juin. Le 23 en terminant la séance royale, Louis XVI ordonnait aux trois Ordres de se retirer et de se rassembler le lendemain en chambres séparées : la majorité du clergé obéit et sans doute avec elle Mgr de Cicé¹. Mais le 24, le clergé étant réuni dans son local particulier, la minorité revint à l'idée d'aller se joindre au Tiers, ceci nonobstant l'expresse défense portée la veille par le monarque. Puis, l'exemple agissant, ce furent près de cent cinquante ecclésiastiques qui partirent de la Chambre du Clergé, avec à leur tête Mgr de Cicé, Pompignan, Lubersac, Seignelay, Talaru, et ils emportèrent les archives, les registres. L'abbé d'Héral imita encore son archevêque ce jour-là.

Sur ce point délicat l'archevêque de Bordeaux glisse prudemment dans son plaidoyer adressé à Louis XVIII en 1799. Il se contente de dire que la démarche du 22 n'aurait jamais déterminé la confusion des trois Ordres « si la réunion subséquente n'eût pas été effectuée, comme elle le fut, sans réserve ni exception », et « dans le fait, nous ne fîmes qu'apercevoir d'avance et exécuter ce que le reste des deux premiers Ordres fit lui-même six ou sept jours plus tard, et lorsqu'ils ne pouvaient plus en retirer aucun fruit »². Tout le mal viendrait donc de la réunion des trois Ordres effectuée peu à peu à partir du

1. Brette, *La séance royale du 23 juin 1789*, dans *la Révolution française*, t. XXII, p. 416 et sqq. montre qu'on ne peut préciser quels membres du clergé restèrent en séance. Mais si M. de Cicé avait pris ce parti, il était un trop grand personnage pour passer inaperçu.

2. *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 147, 161 ; *Gazette de Leyde* du 3 juillet, supplément : 50 curés seulement seraient restés avec le Tiers le 23 juin. *Lettres de l'abbé Barbotin*, *op. cit.*, p. 23, 24, 30 ; Duquesnoy, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 126 ; Lettre de Mgr de Cicé à Louis XVIII, déjà citée (p. 181 du ms). Il prend soin dans cette lettre de ne point distinguer entre les réunions du 22 et du 24 et il semble croire qu'il n'y a eu que la démarche de Saint-Louis, car après avoir dit que dans cette réu-

26 juin et sur lettre de Louis XVI engageant la minorité du clergé à s'y déterminer, le 27 juin. Il est évident qu'en permettant à cette réunion de s'effectuer Louis XVI s'abandonna, mais il est hors de doute que le souverain ne s'abandonna qu'après avoir constaté qu'il était lui-même abandonné, à la date du 24 juin, par une portion considérable de cet ordre du clergé qui avait été si longtemps le soutien de la royauté absolue.

En attendant que le reste des privilégiés suivit son exemple, Mgr de Cicé connaissait le 24 juin les joies de la popularité. Plus que le mystique Le Franc de Pompignan, il apparaissait comme le chef politique du clergé de France. Dans son succès il fut élément pour ses adversaires de l'épiscopat : il intercédait dans l'Assemblée nationale pour l'archevêque d'Aix, Boisgelin, que l'on accusait d'être infidèle à son mandat. De même, le 26 juin c'est, appuyé sur le bras de Mgr de Cicé, sous sa protection et dans son ombre pourrait-on dire, que l'archevêque de Paris, Mgr de Juigné, jusqu'alors irréductible ennemi du Tiers, fit son entrée dans l'Assemblée nationale. Ce faisant, l'archevêque de Bordeaux pouvait penser qu'il acquerrait de nouveaux titres à l'estime des patriotes et qu'il s'attirait d'autre part la reconnaissance des députés ecclésiastiques menacés par les passions révolutionnaires. Dès sa réunion au Tiers, Mgr de Cicé était nommé par l'Assemblée nationale au Comité de vérification des pouvoirs et c'est chez lui que le Comité vint tenir séance.

Plus tard, émigré en Angleterre, inculpé par les royalistes impénitents auprès de Louis XVIII, Mgr de Cicé a expliqué sa conduite de la façon qu'on vient de voir. Après quoi, il a conclu par ces propos bien curieux : « je ne tiens nullement à la démarche que l'on m'a reprochée, ce n'est pas elle que je défends. Je savais qu'elle *prêterait à la censure*, comme l'a dit Votre Majesté ¹. Hélas ! je voyais le danger de tous les côtés. Dans ces temps de perplexité, la bonté des résolutions est attachée à leur succès et dépend d'événements futurs et incer-

nion il exigea un appel général afin d'exclure tout projet de confondre les ordres, il ajoute « et notre démarche n'aurait, je crois, jamais produit cet effet à la réunion subséquente ». D'Héral exprima plus tard des regrets d'avoir pactisé avec le Tiers (d'Auribeau, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 181).

1. Voir sur cette expression de Louis XVIII, même livre, chap. IX.

tains. Peut être fus-je trop frappé des dangers d'une scission dans l'ordre du clergé et des droits de la majorité dans tout corps délibérant. Je ne prétends que justifier mes intentions ». Il aurait donc simplement pratiqué la politique du moindre mal.

Toute autre est l'appréciation des Ferrières, des Peltier, des Moreau, des Montgaillard, des Clermont Gallerande ! D'après eux, dans cette affaire de la réunion des Ordres, l'archevêque de Bordeaux aurait vendu son appui à Necker moyennant la promesse de l'entrée au ministère; il aurait été de ceux qui furent chronologiquement : « les premiers Jacobins de France ».

Il reste que son intervention fut alors décisive. Son ami Duquesnoy, député du Tiers Etat de Bar-le-Duc, écrit : « Il est un des auteurs de la révolution actuelle, et personne peut-être n'y a contribué plus que lui, puisqu'il a entraîné les curés pour se réunir aux Communes. » Son autre ami, Lally-Tollendal, juge de même ¹.

A partir de la fin de juin 1789, Mgr de Cicé est à la tête, dans l'Assemblée nationale, des ecclésiastiques acquis au nouvel ordre de choses, en compagnie de Pompignan, Lubersac et autres alliés de la veille, et aussi de Boisgelin, La Luzerne, Fontanges archevêque de Toulouse, La Fare évêque de Nancy, ralliés maintenant à sa cause. Avec eux, avec les laïques Malouet, Mounier, Lally-Tollendal, Bergasse, etc., il forme le groupe dit des *monarchiens* qui soutient Necker contre la Cour ². Il dîne chez Necker le 11 juillet 1789, dans cette soirée où le ministre a en

1. *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 135, 142; *Moniteur*, t. I^{er}, p. 102; Pisani, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 92; lettre de Cicé à Louis XVIII déjà citée; J.-N. Moreau, *Mes Souvenirs*, Paris, 1898, 2 vol. in-8, t. II, p. 421; Ferrières, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 49; Peltier, *Paris en 1801*, t. 34, p. 34; Montgaillard, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 231; Clermont-Gallerande, *Mémoires particuliers pour servir à l'histoire de la Révolution*, Paris, 1826, 3 vol. in-8, t. I^{er}, p. 82. Cf. Duquesnoy, *Journal*, t. I^{er}, p. 265; Lally, Notice sur M. de Cicé en tête du *Recueil des mandements*. Par contre, dans sa lettre à Louis XVIII (p. 181 du ms), l'archevêque écrit : « On a voulu... noircir notre conduite en la présentant comme la cause de la fusion des ordres, de l'opinion par tête et en un mot de la Révolution. Mais il fallait s'aveugler sur la nature des circonstances, sur la marche de la Révolution, sur l'étendue de ses racines et de ses moyens, sur l'influence des clubs et des galeries. »

2. Fontanges François de), 1744-1806, évêque de Nancy en 1783, archevêque de Bourges en 1787, de Toulouse en 1788, député de son clergé aux Etats Généraux, émigré, rentré, évêque d'Autun en 1802 (*Dict. des Parlementaires*). La Fare (Anne-Louis-Henri, duc de), 1752-1829, évêque de Nancy en 1787, député de son

poche la lettre du Roi le sommant de quitter la France en grand secret, et Necker demeure impénétrable en effet pour M. de Cicé comme pour les autres convives. Le 14 juillet au matin, tandis que l'Assemblée nationale, anxieuse des nouvelles de Paris, investie de tous côtés par des troupes, aborde son œuvre constitutionnelle et veut être impassible, dans le Comité de constitution qu'elle forme elle fait entrer Mgr de Cicé.

L'Assemblée n'a élu Mgr de Cicé à ce Comité que le sixième sur huit, après Mounier, Talleyrand, Sieyès, Clermont-Tonnere, et Lally, avant Chapelier et Bergasse. Mais lorsque l'autorité de l'Assemblée ayant triomphé par la révolution parisienne du 14 juillet, le Comité peut ébaucher son travail, c'est l'archevêque de Bordeaux qui les 27 et 28 juillet en présente le résultat dans un rapport demeuré célèbre¹ : « Une Constitution nationale est demandée et attendue par tous nos commettants », elle seule peut asseoir « la liberté des Français sur des bases inébranlables » ; l'Empire jusqu'à présent « n'a cessé d'être la victime de la confusion et de l'indétermination des pouvoirs », d'un « fatal despotisme », de « la prépondérance et de l'aristocratie des Corps, dont le joug pèse en même temps sur les peuples et les Rois ». Et après s'être écrié : « Loin de nous tout intérêt d'Ordre et de corps », l'archevêque ajoute ces paroles hardies : « Eh ! quelle classe de citoyens pourrait revendiquer des privilèges abusifs, lorsque le Roi lui-même consent à baisser son sceptre devant la loi. »

clergé aux Etats Généraux, émigré et l'un des agents de l'émigration, rentré en 1814, archevêque de Sens et cardinal (*Ibid.*). — Mounier (Jean-Joseph), 1758-1806, magistrat, député du Tiers du Dauphiné aux Etats Généraux, démissionnaire le 8 octobre 1789, émigré en 1790, préfet d'Ille-et-Vilaine après le 18 brumaire, puis conseiller d'Etat (*Ibid.*). — Lally-Tollendal (Trophime-Gérard, marquis de), 1751-1830, fit réhabiliter son père, député de la noblesse de Paris aux Etats Généraux, démissionnaire et émigré après le 6 octobre, rentré après le 18 brumaire, pair de France en 1815 (*Ibid.*). — Bergasse (Nicolas), 1750-1832, avocat, député du Tiers de Lyon aux Etats Généraux, quitte l'Assemblée après le 6 octobre, incarcéré en 1794, conseiller officieux du gouvernement de la Restauration (*Ibid.*).

1. *Moniteur*, t. I^{er}, p. 117, 157 ; Lady Blennerhasselt, *M^{me} de Staël et son temps*, 1766-1817, Paris, 1890, 3 vol. in-8, t. I^{er}, p. 479 ; Rapport fait par M. l'archevêque de Bordeaux au nom du Comité choisi par l'Ass. Nationale, pour rédiger un projet de Constitution (*Arch. Parl.*, t. VIII, p. 280 ; à part, 16 p. in-8, Paris et Bordeaux). — Mounier a fait le 9 juillet un premier rapport sur l'ordre du travail.

Passant alors au travail accompli par le Comité, Mgr de Cicé déclare : « Nous avons jugé d'après vous que la Constitution devait être précédée d'une déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, non que cette exposition pût avoir pour objet d'imprimer à ces vérités premières une force qu'elles tiennent de la morale et de la raison, qu'elles tiennent de la nature qui les a déposées dans tous les cœurs auprès du germe de la vie, qui les a rendues inséparables de l'essence et du caractère d'Homme ; mais c'est à ces titres même que vous avez voulu que ces principes ineffaçables fussent sans cesse présents à nos yeux et à notre pensée : vous avez voulu qu'à chaque instant la Nation que nous avons l'honneur de représenter, pût y rapporter, en rapprocher chaque article de la Constitution dont elle s'est reposée sur nous, s'assurer de notre fidélité à s'y conformer et reconnaître l'obligation et le devoir qui naissent pour elle de se soumettre à des Lois qui maintiennent inflexiblement tous ses droits. Vous avez senti que ce serait pour nous une garantie continuelle contre la crainte de nos propres méprises, et vous avez prévu que si, dans la suite des âges, une puissance quelconque tentait d'imposer des Lois qui ne seraient pas une émanation de ces mêmes principes, ce type originel et toujours subsistant dénoncerait à l'instant à tous les citoyens ou le crime ou l'erreur. Cette noble idée conçue dans un autre hémisphère, devait de préférence se transplanter d'abord parmi nous. »

Les deux points essentiels à déterminer, d'après l'archevêque, étaient : périodicité ou permanence du Corps législatif (et le Comité penchait pour la permanence), une seule chambre ou plusieurs (et le Comité en souhaitait deux pourvu que dans leur constitution on ne montrât point d'égards « aux distinctions d'Ordres »).

Après Mgr de Cicé, Mounier vint lire le premier chapitre du projet de Constitution, c'est-à-dire une première rédaction de la Déclaration des Droits, rédaction dont le texte définitif sera surtout une précision. Il lut ensuite le deuxième chapitre, c'est-à-dire les principes du nouveau régime : monarchie soumise à la loi et où le roi ne règne que par la loi, participation des représentants de la nation au pouvoir législatif du souverain, obligation pour ce dernier de demander au Corps législatif le vote de l'impôt, responsabilité des agents du roi, liberté

et égalité civile, etc. C'est là tout le programme des monarchiens ¹.

Mgr de Cicé ne devait pas s'attacher éternellement à ces principes. Quand en 1799 espérant remonter incessamment sur le trône, Louis XVIII lui demandera un projet de déclaration royale, il recommandera de ne donner des Etats Généraux que ce que nous pourrions appeler le mirage ².

En attendant, son attitude augmentait l'irritation des absolutistes. Ayant plus tard à se justifier vis-à-vis d'eux il dira modestement : « Je n'ai fait que paraître aux Etats Généraux. » Mais sa politique ressortait d'autant plus que son frère l'évêque d'Auxerre taxait ouvertement la Déclaration des Droits d'*inutile* et tournait complètement à la réaction.

Le rapport de Mgr de Cicé au nom du Comité de Constitution, très admiré de la majorité de la Constituante, facilita l'entrée de l'archevêque au ministère ³.

1. Cf., le 28 août, Mounier se réclamant dans l'Assemblée du projet de l'archevêque de Bordeaux. (*Arch. Parl.*, t. VIII, p. 504.)

2. Voir plus loin livre II, chapitre IX.

3. « Je n'exige pas (*sic*) pourquoi la méchanceté s'est plus acharnée contre moi que contre aucun autre; je veux croire que cela vient uniquement de ce que j'ai été placé hors de la ligne commune, car je n'ai fait que paraître aux Etats Généraux ». (Lettre à Dillon déjà citée, 26 juillet 1798, p. 140 du ms Cicé); Peltier, *loc. cit.*, dit de lui : « administrateur qui, après avoir fait de grands essais dans un petit coin du Rouergue, s'est trouvé tout à coup un Lycurgue, et a tracé, d'une main hardie, au milieu de la foudre et des orages, une constitution pour des millions d'hommes ». Sur l'effet du rapport du 27 juillet, voir Duquesnoy, *Journal*, t. I^{er}, p. 239. Sur l'évêque d'Auxerre, voir *Moniteur*, t. I^{er}, p. 262 (séance du 1^{er} août).

CHAPITRE VI

Mgr de Cicé ministre de Louis XVI

I

Louis XVI, ayant capitulé devant la révolution parisienne et rappelé Necker, s'était résigné ensuite à faire ce que nous appellerions un ministère parlementaire. Aux collègues de Necker rappelés avec lui : Saint-Priest, Montmorin, La Luzerne, le roi adjoignit donc Mgr de Cicé qui reçut la garde des sceaux en place de Barentin, Le Franc de Pompignan chargé de la feuille des bénéfices, La Tour du Pin qui reçut le portefeuille de la guerre. Mgr de Cicé entra au ministère le 4 août 1789.

Les absolutistes ne s'indignèrent que plus fort contre l'archevêque de Bordeaux. Certains personnages se déroberent dès lors à toute relation avec lui. Des malveillants insinuèrent que des influences féminines s'étaient employées en faveur du prélat. D'autres s'étonnèrent qu'il eût préféré aux finances la garde des sceaux, « département moins orageux » mais de second plan¹.

1. Saint-Priest (François-Emmanuel Guignard, comte de), 1735-1821. Militaire, diplomate, ministre d'Etat sans portefeuille le 31 décembre 1788, tombé et rappelé avec Necker, secrétaire d'Etat de la Maison du Roi du 15 juillet 1789, remplacé le 24 décembre 1790, émigra. Ministre de la Maison du Roi de Louis XVIII en exil. Lieutenant général en 1814, pair en 1815. — Montmorin Saint-Hérem (Armand Marc, comte de) né vers 1745, massacré à Paris le 2 septembre 1792, ambassadeur, ministre des Affaires étrangères en 1787, renvoyé et revenu avec Necker, remplacé le 20 novembre 1791. — La Luzerne (César-Henri, comte de) 1737-1799. Lieutenant général, ministre de la Marine en octobre 1787, renvoyé et revenu avec Necker, remplacé le 26 octobre 1790, émigré en Angleterre puis en Autriche. — La Tour du Pin Gouvernet (Jean-Frédéric comte de) né en 1727. Lieutenant général, ministre de la Guerre du 4 août 1789 au 16 novembre 1790 ; traduit le 28 avril 1794 devant le tribunal révolutionnaire et guillotiné. Cf. Moreau (*Mes Souvenirs*, t. II, p. 460 et 548) qui avoue du reste que Cicé arrêta une dénonciation

En réalité, dès le 17 juillet, l'opinion dans l'Assemblée nationale portait Mgr de Cicé au ministère. Son prestige était encore accru à la suite d'un trait de bravoure : on l'avait vu arracher aux fureurs populaires deux soldats sur le point d'être accrochés à la lanterne. Ce fut Necker qui proposa son nom au roi. Le roi l'accepta comme le chef de la majorité parlementaire. « Les choix que je fais dans votre assemblée même, écrit Louis XVI à la Constituante, vous annoncent le désir que j'ai d'entretenir avec elle la plus confiante et la plus amicale harmonie. »

Dans la suite, l'archevêque a prétendu qu'il n'avait accepté « que par pur attachement » pour le Roi, « que par soumission », une place qui ne pouvait lui offrir que « toutes sortes de périls et de dégoûts »¹. Sans doute, à exercer le pouvoir, il l'a jugé ainsi. Mais il est peu vraisemblable qu'il soit allé au Conseil des ministres comme au martyre. Garde des sceaux, il venait de conquérir une situation telle que les rois de France depuis deux siècles en avaient soigneusement écarté les ecclésiastiques. Il pouvait tout espérer : la chancellerie d'abord si le chancelier Maupeou venait à mourir pendant que lui-même tenait les sceaux, le cardinalat, le poste de premier ministre².

On peut dire qu'il y a eu dans la Révolution quelques semaines où rien n'interdisait de penser que le mouvement allait être guidé, allait être contenu par Mgr de Cicé. Il a été alors le maître de l'heure. Il n'a pas su en profiter du reste, ou plutôt ses talents se sont montrés inférieurs à la situation.

contre lui. Cf. Rivarol et Champenetz, *Petit dictionnaire des grands hommes de la Révolution*, Paris, 1790 (Bibl. nat., Lb 39, 3899^a). « Il ne s'est laissé faire garde des sceaux que pour mieux avilir et éteindre à jamais cette première place de la monarchie. » Voir aussi *Nouvelle biographie générale*, article Cicé et *La Galerie des Etats Généraux* déjà citée, portrait de Résius. Mgr de Cicé prête serment le 5 août et prend séance au Conseil le 11.

1. Duquesnoy, *Journal*, t. I^{er}, p. 228, 230, 265 (17, 18 juillet ; 5 août) ; Necker, *Sur l'administration de M. Necker par lui-même*, Paris, 1791, in-8, p. 146 ; *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 341. Cf. *Correspondance secrète*, éd. de Lescure, t. II, p. 377 ; lettre de M. de Cicé à Dillon, déjà citée, p. 141 du ms.

2. Mgr de Cicé a la survivance de l'office de chancelier, mais Maupeou ne mourra qu'en 1792.

II

Une première période de l'histoire du ministère de Cicé s'étend jusqu'à la Constitution civile du clergé.

Une fois garde des sceaux, le monarchien qu'était M. de Cicé se transforme en monarchiste. Il paraît avoir été un des agents les plus actifs de la politique adoptée en août par la Cour, et qui consistait dans l'alliance des monarchiens et des absolutistes, *au profit des absolutistes*, pour enrayer la marche de la Révolution. Nul dans le ministère ne pratique avec autant de constance, pour annuler les volontés de la Constituante, la tactique des attermoiemens, des intrigues et des subterfuges. Il se montre le plus fécond en arguties, le plus retors des chicaneaux, pour empêcher les actes de l'Assemblée d'acquiescer force de loi, et les lois qu'il n'a pu empêcher de naître il en entrave savamment l'application.

« On a pu juger de nos principes, écrit-il plus tard à propos du ministère, lorsque Sa Majesté se refusa à l'acceptation des décrets du 4 août si unanimement et si indiscrètement votés, et de la Déclaration des Droits ¹. » Mgr de Cicé n'était pas présent dans la Constituante lors de ces votes mémorables. Cela le mit à l'aise pour prendre une attitude qui était manifestement contradictoire avec ses déclarations du 27 juillet.

Tandis qu'il agissait ainsi auprès de Louis XVI, il intervenait comme ministre dans la Constituante le 7 août par un discours qui, dira-t-il dans la suite, « fut honoré des suffrages de tous les gens de bien » et le « signala dès lors aux yeux des malintentionnés, comme un homme dont ils ne pouvaient espérer que des contradictions ». *Contradictions* signifie sans doute *oppositions*, sinon nous aurions là un aveu par trop candide. Or ce discours n'est même pas en contradiction avec la tactique adoptée par l'archevêque depuis la réunion des trois Ordres. Il y proclame la nécessité du « concours » de l'Assemblée et du Roi, il déclare les ministres « responsables » envers

1. Lettre à Dillon déjà citée, p. 140 du ms.

la nation comme envers le souverain et, s'il flétrit les excès de l'anarchie spontanée, ce n'en est pas moins, d'un bout à l'autre, le langage du ministre d'un roi parlementaire. Il en ressort que le garde des sceaux parle au Roi d'une façon et à l'Assemblée d'une autre façon ¹.

Par ailleurs, après avoir qualifié Necker dans ce discours du 7 août, de « ministre vertueux... rendu à vos regrets et à votre estime », dès le 17 septembre l'archevêque échafaudait une intrigue pour renverser le chef du ministère et prendre sa place. Un triumvirat Cicé-La Fayette-Mirabeau était à la base de la combinaison ².

Sans que la majorité des hommes politiques et du public fussent au courant de ces menées du prélat, l'opinion déchantait très vite sur lui, comme sur ses collègues du reste. Le 14 septembre encore, Duquesnoy déclarait le garde des sceaux « bien supérieur à tous » les autres ministres et espérait le voir « pour jamais dans le ministère ». Mais le 18 Louis XVI refusait de sanctionner les arrêtés du 4 août. Le 21 le roi promettait la « publication » de ces arrêtés, réservait par contre leur « promulgation » qui, écrivait-il à l'Assemblée, « n'appartient qu'à des lois rédigées et revêtues de toutes les formes qui doivent en procurer immédiatement l'exécution ³ ». Ces subtilités de juriste astucieux, cette pratique des nuances dans le faux-fuyant furent attribuées naturellement au garde des sceaux.

En poussant le roi à refuser la sanction pour des mesures décisives comme celles adoptées le 4 août, Mgr de Cicé contribuait pour sa part à déchaîner la tempête des 5 et 6 octobre. Plus tard il en a rejeté la responsabilité sur les provocations des gardes du corps. La crise elle-même ne lui rendit pas sa clairvoyance. A l'approche des Parisiens, dans le conseil tenu par le roi à Versailles le matin du 5 octobre, même le soir, dans un second conseil tenu pendant que l'invasion populaire rôdait autour du château, M. de Cicé combattit l'avis de Saint-Priest qui proposait à Louis XVI d'éloigner la famille royale et de

1. Lettre à Dillon, déjà citée, p. 140 du ms. M. de Cicé y donne le discours comme du 13 août 1789, ce qui s'explique, car sa lettre est de 1798. Voir ce discours dans *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 360.

2. Voir plus loin, même chapitre.

3. Duquesnoy, *Journal*, t. I^{er}, p. 340 ; *Arch. Parl.*, I^{re} série, t. IX, p. 53.

résister de vive force. Il semble qu'en combattant Saint-Priest, Mgr de Cicé se rangeait à l'opinion de Marie-Antoinette et de la Cour, pour lesquelles s'éloigner de Versailles serait laisser le champ libre à l'usurpation du duc d'Orléans. Du moins un pamphlet royaliste qui attribue à Mgr de Cicé l'influence prépondérante sur le souverain dans cette circonstance, le félicite d'avoir de la sorte déjoué les plans de la faction d'Orléans ¹.

Pendant ce temps l'Assemblée devenait résolument hostile au prélat. Le 4 octobre Barnave avait dénoncé tous les ministres. Le 5, dans la journée, à la nouvelle que Louis XVI refusait encore sa sanction aux décrets du 4 août, et à la Déclaration des Droits, la colère de la Constituante s'en prenait aux ministres; on les accusait non seulement de pousser dans ce cas le roi à la résistance, mais de se permettre de falsifier des décrets. Tardivement dans la soirée, Mgr de Cicé vint apporter à l'Assemblée la sanction des décrets par le Roi. Naturellement l'Assemblée ne lui en sût aucun gré ².

Mgr de Cicé suivit à Paris le roi et la Constituante. Il vint après le 6 octobre s'installer au Palais de justice avec tout le personnel de la chancellerie.

Les journées des 5 et 6 octobre avaient réduit à l'impuissance

1. « Abrégé des circonstances du départ de Louis XVI pour Paris, le 6 octobre 1789, par M. de Saint-Priest », dans les *Mémoires* de M^{me} Campan, t. II, p. 294 de l'édition de 1822, Paris, 3 vol. in-8. Cf. la lettre inédite de Saint-Priest à Cicé, Blankenbourg, 1^{er} mai 1797 : « Avez-vous lu le livre de Necker sur la Révolution française ? Il me fait l'honneur de m'appeler, le *ministre de Paris observateur attentif et éclairé*, tout en m'accusant de l'inattention la plus grossière. Il prétend que je n'avais pas la moindre idée de l'insurrection de Paris contre Versailles le 5 octobre, pendant qu'il en était question continuellement au Conseil depuis cinq semaines et que j'y lisais ma correspondance avec La Fayette sur cet objet ; pendant enfin que j'engageais la municipalité de Versailles à me requérir d'un secours de troupes réglées, ce qui me mit en état d'y faire venir le régiment de Flandre. Cette manière de louer en blessant me choque à l'excès. » (Ms Cicé, n° 261, déjà cité, p. 33.) Cf. Malouet, *Mémoires*, t. I^{er}, p. 345. Le témoignage de Cicé sur les gardes du corps se trouve dans Montgailard, *Histoire de France*, t. II, p. 158. C'est le *Domine salvum fac regem* (par Peltier, le futur détracteur de M. de Cicé) paru le 29 octobre qui, racontant les menées du duc d'Orléans, ajoute ironiquement : « Malheureusement, M. Necker et surtout l'archevêque de Bordeaux s'opposent au départ du Roi ». (Bibl. nat. Lb ³⁹ 2473). Cf. Mathiez, *Etude critique sur les journées des 5 et 6 octobre 1789*, Paris, 1899, in-8.

2. Mathiez, *op. cit.*, p. 56 ; Duquesnoy, *Journal*, t. I^{er}, p. 404 ; *Moniteur*, t. II, p. 7-11 ; *Arch. Parl.*, t. IX, p. 148.

et découragé, dispersé l'état-major du parti monarchien. Loin de renoncer à ses propres ambitions, Mgr de Cicé poussa dès lors sa pointe contre Necker. « Faux par caractère, sans principes, sans talents, n'ayant pour moyens que de petites intrigues et une ambition démesurée, dit un de ses ennemis, il voulait être premier ministre et cardinal. » Les négociations avec La Fayette et Mirabeau redoublèrent d'activité. Le patronage et même la collaboration du comte de Provence furent envisagés. La tactique adoptée fut de faire dénoncer le ministère dans la Constituante, d'obtenir un vote de l'Assemblée contre lui et de le reconstituer suivant les vues des trois associés. Soudain Mgr de Cicé, qui avait « désiré avec chaleur en apparence » la coalition avec Mirabeau et La Fayette, Mgr de Cicé se déroba. Peut-être craignit-il que l'ambition de ses deux partenaires ne lui fit la part trop restreinte. Peut-être Talon, lieutenant civil au Châtellet, qui espionnait l'archevêque pour le compte de Mirabeau et Mirabeau pour le compte de l'archevêque, travailla-t-il à les désunir. En tout cas Mgr de Cicé se retourna vers Necker sans crier gare.

Le 3 et le 6 novembre, Mirabeau, comme c'était convenu, attaqua le ministère et il demanda que les ministres eussent voie consultative dans l'Assemblée, ce qui devait lui ouvrir à lui-même l'accès du ministère. Mais « le garde des sceaux, homme très fin, eut l'adresse d'échauffer la probité de Laujuinais » et de Montlosier. Ceux-ci réveillèrent les méfiances de la majorité contre Mirabeau, et l'Assemblée vota le 7 novembre qu'aucun de ses membres ne pourrait avoir entrée au ministère. « L'archevêque est infidèle », s'écria La Marck, le confident de Mirabeau. De fait Mirabeau se considéra comme joué par M. de Cicé.

L'intrigue ne fut pas rompue sur-le-champ. Elle traîna encore quelques semaines, Mirabeau s'acharnant à conquérir le ministère. Elle était condamnée à l'insuccès final. Mirabeau était exclu du pouvoir par Mgr de Cicé, qui gardait ce pouvoir pour lui-même et pour ses collaborateurs du ministère Necker, sous la direction de Necker.

Nous n'avons pas à faire la lumière complète sur les péripéties de cette intrigue avortée, ni à déterminer exactement la part de duplicité de Mgr de Cicé dans cette affaire. Elle jette un peu

plus de lumière sur son caractère, et c'est pourquoi nous devons la signaler ¹.

Aux menées ainsi tramées dans les coulisses de l'Assemblée et en marge du Roi, se rattache sans doute un incident où l'on voit Mgr de Cicé barrant la route du trône à M. le comte de Provence, dans le temps même où la conspiration de Favras tendait à représenter le frère du roi comme une sorte de Caïn vis-à-vis du malheureux Louis XVI. Mais cet épisode, déjà suspect par le seul témoignage dont on puisse l'étayer, celui de Montgaillard, est très invraisemblable si l'on songe que plus tard les rapports de Monsieur, devenu Louis XVIII, avec Mgr de Cicé, seront ceux d'un accusateur avec un accusé. L'inverse n'aurait pas manqué de se produire si précédemment l'archevêque avait pris le frère du Roi en flagrant délit de trahison vis-à-vis du Roi même ². Pourtant l'information de Montgaillard, il dit la tenir directement de l'archevêque, et il cite comme étant au courant, le médecin et compagnon fidèle de Mgr de Cicé, M. Joly ³.

1. Voir sur toute cette affaire la *Correspondance du comte de Mirabeau avec le comte de La Marck*, Paris, 1851, 3 vol. in-8, à partir du t. I^{er}, p. 353 et surtout p. 404, 405, 420-421 ; La Fayette, *Mémoires*, publiés par sa famille, Paris, 1837-1838, 6 vol. in-8, t. II, p. 370 ; A. Stern, *Vie de Mirabeau*, trad. française, 1896, 2 vol. in-8, t. II, p. 131-147 ; de Loménie, *Les Mirabeau*, Paris, 1891, 5 vol. in-8, t. V, p. 38, 44, 48, 56 surtout, 176 ; Sybel, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, trad. Bosquet, Paris, 1869-1888, 6 vol. in-8, t. I^{er}, p. 123 ; Charavay, *Le général La Fayette*, Paris, 1898, in-8, p. 203.

2. « Quelque temps après le 5 octobre 1789, l'on vint avertir M. le garde des sceaux Champion de Cicé, que Monsieur devait se rendre le lendemain sur le midi à l'Hôtel de Ville pour y faire hommage à la commune d'un drapeau tricolore brodé par Madame, ainsi que d'un éloquent discours en faveur de la Révolution » (Montgaillard, *Histoire de France*, t. II, p. 206). Montgaillard ajoute que le lendemain M. de Cicé se rendit au château à 7 h. 1/2 du matin. Louis XVI, en pantalon et robe de chambre de molleton blanc, ouvrit la porte de sa chambre à coucher : « C'est vous, dit-il, Monsieur l'archevêque ! quoi ! de si bonne heure ! et qu'y a-t-il donc de nouveau ? que venez-vous m'annoncer de si nistre ? vous avez l'air bien embarrassé. — Sire, j'ai été informé hier soir, très tard, que S.A.R. Monsieur, votre auguste frère, se proposait d'aller ce matin à la ville, offrir un drapeau tricolore et prononcer un discours révolutionnaire. Quoique je présume bien que Votre Majesté est instruite d'une aussi étrange démarche, j'ai cru de mon devoir de me rendre auprès de Votre Majesté, pour l'informer des détails qui me sont parvenus, et pour prendre ses ordres. — Mon Dieu, dit Louis XVI avec un accent de douleur et en élevant les mains, il sera donc toujours le même ! »

3. « M. Joly accompagnait le garde des sceaux aux Tuileries ; il était chargé

Le fait essentiel dans les derniers mois de 1789, c'est que Mgr de Cicé avait ou paraissait avoir dupé Mirabeau. Ce n'était pas là un mince succès pour un homme politique. Mais Mirabeau n'était pas de caractère à le pardonner. Il travailla dès lors assidûment à rendre la situation du ministère intenable.

III

Cependant Mgr de Cicé s'évertuait à servir le Roi et à desservir le Corps législatif, sans trop éveiller les soupçons des constituants. Pour rassurer ces derniers, il s'employait à briser les dernières velléités d'opposition des Parlements ; il se donnait même, ce faisant, les apparences de trahir quelque peu la confiance du Parlement de Rouen. En revanche il multipliait de telle sorte les irrégularités dans les formalités de sanction et d'envoi des décrets, qu'il lui fallut le 21 octobre s'en excuser auprès de l'Assemblée, et que le bruit de sa disgrâce se répandit jusqu'à Bordeaux ¹.

Est-ce pour reconquérir les suffrages de la majorité des législateurs ? Quand la Constituante eût décrété le 2 novembre la mise à la disposition de la nation des biens du clergé, le même Mgr de Cicé qui jusqu'en 1789 avait défendu la propriété ecclésiastique, mit « une hâte particulière » à faire sanctionner le décret par le Roi. « Resius, dit ironiquement la *Galerie des*

du portefeuille et se trouva placé derrière la porte que Louis XVI tint entrouverte. M. Joly est connu par un inviolable attachement à la royauté.... Il réside à Paris depuis 1814 » (*ibid*).

1. Sur son attitude vis-à-vis des Parlements, voir Carré : *La fin des Parlements*, Paris, 1912, in-8, p. 138-146. Les Parlements refusent d'enregistrer par leur Chambre des vacations le décret de l'Assemblée du 3 novembre les maintenant en vacances. M. de Cicé pèse sur eux. Celui de Rouen envoie au garde des sceaux une protestation *secrète* contre le décret. Le garde des sceaux la dévoile à l'Assemblée. Cf., *Moniteur*, t. II, p. 160, 1910. Aussi Peltier reproche à M. de Cicé d'avoir su « abandonner toutes les cours de justice » (*loc. cit.*). D'autre part Montgaillard dit tenir de M. de Cicé lui-même que le roi chargea ce dernier d'aller aux archives du Parlement de Paris étudier le protocole observé jadis par les rois pour protester contre les résolutions d'Etats Généraux. — Voir la séance du 21 octobre, *Moniteur*, t. II, p. 77, *Arch. Parl.*, 1^{re} série, t. IX, p. 473, et Bernadau, ms cité, p. 761.

Etats Généraux, dirigea ses savantes recherches contre d'inutiles usufruitiers d'un bien nouvellement revendiqué par la nation. C'est un triple service rendu à l'Etat qui se libère, aux moines qui recouvreront leur liberté, aux pauvres qui rentreront dans leurs possessions. » Le 4 février 1790 Mgr de Cicé poussait le souci de garder l'oreille de l'Assemblée jusqu'à venir prêter devant elle le serment civique, non toutefois sans quelques hésitations dont triompha son ami, le constituant Duquesnoy ¹.

IV

Vint alors la question de la Constitution civile du clergé. Il était impossible qu'en pareille occurrence le garde des sceaux ne prit point parti, et le garde des sceaux se doublait d'un archevêque, « très docte et particulièrement versé dans les matières qui touchent à la religion », au jugement même du Souverain Pontife ². La situation n'était pas moins délicate pour l'archevêque de Vienne, collègue de Mgr de Cicé dans le ministère. Sans entrer dans le détail de l'histoire de la Constitution civile, nous n'exposerons ici que l'attitude du garde des sceaux de Louis XVI vis-à-vis de cette mesure législative.

M. de Cicé était gallican, nous en trouverons des preuves décisives venant corroborer divers indices antérieurs, dans un écrit qu'il composera au cours des négociations du Concordat. Mais il n'était point d'un gallicanisme capable de rompre jamais avec le Saint Siège et la situation devint rapidement tout à fait cruelle pour lui.

Il songea d'abord à démissionner du ministère. Louis XVI, a-t-il déclaré plus tard, ne le lui permit pas. Demeuré au pouvoir, obligé d'agir, il s'attira les plus graves inculpations sur deux points : l'acceptation de la Constitution civile, et « un cer-

1. *Moniteur*, t. II, p. 133 : Duquesnoy, *Journal*, t. II, p. 351.

2. Expression du pape dans son bref du 10 juillet 1790 à Louis XVI, dans Theiner, *Documents inédits sur les affaires religieuses de la France de 1790 à 1800*, 1857, 2 vol., in-8, t. I^{er}, p. 5-9.

tain bref du pape sur lequel, a-t-il dit, on m'attribue un silence répréhensible » ..

On sait que la Constitution civile fut achevée par l'Assemblée le 12 juillet 1790, que l'acceptation en fut décidée sous la réserve que le Roi prendrait « les mesures nécessaires » à l'exécution, dans le Conseil tenu par le Roi le 20 juillet ², que la sanction et la promulgation ne devinrent définitives qu'après un Conseil tenu par le Roi le 24 août. Comme Mgr de Pompi-gnan est tombé malade avant ce dernier Conseil et n'a plus reparu au ministère jusqu'à sa mort, toute la responsabilité de la décision prise retombe sur Mgr de Cicé.

Quant au bref que l'archevêque de Bordeaux aurait dissimulé, l'archevêque de Vienne partage ici sa responsabilité. Il s'agit d'un bref en date du 10 juillet, expédié par Pie VI à l'un et l'autre des deux prélats, reçu par eux le 23 juillet, et qui déclarait la Constitution civile schismatique, ainsi que tous ceux qui s'y associeraient. Dans le même temps, Louis XVI recevait de son côté un bref l'engageant à consulter les deux archevêques. Mgr de Cicé garda le secret sur les trois brefs, l'archevêque de Vienne pareillement. Mais le bref du pape en date du 13 avril 1791 révéla au public l'existence de celui du 10 juillet 1790 ³.

1. A. M. de Dillon, lettre de Londres, 26 juillet 1798, déjà citée ; « Mon premier mouvement fut de désirer et de demander au Roi ma retraite, mais Sa Majesté exigea que je continuasse mes services auprès d'elle » (p. 142 du ms). L'aveu des deux inculpations est quelques lignes plus haut.

2. Il est inutile de citer la littérature énorme du sujet. Voir Aulard, *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat en France* dans *Études et leçons sur la Révolution française*, 5^e série, Paris, Alcan, 1907, in-8 ; du même, *La Révolution française et les congrégations*, Paris, 1903, in-8 ; Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante*, déjà cité ; Sicard, *l'ancien clergé de France*, t. II, p. 379 notamment ; Pierre de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1909, 1 vol., in-8 ; *Moniteur*, t. IV et V. *Arch. Parl.*, notamment, t. XVII, p. 263, lettre de Champion de Cicé, garde des sceaux à l'Assemblée : « Le roi a aussi accepté le décret du même jour (12 juillet) sur la Constitution civile du clergé et prendra en conséquence dans sa sagesse les mesures nécessaires pour en arrêter l'exécution (22 juillet). »

3. Le bref du 10 juillet 1790 : « Venerabili fratri Hyeronymo Mariæ archiepiscopo Burdegaiensi Pius Papa VI », dans abbé Guillon, *Collection générale des brefs et instructions de N. T. S. P. le pape Pie VI, relatifs à la Révolution française*, traduction nouvelle, Paris, 1798, 2 vol. in-8, t. I^{er}, p. 33, à la suite des brefs adressés au Roi et à l'archevêque de Vienne. Le pape écrit (trad. fr.) : « Les nouveaux décrets... sont tels qu'ils rompent absolument l'unité de l'église catholi-

A ces deux accusations, l'archevêque de Bordeaux a répondu par une longue lettre adressée à l'archevêque de Narbonne, M. de Dillon, le 26 juillet 1798. Précédemment il s'était expliqué de façon plus succincte, dans une lettre à un de ses subordonnés du clergé de Bordeaux, M. Toucas de Poyenne, et dans quelques autres manifestations : mandement, lettre aux administrateurs du département de la Gironde, dont nous signalerons en temps et lieu l'apparition. Son ami, Mgr de Barral, évêque de Troyes, a aussi plaidé sa cause dans une brochure : *Réponse à un écrit intitulé « Eclaircissements demandés »*, brochure sur laquelle nous reviendrons aussi¹. Mais l'argumentation est la même dans toutes ces apologies, et c'est dans la lettre à M. de Dillon qu'elle apparaît avec le plus de clarté.

M. de Cicé déclare au sujet de l'acceptation de la Constitution civile : « Instruits par l'exemple du 5 octobre, nous ne pouvions méconnaître les dangers auxquels un refus direct et positif exposerait le roi, le clergé et la noblesse ». Il déclare aussi que « Sa Majesté était dans le fait dépouillée de l'autorité législative et réduite à un pouvoir d'exécution que les circonstances entravaient sans cesse, que distinguant la sanction des

que, qu'ils brisent les liens de la communication de ce royaume avec le siège apostolique, si l'on obtient du roi qu'il leur accorde une sanction qui le ferait tomber dans le schisme » et l'obligation « la plus sacrée, la plus indispensable de toutes, est de détourner le roi de cette fatale sanction... » Cicé répond le 8 août qu'il n'a pas besoin d'être excité à faire tout ce qui dépendra de lui pour concourir à défendre l'indépendance des droits de l'Eglise et du Saint-Siège. « Les temps sont difficiles, mais je ne négligerai rien de ce qui est en moi, pour satisfaire à tous mes devoirs et les remplir dans toute leur étendue. » (Guillon, *op. cit.*, p. 38, note). Le bref du pape du 10 mars 1791 au cardinal de La Rochefoucauld) à l'archevêque d'Aix et autres évêques signataires de l'Exposition des principes du clergé de France (*ibid.*, t. 1^{er}, p. 105-263), qui condamne formellement la Constitution civile, ne mentionne pas le bref du 10 juillet. C'est le bref du 13 avril, suivant qui en parle, bref adressé « à nos très chers fils les cardinaux..., à nos vénérables frères les archevêques et évêques, et à nos chers fils les chapitres, clergé et peuple du royaume de France » (*Ibid.*, p. 289, ss.). Ce bref qui condamne de nouveau la Constitution civile et qui vise surtout les premiers évêques assermentés, notamment Expilly, porte : « nous avons adressé le 10 du même mois (juillet) deux lettres en forme de bref, à nos vénérables frères les archevêques de Bordeaux et de Vienne, que la qualité de ministres attachait auprès de la personne du monarque » (*Ibid.*, p. 293).

1. De Barral, *Réponse à un écrit intitulé « Eclaircissements demandés à M. l'archevêque d'Aix par un prêtre catholique français »* (l'abbé D. M. de Châteaugiron), Londres, 1801, Paris, 1802, in-8.

lois de l'acceptation des articles constitutionnels, celle-ci était regardée par l'Assemblée comme une simple formule dont on ne pouvait se dispenser. Ces raisons et autres semblables nous firent penser, à feu M. l'archevêque de Vienne et à moi, que Sa Majesté concilierait les principes avec les circonstances autant qu'il était possible, en faisant concourir avec l'acceptation, dont personne ne pensait qu'il fût possible de se dispenser, un refus formel d'exécuter le décret avant de l'avoir déféré à l'Eglise dans la personne du Souverain Pontife et d'avoir obtenu sa décision ». Observons que ces arguties de procureur qui distinguent entre la *sanction* et l'*acceptation*, rappellent singulièrement le procédé par lequel Louis XVI en septembre 1789 éludait la ratification de la Déclaration des Droits et des décrets du 4 août.

Mgr de Cicé déclare encore à propos de la nécessité de consulter Rome, que « la conjecture ne permettant point au Roi de consulter les évêques de son royaume sans exposer manifestement leur sûreté, c'était le seul moyen qui lui restât de satisfaire à ses devoirs religieux, que cette réserve serait d'autant plus remarquée que l'état de contrainte où était le Roi depuis le 5 octobre l'avait mis dans une sorte de nécessité de sanctionner indifféremment tous les décrets qui lui étaient présentés. Les lumières et la vertu connues de M. l'archevêque de Vienne étaient bien capables de fixer mes doutes ; la conscience délicate de Sa Majesté accueillit la même opinion et néanmoins il fut convenu entre nous et Sa Majesté qu'avant d'agir, M. de Vienne et moi consulterions quelques membres du clergé de l'Assemblée. Ce prélat se chargea d'en convoquer quelques-uns chez moi, mais en petit nombre et le plus secrètement qu'il serait possible. — Le lendemain il se rendit chez moi et me prévint qu'il avait invité MM. les archevêques d'Aix et de Toulouse.... Ces deux prélats arrivés, nous leur communiquâmes le rapport même lu au Conseil du Roi ou plutôt l'instruction destinée pour l'ambassade du Roi à Rome.... Ces deux prélats l'approuvèrent formellement et la jugèrent la meilleure et même la seule que permissent les circonstances. Alors rien ne suspendit le départ du courrier pour Rome. Le roi le chargea d'une lettre tendre et respectueuse pour le Saint Père. M. de Vienne, M. de Montmorin et moi écrivîmes au cardinal de Bernis pour insister sur

la demande que faisait le Roi d'une prompte décision qui devait déterminer la conduite ultérieure de Sa Majesté et celle du clergé. » Nous trouvons la confirmation de tout ceci dans les instructions que M. de Cicé rédigea pour Bernis le 1^{er} août, et où il allait jusqu'à demander que le pape acceptât les élections épiscopales ¹.

L'archevêque de Bordeaux ajoute, dans sa lettre à Dillon : « Vous pouvez vous rappeler aussi, Monseigneur, que le clergé parut satisfait de la mesure adoptée, que tous les regards se tournèrent vers Rome, et que même les évêques de l'Assemblée, dans l'écrit expositif de leurs principes qui fut la première expression de leurs sentiments et qui ne parut que trois ou quatre mois plus tard, c'est-à-dire le 30 octobre 1790, ne conclurent à autre chose qu'à tout suspendre jusqu'à ce que Sa Majesté eût reçu une réponse à sa consultation ². »

Il est bien démontré aujourd'hui que la majorité du clergé souhaitait, comme M. de Cicé, une solution amiable du conflit entre la Constituante et la papauté. Ajoutons que M. de Cicé était favorable à la Constitution Civile et par politique, et en principe. Même plus tard il ne montrera aucune répugnance pour l'élection des évêques ou leur institution par les conciles provinciaux, comme cela se passait avant le Concordat de 1516, et comme l'*Exposition des principes* rédigée par la majorité du

1. Cf. « Instructions pour M. le cardinal de Bernis rédigées par M. le garde des sceaux » (Jean Hanoteau : *Recueil des instructions données aux ambassadeurs*, tome XX, Rome. Paris, 1913, grand in-8, p. 478).

2. Cf. Lettre à M. Toucas de Poyenne, curé de Talence, sur le serment, 1791, dans *Recueil des mandements*, t. I^{er}, p. 564 : « J'ai dû me renfermer dans les mesures adoptées par le Roi : elles consistaient à tout communiquer au Saint-Père, et à faire savoir à l'Assemblée qu'en attendant la réponse de Rome, Sa Majesté surseoirait à l'exécution des décrets. » De Barral déclare dans sa *Réponse à un écrit* : « Vous n'ignoriez pas... ou du moins personne autre que vous n'ignorait qu'à cette époque fatale, le Roi avait dépêché à Rome un courrier extraordinaire pour obtenir du Saint-Siège une réponse définitive », et « il avait été stipulé expressément que, jusqu'à l'arrivée de la réponse définitive du Pape, la Constitution Civile ne serait pas exécutée ». Rey, dans l'*Oraison funèbre* de Mgr de Cicé, dit de cet épisode : « On dit qu'il ne donna sa signature que sous une condition dont il ne fut plus ensuite question quand on eut obtenu tout ce qu'on voulait ». Est-ce une allusion au fait que la Constituante n'attendit pas la réponse du Pape où à ce fait que rapporte M. Pisani, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 172, d'après l'*Ami de la Religion*, t. XIII, p. 165 : « Même après (après l'acceptation) il (Mgr de Cicé) demanda au Roi de convoquer des conciles où aurait pu se trouver un terrain de conciliation » ?

clergé l'admettait, et Expilly étant élu évêque constitutionnel de Quimper et voulant obtenir de Rome la sanction pontificale, l'archevêque de Bordeaux fut d'abord disposé à lui servir d'intermédiaire auprès du Saint Siège ¹.

Quant à la question du bref pontifical dissimulé par M. de Cicé, il se justifie ainsi auprès de Dillon. « Quelques jours après le départ du courrier dont je viens de parler, le nonce du pape m'apporta une lettre de Sa Sainteté par laquelle le Saint Père, alarmé par les décrets discutés dans l'Assemblée sur des objets religieux, me portait à employer mon influence pour détourner Sa Majesté de les sanctionner. Je répondis de suite à M. le Nonce que j'en rendrais incessamment compte à Sa Majesté, mais qu'il n'ignorait pas que l'affaire était placée par la mesure adoptée entre les mains du Saint Père dont le Roi attendait incessamment la décision. » L'archevêque de Vienne ayant « reçu une pareille lettre, nous en rendîmes compte à Sa Majesté dont la réponse fut qu'un bref semblable lui avait été remis, mais qu'il n'y avait rien à faire dans ce moment, sinon d'attendre la décision qu'il avait sollicitée ». Et l'archevêque, venant au fait même de la dissimulation du bref, déclare : « Nous n'imaginâmes pas de donner la moindre publicité à des brefs secrets, écrits à des ministres du Roi sur des objets traités dans son Conseil. Nous aurions manqué à nos devoirs formels et à nos serments ; nous aurions fourni des armes aux malintentionnés, et spécialement aux ennemis de la religion, et nous aurions indiscrètement fait dévier le recours à l'autorité du Saint Siège et la suspension de toute exécution des décrets. »

Sur ce dernier point l'argumentation de M. de Cicé paraît très admissible.

1. Sur l'institution canonique par les conciles provinciaux, voir la page 22 de *l'Exposition des principes sur la Constitution Civile du clergé par les évêques députés à l'Assemblée nationale*, Paris, 1790 (30 octobre), à la Bibl. Nat., Ld⁴ 3090 A, document rédigé par Boisgelin. V. plus loin p. 111 l'opinion de M. de Cicé en 1800 sur l'élection des évêques.

Sur l'affaire Expilly, voir le bref du pape du 13 avril 1791, et Mathiez, *op. cit.*, p. 375.

Expilly (Louis-Alexandre), né à Brest en 1742, curé de Saint-Martin de Morlaix, député du clergé de Saint-Pol-de-Léon aux Etats Généraux, membre très actif du Comité ecclésiastique. Nommé évêque constitutionnel de Quimper le 1^{er} novembre 1790, guillotiné comme girondin à Brest en 1794 (*Dictionnaire des Parlements*).

Mais il est plus que douteux, si l'on compare les dates, que le bref pontifical du 10 juillet soit arrivé aux deux archevêques *après le départ* du courrier qui emportait à Rome la demande d'adhésion à la Constitution Civile. Il semble, par suite, que le Conseil du Roi ait adopté l'expédient bien connu qui consiste à ignorer volontairement les objections pour n'avoir pas à en tenir compte, qu'il ait, en d'autres termes, passé sous silence la désapprobation de la Constitution civile exprimée par le pape, pour pouvoir lui en demander l'approbation¹.

Seulement, Mgr de Cicé, Louis XVI et tout le Conseil jouaient de malheur. Ils furent obligés de promulguer la Constitution Civile avant toute réponse de Pie VI.

En effet Mgr de Cicé pensait, le mémoire du Roi au Pape étant parti le 1^{er} août, que la réponse ne saurait tarder. Il résolut donc de gagner du temps et tout d'abord d'empêcher la publication du décret en ajournant l'impression du texte. Interrogé par le constituant Bouche sur le retard apporté à la publication, Mgr de Cicé rejeta la faute sur l'Imprimerie Royale. Bouche apprit de l'Imprimerie qu'on n'y avait pas reçu du ministère la copie à imprimer. L'archevêque, poussé l'épée dans les reins, demanda à l'Assemblée huit jours de délai. A près quoi, le 24 août, Louis XVI n'ayant pas de réponse du pape, il fallut bien se résigner à la promulgation de la Constitution Civile. Par un dernier essai de temporisation, l'archevêque s'abstint de « revêtir ces décrets de leurs patentes, qui, suivant les formes reçues, étaient nécessaires pour leur donner le caractère de loi ». C'était là, on l'a vu, son artifice de prédilection. L'efficacité en était douteuse et Mgr de Cicé demeurait en apparence l'auteur responsable de l'acceptation, de la sanction, de la promulgation par Louis XVI, de la Constitution Civile du clergé. Sa conduite éclatait d'autant plus à tous les yeux que son frère, l'évêque d'Auxerre, avait émigré dès le mois de mai de cette même année 1790 en Allemagne².

1. Le bref arrive à Paris le 23 juillet ; le courrier du Roi part pour Rome le 1^{er} août, ou du moins ses instructions portent cette date (Mathiez, *op. cit.*, p. 264).

2. *Moniteur*, t. V, p. 422 ; Mathiez, *op. cit.*, p. 302-305. Mgr de Cicé expose son dernier procédé de temporisation à Dillon, lettre déjà citée (p. 146 du ms). En somme, comme il le dit, les décrets ont été « rendus publics par l'influence

Seuls les personnages de l'épiscopat qui avaient cru, comme Mgr de Cicé et le Roi à la possibilité d'un accommodement avec le pape savaient que s'il y avait responsabilité de l'archevêque, eux-mêmes devaient la partager. Mais cette conviction, quand le pape se fût prononcé publiquement contre la Constitution, ils ne tinrent pas du tout à en faire confidence au public. Ils saisirent au contraire l'occasion de faire tout retomber sur Mgr de Cicé, et la question du bref du 10 juillet 1790 leur fournit cette occasion.

En effet le pape ayant dans son bref du 13 avril 1791 qui condamna expressément la Constitution Civile, mentionné celui du 10 juillet 1790, les évêques de France s'écrièrent pour expliquer leurs dispositions de naguère à la conciliation : « Nous avons ignoré les brefs de Sa Sainteté, celui qu'elle avait adressé au Roi comme ceux qu'ont reçus les archevêques de Vienne et de Bordeaux. » Mgr de Cicé fut très surpris et il s'en expliqua à l'un de ses collègues, « membre du Comité ecclésiastique formé dans le sein du clergé de l'Assemblée ». Il n'avait considéré, disait-il, la phrase insérée dans le bref de Sa Sainteté que comme « employée dans la vue d'édifier des fidèles en leur exposant les divers témoignages du zèle constant et des efforts du père commun, pour le bien de la religion et pour justifier son silence apparent ». Son collègue lui répondit, au nom du Comité, qu'il n'avait nul besoin de justification » et l'archevêque de Bordeaux fut pressé « de garder le silence sur une discussion au moins oiseuse et qui ne pouvait être rendue publique sans donner lieu à divers inconvénients ». Pareille assurance lui fut renouvelée à l'époque de la nomination des évêques assermentés.

L'archevêque, « pour plus grande précaution », demanda au pape s'il devait « regarder la clause du bref du 13 avril » où il était nommé : « comme un reproche indirect de négligence ou de prévarication ». Le Saint-Père lui fit assurer, dit-il : « que mon interprétation de ladite clause était véritable, qu'au sur-

des députés de l'Assemblée jusque dans l'Imprimerie Royale », contre son « vœu formel et les défenses de Sa Majesté faites et réitérées » à son « instance ».

Sur l'évêque d'Auxerre, voir Sicard, *op. cit.*, t. II, p. 465, note 2 ; sous prétexte de prendre les eaux d'Ems, il avait obtenu son congé de la Constituante.

plus Sa Sainteté m'exhortait à garder le silence, à ne pas exciter une discussion publique sur un tel sujet et de m'occuper uniquement des maux présents de l'Eglise ». Il lui était recommandé seulement de saisir une occasion pour se garantir, dans l'esprit de ses diocésains, « des traits de la calomnie ¹ ». Et c'est pourquoi probablement Mgr de Cicé résuma sa défense sur l'acceptation de la Constitution Civile et sur le bref du 10 juillet dans une lettre à M. Toucas de Poyenne, et dans d'autres écrits adressés au département de la Gironde et à ses fidèles.

Ces précautions furent insuffisantes. Le silence auquel Mgr de Cicé s'était réduit et avait été réduit fit le plus grand tort à sa réputation. Il devait bientôt s'en apercevoir. La cour de Rome, pour éviter qu'un plaidoyer de l'archevêque ne prêtât à de nouveaux commentaires sur les événements, le laissa devenir le bouc émissaire de l'épiscopat sans aucune compassion ². Ainsi, dans l'affaire de la Constitution Civile, toute l'habileté employée par le garde des sceaux-archevêque pour louvoyer entre la Constituante et Rome, s'était trouvée en défaut, n'avait abouti ni à ménager un accord des deux puissances, ni à ménager au prélat personnellement une issue honorable. Avec le Roi, avec l'épiscopat tout entier, il avait essayé d'obtenir l'adhésion du Souverain Pontife à la Constitution Civile ; l'adhésion n'était pas

1. Les reproches de l'épiscopat à Mgr de Cicé se trouvent dans la « Lettre des évêques députés à l'Assemblée nationale, en réponse au bref du pape en date du 10 mars ». Paris, 3 mai 1791, dans abbé Guillon, *Collection des brefs*, déjà citée, t. I^{er}, p. 351. Notez que ce n'est pas dans le bref du pape du 10 mars que Cicé était dénoncé, mais dans le bref du 13 avril que la Lettre des évêques est censée ignorer encore. Défense de M. de Cicé sur la question du bref dans sa lettre à Dillon déjà citée, p. 148-159 du ms. Il avait déjà dit dans sa Lettre à M. Toucas de Poyenne : « Il est évident que des brefs particuliers adressés à des ministres du Roi et relatifs aux délibérations du Conseil, n'étaient pas dans le cas d'être rendus publics : si telle avait été l'intention du pape, il dépendait de lui de la remplir. » Mallet du Pan dans le *Mercure britannique* du 25 janvier 1800, p. 32, donne les mêmes raisons que la *Lettre à M. Toucas*.

2. Voir plus loin le pape laissant Bernis fermer les portes de Rome à Cicé émigré. Cependant en 1791 M. de Cicé était déjà attaqué de façon bien plus violente que ne le laisserait croire la Lettre assez réservée de l'épiscopat. L'évêque de Blois le traite ainsi : « Quant à l'autre (le collègue de l'archevêque de Vienne) qui trahit toujours la religion sans jamais servir ni son maître, ni l'Etat, l'Eglise ne tolère que pour le moment le scandale de l'avoir vu revenir parmi nous mêler froidement ses adhésions et ses signatures aux nôtres sans les purifications et expiations préalables » (Guillon, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 39).

venue, et maintenant l'épiscopat prétendait avoir été abusé par le garde des sceaux, criait haro sur lui pour se disculper soi-même. Dès lors Mgr de Cicé allait être pour la postérité, l'homme qui avait eu « le triste courage de vaincre les hésitations de Louis XVI »¹.

On vient de voir qu'il n'en est rien. Au reste il nous paraît quelque peu oiseux de rechercher qui, du Roi, de l'Assemblée constituante ou du pape, qui dans l'épiscopat, est le plus responsable des événements. Ceux-ci eurent des causes si diverses ! Naguère par exemple, M. Mathiez a montré la place tenue alors par la question d'Avignon. En outre, les prélats de l'ancienne France étaient des esprits fort subtils, d'une profondeur et d'une complexité merveilleuses : comment juger d'après leurs écrits ? Comment d'autre part lire entre les lignes ? Enfin, ici, comme bien souvent au cours de la Révolution, les représentants de la nation et le gouvernement, la curie romaine elle-même n'ont fait que suivre les tendances et les passions de la nation. Cette dernière, d'abord unanimement désireuse d'un compromis entre l'ancien et le nouveau régime ecclésiastique, se divisa au temps même où M. de Cicé était ministre, en deux classes irréductibles et vouées à une guerre inexpiable. Les principaux représentants des deux opinions durent soutenir leurs fidèles. Si les tractations diplomatiques ont échoué, c'est moins par la faute de Pie VI ou de l'Assemblée nationale, des conseils adressés à Louis XVI par Mgr de Cicé ou par d'autres, que par l'action de ces colères qui dès le mois de mai 1790 mettaient à feu et à sang le Sud-Ouest et qui entraînaient à l'opposé l'une de l'autre la Constituante et la curie romaine. Que pouvaient faire toutes les habiletés de la majorité de l'épiscopat dans une pareille tempête ? L'intervention de l'archevêque de Bordeaux n'a donc pas pesé beaucoup. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'il avait les meilleures intentions. C'est pourquoi sans doute, à son lit de mort, il dira n'avoir rien à se reprocher de ce qu'il a fait dans cette crise.

1. Pisani. *L'Église de Paris et la Révolution*, 4 vol. in-16, Paris, 1908, t. I^{er}, p. 172.

V

Comme s'il voulait se compromettre à plaisir, Mgr de Cicé, après le 24 août 1790, demeura au ministère. Cependant la Constituante, la presse, les clubs, s'irritaient de son attitude équivoque. Les factieux, expliqua-t-il plus tard, « se sont bientôt aperçus de mes sentiments et se sont hâtés de me ravir cette popularité que je ne méritais pas à leur gré ¹ ». Aux Jacobins, dans les sections, se précisaient contre le garde des sceaux les inculpations de retard dans la publication, dans l'envoi aux départements et dans l'exécution de tous les décrets essentiels, et aussi des reproches d'altération des formes légales et des textes de loi, lors de la publication. Il choisissait aussi, disait-on, des contre-révolutionnaires notoires pour être envoyés comme commissaires du Roi dans les départements, et il leur donnait secrètement des instructions d'un esprit très fâcheux. En juillet, on emprisonna Fréron pour avoir accusé le garde des sceaux de déposer aux archives du Parlement une protestation contre la Constitution ².

Cependant l'archevêque tenait à ses diners cercle d'esprits distingués : Guillotin y venait peut-être, Mallet du Pan y voisinait avec Rivarol. Cela même donnait créance au bruit d'après lequel l'archevêque subventionnait le journal très royaliste de Rivarol, les *Actes des Apôtres* et ne dédaignait pas d'y collaborer. « Rivarol fait tout ce qu'il y a de piquant, écrivait C. Desmoulins à ce sujet, et M. le garde des sceaux s'est chargé des bouffonneries ³ ».

1. Lettre à Louis XVIII, 27 février 1799, déjà citée.

2. Sur toutes ces accusations, voir plus loin. Sur Fréron, voir Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. VI, p. 338. Cf. Montgaillard déjà cité sur l'envoi de Cicé par le Roi aux archives du Parlement pour étudier un mode éventuel de protestation.

3. Guillotin (Joseph-Ignace), né à Saintes en 1738, mort à Paris en 1814, médecin, député du Tiers de la Ville de Paris aux Etats généraux, proposa l'adoption de la machine à décapiter inventée en Italie, emprisonné sous la Terreur (*Dictionnaire des Parlementaires*). Sur les diners de Mgr de Cicé, voir Dampmartin, *Mémoires sur divers événements de la Révolution et de l'émigration*, Paris, 1824, 2 vol. in-8, t. I^{er}, p. 179. C'est Montgaillard qui accuse Rivarol d'être salarié

Le 4 septembre 1790, le ministère se disloquait par la démission de Necker. Ce fut, dit Ferrières, pour Champion et Saint-Priest « un nouveau motif de rester. Ils espéraient se rendre les maîtres du conseil ; comptant toujours sur une prompte contre-révolution, ils voulaient se trouver là tout établis afin d'en recueillir les premiers fruits » ¹. Mirabeau se chargea de ruiner ces espérances, d'autant que sa situation s'était affermie à la Cour et qu'il était devenu l'avocat-consultant de la royauté. L'archevêque traité aux Jacobins de « criminel de lèse-nation et de lèse-constitution », était englobé à la Cour dans l'accusation d'« impéritie évidente » que Mirabeau lançait au ministère tout entier. Le 12 et le 20 octobre, l'archevêque-garde des sceaux fut de nouveau inculpé dans l'Assemblée de retards dans l'expédition des décrets, et le ministère ne recueillit que vingt voix de majorité. M. de Cicé et ses collègues offrirent alors à Louis XVI leur démission. Elle fut refusée. Néanmoins, au dire de Mirabeau, l'archevêque était devenu « la cible de toutes les méfiances et de tous les mépris ». Le 10 novembre, une députation des vingt-quatre sections, avec Danton pour orateur, était présentée par le maire de Paris à la Constituante pour demander une démarche de l'Assemblée auprès du Roi contre Cicé, La Tour-du-Pin et Saint-Priest : c'était l'aboutissant d'une campagne poursuivie depuis un mois dans la Commune de Paris ². Louis XVI dut redemander les sceaux à l'ar-

par le garde des sceaux (*op. cit.*, t. II, p. 151). Voir aussi les *Révolutions de France et de Brabant* de C. Desmoulins, mars 1790, n° 8.

Rivarol (Antoine), né à Bagnoles en Languedoc en 1753, vient à Paris en 1777, écrivain à partir de 1782, combat de suite la Révolution dans le *Journal politique et national*, puis dans les *Actes des Apôtres* ; émigré en 1792, mort à Berlin en 1801 (*Nouvelle Biographie générale*). Mgr de Cicé, nous l'avons dit, habitait, depuis octobre 1789, avec le personnel de la chancellerie, le palais de justice.

1. Ferrières, *Mémoires*, t. II, p. 138.

2. Cf., *Moniteur*, t. IV, p. 646, dénonciation par de Noailles ; Aulard, *La Société des Jacobins*, Paris, 6 vol. in-8, 1889-1897, t. I^{er}, p. 301, *Moniteur*, t. VI, p. 60 (insinuations de Robespierre) : 29^e note pour la Cour par Mirabeau dans la *Correspondance avec La Marck*, t. II, p. 219 ; *Moniteur*, t. VI, p. 160, 166 (l'Assemblée inculpe le 19 octobre, les ministres d'avoir causé l'émeute de l'escadre de Brest par leur retard à expédier le décret d'établissement du pavillon tricolore). Copie de la lettre adressée au Roi par les Ministres de Sa Majesté le 21 octobre 1790 (Bibl. nat., Lb³⁹ 228) pour offrir leur démission. La campagne commence le 22 octobre par une pétition de la section Mauconseil (*Moniteur*, t. VI, p. 290) ; le 5 novembre, toutes les sections s'y associent (*Ibid.*) ; cf.

chevêque et ce dernier notifia à l'Assemblée son départ du ministère par une lettre du 20 novembre 1790. Il était remplacé par Duport du Tertre : « Cassandre au lieu de Crispin », s'écria Mirabeau, et ce fut du côté des constituants toute l'oraison funèbre du ministériat de M. de Cicé. Au contraire, affirme l'archevêque, Louis XVI continua à lui témoigner « de la bonté et de la confiance¹. »

Nous ne voyons pas que Mgr de Cicé ait signalé son passage au ministère par des réformes importantes, à moins que la nomination de l'abbé Sicard à la tête de l'institution des sourds-muets de Paris ne soit considérée comme telle². Le garde des sceaux n'avait ni les loisirs ni les moyens de collaborer grandement à la refonte du régime politique, administratif et judiciaire de la France.

En eût-il même l'intention ? Il semble qu'il n'ait songé durant son passage au pouvoir, qu'à gagner du temps et ajourner quelque peu à force de petites habiletés les difficultés imminentes. De son ministère, sa réputation d'homme d'Etat sort singulièrement diminuée. Sans doute dans la crise ou l'arche-

Tuetey, *Répertoire des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, Paris, 1890, ss., 4 vol. in-4, t. II, n° 2767. *Correspondance de Mirabeau avec La Marck*, t. II, p. 283, 309. *Dénonciation du sieur Champion par la Commune de Paris suivant l'engagement qu'elle a pris par l'adresse qu'elle a présentée à l'Assemblée Nationale le 10 novembre 1790*, Bibl. nat., Lb³⁹, 9518 ; *Moniteur*, t. VI, p. 344 (séance du 10 novembre) : la Constituante passe cependant à l'ordre du jour. Le 12 novembre Cicé écrit à l'Assemblée pour réclamer communication « des griefs » de la Commune contre lui (*Copie de la lettre écrite par M. le Garde des sceaux à l'Assemblée nationale*, Bibl. nat., Lb³⁹ 4356).

1. Sur les regrets de Louis XVI, voir *Lettre de Mgr de Cicé à Louis XVIII*, 4 septembre 1798, déjà citée (p. 39 du ms.). *Moniteur*, t. VI, p. 434 et *Copie de la lettre écrite par M. l'archevêque de Bordeaux à M. le Président de l'Assemblée nationale le 20 novembre 1790* (Bibl. nat., Lb³⁹ 4376). « J'ai l'honneur de vous informer qu'en conséquence d'un ordre du Roi, je viens de remettre en ses mains le sceau de l'État » ; *Correspondance de Mirabeau avec La Marck*, t. II, p. 347.

Duport du Tertre, né à Paris en 1754, avocat, membre de la municipalité de Paris en 1789, proposé par La Fayette pour succéder à M. de Cicé. Démissionnaire en mars 1792, décrété d'accusation le 15 août 1792, exécuté le 28 novembre 1793 (*Nouvelle biographie générale*). Marat poursuit encore Mgr de Cicé dans sa retraite (Buche et Roux, t. VII, p. 149) ; de même Lameth (*Moniteur*, t. VIII, p. 67).

2. Tuetey, *op. cit.*, t. III, n° 459-491. M. de Cicé place aussi à la Direction de la Librairie Dieudonné Thiébault, le père du général (*Mémoires du général baron Thiébault*, Paris, 1894, 5 vol. in-8, t. I, p. 286).

vêque s'était débattu, même le génie de Mirabeau s'était trouvé inférieur aux circonstances. De plus les collègues de M. de Cicé n'avaient apporté au gouvernement qu'un concours très piteux. Mais M. de Cicé, homme d'affaires adroit et retors sans plus, avait usé toutes ses facultés, durant quinze mois de ministère, à faire contre la Révolution et contre ses propres rivaux une guerre de chicane et d'expédients misérables. Il n'avait abouti de la sorte qu'à laisser « s'appauvrir et périr » dans ses mains l'autorité royale¹. Pour que Mgr de Cicé donne sa mesure, il lui faudra la scène restreinte du diocèse d'Aix durant la période de paix intérieure du Consulat et de l'Empire, et non le ministère de la justice dans la tempête de 1789-1790.

1. Mirabeau, dans Loménie, *Les Mirabeau*, t. V, p. 182, à propos de tout le ministère.

CHAPITRE VII

Mgr de Cicé, prélat insermenté

En annonçant qu'il abandonnait le ministère, Mgr de Cicé déclarait vouloir rentrer dans la Constituante après qu'il aurait pris un peu de repos. Mais, son archevêché même lui échappa. La Constituante, le 24 décembre 1790, arrachait à Louis XVI la sanction du décret qui astreignait tous les ecclésiastiques en fonctions à jurer la Constitution. Sans attendre que le serment lui fût demandé, l'archevêque, dans un mandement aux administrateurs de la Gironde et à ses diocésains, déclara : « J'ai différé jusqu'à ce moment à m'expliquer vis-à-vis de vous, parce que j'espérais toujours que le Souverain Pontife en répondant au Roi, présenterait peut-être des tempéraments d'où pourrait naître une heureuse solution. La Providence n'a permis ni que cette réponse arrivât, ni que l'Assemblée voulût surseoir à l'exécution de son décret ¹. Je ne puis donc, Messieurs, prêter le serment exigé sans reconnaître que le pouvoir civil s'étend sur des objets spirituels, sur le gouvernement de l'Eglise et sa discipline générale, et a droit d'y statuer sans l'intervention de l'autorité ecclésiastique ; or, c'est ce que les principes dans lesquels j'ai été élevé et que j'ai toujours professés ne me permettent pas de recon-

1. Lettre déjà citée au président de l'Assemblée ; lettre du 20 novembre à la municipalité de Bordeaux (*Arch. municipales de Bordeaux, Inventaire sommaire, période révolutionnaire*, t. 1^{er}, p. 132). Mgr de Cicé a d'autre part adhéré à l'*Exposition des principes sur la Constitution du clergé : la Liste des évêques députés à l'Assemblée nationale qui ont signé... et des évêques qui ont envoyé leur adhésion* (Bibl. nat., Ld⁴ 3108) ne le mentionne pas ; mais d'Auribeau dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la persécution française*, le signale expressément à la p. 413, tome I.

naitre. » Il publia ses intentions dans nombre de lettres à des ecclésiastiques et il fit imprimer la plus importante de ces lettres, adressée à Toucas de Poyenne, curé de Talence ¹.

Le 10 mars 1791 le pape condamnait formellement la Constitution Civile dans une lettre aux évêques. Son bref du 13 avril donnait quarante jours aux jureurs pour rétracter le serment.

Les Bordelais, qui avaient d'abord gardé quelque sympathie à leur archevêque, se décidaient à élire le 15 mars un évêque assermenté pour la métropole du Sud-Ouest, et le choix des électeurs tombait sur le chanoine Pierre Pacareau, de Saint-André de Bordeaux, prêtre de grande vertu, savant canoniste qui venait de manifester ses sentiments civiques, mais qui était très affaibli par l'âge. Le lendemain, le directoire du département de la Gironde constatait « la déchéance légale » de M. de Cicé et mettait les scellés sur les papiers de l'archevêché ².

Pendant que Mgr de Cicé se voyait, conformément à la loi, expulsé de son siège archiépiscopal, le bref du pape du 13 avril permettait, nous l'avons vu, aux autres prélats, de l'inculper de dissimulation d'un bref pontifical et de faire de lui le bouc émissaire de tout l'épiscopat insermenté.

A ses ennemis de gauche et de droite, l'archevêque répondit de son mieux. Le 1^{er} juin 1791 il lançait une *Lettre à M. Paca-*

1. Lettre de Mgr Champion de Cicé aux administrateurs du département de la Gironde sur son refus de prestation de serment à la Constitution civile du clergé (1791) dans *Recueil des mandements*, t. 1^{er}, p. 561; Lettre à M. Toucas de Poyenne curé de Talence sur le serment (*ibid.*, p. 564).

Toucas de Poyen, curé concordataire de Saint-Pierre de Bordeaux, mourra en 1834 (Fisquet, *France pontificale, métropole de Bordeaux*, p. 389). M. de Cicé avait pour lui une estime particulière (abbé Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 276).

2. Le décret du 27 novembre 1790 l'obligeait à prêter le serment dans un délai au delà duquel il serait considéré comme démissionnaire et, d'après le décret du 27 janvier 1791, se verrait élire un successeur. La lettre du 20 novembre à la municipalité montre qu'il subsiste quelque sympathie entre elle et l'archevêque. Voir pour la « déchéance légale » de M. de Cicé l'*Inventaire des archives municipales de Bordeaux, période révolutionnaire*, t. 1^{er}, p. 203, 204.

Pierre Pacareau, né à Bordeaux en 1711, chanoine de Saint-André, très connu comme janséniste, publie les *Réflexions sur le serment civique du clergé ou lettre adressée à un Commissaire du Roi*, Bordeaux, Labottière frères, 1791 (1^{er} mars) 24 p., in-12. Mort en 1797. Sur lui, voir aussi Bernadau, ms cité, p. 457. Sur les prêtres assermentés dans ce diocèse, voir abbé Gaillard, *A travers le schisme constitutionnel en Gironde* dans la « Revue historique de Bordeaux », mars-avril 1912 : « braves gens, charitables et bons..., de mœurs honnêtes ».

reau, où il avouait que lui-même avait partagé l'espoir que plusieurs articles de la Constitution « pourraient être admis dans l'Eglise catholique », où il acceptait le droit pour « la puissance publique », de « soumettre à son examen tous changements dans la discipline ». Mais il y contestait formellement que ce droit pût « s'étendre à des innovations qui ne seraient fondées que sur l'autorité temporelle ». Il y rappelait aussi à l'évêque constitutionnel que lui-même, Cicé, n'étant pas déposé canoniquement, ne pouvait être considéré comme déchu.

D'autre part, dans une *Instruction pastorale* du 10 février 1792, il s'écriait : « A la vue de ces scènes de sang et du schisme qui couvre la France, qu'ils sont douloureux les souvenirs de ceux qui comme moi, mêlés aux affaires publiques, ont cru pouvoir détourner la tempête par le moyen des tempéraments », de ceux qui, « engagés dans les liens d'un pénible ministère », « se sont vus entraîner, comme moi, à prêter leur nom à des actes qui répugnaient également à mes principes et au caractère dont je suis revêtu » ¹.

L'archevêque de Bordeaux, peu après, résolut d'émigrer. Au surplus, privé de ses revenus, sa situation en France devenait précaire à tous les points de vue. Le 17 mai 1792 il était à Bruxelles. C'est en Belgique que lui parvint la nouvelle du meurtre survenu le 13 juillet, à Bordeaux, de son grand vicaire Langoiran et d'un autre prêtre. Désespéré, il lança de Soignies en Hainaut, le 10 août, une *Instruction pastorale* où il pleurait ces victimes et ses propres défaillances ². « Si parmi nos frères qui se sont voués à l'erreur, il en est qui... ont pu trouver dans ma conduite des prétextes pour colorer leur rébellion, qui n'auraient pas été désabusés... par ma soumission filiale au Souverain Pontife,... par la préférence que j'ai donnée

1. Lettre à M. Pacareau. Saint-Amand, 1^{er} juin 1791, 16 p. (Bibl. nat. Ld⁴ 3643). C'est peut-être Saint-Amand à la frontière de Belgique ; L'*Instruction pastorale* du 10 février 1792 dans Fisquet, *La France pontificale, métropole d'Aix*, p. 251.

2. Dès le 4 octobre 1790 il annonce à l'instituteur des sourds-muets de Bordeaux « que la modicité de ses revenus actuels ne lui permet plus de faire aucun acte de bienfaisance » (*Inventaire des arch. municip. de Bordeaux*, déjà cité, t. II, p. 160). Sur le meurtre de Langoiran, voir Bernadau, *Hist. de Bordeaux*, p. 168, l'*Instruction pastorale* dans Fisquet, *op. cit.*, province de Bordeaux, p. 406, et dans Sicard, *L'ancien clergé de France*, t. II, p. 401.

sans balancer un moment aux privations et à l'exil, plutôt que de trahir la foi de mon Eglise et la mienne, que du moins cette manifestation de mes sentiments et de ma douleur dessille leurs yeux. »

Ainsi, Mgr de Cicé, après s'être laissé entraîner par sa diplomatie trop ondoyante et par son ambition jamais découragée à accepter la Constitution Civile, Mgr de Cicé s'était ressaisi au moment de se détacher de Rome et il multipliait désormais les actes de contrition. Peut-être aurait-il rétorqué plus aisément les reproches, s'il n'avait pas attendu, pour rompre avec la Constituante et se rapprocher du Souverain Pontife, d'être écarté du ministère et du pouvoir.

CHAPITRE VIII

L'émigration et les déboires en exil

De Belgique, Mgr de Cicé se rendit en Hollande. Il y vécut maladif et misérable, encore appauvri par un vol dont il fut victime. Nul secours à attendre des siens, non moins frappés que lui et dispersés. Son frère, Mgr d'Auxerre, qui l'avait précédé sur la terre étrangère, vivait en Allemagne avec leur sœur Elisabeth. Un autre frère, Augustin de Cicé, avait dû se faire épicier à Hambourg et sa femme couturière. Les de La Bintinaye végétaient à Jersey dans une cabane de pêcheurs. L'archevêque de Bordeaux fut réduit à solliciter les aumônes de Pie VI : « Je l'avoue sans honte, écrivait-il au cardinal de Bernis à Rome, mes moyens pour subsister sont à leur terme, et d'un autre côté, mon âge, mes infirmités et aussi le caractère dont je suis revêtu ne me laissent pas, comme à tant d'autres, les moyens de suppléer à mon indigence. » L'entrée des Français en Hollande à la fin de 1794 le contraignit à un nouvel exode en Allemagne. Il songeait à se retirer en Italie ¹.

Mais alors l'archevêque vérifia une première fois que les purs de l'épiscopat ne lui pardonnaient point la condescendance qu'ils avaient montrée, de concert avec lui, pour la Constitution Civile. Bernis croyant que M. de Cicé voulait venir à Rome

1. Sur la famille, voir le plaidoyer de Bellart pour Adelaïde de Cicé dans le *Procès de Saint-Réjant*, déjà cité, t. II, p. 114. Augustin de Cicé est l'ancien officier du Régiment du Roi. Mgr de Cicé demande au pape 1.000 écus romains, d'Amsterdam, août 1794. Le Saint-Père lui en envoie 200, « comme une petite marque de son affection paternelle ». D'Halteren sur la Lippe, Mgr de Cicé écrit à Bernis, le 16 novembre, qu'il hésite entre l'Espagne et l'Italie comme asile (Theiner, *op. cit.*, t. II, p. 53 ss.).

l'en dissuada de la part du Souverain Pontife. Il trouverait à Rome, lui écrivit Bernis, des confrères qui lui feraient la mine. L'archevêque s'indigna : il n'avait pas voulu, il n'aurait pas pu, vu l'exiguïté de ses ressources, aller à Rome, mais il demandait sur son cas « un jugement contradictoire et solennel ». Et il rappelait à Bernis : « Votre Eminence m'a constamment détourné de donner au public le développement de ma conduite, elle a regardé ma justification comme inutile ; j'ai dû, dans le temps, garder le silence par la crainte que mes paroles ne servissent de prétexte aux factieux contre notre monarchie. »

Mgr de Cicé ne reçut qu'une réponse d'une indulgence banale. « Ainsi tout asile me sera fermé sur la terre, s'écriait dans sa désolation le malheureux prélat, car quel est celui auquel je pourrais aspirer si les bras du père commun sont fermés pour moi ? »

II

L'archevêque de Bordeaux ne croyait sans doute pas si bien dire. Avec la permission du comte d'Artois, jusqu'alors bienveillant pour lui, il passa en Angleterre aux premiers mois de 1793. Il y retrouvait peut-être son frère l'évêque d'Auxerre, certainement son neveu l'abbé de La Bintinaye, nombre de ses collègues, plusieurs de ses subordonnés. D'abord obligé de solliciter des secours, il fut bientôt dans une situation moins précaire, à ce qu'il semble. Il apprit l'anglais, il étudia les écrivains les plus en renom de la littérature britannique, se fit de

1. Lettre de Mgr de Cicé à Bernis, Halteren sur la Lippe, 16 novembre 1794 : il trouve « cruel » de « recevoir d'avance la notification des intentions du Saint-Père... attendu, dites-vous, que j'y (à Rome) trouverais des confrères qui me feraient la mine » (Theiner, *op. cit.*, t. II, p. 55-58). Mgr Caleppi, prélat intime de Sa Sainteté, lui répond, en place de Bernis décédé : « Quant aux dispositions particulières de quelques-uns de vos confrères relativement à vous,... Sa Sainteté a toujours voulu les ignorer, uniquement occupée, dans les calamités qui affligent l'Eglise, à réunir les esprits et les cœurs pour le bien général de la religion » (*Ibid.*, t. II, p. 60). Sur sa réponse, voir *ibid.* et Sicard, t. II, p. 402. Bernis (François-Joachim-Pierre, abbé de), né à Saint-Marcel de l'Ardèche en 1715, mort à Rome le 1^{er} novembre 1794, ambassadeur à Venise, ministre des Affaires étrangères et cardinal, ambassadeur à Rome de 1769 à 1791, refuse le serment. (*Nouvelle biographie générale*).

leurs œuvres une belle bibliothèque. D'autre part il n'avait pas cessé de remplir les devoirs de son ministère pastoral, soit à l'égard de ses diocésains émigrés comme lui, soit de loin, vis-à-vis des pasteurs insermentés de son église de Bordeaux et de leurs fidèles. Il s'était même chargé de plusieurs des diocèses dépendant de la métropole de Bordeaux. L'abbé d'Esgrigny lui servait de vicaire général résidant auprès de lui. Vis-à-vis de ses fidèles, après Langoiran assassiné, après de Laporte émigré, l'archevêque avait pour mandataires le P. Pannetier, l'abbé Boyer. Comme l'église assermentée de Bordeaux, fort maltraitée de son côté par la Terreur, se reconstituait à partir de 1797 sous la houlette de Lacombe, successeur de Pacareau en qualité d'évêque constitutionnel, Mgr de Cicé avait beaucoup à faire pour lutter et défendre l'orthodoxie de son Église¹.

Ainsi l'exilé soutenait avec dignité les tristesses de sa vie errante. Quelle devait être sa mélancolie quand il se reportait à l'existence du primat d'Aquitaine. « Désormais plus de rôle

1. « En arrivant en Angleterre il y a plus de trois ans », écrit Mgr de Cicé à Dillon, le 26 juillet 1798 (ms. déjà cité, p. 133). « Jérôme Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, dernier prélat arrivé en Angleterre » (Lubersac, *Journal historique et religieux de l'émigration et déportation du clergé de France en Angleterre*. Londres, 1802, in-8, p. 170). Voir Lettre de Mgr de Cicé à l'évêque d'Arras, 14 juillet 1799 : il n'avait « jusqu'à ce jour éprouvé que bonté et protection de la part de Son Altesse Royale » (ms. cité, p. 105). Plasse, *Le clergé français réfugié en Angleterre*. Paris, 1886, 2 vol. in-8, t. II, p. 57 et Sicard à la suite, donnent l'évêque d'Auxerre comme résidant en Angleterre, mais Lubersac, *op. cit.*, l'omet parmi les ecclésiastiques réfugiés en Angleterre et nous croyons qu'à la p. 57, Plasse confond l'évêque d'Auxerre avec l'archevêque ; l'évêque n'a pas dû quitter l'Allemagne. Sicard nomme aussi un autre frère, un vicomte de Cicé, réfugié en Angleterre : ce ne peut être le chef d'escadre, car Adélaïde de Cicé le dit mort en 1792. Sur la Bintinaye, voir Plasse, t. II, p. 424 et 433. D'Andrezel, d'Esgrigny, de Laporte, vicaires généraux, Beylot (Jean-Joseph), curé de Vérac, diocèse de Bordeaux, sont en Angleterre aussi. Voir encore Plasse, t. I^{er}, p. 275 (demande de secours par l'archevêque, 23 juillet 1795), Fournier et Saint-Yves, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*, Paris, 1899, in-8, p. 325-327 ; la notice biographique, en tête des mandements de l'archevêque ; déjà citée ; abbé Lyonnet, *Vie de Mgr. d'Aviau*, t. II, p. 276, 355.

Lacombe (Dominique), né en 1749 à Montréjeau, doctrinaire, curé constitutionnel de Saint-Paul de Bordeaux, député à la Législative, évêque constitutionnel de la Gironde le 24 décembre 1797, évêque concordataire d'Angoulême en 1802, mort en 1823. Très actif, pieux, charitable, doux et simple (Cf. Pisani, *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel*, Paris, 1907, in-8, p. 412-414) Sur Mgr de Cicé et les diocèses ressortant de Bordeaux, voir Theiner, *op. cit.*, t. II, p. 201.

politique,... plus de ces assemblées du clergé de France... ; plus de ces... assemblées provinciales où il venait de déployer naguère encore... les talents administratifs... Plus de dîmes, plus de biens, plus de centaines de mille livres de rente ; par là-même plus de luxe, plus de laquais, plus de carrosses, plus de cette représentation qui éblouissait les peuples ¹. »

Il en était de même au reste de tous les confrères de Mgr de Cicé et c'est pourquoi l'archevêque de Bordeaux ne devait pas supposer qu'aux malheurs de naguère et d'à présent, les autres prélats allaient ajouter d'aigres récriminations contre lui.

« M. l'archevêque de Bordeaux, écrit en effet l'évêque de Luçon M. de Mercy, n'a cessé d'être persécuté. Partout où il a été, il a été poursuivi ; partout on l'a regardé comme un déserteur de sa religion, comme l'auteur de tous les maux de la patrie... On lui a envié jusques aux ressources, jusques aux consolations les plus ordinaires et les plus communes. » Les laïques du parti monarchien n'étaient pas mieux traités d'ailleurs et d'Andrezel, l'un des vicaires généraux de M. de Cicé, traînait dans la boue Lally-Tollendal, l'ami politique de l'archevêque ².

Il faut dire que le passé politique de Mgr de Cicé n'était pas le seul motif des émigrants pour l'inculper. L'archevêque de Bordeaux se montrait favorable au serment imposé par la Législative aux ecclésiastiques de France le 14 août 1792, le serment « d'être fidèle à la nation et de maintenir la liberté et l'égalité », sans doute parce que ce serment n'avait « absolument rien que de civil ». Avec Boisgelin et Barral, M. de Cicé était visiblement dans le clergé insermenté à la tête d'un tiers parti disposé aux accommodements avec le pouvoir temporel,

1. Sicard, *Le Clergé de France pendant la Révolution*, p. 578 : tableau de l'épiscopat.

2. Sicard. *L'ancien clergé de France*, t. II, p. 402 ; Theiner, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 425, t. II, p. 201. Dès le 4 juin 1796, Mgr de Mercy écrit à l'abbé d'Auribeau que M. de Cicé est persécuté en Angleterre : aussi, dit Mercy, l'archevêque de Bordeaux est reconnaissant à l'abbé d'Auribeau d'avoir, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la persécution*, conclu à la bonne foi de tous les ecclésiastiques qui en 1789 votèrent pour la réunion des trois Ordres.

Marie-Charles-Isidore de Mercy, né en 1736, évêque de Luçon en 1773, émigré en 1792, archevêque concordataire de Bourges en 1802, mort en 1811 (*L'Épiscopat français*, p. 147). Il appelle M. de Cicé « mon métropolitain et mon ami ». — Sur d'Andrezel et Lally, voir A. Bardoux, *Montlosier et les constitutionnels pendant l'émigration* dans la « Revue des Deux-Mondes », t. XXXIII, p. 88.

ce pouvoir fût-il d'origine révolutionnaire, d'un parti qui sera bientôt l'état-major du clergé concordataire. Il était lié parmi les émigrés laïques avec Malouet, monarchien impénitent et pour ce, mal vu. C'est chose que les purs de l'émigration ne pouvaient tolérer ¹.

Il n'y eut point « schisme » entre Mgr de Cicé et l'épiscopat français d'Angleterre, car, ainsi que le lui fit observer l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, l'archevêque ne fut point exclu des cérémonies religieuses célébrées par ses confrères. Il ne fut point exclu davantage des réunions où était concertée l'administration des églises de France, et où l'on débattait les questions de dogme et de discipline générale. Mais il ne fut appelé à signer ni une lettre adressée par le corps de l'épiscopat à Louis XVIII lors de l'avènement de ce dernier, ni un manifeste de condoléances au pape Pie VI à propos des sévices que lui infligeait le Directoire en 1798 ².

L'intrigue contre l'archevêque de Bordeaux était menée surtout par celui de Narbonne, Mgr de Dillon, en dépit de « plus de vingt années d'une étroite amitié » qui les avaient unis jadis.

D'abord, lors de la lettre commune adressée au nouveau Roi, M. de Cicé témoigna sa surprise de n'avoir pas été admis à la signer. Il lui fut répondu « qu'il s'agissait dans cette rencontre d'un objet purement politique » et non « d'un objet religieux ». Depuis, trois années durant, Dillon qui, comme doyen des ecclésiastiques réfugiés en Angleterre, était chargé de convoquer les assemblées de l'épiscopat, Dillon persista à

1. Voir J. Meilloc, *Les serments pendant la Révolution*, Paris, 1904, in-12. (Meilloc était vicaire général du diocèse d'Angers pendant la Révolution) ; Latreille, *L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803*, Paris, 1910, in-8, p. 5-8 ; Sicard, *L'ancien clergé de France*, t. III, p. 238. Sur sa liaison avec Malouet, *ibid.*, p. 237.

2. C'est Mgr de Cicé qui accuse ses collègues de faire « schisme » avec lui ; voir la réponse de l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, 12 nov. 1798, dans le ms. Cicé déjà cité. p. 46 (Bibl. Méjanes, n° 261).

Jean-François de La Marche, né en 1723, sacré évêque de Saint-Pol-de-Léon en 1772, mort à Londres en 1806. Sur la lettre à Louis XVIII, voir lettre de Mgr de Cicé à Dillon, déjà citée (p. 133-134 du ms.) La lettre au pape *Epistola quorundam Galliae episcoporum ad Summum Pontificem Pium Sextum* dans le Supplément à la *Collection générale des brefs* de Guillon, déjà citée, p. 48. Voir aussi E. Daudet, *L'Église et le Roi pendant l'émigration* dans le Correspondant, avril-juin 1905 et du même : *Histoire de l'émigration pendant la Révolution française*, Paris, 1907, 3 vol. in-8, t. III, p. 12-16.

exclure M. de Cicé de ces réunions¹. L'archevêque de Bordeaux, en politique avisé, voulut cacher ces dissensions au public, espérant du reste les voir bientôt cesser. « L'état déplorable de nos églises, la schisme qui les ronge, les dangers qui les assiègent, nos persécutions, notre dispersion, nos infortunes... que de motifs pour nous détourner de nous occuper de nous-mêmes, que de raisons d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles divisions, à de nouveaux scandales. »

Mais un ostracisme aussi prolongé finit par être connu du public. Mgr de Cicé comprit pourquoi il était tenu à l'écart, et qu'il lui fallait justifier de sa « conduite politique depuis l'ouverture des États Généraux en 1789 ». Il le fit dans une lettre à Dillon, du 26 juillet 1798, lettre dont nous avons précédemment cité les principaux arguments à propos de la Constitution Civile du clergé. Il en prenait occasion pour flétrir « cette classe de gens qui n'ont joué aucun rôle dans nos affaires et se font un manteau de leur nullité, mais qui après avoir antérieurement excité de tout leur pouvoir la désorganisation du royaume, se flattent de dissimuler leurs torts passés par leur exaltation actuelle, et croient se faire un mérite d'une sévérité exagérée qui n'est au fond qu'une basse méchanceté ». Il concluait fièrement : « on pourrait, non sans fondement, s'étonner de me voir entrer dans ces détails lorsqu'au fond ils sont étrangers à l'objet qui m'occupe » et « mes collègues ne sont point les juges de ma conduite ministérielle ».

La lettre était digne, pressante, et se terminait par des adjurations émues. Mais Mgr de Cicé n'y avait point soufflé mot de la part qu'il avait prise en 1789 à la réunion des trois Ordres. Dillon lui répliqua : « J'ai plus d'horreur que personne du schisme et je crois connaître parfaitement les devoirs que m'impose une même communion, ainsi que mon rang d'ancienneté dans le clergé. Mais je sais aussi que j'ai le droit de choisir ceux avec lesquels, dans l'intimité et l'épanchement d'une confiance mutuelle, je désire me concerter sur les démarches de convenances et d'égards que peuvent commander les différentes circonstances. »

L'archevêque de Bordeaux bondit sous l'outrage. Il riposta :

1. Lettre de Cicé à Dillon, déjà citée (ms, p. 133, 154).

« Je n'ai réclamé que l'exercice d'un droit qui m'appartient, ainsi qu'à vous, pour remplir des devoirs qui nous sont communs, pour l'intérêt de la religion et de nos diocèses. En y réfléchissant vous voudrez bien vous persuader qu'il ne dépend nullement de l'ancien évêque d'admettre ou d'exclure à son gré ses collègues des discussions communes, d'après les inspirations de sa confiance personnelle ou de sa fantaisie. »

Et il terminait : « Il me semble au surplus, Monseigneur, que tant que vous persisterez dans ces mêmes sentiments, il vaut mieux ne pas continuer entre nous une correspondance inutile et peu convenante à notre caractère ¹. »

Rebuté par Dillon, Mgr de Cicé recourut à Louis XVIII, lui communiqua sa première lettre à Dillon et les termes les plus saillants de la réponse de celui-ci. « Les augustes ancêtres de Votre Majesté, ajoutait M. de Cicé, ont toujours regardé comme une de leurs plus précieuses prérogatives celle de protéger l'Eglise, d'en écarter la discorde et le schisme, et de contraindre les premiers pasteurs eux-mêmes à la pratique des lois ecclésiastiques. » Il en appelait à la « protection spéciale » du Roi pour « un ancien et fidèle serviteur » de Louis XVI. Il flétrissait en conclusion : « Cet esprit de discorde, d'aigreur et de persécution, qui aggrave nos maux, divise nos forces, choque les étrangers, réjouit nos ennemis et nous rend tous les jours moins dignes de la protection du Ciel. »

L'archevêque écrivit également à Saint-Priest, son ancien collègue dans le ministère, maintenant auprès de Louis XVIII.

Enfin, s'autorisant de l'avis de Boisgelin, « le deuxième en rang et en ancienneté » des prélats émigrés en Angleterre, M. de Cicé écrivit à l'évêque de Saint Pol-de-Léon, M. de la Marche, pour le faire juge du conflit. La Marche, organisateur des secours aux proscrits indigents, occupait effectivement une place prépondérante dans le clergé français réfugié. M. de Cicé lui exposait le conflit en détail et concluait : « J'ai consulté les livres saints et l'histoire de l'Eglise, je n'y ai rien trouvé qui pût justifier le procédé de M. de Narbonne... Nous lisons

1. Lettre à Dillon, 26 juillet 1798, déjà citée (21 pages du ms). La réponse de Dillon (moins de dix lignes) est du 28 juillet (p. 155 du ms). Cicé réplique le 30 (p. 156-158).

que saint Pierre s'étant rendu coupable de la plus grave des fautes la pleura amèrement, mais nous ne voyons point que ses collègues aient jamais imaginé de la lui faire sentir par leurs procédés¹. »

Mgr de Cicé put croire d'abord qu'il obtiendrait satisfaction. L'archevêque de Reims le soutenait auprès de Louis XVIII. L'abbé André, dit de La Marre, porte-paroles de Louis XVIII auprès des royalistes de Londres, était hostile à l'intransigeance de ces derniers. Le 11 octobre 1798, Louis XVIII écrivit à M. de Cicé : « J'ai reçu votre lettre, Monsieur. Je n'y puis mieux répondre qu'en vous envoyant la copie de celle que j'écris à M. l'archevêque de Narbonne. Mais je ne saurais m'empêcher d'ajouter que j'ai saisi avec empressement cette occasion de rendre témoignage à la conduite que vous avez tenue pendant votre ministère, et à la satisfaction que le feu Roi mon frère a eue de vos services. »

A Dillon le Roi écrivait : « S'il m'était permis de citer à un pontife les apôtres et les docteurs de l'Eglise, je vous rappellerais le treizième chapitre de la première *Epître aux Corinthiens* et cette belle maxime de saint Augustin : *unité dans ce qui est nécessaire, liberté dans ce qui est douteux, charité en tout*. Mais dans ma position je dois vous tenir un autre langage. Il est vrai que la conduite de M. l'archevêque de Bordeaux a prêté à la censure dans le commencement de nos malheurs. Mais depuis lors il a fidèlement et courageusement servi le roi mon frère pendant son ministère, il a emporté ses regrets ; il a refusé le serment qu'une assemblée impie et rebelle exigeait du clergé de France, il partage le glorieux exil de ses confrères. Qui pourrait donc lui mériter de leur part une réprobation, aussi affligeante pour l'Eglise et aussi dangereuse en politique qu'elle est

1. Lettre de Mgr de Cicé au Roi, 4 septembre 1798 (c'est un brouillon assez raturé, p. 37-46 du ms). La lettre à Saint-Priest est mentionnée dans la réponse de celui-ci, Mittan, 12 octobre 1798 (p. 35 du ms) comme étant du 4 septembre aussi. La lettre à « M. l'évêque de Léon » est du 8 octobre (p. 41-45 du ms) : c'est un brouillon, parfois très raturé, les ratures adoucissant les premières expressions. La Marche a été l'organisateur du Comité central d'assistance aux ecclésiastiques français réfugiés en Angleterre (Plasse, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 89, 182 notamment). Voir aussi E. Daudet, *Louis XVIII et Bonaparte* dans le Correspondant du 25 février 1905 ; *Histoire de l'émigration*, loc. cit.

douloureuse pour lui ? Si lorsque je ne cesse de tendre les bras à tous mes sujets, on en voyait qui fussent repoussés avec dédain par ceux qui méritent le plus mon estime, quelle confiance pourrait-on prendre en mes paroles ? Que serait-ce si cette répulsion tombait sur des hommes revêtus d'une dignité éminente, auxquels il n'est plus permis de reprocher des torts effacés depuis longtemps ? Que penserait-on enfin en voyant M. l'archevêque de Bordeaux traité comme pourrait l'être celui de Sens s'il vivait encore ? D'ailleurs, le schisme ne peut que produire l'effet le plus funeste dans le diocèse de Bordeaux et dans ceux qui, étant vacants, sont par les lois canoniques soumis à la juridiction immédiate du métropolitain. »

A son frère le comte d'Artois, Louis XVIII exprimait cependant plus tard ces réserves, à propos de ce qu'il avait écrit de M. de Cicé dans sa lettre à Dillon : « Tout ce que j'ai dit de lui est vrai. Mais je n'ai pas prétendu tout faire à moi seul. Vous avez lu dans le catéchisme qu'il y a trois parties dans le sacrement de la pénitence : la contrition, la confession, la satisfaction... *L'archevêque de Bordeaux a rempli la troisième. Mais je ne pense pas pour cela qu'il soit dispensé de la seconde.* »

Le lendemain du jour où Louis XVIII écrivait à M. de Cicé, Saint-Priest répondait au même et l'approuvait complètement. « Il ne manquerait plus à nos malheurs que de nous diviser, ajoutait Saint-Priest, nous ne sommes que trop faibles encore réunis. Je me suis fait un devoir, mon cher Seigneur, de certifier au Roi que Louis XVI vous a vu perdre votre place avec regret et vous regardait comme son bon serviteur... Il est bien juste que nos efforts pour notre malheureux Maître aient au moins cette récompense, je dis *nos* car nous avons couru la même carrière ministérielle, deux de nos confrères l'ont payé de leur vie, nous de l'expatriation et de l'indigence. » En revanche l'évêque de Léon, lui, ripostait à M. de Cicé : « Relativement aux témoignages extérieurs de confiance et de cordialité, il y a sans doute bien des circonstances où la charité admet différentes nuances, et chacun suit à cet égard l'impulsion de ses dispositions particulières ¹. »

1. Lettre du Roi de Mittau (copie, p. 185 du ms Cicé ; existe en double, p. 189, ce qui permet d'en confirmer la date, nonobstant une hypothèse de la table du ms

D'autre part une phrase de la lettre de Louis XVIII à Dillon était allée droit au cœur de M. de Cicé, une phrase où se révèle la clairvoyance, l'ironie discrètement hautaine du nouveau Roi. « Il est vrai que la conduite de M. l'archevêque de Bordeaux a prêté à la censure dans le commencement de nos malheurs. » Mgr de Cicé comprit bien que Louis XVIII soulignait ainsi le silence que lui-même, dans sa lettre à Dillon, avait gardé sur son propre rôle lors de la réunion des trois Ordres, et il écrivit au Roi une longue confession sur ce sujet.

« Je n'ai été ni surpris ni affligé, dit-il, de ce que Votre Majesté a cité mes procédés antérieurs à mon ministère comme ayant été un *objet de censure*. Je n'en avais point parlé dans ma lettre à M. de Narbonne, quoique je n'ignorasse pas que ma conduite au sujet de l'examen des pouvoirs des députés aux Etats-Généraux était au fond le principal et peut-être l'unique grief qui me fût sincèrement reproché. Mais je savais que mes collègues ne pouvaient ni n'osaient l'articuler, parce qu'il faudrait en même temps incriminer sept ou huit évêques et la majorité du clergé des Etats-Généraux et parce que d'ailleurs ce grief, quel qu'il fût, ne pourrait être admis comme suffisant pour justifier contre moi seul une scission scandaleuse. »

Après avoir ainsi posé la question, l'archevêque ne laissait pas de faire entendre au nouveau Roi qu'il n'était pas tenu à se justifier auprès de lui : « Je pourrais... me reposer, ce me semble, sur le principe que le feu Roi m'ayant appelé dans son conseil et honoré de sa confiance, il était par là-même interdit à tout le monde et à lui-même de me rechercher sur mes procédés antérieurs. » En outre, dans une crise comme celle qui avait sévi, chacun ayant pu se tromper, chacun devait être jugé non sur « un fait, une démarche ou une opinion », mais sur « sa conduite constante et définitive ». L'archevêque

faite postérieurement, tendant à la placer au 27 févr. 1799). Suit la copie de la lettre du Roi à Dillon, même date du 11 octobre 1798 (p. 185-188 du ms). La lettre de Louis XVIII au comte d'Artois dans E. Daudet, *L'Eglise et le roi pendant l'émigration*, dans le Correspondant, avril-juin 1905, p. 424 ; *Histoire de l'émigration*, t. III, p. 15 ; Lettre de Saint-Priest, Mittau, 12 octobre 1798, dans le ms Cicé, p. 35 (autographe, porte l'adresse de « Mgr l'archevêque de Bordeaux, New bond Street, n° 56, Londres »). Les deux ministres qui ont péri sont Montmorin, massacré en septembre 1792, La Tour-du-Pin condamné à mort le 28 avril 1794. La lettre de l'évêque de Léon, 12 novembre 1798, p. 46 du ms.

dressait ensuite, sur son attitude dans la chambre du clergé, le plaidoyer dont nous avons fait état précédemment ¹.

On était arrivé à 1799. La seconde coalition débutait par des victoires qui faisaient espérer aux royalistes une prochaine restauration. Mgr de Cicé crut profitable à la bonne cause de communiquer à son souverain ses impressions sur le monde de l'émigration, d'autant plus, déclarait-il, que sa querelle personnelle étant terminée, ses jugements perdaient tout caractère de récrimination.

L'archevêque de Bordeaux s'exprima donc en toute franchise dans une lettre à Louis XVIII : « J'ai été, disait-il, comme tous les autres émigrés, jeté de contrée en contrée par les événements de la guerre, et partout j'ai vu les malheureux Français divisés entre eux se déchirer mutuellement et empoisonner leur triste existence, au lieu d'en adoucir les rigueurs par les charmes d'une union réciproque. C'était d'abord dans la plupart l'effet d'une jalousie ambitieuse qui se croyait intéressée à diminuer le nombre des sujets fidèles, et qui se flattait d'écarter des concurrents. D'autres circonstances ont fait naître d'autres rivalités et d'autres intrigues. Tantôt c'est la faveur des gouvernements qui nous donnent asile que l'on se dispute, tantôt celle des agents de Votre Majesté, le plus souvent c'est celle de la multitude. » Mgr de Cicé ajoute : « Il semble que la bonne fortune d'un émigré fasse le malheur des autres, que nous devons trouver quelque jouissance dans l'infortune et la spoliation de nos compatriotes. Ces sentiments... se sont introduits dans les cœurs, et surtout s'y maintiennent à l'appui des opinions exagérées et des jugements passionnés, audacieusement accrédités et légèrement admis par une multitude d'autant plus aisée à séduire qu'elle est plus oisive et plus misérable. » Aussi, en place des « liens de la subordination dans tous les états », « l'égoïsme » a introduit « parmi nous le système d'égalité que nous faisons cependant profession de détester et de fuir. L'esprit de parti n'a épargné ni les longs services, ni les rangs,

1. Lettre de M. l'archevêque de Bordeaux au Roi du 27 février 1799. A la table (faite postérieurement) on se demande si cette date n'est pas erronée; elle nous semble cependant très admissible. C'est une copie de la lettre envoyée, ou un brouillon mis au net car il n'y a aucune rature (p. 173-184 du ms).

ni la naissance. Louis XVI et la feu Reine ne sont-ils pas encore journellement l'objet de sa censure et de ses déclamations ? »

L'archevêque croit donc pouvoir se demander : « si la France était tout d'un coup rouverte à tous ceux qui en ont été bannis, ne deviendrait-elle pas à l'instant le théâtre de nouvelles et sanglantes discussions ? »

D'autre part le spectacle que les émigrés présentent aux étrangers « a affaibli notablement leur intérêt. Ils ne le dissimulent pas. » Que voulez-vous, disent-ils habituellement, on ne peut prendre aucune confiance dans les Français émigrés ; autant d'opinions que de têtes et nous les voyons constamment ardents à se déchirer les uns les autres. « Cette diversité d'opinions ne serait pas à beaucoup près si importante, si l'on n'y joignait pas l'intolérance et la persécution. Mais un zèle amer et inconsideré s'est emparé du sceptre de l'opinion, il faut être royaliste à sa guise, ou être relégué dans des classes odieuses. Il semble que ce soit à ses yeux une bonne fortune que la découverte d'un Français à soupçonner ou à proscrire ; il exige une soumission aveugle à sa doctrine sans l'expliquer ; il ressuscite les dénominations diverses qui ont servi à signaler ci-devant au peuple telles et telles opinions, pour stigmatiser des compatriotes et éterniser des opinions qui sont aujourd'hui sans objet. Les choses en sont au point que je ne sais si certains esclaves de ce faux zèle voudraient du salut de la France, s'il fallait le devoir à quelque partisan des opinions qu'ils réprouvent ».

L'archevêque concluait donc : « Sire, vous avez fait connaître vos sages intentions à vos sujets de l'intérieur. Il est également besoin que Votre Majesté manifeste ses principes à tous les émigrés qui sont ou se disent dévoués à la cause monarchique. » A l'entendre, « le moyen le plus naturel et le plus convenable » serait « deux lettres que Votre Majesté voudrait bien écrire, l'une à ses agents dans les différents rassemblements d'émigrés, l'autre aux évêques qui doivent plus particulièrement prêcher l'indulgence et la concorde ¹ ».

1. Lettre écrite au Roi par M. l'archevêque de Bordeaux le 27 février 1799 (copie ou brouillon mis au net, p. 161-168 du ms). Peut-être est-ce pour celle-là qu'il faudrait reculer la date, car elle respire la confiance dans l'avenir et les premiers succès de la coalition datent de mars 1799.

Lorsque cette lettre arriva à Mittau, Louis XVIII et sa cour étaient « dans l'attente des événements, tout prêts à en profiter lorsqu'il y aura moyen », comme l'écrivit Saint-Priest à M. de Cicé¹.

Mais alors, comme pour entretenir M. de Cicé dans ses ressentiments, comme pour lui démontrer que, dans la famille royale, Louis XVIII était seul à ne point partager l'état d'esprit des émigrés, l'archevêque de Bordeaux vit se réveiller sa querelle avec ses confrères et le comte d'Artois se ranger parmi ses ennemis.

Mgr de Cicé avait effectivement écrit à Mgr de Conzié, l'évêque d'Arras et le grand politique de la cour du comte d'Artois à Edimbourg, pour l'informer que son conflit avec Mgr de Dillon était terminé. Il se proposait d'appuyer cette notification d'une copie de la correspondance échangée à ce propos, pour cette copie être mise sous les yeux de Monsieur. Or le comte d'Artois lui fit dire qu'il ne voulait « prendre aucune connaissance de ces discussions ». M. de Conzié ajouta qu'ayant pris des informations auprès de leurs confrères de l'épiscopat, ils l'avaient assuré de ceci : « tous nos collègues continueront à vous maintenir dans la possession des droits que vous avez à leur justice, mais ils résisteront persévéramment à vous faire participer avec eux à des actes de pure confiance ».

Mgr de Cicé répliqua immédiatement par un exposé de toute l'affaire, affaire due, affirmait-il, à quatre ou cinq prélats et désapprouvée « par un grand nombre des autres », tant résidant en Angleterre que sur le continent. Il avait aussi pour lui le clergé catholique anglais, l'archevêque de Reims, le Roi lui-même. « Sa Majesté, disait-il ironiquement à Conzié, n'a pas imaginé de consulter mes adversaires eux-mêmes. » Il terminait ainsi : « Enfin, pour jeter un plus grand jour sur toute cette discussion, je vous envoie une copie des deux lettres de sa Majesté, qui, comme vous verrez, a été droit au but sans s'arrêter aux prétextes qu'on vous a allégués. »

Conzié dont les manières et le ton « convenaient moins à un

1. Mittau, 31 mars 1799, non signé mais de l'écriture de Saint-Priest et à rapprocher de sa précédente à Mgr de Cicé (p. 53 du ms). Il ajoute : « Le Roi a demandé à Pétersbourg d'aller joindre le corps russe qui servira sur le Rhin et nous attendons réponse. »

évêque qu'à un capitaine de grenadiers », répondit vouloir s'en tenir à sa résolution précédente. Aux conseils d'impartialité de l'archevêque de Bordeaux il répliqua qu'il n'admettrait que selon ses convenances, « des préceptes que je n'ai pas demandés, pour régler ma conduite relativement à des discussions qui me sont étrangères ». Je préférerais, ajoutait-il, « à de tels préceptes, les conseils que je suis dans l'usage de me donner à moi-même, ou les lumières de ceux que j'aime à consulter ¹ ».

L'affaire Conzié dut porter à Mgr de Cicé un grand coup. Non seulement il était en exil, mais il était exilé du groupe de ses compagnons d'exil, mis pour ainsi dire au ban de l'émigration. Il avait espéré dans l'autorité du Roi et il voyait cette autorité méconnue même du comte d'Artois et de son entourage ². La situation de l'archevêque de Bordeaux devenait de plus en plus fausse.

D'autre part, ses conseils à Louis XVIII, s'ils ne furent pas mal accueillis, n'eurent aucune action. Saint Priest lui répondit qu'à vouloir exhorter « ses sujets expatriés à l'union et à la concorde », Sa Majesté « ne ferait qu'apprendre à ceux qui peuvent l'ignorer encore, combien nous sommes divisés ». De plus, au mois d'août 1799, c'est des hordes de Souvarow et des kaiserlicks que le Roi attendait sa restauration en France.

1. Sur Conzié, voir Duc de Lévis, *Souvenirs et portraits*, 1780-1789, 2^e édit., Paris, 1815; Lettre de Conzié à Cicé, Edimbourg, le 5 juillet 1799, signée « Louis évêque d'Arras » (copie, p. 97 du ms Cicé); réponse de Cicé exposant toute l'affaire, 14 juillet 1799 (p. 98-107 du ms cit.; quoique intitulée « copie de ma lettre à M. l'évêque d'Arras », c'est un brouillon, comme en témoignent les ratures). Réplique de Conzié, Edimbourg, le 27 juillet 1799 (p. 107 du ms).

Conzié (Louis-François-Marc-Hilaire de), né à Poncin (Bugey), en 1732, mort à Londres en 1804, évêque d'Arras; refuse de siéger aux Etats-Généraux; décrété d'accusation en 1792, réfugié en Angleterre, prépondérant auprès du comte d'Artois, mêlé à toutes les intrigues de l'émigration (*Nouvelle biographie générale*).

L'archevêque de Reims, Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, né à Paris en 1736, coadjuteur de l'archevêque de Reims en 1766, lui succède en 1777; député de son clergé aux Etats-Généraux, il siègea à droite, émigra, refusa de démissionner en 1801, cardinal et archevêque de Paris sous la Restauration, mort à Paris en 1821 (*Dic. des Parlem.*).

2. Dans sa réponse, M. de Cicé insiste sur ce point : « La démarche que vous avez faite et votre silence seul sur la réponse que vous avez reçue persuaderont ces messieurs de votre approbation, les flatteront de trouver dans la cour d'Edimbourg une excuse à leur résistance à celle de Mittau », et : « Je ne peux non plus m'empêcher de remarquer, Monseigneur, que votre méprise a été le principe de celle de Monsieur » (p. 105 du ms).

Toutefois Saint-Priest, soit de sa propre initiative, soit à l'instigation de Louis XVIII, ménageait l'amour-propre de Mgr de Cicé. Il lui demandait en effet un avis sur la tactique à adopter après le retour du Roi sur le trône : « Je croirais pour mon compte qu'il serait sage, si on en a le pouvoir, de laisser subsister par provision le régime actuel, en supprimant seulement le Corps législatif et le Directoire, rétablissant tout ce qui tient au culte catholique et laissant agir au nom du Roi les autorités actuellement constituées. J'assurerais même une indemnité (?) aux acquéreurs de biens nationaux et l'amnistie à tous les mêmes dont le repentir serait bien prononcé, je laisserais aux officiers militaires leurs grades et l'assurance de l'avancement militaire. Enfin je n'appellerais les Etats Généraux que lorsque le calme serait rétabli solidement. Ecarter tout le faste du trône et guérir les plaies de la France serait selon moi le maximum de la gloire du Roi ¹. »

L'archevêque de Bordeaux ne paraît pas avoir attendu l'invitation de Saint-Priest pour exposer à la cour de Mittau son avis. Il écrivit à Saint-Priest, le 9 août 1799, une lettre « sur le provisoire » à adopter lors de la reconnaissance du Roi. De cette lettre nous n'avons que l'analyse. On y voit que M. de Cicé demande une proclamation qui fixera l'opinion des Français à l'égard des principes de conduite de Louis XVIII. Il propose que « la division par départements, les tribunaux actuels et les corps administratifs » soient « provisoirement maintenus, ainsi que les impositions établies ». Et « il ne serait pas sage de proclamer dès le début le rétablissement indéfini des dîmes, des droits seigneuriaux, de la gabelle ». L'archevêque pense qu'il faut faire un choix très étudié parmi les institutions de l'Ancien Régime et parmi celles du nouveau, « sans que l'ancienne constitution du royaume et le pouvoir administratif du Roi en souffrent aucune atteinte ». Toutefois on interdirait « aux tribunaux l'exécution des lois concernant les émigrés, les serments, les conserits, le culte, le calendrier, le divorce et le mariage ». Le Roi annoncerait qu'il rétablira l'ancienne constitution et « exa-

1. Mittau, le 4 août 1799, sans signature, mais toujours de l'écriture de Saint-Priest (p. 54 du ms). Le mot « indemnité » y est surmonté du mot « amnistie ». et tous deux sont biffés sans être remplacés, de là notre point d'interrogation.

minera ensuite ce qui y est renfermé ». Mais Mgr de Cicé ne veut pas d'Etats Généraux, sinon « en perspective », car « il y aurait de la folie à les assembler ». Il ne peut être question non plus d'un concile. « Le maintien des acquéreurs des biens nationaux serait une violation du droit de propriété » ; le Roi peut seulement promettre des indemnités.

Saint-Priest rédigea sur cette lettre de M. de Cicé des observations où il manifestait son approbation du maintien de la division en départements, en étayant son propre avis de celui de Louis XVI. « Sa Majesté a laissé en suspens, ajoutait-il, le prononcé sur les dîmes et les droits seigneuriaux ». Il partageait les sentiments de l'archevêque sur la question des biens nationaux et sur l'inutilité d'un concile.

Mais le 3 septembre, à l'occasion de l'anniversaire du 18 fructidor, le Directoire publiait une proclamation sur les maux qu'entraînerait le rétablissement de la royauté. Mgr de Cicé jugea indispensable que le Roi y répondit et le 16 septembre il envoyait à Saint-Priest un projet de *Déclaration royale* dont nous n'avons, sauf quelques expressions textuelles, que l'analyse. Ce projet, on va le voir, s'inspirait des douloureuses expériences faites par le prélat.

M. de Cicé demande la réfutation par Mallet du Pan des écrits révolutionnaires les plus dangereux, et surtout un manifeste du Roi qui réfute la proclamation du Directoire point par point. Il faut rassurer les Français contre les vengeances possibles et contre le retour de l'Ancien Régime. On connaît trop en effet « l'examen rigoureux auquel les émigrés soumettent la conduite de chacun ». L'archevêque propose donc une amnistie très large. Sur l'article des abus, le Roi, « content de rétablir les bases fondamentales et essentielles de la constitution », « ne rappellera point les institutions que le laps de temps aura rendues abusives ou *qui répugneraient aux vœux du peuple* ». Pour « rassurer les Français contre la crainte du pouvoir arbitraire, Sa Majesté rappellerait qu'*elle a elle-même applaudi aux premières apparences d'une constitution plus libre* », et « *n'hésiterait pas à promettre à la nation toute la liberté dont elle est susceptible* ». Le Roi rassurerait aussi les Français contre toute vengeance particulière. Il réglerait « son administration sur les *désirs du peuple*. » Il n'y

aurait « que les impôts nécessaires ». « Le Roi concertera avec ses sujets la distribution des charges publiques et fera rendre à la nation un compte exact des recettes et des dépenses. »

En conclusion, Mgr de Cicé déclarait sans ambages : « il ne faut pas considérer la République comme le fait d'un parti de mécontents, mais d'une grande nation égarée : elle est *l'ouvrage de la nation*. » Il est donc nécessaire « *que le Roi traite avec cette nation républicaine, non en se reportant à l'époque de 1789, mais en s'élevant à la hauteur des circonstances*. » On devra négliger les « spéculations de telle ou telle classe particulière ». « Ce n'est pas à de telles balances que doivent être pesés d'aussi grands intérêts. » Enfin « *le bien évident du Royaume exige que l'on prévienne l'entrée des armées étrangères* » ; « *il faut donc exiger des pourparlers et des conférences* » le plus tôt possible.

Si l'on rapproche les deux plans de Mgr de Cicé du 9 août et du 16 septembre, et si on les compare à la déclaration faite par le même prélat dans la Constituante le 27 juillet 1789, on demeure frappé de son esprit d'opportunisme, de sa souplesse à s'accommoder aux événements. Le projet du 9 août s'écarte singulièrement des propositions de juillet 1789 : la souveraineté de la nation n'y est évoquée qu'en appeau pour les badauds ; de l'œuvre révolutionnaire le prélat n'apprécie que l'ordre administratif substitué au chaos de l'Ancien Régime. Cinq semaines après, comme va l'observer amèrement d'Avaray, nous relevons des thèses incomparablement plus hardies. M. de Cicé veut effectivement pallier l'effet moral du récent manifeste du Directoire, saisir l'occasion inespérée qui s'offre à l'automne de 1799 de rétablir le roi. Masséna est bloqué en Suisse avec la dernière armée de la République (la bataille de Zurich ne sera livrée que le 26 septembre). Cette dernière armée une fois anéantie, encore faudrait-il qu'il n'y ait pas un soulèvement de la nation française contre la restauration du souverain légitime. Aussi, pour gagner la nation, Mgr de Cicé jette délibérément par-dessus bord tous les principes d'absolutisme. Il redevient l'homme qu'il avait été en août 1789, alors qu'il entra comme garde des sceaux dans le premier ministère parlementaire de notre histoire. Peut-être même envisageait-il son retour personnel au pouvoir, comme on le verra plus loin.

Cependant, on doit le dire bien haut, Mgr de Cicé ne montrait pas dans son projet du 16 septembre que de l'opportunisme, des calculs adroits et vraisemblablement intéressés. L'observateur qui regardait la République comme l'ouvrage de la nation et réclamait de la royauté qu'elle donnât satisfaction aux vœux de la nation plutôt qu'aux ressentiments de l'émigration, qui d'autre part insistait pour éviter au territoire français la honte et le dommage de l'entrée des armées étrangères, celui-là prouvait que parfois son esprit était capable de clairvoyance, de générosité, de patriotisme à l'égal des plus grands politiques. Mgr Champion de Cicé n'a rien écrit dans sa longue carrière qui l'honore davantage aux yeux de la postérité.

Ce qu'il y avait de méritoire dans les motions de l'archevêque de Bordeaux, on le verra mieux encore en le rapprochant des observations qu'y ajoutèrent Saint-Priest et d'Avaray.

Saint-Priest approuva complètement l'archevêque, sauf sur quelques points de détail. Il proposait de confier à Mallet du Pan, sous la direction de Mgr de Cicé, la polémique réclamée par Mgr de Cicé. Il engagea même, en faveur de l'archevêque de Bordeaux, une controverse des plus amères avec d'Avaray. La conclusion du projet de l'archevêque « convient très bien à un prélat, à un ancien ministre, à tout homme juste », déclarait Saint-Priest. « Je lui crois une bonne tête », disait-il de M. de Cicé lui-même et, « quoique je n'aie jamais compté le proposer à Sa Majesté pour ministre, je crois qu'elle pourrait plus mal faire ».

D'Avaray signalait à Louis XVIII comme de véritables hérésies les phrases du projet de l'archevêque favorables à la souveraineté de la nation. Il s'indignait que M. de Cicé eût réveillé le souvenir de la conduite du comte de Provence en 1789-1790. A entendre d'Avaray, le comte de Provence n'avait alors quêté la popularité que sur les instructions de Louis XVI. Regarder la République comme l'ouvrage de la nation française, c'était là « un langage de tribune ». L'Europe, elle, ne regardait la République « que comme l'œuvre d'une poignée de scélérats ». De même « le bien évident du royaume est que les armées étrangères y entrent dans de bonnes vues ». D'Avaray concluait que le projet de déclaration du 16 septembre, s'écartait « entièrement » des idées « sages » et des principes, « pour la

plupart conformes à ceux du Roi », contenus dans la lettre du 9 août ¹.

A la vérité peu importait l'accueil fait aux plans politiques de Mgr de Cicé par le monarque à restaurer. La parole demeurait au canon et dans cette automne de 1799, le canon donnait tort à la deuxième coalition. Le fait qui nous intéresse est que Mgr de Cicé apprit la désapprobation formelle par le Roi de ses idées et de ses tendances.

Saint-Priest écrivit effectivement à l'archevêque le 29 octobre : « Nous sommes du même avis, à des objets de détail près qui ne touchent point au fond des principes : celui du maintien provisoire de tout ce qui existe en France, sauf les exceptions que vous y mettez vous-même, est depuis quelques mois adopté par Sa Majesté. » Mais « nous ne sommes pas aussi grands garçons que vous pourriez le penser ; beaucoup de préjugés et d'habitudes ont conservé leur empire ; ne les perd pas qui devrait le faire... ». Il s'agit évidemment là de Louis XVIII et de son entourage. Et Saint-Priest ajoutait : « Jamais sans doute il n'y aura une plus belle occasion pour monter un royaume près de sa perfection que la restauration de notre monarchie si elle a lieu ; mais, au lieu de cela, on pense que tout irait bien encore

1. Analyse de la lettre du 9 août à Saint-Priest (ne peut être une réponse à celle de Saint-Priest du 4, vu les distances), aux Arch. des Aff. étr., fond français, vol. 608, f^os 13-14 (j'y renvoie pour les mesures de détail que propose encore M. de Cicé) ; *Observations* de Saint-Priest, *ibidem*, f^os 39-40 ; *Analyse du projet de déclaration* du 16 septembre, *ibid.*, f^os 15-16. Nous guillemetons le texte de l'analyse. Nous soulignons les phrases textuelles du projet que nous retrouvons, à l'état de citations, dans les documents qui suivent : « Copie des observations de M. de Saint-Priest sur le projet de déclaration », *ibid.*, f^os 41-42 ; lettre de Saint-Priest à d'Avaray, Mittau, 27 octobre 1799, *ibid.*, f^os 23-24 ; « Observations (de d'Avaray) sur le projet de déclaration », *ibid.*, f^os 50-53. Autres lettres de polémique entre Saint-Priest et d'Avaray, *ibid.*, f^os 17-33). Le manifeste du Directoire du 3 septembre 1799 est au *Moniteur*, Reimpr., tome XXIX, p. 796.

Il existe au même vol. 608 du fond français un « projet d'adresse conforme aux instructions données à Monsieur par le Roi » (f^os 79-87), qui contient les idées essentielles des deux plans de Cicé réunis, exprimées dans un langage assez ecclésiastique. Mais le document est postérieur au 18 brumaire, non signé, d'écriture sans individualité nette. Nous n'osons l'attribuer à Mgr de Cicé. Cf., une lettre de Boisgelin au maréchal de Castries, Londres, 24 décembre 1799, où il signale les « avantages » qu'aurait eu « le roi légitime », si « par la réunion des partis on avait prévenu les craintes toujours subsistantes des vengeances et des persécutions » (*Catalogue de la vente Charavay* du 25 avril 1913, n^o 21).

parce que cela allait autrefois, on songe à rattraper des jouissances pour se dédommager du temps perdu ¹ ».

Comme s'il ne restait plus une faute à commettre vis-à-vis de l'archevêque de Bordeaux, ses confrères en Angleterre reprirent leur campagne contre lui : un mémoire fut envoyé par eux à Louis XVIII. C'était sans doute en prévision d'une manifestation à faire en corps auprès du nouveau Pape qu'allait élire le conclave réuni à Venise en octobre 1799. Mgr de Cicé recourut encore à Saint-Priest. Ce dernier le rassura au sujet de l'effet possible du mémoire sur l'esprit de Louis XVIII. Mais Saint-Priest proposa à l'archevêque l'exemple de sa propre résignation en termes des plus décourageants : si les malveillants, dit-il, « désirent mon éloignement, je le désire aussi et tout mon embarras est de l'obtenir. Le Roi paraît tenir à moi parce que je suis un vieux ministre et que cela fait enseigne sur une boutique. Mais je n'ai pas lieu de me vanter de sa confiance en mes avis. Il suit aveuglément ceux du comte d'Avarai, et si je ne persuade pas ce dernier je n'avance pas de ligne (*sic*). Il a de bonnes intentions et de l'honneur, mais de l'entêtement selon moi et peu de lumières. Je me dégoûte un peu de l'arraisonner. »

Passant de cette observation générale au cas de M. de Cicé, Saint-Priest disait encore : « je suis trop franc pour vous dissimuler qu'on ne vous a pas absous sincèrement des imputations qu'on a bien depuis onze ans contre vous. J'ai eu beau affirmer la satisfaction qu'avait le feu Roi de vos services, on en convient, on ne me conteste rien, mais mes arguments n'entrent pas ; encore moins aurait-on le courage de vous soutenir contre Monsieur et son conseiller. » Et « je suis entièrement de votre avis sur la conduite à tenir, mais je n'ai pu opérer conversion en-

1. Mittau, le 29 octobre 1799, lettre non signée, « originale de M. de Saint-Priest » dit une note que confirme l'écriture (p. 56 du ms). Saint-Priest dit aussi que le Roi n'est pas décidé pour le moment à « donner la déclaration dont il s'agit » (sur ce qu'il veut accorder aux Français). Il ajoute : « Moi je pense comme vous que ce devrait être à présent malgré la triste fin de cette campagne ; il faudrait donner aux Français tout le temps de peser cet hiver les considérations qu'on peut mettre sous leurs yeux. Au reste nous ne pouvons remuer sans la participation de l'Empereur Paul et il est dans un moment de dépit qui ne permet pas de lui soumettre des objets de ce genre. » Il termine ainsi : « Veuillez bien brûler ma lettre après l'avoir lue, je vous l'écris de confiance »

tière. J'ai à la vérité réussi à tempérer et modifier, c'est toute ma moisson. »

Saint-Priest jugeait exactement les sentiments de l'entourage du Roi vis-à-vis de M. de Cicé. D'Avaray écrivait : la conduite de l'archevêque de Bordeaux, « comme membre de l'ordre politique du clergé français », a été « tellement répréhensible et Monsieur le lui a témoigné récemment avec une telle force que le Roi ne pourrait lui accorder sa confiance, sans nuire à sa considération et sans blesser péniblement Monsieur ». D'Avaray déclarait encore que si Louis XVIII adoptait les plans politiques de Mgr de Cicé, celui-ci s'en vanterait pour renforcer sa situation morale. « Si M. de Cicé était un génie supérieur, je serais le premier à proposer au Roi de dédaigner les clameurs des deux premiers ordres de l'Etat », disait d'Avaray à Louis XVIII. Ainsi d'Avaray représentait au souverain que toute l'émigration : noblesse et clergé, rejetait l'archevêque de Bordeaux.

Cependant Louis XVIII n'était pas tellement inféodé aux opinions de d'Avaray. Il écrivit effectivement au comte d'Artois, en réponse au mémoire que Mgr de Cicé venait d'expédier à Mittau : « Le clergé de France doit faire une démarche de soumission envers le Pape qui va être élu. Faites savoir à nos évêques que c'est affaire religieuse et que par conséquent l'archevêque de Bordeaux doit être admis à la signature. Ne vous laissez pas prendre au *subterfuge* qu'ils ont employé *une première fois en disant que ce n'est pas le clergé en corps, que ce sont les individus, etc.* Persuadez, exigez en mon nom, s'il le faut, et soyez sûr que vous aurez rendu un bon service à la cause. Je leur écrirais bien de le faire, mais il faudrait pour cela que je *supposasse que ma première invitation a été righted*, et il faudrait que je prisse le ton plus impératif ¹. »

Mais en admettant que l'archevêque de Bordeaux ait été informé de l'effort nouveau fait par Louis XVIII pour le délivrer de l'ostracisme de ses confrères en épiscopat, il compre-

1. Nous ne connaissons la lettre de M. de Cicé que par la réponse de Saint-Priest : Cicé lui avait écrit le 15 février 1800. La réponse datée de Mittau, 29 avril 1800, non signée, mais même note et même écriture que pour la précédente (p. 57 du ms). L'absence de signature sur ces deux lettres doit être une mesure de prudence.

Sur la rivalité de Saint-Priest et d'Avaray, voir De Barante, *Études histori-*

nait que sa position dans cet épiscopat royaliste demeurerait à tout jamais très difficile. Il savait d'autre part, en toute certitude, que ses conseils politiques n'agréaient point au monarque et que, si la restauration de Louis XVIII venait à se produire, son rôle de ministre, d'homme d'Etat et de mentor de la monarchie légitime était définitivement terminé.

Or en cette fin de l'année 1799 s'établissait en France le régime consulaire. Et c'est le propre des politiques avisés de ne point s'enliser dans une situation sans issue.

ques, Paris, 1858, 2 vol. in-8, tome I^{er}, p. 281, et E. Daudet, *Histoire de l'émigration*, t. II, p. 386 ss. et t. III, *passim*. Les propos de d'Avaray sur Cicé, datent il est vrai d'une première rédaction d'une lettre de d'Avaray au Roi, rédaction plus tard biffée (Aff.étr., fond français, vol. 608, f^o 70). — Avaray (Antoine-Louis-François, duc d'), né en 1759, mort à Madère en 1811. Colonel au régiment du Boulonnais, maître de la garde-robe de Monsieur, émigre avec lui.

Saint-Priest ajoutait sur le Roi : « Je n'ai jamais pu le décider à répondre au libelle des directeurs de septembre dernier, comme c'était votre avis et le mien. Et il est possible que si la publication que je proposais avait précédé le 8 brumaire (*sic*), le mouvement eût eu lieu pour le Roi ». (Il s'agit de la proclamation déjà citée du Directoire du 17 fructidor an VII (3 septembre 1799) à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat du 18 fructidor an V). La lettre du Roi au comte d'Artois est dans E. Daudet, *L'Église et le roi pendant l'émigration*, dans le Correspondant, avril-juin, 1905, p. 424.

LIVRE II

CHAPITRE I

De l'archevêché de Bordeaux à l'archevêché d'Aix

I

Les deux années 1800 à 1802 marquent dans la vie de Mgr de Cicé la période la plus riche en discussions d'idées. Son adhésion au serment prescrit par la Constitution de l'an VIII, puis aux demandes de démission que Pie VII adresse aux évêques de l'ancien clergé, tout cela provoque de virulentes polémiques entre l'archevêque de Bordeaux et ses adversaires. D'autre part, durant l'élaboration du Concordat, le prélat croit devoir donner son avis sur le mode le meilleur d'adapter l'Église et le clergé aux circonstances nouvelles.

Mgr de Cicé venait de recevoir la lettre que Saint-Priest lui adressait de Mittau le 29 avril 1800 quand, le 21 thermidor an VIII, (10 juillet 1800), se dessina une manœuvre savante destinée à faciliter le retour du prélat dans la mère patrie.

A cette date en effet, l'abbé Sicard écrit à Thibaudeau, préfet de la Gironde pour le gouvernement consulaire, et que nous retrouverons dans les Bouches-du-Rhône. L'instituteur des

sourds-muets, jadis protégé par l'archevêque de Bordeaux, était maintenant membre de l'Institut, fondateur avec Jauffret des *Annales religieuses, politiques et littéraires*. Il avait reconnu après le 18 fructidor, comme « légitime » l'autorité du Directoire, du moment qu'elle exerçait « la puissance de fait ». Il avait ensuite prêté le serment exigé de tous les ecclésiastiques par le régime consulaire : « Je promets fidélité à la Constitution ».

Or voici ce qu'il écrivait à Thibaudeau. « Vous connaissez depuis longtemps les sentiments patriotiques du citoyen Champion de Cicé, ancien évêque de Rodez et alors président des assemblées provinciales qui furent, n'en doutons pas, le premier tocsin de la liberté dont nous devons le bienfait à la Révolution. Vous savez que ce même citoyen, devenu depuis archevêque de Bordeaux et député à l'Assemblée constituante, fut un des plus ardents à travailler à la réunion des Trois Ordres, et de (*sic*) favoriser le système de former les Etats-Généraux en Assemblée nationale ; vous savez enfin qu'il fut toujours à la tête des vrais amis du peuple. Il peut donc, sans la médiation de personne, rentrer en France, à la faveur de l'arrêté des Consuls qui y autorise tous les constituants de son espèce. Il mérite que le peuple, dont il a si bien servi la cause, lui donne un témoignage éclatant de sa reconnaissance, et redemande son retour. — J'ai pensé que les communes de son diocèse feraient une action vraiment digne de leur patriotisme reconnaissant, si elles redemandaient le retour de ce pasteur citoyen, et je vous assure que j'en fais suggérer l'idée aujourd'hui par celui qui le représente. Mais on n'osera pas, peut-être, faire cette démarche éclatante sans vous consulter. J'ai donc cru devoir vous en prévenir sans intermédiaire, comme un ami qui parle à un ami ». Et Sicard ajoutait : « Au reste, je vous dois une confiance... C'est que le citoyen Guillotin, ancien constituant, a obtenu des Consuls, pour l'archevêque de Bordeaux, ce que je désire que les communes demandent pour lui. Je peux donc vous annoncer d'avance le succès de cette pétition. — Mais, direz-vous peut-être, pourquoi, si la chose est obtenue, faire tant de frais pour la solliciter ? C'est que le citoyen Champion de Cicé, mille fois victime de son civisme dans les premiers jours de la Révolution et chez l'étranger, a plus de ménagements à garder que tout autre dans le mode qu'il emploiera pour rentrer. Il faut, pour

son repos et sa tranquillité, qu'il soit purement passif dans cette circonstance, et qu'on ne puisse lui faire un nouveau crime de sa rentrée en l'imputant à quelque acte de lâcheté. »

Tout ce développement peut se traduire ainsi: Mgr de Cicé est libre de rentrer, il y est autorisé par l'arrêté général des Consuls et par une décision particulière de leur part, mais il serait bon de provoquer en sa faveur un plébiscite des communes de son diocèse. Pourquoi? Pour que l'archevêque, Sicard le laisse entendre, puisse répondre au monde de l'émigration qu'il rentre sur le vœu de ses ouailles. On s'explique ainsi d'avance l'insistance de M. de Cicé à déclarer, dans la polémique qui va s'ouvrir entre les royalistes et lui, que les prélats en exil ne doivent pas fermer l'oreille aux plaintes et aux sollicitations de leurs fidèles.

Il est très vrai que Guillotin et Sicard, renforcés de M. de Laporte, ancien vicaire général de M. de Cicé, et des coopérateurs de Sicard dans l'œuvre d'éducation des sourds-muets Bonafous et Beylot, avaient obtenu des Consuls la permission pour M. de Cicé de rentrer en France. Mais la lettre de Sicard était trop habile pour plaire à Thibaudeau. Ajoutez que dans l'état d'instabilité de l'esprit public, aux premières heures du nouveau régime, un administrateur devait hésiter à tolérer un mouvement d'opinion qui risquerait d'en provoquer d'autres dans un sens tout opposé, d'autant plus que l'évêque constitutionnel de la Gironde, Lacombe, ne manquait pas d'énergie. Thibaudeau, que notre prélat retrouvera plus tard très assoupli par trois ans de services aux ordres du gouvernement consulaire, Thibaudeau répondit à Sicard : « ... je ne peux pas me prêter à ce que vous me demandez. Je ne peux pas reconnaître d'archevêque, ni de diocèse, ni de paroisse. M. de Cicé peut rentrer, il est rentré. Je trouve pour le moins inconvenant qu'il ait la prétention de faire demander son retour, et qu'il ait la coquetterie de paraître avoir cédé à un vœu fortement prononcé ». Il ajoutait : « Je sais d'ailleurs très positivement que M. de Cicé s'est d'abord prononcé contre la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII... J'ai entre les mains une instruction sur cette question répandue ici par celui qui le représente.... J'aurais peut-être dû sévir...; j'aurais fait saisir, si je l'avais voulu, le représentant de l'archevêque...; j'ai bien voulu n'être pas

sévère ; d'après cela, j'ai bien le droit, aujourd'hui, de n'être pas complaisant¹. »

En fait, M. de Cicé n'était pas rentré en France. Il est même certain que sa radiation de la liste des émigrés, quoique promise, n'était pas encore effectuée. Toutefois la démarche de Sicard montre que l'archevêque n'en était plus qu'à rechercher un procédé élégant de prendre congé du parti de l'émigration.

N'obtenant pas de l'administrateur consulaire du département de la Gironde le moyen de sauver les apparences, M. de Cicé pensa obtenir un congé honorable du Roi lui-même. Une lettre de lui à Saint Priest, à Mittau, nous est résumée comme suit par d'Avaray :

« M. l'archevêque de Bordeaux a mandé que sa radiation est assurée, pourvu qu'il consente à faire l'acte de soumission. Il dit que *la formule de cet acte ne doit répugner à aucun ecclésiastique* : il gémit de se trouver dans la pénible alternative, ou de négliger ses devoirs envers les fidèles confiés à ses soins, ou de déplaire au roi en les remplissant ; il regarde comme certain que *les intérêts de Sa Majesté n'y seraient point compromis*. »

C'est encore là un ballon d'essai. L'archevêque ne se dit pas décidé à rentrer, mais il en examine l'hypothèse et il conclut qu'est licite la prestation de serment à la constitution, prestation qui le ferait rayer de la liste des émigrés, qu'elle représente même pour lui un devoir envers ses fidèles, et il « gémit » de ne pouvoir remplir ce devoir qu'en *déplaisant* au Roi. Évidemment il souhaite que le Roi l'autorise à remplir ce devoir. Du reste il prend soin de spécifier que prêter serment à la constitution de l'an VIII ne l'entraînera pas à abandonner la cause monarchique : cela doit suffire à rassurer Louis XVIII.

Saint Priest n'était plus à Mittau quand cette lettre y parvint.

1. *Mémoires et Souvenirs*, 1900, t. I^{er}, p. 106, ss. ; *Procès de Saint Réjant*, déjà cité, t. I^{er}, p. 346 ; Arrêté des Consuls du 11 ventôse an VIII (2 mars 1800). Dans Aulard, *Paris sous le Consulat*, Paris, 1904, 4 vol. in-8, au t. I^{er}, p. 382, rapport de police du 12 prairial an VIII : il y est question d'un Cicé qui demanderait, une fois rayé d'émigration, à servir dans la marine : ce ne peut être le chef d'escadre, qui était mort et nous ne voyons pas de quel Cicé il s'agit dans ce rapport, d'ailleurs très confus. Voir encore sur cette affaire A.-C. Thibaudeau, *Mémoires*, 1799-1815, Paris, 1913, in-8, p. 32, qui ajoute : « Je répondis assez durement à l'abbé Sicard que je ne voulais pas me prêter à un pareil tripotage ; que si M. de Cicé croyait son honneur compromis en rentrant par autorisation du gouvernement, il pouvait rester à Londres ». Voir plus loin, livre III, la notice de Thibaudeau.

Elle fut ouverte par Louis XVIII et le monarque en ressentit « une extrême inquiétude ». Le Roi chargea donc Monsieur de mander l'archevêque. Monsieur, dit d'Avaray, lui démontrera « que l'acte de soumission doit répugner à tout ecclésiastique qui a une conscience droite, et ne peut qu'être très nuisible aux intérêts du trône ». Monsieur lui fera également « sentir que sa fermeté dans cette occasion est le moyen le plus propre à inspirer à ses confrères cette tolérance envers lui que le roi leur a inutilement recommandée ». Et Louis XVIII constatant que M. de Cicé était « aigri par la conduite trop raide » de ses confrères, expliquait à Monsieur : « Une défense absolue et sèche suffirait peut-être pour arrêter un autre personnage qui serait dans l'erreur. Mais celui-ci partirait la défense dans sa poche, et ferait cent fois plus de mal que s'il était parti sans me consulter. » Aussi, disait Louis XVIII au comte d'Artois, il faut le raisonner « avec cette grâce et cette aménité qui vous sont propres et que je ne saurais trop recommander d'employer dans cette occasion » ; en tout cas « il ne faut pas que l'homme sorte exaspéré d'auprès de vous. Ce sera bien assez du mal que sa désertion fera, sans y ajouter encore celui qu'il ferait par animosité. »

Quant aux arguments à produire à M. de Cicé, Louis XVIII les développait avec cette complaisance et cette suffisance, qu'il montrait quand il avait occasion de controverser et de faire le bel esprit, et il faisait état de la prétendue hostilité du nouveau pape Pie VII contre le gouvernement consulaire. Le cardinal Maury à qui d'Avaray communiqua l'argumentation de Louis XVIII, s'attendrit sur la thèse du roi, qu'il trouvait successivement « admirable », « lumineuse » et même « touchante ». Mais il prévint que la prose du souverain n'aurait pas d'effet sur « un homme dont le cœur est malade et dont les opinions sont dans sa bourse, bien plus que dans sa tête », et il rapprocha l'attitude de Mgr de Cicé de celle du « cardinal de Loménie ».

Saint Priest de son côté, royaliste toujours fervent quoique désabusé, répondit à l'archevêque de Bordeaux que l'archevêque de Reims était « entièrement opposé à la promesse exigée », que c'était « le sentiment de ses confrères en Allemagne », que, à Mittau, « l'acte de soumission » était « regardé comme attentatoire aux principes et nuisible aux intérêts du

Roi ». Donc, « en cet état de choses, je ne saurais croire, mon cher Seigneur, que vous entriez dans une mesure qui n'a évidemment pour objet que d'opérer une scission dans le clergé de France tant en religion qu'en politique. Ce ne sera pas un aussi bon serviteur de Louis XVI, qui suivra cette démarche insidieuse ». Enfin Saint Priest essayait de persuader à M. de Cicé, comme d'ailleurs Louis XVIII, que le nouveau pape Pie VII était hostile à tout rapprochement avec Bonaparte, et il tentait de faire peur au prélat d'un retour en France où l'attendait un nouveau 18 fructidor¹.

Naguère, Monsieur, l'on s'en souvient, n'avait pas manqué l'occasion de s'aliéner Mgr de Cicé. Mais l'insolence n'était plus de circonstance. L'entrevue entre le prélat et le frère du Roi eut lieu le 28 octobre 1800. Nous ne savons quel en fut le ton, mais l'archevêque demeura sur ses positions. En outre il demanda à Monsieur une copie de la lettre de Louis XVIII. Monsieur, quelques heures après, lui écrivit qu'il ne pouvait prendre cela sur lui. Monsieur ne s'y croyait pas autorisé par Louis XVIII, expliqua plus tard à M. de Cicé Louis XVIII lui-même. Observons d'ailleurs que le Roi avait écrit à Monsieur qu'il ne fallait pas que l'archevêque partit « la défense dans sa poche ». En tout cas l'archevêque vit dans ce refus de la « défiance », d'autant que naguère on ne lui avait pas épargné les accusations de perfidie. « Justement mortifié », écrivit-il au comte d'Artois, « je ne peux concevoir les raisons qui s'opposent à cette communication, si naturelle en elle-même, et qui ne sort pas du cercle de la confiance la plus commune. Je ne conçois pas que ce qui s'exprime par parole ne peut s'expliquer par écrit. Je concevrais encore moins que je puisse être personnellement l'objet d'un procédé aussi peu ordinaire »².

1. D'Avaray à Maury, 28 septembre 1800 ; Louis XVIII à Maury, 10 décembre 1800 ; Maury à d'Avaray, 15 février 1801, dans Mgr Ricard, *Correspondance diplomatique et mémoires inédits du cardinal Maury*, Lille, 1891, 2 vol. in-4, t. II, p. 13, 31, 93 ; E. Daudet, *L'Eglise et le roi pendant l'émigration* dans le *Correspondant*, avril-juin 1905, p. 429 ; Saint-Priest à Cicé, Dresde, 24 octobre 1800, il ajoute : « Si le parti jacobin triomphait, il ferait un autodafé de tous les émigrés rentrés sans s'écarter de lois non révoquées » (Ms Cicé, déjà cité, p. 62).

2. Convocation de Mgr de Cicé pour le 21 chez Monsieur par « le duc de la Maillé », 12 octobre. M. de Cicé ne répondant pas, le comte François d'Escars le convoque le 22 pour le 28 (ms Cicé, p. 60, 61). « Je prévien M. l'archevê-

Toutefois Mgr de Cicé répondit par un plaidoyer destiné au Roi, plaidoyer qui dut lui demander du temps et de la réflexion car il en a poursuivi la rédaction à trois reprises.

En substance Louis XVIII lui avait fait dire par le comte d'Artois que l'acte de soumission devait répugner à tout catholique : comment accorder l'absolution à un acquéreur de biens nationaux ? Qu'un pénitent demandât quelle cocarde adopter en cas de guerre civile, la blanche ou la tricolore, le prêtre qui conseillerait la première violerait sa promesse ; s'il conseillait la seconde, il détacherait du roi un partisan. Les prêtres séjournant en France étaient excusables de prêter le serment pour exercer leur ministère ; les autres ne le prêtant que pour rentrer et le prêtant volontairement, le scandale serait d'autant plus grand que leur élévation en dignité serait plus marquée.

A quoi Mgr de Cicé répondait que : 1° « on ne pouvait trouver mauvais que les émigrés après tant de pertes et de sacrifices, voulussent rentrer » en France ; 2° que, d'après l'histoire de l'Église, seule une violente persécution pouvait « excuser la retraite momentanée des pasteurs » et « qu'à l'instant où la persécution se relâche, les pasteurs doivent revoler vers leurs troupeaux ». Et, ajoutait longuement l'archevêque, l'obligation est d'autant plus impérieuse devant « les dangers de la séduction » pour les fidèles, devant ceux du schisme pour l'Église, devant la nécessité, pour « le retour complet de l'ordre et de la justice en France », du retour à « la pratique de la morale religieuse ». C'est pourquoi les évêques de l'intérieur et « tant d'ecclésiastiques recommandables » ont fait la promesse, et quand le « côté droit de l'Assemblée dite Constituante » jura en 1790 fidélité à la constitution et promesse de la maintenir, il s'engageait à bien moins que le gouvernement ne demande aujourd'hui. Enfin un nouveau décret des Consuls astreint toute personne rayée de la liste des émigrés à faire cette promesse : aucun

que de Bordeaux qu'il m'est impossible de prendre sur moi de lui remettre la copie de la lettre du roi dont je lui ai donné communication ce matin » signé « Charles Philippe » *ibid.*, p. 64). La réponse de M. de Cicé au comte d'Artois se présente sous la forme de deux brouillons successifs (*ibid.*, p. 69, 70, 72, continué p. 121-123) ; mais la formule irritée que nous citons se trouve dans les deux.

prêtre ne pourra exiger de son client le refus de cet engagement. « Ne s'ensuit-il pas évidemment que le prêtre peut faire une promesse qu'il ne peut condamner dans son pénitent ? »

On remarquera que l'archevêque ne répondait pas aux arguments de Louis XVIII, et s'appuyait surtout sur les intérêts des émigrés, sur les besoins spirituels de ses ouailles. On observera aussi l'ingéniosité, la subtilité de son dernier raisonnement, raisonnement non encore allégué par les fauteurs de soumission, et qui prouve que Mgr de Cicé avait conservé de ses études au séminaire un certain talent de dialectique.

Le comte d'Artois expédia à Mittau le plaidoyer de l'archevêque. Louis XVIII comprit que M. de Cicé était de plus en plus ulcéré. Il s'adressa directement à lui dans une lettre du 23 novembre 1800, prenant soin au début d'excuser le refus par Monsieur à l'archevêque de sa lettre précédente, terminant par des assurances d'estime et de confiance dans la fidélité du prélat.

Louis XVIII affirmait ne pas vouloir entamer avec Mgr de Cicé « une discussion réglée » ni « soutenir une thèse en forme. » Pourtant c'est bien quelque chose d'analogue qu'il a rédigé. Il répond aux observations de M. de Cicé point par point. « Les évêques des premiers siècles retournaient dans leurs diocèses lorsque le feu de la persécution était éteint, parce qu'on n'exigeait d'eux aucun acte qui fût contraire à leur devoir » ; et « ce qui s'est passé en 1790 n'est d'aucune conséquence pour ce qui doit se faire aujourd'hui, attendu qu'alors le Roi mon frère était sous le couteau ». Mais c'est sur *la promesse de fidélité à la constitution* que Louis XVIII concentre ses raisonnements. « Je suis persuadé, écrit-il, que tous les Français qui l'ont faite... se sont dit à eux-mêmes : « Cette promesse que les lois de la religion et de la morale défendent d'exécuter est absolument nulle... ; si elle trompe ceux qui l'exigent de moi, c'est leur faute de l'exiger »... « Cette opinion, ces motifs que je n'hésite pas à leur supposer, continue Louis XVIII, les rendent excusables à mes yeux ; mais les ministres de l'Évangile, les chefs de l'Église dont la doctrine doit être la règle des mœurs, sont-ils excusables de même aux yeux de la morale ? » Et « les évêques qui embrasseraient cette mesure dans l'espoir de servir la cause de l'autel et du trône ne porteraient-ils pas à l'une et à l'autre,

je puis ajouter à eux-mêmes, à leur considération, à leur ministère, un préjudice irréparable » ?

Louis XVIII était si content de cette réfutation qu'il la communiqua au cardinal Maury. Ce n'est pas qu'il espérât qu'elle lui ramènerait le prélat égaré. Il croyait devoir parler, expliquait-il, non « en casuiste mais en souverain ». Il constatait que les curés rentraient « en foule, entraînés par le torrent qui les porte vers les paroissiens », que les laïcs avaient « des motifs bien impérieux » d'agir de même ; par contre il n'admettait pas que les curés, les évêques surtout prêtassent serment de fidélité « à une constitution qui consacre l'usurpation des droits de la couronne ». Surtout faite par les premiers pasteurs, la promesse « aurait une influence terrible sur l'opinion publique ».

M. de Saint-Priest écrivit de son côté à l'archevêque de Bordeaux, le 30 décembre 1800 : « Je suis entièrement de votre doctrine quant aux laïcs... et j'ai toujours répondu au nom du Roi à ceux qui lui demandaient la permission de rentrer, que Sa Majesté ne le désapprouvait pas, bien persuadée qu'ils conserveraient à son égard tous les sentiments qui les avaient conduits dans l'émigration et en feraient preuve dans l'occasion... ; mais vous concevrez que j'ai pu penser (by aucthority) que des serments exigés pouvaient changer la thèse. » Seulement Saint-Priest concluait par ces mots qui ne devaient pas détourner M. de Cicé de sa résolution nouvelle. « La cause est perdue, ce me semble, autant qu'elle puisse l'être, et n'a jamais été aussi bas. Il n'y a que Dieu qui puisse la faire remonter et il ne nous met pas dans son secret. Je pense et j'écoute sur la politique le moins que je puis, et je ne songe plus qu'à mourir en repos¹. »

Avant de lire cette lettre de Saint-Priest, l'archevêque de

1. La réponse au comte d'Artois, p. 69, 70-72, 121-123 du ms Cicé. Voir E. Daudet, *L'Eglise et le Roi pendant l'émigration*, dans le Correspondant, avril-juin, 1905, p. 430 ; Louis XVIII à M. de Cicé, 23 novembre 1800, ms Cicé, p. 126. Louis XVIII à Maury, 10 décembre 1800 (E. Daudet, *ibid.*). Louis XVIII avait songé d'abord, après s'être consulté avec l'abbé Edgeworth, à déclarer que « la promesse de fidélité n'était pas plus permise aux laïques qu'aux prêtres ». Après réflexion il jugea impolitique « de répandre le blâme sur un si grand nombre d'individus ». Louis XVIII à Maury, 29 avril 1801, dans Boulay de la Meurthe, *Documents sur la négociation du Concordat*, Paris, 1897, 5 vol. in-8, t. II, p. 251 ; Saint-Priest à Cicé, de Dresde, ajoute : « J'ai malgré cela pensé à part moi que

Bordeaux, le 15 janvier 1801 (26 nivôse an IX), écrivit une dernière fois à Louis XVIII.

S'était-il affermi dans ses intentions ? Avait-il été poussé à bout par ses confrères ? Savait-il que Boisgelin et Barral étant disposés à prêter serment à la constitution de l'an VIII, il ne risquait plus de paraître un isolé ? Toujours est-il qu'il élevait maintenant le ton, autant qu'il pouvait le faire sans dépasser les extrêmes limites du respect.

Après une protestation de désintéressement à l'égard des grandeurs de ce monde, Mgr de Cicé invoque le souvenir de Louis XVI : « celui qu'il appelait son bon et fidèle serviteur, ne doit pas hésiter à présenter à Votre Majesté, au risque même de déplaire, des vérités utiles et importantes qu'on lui a laissé ignorer ».

L'archevêque entre alors dans le vif du sujet. La promesse qu'exige le gouvernement français ne répugne nullement à la conscience des pasteurs. « Aucun des prêtres qui l'ont souscrite ne l'ont entendue dans un sens reprehensible ». Et « où en serions-nous s'il fallait regarder comme traîtres à leur devoir tant d'évêques, de prêtres et de laïcs qui ont admis cette promesse ? N'a-t-on pas été épouvanté en faisant disparaître si légèrement tant de Français de la liste des sujets attachés à Votre Majesté ? » Louis XVIII croit que « les promissaires » ont regardé cette promesse « comme absolument nulle et non obligatoire et par conséquent un acte indifférent au roi, mais utile pour ceux qui veulent servir la cause de la religion et de la monarchie ». Tel n'est pas leur état d'esprit. « Ils ont considéré qu'une société ne peut subsister sans un gouvernement qui maintienne l'ordre et les lois, que la justice et la raison commandent donc le respect et la soumission pour le gouvernement sur lequel repose la tranquillité publique, que Dieu premier auteur et protecteur des sociétés a cimenté cette doctrine par préceptes formels », que, en outre « l'application de cette morale ou de ces préceptes ne dépend point de l'examen des bases sur lesquelles le gouvernement est fondé. »

le Roi faisait tout mal (*sic*) de s'expliquer sur ce chef et je puis donc l'avoir contenu tant que j'ai été auprès de lui : mais... je n'aurais pas réussi longtemps » (ms Cicé, p. 65).

« On ne peut donc avec injustice leur imputer de regarder cet acte de soumission comme nul et indifférent... C'est l'accomplissement sérieux d'un principe naturel et d'un précepte divin. Les publicistes les plus éclairés et les théologiens en général ont depuis longtemps enseigné qu'il est des circonstances où le chrétien peut sans difficulté jurer soumission à la puissance usurpatrice et illégitime et cela pour se préserver du fléau de l'anarchie. »

Le grand nombre des adhésions à la promesse montre bien que le sens en a été ainsi compris : « Au dehors on ne peut se dissimuler que le vœu général dans le deuxième ordre est pour la rentrée, et qu'on ne peut retenir ici les prêtres qu'en usant d'autorité et en leur faisant refuser des passeports, refus qui donne lieu à toutes sortes de murmures. » Du reste, « le pape Pie VI chassé de ses Etats et voulant tracer au clergé de Rome une règle de conduite qui pût servir de modèle aux autres Eglises, avait prohibé le serment de haine à la royauté, mais autorisé formellement celui de fidélité et d'attachement à la République ». Le bref de Pie VII du 8 mai dernier à l'évêque de Luçon adopte la même opinion.

Au surplus la promesse « n'est point un obstacle à l'accomplissement fidèle des devoirs du ministère ecclésiastique ». Et, par une argumentation sur laquelle nous reviendrons, M. de Cicé indique pour les prêtres une attitude adroite à prendre vis-à-vis des acquéreurs de biens nationaux. L'objection principale, « celle sur laquelle Monsieur a le plus insisté, vis-à-vis de moi », c'est que « cette promesse est inadmissible parce qu'elle contredit les droits imprescriptibles de Votre Majesté, parce que l'ordre actuel est incompatible avec la religion catholique, attendu que cette religion ne peut refleurir en France qu'à la suite de la restauration du monarque légitime. Ainsi on suppose bien gratuitement qu'on ne peut promettre fidélité au gouvernement qui maintient l'ordre, sans violer les droits du monarque légitime, quoique celui-ci soit notoirement dans l'impuissance actuelle de protéger contre l'anarchie ». Cependant l'Eglise de Rome n'a jamais hésité à reconnaître la puissance de fait, afin de prévenir pour la religion les dangers. L'archevêque de Bordeaux rappelle aussi que naguère, des ecclésiastiques de son diocèse prêtèrent serment de soumission à la

République (c'est le serment du 19 fructidor, an V : haine à la royauté, attachement et fidélité à la République et à la constitution de l'an III), parce que, lui dirent-ils, à lui, Cicé : « Comme français nous gémissons de l'exil de notre souverain... ; comme ministres d'une religion dont le divin auteur nous a annoncé que son royaume n'est pas de ce monde, nous subordonnons toutes nos affections terrestres au maintien de l'œuvre du salut, dans l'âme des fidèles confiés à nos soins... » Une telle conduite pourrait-elle trouver un désapprouvateur auprès de celui qui s'honore du titre de fils aîné de l'Eglise ? « Son amour connu pour la religion de ses ancêtres ne nous permet pas de le penser », auraient ajouté les prêtres bordelais.

Ainsi, c'est en se couvrant de ses subordonnés, en citant leurs paroles que Mgr de Cicé en arrive à proposer à Louis XVIII d'approuver l'abandon de Louis XVIII par le clergé !

La question de la promesse liquidée, le prélat répond à une autre objection : « le clergé, dit-on, ne doit consentir à rentrer qu'avec... les prérogatives dont il jouissait comme corps politique ». Mais « une négociation ouverte avec le Pape actuel pose les bases d'un établissement suffisant sans doute », et d'ailleurs « pourrions-nous de bonne foi nous flatter que la restauration de notre Roi nous rendît nos honneurs et nos biens ? en aurait-il le pouvoir ? qui oserait le présumer ? » L'archevêque place enfin sa propre opinion sous l'égide de Louis XVI. Il invoque le testament du feu Roi : « Nous y lisons qu'il pardonne à ceux qui lui en voulant du bien lui ont cependant fait beaucoup de mal. » Ainsi couvert, l'archevêque fonce sans ménagements sur les intransigeants qui, déconseillant à Louis XVIII « une juste indulgence pour ceux qui croient la promesse légitime », ne craignent point « d'affliger aussi profondément un nombre immense de fidèles français, de fomenter dans l'Eglise un schisme funeste, de prêter des forces à l'Eglise constitutionnelle et de fournir de nouvelles armes aux ennemis de Votre Majesté ».

L'aveuglement de ces gens-là sert de transition à Mgr de Cicé pour passer à un impitoyable examen de la situation actuelle de la cause monarchique. « Il est démontré que la restauration de la monarchie ne peut être l'ouvrage des armées étrangères ; il est très douteux que si elles avaient prévalu elles l'eussent opérée, et il conviendrait encore de considérer s'il convenait aux inté-

rêts de Votre Majesté et à ceux de la France de faire dépendre uniquement cette restauration de la loi du plus fort... » Quant aux chouans, « à l'ombre du nom auguste de Votre Majesté et surtout sous celui de Monsieur », ils « donnent depuis plus de quatre ans... le triste spectacle d'une guerre ténébreuse, immorale, réduite aux ressources les plus criminelles, les assassinats nocturnes et le vol des voitures publiques ». Combien de Français « doivent redouter un gouvernement qui s'annoncerait sous d'aussi sinistres auspices ? » On aura toujours des chouans « tant qu'il y aura de l'argent pour les payer ; il s'en trouvera assez pour fusiller les prêtres qui feront la promesse, comme Monsieur m'a dit qu'ils y étaient déterminés. Mais Votre Majesté pourrait-elle y voir de dignes et d'utiles défenseurs de ses intérêts » ?

D'après ce bilan de la faillite des espérances monarchiques, Louis XVIII devait penser que la fidélité au souverain légitime était devenue très à charge au prélat. Peut-être Mgr de Cicé s'en est-il douté, car il consacre la fin de sa lettre à proposer au roi des moyens de restauration « plus nobles, plus sûrs, plus dignes de la majesté royale ». En réalité ces moyens se résument... dans l'effacement systématique du Roi ! Le succès, dit en substance l'archevêque, dépend d'un retour de l'opinion publique en France. Déjà le Consulat, régime de « monarchie élective », est une étape dans l'esprit des Français vers « la monarchie héréditaire », et « les plus grandes difficultés sont évanouies. » Mais il faut que les serviteurs du roi obtiennent « la confiance des peuples par leur respect pour l'humanité et la justice..., par leur éloignement de tout esprit de parti, de tout projet de vengeance », car le Roi « a le plus grand intérêt à ne présenter à la nation française que la perspective d'un monarque qui puisse assurer son bonheur » ¹.

1. Ms Cicé, p. 9-29. Cf. la lettre de Boisgelin au maréchal de Castries, Londres, 24 décembre 1799 : c'est le même état d'esprit. E. Daudet, *op. cit.*, p. 432. Cf. l'opinion de Mercy, évêque de Luçon, *ibid.*, p. 427, l'opinion de d'Aviau, archevêque de Bordeaux, lors des Cent Jours dans abbé Lyonnet, *Vie de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 653 ; abbé Godard, *Rapport général des contestations relatives à la promesse de fidélité à la constitution*, 2^e éd., Paris, 1801 ; Latreille, *L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1803*, Paris, 1910, in-8 ; Grégoire, *Mémoires*, t. II, p. 287. Notez que Boisgelin est avec Malouet et Mallet du Pan un des intimes de Mgr de Cicé à ce moment à Londres (Sayons. — *Mallet du Pan*, t. II, p. 439).

Une telle argumentation fait comprendre que Louis XVI ait jugé superflue toute nouvelle démarche pour ramener un sujet totalement dévot.

Si l'on compare les raisonnements employés par l'archevêque de Bordeaux et par son royal contradicteur avec ceux dont usèrent les collègues de l'archevêque de Bordeaux, divisés dans le même temps par la même question, le débat entre M. de Cicé et Louis XVIII n'est pas spécialement attachant : les mêmes principes sont allégués de part et d'autre, dans les deux camps, pour appuyer des déductions diamétralement opposées pour ou contre le serment. Et c'est là le propre de toutes les controverses.

Mais le duel de notre prélat et du prétendant est intéressant, comme étant un des épisodes de cette phase décisive de l'histoire, et surtout parce qu'il achève de nous édifier sur le caractère de Mgr de Cicé.

L'archevêque de Bordeaux est bien décidément un politique, qui se gouverne par la raison d'Etat. L'anarchie s'offre à lui de tous côtés : anarchie en France, anarchie dans l'Eglise, et ce spectacle lui paraît inadmissible. Comme ce n'est point la monarchie légitime et l'intolérance de l'émigration qui pourront y remédier, l'archevêque conclut qu'il faut faire crédit au gouvernement qui se propose de rétablir l'ordre en France, qu'il faut même lui apporter, dans son œuvre de reconstitution de la société, l'appui de la religion. Voilà la tâche urgente au sortir d'une période de bouleversements et parmi les ruines : peu importe dès lors que le Consulat soit un régime purement de fait.

L'idée était celle de tous les hommes sensés de ce temps : c'était elle qui consolidait la fortune de Bonaparte, en lui amenant les esprits équilibrés de tous les partis. Sans doute, comme d'autres prélats à l'esprit quelque peu mystique, Mercy par exemple, M. de Cicé alléguait pour se rallier à Bonaparte le précepte célèbre : le royaume du Christ n'est pas de ce monde. Mais il développait plutôt ce second aphorisme, d'un caractère bien différent : un gouvernement de fait, qui rétablit l'ordre, doit être accepté et obéi, de préférence aux dynasties légitimes.

A la vérité, dans le pessimisme de M. de Cicé vis-à-vis des espérances du monde de l'émigration, il pouvait entrer une part

de rancune, et son optimisme à l'égard du régime consulaire pouvait lui être suggéré par une ambition inassouvie depuis dix ans. En tout cas sa dernière lettre à Louis XVIII, par son esprit positif, son argumentation pressante, son allure vigoureuse et totalement dépourvue d'onction, n'a rien de la dissertation théologique ou de la consultation ecclésiastique sur un cas de conscience. On pourrait l'intituler comme tant d'écrits des politiques de l'Ancien Régime : *Mémoire d'un homme d'Etat sur les affaires présentes*.

Ajoutons que ce caractère pratique se retrouve dans le ton catégorique avec lequel l'archevêque renverse toutes les illusions que pouvait conserver le prétendant sur des chances de restauration prochaine. Et sans doute le prélat crie-t-il au souverain qu'il est inutile de se bercer de chimères, pour pouvoir ensuite lui signifier un adieu en forme.

Observons enfin que pour conseiller à un monarque sans trône d'abdiquer toute prétention, il est impossible de procéder avec plus d'élégance que ne le fait M. de Cicé. On retrouve dans sa dernière lettre à Louis XVIII l'exquise impertinence de l'homme de cour d'Ancien Régime, qui d'une pirouette tourne le dos à un personnage disgrâcié.

II

Mgr de Cicé vient de nous apparaître comme très décidé à prêter le serment requis pour son retour en France, et il en a fait à Louis XVIII, au monde de l'émigration, l'aveu sans détours. Pour quel motif ne conforme-t-il pas de suite sa conduite à cette résolution ?

Peut-être veut-il attendre l'issue des négociations engagées pour la conclusion d'un Concordat entre Bonaparte et le Saint-Siège. Nous croyons plutôt que l'attentat de nivôse, où fut compromise sa sœur Charlotte de Cicé, le retint en Angleterre. Il faudrait alors voir dans les passages de sa lettre à Louis XVIII où il flétrit les crimes des chouans, des paroles encore plus hardies qu'on ne le suppose, car cette lettre était écrite à l'heure même où l'archevêque aurait pu ramener à lui les sympathies

des royalistes impénitents en invoquant l'apparente complicité de sa sœur avec Carbon, Saint-Régeant et Limoëlan.

On sait que le 2 nivôse an IX (23 décembre 1800), ces trois bandits firent exploser un tonneau de poudre, rue Saint-Nicaise, à Paris, sur le passage de la voiture de Bonaparte.

Or à ce moment vivait rue Cassette, n° 11, Charlotte-Adelaïde de Cicé sœur de l'archevêque de Bordeaux. Agée de cinquante-sept ans, demeurée célibataire, petite, maigre et humble, elle était absorbée depuis l'âge de vingt ans par les œuvres de charité et les pratiques de piété. Après avoir émigré elle était rentrée à Paris dès 1791, y était restée longtemps sous un faux nom, subsistant de son travail et de quelques débris de son avoir d'avant la Révolution. En l'an VII elle demeurait déjà rue Cassette et avait repris son identité. Fréquentant tout un monde d'insertmentés et d'ex-religieuses, elle s'était attiré les soupçons et la visite des policiers du Directoire. Mais une perquisition faite à son domicile n'avait abouti à rien et ses réponses mystiques avaient fait juger aux agents du gouvernement qu'elle avait « l'esprit un peu aliéné ». En l'an IX, elle était considérée comme « une pauvre bonne fille toute simple, toute en Dieu » et vivait dans la société d'un ex-jésuite, le Père Picot de Clos-Rivière, et d'anciennes religieuses qui se groupaient en une communauté rue Notre-Dame-des-Champs.

Charlotte de Cicé correspondait avec ses frères et autres parents émigrés. Elle se faisait adresser leurs lettres chez sa couturière, chez son domestique, et dans ces lettres certains propos, des passages en langage convenu, des initiales en place des noms propres, devaient retenir l'attention de la police. D'autre part le Père de Clos-Rivière était l'oncle de Limoëlan.

Limoëlan, après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, amena son complice Carbon chez M^{lle} de Cicé le 7 nivôse et M^{lle} de Cicé confia Carbon à la communauté de la rue Notre-Dame-des-Champs. Le Père de Clos-Rivière de son côté cachait Limoëlan lui-même. Enfin M^{lle} de Cicé porta à Carbon une lettre de Limoëlan. L'arrestation de Carbon entraîna celle de M^{lle} de Cicé. La vieille fille effacée, mystique, fit place aussitôt à une femme énergique, avisée, qu'aucune manœuvre de police ne réussit à intimider ou égarer. Sur la recommandation de qui avait-elle recueilli Carbon ? « Vous ferez de moi ce que vous voudrez, ré-

pondit-elle, mais je ne serai pour personne la cause de désagréments ». Avait-elle caché Carbon sans connaître son crime et simplement parce qu'il était amené par le neveu du Père de Clos-Rivière ? Le mutisme impassible et têtue de M^{lle} de Cicé sauva Clos-Rivière et permit à Limoëlan de demeurer introuvable. Ce mutisme la sauva elle-même, joint à l'absence de toute preuve, aux nombreux témoignages en faveur des actes de charité qu'elle avait multipliés, et joint aux éloges qu'elle avait faits à plusieurs reprises de la tolérance du Premier Consul. L'éloquence de l'avocat Bellart acheva le salut de M^{lle} de Cicé et Bellart prit soin de rappeler que le frère de l'accusée, l'archevêque de Bordeaux, avait été le premier, en 1789, à revendiquer les droits du peuple.

Acquittée, M^{lle} de Cicé demeura suspecte. Retenue en prison un certain temps, elle reçut l'ordre de s'éloigner de Paris. La suspicion dont elle était entourée rejaillit naturellement sur ses frères et le moment eût été vraiment mal choisi pour l'archevêque de Bordeaux, de rentrer en France. Ce n'était pas du reste le dernier désagrément que devaient valoir à Mgr de Cicé les relations compromettantes de sa sœur ¹.

1. Rapports de police du 14 thermidor, du 3 fructidor an VII, Arch. Nat., F⁷ 6272 ; *Procès de Saint-Réjant* déjà cité, t. I^{er}, t. II, p. 119 (plaidoyer de Bellart) et *passim*. Le président voit dans une lettre d'Augustin de Cicé à sa sœur une manœuvre pour effrayer l'acquéreur de ses domaines vendus comme biens d'émigré, *ibid.*, t. II, p. 146 et 295. Cf. sur de nouvelles imprudences de M^{lle} de Cicé, Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. II, p. 365 : rapport de police du 28 prairial, an IX. Cf. Bonaparte à Régnier, Saint-Cloud, 29 germinal an XII, dans la *Correspondance générale de Napoléon*, n° 7698. Les soi-disant *Souvenirs* de la marquise de Créquy, 2^e édit., 1840, 10 vol., in-8, contiennent au t. IX, p. 87, des détails suspects sur cette affaire.

Sur les préventions que cette affaire inspira à Bonaparte, cf. Thibaudeau, *Mémoires*, 1799-1815, p. 86, à propos de M. de Cicé : « Bonaparte ne l'aimait pas et lui accordait peu de confiance », et : « Pour s'attacher un ancien prélat, le Premier Consul avait passé par-dessus cette circonstance (l'attentat de nivôse), mais elle revenait parfois à sa pensée. »

III

Si, comme nous le croyons, l'affaire de la machine infernale contraignit l'archevêque de Bordeaux à différer son retour en France, il suivit toutefois dès lors, avec un intérêt passionné, les négociations du Concordat. Naguère, nous l'avons dit, M. de Cicé, dans une lettre à Louis XVIII, esquissait une solution des rapports avec l'Eglise des acquéreurs de biens nationaux. Il fit plus. Il intervint dans le débat, par un *Mémoire adressé au légat sur le rétablissement du culte catholique*. Ce mémoire, non daté, est postérieur au second projet de Concordat, celui qu'avait rédigé Bonaparte à la fin de décembre 1800. Il est d'autre part antérieur à la rédaction définitive du traité entre le Saint-Siège et le Premier Consul. On ne peut préciser à quel légat : Spina ou Consalvi, Mgr de Cicé s'adressait.

On retrouve dans ce mémoire le politique avisé qui cherche à accommoder le statut de l'Eglise au régime issu de la Révolution. Mais cet écrit, par ailleurs, est de première importance car plus que tout autre, il sent les principes gallicans, comme disait le cardinal Spina¹.

« J'ai pensé, écrit l'archevêque, que m'étant occupé plus qu'aucun autre depuis quarante années des affaires du clergé de France, je pourrais encore en ce moment ne pas lui être inutile. » A son avis, « le seul succès à espérer est celui de faire reconnaître la religion catholique et de lui assurer un établissement tel que l'exigent nos besoins essentiels » : ce premier point est maintenant acquis.

M. de Cicé se résigne à une réduction du nombre des diocèses. La diminution du nombre des cures, empêchée jadis par « la résistance des habitants et des seigneurs », a été opérée par la Révolution dans les villes, et cet acte « irrégulier dans ses formes a cependant au fond obtenu les suffrages du

1. Cf. ce passage du mémoire : « Il est reconnu par le gouvernement français que la religion catholique, apostolique et romaine est presque universellement celle du peuple français » et le second projet de Concordat qui contient cette même formule. C'est la table qui donne son titre au mémoire : il se trouve p. 251 à 268 du ms Cicé. Sur le propos de Spina, voir Latreille, *op. cit.*, p. 142.

public instruit ». Que le pape ratifie ce qui a été fait dans ce sens et autorise les évêques à continuer.

« Quels que soient nos vœux pour le rétablissement de nos chapitres cathédraux, nous ne pouvons nous en flatter. » Aussi M. de Cicé propose de les remplacer par « un conseil épiscopal de huit à seize prêtres nommés par l'évêque sous le titre de vicaires généraux, n'ayant que voix consultative et quelques uns, une minorité, inamovible, la majorité révocable par l'évêque ». Ces prêtres pourront posséder une cure, mais seulement avec dispense annuelle de l'évêque. « Par là le nouvel évêque sera à peu près sûr d'avoir dans son conseil quelques hommes de son choix. »

Il faut un synode diocésain annuel, un synode métropolitain tout au moins triennal.

« Les curés et tous autres ecclésiastiques seraient soumis aux avis et corrections de l'évêque qui pourrait, assisté de son conseil, les reléguer pour un temps dans le grand séminaire ou restreindre leurs pouvoirs à leur paroisse, ou même au besoin les destituer. » Appel par le destitué pourrait être fait au synode métropolitain mais ne serait pas suspensif de la disgrâce.

« La nomination de toutes les cures doit sans contredit être réservée à l'évêque, qui ne devra néanmoins y procéder que dans son conseil. »

M. de Cicé n'est pas hostile en principe à l'élection des évêques, voie « conforme aux usages primitifs » et qui « paraît au premier abord la plus naturelle et la plus juste », mais l'expérience l'a démontrée « sujette aux plus graves inconvénients ». Aussi l'archevêque se rallie au mode de présentation établi par le Concordat de 1516. Encore conviendrait-il « que d'abord une liste de trois sujets fût présentée au gouvernement par les évêques de la province ».

A l'évêque serait réservé le droit de permutation et de résignation des cures. Les curés ne seraient recrutés que dans les séminaires et ceux-ci seraient sous la direction des évêques.

Ces dispositions une fois prises, doit-on accorder une place dans l'Eglise nouvelle aux évêques intrus ? Le gouvernement le voudra peut-être. « On l'a déjà vu employer le même principe dans l'administration civile, dans la vue de détruire les

différents partis en les fondant ensemble. » En tout cas M. de Cicé conseille de « légitimer les choix qui pourraient être faits de quelques-uns des plus capables et des plus vertueux pour les sièges qui viendront à vaquer ». Il ajoute : « Je vais plus loin et je désirerais qu'une telle préférence fût accordée à quelques-uns des évêques intrus..., qui ont... manifesté leur soumission à l'Eglise. »

L'archevêque de Bordeaux réclame enfin pour l'Eglise une dotation en biens fonds et non en argent, car cette dernière aurait pour effet de montrer les pasteurs « dépendants pour leurs premiers besoins des faveurs du gouvernement », ce qui les discréditerait. Cette dotation consisterait dans la restitution des biens et bois non vendus, dans une taxe par fenêtre ou par cheminée dans les villes, dans une retenue de un vingt-cinquième sur les récoltes ; une dîme ainsi réduite ne grèverait point l'agriculture et son uniformité excluerait toute matière à procès.

Il est dans ce mémoire des propositions bien curieuses. Tandis qu'au cours des négociations du Concordat, le gouvernement consulaire ne réclamait d'indépendance pour l'Eglise gallicane vis-à-vis de Rome qu'afin d'asservir l'Eglise gallicane au pouvoir laïque, tandis que le pape Pie VII ne défendait vis-à-vis du pouvoir laïque le clergé de France que pour l'asservir à l'Eglise ultramontaine, l'ancien agent du clergé de France, l'archevêque de Bordeaux, le prélat le plus mêlé, comme il le disait lui-même, aux affaires de l'Eglise gallicane, revendiquait pour les prélats français la direction autonome de l'Eglise de France à reconstituer. Ce qu'il voulait, c'était qu'à l'abri des empiètements de l'autorité laïque, et de l'autorité de Rome également, tout le pouvoir appartint aux évêques. L'épiscopat se recruterait sinon par l'élection, du moins suivant un mode qui laisserait une grande part à la cooptation. L'épiscopat aurait sous sa férule et les chanoines (sous le nom de vicaires généraux) et les curés, ces chanoines qui avant 1789 excluaient les évêques de leurs assemblées capitulaires et leur résistaient en toute circonstance, ces curés qui à la fin de l'Ancien Régime se rebellaient contre la crosse épiscopale. M. de Cicé jugeait sans doute maintenant que toutes les avances qu'il avait faites, jusques et y compris 1789 aux pasteurs du second ordre, soit

par amour de la justice, soit par recherche de la popularité, n'avaient eu pour résultat que de les encourager à l'indiscipline et aux passions dont la Constitution civile du clergé avait été la conséquence.

Mais ces propositions du mémoire rédigé par M. de Cicé vers la fin de 1800 prennent une valeur singulière si on les rapproche d'un fait survenu dans le même temps et sur le détail duquel nous reviendrons : le refus de la majorité des prélats français d'accepter tout accommodement avec Bonaparte, le représentant du pouvoir laïque, surtout leur refus de démissionner entre les mains du Souverain Pontife. Il faut aussi rapprocher les propositions du mémoire et l'attitude de l'épiscopat de 1800-1801 de la résignation que montrèrent au premier abord en 1790 les membres de l'épiscopat et M. de Cicé vis-à-vis de la Constitution civile du clergé.

Cette Constitution faisait l'Eglise de France indépendante de la hiérarchie romaine, réserve faite simplement de la primauté spirituelle du Saint-Siège et adoptait l'élection des évêques. Et dans cette circonstance l'épiscopat français acceptait tout au moins de remplacer l'autorité pontificale par celle des conciles nationaux pour dispenser l'institution canonique. Les événements de 1800 s'éclairent donc par ceux de 1790-1791.

Les événements de 1800 et ceux de 1790-1791 s'éclairent simultanément par le régime administratif autonome sous lequel vivait l'Eglise de France au XVIII^e siècle. A cette époque effectivement, l'épiscopat assumait dans les assemblées générales du clergé et par l'agence du clergé la gestion administrative de l'Eglise, la sauvegarde de tous ses intérêts, la défense de ses privilèges et immunités, ses rapports avec l'Etat et avec Rome, c'est-à-dire avec les deux puissances souveraines, et la solution de toutes les questions de hiérarchie et de discipline, réserve faite du consentement du Roi et du Saint-Siège. Et précisément parce que le haut clergé avait renoncé au gallicanisme de 1682 dans les questions de dogme et qu'il concédait en principe à l'autorité ultramontaine le contrôle spirituel de l'Eglise de France, le haut clergé n'en était que plus ardent à faire prévaloir son esprit d'autonomie et son autoritarisme dans l'administration ecclésiastique, devenue pour lui la chose essentielle. C'est ce que montrent les procès-verbaux des Assemblées du clergé et

les rapports de l'agence. On peut citer encore à l'appui la carrière de deux archevêques de Lyon, usant et abusant de leurs prérogatives de primats des Gaules : un Guérin de Tencin, si délibérément inféodé à l'ultramontanisme dans la question de dogme, d'autant plus autoritaire dans l'administration de l'Eglise ; un Malvin de Montazet que ses convictions jansénistes entraînaient à pratiquer l'autonomie vis-à-vis de Rome, même dans les questions de dogme. Par contre les membres des chapitres, les curés des paroisses protestaient par de multiples incidents contre le despotisme pratiqué à leur égard par cette oligarchie des prélats qui ne voulaient l'autonomie dans l'administration de l'Eglise que pour asseoir leur propre autorité sur les pasteurs du second ordre¹.

Ainsi l'état d'esprit que nous discernons chez Mgr de Cicé et l'épiscopat de 1800, nous le retrouvons antérieurement chez les mêmes prélats lors de la constitution civile du clergé et dans le haut clergé du XVIII^e siècle tout entier. Cet état d'esprit, nous le qualifierons de *gallicanisme épiscopal*. C'est un gallicanisme qui n'a rien de théorique, car il s'accommode parfaitement de la reconnaissance du dogme ultramontain, car il se résume surtout dans une politique de fait, la direction de l'Eglise de France par les assemblées du clergé de France. Ce gallicanisme ne s'est développé que grâce à l'attitude incohérente et vacillante de la royauté, grâce à l'affaiblissement de l'autorité pontificale au cours du XVIII^e siècle. Ce gallicanisme se caractérise par un état d'équilibre instable du haut clergé entre les prétentions de l'Etat et les prétentions de Rome, et par suite

1. Cf. sur l'attitude de l'épiscopat schismatique : Latreille, *L'Opposition religieuse au Concordat* et du même, *Après le Concordat*, Paris, 1910, in-8. Cf. *Discours de M. l'archevêque d'Aix* (Boisgelin) *sur le rapport du Comité ecclésiastique prononcé le mardi 29 mai 1790 dans l'Assemblée nationale*, Paris, 1790, 44 p., in-8. « Il ne peut y avoir de recours en aucun cas au chef de l'Eglise universelle dont l'Eglise reconnaît la primauté de droit divin et dont le siège est le centre de l'unité catholique » (p. 36). Cf. la lettre irritée du Secrétaire d'Etat pontifical Zelada au nonce, 26 mai 1790, sur l'attitude de l'épiscopat français dans Mathiez : *Rome et le clergé français sous la Constituante*, p. 190. Cf. les commentaires de l'abbé de Salamon à Zelada sur l'assemblée du clergé de 1788 (*Mémoires de Mgr de Salamon*, Paris, 1790, in-8, p. 328 et 329). M. Wahl dans les *Preussische Jahrbücher*, 1902, 2^e cahier, a discerné l'existence du gallicanisme épiscopal : ce dernier pour le XVIII^e siècle est encore à étudier d'après les Procès-verbaux des assemblées du clergé et les Rapports de l'agence générale.

il s'incline devant celui des deux pouvoirs souverains qui reprend de la vigueur : l'Etat de 1790 à 1791, la cour de Rome en 1791. Ce gallicanisme est proprement épiscopal, diffère du gallicanisme du reste du clergé, par ceci qu'il comporte avant tout la prépotence, la domination étroite et lourde de l'épiscopat sur le clergé inférieur.

M. de Cicé, d'abord agent général du clergé, puis l'une des autorités des Assemblées du clergé de France, et avec lui les autres prélats de la fin du XVIII^e siècle, ayant pris la douce habitude de régir par eux-mêmes toutes les affaires de l'Eglise de France, se sont pénétrés de gallicanisme épiscopal.

Par là s'explique en partie l'attitude également stupéfiante de la Constituante et de l'épiscopat lors de l'établissement de la constitution civile du clergé, pourquoi la Constituante s'est enhardie à voter l'organisation d'une Eglise autonome par rapport au Saint-Siège, pourquoi l'épiscopat, et Mgr de Cicé entre autres, ont admis d'abord cette institution nouvelle, se berçant même de l'illusion de faire accepter au Saint-Père un état de choses qui ne lui laisserait que « la primauté de droit divin ».

Après quoi, le corps des prélats a capitulé dans la tempête, d'abord devant l'Etat représenté par les Constituants, puis devant Rome. Mais le corps des prélats est demeuré fidèle en réalité au gallicanisme épiscopal. Aussi lorsque s'est présentée l'éventualité d'une reconstitution de l'Eglise de France sous la suprématie de l'Etat français et de Rome, malgré les différences de caractère, en dépit des malheurs et de la dispersion, l'attitude de tous les évêques d'Ancien Régime a eu des traits communs. M. de Cicé et avec lui un certain nombre de prélats ont accepté de reconnaître la suprématie de Bonaparte et de Pie VII, de prêter serment au premier, de remettre leur démission d'évêque au second ; mais M. de Cicé a tracé le plan d'une réorganisation de l'Eglise de France sous le gouvernement d'un épiscopat autonome, et telle était sa foi dans l'excellence de ce régime qu'il a espéré le faire agréer à un légat pontifical. La majorité des archevêques et des évêques, plus intransigeante, s'est dressée à la fois contre l'Etat et contre Rome. Au nom des droits absolus de l'épiscopat, elle a revendiqué non pas l'autonomie dans l'action, mais l'indépendance de l'Eglise gallicane dans l'inac-

tion, par la révolte contre Bonaparte, par le schisme de la Petite Eglise contre l'autorité ultramontaine.

Ainsi le mémoire de M. de Cicé sur les conditions de rétablissement de l'Eglise catholique à la fin de 1800, aide puissamment à comprendre son état d'esprit et sa conduite, l'état d'esprit et la conduite du haut clergé de France tout entier et en 1800, et sous la Révolution et sous l'Ancien Régime même.

A notre avis ce mémoire n'est pas moins important pour faire comprendre la carrière de l'épiscopat concordataire que pour aider à l'intelligence de son passé.

Ecrit immédiatement avant la conclusion du Concordat, coïncidant avec la fondation de la Petite Eglise, ce mémoire nous annonce quelle va être dans l'Eglise concordataire l'attitude de Mgr de Cicé et du haut clergé. Il nous fait comprendre quelle importance exceptionnelle aura pour l'histoire de l'Eglise de France la période qui s'ouvre en 1801 et qui se prolonge jusque durant la querelle de l'Empereur Napoléon et du Pape Pie VII.

Jusqu'à ce conflit décisif, en effet, Mgr de Cicé s'efforcera d'appliquer comme sous l'Ancien Régime sa conception du gallicanisme épiscopal, c'est-à-dire de dégager son autorité propre sur son diocèse de la tutelle de l'Etat, tout en évitant de tomber sous la tutelle de Rome. Avec lui les autres prélats de l'Eglise concordataire essayeront de fonder entre l'Etat et Rome un régime d'équilibre analogue à celui du XVIII^e siècle.

Mgr de Cicé, avant de mourir, acceptera la mainmise de Napoléon sur le Saint Père et l'oppression de l'Eglise romaine avec une résignation que la crainte ne suffit point à expliquer, et ses collègues feront comme lui. Après la mort de M. de Cicé, au concile de 1811, la majorité du haut clergé admettra le transfert de l'institution canonique, du pape aux conciles nationaux ou aux métropolitains.

Il y aura donc des tendances favorables au gallicanisme épiscopal jusqu'au jour où l'Etat napoléonien étant tombé, les prélats de l'ancienne France survivant à M. de Cicé, devront s'humilier et humilier l'Eglise gallicane aux pieds de Rome victorieuse, pour ne plus se relever.

IV

Le 18 juillet 1801, le fidèle abbé Sicard avertissait Mgr de Cicé que le Concordat venait d'être conclu. Il en escomptait les résultats en faveur de l'archevêque de Bordeaux. « Voilà le moment où vous et tous vos illustres collègues allez être appelés. Vous savez où vous trouverez un appartement commode. Venez chez vos enfants » (les sourds-muets) ¹. Peut-être fût-ce encouragé par cette nouvelle que Mgr de Cicé écrivit un nouveau mémoire intitulé : *De quelques questions importantes relatives au rétablissement du culte catholique*. Ce mémoire est en tout cas postérieur au Concordat, mais rédigé avant que fût connu le résultat de l'injonction de démissionner adressée aux évêques de l'Ancien Régime. Nous le placerons donc dans le second semestre de 1801.

Peut-être Mgr de Cicé a-t-il déjà envoyé sa démission au Saint-Père en vue de faciliter l'application du Concordat. Du moins il semble que Mgr de Cicé espère trouver une place dans la nouvelle organisation du clergé de France. Ce mémoire contient en effet des solutions pratiques pour une partie des difficultés que doit soulever l'établissement du régime concordataire.

Que va-t-on faire par exemple au sujet des mariages « civilement contractés, ou bénis par un prêtre sans mission ? » Etant donné que « le gouvernement restaurateur de la religion », « en la rétablissant a eu en vue la paix des familles et celle de la société », il ne peut être question de déclarer « tous ces mariages nuls », car alors « le clergé sera accusé de troubler, sitôt rétabli, la paix des familles » ; de plus « le gouvernement s'en mêlera ; enfin « les évêques et prêtres constitutionnels protesteront ». Il faut donc que le Saint Siège accorde « sur la demande de Messieurs les Evêques », une « amnistie spirituelle pour ces mariages ».

1. Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. II, p. 428, rapport de police du 7 thermidor an IX. Les signatures du Concordat ont été échangées le 15 juillet (26 messidor an IX).

Quelle doit être l'attitude des confesseurs à l'endroit des acquéreurs de biens nationaux?

Dans sa lettre du 15 janvier 1801 à Louis XVIII, Mgr de Cicé raisonnait ainsi : le prêtre « aura le droit et la liberté de dire ce que la saine morale exige. Si des lois injustes ont permis de vendre et d'acheter, il n'en est point qui défende de rendre; mais un pasteur sage et instruit », pèsera ses décisions lorsqu'elles « peuvent porter préjudice à la religion ». Il ajoutait : « Serait-ce donc la première fois qu'on aurait vu d'injustes translations de propriétés? L'histoire des nations en présente des milliers. » D'ailleurs « quand les actes privés se lient à ceux de la puissance publique, leur moralité n'est plus aussi aisément discernable » et c'est alors que les pasteurs doivent recourir « aux lumières de leurs supérieurs, afin de tenir une conduite plus sûre ».

Actuellement la conclusion du Concordat permet au prélat de renforcer sa thèse de quelques arguments moins exclusivement politiques : le Pape « a ratifié l'incommutable aliénation de ces biens »; les émigrés rentrés ont promis de ne rien réclamer; ceux qui sont maintenus sur la liste sont justiciables de la parole du Christ : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » D'ailleurs bien vite l'archevêque revient aux raisons d'opportunité. « Les gouvernants sans doute peuvent pécher et être personnellement injustes dans une opération quelconque. Mais... la tranquillité publique veut que leur opération, dont ils sont responsables à Dieu, acquière une existence publique et une légitimité légale. » « Dieu ne veut pas qu'on essaye d'une seconde révolution, la première étant terminée, ni que pour des intérêts particuliers on trouble de nouveau la tranquillité publique ». D'autre part, « en supposant que les assemblées législatives qui ont dépouillé les émigrés de leurs biens auraient commis une injustice, ce serait le gouvernement seul qui serait redevable aux émigrés, et les acquéreurs auraient néanmoins légitimement acquis ». Enfin un axiome de droit « veut que, dans une question de propriété qu'on supposerait douteuse, la présomption soit en faveur de celui qui possède ».

Mgr de Cicé s'occupe alors de la conduite à tenir vis-à-vis des constitutionnels : « il faut prévoir que le gouvernement aura l'œil très ouvert sur les premières démarches des évêques »,

et « l'acceptation ou la non-acceptation de leur travail pour les organisations diocésaines dépendront beaucoup de la mesure qu'ils y auront mis et de la manière qu'ils y auront procédé ». Il faut concerter avec le légat une conduite uniforme dans toutes les églises : « nous trouvons dans l'histoire ecclésiastique de grands exemples de fermeté et de grands exemples de condescendance et de dissimulation, selon la faveur ou la difficulté des temps. C'est dans ces circonstances critiques... que l'autorité de Pierre est nécessaire parce que lui seul embrasse l'ensemble, lui seul peut fixer les degrés de tempérament auquel il faut s'arrêter. »

Pour terminer, l'archevêque de Bordeaux demande au gouvernement « la défense expresse de publier des écrits particuliers concernant le Concordat et le rétablissement du culte catholique », vu « la possibilité de la résistance de quelques évêques non démissionnaires au Concordat ». Il est « bien important de ne pas donner aux scissions qui pourraient naître, l'aliment ordinaire et le plus actif des scissions, savoir la liberté de répandre *des écrits particuliers*. » Or pour « empêcher les écrits particuliers contre le Concordat » il n'en faut « point permettre en sa faveur. Ceux-ci provoqueront les autres. Dans une cause aussi grave ces écrits ne font rien pour la cause même. Ils ont au contraire l'inconvénient d'ôter... aux actes qui émanent des grandes autorités une partie de la majesté qui les environne. — La grande opération religieuse qui s'exécute doit s'établir et s'asseoir par son propre poids. — Il ne faut d'autres écrits au public et aux fidèles que : 1° les bulles du pape ; 2° les décrets de la légation apostolique ; 3° les arrêtés des consuls ; 4° les lettres pastorales et les mandements des évêques ». Et M. de Cicé conclut imperturbablement : « Les fidèles ne devraient rien connaître, rien apprendre de cette grande affaire que par l'organe de l'autorité. »

On le voit, ce mémoire est rédigé pour réduire au silence tous les opposants : d'abord à gauche, les couples mariés civilement, les acquéreurs de biens nationaux, les prêtres constitutionnels ; à droite les évêques émigrés comme M. de Cicé, dont la révolte se dessine à l'égard du Saint-Père.

Vis-à-vis des premiers, l'archevêque de Bordeaux réclame la plus grande prudence. Quant aux autres, le mieux est que rien

ne fasse écho à leur parole : l'Eglise concordataire n'a pas besoin de théologiens, et la consigne à lui donner doit être de se taire. Remarquez que Napoléon, au plus fort de sa querelle avec le Saint-Siège, ne tiendra pas d'autre raisonnement. M. de Cicé et le Premier Consul étaient deux politiques dignes de se comprendre et de s'entendre ¹.

Précisément ce nouveau mémoire du prélat marque un progrès vers l'adhésion complète au régime consulaire. On y lit effectivement : « Dieu souverain dominateur de toutes choses..., lorsqu'une révolution est affermie, transporte, en vue du repos public l'autorité d'une tête à une autre ; en sorte que le nouveau gouvernement est, d'après les principes de l'Evangile même et de toute la tradition, une puissance ordonnée par Dieu même, autant que l'était le gouvernement qui a précédé. » Il devait suffire pour parfaire la conversion de M. de Cicé d'une intervention directe de celui qui représente aux yeux de tout ecclésiastique la volonté divine : le Souverain Pontife.

Cette intervention se présenta sous la forme du bref *Tam Multa*, daté du 15 août 1801, expédié quand fut arrivée à Rome, le 21 septembre, la ratification du Concordat.

Ce bref sommait tous les évêques appartenant à l'ancien clergé, de donner leur démission. Il le faisait en termes dépourvus de nuances : « Les circonstances me forcent à vous déclarer », disait le pape ; elles « exigent », reprenait-il plus loin. Et le bref contenait aussi cette phrase dont les termes sont quelque peu surpris de se trouver réunis : « il faut vous démettre spontanément de vos sièges épiscopaux, et les résigner librement entre nos mains. »

Ce texte devait produire sur les destinataires une impression, qu'accentuait encore l'obligation de se décider dans les dix jours pour tout délai.

Ceux des prélats visés qui séjournaient en Angleterre reçurent communication du bref par le canal du nonce Erskine à Londres, le 17 septembre 1801. Ils eurent à ce propos trois réunions chez Dillon les 12, 21, 23 septembre. M. de Cicé ne manqua pas de s'y trouver.

1. Le mémoire est p. 223-248 du ms Cicé. Il n'est qu'en partie de la main de M. de Cicé.

Les intéressés allaient-ils se sacrifier à la doctrine de l'unité de l'Eglise et au dogme de la soumission envers Rome? Devaient-ils plutôt, au nom des libertés de l'Eglise gallicane, en vertu « des règles canoniques, des droits de l'épiscopat et de la divine hiérarchie », se considérer comme inamovibles du fait de leur consécration, comme tenant de Dieu même leur juridiction?

Après avoir entendu soutenir cette dernière thèse, l'archevêque de Bordeaux rédigea un *Exposé de conduite pour les évêques auxquels le pape a demandé la démission de leur siège*.

D'après le contexte, ce mémoire est adressé à Louis XVIII au nom des démissionnaires. Ce serait donc un projet de manifeste collectif des partisans de la démission. Nous ne savons s'il fut réellement envoyé à Louis XVIII. Dans ce cas, l'hypothèse d'une collaboration de quelques autres prélats avec M. de Cicé est admissible, mais le fait que le mémoire se trouve dans les papiers de l'archevêque de Bordeaux, écrit de sa main, prouve qu'il a eu dans la rédaction la part prépondérante.

On peut très bien d'autre part l'envisager comme un simple memorandum esquissé par M. de Cicé pour ordonner ses idées sur la question, ou pour peser sur l'opinion de ses collègues réfractaires ¹.

Le prélat commence par rendre compte à Louis XVIII « des motifs religieux » qui dictent la conduite des soumissionnaires. Le Saint-Père, dit-il, « nous a fait connaître de la manière la plus positive que nos démissions étaient nécessaires pour mettre un terme au schisme qui ravage nos Eglises, et pour rétablir en France la religion et le culte ». Le Saint Père rappelle l'exemple des « saints Evêques d'Afrique » lors de l'hérésie des Donatistes et « l'offre faite à Pie VI en 1791 par trente évêques députés aux Etats Généraux ». Les soumissionnaires, à la différence des opposants, croient « devoir toute confiance » aux assertions de Pie VII, lorsqu'il assure « du haut de la chaire apostolique et à la face de l'Eglise et du monde entier que nos démissions lui sont nécessaires ». M. de Cicé ajoute: « Pouvons-nous d'ailleurs nous dissimuler le déplorable état de nos

1. Sur la mission Erskine voir Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. IV, p. 100 et note 2; Latreille, *L'opposition religieuse au Concordat*, p. 146 ss. Le titre du mémoire se trouve à la table; il figure p. 81-91 du ms Cicé. Cf. Latreille, *op. cit.*, p. 105-229, sur les idées des autres prélats.

Eglises » et le développement, à suite des débats sur la promesse de fidélité, d'un « nouveau schisme plus dangereux peut-être que le premier, plus capable d'alarmer Sa Sainteté et surtout d'inspirer au gouvernement français les desseins les plus sinistres contre le clergé catholique? » On ne peut accuser le Saint-Père de faiblesse. Depuis deux ans que durent les négociations « n'a-t-il pas constamment rejeté toutes les conditions qu'une puissance formidable et maîtresse de l'Italie voulait lui imposer au préjudice des droits de la religion? N'avons-nous pas vu avec effroi cette négociation presque rompue, l'envoyé de France s'éloignant de Rome et le pape méprisant le péril auquel sa personne et ses états étaient exposés? » Par ailleurs « nous ferions également injure au Saint Père si nous nous permettions de supposer que la conséquence de nos démissions sera de livrer le gouvernement de l'Eglise de France à des mains indignes ». On objecte la différence des circonstances entre « l'offre librement faite en notre nom au pape Pie VI », en 1791, et le temps présent : au contraire, « le choix des prélatures devait... en 1791 être confié au peuple, à des électeurs laïcs dont rien ne constatait la catholicité, dans des formes enfin répugnantes à la discipline de toute l'Eglise : aujourd'hui nous sommes assurés d'avoir des successeurs qui seront canoniquement institués ».

Sur ce, l'archevêque de Bordeaux passe aux objections « tirées de considérations temporelles ». Il craint qu'on ait « cherché à persuader » au Roi « qu'on ne devait jamais songer à rétablir la religion en France qu'après y avoir restauré la monarchie, qu'en un mot la religion était inséparable de la monarchie ». Pourtant l'Eglise « tient pour principe constant que la religion n'est incompatible avec aucun gouvernement, que le monde a été livré aux contestations des hommes, mais que Dieu auteur et protecteur des sociétés a voulu que sa religion surnageât à toutes les convulsions qui agitent si souvent les empires ». Suivent de nombreuses preuves empruntées à l'histoire, et cette conclusion que « supposer aucune incompatibilité entre un gouvernement quelconque et la religion chrétienne,... serait soumettre toute l'économie ecclésiastique, le christianisme lui-même et les décrets de Dieu aux contestations des hommes et aux caprices des peuples ». — « Mais, dit-on, les circonstances ne

nous permettent pas d'espérer que la religion puisse se rétablir en France, avant que la monarchie y ait été de nouveau proclamée. » Sur quoi Mgr de Cicé se récrie : « Étrange renversement d'idées qui assignant le premier rang des (*sic*) desseins politiques ne fait considérer la religion que comme un but éventuel, pendant qu'il est notoire qu'elle seule peut réparer les maux de la France ! » Et : « Serait-ce en abandonnant les peuples au schisme, à l'oubli de Dieu, à l'athéisme que nous nous flatterions de les ramener ? » Même aujourd'hui : « oserions-nous dire aux peuples qui réclament si hautement leurs pontifes et leurs prêtres : en vain vous nous opposez vos besoins, vos vœux et nos devoirs, en vain vous présentez à l'Europe le spectacle d'une nation guérie par sa propre expérience des illusions qui l'avaient égarée et disposée à réparer les maux qui peuvent l'être encore, en vain toutes les nations de l'Europe se lient avec vous par des traités solennels... qui supposent une confiance réciproque, en vain toute la Terre proclame-t-elle la paix avec vous, nous n'en resterons pas moins sourds à votre voix ;... vous n'en serez pas moins privés par des raisons et par l'effet d'influences politiques essentiellement étrangères à nos fonctions. »

M. de Cicé conclut : « Nous paraîtrions méconnaître les sentiments religieux de Sa Majesté si nous étendions davantage cette discussion... nous connaissons aussi son affection pour le peuple français. » L'archevêque ajoutait ensuite dans une première rédaction : « C'est ce qui nous fait présumer que Sa Majesté désire par-dessus tout que la France soit rendue à la religion ; que, quelque puisse être la loi de la providence sur Sa Majesté et sur sa race, elle unit ses vœux à ceux de l'Eglise catholique et qu'elle partagera de grand cœur son allégresse, quoique Dieu ne l'ait pas appelé à protéger sa restauration en France. » A la réflexion, M. de Cicé jugea sans doute que le congé qu'il adressait ainsi au roi risquait de paraître ironique. Il biffa donc la formule et y substitua ces paroles dont les premières ressemblent néanmoins beaucoup à une sommation. « Nous ne concevrons jamais que Sa Majesté voulût compromettre le salut de trente millions d'hommes et qu'elle consentît qu'on pût jamais la soupçonner d'avoir sacrifié à ses intérêts quelconques les intérêts éternels de tant de Français. Nous sommes persuadés au contraire que Sa Majesté désire par-dessus tout que la France soit

rendue à la religion ¹, que pour hâter ce moment ses ministres évangéliques doivent redoubler d'empressement et de zèle, que, quels que puissent être les desseins de la Providence sur elle et sur sa race, elle unit de grand cœur ses vœux à ceux de l'Eglise catholique et qu'elle partagera son allégresse. Tels sont les sentiments d'un prince également magnanime et chrétien, et nous, en partageant comme nous le devons cette même allégresse, nous gémirons de ce que Dieu n'a pas appelé Sa Majesté à promouvoir et à protéger le triomphe de la religion. »

Tel est le plaidoyer de M. de Cicé en faveur du ralliement de l'épiscopat au Concordat et à la volonté du Saint Père. Sur bien des points il ne diffère point des opinions exprimées par ceux de ses confrères qui adoptèrent le même parti que lui, ni des opinions exprimées dans le Sacré Collège, exposées par le Souverain Pontife dans le bref déjà cité. Toutefois, tandis que Boisgelin déclare très pénible de sacrifier à un usurpateur les droits de la monarchie légitime, le mémoire de M. de Cicé ne reflète point semblable mélancolie. Au contraire, les formules par lesquelles il décèle à Louis XVIII « l'allégresse » qu'éprouvera l'épiscopat monarchique à désertier la cause royale, celles où il exprime l'espoir que cette allégresse sera partagée de Louis XVIII même, de telles formules indiquent que le séjour en Angleterre avait développé chez M. de Cicé la faculté de l'humour.

Nous n'opposerons pas aux raisonnements de M. de Cicé les arguments des prélats fidèles à l'ancienne Eglise et à la cause royale. En réalité, comme lors de la Constitution civile, comme dans toute controverse ecclésiastique, les mêmes principes servaient dans les deux camps à étayer des thèses contraires. Au fond, ce qui divisait en clans opposés les évêques de l'Ancien Régime, c'était plutôt la divergence de leurs opinions politiques et de leur tempérament, divergence qui s'était affirmée dès les premiers temps de la Révolution, dès le mois de juin 1789, où réunis dans la Chambre du clergé, ils s'étaient déjà trouvés aux prises. La plupart de ces prélats de haute naissance et d'âme aristocratique n'avaient jamais admis que l'Eglise pût vivre à

1. Il y avait dans le texte primitif « promptement », mais M. de Cicé a jugé sans doute que cet adverbe constituait une faute de goût et il l'a biffé.

l'écart de la royauté absolue en France. D'autres par contre avaient toujours cherché à adapter l'Eglise aux circonstances, à la monarchie constitutionnelle entre 1789 et 1791, au gouvernement de la Législative, puis à la République lorsque le 14 août 1792 et en 1793 la Législative et la Convention leur avaient offert une formule de serment relativement acceptable, enfin à la Constitution de l'an VIII, en attendant de pouvoir faire un geste plus décisif. C'est pourquoi parmi les démissionnaires on retrouve les mêmes qui s'étaient montrés en toute occasion disposés à transiger avec le gouvernement français : les Boisgelin, les Barral, les Mercey (ce dernier hors d'Angleterre). Il était donc naturel et parfaitement logique que dans ce groupe figurât M. de Cicé, l'homme qui toujours de 1789 à 1801 avait été le partisan des transactions et des transitions.

D'autre part on peut croire qu'à rechercher, une fois de plus, des accommodements du Ciel avec la Terre, l'archevêque de Bordeaux pensait trouver la satisfaction de ses ambitions politiques et de ses rancunes contre les émigrés. Mais nous croyons que M. de Cicé a réellement fait une part dans les motifs de sa détermination, à la considération de ce que réclamaient les intérêts de la France, de la société, de l'ordre à rétablir. Ne pensait-il pas ainsi dès 1793 en plein exil, en 1800, alors que la persécution fructidorienne venait de décevoir tant de modérés ? Et n'avait-il pas quelque mérite à faire crédit, même sous l'égide pontificale, au gouvernement de Bonaparte encore si instable ?

On observera d'ailleurs que dans les raisons exposées par M. de Cicé pour justifier la soumission de l'épiscopat au pape, nous n'en trouvons guère que de temporelles et de politiques. C'est chose que n'a point vu la Compagnie de Jésus quand, par la plume d'un de ses historiens les plus autorisés, elle félicite M. de Cicé d'avoir compris « qu'en l'occurrence il fallait manquer au roi pour ne point manquer à Dieu ¹ ».

La mémoire de M. de Cicé faisait prévoir la conduite qu'il allait adopter dans les assemblées de l'épiscopat tenues chez Dillon pour examiner la réponse à faire à la sommation ponti-

1. Cf. Latreille, *L'opposition religieuse*, p. 146 ss. ; P. Dudon, *Autour des démissions épiscopales de l'an X* dans *Etudes. Revue des Pères de la Compagnie de Jésus*, 1907, t. III, p. 52-53.

ficale. La note légèrement ironique du mémoire se retrouva dans l'attitude du prélat. L'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de La Marche ayant ingénument déclaré qu'il se déciderait « pour le vœu de la majorité », M. de Cicé, qui, nous le savons, avait des raisons de ne pas l'aimer, dit : « M. Erskine saura son avis avant lui. » Boisgelin d'Aix, Barral de Troyes, Osmond de Comminges, de Noë de Lescar décidèrent avec M. de Cicé de se démettre ; la majorité, soit quatorze, refusa, Dillon en tête. Le 24 septembre 1801, l'archevêque de Bordeaux remit sa lettre de démission au légat Erskine qui la transmitt au pape. Il pré-cisa d'autre part sa soumission dans une *Lettre à ses diocésains*, publiée à Londres le 8 octobre 1801 et réimprimée à Paris.

Dans cette lettre l'archevêque de Bordeaux déclare à ses ouailles qu'il ne veut pas être soupçonné par elles « d'avoir légèrement rompu les liens » qui les unissaient à lui. Mais « la voix du Souverain Pontife s'est fait entendre », et « un nouveau schisme commençait à s'introduire ». Le salut de l'Eglise et des fidèles du diocèse exigeait la mesure prise par le pape ; « c'est pour vous que nous avons été choisis, pour être votre pasteur ; c'est pour vous que nous sommes demeurés fidèles à notre poste ; c'est encore pour vous que nous devons nous en retirer. »

M. de Cicé reçut naturellement les éloges du parti auquel il se ralliait. Pie VII, le 4 novembre, lui envoya un bref admiratif et attendri. Consalvi écrivit à Caprara que le Saint-Père avait jugé la *Lettre aux diocésains* « belle et édifiante ». Cette même lettre fut signalée à Bonaparte par Portalis pour « la force » de son argumentation, bien que l'archevêque y eût donné le beau rôle au pape dans la négociation du Concordat¹.

Mais du côté des royalistes ce fut une tempête. Nous ne savons ce que pensa et ce que dit le frère aîné de notre archevêque,

1. *Lettre à ses diocésains sur sa démission de l'archevêché de Bordeaux*, Londres, 15 juin in-16 Bibl. Nat. Ld⁴ 4134 et *Recueil des mandements*, t. 1^{er}, p. 571. Le bref du pape se trouve traduit dans les papiers de M. de Cicé (ms Cicé, p. 195) ; il se termine ainsi : « Nous supplions Dieu qu'il vous accorde, Vénérable Frère, tous les biens célestes et terrestres que mérite votre admirable vertu ; nous vous assurons derechef de notre reconnaissance... » A côté (p. 193) de l'écriture de M. de Cicé, se trouve la « traduction littérale de la réponse de Pie VII à M l'archevêque de Narbonne », réponse très irritée. Voir aussi Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. IV, supplémentaire p. 102, 355, t. V, p. 11.

l'évêque d'Auxerre retiré en Allemagne, âgé de soixante-quinze ans et qui, tout en se désolant de ne pouvoir finir ses jours au milieu de son troupeau, signifiait à Rome le 13 décembre 1801 son refus de démissionner. En tout cas, d'autres accablèrent le prélat démissionnaire d'une « grêle d'insultes ». Peltier, l'aboyeur à gages des émigrés fixés à Londres, dans son *Paris pendant 1801*, prenait M. de Cicé à partie de façon « atroce ». Il publiait une *Lettre à Mgr l'archevêque de Bordeaux par un pénitent de son troupeau, en réponse à la lettre d'adieu qui a été adressée en son nom à tous ses diocésains par ordre du consul régicide Cambacérès, expédiée et affichée par le ministre régicide Fouché, et publiée et affichée par le préfet régicide Thibaudeau*. L'archevêque, « qui jadis supprimait les brefs qu'il jugeait indiscrets ou trop hâtés, les suit en aveugle », y lisait-on. On y rappelait son passé, pour montrer en lui un « homme accoutumé à tout le manège des cabales, à tout le jeu des intrigues ». Ailleurs, Peltier annonçait que le gouvernement français mettait à la disposition de M. de Cicé rentrant en France « un cabriolet à double fond » pour qu'il pût y cacher des papiers importants¹. Ces clameurs ne devaient pas empêcher le prélat de donner à toute son évolution politique la conclusion naturelle : le retour en France et l'acceptation de fonctions dans l'Eglise concordataire.

V

Le 3 novembre 1801, Otto, le ministre de France à Londres, écrivait à Paris qu'il avait reçu de l'archevêque de Bordeaux plusieurs exemplaires de la *Lettre à ses diocésains*, pour les transmettre aux Consuls. D'autre part la correspondance de

1. Lettre de l'évêque d'Auxerre, d'Halberstadt, 3 août 1800, aux habitants de Gy-l'Evêque près d'Auxerre, leur envoyant vingt louis comme aumône et souhaitant de mourir parmi ses diocésains, dans *Étrennes religieuses pour l'an de grâce 1802*, Rome, 1802, in-8, p. 162. Sur son refus, voir Latreille, *L'opposition religieuse*, *op. cit.*, p. 181. Sur la campagne contre les démissionnaires, voir le même, p. 152 ss. ; Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. IV, p. 430 ; Peltier, *Paris pendant 1801*, t. XXXIII, p. 512, t. XXXIV, p. 34, 40. C'est là que Peltier rappelle le rôle de M. de Cicé comme promoteur des assemblées provinciales, rédacteur d'un plan de constitution, etc. Voir le même, p. 437.

M. de Cicé avec Caprara, le légat chargé d'organiser l'église concordataire, valait à l'archevêque les éloges du légat. « Nouvel Elie », disait Caprara, M. de Cicé rallierait au devoir ses confrères intransigeants.

M. de Cicé, cependant, n'était plus rien. Il ne lui restait, de sa situation précédente dans l'Eglise, que la juridiction à titre provisoire sur son ancien diocèse ¹. Mais ses notes au ministère, comme nous dirions en termes administratifs, étaient de tout premier ordre. On lit sur une « première liste de candidats à l'épiscopat », après le rappel du passé de Mgr de Cicé sous la Révolution, ces mots de Cambacérès « Ce qu'on a dit de M. Boisgelin peut s'appliquer à Cicé. Celui-ci a cependant été un peu plus tenace. Il ne faudrait pas le confondre avec son frère l'évêque d'Auxerre qui a toujours été intraitable et qui a toujours eu des relations avec sa sœur impliquée dans l'affaire du 3 nivôse. — Cette famille... offre, je crois, peu d'amis sincères du gouvernement ; mais l'archevêque de Bordeaux a trop d'esprit pour les approuver ».

Le Brun qui « passait pour royaliste », ajoutait sur M. de Cicé : « Homme d'esprit, souple, attaché au gouvernement par principes et par intérêt : il n'a eu d'intrigues que pour avancer, jamais contre le gouvernement. »

On ne peut refuser aux deux Consuls, rédacteurs de ces appréciations, un sens psychologique très avisé. Portalis, lui, se contentait de dire de M. de Cicé « Il a des connaissances dans son état et en administration ; il n'a jamais été vu de bon œil par les ennemis de la France et du gouvernement ² ».

Ces témoignages suffisaient à rectifier l'appréciation suivante de Fouché sur M. de Cicé : « d'après quelques rapports on lui accordait moins de confiance qu'aux autres » démissionnaires. Portalis signalait de son côté à Bonaparte, pour la seconde fois, « l'esprit de soumission et de paix » que manifestait la lettre de l'archevêque aux fidèles de Bordeaux ³.

1. Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. IV supplémentaire, p. 355, 450, 175, 367 notes ; t. V, p. 166.

2. Arch. Nat., AFiv 1044 ; *Mémoires de A.-C. Thibaudeau 1799-1815*, p. 19.

3. Arch. Nat., AFiv 1044, F⁷ 6529 ; Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. V, p. 166.

Bonaparte et Pie VII, par un sentiment de prudence, avaient décidé qu'aucun prélat ne serait replacé sur son siège d'autrefois, et l'on ne pouvait songer à faire exception pour Bordeaux où la vigueur de l'évêque constitutionnel Lacombe, avait maintenu un fort groupement d'assermentés. Portalis, le 20 février 1802, proposa au Premier Consul, pour le siège archiépiscopal de Toulouse, « l'ancien archevêque de Bordeaux, de Cicé, qui est capable par son caractère de concilier les différents partis, et qui d'ailleurs, n'y effaroucherait pas les révolutionnaires ». Le lendemain 21, M. de Cicé débarquait en France et se rendait à Paris. Il allait voir « le ministre de la police qui lui faisait le meilleur accueil, et le consul Le Brun qui le priait à dîner ».

Survint alors un incident qui dut être fort désagréable au prélat. Reçu à la table du troisième Consul, « il n'en était pas moins arrêté et retenu plusieurs heures à la préfecture de police ¹ ».

Était-ce là une perfidie de Fouché, ou l'excès de zèle d'un policier subalterne ? Les papiers de l'archevêque n'étaient pas en règle et il ne fut rayé, par le Premier Consul, de la liste des émigrés, que le 17 mars en compagnie de dix autres prélats soumissionnaires.

Peut-être y eut-il à l'origine de cet incident, ou à la suite, un réveil de soupçons dans l'esprit de Bonaparte à l'égard de M. de Cicé, car, proposé le 20 février pour Toulouse, le prélat n'y était pas encore nommé le 15 mars. En revanche, le 4 avril il était question pour lui du cardinalat ².

Soudain le 19 germinal an X (9 avril), le lendemain même de la proclamation officielle du Concordat comme loi de l'Etat, Bonaparte signait l'arrêté suivant : « Le citoyen Champion de Cicé est nommé archevêque d'Aix. » Le même jour, Boisgelin, l'ancien archevêque d'Aix, l'ami de jeunesse et compagnon d'exil de M. de Cicé, était nommé archevêque de Tours ³.

1. Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. V, p. 206, 231, note 2 : M. de Cicé débarque à Calais. D'après Boisgelin que cite le P. Dudon dans *Études*, 1907, t. III, p. 253, il « a été à Boulogne, ensuite à Paris. » L'affaire du dîner chez Le Brun, d'après une lettre d'Emery de mars 1802 est dans Lanzac de Laborie : *Paris sous Napoléon. Consulat provisoire*, Paris, 1905, in-8, p. 350.

2. Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. V. p. 232, 236 note 1, 279.

3. Procès-verbal manuscrit des séances des Consuls, Arch. nat., AFIV 913.

Avant de s'arrêter à M. de Cicé, Portalis avait proposé pour Aix De Belloy, l'ancien évêque de Marseille auquel, vu son grand âge on aurait donné un coadjuteur ¹. Seulement le gouvernement eut besoin de De Belloy pour l'archevêché de Paris.

Pourquoi Mgr de Cicé fut-il envoyé à Aix ! Il n'avait, semble-t-il, aucune attache avec ce diocèse ². Peut-être précisément ce motif le fit-il désigner, ou bien jugea-t-on que la Provence, aussi divisée que le diocèse de Toulouse, requérait un pasteur dont le caractère conciliant était bien connu. Toujours est-il que la nomination fit des mécontents : Fesch, l'oncle de Bonaparte, archevêque de Lyon et primat des Gaules, si l'on en croit une tradition lyonnaise ; d'autres, d'après ce rapport de police : « On parle beaucoup de M. de Cicé dans différentes sociétés. On s'attache à fouiller dans sa vie passée et à le peindre comme un homme n'ayant pas les qualités qui conviennent à son ministère ³ ».

Les actes nécessaires à l'élévation de Mgr de Cicé sur son nouveau siège furent prestement effectués. Le 14 avril il était admis par Caprara au serment prescrit par le concile de Trente. Le 16 se terminait l'enquête canonique sur son orthodoxie et sa soumission à l'église romaine. Le 17 il recevait l'institution canonique. Le 18 avril 1802, jour de Pâques, il paraît bien avoir été du nombre des archevêques et évêques nouvellement nommés qui, à la suite de Caprara, entrèrent en cortège dans Notre-Dame et là, à genoux, la main droite sur l'évangile, devant le Premier consul et le cardinal légat, prêtèrent le serment prescrit par le Concordat. Après quoi Mgr de Cicé écrivait de sa main et signait ce serment qui, outre la promesse d'obéissance et de fidélité « au gouvernement établi par la constitution de la République », outre la réprobation de tout complot, portait textuellement : « Si dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferai savoir au gouvernement. »

1. Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. V, p. 208. J.-B. de Belloy, né en 1709, évêque de Glandèves en 1752, de Marseille en 1775, archevêque de Paris en 1802, cardinal en 1803, mort en 1808.

2. Il a eu à s'en occuper dans l'Assemblée du clergé du 6 décembre 1782, pour une affaire de droits féodaux.

3. Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. III, p. 20 (rapport du 9 floréal an X).

Le nouvel archevêque d'Aix fit peut-être ses réflexions sur cette dernière obligation, plus dure que toutes celles que l'autorité temporelle d'avant 1789 faisait peser sur l'épiscopat. Et les nombreux développements oratoires qu'il avait entendus ou lus sur les révolutions des empires purent lui revenir à l'esprit quand en ce jour, durant cette cérémonie qui consacrait l'adoption de l'Eglise catholique par la République, il vit monter dans la chaire de Notre-Dame M. de Boulogne, le même orateur qui, vingt-cinq ans auparavant, avait prononcé le sermon du sacre de Louis XVI. En tout cas il ne fut pas touché de la grâce comme nombre de ses collègues : il ne devint point du jour au lendemain un fanatique de Bonaparte. Thibaudeau nous dit : « Soumis au gouvernement », M. de Cicé « détestait cordialement le Premier consul, le respectait, ne le flattait pas ». On verra que ces derniers termes sont trop catégoriques : M. de Cicé allait flatter Bonaparte, mais juste dans la mesure nécessaire au succès de ses propres projets de restauration de l'Eglise.

Mgr de Cicé, comme tous ses confrères compris dans les premières séries de nominations, reçut de l'Etat un anneau pastoral, présent qui, à vrai dire, ne greva pas sensiblement le Trésor, vu son prix modique, et Bonaparte lui accorda la jouissance de son traitement à dater du 1^{er} germinal.

Le nouvel archevêque d'Aix demeura quelques mois à Paris, entouré des fidèles amis qui avaient si ardemment travaillé à son retour en France : Sicard, Beylot, son médecin M. Joly. Il retrouvait des collaborateurs d'autrefois et des confrères. On le vit le 23 mai sacrer à Saint-Jacques-du-Haut-Pas son ex-grand vicaire de Rodez, de Villaret, nommé évêque d'Amiens, tandis qu'était promu à l'évêché de Carcassonne son ex-grand vicaire de Bordeaux, De la Porte bien moins adroit politique que lui. En juin il sollicitait auprès de Caprara la réconciliation avec l'Eglise de Mgr de Jarente, l'ancien évêque d'Orléans marié sous la Terreur, le neveu de ce Louis Sextius de Jarente qui l'avait poussé lui-même jadis à l'évêché de Rodez.

Mgr de Cicé recevait aussi la visite de Mgr d'Aviau son successeur à Bordeaux. Il lui signalait « les noms suspects de son clergé », ce qui ne devait pas calmer d'Aviau déjà en guerre avec les Articles Organiques. M. de Cicé devait d'ailleurs emprun-

ter à son ancien diocèse plusieurs de ses collaborateurs et il ne s'en désintéressa jamais ¹.

Enfin le nouvel archevêque d'Aix s'entourait de renseignements sur son diocèse, sur « l'esprit qui régnait dans ces contrées ». Des ecclésiastiques de Provence venaient lui demander ses ordres et l'aider à se documenter, entre autres l'abbé Rey dont il allait faire son secrétaire et confident.

Nous venons de voir qu'il ne pardonnait pas à ses prêtres d'Aquitaine, naguère révoltés, au point de taire leurs noms à leur nouvel archevêque. Dans le même temps, s'il faut en croire un rapport de police, il montrait beaucoup de raideur vis-à-vis de l'ancien évêque constitutionnel des Bouches-du-Rhône, Aubert. Une telle source de témoignage est suspecte, le trait est en contradiction avec une manifestation de M. de Cicé envers Caprara que l'on va voir, et à tous les Provençaux qui venaient le voir Mgr de Cicé recommandait « l'esprit de paix et de conciliation » ².

1. Arch. nat., AFIV 1890A, 1890B. Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. V, p. 547, note 1, p. 465, 548. Dans l'enquête sur M. de Cicé figurent Jean-Joseph Beylot, prêtre du diocèse de Bordeaux, Eustache Pierre François Joly, du diocèse de Rodez, D. Pierre Bonnefoux, supérieur général de la Congrégation de la Doctrine chrétienne et prêtre du diocèse de Bordeaux, et Sicard. Sur l'anneau pastoral voir Arch. nat., AFIV 1045. Fesch, esprit très positif, le refusa comme étant sans valeur. Voir aussi *Correspondance de Napoléon*, n° 6258. Nous disons : il paraît avoir été présent à Notre-Dame car si les *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, t. 1^{er}, p. 57 le donnent comme présent, le *Recueil des bulles et brefs de N. S. P. le Pape Pie VII*, Lyon, Ballanche, an X, ne le mentionne pas à propos de cette cérémonie. De Boulogne (Etienne-François), 1747-1825, fondateur des *Annales ecclésiastiques*, évêque de Troyes en 1808, emprisonné par Napoléon en 1811. Sur les sentiments de M. de Cicé pour Bonaparte, voir Thibaudeau, *Mémoires*, p. 86, et la suite de notre récit. Sur le sacre de Villaret et la nomination de Laporte, voir l'*Episcopat français*, p. 40, 170. Sur Mgr de Cicé et Mgr d'Aviau, voir Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 276 ss. : Fisquet, *France pontificale, Bordeaux*, p. 439. Sur l'affaire Jarente, voir Boulay de la Meurthe, t. V, p. 10, note 3.

2. « On rapporte que l'évêque constitutionnel d'Aix a été voir l'archevêque Cicé et lui a dit que, n'étant point appelé à l'épiscopat, il désirait néanmoins continuer les fonctions du ministère ; qu'il le priait en conséquence de lui donner une cure dans son diocèse. L'archevêque lui répondit qu'il y consentirait volontiers, mais qu'il fallait qu'il reconnût par écrit qu'il avait été intrus, qu'il avait illégitimement exercé ses fonctions, etc. Celui-ci a refusé net et s'est retiré » (Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. III, p. 12. *Bulletin* du 4 floréal an X). Rey. *Oraison funèbre*, p. 15. Rey, né à Aix le 24 novembre 1773, prêtre en floréal de l'an XI, chanoine titulaire en 1816. En querelle sous la Restauration avec l'arche-

Cet esprit il le prouvait dans le même temps plus que Rome ne l'aurait voulu. On sait que Pie VII réclamait des prêtres constitutionnels à replacer dans le clergé, une rétractation dont la formule fut envoyée de Rome à Caprara, tandis que Bonaparte n'admettait comme formalité à exiger que le serment d'adhésion à la République. Caprara ayant d'abord refusé à Portalis toute concession sur ce point, Mgr de Cicé, tout affligé et tout tremblant, accourut chez le légat : « La France sera en feu, s'écria-t-il, si le légat n'écrit pas aux évêques pour les autoriser à réconcilier provisoirement, en attendant la décision du Saint Siège, les prêtres qui déclareraient adhérer au Concordat. » Caprara ne céda point à M. de Cicé mais à une démarche ultérieure de l'évêque de Vannes et à une seconde semonce de Portalis. Ce trait, comparé à la conversation avec Mgr d'Aviau, nous montre que l'archevêque d'Aix n'était disposé à la rigueur pour les constitutionnels, que dans la limite où la prudence et les intérêts de l'Eglise de France pouvaient le permettre.

Le 14 juillet 1802, Mgr de Cicé lançait en qualité d'archevêque d'Aix un premier mandement où il prenait congé de son ancien troupeau. Il modifiait aussi ses armoiries. L'archevêque de Bordeaux au service de la royauté absolue et de l'Eglise gallicane monarchique, se transformait en archevêque d'Aix au service du nouveau César et de l'Eglise gallicane concordataire ¹.

vêque très légitimiste que fut Mgr de Richery. Nommé évêque de Dijon par Louis-Philippe, le 9 juillet 1831, sans entente préalable avec Rome. Il fut par suite constamment en querelle avec le clergé, malgré sa piété. Dut démissionner le 8 mai 1838. Se retira à Aix. Y mourut le 17 août 1858 (*L'Episcopat français*, p. 227. Arch. Nat. F¹⁹ bis + 115, n° 1383).

1. D'Haussonville, *L'Eglise romaine et le 1^{er} Empire*, t. I^{er}, p. 229, (Paris, 1868-1870, 5 vol. in-8°).

Ses armoiries sont maintenant : écartelé au 1^{er} d'azur à la croix pattée d'or ; aux 2^e et 3^e à trois écussons d'argent chargés de trois bandes de gueules ; au 4^e de gueules à la fasce d'hermine. (*L'Episcopat français*, p. 12).

CHAPITRE II

Le nouveau diocèse et l'état des esprits au 18 brumaire

I

Le diocèse confié à Mgr de Cicé représentait plus et moins que le diocèse d'Aix d'avant 1789. Jusqu'à la Révolution il se bornait à Aix, avec comme suffragants les évêchés d'Apt, Riez, Fréjus, Gap, Sisteron. Arles était lui-même archevêché, et avait comme suffragants Marseille et Toulon. La nouvelle circonscription avait été calquée sur celle du tribunal d'appel. Aix englobait Arles, et son titulaire était autorisé à se proclamer archevêque d'Aix et d'Arles. Aix englobait par suite Marseille et Toulon dont les évêchés naguère dépendants d'Arles étaient supprimés. Aix englobait aussi Fréjus, Grasse, Vence également supprimés, les derniers jadis dépendants de l'archevêché d'Embrun. A Aix étaient rattachés maintenant, comme suffragants, les évêques d'Ajaccio, d'Avignon, siège de nouvelle création, de Digne jadis rattaché à l'archevêché d'Embrun, de Nice jadis étranger.

Ainsi constitué, le nouveau diocèse comprenait les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, c'est-à-dire la plus grande partie de l'ancienne Provence. La région était vaste, homogène, d'une belle unité.

Mais où était la puissance de l'archevêque d'Aix, autrefois président-né des Etats de Provence ? Où étaient les richesses, la population ecclésiastique dont les églises et communautés de Provence étaient si fières avant la Révolution ? L'archevêque d'Aix avait autrefois, pour l'assister, onze vicaires généraux,

vingt chanoines et il possédait 30.000 livres de revenus. A Aix, pour 20.000 habitants, on comptait dix-neuf couvents. Dans les diocèses qu'englobait maintenant le ressort d'Aix, les maisons religieuses, avant la tourmente révolutionnaire pullulaient : dans le nombre les fameuses abbayes de Montmajour et de Saint-Victor de Marseille. De toutes ces splendeurs il ne restait plus rien.

On a dit que la question religieuse avait été « le point de départ de tous les troubles de la Provence depuis l'origine de la Révolution ». Elle y eut en tout cas une large part, elle enflamma singulièrement les passions. Le bas clergé se montra fort hostile au haut clergé. Et comme, au cours de la crise, les partis les plus opposés pratiquèrent l'arbitraire et la violence, comme il y eut de part et d'autre exploitation cynique des principes et immoralité effrénée, toutes les institutions et fondations de l'Eglise catholique s'effondrèrent et l'église constitutionnelle fut renversée sur les débris de l'église insermentée. L'apaisement ne vint, à la fin du régime du Directoire, que de la lassitude des esprits et ne régna que sur des ruines. Dans l'épiscopat réfractaire, Boisgelin et l'évêque de Toulon, Mgr de Castellane Mazaugue, l'évêque de Fréjus, Mgr de Bausset de Roquefort, celui de Grasse, Mgr de Saint-Jean de Prunières, celui de Vence, Pisani de la Gaude, avaient émigré ; de Belloy, évêque de Marseille avait dû se cacher ; Dulau, archevêque d'Arles, avait été enveloppé dans les massacres de septembre. Quant aux évêques constitutionnels, Roux, des Bouches-du-Rhône, avait été guillotiné à Marseille le 16 germinal an II et son successeur, Aubert, vivait misérable ; Rigouard, du Var, mort en l'an VIII, n'avait pas été remplacé.

Malgré la ferveur subsistant dans une portion de la population, à la fin du régime du Directoire, en Provence comme ailleurs on pouvait vérifier l'exactitude du jugement de Consalvi : « Le peuple... est indifférent dans sa plus grande partie : il l'est entièrement dans les villes, en partie dans les campagnes. » Français de Nantes, envoyé en mission dans cette région après le 18 brumaire, écrivait : « Avignon et Aix sont les seules villes où les prêtres ont une grande influence. Il n'en est pas question à Marseille, et à Toulon il n'y a aucun prêtre ni aucun culte d'aucune espèce. »

Cependant les germes de la foi étaient si vivaces qu'il allait

suffire de la tolérance du gouvernement consulaire pour que la piété reprit un puissant essor ¹.

II

Bonaparte voulait en effet, dès le 18 brumaire, la disparition des troubles religieux par l'établissement de la tolérance.

Mais ses agents dans les Bouches-du-Rhône et le Var étaient-ils disposés à servir cette politique et l'état des esprits rendait-il aisée cette orientation nouvelle ?

Les Bouches-du-Rhône comprenaient alors les trois arrondissements de Marseille, Aix, Tarascon, Marseille ayant remplacé Aix comme chef-lieu ². Le préfet était Charles Delacroix dont le fils fut le grand peintre Eugène Delacroix. Charles Delacroix, ex-conventionnel régicide, ministre des Relations extérieures sous le Directoire, ambassadeur à La Haye, avait été nommé le 11 ventôse an VIII dans les Bouches-du-Rhône (2 mars 1800). Il devait laisser dans ce département la réputation d'un grand administrateur ; il avait connu M. de Cicé au temps de leur commune jeunesse ; de son passage dans la diplomatie il gardait en tout « une mesure, une dignité parfaites ». Mais il avait de tout temps montré « des principes très opposés à l'exercice de la religion chrétienne » et l'on se demandait, à Marseille, s'il avait fait baptiser ses enfants. Girard, secrétaire général

1. Cf. la *France ecclésiastique* de 1788, la Bulle de circonscription des diocèses publiée par Caprara ; l'*Annuaire du diocèse d'Aix pour l'an XII*. Aix et Marseille, in-12 ; Viguier, *Les débuts de la Révolution en Provence*, Paris, 1894, in-8, p. 269 ; Chassin, *Les Cahiers des curés*, p. 203 sur l'opposition du bas clergé au haut clergé ; Latreille, *L'opposition religieuse au Concordat* ; Fournier et Saint Yves, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*, Paris, 1899, in-8, p. 313-322 ; Antoine Bernard, *Le 18 fructidor à Marseille*, dans la *Révolution française*, t. XLI, p. 208.

Aubert (Jean-Baptiste-Siméon), né et mort à Fontvieille, 1731-1816, moine augustin à Toulouse, professeur de théologie à Aix, 4^e vicaire épiscopal de son prédécesseur Roux, lui succède le 10 floréal an VI. Sur lui, sur Roux, sur Rigouard voir Pisani, *Répertoire biographique de l'Episcopat constitutionnel*, déjà cité, p. 323, 325, 351. Le rapport de François de Nantes est dans Rocquain, *L'Etat de la France au 18 brumaire*, Paris, 1874, in-12, p. 22. Voir la citation de Consalvi dans E. Ollivier, *Nouveau manuel de droit ecclésiastique français*, Paris, 1886, in-8, p. 528. Nous reparlerons d'Aubert.

2. Loi du 28 pluviôse an VIII ; Arrêté consulaire du 17 ventôse.

de la préfecture, protestant de religion, se montrait un subalterne épris de conciliation jusqu'à l'extrême ¹. Le sous-préfet d'Aix, Pierre-François Vernet, avait le tort d'être du pays, d'y avoir joué un rôle comme fonctionnaire sous le Directoire et d'être « abhorré de tout ce qui n'était pas exalté ² ». Celui de Tarascon, Jean-François Paris, naguère employé par le Directoire dans les Iles Ioniennes, par suite de passé moins suspect, ne trouvait point grâce aux yeux des royalistes ³.

Mais le personnage le moins capable de s'adapter à la politique nouvelle du gouvernement était précisément celui dont la tâche demandait le plus de doigté et de discrétion. La loi du 28 pluviôse an VIII avait confié la direction de la police, dans les villes de plus de 100.000 âmes, Lyon, Marseille, Bordeaux, à un commissaire général de police et le titulaire de ce poste à Marseille, l'ex-conventionnel Lecointe-Puyraveau, était un anti-clérical fougueux ⁴. Le général Cervoni, commandant la 8^e division militaire, un vétéran de l'armée d'Italie, avait en l'an VI

1. Delacroix de Constant (Charles), né en 1741 à Givry (Marne), mort à Bordeaux en 1805. Avocat en 1789, administrateur de la Marne, conventionnel de la Marne, élu de la Marne aux Anciens le 23 vendémiaire an IV, ministre des Relations extérieures du 14 brumaire suivant, remplacé par Talleyrand le 28 messidor an V et nommé ambassadeur à la Haye (*Dict. des Parl.*). Sur lui voir *Marseille depuis 1789 jusqu'en 1815 par un vieux Marseillais* (Lautard), Marseille, 1844, 2 vol. in-8. t. II, p. 183. Voir plus loin ce qu'en dira Thibaudeau. Voir aussi abbé Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 387 ; Arch. nat., A Frv 1052 : Fournier-Saint-Yves, p. 26-30. Girard (François-Henri-Joseph), né à Marseille en 1763, employé au ministère de l'Intérieur, secrétaire général de 1802 à 1811, député au Corps législatif de 1811 à 1815, mort en 1854 (Castre, *Le Conseil général des Bouches-du-Rhône*, Marseille, 1912, in-8, p. 315).

2. Arch. nat., A Frv 1052 ; Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 59.

3. Paris (Jean-François d'après Fournier, *op. cit.*, p. 62 ; Jean-Joseph d'après E. Castre, *op. cit.*, p. 298), né à Marseille en 1764, négociant dans le Levant, secrétaire général de la Commission du Directoire exécutif dans les départements de Corcyre, Ithaque et mer Egée, sous-préfet de Tarascon du 18 germinal an VIII, y reste jusque 1815. Arles est dans l'arrondissement de Tarascon.

4. Lecointe-Puyraveau (Michel-Mathieu). Né à Saint-Maixent (Deux-Sèvres) en 1764, mort à Ixelles-lès-Bruxelles en 1827. Homme de loi, administrateur des Deux-Sèvres, élu par ce département à la Législative, puis à la Convention ; régicide. Réélu aux-Cinq-Cents en l'an IV, et après un échec en l'an V, réélu en l'an VI. Membre du Tribunat le 5 nivôse an VIII, commissaire général à Marseille en l'an X. Retraité sous l'Empire, rétabli avec Lyon pour résidence aux 100 Jours. Exilé ensuite (*Dic. des Parl.*). Sur le rôle du commissaire général de police, tout à fait analogue à celui du préfet de police de Paris, voir Thibaudeau, *Mémoires*, p. 354 et Madelin, *Fouché*, p. 290 et 472.

occupé les états pontificaux et se faisait gloire de la réputation, usurpée du reste, d'avoir opéré l'arrestation du pape Pie VI. Susceptible, méprisant tout ce qui n'était pas militaire, « républicain et mécontent », il « affichait l'irreligion, la vue d'une soutane excitait sa bile » et il « entretenait cet esprit parmi ses subordonnés ¹ ».

Dans le Var, le préfet Antoine Joseph Fauchet, l'ancien ministre de France aux Etats-Unis, moins marqué que Delacroix par son passé, sauf à la fin du Directoire où il s'était affilié aux derniers Jacobins, personnage réservé, clairvoyant, se montrait partisan de la manière forte vis-à-vis des populations et très à cheval sur les droits du pouvoir laïque. Mais, plus que Delacroix, il savait dissimuler une réelle intransigeance sous l'aménité des manières et les tempéraments opportuns ². En outre le département du Var était tellement hostile à l'Eglise que les chefs du clergé devaient toujours être obligés d'en ménager le préfet. Les sous-préfets Philibert de Saint-Julien à Brignolles, Bain fils à Grasse n'étaient point d'antécédents inquiétants pour les âmes pieuses. Sènès le jeune, sous-préfet de Toulon, avait été procureur-syndic du district de

1. Cervoni (Jean-Baptiste), né à Soiria en Sardaigne, retiré du service de la France, y revint en 1792. Sous-lieutenant de cavalerie d'abord, général de brigade après le siège de Toulon. Sur lui voir *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, Paris, 1831, 8 vol. in-8, t. VII, p. 221 et Thibaudeau, *Mémoires*, p. 84. Sur son rôle à Rome, voir Consalvi, *Mémoires*, Paris, 1864, 2 vol. in-8. Reprendra du service actif en 1809 ; tué à Eckmühl.

2. Fauchet (Joseph). Né à Saint-Quentin en 1761 ; mort à Paris, en 1834. Avocat à Paris, secrétaire général de la mairie de Paris, ministre aux États-Unis en 1793, membre de la Société de la salle du Manège du 18 messidor au 28 thermidor an VIII (Aulard, *Études et leçons sur la Révolution française*, Paris, 7^e série, 1913, in-8, p. 93.) Préfet du Var du 11 ventôse an VIII, de la Gironde du 16 frimaire an XIV, de l'Arno en 1809, baron, membre de la Chambre des 100 Jours et préfet de la Gironde, dans la retraite ensuite (*Dict. des Parl.*). Son portrait au musée de Draguignan est celui d'un homme énergique, méfiant. Il écrit le 25 fructidor an XIII, à propos de l'éventualité de troubles : « si la force ne se montre pas en même temps que le délit ici, la punition devient presque nulle : il faut du spectacle et de l'appareil aux yeux du peuple de ces contrées » ; et il demande « la permission de faire enlever tous les délinquants sans distinction. Je serai en quelque sorte le premier instructeur de ces affaires, et je jugerai s'il y a lieu à les renvoyer après quelques jours de prison ou à les faire comparaître devant un tribunal ». (Registre de correspondance secrète de l'an XIII, aux Archives du Var.)

Toulon et accusé de terrorisme ¹. Un commissaire général de police, Caillemer fut établi à Toulon le 11 thermidor an XI. Calme, réservé, énergique peut-être plus en apparence qu'en réalité d'après Fauchet, il montrait une correction imperturbable en toutes choses. Sous les ordres de Caillemer, Antiboul, magistrat de sûreté à Toulon, bien que frère d'un conventionnel guillotiné pour fédéralisme, se montrait ardent jacobin ².

Les maires et adjoints étaient nommés par le préfet et, dans les communes de plus de 5.000 âmes, par le gouvernement sur les indications des préfets. Maires et adjoints des Bouches-du-Rhône et du Var n'étaient donc point inféodés au clergé. Certains même allaient plus loin : les maires des trois municipalités entre lesquelles Marseille était partagé, surtout l'ex-conventionnel Omer Granet auquel on imputait « l'athéisme le plus révoltant » ; le maire d'Aix, Brignon, ses adjoints « pires que le sous-préfet » au dire des dévôts ; les maires de La Ciotat, Aubagne, Saint-Rémy, etc. Dans le Var, le maire de Toulon, Boisselin, était un ancien clubiste, à la vérité très souvent appelé au dehors

1. Sur eux, voir Salvarelli, *Lès administrateurs du département du Var* (1790-1897), Draguignan, 1897, in-8.

Senès (Jean-Baptiste-Pierre), né à Toulon en 1757, avocat en 1789, procureur de la commune, agent national du district de Toulon, notaire, nommé sous-préfet en floréal an VIII jusque février 1806. Député alors au Corps législatif pour le Var jusqu'en 1810. Représentant aux Cent Jours (*Dict. des Parl.*).

Philibert (Thomas), dit Philibert de Saint-Julien, né à Saint-Julien le Montagnier en 1743. Homme de loi à Saint-Julien, administrateur du département en 1791, député du Var à la Législative, sous-préfet de Brignoles du 6 floréal an VIII, mort en fonctions en 1804.

2. Caillemer (Charles-François-Louis), de Carentan (Manche), 1757-1843. Avocat, président de l'administration centrale du département de la Manche, député de la Manche aux Anciens en l'an VII, rallié à Bonaparte, admis le 4 nivôse an VIII au Tribunat, nommé le 20 prairial an XI commissaire général à Toulon, y resta jusqu'au 27 avril 1814. Lieutenant général de police à Rennes aux Cent jours. Son petit neveu, M. E. Caillemer, doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lyon, nous avait promis communication de ses papiers, mais a été empêché par la mort de tenir sa promesse. Voir *Dict. des Parl.* et Oct. Teissier, *Chroniques toulonnaises. Histoire de quelques rues*. Caillemer avait été précédé à Toulon par l'ancien conventionnel Pérard, nommé le 4 fructidor an VIII, mais qui ne fit que passer (F. Le Lorraix. Un conventionnel désabusé, dans *Feuilles d'histoire*, t. II, 1913, p. 414).

Antiboul, substitut du commissaire du gouvernement. Sur lui, voir *Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan*, 1902-1903, p. LXVII.

par son négoce ; les maires de Saint-Tropez, Grasse, etc., montraient la même antipathie pour le clergé ¹.

En Provence, la vie municipale ayant toujours passionné les esprits, la question religieuse étant de celles qui prennent plus d'acuité dans le cercle restreint d'une commune, les dispositions anticléricales de nombre de municipalités devaient donc soulever des difficultés.

Les conseils généraux, à la nomination du pouvoir comme les municipalités, ne comptaient encore parmi leurs membres que des hommes ayant donné des gages à la Révolution ².

Les fonctionnaires étaient ainsi peu capables par eux-mêmes d'opérer l'apaisement. Ajoutons qu'ils se trouvaient appelés à régir des populations dans lesquelles la minorité de gauche et la minorité de droite également étaient, de longue date, habituées à tous les excès. Le personnel qui sous la Terreur avait peuplé les administrations et les clubs et déshonoré la cause républicaine par ses violences et concussions, prétendait garder le pouvoir pour en conserver les profits. Toulon dont la Convention, après la trahison des royalistes, avait fait une colonie révolutionnaire en y appelant des ouvriers et des démocrates de toute la France, Toulon était la ville des scandales : « Pouvoir, argent, voilà la frénésie du plus grand nombre des citoyens de cette ville, vraiment extraordinaire et par sa composition et par les passions qui y sont constamment en ébullition. » A l'opposé, les royalistes, renforcés d'une foule d'émigrés rentrés plus ou moins légalement, pratiquaient la restitution de leurs biens aliénés au moyen de l'assassinat et du brigandage et ils étalaient ouvertement leurs appétits de vengeances.

Toute réunion un peu nombreuse, notamment les Romérages

1. Voir sur les maires de Marseille Thibaudeau, *Mémoires*, p. 181, Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 140, 398 ; E. Castre, *op. cit.*, p. 253-256 ss. Rapport sur Marseille aux Arch. nat., A Fiv, 1052. Un état des maires de l'an XII se trouve dans l'*Annuaire du diocèse d'Aix* de cette même année. Voir pour les maires du Var le même ouvrage ; Salvarelli, *op. cit.*, *passim* et la suite de notre exposé.

2. Voir sur les conseils généraux Fournier-Saint-Yves, Castre et Salvarelli. Figurent dans le conseil des Bouches-du-Rhône Jauffret-Dauphin, Honoré Martin, Louis-Joseph Milliard, Olivier, Rassis, Ricard, qui ont occupé des postes dans l'administration sous la Révolution, Natoire ex-membre des Cinq Cents ; dans le Conseil du Var, Raynouard, l'auteur des *Templiers*, Hernandez ex membre des Cinq Cents, etc.

ou fêtes de village, était prétexte à rixes et à crimes politiques. La stagnation de l'industrie et du commerce, le malaise pesant sur l'agriculture, fournissaient au banditisme l'appoint de nombreux chômeurs.

Par contre la bourgeoisie déprimée par les révolutions successives et par la crise économique, lassée de tous les régimes, se montrait impuissante à faire prédominer un tiers parti, à soutenir la cause de l'ordre. C'est elle du reste que visait Siméon, un Provençal pourtant, quand il écrivait : « Il n'y a pas plus d'esprit public à Marseille qu'à Aix ; peut-être y en a-t-il encore moins. Il y a dans tous ces pays-là beaucoup du caractère apathique des Italiens, une vivacité du moment, incapable d'une résolution forte et constante ¹. »

Qu'on se représente enfin les bourgades de Provence, telles qu'elles sont encore aujourd'hui, ces localités où tout le monde se connaît, où la paresse, l'oisiveté pratiquées le plus possible multiplient les longues flâneries, les conversations sans but, conversations au cours desquelles des imaginations ardentes et des passions très vives, amplifient racontars, rumeurs, médisances et calomnies.

Aussi de toutes parts les dénonciations et récriminations viennent assaillir le gouvernement. D'Arles, on dénonce les royalistes qui « n'ont voulu et ne veulent de places que pour opprimer tous ceux qui ne partagent pas leurs opinions, se prétendant sans cesse opprimés quand ils ne peuvent devenir oppresseurs », qui, à la nouvelle du 18 brumaire, éclatèrent en vociférations, en insultes aux autorités, jusqu'à ce que « le résultat de la journée eût déçu leurs espérances ». D'autre part Servan, l'ancien avocat général au Parlement de Grenoble retiré en Provence et réactionnaire violent, Siméon jadis avocat et professeur à Aix, naguère fructidorisé, maintenant membre du Tribunat, mais

1. Cf. Aulard : *L'État de la France en l'an VIII et en l'an IX*, Paris, 1897, in-8, p. 10, 27, 28, notamment. Arch. nat., F¹¹¹ Bouches-du-Rhône, 7 et F⁷ 8415 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, séance du Conseil général du 12 thermidor, an VIII. Sur Toulon en particulier, et sa colonie révolutionnaire, v. notre livre sur *Le conventionnel Jeanbon Saint-André* (Paris, 1901, 2 v., gr. in-8, chapitre XX), lettres du préfet du 30 messidor et 24 fructidor an XIII (Registre de correspondance de la police secrète. Arch. du Var). *Mémoires de Thibeau*, p. 184. Le 15 germinal an IX, le maire d'Eyragues, André Mouchet, est assassiné pour motifs politiques. (E. Castre, *op. cit.*, p. 325.)

demeuré d'accointances royalistes, adressent aux Consuls des notes qui se résument ainsi. « Il n'y a point eu de 18 brumaire pour les Bouches-du-Rhône, du moins quant aux administrations ».

Bonaparte ébranlé charge Le Brun d'un rapport sur la question. Le Brun répond qu'il est bien « difficile d'asseoir son jugement sur les gens de ce pays-là », et reconnaît que le sous-préfet d'Aix est à remplacer, que Delacroix « a commencé par s'abandonner » à l'impulsion des Jacobins ; mais Delacroix, ajoute-t-il, « va mieux, aujourd'hui qu'il connaît le véritable esprit du gouvernement ». Français de Nantes, très optimiste sur Marseille, car il déclarait que les partis y étaient « assoupis et sans espérance », n'en proposait pas moins une hécatombe de fonctionnaires.

Sur ce le sous-préfet d'Aix fut remplacé par Aubert, sous-préfet de Largentière, Lecointe-Puyraveau par Permon dont nous reparlerons et le maire d'Aix, Brignon, par François Sallier. Siméon voulait bien davantage, proposait par exemple comme maire d'Aix un de ses propres amis, le citoyen Dubreuil, lequel venait d'être rayé de la liste des émigrés. Tant de prétentions provoquaient l'humeur du ministre de l'intérieur Chaptal. Il répondait sèchement : « Toute autre destitution serait une espèce de réaction et une véritable injustice ¹. »

1. Lettres de Servan et de Siméon aux Arch. nat., F¹⁶III, Bouches-du-Rhône, 7; AFIV 1052. Servan écrit à Siméon : « vos infortunés compatriotes ne comptent plus que sur le citoyen Portalis et vous. » Servan (Joseph-Michel-Antoine), 1737-1807, quitte le Parlement de Grenoble en 1772, refuse la députation aux États Généraux en 1789, émigré en 1792, vit à Roussel (Bouches-du-Rhône). Elu au Sénat le 18 frimaire an XII, député des Bouches-du-Rhône au Corps législatif (*Dict. des Parl.*). Siméon (Joseph-Jérôme, comte), né à Aix, en 1749, mort à Paris, en 1842; professeur de droit à l'Université d'Aix, procureur syndic du département en 1793, mis hors la loi comme fédéraliste, émigré en Italie, rentré en l'an III, député des Bouches-du-Rhône aux Cinq-Cents. Entré au Tribunal le 8 floréal an VIII, fit le rapport sur le Concordat devant cette Assemblée ; conseiller d'État, ministre de l'Intérieur en Westphalie. Sert les gouvernements de la 1^{re} Restauration, des 100 Jours, de la 2^e Restauration où il occupe le ministère de l'Intérieur dans le second cabinet Richelieu. Rallié à Louis-Philippe, président de la cour des comptes de 1837 à 1839. Thibaudeau, dans ses *Mémoires*, soutient Servan (p. 100 et 204) et Siméon (p. 19 et *passim*) qui est son patron. Il lui échappe pourtant de dire : « Siméon laissait percer son extrême indulgence pour les émigrés. » Voir la réponse de Lebrun aux Arch. nat., AFIV 1052. Voir Rocquain, *op. cit.*, p. 9, sur le rapport Français de Nantes et Bonaparte

III

On ne s'étonnera donc pas qu'une agitation extrême se soit développée chez les esprits religieux en Provence, du 18 brumaire, à la conclusion du Concordat. La tolérance officielle encourageait la foi à se manifester et même à reconquérir son empire, et les autorités s'inquiétaient de cet essor. Les ecclésiastiques n'étaient pas nombreux dans le pays, mais comme ailleurs divisés en deux clans irréductibles : insermentés, assermentés, et la force d'organisation, le prosélytisme résidaient surtout chez les premiers. L'abbé Reimonet, revenu d'émigration à Marseille en juin 1793, traqué sous la Terreur, traqué après fructidor, n'en avait pas moins évangélisé les Bouches-du-Rhône et le Var : la tolérance établie lui donnait un nouvel élan. Un arrêté des Consuls du 7 nivôse an VIII (28 décembre 1799) confirmant aux citoyens de tout culte les édifices dont ils avaient acquis la possession pour l'exercice de leur religion, trois églises sur onze étaient ouvertes dans Marseille le 24 messidor suivant (13 juillet 1800) ; quatre-vingt-trois prêtres y exerçaient, la plupart d'ailleurs « à la sourdine ». Trente-huit seulement des cent neuf communes du département étaient dépourvues de prêtres à cette même date. Le culte n'y était pratiqué qu'à l'intérieur des églises, mais trois-cent-quarante-et-un prêtres le célébraient.

L'instruction, complètement anéantie pendant la Révolution, renaissait également par le moyen de prêtres et d'anciennes religieuses, « de sorte que l'ancien ordre de choses à cet égard est revenu », pouvait-on dire.

Mais c'était aux réfractaires qu'allaient les bourgeois marseillais ; « les habitants de la classe indigente, religieux par habitude », faisaient comme les bourgeois. A Aix, l'évêque consti-

à Chaptal, 11 fructidor an IX (n° 5717 de la *Correspondance générale*). Sur Aubert (Jean-François-Philibert), nommé le 13 fructidor an IX, né à Paris, homme de loi, sous-préfet d'abord dans l'Escaut, voir Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 59. Portalis a pour Aubert la plus grande estime (Arch. Nat., F¹³ bis + 72, n° 126). Sur Sallier, voir Fournier et Saint-Yves, p. 140.

tutionnel, « très respectable par ses mœurs et la sagesse de son patriotisme », n'avait pas « la trentième partie de la population ». Seuls les insermentés pouvaient réparer les édifices du culte, leurs adversaires n'ayant pas « des disciples assez riches pour se montrer si grandement ».

Le prosélytisme ardent de ce clergé insermenté soulevait les colères des révolutionnaires. Lecointe-Puyraveau qui avait « vu de près la Vendée » écrivait : « il n'est point de jour où l'on ne vienne me demander des ouvertures d'église ou de chapelle... C'en est fait des décades, les dimanches l'emportent et les noirs partisans de la division par sept chantent leur triomphe. » Il écrivait aussi : « tout est mode en France et celle des prêtres semble revenir » et « déjà, l'on n'est plus reçu dans de *bonnes maisons* à moins qu'on ait assisté à la messe... Avec un habit noir ou brun, le cou penché et le chapeau rond, l'on est presque sûr de réussir ».

Dans les campagnes, les fêtes de Noël de 1801 furent « célébrées avec un zèle extraordinaire ¹ ».

Déjà la ferveur religieuse ne pouvait plus se contenir dans les formes légales, c'est-à-dire renoncer à tout signe extérieur, se contenter du culte privé et des contributions volontaires des fidèles. Les administrateurs de l'hospice de Marseille autorisaient la procession de la Fête-Dieu dans les cours et salles de l'établissement, et Delacroix était obligé de leur rappeler que l'hôpital placé « dans un port où abordent cent peuples divers,

1. Voir H. Abel, *Un prêtre pendant la persécution de l'Eglise de France ou quelques traits de la vie de l'abbé Gabriel-Bernard-Nazaire Reimonet... mort à Marseille le 24 mars 1803*. Marseille, 1846, in-8° (1 ex. à la Bibl. de Marseille).

Né au Beausset le 28 juillet 1765, prêtre à Marseille en 1789, Reimonet est vicaire insermenté à Saint-Augustin ; déporté à Nice en juillet 1792 ; reçoit de Rome le titre de vicaire général de Marseille, Aix, Fréjus, Toulon ; rentre à Marseille déguisé, y exerce le culte en secret et bénit comme tel le mariage de Julie Clary et de Joseph Bonaparte.

Les trois églises ouvertes à Marseille sont les Carmes, Saint-Martin, Saint-Augustin. Vingt-cinq des églises de Marseille avaient été détruites sous la Révolution (Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 32). L'abbé Vigne a rouvert les Carmes en mai 1800 et y a transporté les reliques de la Major qu'il avait conservées (Bousquet. *La Major, cathédrale de Marseille*. Marseille, 1857, in-8°). Voir Fournier et Saint-Yves, p. 20 et 317 ss ; Rocquain, *op. cit.*, p. 28. Voir sur la renaissance du culte les rapports de Lecointe aux Arch. Nat., F⁷ 7768 ; F¹⁶ m Bouches-du-Rhône 11 ; F⁷, 3659^b.

peut chaque jour recevoir des malades d'une religion opposée au culte catholique ». Lecoïnte s'opposait à la sortie de la procession dans Marseille même : « la sainte cohorte est bien venue mettre le nez à l'air, mais aussitôt elle est rentrée », signalait-il. Le curé des Pennes, dans la banlieue de Marseille, ayant fait la procession dans les rues, une instruction était ouverte contre lui : le curé reconnaissait « que cet acte était contraire à une loi positive » ; mais « le peuple l'y a forcé », déclarait-il. A Saint-Rémy le clergé insermenté frappait les familles d'une taxe de six à cinquante francs pour les frais du culte, et la faisait lever jusque dans les maisons. Quand l'autorisation d'ouvrir une chapelle n'était pas donnée, les particuliers établissaient cette chapelle dans leur domicile et la faisaient desservir par un prêtre insermenté.

Naturellement le zèle des fidèles et prêtres catholiques romains s'exerçait contre leurs rivaux de l'église constitutionnelle couramment traités de schismatiques, impies, hérétiques. La discorde croissait dans les familles. Du reste, des administrateurs du genre de Lecoïnte-Puyraveau ne pouvaient ramener l'apaisement. Le maire d'Aix, d'après Siméon, avait demandé « la déportation arbitraire d'un prêtre sage nommé Florent », en faveur duquel heureusement s'était interposé Français de Nantes qui en avait été « très content au cours de sa mission ». Nous verrons que l'abbé Florens, grand vicaire de Du Belloy au temps de la Terreur, exalté alors par la persécution, ne sera pas des plus réservées, une fois devenu grand vicaire de M. de Cicé. Mais la même municipalité d'Aix, prétendait exiger que les églises dont elle concédait la réouverture fussent accessibles à tous les cultes.

Le clergé insermenté en arrivait à combattre le gouvernement consulaire. A Marseille un capucin avait fait abattre un arbre de la Liberté planté à la porte de l'église des Augustins : cet arbre d'après lui, « effarouchait la plupart des fidèles et les empêchait d'entrer » ; il avait même ensuite fait scier cet arbre dans l'église. Les prêtres revenus d'émigration prêchaient le royalisme, et les plus dévôts des fidèles étaient les royalistes.

1. Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 328-344 ; Arch. Nat., F¹³ 335 et les cartons indiqués dans la note précédente ; sur l'affaire Florens, voir Arch. Nat., AF^{IV} 1052.

Dans le Var la torpeur subsistait encore et la Noël de l'an VIII n'était marquée de manifestations que dans la commune de Saint-Julien le Montagnier, où les femmes attroupées insultèrent la municipalité, enfoncèrent les portes du clocher et sonnèrent les cloches. Néanmoins dès prairial an IX le préfet Fauchet écrivait : « Les temps sont bien changés ; il est douloureux d'avoir à remarquer que la tolérance du gouvernement pourra causer de grands malheurs dans ces contrées. Dans beaucoup de communes où sont rentrés des ministres du culte, déjà la discorde fermente... C'est dans le sein des familles, c'est sur les consciences qu'ils exercent leur secret empire. »

L'administration craignit des troubles à Toulon pour le 14 juillet 1801. Les fêtes patronales « depuis longtemps oubliées », ressuscitèrent.

A celle de La Seyne, on représenta une pièce : *Sainte-Genève*, tirée de l'Écriture Sainte : la haute société de Toulon s'y transporta avec, en tête, le préfet maritime, amiral Vence, et sa femme. Le préfet maritime, écrivait malignement un rapport de police, « a été fêté autant que la sainte de la paroisse ; cela n'est pas extraordinaire ; les marins qui forment une grande partie de la population de La Seyne ont espéré qu'en flattant le préfet maritime il tomberait enfin quelque argent dont ils ont grand besoin ». Sur quoi le ministre de l'Intérieur invitait son collègue de la marine à rappeler l'amiral aux principes de neutralité.

A Collobrières, l'arbre de la Liberté fut abattu. A Saint-Tropez, processionnellement, lors de la fête patronale on « sortit le saint de la paroisse malgré les arrêtés du gouvernement ». Il faut avouer cependant qu'on avait « déguisé le saint en général ». Il est vrai aussi que là comme aux Pennes, si le clergé n'avait pas voulu se prêter à processionner, c'est à lui-même que les fidèles s'en seraient pris. A La Cadière, au Beausset, à Olivioules, surtout dans la première de ces communes où le prêtre avait fait en chaire un sermon véhément, « sans la prudence du sous-préfet, les dévôts célébraient diversement la fête patronale et se battaient entre eux pour leurs saints ¹ ».

1. Arch. Nat., F19 bis + 72 (Lettres du Conseiller d'État chargé des cultes aux autorités) lettres n° 176, 203, 251 au sous-préfet d'Aix, aux préfets des Bouches-

Sur ces foyers d'agitation vint tomber à la fin de l'an IX, la nouvelle de la conclusion du Concordat. Quelles pouvaient en être les stipulations? Pour les uns, la religion allait « être réhabilitée telle qu'elle était sous la monarchie » ; d'autres, « plus exaltés », se proposaient de déclarer « le Pape schismatique pour avoir traité avec le gouvernement français ». Beaucoup de prêtres rentrèrent sans autorisation. A Aix des rassemblements clandestins suggéraient au maire une demande d'emploi de la force armée pour les dissiper : « le coin noir, disait-il au sous-préfet, exhume tous les matins, de ses rêveries mensongères et calomnieuses de lâches bulletins ». Le nouveau sous-préfet prudemment répondait qu'il y aurait inconvénient à user d'une sévérité imprévue, après la longue tolérance dont on avait joui et Delacroix l'approuvait.

Pour avoir une idée des violences de langage déjà permises, il faut lire les *Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII^e siècle*, relatant la persécution sous la Révolution en Provence et dus à l'abbé Jauffret, prêtre dont Napoléon nonobstant fera un évêque de Metz.

Ce n'étaient pas là les seuls motifs d'effervescence. Les prêtres non soumissionnaires prêchaient l'obéissance à l'évêque de Toulon, Castellane-Mazaugue. Reimonet condamné par Mgr du Belloy, pourchassé par la police pour avoir fait abandonner par un ancien prêtre marié femme et enfants, Reimonet restait insaisissable et influent. Par contre le Concordat suscitait la colère des prêtres assermentés et de leur clientèle ¹.

L'épuration des autorités ordonnée par Bonaparte fut un premier élément de conciliation. Cette conciliation fit un progrès marqué lorsque à la place de Lecointe-Puyraveau fut

du-Rhône et du Var), F^{1c} III, Var 6 ; F¹ 3693³ ; F^{1c} III, Var 11 ; F¹⁹ 479 ; F¹ 8495.

Le préfet maritime, amiral Vence, était né à Marseille en 1747 ; corsaire durant la guerre d'Amérique ; lieutenant de frégate ; disgracié en 1780, capitaine de vaisseau et commandant d'une division dans la Méditerranée en 1793, contre-amiral en 1794 ; commandant des armes à Toulon en 1797, préfet maritime de 1800 à 1803 (Maurice Loir, *Jean-Gaspard Vence*, Paris, 1894, gd-in 4).

1. *Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII^e siècle* anonyme, Paris, an XI, 1803, 2 vol., in-8 (voir notamment, t. II, p. 173 et 390), Jauffret administra alors le diocèse officieusement ; Arch. nat., F^{1c} III, Bouches-du-Rhône 11 ; Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 369-370 ; *Vie de Reimonet*, déjà citée et Arch. nat., F¹ 7768 sur la chasse que lui donne la police.

nommé commissaire général de police à Marseille M. de Permon. Se prétendant de la famille byzantine de Comnène, en tout cas frère de M^{me} Junot, ami du général Cervoni, M. de Permon, lettré, artiste, courtois, avait toute l'éducation requise pour traiter les affaires avec Mgr de Cicé et les personnages datant de l'Ancien Régime. Il n'en conservait pas moins l'esprit avisé, la méfiance constante exigée par Fouché des hauts fonctionnaires de ses services ¹.

L'accueil favorable que firent les populations provençales et les Marseillais eux-mêmes au Consulat à vie, cet accueil fut la preuve que l'évolution du gouvernement était vue avec sympathie dans cette région ².

1. Sur Permon, voir *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, sa sœur, éd. de 1832 (t. I^{er}, *passim*; t. II, p. 46, 79; t. III, p. 260, 262; t. VI, p. 71) et Thibaut : *Mémoires*, p. 85, 354, 372. Fils de M. de Permon titulaire d'un office de finances à Montpellier et d'une Comnène (?) originaire de Corse et très liée avec les Bonaparte, vécut à Paris sous la Terreur, faillit épouser Pauline (?); chargé de fonctions administratives en Italie sous le Directoire; mêlé en 1800 à des affaires de banque, rallié dès le 18 brumaire; en congé en 1811, disgracié en 1813 par Savary qui poursuit en lui une créature de Fouché. Il a entre temps discouru à l'Académie de Marseille (Quérard : *France littéraire*, t. VII, p. 55). Sous la Restauration, lieutenant de police à Strasbourg, puis de 1817 à 1822 à Lyon, décoré alors à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux. (Nous avons fait cette notice nous-même, surtout à l'aide des *Mémoires d'Abrantès* qui ne précisent pas de dates.) Un abbé de Comnène sans doute parent de Permon, sera nommé chanoine honoraire d'Aix par M. de Cicé (Arch. nat., F¹⁹ bis + 67 n° 5288).

2. « Les registres pour la négative ne contiennent qu'un seul vote. » (Rapport, du 7 prairial an X aux Arch. nat., F⁷ 7768.)

CHAPITRE III

Vues générales sur la politique ecclésiastique de Mgr de Cicé en Provence

I

Quel allait être le rôle de Mgr de Cicé à l'archevêché d'Aix ? Pour répondre à cette question il faut examiner d'abord le parti que l'Eglise devait tirer du Concordat.

Le Concordat ne reconstituait pas le catholicisme comme religion exclusive de l'Etat ; par suite il maintenait la sécularisation de l'Etat réalisée par la Révolution. Mais le Concordat restaurait l'association qui, durant des siècles, avait uni l'Etat et l'Eglise catholique, dans le but de gouverner de concert, et en se prêtant un mutuel appui ; par suite l'Etat redevenait, suivant le mot de M. Aulard, « mi-laïque, mi-clérical » comme par le passé ¹.

Naturellement chacun des deux contractants, le Premier Consul et le Pape, avait essayé de poursuivre aux dépens de l'autre son propre avantage. Mais chacun des deux ayant trouvé dans son partenaire un stratégiste de sa force, le contrat avait partagé à peu près également les avantages, si bien que le Premier Consul avait jugé indispensable d'ajouter au Concordat les Articles Organiques, lesquels étaient, on le sait, tout au profit de l'Etat.

Même ainsi renforcée, la domination de l'Etat sur l'Eglise ne devait-être que ce que la ferait l'action politique du chef de l'Etat et de ses agents. Le sens du Concordat demeurerait équi-

¹ E. Ollivier, *Nouveau manuel du droit ecclésiastique*, p. 511 ; Aulard : *Histoire politique de la Révolution française*, Paris, édition de 1901, in-4. p. 743.

voque, ambiguë : il ne pouvait devenir nettement favorable à l'action de l'Etat sur l'Eglise que si l'Etat en poursuivait l'application, la mise en pratique, dans un esprit résolument laïque et fidèle à ses ambitions temporelles.

Sans doute le Concordat de 1801 donnait à l'Etat barre sur l'Eglise. Ce Concordat n'était point conforme à celui que la papauté souhaite de voir adopter partout. La religion catholique seule admise, la liberté absolue pour le pape de communiquer avec les clercs et les fidèles, les adversaires de l'Eglise combattus par l'Etat et le prosélytisme du clergé soutenu par l'Etat ; le droit de juridiction de l'Eglise sur ses membres et par ses tribunaux, tout cela ne se trouve point dans le Concordat de 1801. De plus M. Debidour a montré que par ce Concordat le clergé était bien plus tenu que par toutes les lois de la Révolution¹. Enfin l'œuvre de la Révolution était conservée vis-à-vis du clergé. Le clergé, jadis premier ordre et ordre privilégié dans un Etat aristocratique et monarchique, investi du monopole de l'éducation et de l'assistance, chargé par la royauté de la surveillance des esprits, fort de ses nombreuses congrégations, puissant vis-à-vis de l'Etat même par une organisation autonome et par l'appui du Souverain Pontife, riche de biens immenses, le clergé se voyait maintenant dépouillé de tout privilège et de toute autre fonction que le culte, veuf de toute congrégation, privé de toute administration autonome, surveillé jusque dans ses relations avec Rome, chichement salarié. Ce n'était plus qu'une des catégories de fonctionnaires de l'Etat napoléonien.

En outre, à ces fonctionnaires ayant pour attribution le service du culte il devenait difficile d'élargir leur domaine. On n'était plus au temps où la confusion et l'indétermination des pouvoirs facilitaient les incursions de l'autorité ecclésiastique sur tous les terrains. En effet dans son rapport sur les Articles Organiques Portalis avait écrit : « La puissance publique doit se suffire à elle-même : elle n'est rien si elle n'est tout. Les ministres de la religion ne doivent point avoir la prétention de la

1. Cf. abbé Sevestre, *L'histoire, le texte et la destinée du Concordat de 1801*, Paris, s. d; in-8, p. 228; Debidour, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France*, Paris, 1898, 2 vol. in-8, p. 209.

partager ni de la limiter. » De plus tous les services publics ayant reçu dans l'Etat consulaire une place et un rôle très définis, des limites parfaitement nettes, il ne semblait plus possible que le chef d'un diocèse pût intervenir dans l'administration temporelle de son ressort; on ne voyait pas le moyen pour un évêque concordataire, d'influer sur le choix des maires et de diriger la politique des préfets.

Et cependant, le clergé qui, même après le 18 brumaire était demeuré désarmé, sans direction ni chef spirituel reconnu en France, sans organisation, sans ressources et presque sans asiles pour son culte, sans existence légale, le clergé par le Concordat était officiellement replacé sous la règle spirituelle de la papauté, reconstitué dans sa hiérarchie et sa discipline, pourvu d'un traitement et d'édifices pour le culte, autorisé à recevoir des dons des fidèles, proclamé l'un des grands corps de l'Etat, investi par l'Etat de la mission expresse de veiller au salut de la majorité des Français et à la pureté de leur loyalisme, et à ces deux derniers titres assuré de l'appui de l'Etat tout entier. Le gouvernement déclarait lui-même vouloir appeler « la religion au secours de la morale et de la société », c'est-à-dire qu'il invitait le clergé à revenir aux ambitions temporelles ¹.

Peu importaient dès lors les entraves apportées par le Concordat et les Articles Organiques aux directions venant de Rome. Peu importaient les obstacles suscités par le Concordat et les Articles Organiques ou par l'organisation précise des services publics, aux empiètements du clergé.

Le clergé, dès qu'il aurait repris des forces et la conscience de ces forces, voudrait les déployer. Voué de toute éternité à une mission divine, se sentant au sortir des épreuves révolutionnaires embrasé d'une ferveur nouvelle, le clergé allait consacrer toute la vigueur que lui rendrait le régime concordataire à se développer envers et contre le Concordat même.

1. *Rapport sur les articles organiques de la Convention passée à Paris le 26 messidor an IX*, p. 4. Bernier à Spina, 15 juin 1800 : « Reconnaître que la religion catholique jouit du vœu de la majorité, c'est sanctionner l'un de ses plus beaux droits politiques. Nulle protection ne peut lui être refusée, dès qu'elle est le vœu de la majorité des citoyens » (cité dans E. Sevestre, *op. cit.*, p. 228). Portalis au nom du gouvernement : *Discours sur l'organisation des cultes*, 15 germinal an X; Cf. le même au préfet des Bouches-du-Rhône, 13 frimaire an XI : il montre « l'alliance sacrée de l'Etat et de la religion chez toutes les nations civilisées ».

Bonaparte qui entendait que l'Église fût toujours l'humble servante du pouvoir laïque, confiait précisément l'application du Concordat au personnage qui devait être le plus infidèle à son interprétation du Concordat, Portalis. Ayant apprécié sa collaboration dans la préparation du Concordat, Bonaparte, le 16 vendémiaire an X (8 octobre 1801) le chargeait, en qualité de conseiller d'État, « de toutes les affaires concernant les cultes ».

Portalis était un gallican sincère. Il était non moins sincèrement inféodé à la théorie de la suprématie du pouvoir civil. Par ailleurs, au début de ce qu'il appelait lui-même « le grand œuvre », c'est-à-dire l'organisation du régime concordataire, Portalis était décidé à la plus grande prudence et à une extrême réserve vis-à-vis des réclamations du clergé. « Dans une matière aussi délicate que la religion et au milieu de tant d'opinions diverses, écrira-t-il le 6 nivôse an XI à M. de Cicé, je ne puis abandonner à personne le soin de ma propre responsabilité ; avec un mot indiscret on pourrait faire des maux irréparables. » Il déclarera également à l'archevêque d'Aix : « Tout établissement qui blesse les lois doit être proscrit. On ne doit pas même permettre expressément tout ce que les lois n'auraient pas expressément défendu », ce qui indique bien chez lui la résolution de s'en tenir à la lettre du Concordat. Les mêmes tendances lui feront considérer l'appel comme d'abus, « comme la plus puissante barrière que l'on puisse opposer aux excès et aux entreprises des ecclésiastiques ». Et à propos du contrôle à imposer au clergé, il écrira : « les abus possibles de l'autorité déposée entre les mains de quelques hommes ne sont rien à côté des abus inévitables de la licence de tous ».

Enfin Portalis montrait plus de sympathie pour le sentiment de la piété que pour les manifestations : « Les vraies consolations de la piété sont dans le culte intérieur, qui ne s'est jamais interrompu ; mais dans tout ce qui concerne les cérémonies extérieures, une piété sage et éclairée se résigne toujours à respecter les convenances. »

Mais Portalis voulait « l'alliance sacrée de l'État et de la religion » : il risquait de se laisser entraîner à bien des sacrifices pour obtenir l'alliance de la religion. De fait à partir de la fin de l'an XI, Portalis oubliera peu à peu ses scrupules, soit qu'il

y ait été encouragé par la politique de condescendance à l'égard de l'Église du chef de l'État lui-même, soit par désir de « rapprocher les esprits et les cœurs », soit enfin par vénération pour la puissance spirituelle. Dès lors il sera tout acquis aux desiderata du clergé, chaque fois que l'intérêt de la religion pourra être invoqué à l'appui. Si nous ajoutons que Portalis, parvenu au déclin de la vie, se rattachait avec une fidélité attendrie aux traditions et aux affections qui avaient peuplé son passé, qu'une cécité croissante développait en lui la vie intérieure, on comprendra que Portalis, défenseur consciencieux du pouvoir laïque si ce dernier se fût trouvé attaqué de front, Portalis était incapable de se fermer à des suggestions habiles, de réprimer des empiètements discrets, d'afficher de la colère devant des initiatives qui s'autoriseraient du but poursuivi ¹.

Portalis eut-il voulu se montrer récalcitrant de prime abord, qu'un autre personnage aurait, dans l'application du Concordat, fait triompher le point de vue du clergé. Fesch, devenu primat des Gaules et cardinal par la grâce de son neveu Bonaparte, s'autorisait de sa parenté avec le chef de l'État laïque pour servir passionnément la puissance ecclésiastique dont il avait à se faire accepter. Il trahissait son neveu au profit de cette Eglise dont son neveu l'avait fait prince, comme les autres Napoléonides trahirent l'Empereur au profit

1. Portalis (Jean-Etienne-Marie), né au Beausset le 1^{er} avril 1746, mort en 1807, fils d'un professeur de droit canon à l'Université d'Aix. Avocat à Aix, député aux États de Provence. Avocat à Paris après le 9 thermidor. Député de la Seine aux Anciens en l'an IV, proscrit au 18 fructidor, rentré au 18 brumaire, conseiller d'État en septembre 1800 (Lavollée, *Portalis. Sa vie, ses œuvres*. Paris 1869, in-8). Sa nomination est dans Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. IV, supplémentaire, p. 138. Sur lui Lanza de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 83 écrit : « de très bonne foi il était porté à étendre indéfiniment les attributions du pouvoir civil ». Nous verrons que c'est juste le contraire. Cf. sur lui les *Mémoires de Grégoire*, t. II, p. 370 et les *Mémoires de Thibaudeau*, son ami, son protégé, qui, même désavoué par lui, lui restera attaché (voir plus loin l'affaire Serva). « Il n'avait pas, dit de lui Thibaudeau, un caractère assez fortement trempé pour prendre un parti. Il était au fond essentiellement monarchique..., dévoué au Premier Consul..., alliant la religion et la philosophie... la franchise d'un homme libre et la souplesse d'un courtisan » (p. 42). M. Dupont, qui a étudié de très près son action sur un point déterminé, écrit qu'il était « naturellement favorable aux vœux des évêques » *La part des communes dans les frais du culte*, Paris, 1906, in-8, p. 39). Les principes que professe Portalis sont dans les lettres de lui à Cicé du 6 nivôse an XI, 5 pluviôse, 2 frimaire, 30 nivôse (Arch. Nat., F 19 bis +, 10, n° 802, 905, 627, 886).

des peuples dont il les faisait rois. Le jour où les papiers de Fesch seront publiés au complet, il y aura une bien curieuse étude à écrire sur le rôle que Fesch tint auprès de Portalis dans la direction de l'Eglise, et sur sa façon de comprendre ce rôle. Le biographe des Napoléonides, M. Frédéric Masson, l'a très justement pressenti.

Ce n'est pas le ministre de l'Intérieur, Chaptal, qui était capable de contenir l'Eglise. S'il était indifférent en matière religieuse, sa mollesse était avérée.

Un homme d'État pouvait réagir contre le laisser-aller de Portalis et la politique de Fesch, et celui-là n'aurait pas mieux demandé, pourvu que Napoléon lui laissât carte blanche: c'est Fouché. Et Fouché était renforcé de Pelet de la Lozère son ancien collègue de la Convention, conseiller d'État chargé du second arrondissement de police de l'Empire et supérieur direct de Permon. A côté de Fouché, peut-être faut-il faire une place dans le parti révolutionnaire qui entourait le Maître à Regnault de Saint-Jean d'Angély, autre conventionnel, président de la section de l'Intérieur au Conseil d'État¹.

1. V. la série F 19 bis +, aux Arch. nat., correspondance du ministère des cultes avec Fesch et en son absence avec ses vicaires généraux, surtout Jauffret, le futur évêque de Metz. Cf. abbé Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, Lyon, 1841, 2 vol. in-8, t. II, p. 111. Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, Paris, 10 vol. in-8, t. III, 1805-1807, p. 361 ; t. IV. 1807-1809, p. 415.

Chaptal Jean-Antoine, né à Saint-Pierre de Nogaret (Lozère) en 1756, docteur en médecine, professeur de chimie à Montpellier, nommé par le Comité de Salut public directeur des ateliers de salpêtre de Grenoble, professeur à Polytechnique, membre de l'Institut, conseiller d'État après le 18 brumaire, ministre de l'Intérieur du 15 brumaire an IX au 20 thermidor an XII, sénateur, comte de l'Empire, ministre et pair aux Cent Jours, rayé ensuite des pairs, réintégré en 1819, rallié à Louis-Philippe, mort en 1832 à Paris (*Dict. des Parl.*).

Pelet (Jean, comte) dit Pelet de la Lozère, 1759-1842, protestant, avocat au barreau de Florac, conventionnel de la Lozère, siège parmi les Girondins puis les thermidoriens ; membre des Cinq-cents de l'an IV à l'an VII, préfet de Vaucluse, chargé d'un des quatre arrondissements entre lesquels l'Empire est divisé pour la police. Sur ses fonctions comme tel voir Madelin, *Fouché*, p. 467, 477. Ministre intérimaire de la police le 23 juin 1815, pair de France en 1815. (*Dict. des Parl.*).

Regnault de Saint-Jean d'Angély (Michel-Louis-Étienne, comte), 1761-1819. Avocat à Paris, lieutenant de la prévôté de la marine à Rochefort, député du Tiers de la sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély en 1789, proscrit comme de convictions girondines, administrateur des hôpitaux de l'armée d'Italie, s'attache dès lors à Bonaparte, conseiller d'État en l'an VIII, secrétaire d'État de la famille impériale, membre de la Chambre des Cent Jours. S'exile ensuite aux États-Unis, meurt au retour en France (*ibid.*).

Mais Fouché était précisément le dernier, parmi les ministres, à qui Bonaparte voulut laisser carte blanche et, du reste, son influence allait être intermittente.

Même si Portalis et Fesch ne devaient pas donner l'exemple, il était fatal que le personnel des fonctionnaires napoléoniens fermât les yeux sur le réveil et l'expansion du clergé hors des limites posées par le Concordat. La tendance du régime consulaire à devenir régime impérial, celle du régime impérial à adopter l'esprit monarchique et aristocratique d'avant 1789, devaient entraîner les représentants de l'État laïque dans les départements ; préfets, sous-préfets, magistrats, etc., eux-mêmes recrutés de plus en plus dans le monde de l'Ancien Régime, à faire leur cour à l'Eglise, à quêter la faveur des prélats de noble origine et de grande allure, pour se faire accueillir de la société titrée qui se ralliait autour de ces grands seigneurs ecclésiastiques.

En somme le Concordat, dans son application, pouvait aussi bien assurer la domination de l'Etat sur l'Eglise que la reconstitution et l'expansion de l'Eglise ; mais le Concordat allait être appliqué par les représentants de l'Etat de façon à servir l'Eglise.

De ce fait le premier responsable, c'est Bonaparte dans son aveuglement, ce récit le prouvera.

Seulement la Révolution était un passé bien récent ; la séparation prononcée à cette époque entre le spirituel et le temporel subsistait ; des mesures préventives étaient inscrites dans le Concordat et les Organiques contre tout empiètement du pouvoir ecclésiastique ; la précision d'attributions des divers services publics rendait malaisée l'intrusion des fonctionnaires du culte dans l'ordre purement administratif. Il fallait craindre aussi d'éveiller la méfiance et les colères de Bonaparte, de réveiller le loyalisme gallican de Portalis, d'exciter par une hâte téméraire les susceptibilités laïques des préfets et autres administrateurs.

L'Eglise devait donc, pour se dégager de la tutelle de l'Etat, pour gagner sur lui de l'influence, recourir à la diplomatie la plus discrète et la plus souple, aux manèges les plus déliés, à une pénétration lente, méthodique et silencieuse des pouvoirs, des institutions, des services publics, des carac-

tères. Jamais l'Eglise n'avait été tenue à plus de prudence, à une stratégie plus enveloppante et plus enveloppée.

Se dégager de la tutelle de l'Etat n'allait point être le seul but de l'Eglise concordataire. Elle viserait aussi à se dégager de la tutelle administrative de Rome. Les prélats d'Ancien Régime qui reprenaient place sur les sièges épiscopaux devaient être tentés de maintenir à l'abri des ingérences de la curie romaine et sous leur seule administration comme avant 1789, les diocèses, les fidèles, le clergé dont ils recevaient la direction. Seulement le Concordat ne leur rendait pas ces assemblées du clergé de France dans lesquelles, durant trois siècles, l'épiscopat avait concerté la gestion des affaires ecclésiastiques. Il leur manquait en outre, pour restaurer la conception du gallicanisme épiscopal, l'appui de Fesch, nouveau venu n'ayant aucunement la mentalité des prélats aristocrates comme Boisgelin, comme Cicé, et acquis par tout son passé aux influences italiennes et ultramontaines. Pour faire revivre les habitudes d'autonomie de l'épiscopat d'avant 1789, le seul moyen était de tenir Rome à distance de la gestion des diocèses, avec déférence, avec mesure, mais sans défaillance durant de longues années. Ainsi serait fondée à nouveau la tradition. Une semblable tactique requérait, à l'égard de la curie, de la part des prélats concordataires, une politique aussi subtile, un esprit de pondération et de calcul aussi averti, qu'il leur en fallait par ailleurs pour s'émanciper de l'Etat napoléonien et arriver à le dominer.

II

Mgr de Cicé plus que tout autre prélat allait s'employer à exploiter le Concordat au profit de l'Eglise.

Nous l'avons vu au début de la Révolution voguer dans le sillage de Necker. Il continuait à admirer ce dernier au point qu'à Aix il en mettra le portrait dans son alcove. Il demeurerait fidèle aux vellétés de gouvernement constitutionnel qui avaient, en 1789, sollicité l'irrésolution de M. Necker et il l'avait écrit à Louis XVIII. Puis les années d'exil l'avaient mûri, ainsi que le séjour en Angleterre d'où il était revenu angloman. L'expé-

rience acquise, le déclin de l'âge l'entraînaient encore à se détacher des ambitions égoïstes pour songer à l'au-delà de la tombe. C'est pourquoi il était devenu l'adepte du nouveau régime « par raison et par nécessité ». Il comprenait aussi que désormais le clergé devait faire preuve de complet renoncement aux privilèges d'antan, que dans le clergé l'épiscopat ne pouvait plus afficher l'existence fastueuse et mondaine d'une aristocratie. La réconstitution de l'Eglise de Provence lui apparaissait donc comme le seul but digne des pensées et des forces de sa vieillesse. Son besoin d'action, son goût pour l'autorité trouveraient de quoi se satisfaire dans cette œuvre : il demeurerait « dévoré du besoin de faire, voulant se mêler de tout, réglementant sans cesse », d'esprit despotique vis-à-vis de ses inférieurs¹.

Mais s'il voulait professer la soumission au gouvernement, il n'avait pas, à la différence de beaucoup d'autres, subi l'ascendant de Bonaparte au point d'en devenir l'homme lige. Et sa réserve allait être entretenue par les méfiances persistantes du Premier Consul à son égard. En outre, exclusivement pénétré dorénavant de ses devoirs religieux, le premier archevêque concordataire d'Aix se devait d'étendre de toute façon, en toute circonstance, sur tous les terrains, le rôle et l'influence du clergé. Par suite il considérait comme de sa mission de travailler à libérer son Eglise de la surveillance et du contrôle institués par le Concordat et les Organiques au profit de l'Etat laïque.

Il était naturel aussi que se reportant à la puissance de l'Eglise de Provence sous l'Ancien Régime, il voulût la rétablir aussi forte, aussi agissante que par le passé. Il semble qu'il ait eu quelque tendance à suivre les errements d'un de ses prédécesseurs, M. de Brancas, près duquel il voudra être enterré et qui, archevêque d'Aix de 1729 à 1770, avait été aussi ardent à revendiquer les prérogatives de son Eglise contre le Parlement et les autres pouvoirs temporels, qu'à l'organiser administrative-

1. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 272. « Instruit par une douloureuse expérience, entièrement dégagé des passions ambitieuses qui avaient si longtemps tourmenté sa vie, il n'employa plus son zèle qu'à réparer dans son diocèse les maux que la Révolution avait faits » (ms anonyme n° 633, f° 52 v° à la bibl. de La Rochelle). Cf. Mgr Ricard dans la *Correspondance du cardinal Maury*, t. II, p. 94, note et Picot, *Mélanges de philosophie*, t. IX, p. 477.

ment. Le temps où l'administration de la Provence était placée sous l'action de l'archevêque d'Aix, président des Etats provinciaux, où un Boisgelin intervenait dans tous les services publics, devait hanter l'esprit de Mgr de Cicé ; de même les impressions de grandeur et de puissance séculière qu'il avait conservées de l'époque où évêque de Rodez, archevêque de Bordeaux, lui-même était mêlé constamment aux affaires temporelles et à l'administration du pays. Mgr de Cicé allait donc vouloir, par delà les barrières qui le cantonnaient dans le service du culte, intervenir dans la gestion des affaires publiques de Provence ; il allait chercher à imposer sa collaboration à l'autorité préfectorale et même agir aux dépens de l'autorité préfectorale dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

Ainsi peu à peu il referait l'Eglise de Provence, il la reconstituait dans sa force et dans sa discipline, elle dominerait et les populations et les agents du gouvernement préposés à leur direction.

D'autre part il allait courber sous son autorité le clergé du second ordre comme le lui permettait le Concordat, il allait dresser ses prêtres et son troupeau à considérer l'archevêque comme le pasteur de qui tout attendre. Il préparerait ainsi le rétablissement de cette autonomie de fait que la cour de Rome au XVIII^e siècle s'était habituée peu à peu à respecter dans tous les diocèses de France.

Pour s'adonner à pareille entreprise sans courir le risque de complications du côté de l'Etat l'archevêque d'Aix était merveilleusement doué.

Il avait près de soixante-sept ans maintenant et comptait parmi les doyens du clergé de France.

Physiquement il sentait toujours son grand seigneur et continuait à porter beau, si l'on en croit son portrait, portrait d'apparat il est vrai, et où l'artiste s'est sans doute évertué à masquer l'affaissement dû à l'âge et aux épreuves.

Moralement, les jugements lapidaires portés sur lui d'après son passé par deux grands sceptiques : Cambacerès et Le Brun, montrent ce qu'il était. Et assurément Mgr de Cicé, toujours et partout, avait été mené par une ambition tour à tour souple et hautaine. De l'Agence générale du clergé à l'évêché de Rodez, puis à l'archevêché de Bordeaux ; dans les Etats Géné-

raux lorsqu'il s'était agi de prendre position pour ou contre la Révolution ; à la garde des sceaux et en présence de la Constitution civile à adopter ou rejeter ; même lors de l'exil, dès qu'il avait pu espérer être le ministre d'une restauration monarchique ; enfin quand la monarchie devenant impossible le gouvernement de Bonaparte avait paru viable, Jérôme-Marie Champion de Cicé avait toujours essayé de se pousser pour ensuite dominer.

Toutefois on ne l'avait pas vu désirer le pouvoir uniquement par égoïsme, exercer le pouvoir pour la seule satisfaction de ses intérêts. Sauf dans la tempête révolutionnaire, l'archevêque ne s'était point montré inférieur par les capacités et le labeur, aux situations qu'il avait recherchées et obtenues. Personnage de haute noblesse et prélat de haut rang, il aurait pu ne se donner aucune peine après celle de naître ; il avait voulu acquérir la réputation d'un grand administrateur et il avait pleinement réussi. De même, s'il avait été surtout dominé par des ambitions profanes, et par le souci des intérêts temporels de son clergé, de son troupeau, Mgr de Cicé n'avait jamais fait abstraction de la foi et des devoirs religieux. En lui, tout naturellement, l'homme d'église se confondait avec l'homme politique et l'administrateur.

Mais à rechercher le pouvoir et à l'exercer, mais à se consacrer aux questions d'administration ecclésiastique et laïque, ainsi qu'aux grandes affaires politiques, Mgr de Cicé avait acquis des talents bien précieux. Sous l'Ancien Régime, dans le dédale des pouvoirs enchevêtrés et des institutions concurrentes, parmi les conflits que suscitaient l'imprécision des fonctions et la multiplicité des fonctionnaires, la finesse naturelle de Mgr de Cicé s'était aiguisée et il avait appris comment amortir les heurts, tourner les obstacles, endormir les susceptibilités, émousser les préventions, neutraliser les passions les unes par les autres et cependant s'insinuer. Avec le goût et la science du commandement, il avait acquis l'art des temporisations, des transactions et des solutions subtiles.

De même, il s'était guéri de bonne heure de ce que Beugnot appelle « la maladie des principes ». Esprit très opportuniste, sans exprimer aucun jugement sur le Concordat et les Organiques, il les acceptait du moment qu'il acceptait une place

dans l'Eglise concordataire, en attendant de pouvoir les éluder. « Dans les circonstances actuelles il vaut mieux tolérer un abus et même un grand abus que de compromettre essentiellement les intérêts de la Religion », dira-t-il à son clergé. Même en 1808 il déclarera, à propos de fêtes non autorisées : « Je peux défendre (auprès du ministre) des choses raisonnables, mais je n'ai ni le moyen ni le courage de défendre l'abus ¹. » Et constamment vis-à-vis de l'Etat M. de Cicé prendra pour règle de trouver à toute difficulté sa solution, de profiter par contre de toute occasion pour augmenter l'avantage de l'Eglise. Suivant l'occurrence il se résignera aux concessions ou s'enhardira aux empiètements.

Ce n'est point qu'il néglige à l'occasion l'invocation aux principes. C'est d'abord la théorie de l'indispensable alliance de l'Eglise et de l'Etat et de la nécessité sociale d'une religion, théorie si favorable à l'expansion de l'Eglise. Il y croit du reste et ces idées le conduisent à se rapprocher des protestants dans l'œuvre d'éducation des esprits, à écrire au ministre genevois Picot-Tremblay contre « ceux qui croient pouvoir ou qui désirent se passer de religion » : « C'est contre eux ou plutôt c'est pour les ramener que nous devons réunir nos efforts : l'évangile est notre arme... ; par lui nous rallions les peuples à la morale et à la charité ». Nous le verrons plus tard souhaiter que l'assemblée du Grand Sanhédrin ait les mêmes effets pour la réunion du judaïsme et des religions chrétiennes, tant « l'ancre de la religion » lui paraît nécessaire pour les esprits désorientés du nouveau siècle. Nous le voyons aussi continuer à se réclamer de la théorie de la tolérance civile de Turgot. Bien plus, quand il s'adresse aux agents du gouvernement laïque, Mgr de Cicé confond la conception de Turgot et celle de la Révolution : il identifie semble-t-il « tolérance civile » et « liberté des cultes ». Il arrivera ainsi à donner aux administrateurs de Bonaparte, l'impression qu'il est « religieux sans bigoterie ni intolérance ».

Or ce sont là des doctrines et une attitude essentiellement propres à accréditer l'archevêque auprès du gouvernement.

1. A. M. Archier, curé de Grasse, 25 prairial an XIII, ms n° 262 de la Bibl. Méjanes d'Aix, p. 92 ; à M. Vigne, 2 juillet 1808, *ibid.*, p. 298.

La théorie officielle professe « l'importance pour la religion d'être fortement protégée par la puissance publique, et les heureux effets sur l'ordre social de l'influence du ministère religieux ». Et les adeptes attardés des philosophes du XVIII^e siècle dans les sphères gouvernementales pouvaient penser que le prélat qui souhaitait l'union des diverses confessions en vue de la reprise des âmes, et qui se réclamait de Turgot, se rapprochait singulièrement de ces prêtres qui en 1789 se considéraient surtout comme des « officiers de morale »¹.

Ce n'est pas tout. Pour les représentants du pouvoir laïque dans le diocèse d'Aix, pour ces personnages nés de la veille, et en dépit de leur républicanisme de naguère, Mgr Champion de Cicé, jadis archevêque de Bordeaux et garde des sceaux du dernier Roi, avait le prestige de ses origines, de son long passé comblé d'honneurs. Sur ces parvenus gênés de leur inélégance il exerçait l'irrésistible ascendant de ses manières raffinées et de son exquise courtoisie. A ceux du reste que de telles impressions n'ébranlaient point, il apparaissait chargé d'ans et d'œuvres, et il allait donner le spectacle de sa charité toujours en éveil.

Enfin, contre quiconque serait réfractaire à son action, Mgr de Cicé possédait deux puissants alliés : Siméon, Portalis. On a vu quel intérêt le premier portait au réveil de l'Eglise de Provence. Son influence avait naturellement grandi depuis que, devant le Tribunal, il avait été le rapporteur du Concordat. Quant à Portalis, beau-frère de Siméon, il était du Beausset ; ancien avocat au barreau d'Aix, il conservait en Provence, à Aix surtout, des parents, des amis, parmi lesquels des ecclésiastiques qu'il allait vouloir placer sous les ordres de M. de Cicé¹. Nous verrons quelle intimité régna entre le ministre et l'arche-

1. Mgr de Cicé à Fauchet, préfet du Var, Aix, 27 thermidor (l'année n'est pas marquée) aux Arch. du Var, V [Mandements] ; sur sa correspondance avec Picot-Tremblay, voir p. 181 note. Lettre de Morellet à M. l'archevêque de Bordeaux (non datée, mais de l'an XI) : « Quand l'autorité entendra-t-elle donc ce que c'est que la vraie tolérance ? Il y a près de cinquante ans que nous avons connu et répandu la véritable théorie sur ce point, le malheureux archevêque de Sens et vous et l'archevêque d'Aix et M. Turgot » (Bibl. de la Ville de Lyon, ms fond Morellet). Mgr de Cicé au préfet des Bouches-du-Rhône, 2 brumaire an XI : à propos « du principe » que « la loi » a adopté « sur la liberté des cultes », il se réclame des principes « établis par M. Turgot dans ses ouvrages en faveur de la tolérance civile » (V¹ 22, Arch. des Bouches-du-Rhône).

vêque, et que le premier, plus ou moins inconsciemment, glissa jusqu'à la collusion en faveur du deuxième¹.

Peut-être dans les cas graves l'archevêque a-t-il aussi recouru à Fesch : il semble cependant qu'il subsistait plutôt de l'antipathie entre eux. Quoi qu'il en soit, dans leurs conflits avec Mgr de Cicé, les divers agents locaux du gouvernement allaient avoir à compter avec deux grands dignitaires du régime napoléonien, autrement bien placés qu'eux pour influencer le chef de l'Etat.

C'est ainsi que Mgr de Cicé archevêque d'Aix, allait, entre Bonaparte et Rome, surtout au détriment de l'autorité de Bonaparte et de l'Etat laïque, refaire, en Provence, une Eglise puissante et soumise à l'autorité épiscopale.

Dans la carrière de Mgr de Cicé archevêque d'Aix, il est aisé de distinguer plusieurs périodes.

En premier lieu, l'an XI (1802-1803) est absorbé par l'organisation du diocèse et par le conflit entre l'archevêque et le préfet Delacroix des Bouches-du-Rhône. Ce conflit se termine avec la défaite du préfet qui est éloigné et remplacé par Thibaudeau.

En second lieu, l'an XII et les années jusque 1808 voient l'archevêque développer adroitement, hardiment, l'Eglise aux dépens du pouvoir laïque, sans que du haut en bas de la hiérarchie, les représentants de ce pouvoir laïque s'émeuvent sérieusement. L'archevêque administre d'autre part son diocèse sans que se manifeste l'intervention de la Cour de Rome.

1. Le Conseil municipal de Marseille, le 9 fructidor an X, votant un supplément de traitement à l'archevêque, déclare que cette somme « ne saurait être mieux appliquée, puisque sa charité et ses vertus garantissent qu'elle sera le patrimoine des indigents » (Arch. commun. de Marseille, Registre, n° 2 du conseil municipal, f° 85).

Sur Portalis et le culte provençal, voir Arch. Nat., F¹⁹ 409 et A F iv 1045; Voir dans F¹⁹ bis + nombreuses réponses de Portalis à des Aixois, à des Provençaux, réponses qui le montrent fort occupé à recommander toute cette clientèle locale aux autres ministres. Voir aussi plus loin ses relations avec le sous-préfet Aubert, de Fortis, d'Arbaud Jouques, etc. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 88, note comme amis et patrons de Mgr de Cicé et réactionnaires tous deux, Barthélemy l'ex-marquis, le fameux négociateur des traités de Bâle, l'ex-directeur fructidorisé, et Jourdan, gendre de Barthélemy, tous deux d'Aubagne. La correspondance de M. de Cicé, conservée à la Bibliothèque Méjanes ne les mentionne pas : il ne sera question de Jourdan qu'incidemment, plus loin, et encore n'est-il pas sûr que ce soit ce Jourdan.

Le tableau du diocèse d'Aix en 1808 permet de constater les résultats obtenus à cette époque par Mgr de Cicé.

A partir de 1808, la querelle de Napoléon et du pape Pie VII rend malaisée la tâche de l'archevêque. Pour détacher le clergé du pape, Napoléon multiplie les concessions à l'Eglise et Mgr de Cicé s'empresse naturellement d'en profiter. En revanche Napoléon réclame de l'Eglise, des manifestations de soumission à l'Etat qui soient des marques d'insubordination vis-à-vis du pape. Or si Mgr de Cicé n'ose se dérober aux ordres du gouvernement, si la politique impériale tend à fortifier l'épiscopat à l'égard du souverain pontife, il n'est pas selon le cœur de l'archevêque d'Aix d'imposer cette politique à Rome par la révolte.

Trop irrité des vexations du gouvernement pour lui être reconnaissant des faveurs qu'il en reçoit, comprenant que malgré sa souplesse et sa fécondité d'expédients, sa dignité propre et la fortune de l'Eglise se trouvent dans un péril croissant, Mgr de Cicé meurt en 1810.

Il meurt à temps, car il a gardé aux yeux du pouvoir laïque les apparences d'un serviteur loyal, aux yeux du pape et du clergé le mérite d'avoir, en fait, dans son ressort, reconstitué l'Eglise, de l'avoir affranchie de la tutelle de l'Etat, de l'avoir rendue prépondérante sur l'Etat. Cette œuvre, Mgr de Cicé l'aura en fin de compte accomplie au profit de l'influence ultramontaine et de la curie romaine, car après sa mort, en même temps que Napoléon, la conception du gallicanisme épiscopal sera vaincue.

LIVRE III

CHAPITRE I

Mgr de Cicé prend possession de son diocèse

I. Première impression qu'éprouve l'archevêque d'Aix des difficultés qui l'attendent. — II. Son arrivée, son installation, sa première tournée dans son diocèse.

I

Avant même de faire son entrée parmi ses diocésains, Mgr de Cicé eut un avant-goût des embarras de la situation.

La conclusion du Concordat avait augmenté l'effervescence. Le Conseil municipal de Marseille envoyait bien au Premier Consul une adresse où il exprimait « la reconnaissance dont ses membres ainsi que leurs concitoyens sont pénétrés pour la paix générale et la liberté des cultes qui doit terminer les discussions religieuses ». Mais « les prêtres turbulents et insoumis, les exaspérés en matière de révolution, les agents du royalisme » se montraient indignés. Les anticoncordataires, avec à leur tête Reymonet, Jeaubert, répandaient des instructions secrètes de Mgr de Castellane. La foule se portait aux églises et ce n'était pas toujours dans le désir d'y entendre des paroles de paix. C'est ainsi qu'à Marseille, aux Dominicains, un prêtre nommé Bouchon ayant prêché « des maximes intolérantes » à propos « de la philosophie, des philosophes, de la Révolution, du gouvernement et de l'armée », puis ayant sur

l'énergique intervention du commissaire général de police, pris pour thème « la morale, la vertu et le pardon des injures », l'abbé Bouchon voyait tout aussitôt son auditoire diminuer ¹. Dans le courant de floréal, c'est-à-dire un mois après la publication du Concordat, l'agitation s'atténuait. « La nouvelle du Concordat a produit à Marseille une sensation généralement favorable, observait Permon ; elle a rassuré un grand nombre de consciences timorées. La nomination de M. Dubelloy, ancien évêque de Marseille à l'archevêché de Paris, a fait une impression avantageuse. »

Mais alors les commentaires hostiles s'en prirent au préfet des Bouches-du-Rhône. « La loi du 18 germinal n'a point été promulguée avec les solennités accoutumées, écrivait de Marseille au ministère un anonyme. Un simple garde de ville, assisté de quatre fusiliers, a fait la promulgation. On avait choisi à dessein un homme qui ne savait presque pas lire et, qui, pendant la lecture, était conspué par les quatre fusiliers. La promulgation n'a eu lieu qu'à deux stations. Le lendemain les affiches ont été déchirées ou couvertes d'ordures. On doit s'attendre qu'elle sera contrariée par les autorités subalternes. » Le rapport ajoutait : « Les mêmes excès ont eu lieu à Aix » et en rendait Delacroix responsable. « Il a toujours montré des principes très opposés à l'exercice de la religion chrétienne » ; naguère, à l'enterrement d'un de ses collègues de l'Institut de Marseille, il « interposa son autorité de préfet pour que le convoi n'entrât pas dans l'église pour les cérémonies d'usage ».

Delacroix manquait assurément de piété. Cependant il semble qu'il raisonnait dans la circonstance présente en pur administrateur, qu'il demandait simplement au peuple catholique de montrer de la « reconnaissance au gouvernement qui lui a rendu le libre exercice du culte ² ».

Toutefois à Marseille il n'y eut pas de troubles sérieux. Les anciens grands vicaires de Mgr. de Belloy s'employaient à maintenir le calme en attendant l'arrivée de M. de Cicé. La

1. L'adresse est du 5 floréal an X. Elle est conservée aux Arch. nat., F¹⁰ m Bouches-du-Rhône, 8. Voir aussi *ibid.*, F⁷ 3659⁶ ; F⁷ 7768 (rapports de Permon, 5 germinal, et floréal an X).

2. Arch. Nat., AFⁿ 1052, rapport anonyme, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴², et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 335.

police les y aidait. A Aix, faute d'incidents réels, les imaginations en travail se donnèrent libre cours. Des individus, assurait-on, avaient suspendu au cou d'un chien un écriteau portant le nom de *Cicé*, on avait appelé ce chien *Cicé*, on avait brûlé le Concordat, etc. Le préfet, informé et très ému mit en mouvement le commissaire général de police, le sous-préfet, le maire d'Aix. Leur enquête réduisit ces racontars à néant. « Quelques individus, disait-on aussi, avaient fait faire un mannequin habillé en archevêque », avec l'intention « de le suspendre la nuit sur une place publique ». En fait, des jeunes gens avaient placé au bout d'un bâton un mannequin sans caractère, mannequin dont des enfants avaient ensuite fait peur à un camarade. « Voilà comme, dans un pays rempli d'oisifs, on s'occupe perpétuellement à avilir et à dénigrer les intentions les plus pures ¹. »

A Tarascon, lors de la proclamation du Concordat, le zèle des catholiques ne connut plus de bornes. Le 3 prairial (23 mai) était jadis marqué par une procession qui se déroulait de l'entrée de la ville à l'église Sainte-Marthe. Le sous-préfet interdit la procession : le clergé passa outre. Le prosélytisme du clergé se manifesta encore par la plantation de croix sur les places publiques et les chemins. Docile à cette impulsion, la municipalité substitua une croix au « bonnet qui figurait au-dessus de la girouette du clocher de l'église Sainte-Marthe ». A Salon, à la Ciotat, reparurent les confréries de pénitents, ces associations religieuses si populaires en Provence, dont le costume en forme de sac et la cagoule, dont les réunions fermées, faisaient sous l'Ancien Régime une telle impression sur les âmes. Ce que voyant, les pénitents de Tarascon faisaient « déjà faire leurs chapes ».

Le sous-préfet de Tarascon, rapportant ces incidents à Delacroix, s'en effrayait. Les jacobins du pays, eux, s'indignaient. Ils n'avaient pas tous la philosophie du maire de La Ciotat, Ramel, lequel écrivait au préfet : « La publication du Concordat a fait éprouver des sensations bien douces, non seulement aux citoyens paisibles et vertueux qui croient à la vérité des

1. Arch. Nat., F⁷ 7768 (rapport Permon, 6 messidor an X); Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴¹.

dogmes sacrés, mais encore à cette classe d'hommes sages et éclairés qui, quoique persuadés que les erreurs religieuses couvrent la surface du globe depuis l'époque de son existence, pensent cependant qu'il faut une religion à l'homme, soit parce qu'elle offre des consolations aux malheureux, soit parce qu'elle promet un avenir plus consolant, soit enfin parce qu'elle arrête souvent la main du malveillant. » C'était surtout la substitution de la croix au bonnet de liberté qui exaspérait les républicains tarasconnais, et il fallut envoyer de la gendarmerie pour éviter des représailles.

Delacroix était lui-même irrité, embarrassé. Il prescrivit au sous-préfet de Tarascon d'interdire processions et pénitents.

Les vœux de tous les citoyens paisibles, dans les Bouches-du-Rhône, se tournaient vers l'archevêque. Son arrivée, pensait-on, aurait pour effet d'« étouffer entièrement les ferments de discorde ¹ ».

Dans le Var, la mise à exécution du Concordat était « précédée par des préludes dangereux d'intolérance et de division, de la part de ceux surtout pour qui elle est spécialement un bienfait ». Les âmes pieuses multipliaient les chapelles privées. On allait « jusqu'à faire des prières, ajoutait le préfet, pour obtenir du Ciel que le Premier Consul et moi rentrions dans les voies du salut ». La division entre insermentés et constitutionnels persistait. « L'idée qu'ils avaient été persécutés, la mode, l'affectation de certaines gens qui croient devoir se distinguer de ce qu'ils appellent le peuple, même dans les cérémonies religieuses », faisait le succès des uns, tandis que les artisans, les cultivateurs demeuraient fidèles aux autres. A Grasse où venait de s'ouvrir une église pour le culte insermenté, « au sortir de la grand-messe, tout le clergé constitutionnel avec l'œuvre de la paroisse, se rendit à l'église nouvellement ouverte et alla offrir le baiser de paix à ceux qui maintenant n'avaient plus de prétextes ou de raisons pour le repousser : il en fut mal accueilli ». A Saint-

1. Le sous-préfet de Tarascon au préfet, 4 prairial an X (Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 2) et rapport du capitaine de gendarmerie (*ibid.*, V¹ 22 et V¹ 1) ; Le préfet au sous-préfet, 7 prairial (*ibid.*, V¹ 2) ; Lettre de Ramel, 20 fructidor (V¹ 16, Arch. des Bouches-du-Rhône). Ramel était un ancien médecin aux armées sous la Révolution. Arch. nat., F¹^c III Bouches-du-Rhône 11 et Fournier-Saint-Yves, p. 138.

Tropez, le préfet profita de la fête patronale pour tenter une réconciliation des deux Eglises : aux propos charitables du curé assermenté les insermentés répondirent « qu'il était un intrus » ; ils firent en outre signer une pétition « pour qu'on ne permit pas au curé constitutionnel de sortir avec le saint ».

En revanche, à Toulon, le Concordat était considéré comme nul et non avenu, aucune église ne fut ouverte le jour de Pâques¹.

La situation générale du diocèse, les incidents de Tarascon en particulier furent portés à la connaissance de Mgr de Cicé à Paris par une lettre de Delacroix.

Comme l'a très justement observé M. Fournier, cette lettre du préfet, la réponse qu'y fit l'archevêque le 18 prairial (7 juin 1802), constituent une première escarmouche entre le représentant du pouvoir civil dans les Bouches-du-Rhône et le chef du diocèse. L'ancien conventionnel, l'administrateur laïque et républicain se résignait au rétablissement du catholicisme comme religion d'Etat, mais il ne croyait pas à la sincérité des sentiments de piété des Provençaux. Sans songer que le caractère de cette population et les circonstances pouvaient suffire à expliquer l'exubérance des manifestations religieuses, il y voyait la révélation d'opinions royalistes. Se sachant mal préparé par son passé à neutraliser de tels ferments de troubles, il ne dissimulait ni son embarras ni son inquiétude.

« Vous savez que l'esprit d'exaltation, écrivait le préfet à l'archevêque, se propage aisément dans les contrées méridionales et que les têtes s'exaspèrent rapidement. Il serait peut être dangereux de donner trop d'élan à un enthousiasme qui, chez la plupart des fidèles, émane moins des véritables sentiments religieux que d'une propension et d'une tendance à profiter des circonstances qui se présentent, pour se faire valoir par les démonstrations d'un zèle affecté. La plupart de ceux qui se mettent en avant aujourd'hui dans ces contrées, allient au fanatisme religieux un fanatisme politique dont les résultats ne peuvent que compromettre la tranquillité publique. » Cependant Delacroix avait compris le plan politique du gouvernement, à savoir l'intention d'associer les fonctionnaires laïques et les

1. Compte rendu du préfet pour les neuf premiers mois de l'an X, Arch. nat., F⁷ 8495, AF iv 1032.

chefs du clergé dans la police de l'Etat. Il continuait donc. « Il est... du devoir de toutes les autorités de régler les mouvements de cette classe d'hommes qui s'agitent en tout sens, vont toujours au delà du but. Il vous appartient de combiner sagement les moyens que le Concordat a mis en votre pouvoir pour donner à l'esprit public la direction que les circonstances commandent. » Et le préfet pria l'archevêque de se concerter avec Portalis, « pour déterminer la latitude à donner à l'exercice du culte extérieur et notamment s'il convient d'accorder aux fidèles la faculté de s'ériger en corporations religieuses connues sous le nom de pénitents ». Faute de mesures vis-à-vis de ces associations, « ces contrées seront exposées à des troubles continuels ».

Delacroix terminait ainsi : « Je vous prie de vouloir bien poser ces considérations ; vos lumières et votre zèle sauront les apprécier... »

Aux impatiences et aux appréhensions du préfet, Mgr de Cicé répondit avec un calme aimable et tant soit peu ironique. « Les difficultés qui peuvent se rencontrer dans l'exercice du culte extérieur seront, je l'espère, réglées peu de temps après mon arrivée ; c'est alors que je pourrai exercer ma juridiction.... Nous ferons de notre mieux, vous et moi, pour calmer les têtes méridionales. » Sans discuter avec Delacroix la sincérité de leurs communs administrés, « je sens comme vous, ajoutait-il, combien il est important de veiller à ce que des pratiques religieuses ne puissent jamais avoir, soit pour motif, soit pour but, des intérêts et des passions que la religion réprouve autant que la bonne politique ». Mais ces manifestations ne l'effrayaient pas, au contraire. Sans qu'il l'avouât clairement, l'écho lui en était agréable car elles lui annonçaient que lui-même ne s'établissait point parmi des impies. « Les pasteurs attentifs à leur devoir ont toujours vu avec peine et inquiétude les dévotions bruyantes qui n'ont guère lieu sans mélange de désordre ; mais ce sont ces dévotions même que le peuple recherche avec plus d'ardeur. » Cela étant, l'archevêque donnait au préfet une petite leçon de politique sur l'avantage qu'il peut y avoir pour les administrateurs à fermer les yeux, dans le but d'assurer la tranquillité. « Quel que soit notre zèle, nous sommes souvent forcés de tolérer au moins en partie ce que nous voudrions pouvoir empêcher tout à fait. Telle est la dévotion des péni-

tents si connue dans les provinces du Midi. » Quant au sous-préfet de Tarascon, l'archevêque, bonhomme, le jugeait tout simplement ridicule. Puis l'archevêque concluait au sujet des pénitents : « Je sens du moins que ces sortes d'associations doivent être soigneusement surveillées dans les circonstances actuelles. » C'est-à-dire qu'après avoir fait entendre au représentant de l'Etat dans les Bouches-du-Rhône, qu'il n'adopterait point sans mûre réflexion ses jugements, ses conceptions, ses méthodes d'administration, Mgr de Cicé lui donnait la légère satisfaction d'abonder pour l'instant dans son sens ¹.

Du moins Delacroix pouvait croire que le gouvernement central le soutiendrait dans sa conception de l'application du Concordat. Fouché, le 28 floréal (18 mai), avait prescrit à tous les préfets de ne libérer « les ecclésiastiques actuellement détenus pour faits relatifs à l'exercice du culte, ou en exécution des lois sur la déportation », qu'en exigeant « préalablement de chaque prêtre compris dans cette mesure la déclaration par écrit qu'il est de la *communio des évêques de France* nommés par suite de la convention passée entre le gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII, et qu'il sera fidèle au gouvernement établi par la Constitution et n'entretiendra ni directement ni indirectement aucune liaison ni correspondance avec les ennemis de l'Etat ». Le même Fouché, le 18 prairial, dictait comme suit à Delacroix sa conduite : « Vous ne devez jamais perdre de vue que c'est la liberté entière des consciences que vous protégez en concourant à l'exécution des lois organiques du Concordat. La majorité de la nation n'a pas le droit d'imposer son culte à la minorité. Le domaine des consciences n'est au pouvoir d'aucune puissance humaine. » Et l'expression de « lois organiques du Concordat » démontre que le ministre tenait surtout à l'exécution des Articles organiques ².

1. Lettre du préfet, 7 prairial. Les deux aux Archives des Bouches-du-Rhône. V¹2, et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 334-336.

2. Arch. Bouches-du-Rhône, V¹ 24 et V¹ 4.

II

L'installation de Mgr de Cicé comme archevêque d'Aix et d'Arles eut lieu sous les plus heureux auspices. Il semble qu'il amenait de Paris sa sœur, M^{lle} Charlotte de Cicé, qui n'avait été élargie de prison, après acquittement, qu'à condition d'aller vivre dans cette résidence éloignée de la capitale, et pour ainsi dire sous la surveillance fraternelle. L'archevêque était sans doute accompagné aussi de son médecin, Joly, et de l'abbé Rey venu le saluer à Paris comme nous l'avons dit, et qu'il avait déjà choisi pour secrétaire. Mgr de Cicé arrivait précédé d'une réputation propre à lui aplanir bien des difficultés. « On en parle dans tous les lieux publics avec vénération. On le dit très aimant, très humain et bien capable de faire cesser le schisme. » Il était à Aix, siège de son église métropolitaine le 19 messidor an X (8 juillet 1802). Son entrée solennelle se fit le 21 messidor à six heures du soir. Le sous-préfet, le maire, toutes les autorités vinrent le recevoir aux portes de la ville, et, parmi les salves d'artillerie, le conduisirent en grande pompe dans la demeure qui provisoirement devait servir d'hôtel archiépiscopal.

De Paris, Mgr de Cicé avait annoncé à Delacroix sa prochaine visite à Marseille. Il avait dû évoquer à ce propos le souvenir de leurs relations d'autrefois, car le préfet en faisant part de la nouvelle au Conseil municipal de Marseille, rappelait de son côté « les sentiments respectueux » qu'il conservait « depuis trente-huit ans pour ce vénérable prélat ». D'autre part, Mgr de Cicé envoyait d'Aix à Fauchet, préfet du Var, une lettre commençant ainsi : « A peine arrivé dans mon diocèse, mon premier mouvement était de vous écrire. »

Hardiment, habilement Mgr de Cicé choisit pour son installation le 14 juillet suivant. « Nous réunirons les deux festivités. Ce sera un présage de l'union générale qui est l'objet de tous mes vœux », écrivait-il à Fauchet.

Effectivement le 25 messidor, 14 juillet 1802, par les rues d'Aix tendues de tapisseries, les autorités : sous-préfet, maire, etc., vinrent chercher l'archevêque à son domicile, l'amènèrent pro-

cessionnellement à l'antique métropole Saint-Sauveur et l'y firent asseoir sous le dais. A ses côtés le sous-préfet lut l'acte de nomination, un notaire lut l'acte de prise de possession que signèrent les notabilités présentes, et le sous-préfet tendit à l'archevêque les clefs de la cathédrale. Vint ensuite l'office, au cours duquel fut chanté un *Te Deum* pour la paix continentale. Même cérémonial fut observé au retour qu'à l'aller. La foule enthousiaste prodigua les acclamations à Mgr de Cicé.

Sans doute l'éclat de la fête ne pouvait dissimuler complètement les traces de la crise traversée depuis douze ans par l'Eglise. Saint-Sauveur était délabré. Le dénuement du culte était à ce point que, pour bénir le peuple, Mgr de Cicé ne trouva qu'un ostensor de fer blanc ¹.

Néanmoins, après dix ans d'exil, le vieux prélat se retrouvait dans sa patrie, sur un siège archiepiscopal, parmi les témoignages de vénération des fidèles. Son premier mandement, publié ce même 25 messidor an X montra, de même que l'adoption du 14 juillet comme jour de son installation, qu'il était bien résigné à faire au nouveau régime la part de sacrifices nécessaire.

Mais ce mandement montre aussi que la fierté du prélat n'était point abattue par les épreuves et qu'il était déterminé à revendiquer le plus possible des traditions et de l'esprit de l'Eglise.

Dans ce mandement, l'archevêque s'intitulait « Jérôme Marie Champion de Cicé, par la grâce de Dieu et l'autorité du Saint-Siège apostolique archevêque d'Aix et d'Arles », à la différence de certains de ses confrères qui désignaient le Premier Consul comme la source terrestre de leurs pouvoirs. Le mandement débutait ensuite par un exorde d'une joie lyrique et non dépourvue de majesté, en l'honneur du rétablissement du culte. « Il était donc dans l'ordre de la divine providence que nous fusions encore appelés aux fonctions saintes du ministère apostolique, et envoyés vers vous pour rouvrir vos temples, rétablir vos solennités, instituer des pasteurs légitimes, vous conduire

1. Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 5, V¹ 1 ; Arch. nat., F¹ ciii, Bouches-du-Rhône 7 et 11 et F¹ 3659^b. M. de Cicé à Fauchet, Aix, 13 juillet, 24 messidor (V. Mandements, Arch. du Var). Sur l'installation de M. de Cicé à Aix, voir aussi A. Mille, *Notre métropole* (Saint-Sauveur d'Aix), Aix, 1883, in-8, p. 76.

dans les voies de la vérité et vous procurer tous les biens spirituels dont vous avez été si longtemps privés. Ils vont donc encore reluire pour nous, après une si longue et si pénible attente, après tant de troubles et de dissensions, les jours de paix, de miséricorde et de consolation. Les orages qui avaient si longtemps agité l'église de France et les tempêtes qui l'avaient ébranlée jusque dans ses fondements, ont disparu aux premiers rayons du soleil de justice, comme on voit les vapeurs qui obscurcissent la lumière fuir et disparaître aux premiers rayons de l'astre du jour. » Par contre la joie ne faisait pas oublier à l'archevêque son ressentiment contre les révolutionnaires et leur œuvre. « Dieu s'est levé et ceux qui avaient conspiré contre le Seigneur et contre son Christ, ceux qui avaient dit dans leur aveugle fureur : nous ne voulons pas qu'il règne sur nous, rompons ses chaînes et rejetons au loin le joug qu'il veut nous imposer, ou ne sont déjà plus, ou ne peuvent rien entreprendre contre lui ».

Après quoi venait l'hommage obligatoire de reconnaissance à Bonaparte, mais hommage formulé de telle sorte qu'il s'adressait à Dieu au-dessus de Bonaparte. « C'est à lui qu'il faut rapporter, et les vues du premier magistrat de l'empire, et ses grandes pensées et le courage qu'il a déployé pour arriver aux fins qu'il s'était proposées ». Cet hommage dépassait encore Bonaparte pour monter jusqu'au Souverain Pontife : N'est-ce pas Dieu, s'écriait l'archevêque, qui a mis dans le cœur de Bonaparte, « au moment de ses triomphes les plus éclatants, la grande pensée de recourir au père commun des fidèles pour rétablir en France cette religion sainte » ? Ce devoir accompli, Mgr de Cicé revenait non seulement aux révolutionnaires, mais à leurs prédécesseurs directs, les philosophes : ceux que la religion a eu à combattre « c'est l'athée, le déiste et le matérialiste, armés de toutes les subtilités d'une dangereuse philosophie », spécifiait-il, et il rappelait qu'au nombre des victimes de septembre figurait Dulau le dernier archevêque d'Arles. La cruelle expérience subie « nous aura désabusés pour toujours de ces folles espérances de bonheur, si hautement préconisées par les apôtres de cette philosophie mensongère, qui n'a de pouvoir que pour détruire. Il est détruit pour toujours, l'empire qu'avaient usurpé, parmi nous, ceux qui se

paraient du beau nom de philosophes. Le charme est détruit et on mettra désormais à s'en défendre autant d'empressement qu'on en mettait autrefois à le porter ».

Du reste, pour rassurer sur ses intentions les fonctionnaires du nouveau régime qui tenaient à la Révolution par leur passé, Mgr de Cicé ajoutait. « Nous réclavons... l'assistance des dépositaires de l'autorité qui ont toujours une si grande influence sur l'opinion publique. Nous sollicitons leur pouvoir et leurs bonnes intentions pour le soutien et l'encouragement de la morale évangélique. Nous invoquerons de notre côté la protection divine pour le succès de leur administration, en même temps que nous les seconderons par notre empressement à nous soumettre aux lois de l'empire et aux autorités préposées pour nous gouverner. » C'était l'acceptation solennelle par le chef du diocèse d'Aix de l'alliance établie par Bonaparte entre l'Eglise et l'Etat. Et conformément aux intentions du gouvernement, l'archevêque déclarait aux catholiques et aux prêtres de toute origine : « Notre ministère auprès de vous ne sera pas un ministère de domination, mais de travail, de douceur et de charité. » Il disait encore : « Que la réunion dans les mêmes principes et dans la soumission aux pasteurs légitimes, ne montre plus au peuple que des ministres dignes de son estime et de sa confiance. Faisons de notre côté, nos chers coopérateurs, tout ce que la charité et l'amour de la paix nous commandent. Sauvons la foi, et sacrifions, s'il le faut, tout le reste pour conserver l'unité. »

Ce mandement dut être lu dans toutes les églises le dimanche suivant, accompagné des « versets prescrits par le Concordat pour la République et les Consuls », et, même, d'une oraison particulière en l'honneur des Consuls.

Ainsi présenté, le mandement offusqua, par l'évocation de certains souvenirs, le nouveau commissaire général de police, Permon. « Aujourd'hui on ne doit voir dans les hommes comme dans les choses que ce qui est et non ce qui a été », pensait-il¹. Si Delacroix fut blessé il n'en laissa rien voir. Sa première entrevue avec Mgr de Cicé fut des plus cordiales.

1. « Jérôme-Marie Champion de Cicé, par la grâce de Dieu et l'autorité du Saint-Siège Apostolique archevêque d'Aix et d'Arles, au clergé et au peuple de notre diocèse, salut et bénédiction en Jésus-Christ, Notre Seigneur. Donné à Aix le

Cette rencontre eut lieu à Marseille dès le lendemain 26 messidor, 15 juillet. L'archevêque accepta l'hospitalité de Delacroix à la préfecture, et « se rapprocha des autorités » de suite. Il annonça qu'il officierait solennellement le dimanche suivant.

Cette résolution suscita de nombreux commentaires : dans quelle église Monseigneur allait-il officier ? Lorsqu'on sut qu'il avait jeté son dévolu sur l'église Saint-Martin, ce fut bien autre chose : Saint-Martin avait été desservi par des assermentés, les dévôts intransigeants en réclamaient la purification au préalable. Mgr de Cicé trancha « la difficulté » : il officia dans Saint-Martin sans aucune purification. Cela lui valut d'être traité de « schismatique » par ceux qui avaient « peine à concevoir » comment « il avait pu » avoir une telle audace.

La cérémonie n'en fut pas moins belle. Mgr de Cicé se rendit à Saint-Martin en voiture, accompagné du préfet et du commissaire général de police. Un peuple immense se pressait sur son passage, heureux de recevoir sa bénédiction et de l'applaudir. Une fois le cortège entré, il fallut fermer les portes, vu l'affluence. L'archevêque célébra une messe cardinale, bénit un oriflamme destiné à orner la salle des séances du conseil municipal. Un *Te Deum* fut chanté pour la paix ainsi que le « Domine salvam fac Rempublicam, salvos fac consules ». C'était l'ancien garde des sceaux de Louis XVI qui présidait à cette cérémonie, escorté d'un conventionnel régicide ! Mais la joie publique dut dédommager le prélat. Le soir une fête populaire, des joutes, un feu d'artifice portèrent au comble l'allégresse, et Mgr de Cicé honora ces divertissements publics de sa présence.

Le commissaire général de police se préoccupait cependant

14 juillet 1802 ou 25 messidor an 10 » dans *Recueil des Mandements*, t. I^{er}, p. 577. Bulletin général de police pendant l'an X (par Permon) Arch. nat., F¹ 3659⁸. L'oraison en l'honneur des Consuls est celle-ci : « Quæsumus, omnipotens Deus, ut famuli tui, Consules nostri, qui tua miseratione suscepunt Reipublicæ gubernacula, virtutum étiam omnium percipiant incrementa : quibus decenter ornati, vitiorum monstra devitare, hostes superare, et ad te qui via, veritas et vita es, gratiosi valeant pervenire. » Sur les scrupules de Permon, cf. Jauffret, *Mémoires historiques*, t. I^{er}, p. 212) qui dit que le gouvernement trouva mauvais qu'« un des nouveaux prélats » eût fait des allusions à la philosophie moderne, et qui montre Barral obligé pour la même raison par Portalis de modifier un mandement (*ibid.*, p. 215 note).

de ce que feraient les « fanatiques ». Ils étaient « encore assez nombreux pour donner quelques sujets d'inquiétude si d'une part M. l'archevêque ne se montrait entièrement disposé à suivre textuellement la marche tracée par le Concordat ; et si de l'autre part les autorités civiles n'étaient profondément pénétrées des obligations qui leur sont imposées par les lois ».

L'archevêque eut une attitude scrupuleusement loyaliste et gagna de suite les cœurs. Il n'y eut qu'une voix sur son « caractère doux », sur ses « sentiments de modération ». Il se tourna vers les partisans des évêques non démissionnaires et réussit à les rallier, sauf Reimonet. « Il a mis une telle impartialité dans les choix qu'il a faits provisoirement, écrivait-on, qu'il est parvenu à rétablir la paix parmi les ecclésiastiques ». Observons que à l'encontre de cette assertion, l'archevêque écarta les quatre prêtres assermentés qui desservaient jusqu'alors l'église Saint-Martin. Permon écrivit à ce propos : « Il paraîtrait cependant convenable qu'ils fussent employés : ils sont assermentés ; ils ont toujours obéi aux lois de la République ; leur éloignement de toute fonction ecclésiastique serait très vraisemblablement attribué à leur qualité d'assermenté, et... produirait, je crois, un mauvais effet. » Les protestants de Marseille partagèrent « l'allégresse publique » et envoyèrent une députation au prélat pour lui exprimer « les sentiments de vénération que ses vertus lui inspiraient ¹ ».

De Marseille l'archevêque revint à Aix. Docilement il ordonna la célébration d'un *Te Deum* dans toutes les églises de son diocèse à l'occasion de l'établissement du Consulat à vie. Le ravissement des populations provençales débarrassées à la fois du cauchemar des incursions anglaises, des querelles religieuses et de l'anarchie politique, devait rendre cette obligation assez douce à Mgr de Cicé.

L'archevêque alla ensuite visiter Arles, Tarascon, Saint-Remy. D'après une dénonciation qu'envoya à Portalis un médecin d'Arles très riche et très réputé, le Dr Pomme, le maire d'Arles, « reçut M. l'archevêque à son entrée dans cette ville par force

1. Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 5 ; Arch. nat., F^{1c} III Bouches-du-Rhône 7, F⁷ 3659⁵. Cf. plus loin en note lettre de M. de Cicé au pasteur genevois Picot-Tremblay.

et avec horreur, sans pouvoir le dissimuler et conséquemment sans cérémonie, à travers les acclamations d'un peuple chrétien qui le reçut avec joie et transports. Il ne s'occupa pas même de lui trouver un logement, il refusa d'assister au *Te Deum* pour ne pas paraître à la procession, il le fit chanter clandestinement dans l'église à onze heures du matin ». Pourtant Mgr de Cicé écrivait au préfet : « Il s'est opéré à Arles un changement subit et dans le meilleur sens. J'ai éprouvé la plus grande correspondance du maire » et ce qu'il ajoutait montre que son impression d'ensemble n'avait pas été mauvaise : « J'ose croire que ma visite et mes procédés influenceront puissamment pour le retour de l'union et de la tranquillité dans ces malheureuses contrées . »

Restait le département du Var. Avant de s'y engager, Mgr de Cicé tint à faire complètement la conquête du préfet. Portalis l'avait recommandé à Fauchet et lui-même, nous l'avons vu, avait écrit à Fauchet dès son arrivée à Aix. Il lui envoya en outre son mandement que Fauchet parut goûter très fort. Cette marque de déférence, imitée par d'autres prélats, encouragea du reste Portalis à se faire soumettre tous les mandements épiscopaux.

Mgr de Cicé voulut encore faire plus. Il écrivit à Fauchet cette lettre qui est un chef-d'œuvre de diplomatie et en même temps un nouveau manifeste des directions politiques qu'il avait adoptées. « Vos réflexions à ce sujet (au sujet de son mandement) ont excité toute ma sensibilité et ma reconnaissance. Une heureuse expérience nous montrera de plus en plus et l'importance pour la religion d'être fortement protégée par la puissance publique et les heureux efforts sur l'ordre social de l'influence du ministère religieux. Ce concert aplanira des deux parts de bien grands obstacles ; il règnera sûrement toujours entre vous et moi, entre vos principes et les miens. J'ai reçu comme vous une lettre de Portalis, mais la confiance respec-

1. L'archevêque au préfet, 26 thermidor, à propos du *Te Deum*, aux Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 14 ; Dénonciation Pomme aux Arch. nat., F¹⁹ 335, et lettre du prélat en sens opposé, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 14. Voir aussi Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 330. — Pomme, né à Arles, médecin de la faculté de Montpellier, exerçant à Arles, très réputé, très riche (1732-1812) est noté comme catholique très ardent (Arch. Nat., F⁷ 8415) ; nous y reviendrons.

tive, la loyauté, la bonne amitié suppléent abondamment à toutes les règles et rien ne les remplace. »

Fauchet une fois séduit, restait Toulon, Toulon la cité terroriste et impie, Toulon où, une année encore après le 18 brumaire, le nom de Bonaparte ne soulevait point d'acclamations. L'opinion commune jugeait « impossible » l'ouverture d'églises dans Toulon. Mgr de Cicé, d'abord mal renseigné, commença par accroître les difficultés de la situation « en transmettant l'ordonnance de chanter le *Te Deum* commandé par le gouvernement à des prêtres nouvellement rentrés de l'étranger ». De même il songeait à faire rétablir le culte par la célébration d'un *Te Deum* en l'honneur du Consulat à vie, mais il apprit que par là-même il risquait d'accroître les dissentiments.

Avec la même hardiesse d'inspiration qui l'avait guidé depuis son arrivée dans son diocèse, Mgr de Cicé résolut d'aller affronter l'athéisme dans Toulon même, et il ordonna d'ajourner le *Te Deum* pour le faire chanter en sa présence. Il s'embarqua le 6 fructidor à Marseille et naviguant à la rame, couchant à terre le soir, il était le 9 fructidor (27 août) en vue de Toulon. Ce n'est pas sans inquiétude qu'il approchait « d'une ville qui rappelle de si fâcheux souvenirs et où l'esprit public a été souvent exagéré même dans la ligne du patriotisme ». L'administration avait du moins pris toutes les précautions pour faciliter au prélat son entrée. Le préfet était venu lui-même organiser la réception et préparer une église. Il voulait que l'archevêque fût « content de ce pays ». Et de fait tout se passa le mieux du monde.

L'archevêque, salué par une frégate à son entrée en rade, reçut à bord les autorités, s'embarqua avec elles dans le canot de la préfecture maritime, trouva sur le quai les troupes rangées pour lui rendre les honneurs et fut « conduit à la maison commune au bruit des décharges d'artillerie, aux acclamations du peuple et au son des instruments qui jouaient : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?* »

A la mairie, Fauchet le harangua, puis, lui donnant le bras, le conduisit en cortège au domicile qui lui était destiné. Cette fois encore l'impression fut excellente. On admira le « maintien modeste » et « l'air affectueux de ce respectable vieillard ». Ses paroles justifèrent « l'idée qu'on avait de lui et per-

mirent de concevoir les plus heureuses espérances ». Cependant, assure-t-on, le maire Boisselin s'ingéniait à entraver les réparations dont avait besoin l'église de la Major ou ancienne cathédrale. Mgr de Cicé déclara vouloir rester jusqu'à la fin des travaux, communiqua son ardeur aux ouvriers et la Major de Toulon fut rendue au culte le 18 fructidor an X (5 septembre 1802).

D'autre part, s'adressant aux prêtres qui avaient suivi jusqu'alors la communion de l'évêque non-démissionnaire de Toulon, M. de Castellane, Mgr de Cicé parvint à les rallier à l'Eglise concordataire, à l'exception d'un seul.

En dix jours, malgré les plus fâcheux pronostics, le régime concordataire s'était implanté dans Toulon par la douceur, l'adresse et la ténacité du chef du diocèse, par la sympathie respectueuse qu'il faisait naître autour de lui, et aussi par l'action du préfet ¹.

De Toulon l'archevêque se rendit par mer à Saint-Tropez et Antibes. Il revint sur Aix par Draguignan. Un incident se produisit alors qui montre combien l'état de désordre d'où le régime consulaire voulait tirer la Provence, était difficile à guérir, et qui prouve aussi qu'une tournée pastorale à cette époque ne manquait pas d'imprévu. Non loin de Saint-Maximin, une bande de trente brigands attendait la voiture de l'archevêque. La police avertie renforça l'escorte, les brigands se jetèrent ou furent entraînés sur une fausse piste. Ils attaquèrent une voiture autre que celle de l'archevêque et après un violent combat se dispersèrent, laissant leur chef sur le terrain. Rien ne permet de voir dans cette affaire une tentative polifrique analogue à l'enlèvement de l'évêque de Vannes par les chouans en 1805. Bonaparte n'en fut pas moins très irrité.

1. Lettre à Fauchet, Aix, 27 thermidor (an X), aux Arch. du Var, V. Mandements ; M. de Cicé à Fauchet, Aix, 30 thermidor (*ibid.*) ; Fauchet au ministre de l'Intérieur, 3 fructidor, aux Arch. Nat., F¹ ciii, Var ; 6 et 9 fructidor (*ibid.*, F¹⁹ 479) ; Rapport du commissaire général de police Caillemer (*ibid.*) ; Cicé à Delacroix, Saint-Tropez 23 fructidor (Arch. des Bouches-du-Rhône V⁴¹ et V⁴⁵, et Fournier-Saint-Yves. *op. cit.*, p. 330). Sur l'hostilité de Boisselin, voir Rey, *Oraison funèbre*, p. 18 ; D. Rossi, *Étude archéologique sur la cathédrale de Toulon* dans la Revue de Marseille et de Provence, 1861, p. 167, note 1. Voir aussi, Jauffret : *Mémoires*, t. I^{er}, p. 127. Voir enfin Arch. nat. F¹⁹ bis + 65 n° 202, F¹⁹ bis + 74 n° 74 et 115, F¹⁹ bis + 128 n° 1050, des félicitations de Portalis aux deux préfets, au sous-préfet d'Aix, à l'archevêque sur le succès obtenu.

N'était ce fait divers qui aurait pu tourner plus mal, Mgr de Cicé rentra enchanté de sa tournée. Fauchet et sa femme l'avaient reçu avec autant de cordialité que Delacroix. L'archevêque écrivit au préfet du Var : « Mon premier soin en terminant mes courses, est de vous témoigner ma vraie sensibilité à (*sic*) votre réception dans tout votre département et à tous les bons procédés que j'ai éprouvés de votre part, ainsi que de M^{me} Fauchet... et j'en conserve une vive reconnaissance,... le désir bien sincère de vous en donner des preuves. » Et sans doute le vieux prélat tenait à déployer pour la compagne du préfet du Var toutes ses séductions d'homme d'Eglise et d'homme de cour, car il écrivait d'Aix à Fauchet : « M^{me} Fauchet m'a joué un bien vilain tour en passant ici incognito et en me privant du plaisir de la voir et de lui rendre des soins; je lui en ferai une querelle sérieuse. »

Bien plus, l'archevêque apprit que sur les instances de Delacroix, le conseil municipal de Marseille lui votait une notable augmentation de traitement. Mgr de Cicé écrivit au préfet des Bouches-du-Rhône : « Je reçois au milieu de mes courses de terre et de mer les témoignages nouveaux de votre zèle obligeant pour mes intérêts. La délibération prise par le conseil municipal de Marseille, en améliorant ma situation, lui donne de justes droits à ma reconnaissance. J'ose vous prier de lui en remettre l'assurance : elle acquerra du prix en passant par vos mains. Vous connaissez l'inviolable et respectueux attachement de votre serviteur. Mes hommages, je vous prie, et ceux de mes compagnons à M^{me} Delacroix ». A la suite, Mgr de Cicé devenait très optimiste sur toutes choses ¹.

1. *Correspondance de Napoléon*, n° 6320. M. de Cicé à Fauchet, Aix, 14 vendémiaire (an XI), aux Arch. du Var. V, Mandements; au même, 22 vendémiaire (*ibid.*); Cicé à Delacroix, de Saint-Tropez, lettre déjà citée; Cicé au pasteur Picot-Tremblay, à Genève, déjà citée en partie; Saint-Tropez, 24 fructidor : « J'éprouve dans toutes mes courses l'empressement avec lequel les grands et les petits saisissent avec avidité l'ancre de la religion que je leur apporte. Je vois aussi partout le besoin qu'ils en ont. Ce spectacle est bien éloquent contre ceux qui croient pouvoir ou qui désirent de se passer de religion. C'est contre eux ou plutôt c'est pour les ramener que nous devons réunir nos efforts. L'évangile est notre arme; il nous fournit les moyens de convaincre et de toucher ceux qui s'y refusent;... par lui... nous apprenons à nous confirmer les uns et les autres dans les liens de l'affection et de l'estime, quelque différence qu'il y ait d'ailleurs dans nos opinions sur des points de dogme ou de discipline. Certes si on ne l'avait

Brusquement en rentrant à Aix le prélat eut connaissance d'un premier conflit entre l'autorité ecclésiastique et le pouvoir civil. Un prêtre constitutionnel nommé Ganteaume, se croyant près de sa fin, avait demandé un confesseur. Il s'était d'abord heurté au mauvais vouloir du vicaire général Florens. Après quoi il avait trouvé un prêtre, qui acceptait même de lui porter le viatique. Le conseil de l'archevêché, composé des vicaires généraux administrant le diocèse en l'absence de l'archevêque, ce conseil interdit au moribond les sacrements parce que, disait-on, il n'avait pas fait sa soumission. Cependant Ganteaume avait écrit aux vicaires généraux qu'il adhéraît au Concordat. Sans doute voulait-on aussi de lui une rétractation de son passé. Delacroix s'irrita. Il écrivit à Mgr de Cicé : « Une semblable conduite n'a pu qu'exciter ma surprise ; elle est réprouvée par le vœu de la loi et elle contrarie sans doute les intentions du gouvernement. Je me persuade que vous partagerez ma sollicitude sur cet événement et que vous donnerez, si fait n'a été, les ordres convenables pour que le scandale qui en est résulté ne se prolonge pas davantage et ne se renouvelle pas. Les mesures que vous prendrez et dont je vous prie de me faire part, me dispenseront d'informer le gouvernement. » Nous ne connaissons pas dans les termes la réponse de l'archevêque. Par sa démarche de naguère auprès de Caprara, lorsque celui-ci prétendait exiger une rétractation de tous les prêtres constitutionnels, il s'était d'avance interdit d'être exigeant vis-à-vis de ces derniers, et sans doute aussi jugeait-il prématuré de montrer de la raideur à l'égard du préfet des Bouches-du-Rhône. Il couvrit de son mieux ses vicaires généraux. Ganteaume d'autre part eut satisfaction ¹. Mais ce débat annonçait que, même avec de la bonne

jamais perdu de vue on ne se serait jamais divisé... (*sic*). En attendant le beau jour d'une réunion si désirable, livrons-nous du moins aux sentiments inséparables de ce désir et ne présentons aux peuples qu'une phalange armée pour prêcher le même Dieu, le même sauveur et la même morale. Je me réjouis de trouver les (*sic*) sentiments dans vous, Monsieur, je le savais d'avance ; je les ai trouvés dans les (protestants) du Consistoire de Marseille. J'ai encore une quinzaine à passer dans mes courses de terre, de mer et dans des routes infestées de brigands... » (Bibl. de Genève, Manuscrits, Supplément, volume 360, n° 25. Communiqué par M. Jean Lemoine à qui nous présentons tous nos remerciements).

1. Arch. des Bouches-du-Rhône V¹ 1, V¹ 7 et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.* p. 371.

volonté des deux côtés, les rapports seraient malaisés entre Delacroix et Mgr de Cicé.

Du moins, déjà l'archevêque savait que Portalis le couvrirait même pour des entreprises contre l'autorité civile, pour des empiètements sur le terrain administratif et politique. Dans cette première tournée pastorale, il enquêtait délibérément sur les agissements des fonctionnaires, écrivait son opinion à Portalis et Portalis l'encourageait dans ces usurpations. Portalis esquissait l'intention de faire de M. de Cicé, en sa qualité de grand administrateur d'ancien Régime et de prélat, une sorte de contrôleur permanent des représentants de l'Etat en Provence. En effet si nous n'avons pas la lettre de M. de Cicé, voici la réponse bien claire de Portalis. « Dans votre tournée à Arles, vous vous êtes occupé de la manière dont on administre ces malheureuses contrées. Vous me donnez un aperçu de l'immoralité des agents qui administrent, et vous me promettez des instructions utiles que j'attends avec impatience pour les mettre sous les yeux du gouvernement. Vous êtes plus à portée que tout autre de donner des vues sur tout ce qui peut toucher à la chose publique. Vous avez l'habitude de l'administration et vous inspirez la confiance qui s'attache à votre personne et à votre ministère ¹ ». Ainsi, dès sa prise de possession du diocèse, Mgr de Cicé pouvait se permettre d'intervenir dans la vie politique et administrative des départements provençaux ².

1. Arch. nat. F¹⁹ bis + 65, n° 259.

CHAPITRE II

Premiers rapports politiques de l'archevêque d'Aix avec l'État

I. Manifestations de loyalisme en l'honneur de l'Etat, mais au profit de l'Eglise. L'oraison funèbre du général Leclerc. Le mandement à l'occasion de la paix avec l'Angleterre. Les honneurs rendus aux reliques de Pie VI. — II. Principes dont l'archevêque va s'inspirer.

Les rapports de Mgr de Cicé comme chef de l'Eglise de Provence avec le gouvernement consulaire montrent, dès l'an XI, quelle allait être la stratégie de l'archevêque pour reprendre sur le pouvoir laïque le terrain perdu depuis 1789 et abandonné par le Concordat.

Le premier point pour Mgr de Cicé fut de gagner la confiance du gouvernement.

Nous venons de voir quelles relations amicales ils s'était efforcé de nouer, à son arrivée, avec les deux préfets des Bouches-du-Rhône et du Var. Bientôt après s'offrirent à lui trois occasions de manifester son loyalisme.

I

La première occasion fut l'obligation de prononcer l'oraison funèbre du général Leclerc mort au cours de l'expédition de Saint-Domingue.

La vie du général Leclerc ne présentait d'autres titres à l'oraison funèbre par un archevêque, que d'avoir été associée, en intermède mais légalement, à l'existence de la toute belle Pauline, sœur du Premier Consul. Toutefois, lorsque la dépouille

mortelle du beau-frère de Bonaparte fut ramenée à Toulon, le gouvernement prescrivit des services funèbres dans toute la France. Mgr de Cicé reçut donc de Portalis l'invitation « de de se charger lui-même » de ce pieux hommage. Il répondit qu'il en était « très flatté ». Pour l'édifier et l'inspirer, le ministre de la Guerre et Portalis lui envoyèrent des notes sur le sujet à développer.

Le corps de Leclerc fut amené de Toulon à Marseille sur le navire *la Cornélie*. Ironie des choses qui choisissait un navire portant le nom d'une veuve inconsolable pour transporter les restes d'un époux bien vite oublié ! A Marseille, le corps fut reçu dans la cathédrale, et le 26 pluviôse an XI (15 février 1803), fut prononcé l'*Eloge funèbre de Charles-Emmanuel Leclerc, commandant l'île Saint-Domingue*, par M. Jérôme-Marie Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles.

Ce discours, il faut l'avouer, ne sort à aucun moment de l'extrême banalité. La mort de Leclerc sert de thème à l'archevêque pour réfuter les incrédules, et surtout pour démontrer que l'incrédulité est incompatible avec les vertus militaires. « Les services rendus à la Patrie se composent de tant et de si grands sacrifices qu'on les attendrait vainement de ceux qui ne considèrent pour rien les espérances d'une autre vie. » Même « la Patrie ne serait bientôt plus qu'un vain nom si la Religion ne l'environnait de toute son influence ». Puis vient l'éloge du Premier Consul accompagné de cette réflexion : à la suite de la campagne d'Italie, « qui peut douter que le Dieu des armées ne protégeât visiblement Bonaparte » ? Ici, malgré sa bonne volonté, l'archevêque laisse voir qu'il est demeuré pendant un temps étranger aux événements de l'histoire de France : il place l'armistice de Léoben après la bataille de Marengo ! Après quoi l'archevêque aborde, en termes très mesurés, l'apologie du défunt, l'éloge plus hyperbolique de Pauline dont l'héroïsme au chevet de son époux a, dit M. de Cicé, bravé la contagion. L'archevêque était plus à l'aise pour rappeler que Leclerc commandant à Marseille avait essayé de pacifier les partis. Il termine en remerciant « nos vétérans mutilés », les militaires de l'assistance, d'être venus si nombreux. « Ils reconnaissent, dit-il, que l'Eternel est le Dieu des Armées comme celui de la Paix ». Il adresse enfin l'expression de sa reconnaissance à

Bonaparte qui « vient de rendre à ces braves vétérans la jouissance des consolations religieuses ».

En somme Mgr de Cicé profitait d'une cérémonie qui réunissait autour de lui l'élément militaire de la région, pour montrer au public, groupés autour des autels et réconciliés avec l'Eglise, les vieux soldats des armées révolutionnaires.

Les royalistes s'en montrèrent très irrités¹.

Non moins empressé fut le mandement où l'archevêque d'Aix, à la requête du gouvernement, annonça la rupture de la paix d'Amiens et ordonna des prières publiques pour attirer les faveurs du Ciel sur les armées de la France.

« Il nous faut changer écrit-il, nos chants d'allégresse et de reconnaissance en supplications pour fléchir la colère céleste, et pour obtenir de Dieu le retour des bénédictions de la paix ». L'archevêque ensuite tire de l'occupation qui vient d'être faite du Hanovre sans coup férir, l'indice de « l'appui que le ciel accorde à Bonaparte ». Après quoi vient le témoignage de l'esprit pacifique du chef de l'Etat. « Le premier Consul n'a point fait la paix pour préparer une nouvelle guerre ; il ne prend les armes que pour vous rendre la paix. » M. de Cicé s'écrie alors. « Et vous jeunes conscrits, marchez à la gloire à la suite de nos braves vétérans et faites connaître à l'ennemi que jamais la France ne manquera de défenseurs ». « Et vous, braves guerriers à qui la victoire a toujours été si fidèle, votre valeur nous annonce de nouveaux succès. Nous lèverons les mains au ciel pendant que vous combattrez les ennemis de la France... »

« Ce mandement, écrivit le commissaire général de police, a

1. Invitation de Portalis à M. de Cicé aux Arch. nat. dans F 19 bis +, 10 n° 812, 18 nivôse an XI. Delacroix avait organisé à Marseille des obsèques magnifiques : cinquante jeunes gens vêtus de blanc avec ceintures de crêpe entouraient le char funèbre. *L'Eloge funèbre* imprimé à Aix, « an XI (1803) », 20 p. in-12, se trouve à la Bibl. nat., L n° 11929. Cf. Arch. nat., AFRv 1044 et F¹cmr Bouches-du-Rhône 12. Voir aussi Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. II, p. 232, Paris, 1897, in-8, et sur la colère des royalistes, Remacle, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris sous le Consulat*, Paris, 1899, in-8, p. 237.

Leclerc (Charles-Emmanuel), né à Pontoise en 1772, fils d'un marchand de farine, lieutenant de volontaires en 1791, capitaine au siège de Toulon où il connut Bonaparte, général de brigade après la campagne d'Italie, épouse Pauline en 1797. Général de division en Egypte, se distingue ensuite à Hohenlinden. Commandant l'expédition de Saint-Domingue, il mourut là-bas, le 2 novembre 1802 (*Grande Encyclopédie*).

été généralement bien accueilli » ; car « il est fort de principes et de raisonnements ». En somme « c'est avec ce langage de la vraie religion réuni à la saine politique que l'on assure le bonheur des peuples ».

De fait, on trouve dans cette manifestation oratoire de Mgr de Cicé tout ce que le Premier Consul voulait suggérer à l'opinion publique. D'abord la conviction que Bonaparte ne faisait que se défendre, qu'il ne prenait à nouveau les armes que pour reconquérir la paix. Puis la confiance absolue au succès décisif, confiance qu'il fallait prêcher aux recrues.

D'autre part, dans ce mandement, avec toutes les expressions d'un patriotisme sincère, se marque le respect des convenances vis-à-vis de ce peuple anglais qui, s'il était pour Mgr de Cicé l'ennemi d'aujourd'hui, n'en restait pas moins l'hôte et le protecteur d'hier. Le prélat grand seigneur qu'était l'archevêque d'Aix, sut éviter la faute de goût que commirent certains de ses confrères qui, dans cette occurrence, pour faire leur cour à Bonaparte, oublièrent ce qu'ils devaient au gouvernement britannique et lancèrent contre lui l'invective ¹.

Dans les deux circonstances que l'on vient de voir, Mgr de Cicé s'était comporté simplement en fonctionnaire ecclésiastique docile à l'Etat. Dans l'affaire du retour en France des reliques de Pie VI, il sut paraître non seulement comme le représentant de l'Eglise et de l'Etat, mais comme investi de la mission de faire au nom de l'Etat laque amende honorable à l'Eglise.

La dépouille mortelle du dernier pape, inhumée à Valence, avait été rendue par Bonaparte au Saint-Siège, en novembre 1801, conformément au désir qu'avait exprimé le défunt d'être enterré à côté de ses prédécesseurs dans Saint-Pierre de Rome. Le premier Consul avait d'abord voulu s'en tenir là. Il jugeait le souvenir de Pie VI importun.

Puis Bonaparte accepta de faire ériger à Valence un monument en l'honneur du pontife décédé sur le sol français. En con-

1. Nous ne connaissons ce mandement que par l'extrait paru au *Moniteur* du 17 messidor an XI (6 juillet 1803), et par les citations qu'en donne Permon dans son rapport pour germinal-prairial an XI (Arch. nat., F⁷ 3659^o). Cf. Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, t. IV de la série, Paris, 1907, in-8, p. 99.

séquence Pie VII fut prié d'envoyer le cœur et les entrailles de son prédécesseur : on les ensevelirait dans le monument projeté.

Le 21 novembre 1802 (30 brumaire an XI), le Saint Père autorisa le départ de l'urne qui contenait le dépôt funéraire, à bord du brick français l'*Alcyon* qui devait faire voile de Civita Vecchia pour Toulon.

Le cardinal-légat Caprara chargea l'archevêque d'Aix de « commettre deux ecclésiastiques en dignité », pour conduire l'urne de Toulon à Valence. M. de Cicé obtint du gouvernement l'autorisation de lui rendre les honneurs funèbres au passage. L'archevêque désigna le chanoine Robineau et le curé Sinety pour escorter le convoi de Toulon à Marseille. Le 23 nivôse an XI (13 janvier 1803), l'urne fut reçue à Toulon, au nom de l'archevêque, par l'abbé Vigne et le clergé, par toutes les autorités. Au son d'une musique militaire on la transporta dans la cathédrale. Elle y resta deux mois.

Le 30 ventôse (21 mars), après un service solennel et une oraison funèbre prononcée par l'abbé Jansolen, l'urne funéraire partit en cortège pour Marseille. « Le culte n'étant pas encore public ici, écrivit M. de Cicé, de Marseille, au préfet Delacroix, je ne ferai arriver ce dépôt qu'après la chute du jour : il sera conduit de suite et sans cérémonie à l'Eglise Saint-Martin, où le lendemain il sera célébré un service solennel. » La réception, quoique fixée au soir, se fit au milieu d'une foule immense. Le 2 germinal an XI (23 mars), devant le préfet et les principales autorités, Mgr de Cicé officia pontificalement, avec le concours de son suffragant, Mgr Colonna d'Istria, évêque de Nice, qui était venu à Marseille pour lui remettre le pallium. Soixante prêtres les assistèrent. L'archevêque prononça une oraison funèbre « dans laquelle il déploya son éloquence ordinaire », déclare un témoin.

C'est « son habileté ordinaire » qu'il aurait fallu dire, car dans ce discours, M. de Cicé après avoir piqué malignement la curiosité publique, se dérobe prestement à l'épreuve difficile de préciser les responsabilités de la Révolution dans le martyre de Pie VI. « Quels sont les motifs qui vous attirent en ce temple ? » demande-t-il à l'auditoire « Est-ce l'image de l'abaissement des grandeurs humaines ? » Non. « Venez-vous satisfaire au juste désir d'entendre célébrer la mémoire du véné-

nable Pie VI ? » Ce serait superflu. « Et ne convient-il pas mieux d'ailleurs de laisser à l'histoire le soin de tracer ce tableau, lorsque surtout, affranchie des entraves du temps présent, elle pourra s'exprimer avec cette liberté qui commande la confiance ? »

Mieux vaut tirer des faits leur enseignement. « Je trouve dans cette lutte de l'homme fort aux prises avec l'infortune, spectacle digne des regards de Dieu même suivant l'expression d'un ancien, lutte où Pie VI a développé un si grand caractère, un sujet particulièrement susceptible de vos méditations. » En effet, « à l'exemple de notre divin Sauveur dont Pie VI fut le vicaire sur la terre, il fut abreuvé d'afflictions, sa royauté fut tournée en dérision, sa personne traînée en captivité : au milieu de tant de sujets d'amertume il conserva toujours la dignité qui commande le respect ; il ne proféra que des paroles de résignation et de charité ; il fut, pour ainsi dire, conduit comme un agneau à son dernier terme, couronnant comme son divin Modèle, par une sainte mort, une vie si longtemps consacrée au service de l'Eglise, à l'instruction et à l'édification des peuples ». Ce développement, le seul un peu accentué, est précédé, suivi de phrases en grisaille qui l'atténuent. Après quoi le prélat dégage fièrement le caractère de l'hommage rendu aux mânes de Pie VI. « Bénissons le Gouvernement réparateur à qui nous devons ce bienfait... ; bénissons-le d'avoir mis sa gloire à solliciter le dépôt qui est sous vos yeux et à lui ériger un monument durable sur le théâtre même où Pie VI a terminé sa carrière. » Enfin, voulant conclure, l'archevêque juge indispensable de dire à la Révolution son fait, mais c'est par l'organe du pontife défunt, dans une prosopopée de Pie VI qu'il exprime sa propre opinion, et dans une prosopopée mêlée d'appels à la concorde et à l'oubli du passé. « Il me semble, mes Frères, l'entendre lui-même en ce moment. « O mes enfants ! O mes bien-aimés ! je n'ai jamais cessé de vous porter dans mon cœur ; j'ai pleuré sur vos égarements, mais je me suis toujours attendu à votre retour ; il sera solide et durable : la religion, en reprenant ses droits, fera cesser vos agitations convulsives, et vous rendra le bonheur qu'une fausse philosophie vous avait ravi. » Et M. de Cicé termine par quelques paroles absolument banales sur le « jeune Héros que Dieu a conduit

par la main pour sauver la France » : c'est tout ce que l'éloquence de Mgr de Cicé pouvait tirer du thème du génie de Bonaparte.

Dans l'après-midi le cortège partit pour Aix où il reçut des honneurs analogues dans la cathédrale. Le lendemain, par Lambesc, l'urne contenant « la relique sacrée » était dirigée sur Valence.

L'archevêque d'Aix avait d'avance réclamé à son confrère, l'évêque de Valence, 3.000 francs pour les frais, à déduire de la somme de 10.000 francs allouée par le gouvernement pour le transfert. L'archevêque réclama encore, les cérémonies du transfert terminées, 300 à 400 francs « bien qu'ayant procédé aux dépenses avec une grande réserve ». Devenait-il parcimonieux sur ses vieux jours ? N'avait-il pas plutôt de l'antipathie pour l'évêque de Valence, Mgr Bécherel, ex-révolutionnaire que la destinée appelait à rendre les derniers honneurs au pape martyr de la Révolution ? Quoi qu'il en soit, la cérémonie du transfert des restes de Pie VI était tout au profit du pouvoir ecclésiastique. Cette sorte de réparation aux mânes du pontife défunt pouvait être de bonne politique vis-à-vis des populations méridionales jadis impressionnées par le spectacle de sa captivité et de sa mort. Vraisemblablement aussi, le Premier Consul avait cru sceller de la sorte l'union étroite en Provence des autorités laïques et du clergé. Mais, Mgr de Cicé prenait bien soin de le signifier au peuple, dans cette circonstance l'Etat laïque issu du régime révolutionnaire, apparais-

1. Portalis autorise Mgr de Cicé le 27 nivôse an XI (Arch. nat., F¹⁹ bis + 10 n° 869). Il lui annonce un crédit de 10.000 fr. le 23 pluviôse (F¹⁹ bis + 115 n° 992).

L'Épiscopat français, p. 11, mentionne le discours ainsi : Discours en l'honneur de Pie VI lors de la translation de son cœur à Marseille, Aix, 1803. Nous n'avons trouvé ce discours qu'au journal le *Bulletin de Lyon* du 19 germinal an XI, avec un titre quelque peu différent. Cf. Boulay de la Meurthe, *Négociations relatives au Concordat*, t. IV supplémentaire, p. 358, 359 et notes, Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 14, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ ; Rapport fait à Cacault par l'ecclésiastique chargé d'accompagner les restes de Pie VI, dans Picot, *Annales littéraires et morales*, t. I^{er}, p. 436 ; Gendry, *Pie VI. Son pontificat 1774-1799*, Paris, s. d., 2 vol. in-8, t. II, p. 464. Une inscription commémora le fait dans la sacristie de Toulon, dès ce temps (D. Rossi, *Étude archéologique sur la cathédrale de Toulon*, déjà citée). Sur Mgr. Bécherel voir Dudon, *Pie VII et les évêques constitutionnels* dans *Études*, t. 102 (1905) p. 50. M. de Cicé fut vis-à-vis de lui sans aménité dans ces circonstances.

sait comme voulant se faire pardonner les outrages du régime révolutionnaire envers la papauté ! Et l'archevêque d'Aix, à la fois mandataire du gouvernement dans la circonstance et chef de l'Eglise de Provence, l'archevêque d'Aix grandissait en prestige aux yeux de ses ouailles, au point d'éclipser complètement les agents de l'autorité temporelle. Pour le prélat défenseur naturel de la suprématie de l'Eglise sur l'Etat, c'était un double sujet de satisfaction.

II

Dès l'an XI aussi Mgr de Cicé montre dans ses rapports politiques avec l'Etat laïque comment il entend procéder. Sans faire de théories, sans invoquer d'autres principes que cette doctrine de la *tolerance civile* de Turgot que nous connaissons, on le voit appliquer constamment la règle suivante : utiliser le plus possible l'autorité de l'Etat pour asseoir l'autorité de l'archevêque et de l'Eglise ; contester et réduire le plus possible l'autorité de l'Etat chaque fois qu'elle fera obstacle à celle de l'archevêque et de l'Eglise.

Quiconque porte atteinte aux pouvoirs légaux du clergé est livré par Mgr de Cicé au bras séculier. De même tout ecclésiastique tombé dans l'irrégularité. Un marguillier de la paroisse de Martigues, contrairement à l'article 48 des Organiques, a sonné les cloches à toute volée, ceci malgré la défense du maire approuvée par le curé. La population soutient le marguillier et malmène le maire. Mgr de Cicé veut que soit « vengée » l'autorité du maire sur laquelle s'appuie celle du curé : il réclame du préfet la dénonciation du coupable au Grand Juge et une poursuite est engagée. Un certain Mittre, desservant de Seillans, a été privé de sa place par Monseigneur. Mittre, est ensuite accusé d'avoir enlevé une veuve mineure et de l'avoir emmenée à Marseille. L'archevêque réclame contre Mittre l'intervention des foudres préfectorales et le délinquant est expédié sous surveillance dans une commune éloignée du théâtre de ses exploits.

D'autre part, nous l'avons dit, certains prélats se déclaraient archevêques ou évêques « par la grâce de Dieu et la nomina-

tion du Premier Consul », et les autres : « par la miséricorde divine et la grâce du Saint Siège apostolique ». La première formule était conforme à la réalité, puisque c'était le pouvoir laïque qui nommait les évêques. La deuxième était une affirmation de l'action exclusive de Rome dans le recrutement de l'épiscopat. Mgr de Cicé, comme dans son premier mandement, s'intitula : « Par la miséricorde divine et la grâce du Saint Siège apostolique, archevêque d'Aix et d'Arles. » Par une première capitulation, le 24 messidor an X (13 juillet 1802), Portalis imposa cette formule comme règle à tout l'épiscopat, étant donné, dit-il, que « c'est l'institution du pape qui donne à l'évêque sa mission spirituelle ». Le vieil usage reparaisait, dès messidor an X, sur l'initiative du clergé, d'appeler l'archevêque « Monseigneur », contrairement à l'article 12 des Organiques. Permon s'en formalisait, mentionnant du reste que c'était là « une ancienne habitude dont il sera difficile de se défaire ». Mais les supérieurs de Permon autorisèrent la pratique par leur silence. M. de Cicé redevint donc « Monseigneur » ¹.

Est-ce l'attitude du gouvernement qui l'encourageait ? Sans plus attendre, l'archevêque d'Aix partait en guerre contre l'appel comme d'abus.

L'appel comme d'abus était, on le sait, une des plus anciennes parmi les institutions qui régissaient les rapports de l'Etat et de l'Eglise gallicane. L'ordonnance de 1693 qui l'avait confirmée, en avait confié l'application aux Parlements. L'article 6 des Organiques l'avait reprise en ces termes : « Il y aura recours au Conseil d'Etat dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques. — Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane, et toute entreprise ou

1. Archives des Bouches-du-Rhône, V¹²⁵ et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 374 ; pour l'affaire Mitre, voir Arch. nat., F¹⁷8495. Sur la formule « par la miséricorde divine », etc., voir la circulaire de Portalis aux évêques dans F^{19 bis} + 65 n° 84. Cf. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 210. Sur l'appellation de « Monseigneur » voir Bulletin de police de Permon pour messidor an X (Arch. nat., F¹ 3659⁶).

tout procédé qui dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure ou en scandale public. » Le cardinal di Pietro avait alors objecté que cette disposition lésait « l'immunité personnelle ecclésiastique ». Caprara reprit l'argumentation de di Pietro et y ajouta que l'article 6 ne spécifiait les cas d'abus que « d'une manière générique et indéterminée ». C'est sans doute à ce moment que Mgr de Cicé intervint lui aussi.

L'archevêque d'Aix écrivit en effet à Portalis une lettre que nous ne connaissons que par la réponse de Portalis et par un résumé de Jauffret. En l'an XI, nous dit Jauffret, M. de Cicé réclama « contre la disposition des Articles Organiques relative aux cas d'abus. Il prétendit qu'elle était conçue en termes trop vagues, qu'en permettant indéfiniment de recourir au Conseil d'Etat contre tout procédé ecclésiastique dont on croirait avoir à se plaindre, on ouvrait la porte aux dénonciations les plus absurdes, aux plaintes les plus ridicules ». Nous savons aussi par un passage de la lettre de l'archevêque, reproduit dans son esprit sinon dans ses termes par la réponse de Portalis, que le prélat, avec une habileté consommée, arguait de l'établissement même de la liberté de conscience pour dérober l'Eglise au contrôle de l'Etat. Il faisait observer « que la religion catholique n'étant plus la religion dominante, les affaires religieuses ont moins d'influence sur celles de la société et qu'en conséquence on a moins besoin de s'occuper des procédés des ecclésiastiques, vu que ces procédés, dans le système de la liberté des opinions religieuses, sont presque indifférents à la politique de l'Etat, à l'honneur et à l'existence civile des citoyens ».

Portalis répondit par une lettre du 2 frimaire an XI (23 novembre 1802), qui prouve qu'en lui le juriste et l'homme d'Etat ne capitulaient point encore devant l'Eglise. « J'admets, écrivait-il, tous les principes que vous professez sur la nécessité de maintenir l'union entre le sacerdoce et l'empire. J'admets encore tout ce que vous établissez si bien relativement à la liberté qui doit être laissée aux ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère. Je conviens enfin que chaque religion doit être protégée avec sa doctrine, sa discipline et ses rites. » Mais Portalis démontrait ensuite par une longue disserta-

tion historique et juridique, que les cas d'abus « n'étaient pas plus fixés sous l'Ancien Régime que sous le nouveau ; qu'il n'y avait presque point d'époque où le clergé n'eût réclamé cette fixation et où sa prétention n'eût été repoussée, par la raison qu'en spécifiant certains cas on aurait donné occasion de soutenir qu'on n'en avait point compris une infinité d'autres qui naissaient tous les jours et qui exigeaient absolument l'intervention de l'autorité civile ». D'autre part « la connaissance des appels comme d'abus avait été attribuée au Conseil d'Etat parce qu'on avait pensé que la police des cultes devait demeurer dans les mains du gouvernement comme faisant partie de la police générale de l'Etat ; qu'en matière ecclésiastique ce conseil remplaçait les parlements et avec beaucoup moins d'inconvénients pour les ministres du culte », car les parlements apportaient à juger les affaires du clergé « les petites passions d'un rival ». Portalis ajoutait : « l'idée de régler tous les cas d'abus compromettrait les droits de la puissance publique,... la sûreté des citoyens dans les cas non prévus et les libertés mêmes de la nation ». Il disait encore : « Le principe duquel on est parti pour refuser de définir par des règlements ou des lois les cas d'abus, n'est pas simplement un principe de jurisprudence, mais une loi d'Etat, une loi fondamentale ¹. »

Portalis concédait : « S'il n'y avait que des pasteurs tels que vous qui connaissez les choses et les hommes et qui avez l'habitude de l'administration, l'on pourrait trouver dans le caractère et les lumières de ces pasteurs une garantie suffisante... Mais ce n'est pas avec des probabilités ou avec des présomptions que les gouvernements marchent et se maintiennent. Ils ne peuvent jamais se reposer sur de simples hypothèses du soin de leur conservation. » Pour rétorquer l'argument que M. de Cicé tirait du fait que la religion catholique n'était plus la religion dominante, Portalis déclarait : « Il suffit qu'une religion soit auto-

1. Portalis à M. de Cicé, 2 frimaire an XI aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 10 n° 627. Opinion de Di Pietro dans Rinieri, *La diplomatie pontificale au XIX^e siècle*, Paris, 1903, in-8, trad. franc., t. I^{er}, p. 471 et 604 ; Lettre de Caprara dans E. Ollivier, *Nouveau Manuel de droit ecclésiastique*, p. 140, et réponse Portalis, *ibid.*, p. 183. Dialogue de M. de Cicé et de Portalis résumé dans Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 273. La thèse de Portalis est textuellement reproduite par lui dans « Exposition des maximes et des règles consacrées par les Articles Organiques (p. 189-201 de *Discours, rapports et travaux inédits*).

risée par le magistrat politique, pour que ce magistrat doive s'occuper du soin de la rendre utile et d'empêcher qu'on en abuse ». Et « quand vous dites que là où une religion n'est point dominante, les procédés des ecclésiastiques sont indifférents à l'honneur et à l'intérêt des citoyens, vous dites une chose qu'il faudrait oublier si elle était... ; le jour où la conduite des ecclésiastiques dans l'exercice de leurs fonctions deviendrait indifférente aux fidèles, on aurait la preuve non équivoque que tous les fidèles seraient eux-mêmes indifférents pour toutes les religions ». Portalis s'exprimait ainsi dans sa conclusion : « Je sais que l'on peut abuser de la surveillance... Mais ces risques de détail sont la peine (il faut sans doute lire : la prime) que nous payons tous à la société pour avoir l'assurance de tous les biens que la société nous offre. »

La réponse que Portalis fit à M. de Cicé, il la faisait également à Caprara. Mais l'incident nous éclaire sur les désirs d'émancipation que l'archevêque d'Aix nourrissait pour l'Eglise vis-à-vis du contrôle de l'Etat laïque.

La manière de procéder du prélat dans l'organisation administrative de l'Eglise de Provence nous édifiera plus complètement encore sur ce point et montrera aussi à quelle condescendance, en dépit qu'il en eût, Portalis se laissait déjà aller.

CHAPITRE III

L'organisation administrative du diocèse

- I. Le recrutement du haut-clergé. — II. La circonscription des paroisses et le recrutement des curés, vicaires et desservants.

Le domaine confié à Mgr de Cicé, l'archevêché d'Aix et d'Arles, embrassait, nous l'avons dit, les Bouches-du-Rhône et le Var. De l'archevêché d'Aix dépendaient les évêchés de Nice (Alpes-Maritimes), d'Avignon (Gard et Vaucluse), d'Ajaccio (Golo et Liamone), de Digne (Hautes et Basses-Alpes). Mais dans le nouvel ordre de choses, la dépendance des suffragants vis-à-vis du métropolitain n'avait guère de consistance, sauf en cas de plaintes contre leur conduite, ou de recours contre leurs décisions.

Des quatre suffragants de Mgr de Cicé, Colonna d'Istria à Nice, Périer à Avignon, Sebastiani Porta à Ajaccio, Dessoles à Digne, seuls paraissent être en rapports fréquents avec lui Colonna d'Istria, ancien élève du séminaire d'Aix où il avait conquis l'amitié de Fesch, et Périer à Avignon. Périer, jadis oratorien, avait été évêque constitutionnel du Puy-de-Dôme, un des collaborateurs de Grégoire lors de la réorganisation de l'Eglise assermentée après la Terreur, et c'était pourtant à lui, peut-être à l'instigation de Fouché du reste, qu'était confié Avignon, l'ancienne résidence et principauté pontificale. Mgr de Cicé ne pouvait donc le porter dans son cœur.

L'archevêque d'Aix avait toutefois été invité à donner à Périer des gages d'une franche réconciliation. Il s'exécuta avec une rare adresse. En effet, comme il lui fallait installer son suffragant dans Avignon, il délégua ce soin à Jean-Baptiste Roux, ancien administrateur pontifical des diocèses d'Avignon et de

Cavaillon durant la Terreur. La présence de Roux auprès d'un ancien intrus devait convaincre les fidèles d'Avignon et du Comtat de la réconciliation pleine et entière du Saint Père avec l'assermenté de naguère ; elle devait disposer Périér lui-même à la sympathie pour les insermentés.

Quant aux prélats insermentés dont Mgr de Cicé tenait la place, les uns étaient devenus prélats concordataires ; De Belloy, Boisgelin. Pisani de la Gaude, d'abord sans fonctions et resté dans le diocèse d'Aix, devint en 1804 évêque de Namur. M. de Cice s'était d'ailleurs employé pour lui auprès de Portalis. De Bausset de Roquefort, évêque de Fréjus, avait démissionné. A tous les démissionnaires résidant en France l'Etat accordait une pension du tiers du traitement d'activité. De Castellane qui maintenait son opposition au Concordat vivait retiré loin de France à Udine.

L'évêque constitutionnel des Bouches-du-Rhône, Aubert, avait été, d'après un témoignage accueilli fraîchement par Mgr de Cicé à Paris. Une fois à Aix, l'archevêque se montra pleins d'égards pour Aubert, qui d'ailleurs se soumettait pleinement. Aubert se retira d'abord à Aix, puis à Fontvieille, son pays natal. Il ne devait en sortir que pour aller à Rome demander l'absolution de Pie VII. Mgr de Cicé l'autorisa à officier pontificalement et à confirmer aux grandes fêtes ¹. Il ne cessa d'ailleurs de le surveiller dans ses déplacements.

Mgr de Cicé était donc maître dans son diocèse. Comment allait-il l'organiser ?

Il a proclamé à son arrivée que « le poids du fardeau » et

1. Voir Arch. nat., F¹⁹ bis + 10, n° 802, et F¹⁹ bis + 114 n° 132 sur M. de Cicé et Pisani de la Gaude. L'ancien évêque d'Apt, Eon de Cély réside d'autre part à Marseille. C'est Fouché que Portalis charge d'annoncer à Périér sa promotion à l'épiscopat (F¹⁹ bis + 72, n° 472). Sur les suffragants de M. de Cicé, voir aussi *L'épiscopat français*, et abbé Durand, *Un prélat constitutionnel J. F. Perier*, Paris, 1902, in-8. — La Restauration obligera Perier à démissionner en 1817 ; il mourra chanoine de Saint-Denis. Voir encore Jauffret, t. 1^{er}, p. 129. Sur Aubert, voir Arch. nat., F¹⁹ bis + 67, n° 5072, 5073, 5356, 5680 ; Pisani, *L'épiscopat constitutionnel*, p. 327 et Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 22. Mgr de Cicé aurait voulu obtenir de Portalis pour Mgr Pisani le maintien des insignes de l'épiscopat. Portalis refusa catégoriquement, quoique il fût des « anciens camarades » de ce prélat, car il aurait fallu accorder même faveur aux « évêques dits constitutionnels », et celui de Digne par exemple avait rallié de la sorte « un parti... nombreux ». (Portalis à Cicé, 7 floréal an XI, dans F¹⁹ bis + 114, n° 132).

« l'immensité » des devoirs que lui imposait « la réunion de sept diocèses », lui inspiraient une « sainte frayeur ». Et il est possible que malgré sa passion effrénée d'agir et de commander, il ait eu réellement de l'appréhension. Ni le Concordat ni les Organiques ne définissaient ses attributions et ne spécifiaient ses devoirs. Le cardinal légat Caprara s'était contenté, en appendice à la bulle de circonscription des diocèses le 9 avril 1802, de tracer aux prélats ce premier programme : ériger un chapitre cathédral conformément à l'article XI du Concordat, dresser une nouvelle circonscription des paroisses conformément à l'article IX, établir des séminaires (d'après l'art. XI), pourvoir les églises des ornements, etc., nécessaires au culte.

De son côté Portalis, le 8 juin, avait recommandé aux prélats concordataires de choisir dans le clergé constitutionnel un de leurs vicaires généraux, d'y recruter leurs chanoines et curés dans la proportion d'un quart à un tiers. Ils ne devaient demander à ces ecclésiastiques rien autre que l'adhésion au Concordat et l'attestation qu'ils étaient dans la communion des évêques nommés par le Premier Consul. Le gouvernement, ajoutait Portalis, se ferait juge des chapelles privées à ouvrir, et des cas où les sacrements pourraient être refusés.

Fouché de son côté, dans cette lettre qu'il avait écrite comme ministre de la police aux préfets le 18 prairial, Fouché insistait sur les ménagements nécessaires à l'égard des prêtres constitutionnels et sur l'interdiction du culte privé ¹.

Il faut d'abord voir comment Mgr de Cicé recruta son haut clergé, c'est-à-dire ses collaborateurs immédiats.

I

L'archevêque, par son premier mandement, avait confirmé provisoirement dans leur présente situation tous les prêtres de son diocèse.

1. Inquiétudes de M. de Cicé dans son premier mandement. La circulaire Portalis est dans Mgr Meric, *Histoire de M. Emery et de l'Église de France pendant la Révolution*. Paris, 1895, 2 vol. in 8., t. II, p. 98 ; Lettre Fouché dans Archives des Bouches-du-Rhône, V¹ 4.

L'article 21 des Organiques l'autorisait à nommer trois vicaires généraux et à les prendre « parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques ». La plupart des vicaires généraux de ses prédécesseurs n'étaient point disponibles. Un autre, M. de Richery, refusait toute fonction pour n'avoir pas à « prononcer dans la maison de Dieu, le nom de l'usurpateur¹ ». M. de Cicé prit pour vicaires généraux MM. Martin, Florens, Blanche.

L'abbé Martin-Compian avait été vicaire général du diocèse de Marseille. Les âmes pieuses le déclaraient « éminent en doctrine, expérience et vertu ». Delacroix écrivait de lui à M. de Cicé « homme de paix et bien propre à vous seconder dans les efforts que vous faites pour la rétablir et la consolider ». Il fut chargé spécialement des affaires de l'ancien diocèse de Marseille. L'abbé Florens était tout l'opposé. Florent ou Florens, provençal lui aussi, directeur du grand séminaire d'Aix et promoteur de l'official sous Mgr de Boisgelin, avait bravé les assermentés et la persécution terroriste l'avait rendu intransigeant. Récemment, on s'en souvient, le maire d'Aix avait réclamé sa déportation et Delacroix, apprenant le choix que faisait de lui M. de Cicé, observait que c'était là un « ennemi du gouvernement, indigne de sa confiance, n'écoulant qu'un zèle inconsidéré ». Fesch, Mgr Jauffret, bientôt évêque de Metz, avaient de l'abbé Florens une opinion très avantageuse. On verra qui avait raison.

Entre l'abbé Martin et l'abbé Florens, Blanche représenta l'élément constitutionnel. C'était un curé assermenté de Bordeaux. Comme Delacroix ne savait rien de ce troisième vicaire général, on peut conjecturer que c'était un personnage effacé et que Mgr de Cicé l'avait fait venir de Bordeaux pour faire accepter par sa nomination celle de Florens.

A l'abbé Martin l'archevêque adjoignit l'abbé Malo Dudemaine. C'était un ancien condisciple de Mgr de Cicé, docteur de Sorbonne, d'une famille marseillaise et jadis vicaire général du diocèse de Marseille. Il avait fait montre envers les insermentés proscrits d'un dévouement à toute épreuve. Il était

1. Sur de Richery, voir *L'Épiscopat français*, p. 243, *La France ecclésiastique pour 1790*, p. 192 et la fin de notre livre.

affable. Sa présence dans le haut clergé du diocèse ramenait à l'Eglise concordataire la vieille bourgeoisie marseillaise.

Des trois vicaires généraux, Florens fut le véritable fondé de pouvoir de l'archevêque.

Mgr de Cicé ne délégua spécialement aucun de ses vicaires généraux à l'administration des anciens diocèses qui constituaient le département du Var. De cet exclusivisme ou de cette négligence, les gens du Var allaient lui garder rancune.

On sait que le chapitre est « la réunion des chanoines attachés à une église collégiale ou cathédrale et formant un corps institué canoniquement ». L'archevêque devait soumettre au cardinal légat les statuts du chapitre d'Aix, au gouvernement ses statuts et sa composition¹.

Mgr de Cicé choisit comme chanoines les abbés de Bausset, de Montblanc, Beylot, Robineau, Bonnet, Germanes, Pin, Sermet, Boulard. Beylot, ancien curé de Vérac au diocèse de Bordeaux, collaborateur de Sicard dans l'éducation des sourds-muets, émigré en Angleterre comme l'archevêque, était rentré avant lui et avait travaillé, on s'en souvient, avec Sicard, à le faire rayer de la liste des émigrés. Boulard était un directeur de séminaire connu de Mgr de Cicé. Trois autres chanoines avaient figuré dans l'église constitutionnelle : Germanes, vicaire général de l'assermenté Roux, Sermet curé constitutionnel de Saint-Lazare à Marseille, Robineau de Beaulieu, ancien vicaire général et chanoine de la Major de Marseille. M. de Montblanc paraît bien être un ancien vicaire général du diocèse de Glandève, rentré d'émigration. Il était assez effacé pour que Delacroix ne sût rien de lui. Par contre, un autre, Pin, était non seulement un insermenté, mais un prêtre taxé de « dangereux » par le préfet.

1. Archives des Bouches-du-Rhône, V¹ 5 et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 341-345. Arch. nat., F¹⁹ 409. Sur l'abbé Martin, voir Albanès, *Gallia christiana novissima, Marseille*. Paris, 1899, gd in-4, p. 415 ; Arch. nat., F⁷ 3659⁷ ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 291 ; Lautard, *Marseille depuis 1789*, t. II p. 189. Sur Florent ou Florens, voir Archives des Bouches-du-Rhône, V¹ 5, Arch. nat., AF^{iv} 1052, 1045 et F¹⁹ 335. L'abbé Florent sera doyen de la faculté de théologie en 1813. Sur l'abbé Dudemaine, voir *France ecclésiastique pour 1790* et Lautard, *op. cit.*, t. II, p. 189, note 1. Sur Blanche qui s'occupe des séminaires et est chargé de discours officiels, voir F¹⁹ bis + 17, n° 1220. Définition du chapitre dans Sévestre, *L'histoire, le texte et la destinée du Concordat*, p. 256, note 2.

Le seul qui attirât les regards dans ce personnel était l'abbé de Bausset-Roquefort. De vieille noblesse méridionale, neveu des anciens évêques d'Alais et de Fréjus, chanoine d'Aix et vicaire général d'Orléans avant 1789, il possédait comme ses oncles « de l'instruction, des mœurs douces ». Il n'avait pas peu contribué à la soumission de l'évêque de Fréjus ; il s'était acquis toutes les sympathies de Delacroix. Ce devait être pour l'Eglise concordataire de Provence un allié susceptible de lui rallier les grandes familles du pays, pour le chapitre un confrère de grand prestige, pour l'archevêque un collaborateur très au courant du passé de l'Eglise provençale. Enfin si Mgr de Cicé avait plaisir à se reporter dans l'intimité aux splendeurs et au charme de la société d'autrefois, c'est surtout en compagnie de M. de Bausset qu'il lui était possible d'évoquer de tels souvenirs¹. Ce que Portalis écrivait à M. de Cicé sur Mgr Pisani de la Gaude : il « a toujours appartenu à votre classe », il aurait pu le dire aussi du chanoine de Bausset.

A ces auxiliaires essentiels Mgr de Cicé ajouta le prêtre qu'il destinait comme directeur au grand séminaire d'Aix : Jean-Baptiste Roux, dont nous avons déjà parlé à propos de l'installation de Périer. C'était un sulpicien, jadis directeur de divers séminaires et confidant du fameux abbé Emery. Inscrit sur une liste supplémentaire des candidats à l'épiscopat comme jouissant « de la confiance publique », après avoir installé Périer il n'avait point gardé les postes de chanoine et de vicaire général que lui confiait le nouvel évêque, peut-être parce que Périer était trop peu orthodoxe à ses yeux. Il céda donc « aux instances que lui fit M. l'archevêque d'Aix de prendre la conduite de son séminaire² ».

Ayant choisi ses vicaires généraux, son chapitre et le chef de son séminaire, Mgr de Cicé communiqua leurs noms au préfet des Bouches-du-Rhône : il se flattait de son approbation, lui écrivait-il. De fait, les tempéraments, les caractères, les réputa-

1. Arch. Nat., F¹⁹ bis + 114, n° 132 (Portalis à Cicé sur Pisani) ; AFIV 1044, 1045 ; Albanès, *op. cit.*, *Diocèse d'Aix*, p. 151 ; *L'Épiscopat français*, p. 668.

2. *Précis historique de la vie de M. J.-Bapt. Roux, membre de la Congrégation de Saint-Sulpice, supérieur du Séminaire, vicaire général d'Aix, mort à Avignon le 13 mars 1805, âgé de 68 ans*, Avignon, 1805, in-12 à la Bibl. commun. de Marseille ; Arch. Nat., AFIV 1044 ; Durand, *op. cit.*, p. 284, 342 ; Picot, *Annales*, t. III, p. 425.

tions étaient diversifiés dans ce haut clergé avec une subtile entente de l'équilibre, en apparence du moins. Toutefois quatre constitutionnels c'était peu aux yeux du préfet sur treize dignitaires de l'Eglise de Provence. Delacroix applaudit « de tout cœur » à la nomination des anciens constitutionnels et de M. de Bausset, il ne cacha pas ses appréhensions à l'égard de Florens et de Pin. Mais il s'en remettait finalement à l'archevêque. Mgr de Cicé passa outre.

Portalès, encore peu soucieux de complications, avait de son côté recommandé à Mgr de Cicé de se concerter avec les préfets et de nommer le nombre de vicaires généraux et chanoines d'origine assermentée prescrit par le gouvernement. Il écrivait en effet au prélat le 9 pluviôse an XI (29 janvier 1803) : « Dans un moment où les passions fermentent encore, où la diversité des opinions politiques se mêle à la diversité des opinions religieuses, où d'anciens évêques fanatiques et malveillants luttent contre leur Patrie et contre les opérations du Saint-Siège, il serait impossible que l'on ne cherchât pas à être rassuré contre les mauvais choix, ou contre les erreurs involontaires des évêques actuels subitement transportés dans de vastes diocèses qui leur étaient étrangers et dans lesquels il leur est difficile de connaître les choses et les hommes. » D'autre part, M. de Cicé, suivant une tactique que nous avons vu naguère à propos de l'appel comme d'abus, ayant essayé, au nom des intentions mêmes du gouvernement, de dérober à Portalès la permission de ne point prendre de vicaire général parmi les constitutionnels, Portalès lui avait envoyé cette lettre : « Vous m'observez à cet égard qu'une pareille mesure vous paraît contraire au but même du gouvernement qui se propose de détruire tous les partis et de faire disparaître toutes les différences capables de les perpétuer. Selon vous il vaudrait mieux laisser aux évêques la faculté de choisir leurs vicaires généraux comme bon leur semblerait. » Mais : « Le gouvernement n'entend pas que la distinction entre les prêtres assermentés et non assermentés continue à subsister. » Et « si en supprimant les mots de prêtres constitutionnels ou non constitutionnels, on continue par le fait à traiter les prêtres constitutionnels comme si on continuait à les appeler de ce nom, c'est-à-dire si on continue à les regarder avec défaveur, à les distinguer des autres par

des procédés de méfiance et à les écarter de toutes les places avec une partialité marquée, certainement on n'aura rien opéré d'utile pour le véritable rétablissement de la paix religieuse ¹. » C'est sans doute au reçu de cette lettre que M. de Cicé s'était résigné à prendre un vicaire général parmi les constitutionnels.

Mais il ne fallait pas en demander trop à Portalis. Il accepta Florens, Pin et toute la liste des vicaires généraux et chanoines. Et nous allons voir avec quelle facilité il ratifiera la liste des curés.

II

L'article IX du Concordat portait : « Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leur diocèse. » L'article 60 des Organiques déclarait : « Il y aura au moins une paroisse par justice de paix. Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger. » Ainsi était distinguée la paroisse : « Eglise distincte des autres, avec un peuple certain, renfermé dans des limites juridiquement fixées et ayant un curé résident pour l'administrer *proprio jure* » et ses succursales, au service desquelles les articles 31 et 68 des Organiques affectaient les desservants. Le curé devait être nommé par l'évêque, mais, ce qui constituait pour lui une garantie, il devait aussi être agréé par l'Etat. Le curé serait payé par l'Etat ; selon l'importance des paroisses il serait de première classe avec traitement de 1.500 francs, ou de seconde classe avec traitement de 1.000 francs ; il passerait de l'une à l'autre sur présentation par l'évêque au gouvernement. Le desservant aurait, pour vivre, la pension allouée par la Constituante aux membres de l'ancien clergé (c'est pourquoi il devait être pris dans ce clergé), et il y joindrait le produit des oblations. Le nombre des paroisses était ramené au nombre des justices de paix, soit trois mille, nombre bien inférieur à celui de l'Ancien Régime.

C'était une pensée purement fiscale qui avait présidé à la

1. F¹⁹ bis + 115, n° 934. Arch. nat.

distinction établie par les Organiques entre *paroisses* et *succursales*, entre *curés* et *desservants*.

En effet l'argent faisant défaut dès l'an X pour salarier le culte, d'autant qu'il fallait payer pour trente-trois millions de pensions ecclésiastiques, et l'établissement du Concordat ne soulevant point l'enthousiasme des représentants de la nation, le gouvernement avait voulu réduire le budget du culte catholique au minimum. Il avait donc spéculé sur ce fait qu'il n'avait promis de traitement qu'aux curés. Il n'avait accordé le titre de paroisses qu'à une minorité des paroisses existant sous l'Ancien Régime et cela lui avait permis de n'accorder le titre de curés qu'à une minorité des ecclésiastiques attachés au service paroissial. La majorité des anciennes paroisses étaient pour la circonstance affligées du nom de *succursales*, c'est-à-dire d'annexes ou de chapelles de secours, bien qu'elles fussent parfaitement des paroisses et bien que l'usage populaire leur en gardât le nom. Leurs titulaires étaient qualifiés pour les besoins de la cause de *desservants*, c'est-à-dire de prêtres auxiliaires comparables aux vicaires et n'avaient droit à aucun traitement de l'État. Par surcroît le gouvernement ne leur conférait aucune garantie de situation ; déchus de toute inamovibilité, ils se trouvaient complètement dans la main de leur évêque ou archevêque.

Sur ce dernier point Mgr de Cicé n'avait aucun motif de protester. En revanche, la réduction du nombre des paroisses à moins d'un dixième de ce qu'elles étaient sous l'Ancien Régime, ne pouvait que l'entraîner à chercher une compensation dans la multiplication du nombre des succursales ¹.

En effet l'article IX du Concordat confiait à l'épiscopat la mission de répartir paroisses et succursales, sous réserve de l'approbation du Gouvernement. L'article 61 des Organiques précisait : « Chaque évêque, de concert avec le préfet, règlera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés

1. Voir Sévestre, *op. cit.*, p. 253. Autres définitions de la *paroisse* dans Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, 9^e éd., Paris, s. d., in-8, p. 14 ; Arrêté du Premier Consul du 27 brumaire an XI dans la *Correspondance générale*, n° 6436 ; Circulaire de Portalis aux préfets du 23 floréal an X, Arch. nat., F¹⁹ bis + 128, n° 616 ; abbé Sicard, *Quinze années du budget des cultes à la charge des fidèles* dans le Correspondant, 1905, t. III, p. 217-220. Sur la *succursale* d'après le nouveau régime, voir *Bulletin de l'Administration des cultes*, 1851, p. 29 ; E. Ollivier, *op. cit.*, p. 550 et 213.

seront soumis au Gouvernement et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation », attendu que le préfet est à portée « de consulter toutes les parties intéressées et d'apprécier toutes les circonstances locales ». Caprara avait protesté, prophétisé que « un travail ainsi combiné par deux hommes souvent divisés de principes », amènerait des conflits. Portalis avait répondu en citant l'édit de 1749 sur la mainmorte et l'argumentation du légat était demeurée vaine ¹.

Mgr de Cicé, lui, ne s'attarda pas en récriminations. Il fit son tableau en s'autorisant de l'article 60 des Organiques : « il y aura *au moins* une paroisse par justice de paix. » « Je crois devoir, écrivait-il à Delacroix, proposer quelques curés de plus qu'il n'y a de justices de paix, suivant la latitude que me donne la loi et dont j'ai usé avec une extrême modération ; suivant ce qui me revient d'ailleurs, je suis un des évêques les plus réservés à cet égard. » Il se montra également, il le dit du moins, « fort sobre dans l'établissement des vicaires », n'en plaçant que dans les paroisses de plus de mille habitants alors que, sous l'Ancien Régime, il y en avait un par cinq cents habitants. Quant aux succursales et desservants, il en multiplia le nombre. « L'ancienne jurisprudence en exigeait toutes les fois qu'il y avait plus de cinq cents paroissiens » ; il se croyait donc autorisé à établir un desservant par mille paroissiens : « le service ne consiste pas à beaucoup près à dire la messe. Il faut visiter les malades, administrer les sacrements, instruire les peuples et spécialement la jeunesse ». Delacroix, au contraire, signalait à Portalis que l'archevêque créait trop de paroisses et de succursales ; il devrait suffire que dans certains hameaux la chapelle existante devînt une annexe de la succursale, un oratoire « où les prêtres de la succursale pourront célébrer l'office dans certaines circonstances ».

En bon administrateur, Portalis biaisa. Il donna raison au préfet pour les paroisses et à l'archevêque pour les succursales. D'ailleurs, comme il ne prévoyait pas que l'État fût un jour contraint d'assurer un traitement aux desservants, il se désintéressait de la question.

1. Edit. de 1695 (Isambert, *op. cit.*, t. XX, p. 251), qui donne le droit d'érection aux évêques. Sur l'édit de 1749, voir *ibid.* Sur la controverse entre Caprara et Portalis, voir E. Ollivier, *op. cit.* p. 149 et 213.

On ne voit pas que dans le Var, sur cette question, Fauchet ait partagé les appréhensions de Delacroix, appréhensions que l'événement allait justifier. Mgr de Cicé du reste s'était efforcé de désarmer par avance le préfet du Var. Il lui écrivait : « Si vous avez des observations à me faire, je les recevrai avec toute la confiance que m'inspirent vos lumières et votre zèle, ainsi que les sentiments de considération et d'attachement que vous a voués votre fidèle serviteur ¹. »

Après le travail des circonscriptions vint celui de la nomination des curés et desservants.

Il impliquait une opération préliminaire : la réduction à l'union et à la docilité, sous l'obédience du prélat, des pasteurs groupés jusque-là en trois troupes hostiles : insermentés, assermentés, anticoncordataires.

Réserve faite de l'approbation du gouvernement, c'est-à-dire de l'assentiment des deux préfets et de Portalis, Mgr de Cicé avait une grande liberté d'action et le concours assuré des autorités laïques, pour choisir et constituer son personnel. Il semble que le Premier Consul ait voulu déférer au désir de la Cour de Rome, laquelle lui demandait d'avoir « confiance dans les évêques ». Il était convenu même qu'aucun ministre du culte ne serait admis à exercer les fonctions sacerdotales s'il n'était en communion avec son évêque, que si un prêtre évincé voulait résister le préfet l'écarterait de son ancienne paroisse, voire même le mettrait sous surveillance, le dénoncerait comme perturbateur à la justice. Le gouvernement n'imposait comme conditions aux prélats que d'employer un quart au moins des assermentés sans rien leur demander d'autre que l'adhésion au Concordat, et de ne pas admettre d'ecclésiastiques qui fussent revenus d'émigration postérieurement au 1^{er} vendémiaire an IX : encore cette dernière prescription ne fut-elle pas prise à la lettre. Le gouvernement n'exigeait des ecclésiastiques choisis que le serment d'adhésion au Concordat ².

1. Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 1 et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 338-341 ; Arch. du Var, V¹⁸.

2. Lettre d'Antonelli au pape, 7 avril 1801, pour obtenir que le gouvernement laisse faire les évêques dans Rinieri, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 570 ; Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 63, 197. E. Ollivier, *op. cit.*, p. 203 ; Circulaire de Portalis aux préfets, 11 nivôse an X dans Arch. nat., F¹⁹ bis + 74, n^o 442. Arrêté consulaire du 3 prairial an X autorisant les insermentés à faire liquider leurs pensions, à condition qu'ils

La première tournée de M. de Cicé dans son diocèse, avait fait beaucoup, de l'aveu de tous, pour la réconciliation générale. Une entrevue à Marseille entre Reimonet et l'archevêque, eut raison des scrupules du meneur anticoncordataire et Mgr de Castellane retira à Reimonet les lettres de grand vicaire qui l'avaient accrédité auprès des sectateurs de la Petite Eglise. L'archevêque fit arrêter les poursuites en cours contre Reimonet, il le traita avec beaucoup d'égards, il lui offrit une place distinguée parmi son clergé. Reimonet n'accepta pas ; il « se méfiait lui-même de l'excès de son zèle » ; il demanda au prélat pour toute récompense, de devenir le dernier et le plus soumis de ses enfants, et, volontairement confondu parmi les prêtres obscurs, il mourut peu après d'une maladie gagnée en visitant les prisonniers du château d'If. Il fallut des mesures de police, tant fut grande l'affluence, aux funérailles du prêtre que nombre de fidèles plaçaient déjà au rang des Bienheureux. Reimonet disparu, le clergé anticoncordataire dans les Bouches-du-Rhône n'avait même plus « la consolation d'avoir un seul prêtre qui soit resté ferme dans la vérité. » Dans le Var un groupe de fidèles de la Petite Eglise subsistait, mais sans que rien trahît encore sa présence ¹.

Entre insermentés et constitutionnels il y eut un premier élan, tout de fraternité. Le rapprochement fut tel que « qu'un d'entre eux, non assermenté et très exalté dans son opinion avant l'arrivée de M. de Cicé, voulut servir la messe à un prêtre constitutionnel et y conduisit toutes les anciennes religieuses qu'il dirigeait, pour les faire communier de la main de ce prêtre ». On pouvait donc croire que Mgr de Cicé serait accueillant au clergé assermenté. Du reste le prélat qui naguère avait fait auprès de Caprara la démarche que nous avons

se réunissent à leurs évêques, dans le *Bulletin des Lois* de l'an X, t. III, n° 1958 ; Bonaparte à Portalis, Paris, 10 thermidor an X dans la *Correspondance générale*, n° 6214 ; Bonaparte à Chaptal, 19 prairial an X (*ibid.*, n° 6122), interdiction absolue d'exiger des prêtres « aucune rétractation », ni « d'autre déclaration que celle qu'ils adhèrent aux lois organiques, qu'ils sont dans la communion de l'évêque nommé par le Premier Consul et institué par le Pape ».

1. Bulletin de police de Permon, messidor an X et ventôse an XI, aux Arch. nat., F⁷ 3659⁶. Voir aussi *Un prêtre pendant la persécution de l'Eglise de France ou quelques traits de la vie de l'abbé Reimonet*, op. cit. ; Latreille, *L'opposition religieuse après le Concordat*, p. 43.

racontée, le prélat qui avait un passé si riche en concessions politiques, ne devait point être disposé à la rigueur pour les constitutionnels. Cependant, nombre de prélats, Mgr d'Aviau par exemple dans l'ancien diocèse de Mgr de Cicé à Bordeaux, Boisgelin, l'ami de M. de Cicé à Tours, et les évêques de Rennes, de Clermont, de Bayeux, de Nancy, même le suffragant de M. de Cicé à Digne exigeaient des assermentés, pour être inscrits dans les cadres du nouveau clergé, une rétractation formelle. Mgr de Cicé lui-même, si l'on en croit Grégoire, aurait dit, en parlant de Rome : « Nous avons ordre d'écarter les assermentés ¹. »

Mgr de Cicé commença par implorer, dans une lettre pastorale, les conseils de la divinité. D'autre part il demanda au prélat des Bouches-du-Rhône son appui, en des termes qui, adressés à un ex-conventionnel et à un anticlérical, ne sont pas moins ironiques que les lettres de Voltaire écrivant à des ecclésiastiques : « Je vous fais l'hommage d'une lettre circulaire par laquelle je demande le secours des prières de mes diocésains comme préalable, utile et convenable à l'opération qui m'occupe. N'allez pas me refuser les vôtres, elles assureront mes succès... »

Un peu plus tard, le prélat réclamait la visite de Delacroix avec insistance, il priait le préfet de venir à Aix s'entretenir avec lui de la question. Nous ne savons si Fauchet, dans le Var, reçut une lettre analogue.

1. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 125, Compte de situation des Bouches-du-Rhône pour messidor an X aux Arch. nat., F¹ cmj Bouches-du-Rhône 11. Sur les confrères de M. de Cicé voir Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 91, qui avoue le fait. Grégoire, *Mémoires*, t. II, p. 261, 371-383, 401. Sur Mgr d'Aviau à Bordeaux qui refuse ouvertement au préfet Dubois des Vosges et à Portalis d'obéir à la loi et qui par l'appui de Fesch a gain de cause, voir Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 331 et 370. Le préfet de la Meurthe couvre l'évêque de Nancy. Mais ce n'est pas l'avis de Bonaparte (lettre à Chaptal, 18 prairial an X, dans *Correspondance générale*, n° 6122), voir aussi les lettres du 19 fructidor à Portalis (*ibid.*, n° 6311); du 8 thermidor an XI sur d'Aviau (n° 6947). Le 25 germinal an XI Damalric Duchaffaut, ex-capitaine d'artillerie et prêtre constitutionnel dénonce à Portalis l'évêque de Digne qui, « n'écoulant que sa haine implacable contre les prêtres constitutionnels, s'est plu à les humilier, les déplacer et les désespérer » (Arch. nat., F¹⁹ 333). Or Bonaparte a écrit à Portalis cinq mois avant le 21 brumaire an XI pour réclamer une enquête des préfets sur ce point (*Correspondance générale*, n° 6423). Sur la parole de M. de Cicé, voir Grégoire, *Mémoires*, t. II, p. 386.

Cependant, l'archevêque d'Aix, jusqu'à l'achèvement de la liste de ses curés, vicaires et desservants, s'enferma dans un complet mystère. A la vérité, la rédaction de la liste des curés et desservants était contrariée par une foule de querelles locales, de questions de personnes et d'interventions. On vit M^{me} Joseph Bonaparte se souvenir qu'elle était marseillaise et réclamer Saint-Ferréol de Marseille pour un de ses protégés. Aussi l'archevêque demandait à Delacroix, en lui annonçant le prochain envoi de ses propositions, « le plus grand secret ». Il ajoutait : « Vous sentez que de pareils détails affectent tant d'intérêts personnels et opposés, que leur divulgation donnerait lieu à toutes sortes de réclamations intéressées, qui toutes tendraient à renverser l'impartialité de mes projets. »

Par exemple, à Lambesc, le constitutionnel Borelly était soutenu par les adjoints, et le réfractaire Toche par le maire. Un groupe d'habitants tint au maire ce petit discours : « Nous remercions le gouvernement d'avoir rétabli notre culte et de nous avoir donné un prélat digne de tout notre amour : mais nous vous prions d'exprimer notre vœu à Mgr l'archevêque que nous recevrons volontiers les prêtres qu'il lui plaira de nous accorder, mais que nous le prions instamment de comprendre M. Toche pour être un de ceux qui devront desservir cette paroisse. » L'archevêque, le sous-préfet d'Aix, le préfet furent assaillis des réclamations et mémoires des deux parties. Delacroix les renvoya par devant l'archevêque. M. de Cicé lui répondit : « Je suis bien touché des dispositions que vous me témoignez à cette occasion et de la confiance dont vous m'honorez. Je me flatte que notre concert en toutes choses aplanira tous les obstacles qui peuvent s'opposer à l'ordre et à la tranquillité. » Le prélat écarta les deux compétiteurs également, mais longtemps encore, eux et leurs anciens paroissiens réclamaient.

Bonaparte avait assigné le 1^{er} brumaire an XI (23 octobre 1802) comme date extrême à la rédaction de la liste. M. de Cicé traîna jusqu'en frimaire. En expédiant ses nominations au préfet des Bouches-du-Rhône, il écrivait : « J'y ai procédé avec les plus grandes précautions et la plus entière impartialité. Je l'ai dû à tous égards, d'autant que ce serait surtout sur moi que retomberaient les suites des mauvais choix. Je

crois qu'environ la moitié des choix est en faveur des prêtres qui ont tenu à l'église dite constitutionnelle et le désir de satisfaire au désir du gouvernement m'a souvent fait pencher la balance, plus que je n'aurais fait en des circonstances ordinaires. » Le préfet n'eut point du tout cette impression et M. Fournier dans son excellent travail, juge que le préfet raisonnait à bon escient ¹.

Tout d'abord le prélat donnait, à l'appui des noms proposés par lui, des renseignements si succincts que Delacroix déclara ne savoir comment identifier beaucoup des candidats de l'archevêque et, n'osant faire des enquêtes susceptibles « d'occasionner quelque agitation », il se trouvait fort embarrassé.

Toutefois l'administration avait un certain nombre de fiches sur le clergé provençal. Documenté en outre par Permon, le préfet renvoya à l'archevêque sa liste accompagnée d'annotations énergiques. L'archevêque ne voulut pas paraître les ignorer. Il avait par exemple placé à Marseille le prêtre Marc-Antoine-Girard Sardou : sur avis du préfet il l'écarta, il le remplaça... par Noël Eymin que l'administration préfectorale déclarait « en révolte ouverte à toutes les lois », tandis que d'autres faisaient son éloge. Pour la succursale de Bonneveine, banlieue de Marseille, M. de Cicé désignait Jacques-Philippe Jaubert. « Il est excessivement exalté et ne passe pas pour être attaché au gouvernement », observa Delacroix. Effectivement Jaubert, de prêtre constitutionnel était devenu l'acolyte de Reimonet sous la Terreur, puis l'avait abandonné sans vergogne après le Concordat. L'archevêque envoya Jaubert de la banlieue de Marseille à Saint-Lazare, succursale située en pleine ville et qui avait hérité de la circonscription de l'ancienne cathédrale.

De façon générale M. de Cicé ne capitula sur certaines indi-

1. Lettre pastorale du 17 vendémiaire an XI (9 octobre 1802). M. de Cicé à Delacroix (Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴¹ et V¹⁹). Sur l'affaire Toche, voir *ibid.*, V¹⁶ et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 372. Sur la date, voir Bonaparte à Portalis, 10 thermidor an X (*Correspondance générale*, n° 6214).

Voir aux Arch. des Bouches-du-Rhône, dans V⁴², l'« Etat des propositions de l'archevêque pour la nomination aux cures et succursales annoté par le préfet an XI » et *ibid.*, dans V⁴⁵, l'« Etat des vicaires nécessaires dans les paroisses du diocèse d'Aix et d'Arles situées dans le département des Bouches-du-Rhône ». Portalis a lui-même recommandé des candidats à M. de Cicé, notamment les clients de M^{me} Joseph Bonaparte. V. aux Arch. nat., F¹⁹ bis + 10, n° 929 ; F¹⁹ bis + 65, n° 87 et 499, etc.

vidualités que pour sauver l'ensemble de ses candidats. C'était là pour lui l'essentiel car il était loin d'arriver sur un total de vingt-six curés, cent cinquante-cinq desservants et cent-six vicaires à nommer pour les Bouches-du-Rhône, à la proportion de moitié de constitutionnels qu'il prétendait avoir réalisée ¹. Parmi les quinze curés de première classe, un seul, l'abbé Icard, était constitutionnel. Sur onze curés de seconde classe, six étaient naguère réfractaires. Saint-Martin, la paroisse la plus importante de Marseille, recevait comme curé M. de Sinety, ancien vicaire général du diocèse de Marseille, aumônier honoraire du comte d'Artois, « le plus beau, le plus exemplaire des abbés de cour dans son printemps ;... le plus doux,... le plus secourable des pasteurs dans son automne ». Une autre paroisse de Marseille, Saint-Ferréol, eut comme curé M. Arnoux qui avait bravé la Terreur, le protégé de M^{me} Joseph Bonaparte, et l'abbé Nicolas, compagnon de misère et de proscription d'Arnoux, fut nommé à Saint-Laurent, la troisième paroisse de la grande cité. Sur les six curés d'Aix, cinq étaient des insermentés et l'un d'eux, celui-là même qui était affecté à la paroisse de la cathédrale Saint-Sauveur, était ainsi noté par le préfet : « Avant le Concordat, on le taxait, comme plusieurs prêtres insoumis, d'ennemi du gouvernement ». Le curé de la Major ou paroisse cathédrale d'Arles, Nalis, occupait la même place sous l'Ancien Régime et avait été avant le Concordat, le « chef des insoumis » dans le pays d'Arles ².

Sur cinquante-sept desservants que compta l'arrondissement

1. Cicé à Delacroix et Delacroix à Cicé, 17 frimaire an XI, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹² et V¹⁹. Voir aussi Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 344-349. Du curé Eymin, Lautard, *op. cit.*, t. II, p. 189, dit : « savant et picux ». Nous retrouverons Jaubert. Voir aussi Arch. Nat., AFIV 1044 et les *Etats* des curés, succursalistes et vicaires déjà cités.

2. Sur de Sinety (Nicolas-Arnaux), voir Lautard, t. II, p. 189 : tout le monde s'accorde à le louer même en 1810 (Permon aux Arch. nat., F¹ 3659⁷).

Marie-Toussaint de Sinety, licencié de la faculté de Paris, chanoine de l'église de Metz, abbé commendataire de Font-Douce avant 1789. A Saint-Sauveur d'Aix le curé est l'abbé Eymieu (Voir les références de la page précédente). Sont curés de 1^{re} classe outre ceux déjà nommés à Aix : Combe, à Salon ; Turles, à Marseille (Saint-Cannat) ; Nicolas, à Mazargues ; Dandrade à Arles (Saint-Trophime) ; Constant, à Châteaurenard ; Silvy. Voir Arch. nat. + F¹⁹ bis, 10, n^o 929 et 114, n^o 48. Voir sur eux tous et sur ceux du Var : *Annuaire du diocèse d'Aix pour l'an XII*, Aix, an XII, in-8. (Bibl. de Marseille), et *Almanach ecclésiastique de France pour 1809*, Paris, 1809, in-8.

de Marseille, on ne trouve que seize constitutionnels. Gardon, curé de La Ciotat recommandé par Portalis, était écarté parce que, semble-t-il, il avait « la marque des curés qui se complaisent tant à se dire les représentants des soixante douze disciples », c'est-à-dire parce qu'il avait fait opposition à l'épiscopat jadis. La proportion est à peu près la même dans les arrondissements d'Aix et de Tarascon. La proportion des assermentés est difficile à établir parmi les vicaires. Mais au nombre de ceux de la cathédrale d'Aix figure l'abbé Miollis, celui qui apparaîtra dans les *Misérables* de V. Hugo sous les traits de Mgr Miryel. Né à Aix, docteur en théologie de l'Université d'Aix, émigré à Rome où il s'était trouvé en rapports avec Consalvi, l'abbé Miollis devait peu après recevoir la cure de Brignoles et ensuite l'évêché de Digne.

Divers constitutionnels furent écartés de cures dont ils étaient en possession depuis longtemps, et où ils étaient entourés de la vénération de leurs paroissiens. M. Fournier cite le desservant d'Eguilles, Alexandre Roux, que réclamaient le maire et l'adjoint au nom de ses paroissiens. Les pauvres gens, à l'appui de leur réclamation, faisaient valoir qu'ils avaient beaucoup souffert pour le maintien de la République et que leurs enfants avaient combattu à la frontière.

A Senas la municipalité demandait comme pasteur l'abbé Charles Berne, « d'une moralité reconnue tant pour le maintien de notre religion que pour le maintien de l'ordre et des mœurs », tandis que l'ancien curé Alexis Rostand ne respirait « que la vengeance et ferait les plus grands maux ». Delacroix appuyait Berne. L'archevêque écarta de Senas les deux compétiteurs mais ne remplaça nulle part Berne, donna un poste à Rostand. Le réfractaire Toche, en compétition, avons-nous dit, à Lambesc avec l'assermenté Borelly, fut éloigné de cette paroisse mais remplacé comme vicaire à Pelissanne : Borelly, lui, paraît bien exclu du personnel du diocèse.

Les constitutionnels évincés multiplièrent les plaintes et les démarches. A Saint-Chamas par exemple, l'archevêque ayant nommé l'abbé Moutet, les partisans d'un concurrent, le prêtre constitutionnel André Jaubert, accusèrent Moutet d'avoir porté les armes contre la France et pris part à l'assassinat des soldats français égorgés dans les hôpitaux d'Italie, et on fit à Mou-

tet une guerre acharnée. En revanche, un anticoncordataire l'abbé Negrel, « un illuminé » dit Permon, fut nommé à une cure alors même qu'il avait refusé de venir à une entrevue où le conviait l'archevêque, et même une fois nommé, il ne daigna pas entrer en communion avec un prélat qui pratiquait si bien vis-à-vis de lui le pardon des injures. Toutefois le cas doit être exceptionnel, car Mgr de Cicé s'abstint de donner des fonctions aux prêtres demeurés en relations avec M. de Castellane ¹.

Portalès devait décider entre les nominations de l'archevêque et les observations de Delacroix. Il écrivit à M. de Cicé : « Quant aux remarques que le préfet a faites sur les individus que vous proposez, je reconnais que sur plusieurs il a eu des renseignements erronnés. Cependant je reconnais aussi que le placement de quelques-uns de ces individus n'est pas toujours le mieux possible. Par exemple, vous transplantez à Gémenos le citoyen Gardon ; je le connais depuis quarante ans, je vous avais donné des indications sur son compte et je me trouve parfaitement en état de juger qu'il doit être conservé à la Ciotat. Au reste, les changements de cette espèce seront peu nombreux et je vous demande de vous en rapporter à ma propre expérience. » Nous avons dit pourquoi l'abbé Gardon avait été évincé. Mgr de Cicé se décida à maintenir Gardon et Portalès l'en remercia, ajoutant que lui-même avait averti Gardon « qu'il s'agit beaucoup plus aujourd'hui de pratique des vertus que d'annonce des prétentions ² ».

Finalement la liste des curés, desservants et vicaires des Bouches-du-Rhône, fut approuvée par Portalès en floréal de l'an XI, et renvoyée à l'archevêque. Le 3 prairial (23 mai 1803), les curés de tout le département, les succursalistes de l'arrondissement de Marseille prêtèrent le serment concordataire en grande cérémonie, par devant le préfet dans l'église Saint-Martin de Marseille. Les desservants du reste du département jurèrent entre les mains des sous-préfets ³.

1. Arch. nat., F¹² bis + 10, n° 929.

2. Arch. nat., F¹⁹ bis + 10, n° 929.

3. Archives des Bouches-du-Rhône, V¹⁹, V¹⁶, V¹⁷ et Fournier, *loc. cit.* Sur Négrel, voir Arch. nat., F⁷ 3659⁸ et F⁴ cm. Bouches-du-Rhône, 11. Sur Miollis, voir Consalvi, *Mémoires*, Paris, 1864, 2 vol. in-8, t. II, p. 154 et J.-L. Bondil, *Discours sur la vie et les vertus de Mgr de Miollis*, Digne, 1844, in-8 (Bibl. Nat., L^{n°} 14213). Né à Aix en 1753, docteur en théologie de l'Université d'Aix, prêtre en 1777,

Dans le Var l'opération souleva également des difficultés. Les insermentés de ce département avaient émigré pour la plupart, étaient par suite doublement suspects aux révolutionnaires, et les assermentés, particulièrement ardents, avaient des sympathies en haut lieu. A Toulon, il ne se trouvait presque aucun prêtre : il fallut en faire venir d'ailleurs.

L'archevêque nomma curé de Saint-Etienne de Toulon, l'ancienne cathédrale, un ex-chanoine de Vence, l'abbé Jansolen. Le curé de Saint-Pierre dans la même ville fut l'abbé Michel, jadis professeur de philosophie au grand séminaire d'Aix. Tous deux avaient émigré. Archier, que Mgr de Cicé établit curé de Grasse, possédait avant 1789 la cure de Vence : il fit du reste au gouvernement une profession de foi des plus zélées. Bouchon qui devint curé d'Hyères, était ce dominicain qui naguère avait prêché dans Marseille sur un ton des plus véhéments, puis s'était incliné devant les objurgations administratives. Cavalier, curé de Draguignan, était archidiacre et vicaire général de Fréjus avant 1789. Geoffroy du Rouret qui reçut la cure d'Antibes, était un ancien chanoine de Marseille. Savornin, vicaire général de Vence avant 1789, avait occupé jadis lui aussi un canonicat. Tous trois avaient émigré. Guigou, que Mgr de Cicé nomme desservant de Saint-Zacharie, et qui devint plus tard évêque d'Angoulême revenait également d'émigration. Par contre était nommé curé de seconde classe, à Salernes, l'abbé Allaman, curé d'une bourgade, Trans, de 1769 à 1789, rédacteur du cahier de doléances du clergé en 1789 et assermenté. En somme, sans que nous puissions établir de proportion précise, nous considérons que dans le Var également, les insermentés eurent la part du lion, les cures d'importance et les postes de desservants les meilleurs, les plus nombreux.

Des incidents significatifs révèlent la façon de procéder de l'archevêque. D'abord l'affaire de l'abbé Sicard, recteur de Rians. Le préfet écrit de lui : « Un homme qui durant l'orage révolutionnaire

vicaire à Brignoles, catéchiste à Aix, émigré à Nice et à Rome. Curé de Brignoles en 1804, évêque de Digne en 1805. Démissionnaire en 1838, vit dans la retraite à Aix, y meurt le 27 juin 1843 en odeur de sainteté (*L'Episcopat français*, p. 214). Sur l'approbation de la liste et le serment voir Arch. nat., F⁷ 3659^g ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹³. L'art. VII du Concordat et l'art. 27 des Organiques prescrivent le serment aux curés : on l'étend aux desservants (Jaufret, t. I^{er}, p. 196). Voir aux Arch. nat., F¹⁹ bis + 128, n^{os} 641 et 741.

avait rendu de grands services à la commune de Rians en qualité de commissaire du gouvernement, avait acquis l'estime et la reconnaissance de ses concitoyens et comme administrateur et comme curé... Toute la population (excepté quelques ardents réacteurs) demanda à M. l'archevêque de lui conserver ce curé... M. l'archevêque nomma M. Sicard à une succursale de peu d'importance et où ce dernier pour cause d'insalubrité du pays où on l'envoyait et d'habitude de trente ans à Rians déclara ne pouvoir se rendre. » Auzias, chassé de la cure de Gréolières, adresse à Portalis une plainte qui, si elle était fondée, prouverait bien que Mgr de Cicé s'ingéniait à réclamer aux prêtres les rétractations interdites par le gouvernement, et à les réclamer par l'organe de discrètes personnes : « J'ai été, écrit Auzias, sommé par l'archevêque de ne pas m'exposer de dire la messe dans ma paroisse. » Le maire de Vence étant intervenu pour soutenir Auzias, l'archevêque a fait charger le citoyen Savornin « de se porter chez moi, continue Auzias, et me faire le compliment de rétracter le serment que j'ai fait au commencement de la Révolution, ce qu'il a eu la hardiesse de faire, ajoutant même : faites ce que je vous conseille, ce sera dans le plus grand secret, vous aurez besoin de nous un jour et vous ne direz la messe dans la paroisse que vous n'avez fait votre rétractation ». Et Auzias ajoute : « Ni le Concordat, ni le gouvernement pacifique ni ses arrêtés n'ont opéré en eux aucun changement. Ce n'est pas la paix qu'ils cherchent. » Il termine ainsi : « Je vous prie de prendre des informations de moi, de ma conduite depuis trente-deux ans que je travaille dans la vigne du Seigneur, auprès du tribunal et mairie de Grasse, du maire de Vence. » Auzias certainement ne fut pas réintégré à Gréolières et nous ne savons ce qu'il devint.

Gérard, naguère curé de Draguignan, écarté par l'archevêque, écrivait à Fouché : « Permettez à un ci-devant prêtre de l'Oratoire qui a eu l'honneur plusieurs fois de vous voir avec le Père André supérieur de la même congrégation, de recourir à votre protection... M. l'archevêque d'Aix vient de conférer au citoyen Cavalier la cure de Draguignan à laquelle j'avais été nommé en 1788... Je chercherais vainement les motifs d'une destitution qui n'a peut-être pas d'exemple... Et certes y avait-il lieu de soupçonner qu'après un laps de trente-six années

toutes consacrées à l'enseignement des belles lettres, de la théologie et à l'exercice du saint ministère, je me verrais congédié sans avoir été entendu, sans la moindre apparence des formes usitées en pareil cas » ? Il ajoutait contre l'épiscopat une protestation d'indépendance, comme le bas clergé provençal en avait fait entendre lors de la Révolution, comme Gardon en avait sans doute formulé, comme on n'en trouvera plus dans le clergé paroissial concordataire. « Jusqu'à ce jour... un évêque ne pouvait priver un curé de ses fonctions, pas même les limiter, et aujourd'hui il le réduirait à un simple mandataire révocable selon son bon plaisir ? » Quels griefs au surplus pouvait-on alléguer contre lui ? « Depuis cinq ans j'étais absent de ma paroisse ; mais cette absence était bien légitimée par la nullité des moyens de subsistance, par l'anarchie des pouvoirs, par la diversité des opinions. » En fait d'absence, « ceux qui ont abandonné leur poste depuis plus de dix ans... ont été remplacés, même avec avantage ». Gérard, pour conclure, se recommandait de Muraire auprès de Fouché. Le ministre de la police réclama auprès de l'archevêque d'Aix. Son patronage était sans doute plus compromettant qu'efficace. Le nom de Gérard ne reparut point parmi les curés du diocèse.

A Bargemond la population tout entière prit parti pour le curé constitutionnel Honoré Régis, incarcéré sous la Terreur pour avoir refusé d'abdiquer, disgracié par Mgr de Cicé au profit d'un émigré, mais demeuré au village. La présence de Régis occasionna des troubles, encouragea les habitants à « repousser la confiance et le respect qui sont dus au curé agréé par le gouvernement ». Régis personnellement ne se départait en aucune façon de l'esprit de paix. Fauchet, pour obtenir le calme, ordonna à Régis de quitter la localité et Régis obéit. La municipalité de Bargemond écrivait : il s'est « toujours comporté comme un bon pasteur et un parfait honnête homme pendant vingt-deux ans, qu'il a prêté tous les serments prescrits par les lois... paru constamment fidèle aux lois », et enfin « qu'il a toujours prêché la paix et l'union à ses concitoyens ». Le préfet autorisa ensuite Régis à revenir quelques jours pour régler des affaires à Bargemond, mais il le tint obstinément à l'écart de son ancienne paroisse.

A La Garde Freynet, l'archevêque trouvait comme recteur ou

desservant l'abbé Chabriel. Cet ecclésiastique était à la tête de sa paroisse depuis trente ans. « Respecté, chéri de toute l'habitation, Chabriel traversa l'orage de la Révolution en faisant le bien, en conservant le dépôt de la morale de l'Evangile, en sauvant ceux de ses collègues que l'animadversion publique poursuivait ». Mgr de Cicé ne l'en remplaça pas moins par un ancien capucin nommé Vidal. Chabriel resta au pays, « promit de continuer d'élever les enfants ».

Avant d'effectuer les nominations dans le clergé paroissial, Mgr de Cicé avait protesté à Fauchet qu'il avait « à cœur » de voir approuver toutes ses opérations par l'autorité préfectorale. Fauchet, tout au moins dans le cas de l'abbé Sicard, n'acceptait pas sans restrictions l'œuvre du prélat. On ne voit pas cependant qu'il ait élevé les mêmes critiques que son collègue des Bouches-du-Rhône.

Le 2 ventôse an XI le gouvernement ratifia « la circonscription des paroisses et succursales du Var et la nomination des ecclésiastiques proposés pour les servir par l'archevêque d'Aix »¹.

Portalès notifia cette ratification à l'archevêque le 23 ventôse.

En somme, contrairement aux instructions formelles de l'Etat consulaire, Mgr de Cicé n'avait admis qu'une faible proportion de prêtres constitutionnels parmi son clergé paroissial, et c'est aux insermentés de naguère qu'il avait réservé les postes de

1. Sont curés de 1^{re} classe dans le Var, outre ceux déjà cités, Jujardi à Brignoles, Brun-Boissière à Toulon (St-Louis), Gaston à Saint-Tropez (*Annuaire du diocèse pour l'an XII*). Sur le travail en général, voir Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 236. — Michel sera évêque de Fréjus en 1823 (*L'Episcopat français*, p. 243). — Sur Archier (Jean-Joseph), voir Arch. Nat., F¹⁹ 353 : nous le retrouverons. — Sur Bouchon, voir *ibid.*, F¹⁷ 3659⁶ et plus loin ; un abbé Bouchon avait prêché à Bordeaux en 1789 (*Tablettes historiques* de Bernadau, p. 596). Sur Cavalier, voir Albanès, *op. cit.*, Aix, t. 1^{er}, p. 432. — Voir sur les autres la *France ecclésiastique pour 1789*, et *L'Episcopat français*, p. 59 pour Guigou. — Sur Sicard voir Arch. Nat., F¹⁷ 8497³. — Sur Auzias voir *ibid.*, F¹⁹ 353. Cf. Grégoire, t. II, p. 375 des *Mémoires*, à propos des prélats : « Leurs palais et leurs secrétariats sont métamorphosés en tribunaux d'inquisition où eux et leurs vicaires harcèlent pour arracher des rétractations, .. menacent d'exclure de toutes places les récalcitrants ». Sur Gérard, voir Arch. Nat., F¹⁹ 353. Sur Régis voir Arch. Nat., F¹⁷ 8495 et Grégoire, *op. cit.*, t. II, p. 387. Sur Chabriel, voir Arch. nat., F¹⁷ 8495. Notons encore un ami du général Gazan, recommandé par lui à Portalès, assermenté mais soumissionnaire. Portalès le recommande à M. de Cicé qui... ne le nomme pas. Voir enfin Arch. du Var, V. 18, et Arch. Nat., F¹⁹ 479.

choix. Il est possible que, contrairement aux instructions formelles de l'État consulaire, il ait réclamé avec insistance et sans bruit, des constitutionnels qu'il acceptait sous ses ordres, le formulaire de rétractation dressé par Pie VII. On peut donc croire qu'après avoir demandé au légat pontifical d'éviter un conflit avec le Premier Consul sur cette question, immédiatement après la conclusion du Concordat, après s'être montré très impartial dans de premiers choix provisoires, l'archevêque d'Aix n'avait point vu de danger à se faire dans son diocèse, loin du chef de l'Etat, par des mesures de détail et pour ainsi dire dans le silence, l'exécuteur des volontés du Saint-Siège.

La liste du clergé du diocèse d'Aix et d'Arles est la première manifestation de ce travail circonspect et incessant par lequel l'archevêque parviendra à dégager l'Eglise des liens tressés pour elle par l'Etat laïque, à l'aide du Concordat et des Articles Organiques. D'autre part, comparé avec l'œuvre analogue de bon nombre de ses collègues, le travail des nominations fait par Mgr de Cicé est assez habile, sait assez garder la mesure pour que l'archevêque ait réussi à éviter les virulents rappels à l'ordre que Bonaparte envoya aux divers membres de l'épiscopat coupables d'avoir rejeté les prêtres constitutionnels.

Étudiée à un autre point de vue, la composition du nouveau personnel du diocèse est aussi satisfaisante que possible. Les prêtres choisis étaient des hommes d'âge, puisque tous avaient été pensionnés par la Constituante. La plupart avaient été formés « dans l'ancien séminaire d'Aix qui obligeait à de longues études et qui supposait une éducation préliminaire ». On pouvait reprocher à ce corps de pasteurs de manquer d'homogénéité : on y trouvait côte à côte des assermentés, des émigrés demeurés longtemps hors de France, des insermentés restés au pays, des permissaires ou ecclésiastiques ralliés dès l'an VIII, des anticoncordataires qui n'avaient adhéré que tout récemment. Ceux qui, avant la Révolution, vivaient sous la règle monastique ou canoniale, ceux qui depuis 1791 s'étaient abstenus de toute fonction manquaient évidemment de l'expérience de la vie paroissiale. Enfin l'obligation de faire vite et « la disette de prêtres » avaient égaré le choix de l'archevêque sur quelques brebis galeuses dont l'indignité apparaîtra à la longue. Ces réserves exprimées et faisant abstraction de la partialité de Mgr

de Cicé pour les insermentés, nous ne pouvons que nous associer au jugement porté par l'abbé Rey dans l'oraison funèbre du prélat. « La censure s'est-elle jamais attachée à blâmer les choix qu'il fit ?... Non » ¹.

1. Sur le personnel, jugement préfectoral en 1811 aux Arch. Nat., F¹₁ cm Bouches-du-Rhône 7. Cf. Lanza de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 27. Sur les brebis galeuses, voir Arch. Nat., F² 8264, 8527, 8526 et plus loin. Moncey, inspecteur général de la gendarmerie accuse les prêtres du Var d'être joueurs (Arch. Nat., F¹⁹ bis + 17, n° 1657), sans fondement semble-t-il.

CHAPITRE IV

L'organisation administrative du diocèse (*suite*)

- I. La part des départements et des communes dans les frais du culte diocésain. — II. Leur part dans les frais de traitement du clergé paroissial. — III. Leur part dans les frais du culte paroissial. — IV. L'organisation des fabriques.

I

La question des ressources à assurer au culte était des plus importantes.

Pour faire accepter le Concordat, Bonaparte avait promis dans l'*Exposé de la situation de la République* inséré au *Moniteur* du 3 frimaire an X, qu'il serait pourvu à l'entretien des cultes sans que le Trésor en ressentit de surcharge. Le Premier Consul se réservait en réalité de rejeter sur les pouvoirs locaux : conseils généraux et municipalités des grandes villes, l'obligation de subvenir à toutes les dépenses qu'il n'avait pas le courage d'assumer pour l'Etat à la face de l'opinion publique. On le vit bien pour le diocèse d'Aix en particulier.

Les premiers points à régler concernaient le traitement de l'archevêque et son logement.

L'article 64 des Organiques fixait le traitement dû par l'Etat à tout archevêque à 1.500 francs, et la pension à laquelle Mgr de Cicé avait droit en exécution des décrets de la Constituante, devait être précomptée sur ce traitement de 1.500 francs. Ce chiffre, on le voit, était bien inférieur aux revenus que jadis Mgr de Cicé tirait de son seul archevêché de Bordeaux. Quant au logement, l'article 71 des Organiques *autorisait* les conseils généraux des départements compris dans le diocèse à y pourvoir. En outre, le 21 germinal an X (11 avril 1802), Chaptal,

ministre de l'Intérieur, avait écrit aux préfets : « Si l'ancienne maison épiscopale n'est ni aliénée ni employée à un autre service public, si en outre elle n'est pas trop vaste ou dégradée, vous ferez procéder sans aucun délai aux réparations nécessaires pour recevoir le nouvel évêque. » Chaptal ajoutait : « Si vous êtes dans le cas de pourvoir au remplacement de la maison épiscopale, vous vous concerterez avec le directeur de l'enregistrement pour mettre une nouvelle maison appartenant à l'Etat, à la disposition de l'évêque. » Enfin le ministre déclarait : « Toutes les dépenses locatives ou de premier établissement doivent être supportées par la commune où le siège est établi ; et dans le cas où l'insuffisance de ses ressources serait reconnue les dépenses seront à la charge des départements qui forment le territoire diocésain. » Chaptal trahissait par ces mots la tendance du gouvernement à interpréter abusivement les Organiques et à transformer en obligation la faculté donnée aux administrations locales de venir en aide au culte. Les juriconsultes catholiques verront même plus tard dans la circulaire de Chaptal l'abandon formel par l'État de tout droit de propriété sur les maisons épiscopales ¹.

Pour l'archevêque d'Aix il fallait un logement à Marseille, en plus de sa résidence à Aix, étant donné « les relations fréquentes » qu'il serait obligé d'entretenir avec le préfet des Bouches-du-Rhône et « les séjours longs et multipliés » auxquels il serait entraîné dans la plus grande ville de son diocèse. Delacroix écrivait au conseil municipal de Marseille : « Vous avez senti comme moi combien la présence de ce respectable prélat pourrait contribuer à consolider la paix et le bon ordre qui règnent dans cette commune. » La municipalité marseillaise se ferait donc « un vrai plaisir » de procurer à l'archevêque « un logement conforme au caractère dont il est revêtu ». Du reste les besoins du prélat étaient bien modestes. « Je n'ai, disait-il, désiré un logement à Marseille que pour le bien des affaires. Un bâtiment de petite étendue me suffira dans un quar-

1. Dès la fin de 1801, Bonaparte emploie la dissimulation pusillanime sur ce point. Voir Boulay de la Meurthe, IV, Supplément, p. 455 où Bernier le montre à Caprara refusant de spécifier la somme annuellement nécessaire « pour des raisons politiques ». Circulaire Chaptal dans Affre, *Traité de la propriété des biens ecclesiastiques*, p. 258. Voir aussi *ibid.*, p. 123 et 284.

tier commode. Il convient qu'il s'y trouve une petite cuisine et que je puisse loger dans la maison deux ou trois personnes, grands vicaires ou secrétaire. » A Aix l'hôtel archiépiscopal, attenant à la métropole Saint-Sauveur, était un de ces édifices à l'élégance sobre et harmonieuse comme les a prodigués l'art du XVIII^e siècle. Mais il se trouvait extrêmement délabré et le gouvernement venait de le comprendre dans les biens affectés à la dotation de la Légion d'Honneur.

La municipalité d'Aix logea M. de Cicé dans la maison de M. d'Albert Saint-Hippolyte qui était toute meublée. Puis, cet immeuble manquant de jardin et laissant à désirer sous beaucoup de rapports, la municipalité voulut établir l'archevêque dans l'hôtel de Coriolis-Limaye. Mais la gendarmerie occupait cet immeuble et le service de la guerre refusait de le céder. La municipalité d'Aix parvint finalement à l'acheter et à y loger le prélat. A Marseille, l'ancien évêché, mal situé, insalubre, convenait d'autant moins qu'il n'avait plus pour lui l'avantage de la proximité avec la cathédrale ou Major : la Major, en ruines, était désormais remplacée par l'église Saint-Martin. Le conseil municipal de Marseille loua pour neuf ans, à raison de 5.000 francs par an, une belle maison. Mais des contestations avec la propriétaire firent que l'archevêque demanda et obtint la liberté de se loger à sa guise, la municipalité lui allouant une subvention annuelle de 5.000 francs puis de 10.000 francs à cet effet. Mgr de Cicé ne songea point à se donner une résidence dans le département du Var, soit méfiance vis-à-vis des sentiments de la population, soit que son état de santé lui interdisit les déplacements à longue distance. C'était une faute de plus à l'égard des Varois. Somme toute, Mgr de Cicé fut enchanté des dispositions adoptées. Il écrivit à Delacroix : « Je n'ai rien à demander, grâce aux mesures que vous avez fait prendre pour mon établissement à Marseille ¹. »

1. Ce n'est que par décret du 16 juin 1808 que M. de Cicé reçoit l'hôtel de Limaye, la gendarmerie étant transférée dans l'ancienne Intendance (Arch. nat., F¹⁹ bis + 54, n° 5419; F¹⁹ bis 79, n° 8848; F¹⁹ bis 69, n° 9741); Roux Alpheran, *Les rues d'Aix*, t. II, p. 416, Aix, 1848. 2 vol. gd in-8; Arch. nat., F¹⁹ 335; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 1; Arch. comm. de Marseille, Registre n° 2 du Conseil municipal, f° 52-53, 99, 143; Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 12 (décision prise et remerciements adressés le 10 floréal an XI par M. de Cicé à Delacroix).

Restait l'ameublement à fournir pour les deux résidences archiépiscopales, le prélat ne pouvant demeurer en garni. Restait à obtenir aussi des pouvoirs locaux une augmentation de traitement. Delacroix s'adressa encore aux municipalités de Marseille et d'Aix. Il piqua au jeu l'orgueil des Marseillais et en même temps leur ferveur religieuse : « La commune de Marseille qui est la plus importante du département et qui doit avoir part au séjour de M. l'archevêque, doit s'empresser de donner un exemple qui sera suivi dans les autres arrondissements. » La municipalité marseillaise vota 5.000 francs de supplément de traitement. Peu après, le conseil municipal d'Aix, vota de son côté à l'archevêque une augmentation de traitement de 4.000 francs ¹.

Sur ces entrefaites intervint l'arrêté consulaire du 18 germinal an XI (8 avril 1803) : « Les conseils généraux de département, conformément à la loi du 18 germinal an X, sont autorisés à voter une augmentation de traitement aux archevêques et évêques de leurs diocèses si les circonstances l'exigent. » « Ils proposeront, disait encore l'arrêté, les sommes convenables » pour l'aménagement et le mobilier des maisons épiscopales. C'était l'application aux conseils généraux de la circulaire de Chaptal, toujours sous forme de simple invitation en ce qui concernait l'augmentation du traitement, et déjà sous forme impérative au sujet de l'aménagement et de l'ameublement des résidences destinées aux prélats.

Mgr de Cicé et Delacroix se tournèrent donc vers le conseil général des Bouches-du-Rhône. Pareille démarche fut faite par Fauchet vis-à-vis de l'assemblée départementale du Var.

L'insuccès fut complet.

Pourtant l'archevêque avait été fort adroit. Au conseil général des Bouches-du-Rhône il avait demandé une augmentation de traitement, moins pour lui que pour ses vicaires généraux et son chapitre. L'assemblée prit acte de ce que le prélat semblait « s'oublier pour appeler la sollicitude de l'assemblée sur ses collaborateurs », et elle se déroba en alléguant « l'insuffisance des centimes additionnels » et les 14.000 francs déjà votés par Marseille et par Aix.

1. Arch. commun. de Marseille, Registre n° 2 du Conseil municipal, f° 85 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 3 (sur le crédit voté à Aix).

L'assemblée du Var, « à l'unanimité », délibéra « que les circonstances et les malheurs publics ne permettaient pas de voter une augmentation de traitement pour l'archevêque d'Aix. Cependant, ... voulant coopérer à tout ce qui peut influer d'une manière persistante sur le bien public, considérant que l'archevêque est obligé de faire la visite de son diocèse au moins une fois tous les cinq ans, que si ses visites étaient plus fréquentes sa présence dans le département serait infiniment agréable à tous les citoyens et infiniment précieuse, soit pour établir la paix, soit pour l'entretenir, vote qu'il soit accordé annuellement à l'archevêque à titre d'indemnité, la somme de 2.000 francs pour ses frais de voyage ». Le Conseil général du Var déclarait refuser toute autre subvention : le département était trop pauvre et il n'avait été fourni au Conseil « aucun état qui... justifiât la nécessité » d'autres dépenses. A la vérité le conseil général était irrité surtout de ce que le siège de l'archevêché fut « placé hors de son territoire » et de la négligence ou de la méfiance de M. de Cicé pour le Var ¹.

La circulaire de Chaptal du 21 germinal an X s'appliquait aussi à la cathédrale d'Aix. Le préfet des Bouches-du-Rhône devait la restituer au culte, la faire réparer aux frais de la commune d'Aix et, si la commune ne pouvait y suffire, aux frais des deux départements constituant le diocèse. L'arrêté consulaire du 18 germinal an XI confirmait l'obligation des conseils généraux sur ce point. Or la cathédrale d'Aix était extrêmement délabrée. « Si des réparations n'y sont pas faites avant l'hiver, écrivait l'archevêque au préfet le 27 thermidor an XI, on sera forcé, au grand scandale du public, de désertir cette basilique où le service deviendra impraticable ». L'archevêque s'adressa donc aux conseils généraux des Bouches-du-Rhône et du Var. Mais il eut l'imprudence de dévoiler toute l'étendue des charges à endosser. Le mémoire qu'il présenta se montait à 72.000 francs et l'article des cloches à fournir représentait la plus grosse part de cette somme. Chaque département aurait eu à donner

1. L'arrêté consulaire est au *Bulletin des lois* de l'an XI, t. VIII de la 3^e série, n° 268. Voir aussi le registre de délibérations du Conseil général an VIII-an XII, p. 124 ss., aux Arch. des Bouches-du-Rhône, N° 3 ; Délibérations du Conseil général, 1800-1809 et Registre n° 3 de correspondance du préfet avec les ministres, lettre du 15 messidor an XIII du préfet au ministre des Cultes, aux Arch. du Var.

36.000 francs répartis sur deux exercices. Le conseil général des Bouches-du-Rhône vota 6.000 francs pour les dépenses les plus urgentes, et en spécifiant bien que « sous quelque prétexte que ce puisse être », on n'affecterait point ce crédit à l'acquisition de cloches. Quant au Var, il opposa aux demandes le mutisme le plus absolu.

L'archevêque blessé et déçu s'en prit à Delacroix. Il se plaignit à la fin de l'an XI qu'un rapport adressé par lui au préfet sur les frais à faire acquitter par le budget du département fût demeuré sans réponse. Il écrivit à Delacroix : « Je m'en réfère à votre justice et à votre bienveillance, afin de suppléer à l'indifférence du conseil général du département pour remplir les intentions du gouvernement consignées dans ses arrêtés ; il a abusé de la vague généralité des expressions de ces arrêtés pour ne rien prononcer ¹ ».

Un vote plus généreux du conseil général des Bouches-du-Rhône devait le détromper en l'an XII.

Le gouvernement n'avait rien prévu ou voulu promettre pour le traitement des vicaires généraux et des chanoines. Cependant, devant la répugnance des pouvoirs locaux dans toute la France à assumer cette charge, un arrêté consulaire du 14 ventôse an XI (3 mars 1803) promit de la part de l'État 2.000 francs par an pour le premier grand vicaire de chaque diocèse, 1.500 francs pour chacun des autres, 1.000 francs pour chaque chanoine. D'autre part, l'arrêté du 18 germinal an XI déjà cité contraignit les conseils généraux à voter une somme équivalente. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône fut donc obligé de s'incliner en définitive ². Quant au conseil général du Var il garda son impassibilité coutumière. Nous verrons à quel expédient il se rangea quand, plus tard, le ministère l'eut poussé dans ses derniers retranchements.

1. Sur le délabrement de la cathédrale voir Archives des Bouches-du-Rhône, V¹ 3 ; Délibération du conseil général des Bouches-du-Rhône, 21 floréal an XI, *ibid.*, N¹ 3 ; Cicé-Delacroix, 27 thermidor an XI, *ibid.*, V¹ 3.

2. Bonaparte à Portalis, 10 thermidor an X : « Si les conseils généraux de département ne pourvoient pas à l'existence des vicaires généraux et chapitres, le gouvernement y suppléera » (lettre déjà citée). L'arrê^t du 14 ventôse an XI est cité dans Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er} p. 186 et dans la lettre de Napoléon au pape du 30 ventôse an XIII (*Correspondance générale*, n^o 8457). Voir aussi la Délibération du Conseil général des Bouches-du-Rhône, 29 floréal an XI, déjà citée.

II

Les curés, on l'a vu, devaient recevoir de l'Etat un traitement convenable, les curés de première classe : 1.500 francs ; les curés de seconde classe 1.000 francs (art. 66 des Organiques). Les vicaires et desservants n'avaient à réclamer au gouvernement que les pensions votées par la Constituante et l'article 68 des Organiques leur réservait le produit des oblations. Cette disposition allait formellement à l'encontre du principe posé par l'article 5 des mêmes Organiques : « toutes les fonctions ecclésiastiques sont gratuites ». Elle n'était pas moins contraire à la règle formulée par Portalis : « Il ne faut pas que la religion soit un impôt. » Le même Portalis se tirait d'ailleurs de cette contradiction en alléguant que la rétribution des sacrements avait existé de tout temps. En conséquence il devait y avoir un tarif des oblations, dressé par l'évêque, soumis à l'approbation du gouvernement, ceci conformément à l'édit royal de 1695. Portalis spécifia que dans les succursales, le produit des oblations irait intégralement aux desservants, que dans les cures la plus grosse part serait pour les vicaires et le reste pour le curé.

Le tarif des oblations adopté par Mgr de Cicé se trouve compris dans son « Règlement provisoire pour l'administration des fabriques du diocèse d'Aix ». Il est d'autant moins intéressant que, sauf dans les villes d'importance, le produit du casuel et des oblations n'atteignit qu'un chiffre misérable. Tel quel il suscita des querelles entre fidèles et prêtres, entre curés et desservants. De plus, l'apparition du tarif des oblations parut être aux paysans un acheminement vers le rétablissement de la dîme ¹.

Il faut dire que l'État escomptait encore, pour ajouter aux ressources du clergé paroissial, le revenu des fondations pieuses

1. Thibaudeau, *Le Consulat et l'Empire ou Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte de 1799 à 1815*, Paris, 1834, 10 v°, in-8, t. III, p. 427-428. Article 69 des Organiques confiant aux évêques la rédaction du règlement sur les oblations ; Rapport de Portalis sur les Articles Organiques, p. 18-19. Cf. De Champeaux, *Le droit civil ecclésiastique*, t. II, p. 68. Portalis règle la répartition des oblations par circulaire du 15 germinal an XI, 5 avril 1803. (Jauffret, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 294).

(art. XV du Concordat). Il le prévoyait considérable, au point qu'il redoutait une reconstitution de la mainmorte sous cette forme, qu'il craignait que si ces fondations se présentaient sous l'espèce de biens fonds, les ecclésiastiques n'en prissent prétexte pour réclamer la restitution des biens nationaux aliénés. L'article 73 des Organiques avait donc stipulé qu'aucune fondation ne devait être faite autrement qu'en rentes sur l'État et le gouvernement s'était engagé à empêcher que « les ecclésiastiques ne deviennent les héritiers de tous ceux qui n'en ont point ou qui ne veulent point en avoir ». Mais, dans les campagnes de Provence, les fondations, dans la période des débuts du régime concordataire, furent très rares ¹.

De façon générale, dans toute la France les paysans ayant pris depuis longtemps l'habitude de ne point contribuer aux dépenses du culte continuaient. Le peuple, écrivait à Portalis un desservant de l'Aisne, le peuple « veut bien sa religion, veut bien des ministres, mais qui ne lui coûtent rien ». En Provence aussi les paysans tenaient à la messe et au sermon, mais à la condition que ce leur fût offert gratuitement. Mgr de Cicé avait peut-être pressenti ce mécompte. En tout cas, dès la fin de l'an X, on l'entendit crier bien haut la détresse de son clergé paroissial. A Delacroix il déclarait : « J'ai environ six cents prêtres employés dans les Bouches-du-Rhône sans aucune ressource pour vivre, ni définitive ni provisoire » ².

Comment parer à de telles difficultés ? Mgr de Cicé gardait sur ce point les idées qu'il avait jadis exposées dans les Assemblées du clergé. C'était aux communautés d'habitants, présentement aux municipalités, qu'il incombait de fournir l'appoint nécessaire pour les traitements ecclésiastiques et pour les frais de culte. « Les habitants des communes jouissent de la dîme qui leur a été abandonnée gratis : c'était la dîme qui acquittait

1. Rapport de Portalis sur les Organiques, p. 19 : il invoque l'édit de 1749 contre la mainmorte ; Thibaudeau, *Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte*, t. III, p. 431.

2. Dupont. *De la part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*, Paris, 1906, in-8 ; le Correspondant de 1905, t. III, p. 222, note 2 ; Cicé à Delacroix, s. d. (Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹³ et Fournier Saint-Yves, *op. cit.*, p. 356) ; Thibaudeau, *Histoire de la France*, etc., t. III, p. 428 : il généralise, mais c'est sur ce qu'il a vu en Provence qu'il s'appuie.

tous les frais du service ; c'est donc à eux à y satisfaire aujourd'hui. » Mais « les besoins ne sont pas égaux partout : il est des paroisses qui exigent plus de dépenses soit par la nécessité d'un cheval, soit à cause du nombre des pauvres... Enfin toutes les communes ne sont pas également aisées. » Au cas donc où des communes sont trop indigentes, il faut opérer « soit la réunion de deux paroisses ensemble, soit un rejet sur toutes les autres communes de l'arrondissement ou du département pour les aider ».

Aussi Mgr de Cicé réclama de Delacroix une contribution des communes, contribution que les Articles Organiques ne mentionnaient qu'à titre de simple indication, n'admettaient qu'à titre facultatif et pour les grandes communes seules. L'archevêque écrivit en effet à Delacroix le 20 brumaire an XI (11 novembre 1802) : « J'éprouve des difficultés sans nombre pour la subsistance et le logement des prêtres employés au service des paroisses. Inutilement on recourt aux municipaux ; ils opposent le défaut d'ordres nécessaires pour une répartition même provisoire sur les habitants qui, pour l'ordinaire, reconnaissent la nécessité de cette répartition et sont décidés à y satisfaire. Dans ces circonstances je viens vous prier d'écrire à toutes vos communes pour que les maires les rassemblent et les fassent délibérer sur les secours provisoires à donner aux prêtres qui leur administrent les secours spirituels. Quelques communes y ont déjà pourvu, mais le plus grand nombre attend vos ordres, sans lesquels il deviendrait impossible de continuer le service des églises. Il m'a paru qu'on suivrait une règle très modérée, mais absolument suffisante, en assurant par provision six cents livres par an à chaque prêtre, indépendamment des droits casuels. »

Nous n'avons pas la réponse de Delacroix. Mais d'après la réponse que l'archevêque lui opposa le 29 brumaire, le préfet se fondait sur la loi « du 10 vendémiaire an IV » en réalité du 7 vendémiaire an IV, pour se refuser à provoquer une délibération des communes en vue d'établir une contribution pour l'entretien de leur desservant. L'archevêque répondait en effet à Delacroix le 29 brumaire : « Je me suis fondé sur la liberté du culte et sur la protection que le gouvernement lui accorde, je me suis fondé sur la loi réglementaire qui doit nous diriger.

Elle prescrit un paiement pour les curés comme pour les évêques ; elle ordonne la délivrance des églises et des presbytères ; elle veut que les desservants des églises puissent recevoir des suppléments de traitement au moins de la part des grandes communes. Il est évident en effet que le gouvernement, ne pouvant pas subvenir à ces dépenses nécessaires, les rejette sur les communes. Il est d'ailleurs évident que les églises et les presbytères ne peuvent être restitués au culte et les ministres ne peuvent subsister qu'au moyen de contributions volontaires sans doute, c'est-à-dire délibérées librement, de manière qu'il en résulte pour les desservants une sûreté légale pour leur subsistance ; les communes l'ont si bien senti que, d'elles-mêmes, elles se montrent en grand nombre disposées à délibérer sur cet objet, du moment que vous leur en aurez laissé la liberté. Plusieurs préfets l'ont également reconnu et il paraît que celui de Vaucluse a fait précisément la démarche à laquelle je vous invitais : j'ai su également que la commune de Carcassonne a pourvu convenablement à l'entretien du culte provisoire. J'avoue que tout cela ne s'accorde guère avec la loi du 10 vendémiaire an IV, mais, en vérité, est-elle applicable au temps présent, et ne devons-nous pas nous conformer à la lettre et à l'esprit de la loi organique des cultes ? Sans parler des vues qui dirigeaient alors les législateurs, il me semble qu'on ne peut l'opposer aujourd'hui à la loi organique qui établit un ordre de choses tout opposé. Les lois anciennes sont supposées abrogées lorsqu'il survient une législation nouvelle qui les contrarie. J'ai cru enfin que le gouvernement voulant une fin en voulait certainement les moyens¹. »

Remarquez que l'archevêque se plaçait sur le terrain du droit et sur celui des faits. Sur le premier, il n'était pas certain que l'on dût un traitement au clergé paroissial comme indemnité pour la dîme supprimée, et aujourd'hui encore la polémique continue sur ce point. D'ailleurs, M. de Cicé ne recourut

1. Sur la dîme, voir Cicé au ministre de l'Intérieur, 8 nivôse an XIV, Arch. nat., F¹⁹ 409. Cicé à Delacroix, 20 et 29 brumaire, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 5 et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 359. La loi du 10 vendémiaire an IV, c'est en réalité la loi du 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795), art. X : « Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour acquitter les dépenses d'aucun culte ni le logement des ministres. »

que tard à cet argument. Mais sur le terrain des faits, prenant acte de ce que le gouvernement avait déjà réalisé et voulait, l'archevêque triomphait. Que l'interprétation de l'archevêque fût illégale, ce n'en était pas moins la seule rationnelle. En outre, si Bonaparte, après avoir rétabli le catholicisme romain comme religion officielle, n'osait en révéler aux populations les répercussions sous forme d'impôts, les desservants et vicaires ne devaient point supporter les conséquences de ce manque de courage et de franchise du Premier Consul. Enfin, puisque la religion était devenue un véritable service public qui, suivant le mot de Portalis, « importe à tous », on pouvait invoquer l'arrêté du 4 thermidor an X (23 juillet 1802), qui réservait les centimes additionnels perçus par une commune sur ses habitants à l'utilité de la commune¹.

Delacroix se serait placé sur un terrain meilleur s'il avait révoqué en doute la bonne volonté des communes, comme l'événement allait le montrer en dépit des assertions de l'archevêque.

Quoi qu'il en soit, comme de tous les points du territoire s'élevaient, nous l'avons dit, les mêmes doléances, le gouvernement central fut obligé d'intervenir. Portalis trouva cette explication à la situation, dans un rapport au Premier Consul : « les desservants devaient trouver, d'après la loi, une ressource dans leurs pensions. Mais ces pensions ne sont pas liquidées. » Plus franc, Cambacérès écrivait : « Les desservants des succursales avaient besoin d'un traitement fixe,... mais la politique commandait de ne pas effrayer par une masse de dépenses déjà très considérables² ».

D'une part le 8 pluviôse an XI les biens de fabrique non encore aliénés furent retirés de la liste des biens nationaux à vendre, ce qui indiquait qu'on les restituerait aux fabriques à créer. D'autre part des arrêtés consulaires du 1^{er} pluviôse an XI, du 7 ventôse et du 18 germinal suivants obligèrent les conseils municipaux à délibérer sur les dépenses du culte. L'arrêté du 18 germinal an XI (8 avril 1803) qui vise les conseils généraux ajoute : « Les conseils municipaux, en exécution de l'article 67

1. La polémique relative au caractère des traitements ecclésiastiques est résumée, du côté ecclésiastique dans Sévestre, *op. cit.*, p. 265, dans le P. H. Prêlot, *La législation des fabriques*, dans les *Etudes*, 1^{re} sér., t. 67, p. 115.

2. Portalis au Premier Consul, 8 thermidor an XI, Arch. nat., AFIV 1044. Aveu de Cambacérès dans E. Dupont, *op. cit.*, p. 53.

de la loi du 18 germinal an X délibéreront : 1^o sur les augmentations de traitement à accorder, sur les revenus de la commune, aux curés, vicaires et desservants », et « les conseils municipaux indiqueront le mode qu'ils jugeront le plus convenable pour lever les sommes à fournir par la commune, pour subvenir aux dépenses désignées en l'article précédent ». L'obligation est donc établie, et en même temps généralisée, mais sous forme indirecte, équivoque. On la déduit de l'article des Organiques qui exprimait tout le contraire. Soit pour éviter des récriminations, soit parce que le ministère n'avait pas encore d'idée nette sur ce point, le chiffre de la contribution n'est pas fixé par le gouvernement. Mais déjà Cambacérès en indiquait un, celui de 150 francs payés par l'Etat et 150 payés par les communes, et Portalis, sans doute pour entraîner Bonaparte, lui écrivait à l'instar de M. de Cicé écrivant à Delacroix : « Le vœu national est aujourd'hui manifeste. On consent à supporter les frais du culte et à salarier les ministres ; il ne s'agit que de déterminer les moyens d'exécution ¹. » Le lecteur jugera si Portalis disait vrai et si c'était en toute innocence qu'il altérait ainsi la vérité.

En fait on ajournait la difficulté. Rien de plus. En effet dans ce gouvernement consulaire qui apparaît de loin comme fort homogène on verra plus loin qu'il y avait opposition complète entre l'administration des cultes quand elle voulait mettre les communes à contribution, et d'autre part le ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Etat, le Tribunat. Chaptal et les deux grandes assemblées délibérantes voulaient maintenir le principe de la gratuité du culte et surtout mettre de l'ordre dans les finances des communes, ceci en repoussant pour elles toute imposition extraordinaire, en limitant leur faculté de s'imposer à cinq centimes additionnels.

Cette dernière précaution était superflue pour les communes de

1. Notez que l'arrêté du 18 germinal est accompagné par Chaptal, dans son envoi aux préfets, d'une circulaire du 26 germinal portant que cet arrêté donne « aux conseils municipaux la faculté de voter différentes dépenses pour les frais du culte et les traitements des ministres ». Avec le mot *faculté* employé pour définir une *consigne* (« les conseils municipaux délibéreront »), l'équivoque continue. Sur Cambacérès et le taux du traitement voir note au rapport de Portalis à Bonaparte du 12 juillet 1803 (Arch. Nat., AFIV 1044). Le mot de Portalis est cité dans le même rapport du 12 juillet.

Provence. L'archevêque qui déclarait naguère ses ouailles très bien disposées, les trouva, à l'épreuve, fort réfractaires. « Les communes, dut-il écrire à Delacroix le 26 messidor (15 juillet (1803), se refusent à s'exécuter, soit par la mauvaise volonté des administrateurs, soit par l'insuffisance des moyens qui sont à leur disposition, soit enfin à cause des expressions vagues dans lesquelles sont conçus les arrêtés des consuls. » Elles attendent « que vous arbitriez d'une manière au moins approximative le montant des charges qu'elles doivent rapporter ». Mgr de Cicé demanda donc aux préfets des Bouches-du-Rhône et du Var d'écrire aux municipalités : « 1° qu'elles aient à délibérer sans délai sur les arrêtés des consuls. 2° pour indiquer comme raisonnable le traitement de 1.000 francs pour les recteurs de succursales, qui est le moindre taux fixé par le gouvernement pour les curés de deuxième classe. 3° d'évaluer pareillement le traitement des vicaires à la moitié de ladite somme pour les campagnes, sauf à l'augmenter un peu dans les villes et gros lieux » Il ajoutait : « Je n'ignore pas qu'un grand nombre de communes objecteront avec fondement l'insuffisance de leurs centimes additionnels et j'en vois déjà plusieurs qui désirent vivement à (sic) être autorisées à un accroissement d'impositions foncières pour ces objets. Il m'a paru que le préfet du Var regardait comme nécessaire de recourir à ce moyen. Ce ne serait point un impôt forcé, puisqu'il serait demandé par les communes mêmes. Pendant mon séjour à Toulon, il a été pris sous mes yeux par le sous-préfet, une mesure dont je vois déjà d'heureux effets, même dans les communes jusqu'à présent très mal disposées. Il a, par une circulaire, enjoint à tous les maires de faire délibérer dès le dimanche suivant sur tous les objets prescrits par l'arrêté des consuls, en annonçant que faute par eux d'exécuter cet ordre, il y serait pourvu tout de suite par l'envoi d'un commissaire à leurs frais. »

La lettre de Mgr de Cicé nous montre que dans le Var le préfet adoptait un accroissement des contributions dues par les communes, pour subvenir au traitement du clergé paroissial, et que l'archevêque partageait cette opinion, la proposait en exemple à Delacroix. Elle nous montre d'autre part le sous-préfet de Toulon, un ancien terroriste, très disposé à servir l'Eglise. En tout cas le préfet des Bouches-du-Rhône, étant

donné l'arrêté du 18 germinal, n'avait plus les mêmes raisons qu'en brumaire précédent de laisser les communes libres de tout refuser au culte. Il devait comme celui du Var, comme le sous-préfet de Toulon, saisir les municipalités de la question et les obliger à en délibérer. Il ne pouvait leur laisser leur libre arbitre qu'au sujet du chiffre à voter, au sujet du procédé à employer : accroissement de leurs contributions ou souscriptions organisées pour le culte ¹.

Mgr de Cicé ne devait pas être très favorable à cette dernière combinaison. Avant la Révolution déjà il proclamait la nécessité, pour « prévenir tout ce qui peut affaiblir dans l'esprit des Peuples la dignité des fonctions ecclésiastiques », de soustraire ses prêtres « à toute discussion d'intérêts temporels avec ceux qu'ils sont chargés d'instruire », et le procédé des souscriptions risquait d'engendrer des contestations de ce genre.

En tout cas, Delacroix accepta dès lors de convoquer les habitants des communes, ou du moins les propriétaires, pour délibérer sur les moyens de subvenir aux dépenses du culte, dépenses dans lesquelles étaient compris les traitements à fournir pour le clergé paroissial ².

III

Procurer des émoluments aux desservants et vicaires sur les ressources locales, n'était pas le seul sacrifice à exiger des communes. D'après le principe même du Concordat, le gouvernement s'était engagé à pourvoir l'Eglise de tout ce qui était nécessaire à l'exercice du culte. Bernier avait nettement déclaré à Caprara : « On peut affirmer qu'il y a dans chaque église ce qu'il faut pour le culte : le gouvernement, si cela n'était pas,

1. Cicé-Delacroix, Marseille, 26 messidor an XI, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹.

2. Discours du 9 août 1787 de l'archevêque de Bordeaux, déjà cité. Nous n'avons qu'une convocation de Delacroix aux habitants d'une commune : Saint-Giniez dans la banlieue de Marseille (préfet-commissaire général de police, 13 thermidor an XI, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 6 et Fournier Saint-Yves, *op. cit.*, p. 356) et encore les habitants ont-ils demandé d'eux-mêmes « une assemblée des propriétaires ». Mais que le préfet ait obéi à l'arrêté ministériel, c'est ce que prouve la suite des événements.

aiderait à y pourvoir. » Le clergé devait donc recevoir du gouvernement : 1° des églises et des églises en bon état ; 2° des logements pour les curés, vicaire et desservants ; 3° les linges et vêtements sacerdotaux, les vases sacrés nécessaires à la célébration du culte.

Là encore le Concordat dans sa teneur se dérobaient, et les Articles Organiques escamotaient la moitié des obligations indispensables. Le Concordat disait simplement (art. XII) : « Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte seront mises à la disposition des évêques. » L'article 75 des Organiques n'accordait, lui, qu'un édifice par cure et par succursale. L'article 72 des Organiques restituait les presbytères aliénés ; à défaut de presbytère, les conseils municipaux étaient « autorisés » à procurer un logement et un jardin aux ministres du culte. Il n'était question, on le voit, ni d'obligations, ni des réparations cependant très nécessaires dans nombre d'églises et de presbytères après dix ans de révolution, ni de l'entretien à assurer de ces bâtiments non plus que de leur ameublement, et ce silence prenait des allures narquoises, rapproché de l'article 66 des Organiques : « Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples. »

Sous l'Ancien Régime, l'édit de 1695, pour ne pas remonter plus haut, obligeait la communauté des habitants de la paroisse à fournir le presbytère, à entretenir la nef de l'église, les autres dépenses d'entretien de l'église incombant au décimateur. Le clergé rejetait aussi sur la communauté l'entretien « de tous les objets qui trouvent leur place naturelle et ordinaire dans la nef des églises... fonts baptismaux, confessionnaux, chaire à prêcher ». Or même en ce temps d'obéissance à l'Eglise, les communautés avaient toujours montré de la mauvaise volonté. Si elles acceptaient à la rigueur de réparer les églises, elles trouvaient toujours les presbytères suffisants pour les locataires qu'elles avaient à y abriter. Ces précédents auraient dû faire comprendre à l'autorité consulaire qu'il était puéril d'essayer l'apport des communes à des dépenses de ce genre sans oser le prescrire. Portalis écrivait cependant : « Les temples étant nécessaires à l'exercice du culte, ceux qui professent le culte doivent fournir les édifices destinés à servir de temple.

Quand le clergé possédait des biens et percevait des dîmes, il était obligé de pourvoir à la construction et à l'entretien du sanctuaire... Aujourd'hui le clergé ne possédant plus rien, tout est nécessairement à la charge des fidèles » et « l'on doit le logement aux ministres du culte » ¹.

Avant même la fin de l'an X, Mgr de Cicé fut obligé de signaler aux deux préfets intéressés qu'il ne pouvait obtenir des municipalités les églises et presbytères qu'il réclamait, et aussi qu'un supplément de ressources était indispensable. Beaucoup d'églises avaient été détruites. Il fallait donc racheter une partie de celles qui avaient été aliénées comme biens nationaux et même se hâter, car certains de leurs acquéreurs s'approprièrent à les démolir : telle l'église des Réformés de Marseille.

A Marseille, Mgr de Cicé obtint du préfet une démarche pour faire restituer au culte par la marine l'église Saint-Victor, un des monuments les plus anciens de la Gaule chrétienne, où la chiourme avait été placée sous la Révolution. Il se fit concéder par le préfet du Var l'ancienne cathédrale de Toulon, naguère encombrée « des effets du siège » et, à sa demande, le ministère revint sur la vente, consentie pourtant par le préfet, de l'église des Augustins, toujours à Toulon.

La question des réparations ne pouvait se résoudre de même. Au Beausset, l'église s'écroulait sous l'action des pluies : « ce qui reste, la mairie vient d'en ordonner la démolition. » Le clergé de la paroisse écrivait : « Nous ne devons pas nous flatter » que les déterminations que prendra la commune « soient favorables pour avoir une église et remplir ainsi les justes désirs de la

1. Bernier à Caprara dans Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, t. IV, Supplément, p. 455. Affre dans son *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, 9^e éd., Paris, 1878, in-8, p. 123, déclare que l'obligation de fournir un presbytère est exprimée dans l'art. 72 des Organiques : rien de plus faux. Voir dans l'édit de 1695, l'art. 22 (Isambert, *op. cit.*, t. XX, p. 249), et sur ses difficultés d'application voir l'article très juste de G. Hardy, *L'administration des paroisses au XVIII^e siècle* dans la Revue d'histoire moderne, janvier 1911. C'est M. de Cicé qui dans un rapport du 22 novembre 1782 à l'Assemblée générale du clergé précise les obligations d'entretien des objets du culte afférentes à la communauté (Procès verbal de l'Assemblée, déjà cité, 1783, in-fol. colonne 209). Déclarations de Portalis dans E. Ollivier, *Nouveau manuel de droit ecclésiastique*, p. 215-217 (défense des Organiques contre Caprara). Cf. l'évêque d'Avignon, Périet, dans Durand, *op. cit.*, p. 529 et P. H. Prélôt, *Législation des fabriques*, dans les Etudes, p. 115.

vraie majorité de la population ». Était-ce d'ailleurs la majorité qui professait de tels sentiments ? Le Beausset avait toujours été la citadelle du parti révolutionnaire dans le Var. Au surplus le cas du Beausset n'était pas isolé ¹.

Il fallait bien que pour les dépenses matérielles du culte comme pour les traitements, le gouvernement se décidât à exploiter les communes, et toujours suivant les mêmes procédés. Portalis s'y décida, en principe dès le 1^{er} pluviôse an XI (21 janvier 1803). Un arrêté du 7 ventôse an XI (26 février 1803) porte : « les conseils municipaux s'assembleront avant le 1^{er} floréal et délibéreront sur les dispositions qui seraient à prendre par la commune : 1^o pour l'acquisition, location ou réparation du bâtiment destiné au culte ; 2^o pour l'établissement ou la réparation du presbytère. » Ils délibéreront sur le mode le plus convenable de lever la somme nécessaire. Ceci toujours en conséquence de la loi de germinal, c'est-à-dire du Concordat, soutenait ironiquement l'arrêté. Le 18 germinal an XI, le même arrêté consulaire qui vise les conseils généraux, ajoute les objets du culte aux articles pour lesquels ces assemblées devront *proposer* des crédits. La partie du même arrêté qui vise les conseils municipaux stipule qu'en sus des augmentations de traitements pour les ministres du culte, ils feront porter leurs délibérations « sur les frais d'ameublement des maisons curiales » et « sur les frais d'achat et d'entretien de tous les objets nécessaires au service du culte dans les églises paroissiales et succursales ». Déjà du reste le conseil municipal de Toulon s'était décidé à faire réparer des deniers communaux l'ancienne cathédrale de cette ville.

L'archevêque d'Aix se hâta d'exploiter les concessions ainsi obtenues. Il pressait Delacroix, le 26 messidor an XI, d'écrire aux communes. Le préfet devrait exiger « l'abandon pur et simple de l'intégrité des presbytères et jardins qui sont dans la main de la République et de délibérer sur les moyens d'y

1. A Marseille, en 1804 encore, la Major est absolument délabrée. Bousquet, *La Major, cathédrale de Marseille*, Paris, 1857, in-8, p. 588. Nombreuses constatations de la ruine des églises et presbytères aux Archives des Bouches-du-Rhône, V¹ 3, V¹ 5 ; Cicé à Delacroix, 22 vendémiaire an XI et 26 *ibid.*, V¹ 5 et V² 32 ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 362 ; Boulay de la Meurthe, *op. cit.*, p. 534. Sur Saint-Victor, voir Arch. Nat., F¹⁹ 335. Sur Toulon, *ibid.*, F¹⁹ 353, 479. Sur Le Beausset, *ibid.*, F¹⁹ 353.

subvenir dans les paroisses où il n'y en a pas. » Le préfet devrait prescrire aussi « de délibérer pareillement sur la mise en bon état des églises et des presbytères, sur les fournitures de première nécessité à faire aux sacristies et sur l'ameublement des presbytères ¹ ».

On put croire alors que les besoins matériels de l'Eglise de Provence allaient être assurés à bref délai.

IV

D'autre part l'archevêque procédait à la constitution des fabriques de son diocèse. Une fabrique, c'est « le corps des administrateurs chargés de régir les biens et les revenus d'une église », que cette église soit succursale, cure ou cathédrale.

Le Concordat ne parlait point des fabriques. Les Articles Organiques (art. 76) portaient : « Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes ». Mais comme on le voit, les Organiques ne soufflaient mot de la composition et du fonctionnement de ces administrations. Au surplus il est probable qu'en l'an X le gouvernement consulaire ne voulait point que dans les communes où se trouvaient des établissements ecclésiastiques, ceux-ci possédassent une administration temporelle distincte de celle des biens communaux. C'est ce que semble confirmer cette réponse ministérielle à l'évêque de Dijon : qu'il ne fallait pas « créer contre le vœu de la loi une administration temporelle du diocèse ».

1. Rapport de Portalis aux Consuls, 1^{er} pluviôse an XI : « Dans toutes les communes de la République, y compris les succursales, il faut pourvoir à l'entretien des presbytères et aux frais de célébration du culte » (Arch. nat., AFIV 472); Arrêté du 7 ventôse dans le *Recueil de lettres, circulaires, discours et autres actes publics émanés du ministère de l'Intérieur*, Paris, 1821, 2 vol. in-4, Bibl. Nat., Lf 132 6, t. IV, p. 472. Voir les commentaires de Affre, *Traité de l'administration temporelle*, p. 287 et Dupont, *op. cit.*, p. 14. Sur les réparations à Toulon voir dans le Registre n° 9 d'arrêtés du préfet aux arch. du Var, l'arrêté du 29 vendémiaire an XI. « La dépense sera payée du produit des recettes communales de l'an XI » Cicé à Delacroix, 26 messidor an XI, déjà cité. Un arrêté du 4 nivôse an XI avait d'autre part interdit (aux communes) de disposer d'une portion d'aucun presbytère sans l'aveu de l'évêque.

Toutefois le gouvernement consulaire s'était bientôt départi de cette attitude. Le 9 floréal an XI (29 avril 1803) il avait autorisé les chefs des diocèses à faire des règlements *provisoires* pour l'administration des fabriques. Il y avait là, il faut le signaler, une concession nouvelle de l'Etat à l'Eglise et Portalis reconnaît que le fait fut trouvé « extraordinaire ».

Ainsi autorisé, Mgr de Cicé dressa le 23 messidor de l'an XI (12 juillet 1803) un « règlement provisoire pour l'administration des fabriques du diocèse d'Aix ».

Dans le préambule, l'archevêque considère que l'administration « pour la perception et l'emploi des oblations et droits destinés à l'entretien du culte... était ou négligée ou méconnue dans plusieurs paroisses, que des usages différents et abusifs s'y étaient introduits et même enracinés à la faveur des troubles précédents, qu'elle était devenue trop souvent un prétexte de rixes et de discordes ». Le souci de trouver des administrateurs dignes de la confiance des fidèles, « le désir constant qui nous anime d'éviter aux communes toutes les dépenses auxquelles il est possible que nos églises subviennent par les ressources qui leur sont propres », lui dictent des dispositions en attendant que le gouvernement « ait manifesté ses intentions ».

Deux points sont à considérer dans ce règlement. Parmi les droits à percevoir sur les fidèles, figure le prix des chaises. Ce prix « sera abaissé pour l'heure du prône et les instructions familières », dit l'archevêque, qui redoute vraisemblablement d'être accusé d'enlever au culte son caractère de gratuité. D'autre part l'archevêque manifeste la préoccupation d'assurer sa mainmise sur la fabrique entière et le souci d'établir l'influence du curé ou du desservant sur les laïques de la fabrique. C'est ainsi qu'à l'archevêque est donné, par ce règlement, le contrôle et l'autorisation des dépenses en dernier ressort, ainsi que le choix des premiers fabriciens, les suivants devant se recruter par cooptation. Au curé ou au desservant est donnée la voix prépondérante dans le conseil.

Mais l'œuvre de Mgr de Cicé telle que la réalisait son règlement du 23 messidor, fut de suite compromise par un décret du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803) pris sur l'initiative du ministre de l'Intérieur. Il constituait une mesure de précaution de l'Etat laïque contre le développement sous forme de

fabriques régies par l'épiscopat, d'une administration temporelle ecclésiastique autonome. Il rendait aux fabriques des nouvelles paroisses les biens des anciennes fabriques devenus biens nationaux et non aliénés, complétant ainsi la mesure prise par le gouvernement le 8 pluviôse et d'autre part, sans doute pour ménager l'opinion et éviter l'accusation de reconstituer la mainmorte, Bonaparte statuait que ces biens seraient administrés « dans la forme particulière aux biens communaux », que les comptes en seraient rendus « en la même forme que ceux des dépenses communales » par trois marguilliers que nommerait le préfet. Le préfet choisirait pour les nommer, sur une liste dressée par le maire et par le curé ou desservant. Ces trois marguilliers devraient constituer une fabrique dite *extérieure* pour la distinguer de la fabrique déjà établie et qui, elle, s'appellerait fabrique *intérieure*.

Portalès précisa le but respectif de l'une et de l'autre dans une lettre à M. de Cicé. Les marguilliers institués par l'article 76 de la loi du 18 germinal an X, lui écrivit-il, « sont chargés de veiller aux besoins journaliers de l'exercice du culte, de pourvoir aux frais qu'ils exigent, de percevoir tout ce qui doit être perçu dans les églises, en un mot d'administrer tout ce qui concerne leur intérieur ». Tandis que les marguilliers créés par l'arrêté du 7 thermidor an XI « n'ont rien à voir dans cet intérieur ; leurs attributions se bornent à gérer, comme administrateurs de biens communaux les biens et rentes restitués aux fabriques, à en suivre et percevoir les revenus et à faire tous les actes conservatoires qui seront nécessaires ».

Quoi qu'en dit Portalès, la mesure ne pouvait plaire au clergé, à l'épiscopat surtout. Les biens dévolus aux fabriques intérieures échappaient dès lors à la gestion par le clergé. Les trois marguilliers de la fabrique extérieure, établis par le préfet, allaient dépendre exclusivement de l'autorité laïque. Mgr de Cicé ne cessera dorénavant de gémir sur l'existence des fabriques extérieures. Portalès lui-même considérait au fond que « l'institution des marguilliers créés en exécution de l'arrêté du 7 thermidor, n'était qu'une institution accidentelle et provisoire qui devait cesser à mesure que les fabriques proprement

dites seraient organisées », et Portalis allait préparer à l'Eglise une revanche sur ce point ¹.

1. Définition des fabriques dans Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, p. 13. Réponse à l'évêque de Dijon dans Jauffret, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 114 et Affre, *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*, p. 98, voir le même, *Traité de l'administration*, etc., p. 287, pour l'arrêté du 9 floréal an XI (30 mars 1803) ; Règlement de M. de Cicé, Aix, impr. Henricy, 6 p. in-12 dans Arch. des Bouches-du-Rhône, V²⁴ ou 72 V¹ ; Décret du 7 thermidor an XI (*Bulletin des lois* de l'an XI, n^o 303), apprécié par Portalis dans un Rapport sur les fabriques des églises, de juillet 1806 dans les *Discours, Rapports, travaux inédits sur le Concordat de 1801* (Paris, 1845, in-8, p. 393-398) ; Portalis-Cicé, 8 frimaire an XII, Arch. des Bouches-du-Rhône, V²⁴ ; Picot, *Annales littéraires et morales*, t. II, p. 80 ; Thibaudeau, *Histoire de la France et de Napoléon*, t. III, p. 430 ; E. Dupont, *op. cit.*, p. 67-68.

CHAPITRE V

L'action sacerdotale

I. L'esprit de prosélytisme de l'archevêque. — II. Mgr de Cicé et la publicité à donner au culte. — III. La question des sacrements et le rétablissement des bans ecclésiastiques. — IV. Les congrégations. — V. L'évolution de Portalis en faveur de l'Eglise à la fin de l'an XI.

I

L'action sacerdotale requérait de Mgr de Cicé moins de capacités administratives que l'organisation du diocèse. A l'évangélisation, à la réglementation du service du culte et de la collation des sacrements, etc., le zèle apostolique suffisait. Nous n'insisterons pas sur ce qui, dans cette question, est d'intérêt purement ecclésiastique, professionnel pourrait-on dire.

Il faut faire ressortir par contre que le nouvel archevêque d'Aix prit visiblement pour règle de rétablir tout ce qui, dans le culte provençal sous l'Ancien Régime, agissait sur l'esprit des populations, qu'il s'employa ardemment à reconstituer l'action de l'Eglise, qu'ici encore les stipulations du Concordat et des Articles Organiques lui parurent prescriptions vaines quand elles entravaient la réalisation de ses projets, et que le gouvernement sembla l'aider à plaisir à fortifier l'autorité de l'Eglise aux dépens de celle du gouvernement.

L'article 22 des Organiques faisait à tout membre de l'épiscopat une obligation des visites pastorales. Malgré l'âge et les infirmités, Mgr de Cicé parcourut pour la seconde fois, en l'an XI, les Bouches-du-Rhône, le Var, en s'attachant particulièrement à ce dernier département et à Toulon.

Dans son premier Mandement, il avait provisoirement maintenu toutes les règles et traditions antérieures relatives à la célébration du culte, la liturgie notamment. Dans ce même premier Mandement, puis dans une Lettre pastorale du 5 mai 1803 (1^{er} floréal an XI), il traça les devoirs du clergé paroissial : « Que les prières publiques reprennent... leur pompe et leur antique majesté », et les instructions qu'il donna peuvent « servir de code spirituel à tout prêtre chargé de la conduite des âmes ».

Le peuple particulièrement attirait ses regards, ce peuple dont le concours avait été d'un si grands poids pour les adversaires de l'Ancien Régime et de l'Eglise sous la Révolution, et qu'il fallait ramener peu à peu. C'est pourquoi, dans son premier Mandement, l'archevêque disait à ses coopérateurs : « L'esprit de notre vocation est : 1^o un esprit de prière ; 2^o un esprit de retraite et de séparation du monde ; 3^o un esprit de travail, de peine et de fatigue ; 4^o un esprit de science ; 5^o un esprit de vérité ; 6^o un esprit de zèle, de courage et de charité. » Il recommandait également de rendre au peuple la pratique de la religion « aussi aisée et aussi intéressante qu'il sera possible. Gardez un juste milieu entre la trop grande longueur qui fatigue, et la précipitation qui scandalise ». Il ajoutait : « De bons catéchismes pleins de suc et de vie, faits avec assiduité, avec zèle et surtout avec intérêt, et semés de traits qui font disparaître la monotonie et réveillent l'attention, voilà ce qui doit occuper d'abord la sollicitude pastorale. » Avant la Révolution, l'abbé Miollis s'était attaché à une œuvre des catéchistes, qui parcourait les campagnes pour donner l'instruction religieuse aux enfants : l'archevêque reprit cette œuvre, la confia de nouveau à Miollis. Enfin Mgr de Cicé travailla à pourvoir aux besoins spirituels de toutes les paroisses, dont certaines n'avaient pas entendu parler de religion depuis des années.

D'autre part, Mgr de Cicé fut instruit de l'attachement des Provençaux au culte des reliques et que de tout temps les fidèles s'étaient pressés à des sanctuaires tels que la Sainte-Baume, Notre-Dame-des-Grâces à Cotignac, Saint-Zacharie. Le prélat ordonna donc, le 12 avril 1803, de faire procéder à la recherche, dans tout le diocèse, des reliques dispersées depuis 1789 et il y commit des prêtres spécialement désignés.

L'évangélisation et la célébration du culte devaient se faire, dans chaque diocèse, sous le contrôle minutieux de l'évêque ou archevêque. Mgr de Cicé n'était point de caractère à délaissier cette partie de sa tâche. Nul plus que lui ne se montra, dès le début, pénétré de l'esprit de l'article 30 des Organiques. « Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions. » C'était d'ailleurs l'expresse recommandation adressée par Portalis à l'épiscopat : « veiller sur la conduite du curé » et « l'obligation à remplir ses devoirs ».

De même, conformément à l'article 50 des Organiques, lequel ne faisait au reste que reproduire sur ce point l'édit de 1695, Mgr de Cicé ne laissa qu'en première instance aux fabriques et au clergé paroissial le soin de choisir les prédicateurs d'avent et de carême. Son approbation était expressément réservée.

En matière de surveillance du corps des pasteurs, l'archevêque d'Aix allait de façon générale, plutôt dépasser les instructions de la loi et du gouvernement que les atténuer ¹.

II

Étant données les tendances de l'archevêque à empiéter sur les limites imposées par le Concordat et les Organiques à l'Eglise, étant donné l'empressement des populations à renouer la chaîne du passé, à faire revivre les traditions et pratiques dont la religion était si riche en Provence, la question de la publicité du culte devait prêter à contestations avec l'État.

Toutefois les deux pouvoirs s'accordèrent sur l'opportunité de maintenir les mesures prises à l'égard des oratoires privés. L'article 44 des Organiques portait : « Les chapelles domes-

1. Nous ne connaissons la Lettre pastorale du 5 mai 1803 que par ce qu'en disent Rey, *Oraison funèbre*, et Fisquet, *France pontificale*, Aix, p. 259. Sur son apostolat voir aussi Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 126. Sur Miollis et l'œuvre des catéchistes, voir J.-L. Bondil, *Discours sur la vie et les vertus de Mgr de Miollis*, *op. cit.*, p. 32 et 112. Sur les reliques, voir Rey, *Oraison funèbre*, l'*Annuaire du diocèse* pour l'an XII et D. Rossi, *Étude archéologique sur la cathédrale de Toulon*, déjà citée (découverte en 1803 de reliques sous le grand autel). Sur la soumission exigée du clergé paroissial à l'épiscopat en général, voir le *Rapport* de Portalis sur les Organiques ; E. Ollivier, *op. cit.*, p. 283 ; cf. l'édit de 1695, art. 10, dans Isambert, *op. cit.*, t. XX, p. 245.

tiques, les oratoires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse du Gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque ». Et Fouché insistait sur cette prescription auprès de Delacroix. La mesure visait alors surtout les prêtres et les fidèles de la Petite Eglise. A ce point de vue, elle ne pouvait qu'être adoptée et soutenue par les prélats concordataires. C'est ce que prouve la lettre suivante de Mgr de Cicé au préfet des Bouches-du-Rhône, Aix, 14 vendémiaire an XI (6 octobre 1802): « Vous me transmettez les plaintes du citoyen commissaire de police au sujet des oratoires existant encore à Marseille. Je ne les ignore pas et pendant mon séjour à Marseille j'ai très publiquement déclaré que bien résolu à les supprimer tous, je me voyais cependant obligé de tolérer ceux de la ville jusqu'à l'organisation définitive des églises, tant à cause de la rareté excessive dans de vastes quartiers de la ville que par des vues de tolérance et de paix qui sont absolument dans les vues du gouvernement ; mais le moment viendra où je réaliserai leur suppression que j'ai hautement annoncée... Je les ai cependant supprimés partout où ne se sont pas rencontrées les mêmes raisons, à Aix, Arles, Saint-Remy, Beaucaire et dans tous les principaux endroits du Var, et j'ai impatience d'en faire autant à Marseille. » On verra que lorsque les oratoires cessèrent d'être des asiles pour le culte anti-concordataire, l'archevêque s'employa à en faciliter la multiplication ¹.

Le culte ne pouvait être public partout. L'article I^{er} du Concordat stipulait qu'il devait se conformer « aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique ». L'article 45 des Organiques traduisait ainsi ces derniers mots : « Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes. » En conséquence, pour les Bouches-du-Rhône il fut établi que deux localités seraient exceptées du culte public : Marseille et La Roque d'Antheron où des protestants étaient établis. L'administration préfectorale y tint d'abord la main. Mais au dire de M. de Cicé,

1. Fouché à Delacroix, 18 prairial an X, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 4 ; Cicé à Delacroix, *ibid.*, V¹ 1. L'abbé Guigou est dénoncé pour une infraction à cette règle par Delacroix à M. de Cicé, le 28 nivôse an XI (Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 373).

les protestants de Marseille, pour exprimer leurs vœux de bonne harmonie à l'égard du clergé et du culte catholique, avaient, après la visite de Mgr de Cicé dans leur ville, demandé spontanément au gouvernement qu'il fût dérogé à l'article 4 des Organiques. Portalis avisa le préfet qu'il n'y voyait pas d'inconvénient, par lettre du 3 fructidor an X. Sur ce, Delacroix demanda l'avis du commissaire général de police, Permon. Permon conclut à différer la mesure, étant donné « la dissidence d'opinion existante entre plusieurs prêtres eux-mêmes », les ménagements que réclamaient et la tranquillité publique et l'intérêt du commerce : « Le culte catholique, aujourd'hui tolérant par principe, écrivait le commissaire général de police, exige cependant un respect extérieur ; et le Turc, l'Arabe, l'Africain, le Juif qui ne rendraient pas ce témoignage de respect, consacré d'ailleurs par l'usage, auraient peut-être, dans l'état actuel des choses, occasionné des troubles. » Le général commandant la division, Cervoni, conclut dans le même sens. « L'exercice public des cérémonies religieuses dont jouiraient exclusivement les catholiques, pourrait exciter des jalousies et des rivalités de la part même des protestants, attendu que le vœu manifesté au gouvernement n'avait pas été formé par une délibération générale, ni par la majorité d'entre eux », ajoutait le préfet, en transmettant les lettres de Permon et Cervoni.

Portalis ébranlé conclut qu'il fallait se tenir dans les limites de la loi, puisqu'il n'y avait pas avantage à s'en écarter. Cette intervention de Delacroix n'avait rien qui pût plaire à Mgr de Cicé. Elle préparait une rupture définitive entre l'archevêque et le préfet des Bouches-du-Rhône. Toutefois Mgr de Cicé s'inclina pour un temps devant la décision ministérielle. C'est ainsi qu'à Marseille, un prêtre ayant accompagné un convoi funèbre et Delacroix s'en étant plaint à l'archevêché, le prélat répondit : « Quant à l'accompagnement d'un mort à l'église par le citoyen Paret, il est contre la loi et mes instructions. Je lui en ferai témoigner mon improbation et ferai veiller à ce qu'on ne récidive pas. » Dans le Var, comme il n'y avait pas de protestants, dès le 2 vendémiaire an XI Portalis donna raison à M. de Cicé contre le préfet qui voulait empêcher le clergé d'accompagner les obsèques ¹.

1. Arch. Nat., F¹⁹ bis 65, n° 393.

Puis, durant le premier trimestre de l'an XI, « une portion des catholiques, des prêtres et M. l'archevêque lui-même » demandèrent « en faveur des catholiques de Marseille la permission de célébrer extérieurement » le culte. Permon, qui signalait le fait, maintint que le temps n'était pas encore venu de déroger aux dispositions légales. M. de Cicé s'adressa cette fois directement à Portalis, et ce fut l'occasion d'un nouveau conflit entre prélat et préfet. Portalis effectivement écrivit à Delacroix que les protestants eux-mêmes plaidaient en faveur de l'instance des catholiques : il ne lui paraissait donc pas qu'il y eût « des motifs d'empêcher ce que tout le monde... désire ». Il concluait : « Je suis bien assuré que l'exercice public n'aura aucun inconvénient, et cette confiance m'est inspirée par la sagesse avec laquelle vous protégerez et vous surveillerez cette partie de la police générale », et dans cette phrase il reflétait peut-être les préventions que M. de Cicé nourrissait maintenant contre le préfet. Delacroix riposta : « Je n'ai aucune connaissance que les protestants en corps eussent sollicité eux-mêmes pour le succès de la réclamation des catholiques. Je ne connais de démarche faite que par le citoyen Girard, secrétaire général de la préfecture (un protestant qui n'avait aucune mission des autres protestants). Le culte protestant n'est pas le seul qui ait un temple à Marseille. Il y a une synagogue de juifs. Avant la guerre, il y avait une mosquée que la prospérité du commerce avec le Levant peut faire rétablir. L'article 45 de la loi paraît avoir été fait en faveur de tous les cultes dissidents. » Il rappelait que lors des précédentes démarches faites pour obtenir la publicité du culte, Portalis l'avait absolument couvert. « Une décision aussi positive suffit pour m'empêcher de déférer à la simple invitation que contient votre lettre du 16 de ce mois ; mais en supposant que cette dernière existât seule, je ne pense pas qu'elle pût mettre ma responsabilité à couvert... Je ne crois pas pouvoir permettre une semblable dérogation, sans une loi nouvelle ou sans des ordres formels du gouvernement. »

Cependant déjà une volonté suprême confirmait les intentions de Portalis. Le 25 germinal an XI (15 avril 1803), Bonaparte invitait Chaptal à informer tous les préfets « que le culte public doit avoir lieu dans toutes les communes à l'exception seulement

de celles où il y a une église protestante consistoriale reconnue par le conseiller d'Etat chargé des affaires des cultes ». On peut dire du reste que la consigne donnée par l'article 45 des Organiques ne répondait plus à l'état des esprits. A Lyon, ville où les protestants se montraient beaucoup moins accommodants qu'à Marseille dans la question de la publicité du culte catholique, le cardinal Fesch obtenait de Portalis le transfert hors la ville, à la Croix-Rousse, du siège consistorial de l'église réformée, pour pouvoir tourner la loi. A Bordeaux, Mgr d'Aviau, encouragé par la tactique de Fesch et invoquant les tendances conciliantes des protestants marseillais, Mgr d'Aviau réclamait comme M. de Cicé la publicité du culte. Celle-ci ne pouvait être différée longtemps pour Marseille et la combinaison trouvée par Fesch pour Lyon allait y être bientôt adoptée ¹.

C'est lors des processions que s'affirme de la façon la plus éclatante et la plus solennelle la publicité du culte catholique, et c'est à propos des processions que Fesch avait demandé cette publicité.

Le culte étant maintenant public dans tout le diocèse, sauf Marseille et La Roque d'Antheron, les processions pouvaient-elles se dérouler à nouveau hors des églises ? M. de Cicé l'espérait bien dès son premier mandement, puisqu'il y déclarait renfermer les processions dans l'intérieur des églises « jusqu'à nouvel ordre ». Du reste les processions représentaient une des traditions les plus chères aux Provençaux, à Marseille surtout celles de la Fête-Dieu, et l'on a vu qu'à peine la tolérance établie par le régime consulaire, dans plusieurs localités l'on n'avait pas attendu, pour ramener au jour ce genre de solennité, l'autorisation de la loi.

L'archevêque d'Aix, peut-être encouragé par l'initiative de Fesch, se décida à autoriser les processions, tout au moins pour les Rogations et la Fête-Dieu. D'ailleurs une circulaire ministérielle du 30 germinal, consécutive à la lettre de Bonaparte à

1. Sur l'affaire de la publicité du culte à la fin de l'an X, voir Arch. Nat., F¹cmr Bouches-du-Rhône 11 et Delacroix à Portalis, 30 germinal an XI, se référant à son rapport précédent; Portalis à Delacroix, 16 germinal an XI, et réponse de Delacroix, 30 germinal. Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 4 et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 365; Napoléon à Chaptal, 25 germinal dans la *Correspondance générale de Napoléon*, n° 6687; Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, t. I^{er}, p. 260; du même, *Hist. de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 398.

Chaptal, portait en substance : Les processions ne sont prohibées que dans les villes où il y a un consistoire, ce qui suppose 6.000 protestants. De plus, même dans ces villes, quand il y a assentiment du consistoire, l'autorité municipale, si elle juge que l'ordre public n'en sera pas troublé, peut tolérer la sortie des processions. Nous ne savons si cette année même la procession de la Fête-Dieu fut permise dans Marseille. A Aix cette solennité était marquée, depuis le roi René, assure-t-on, de cérémonies étranges sur lesquelles nous reviendrons et qui pour l'an XI reparurent réduites au minimum. Ainsi restreintes, elles eurent cependant le don de stupéfier le commissaire général de police et Permon signala en haut lieu ces « représentations de scènes sacrées et profanes, chevaleresques et facétieuses, de scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament ». Permon, en bon rationaliste, écrivait encore : « Il est très peu de personnes qui, après avoir vu toutes ces farces, n'avouent qu'un spectacle bon pour le peuple du xiv^e siècle, ne soit très ridicule pour le peuple du xviii^e siècle. Alors on ne raisonnait pas mais l'on croyait. Aujourd'hui que l'on raisonne, ... que la religion est rappelée aux principes, les cérémonies du culte catholique ne doivent pas être entremêlées en France de spectacles dignes des siècles de l'ignorance. »

Les processions eurent lieu également dans le Var. Elles furent troublées à Ollioules par un incident dont l'analogue s'était produit à Lyon « M. Doudon, succursaliste, entraîné par un zèle mal éclairé », insulta le commandant de la garde nationale. Le préfet Fauchet exigea du coupable une réparation publique, et de l'archevêque son changement. Mgr de Cicé s'inclina. Il était trop prudent pour laisser compromettre par un obscur desservant, un avantage tout récemment acquis¹.

Du moment que la publicité du culte était autorisée, celle des signes extérieurs du culte devait l'être. Pourtant le gouverne-

1. Consalvi avait écrit, à la fin de la négociation du Concordat : « On dit que le publicité ne s'accordera que graduellement, vu qu'en ce moment on ne supporterait pas les processions et autres choses semblables » (Rinieri, *La diplomatie pontificale*, t. I^{er}, p. 581). Voir pour Lyon, Arch. Nat., F⁷ 6366 et Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, t. I^{er}, p. 256. Circulaire du 30 germinal dans Affre, *Traité de l'administration des paroisses*, p. 233, note. Voir pour Aix, Arch. Nat., F⁷ 3659^o, et pour Ollioules, *ibid.*, F⁷ 8495. M. Doudon, curé de 2^e classe (et non succursaliste), fut remplacé par Tardieu (*Annuaire du diocèse pour l'an XII*).

ment n'osait la concéder expressément. Il se contentait de fermer les yeux. C'en fut assez pour que l'archevêque eût la joie en l'an XI de voir les emblèmes du catholicisme et les images de piété apparaître au grand jour de tous côtés.

A la publicité du culte se rattachait encore la sonnerie des cloches. L'article 48 des Organiques l'autorisait en ces termes : « L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause sans la permission de la police locale. » Il suffit donc à Mgr de Cicé de s'entendre avec les deux préfets des Bouches-du-Rhône et du Var. Dès le 23 fructidor an X (10 septembre 1802), les cloches replacées dans les églises de Marseille faisaient entendre leur voix oubliée depuis la Terreur ¹.

La question des fêtes souleva plus de difficultés. Après entente avec le gouvernement, un indult publié par le cardinal-légat Caprara, le 9 avril 1802 (19 germinal an X) avait réduit les fêtes du culte catholique à quatre : la Noël, l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint, en dehors de celles qui tombent toujours un dimanche. Sa Sainteté, déclarait Caprara, considérait « que les peuples avaient le plus grand besoin, après tant d'événements et tant de guerres, de réparer les pertes qu'ils avaient faites pour le commerce et pour les autres choses nécessaires à la vie ». Portalis, au nom du gouvernement, dans son *Rapport sur les Articles Organiques*, précisait : « L'Etat est intéressé à ce que les citoyens ne soient pas trop fréquemment distraits des travaux les plus nécessaires à la société, et que, dans l'institution des fêtes, on ait *plus d'égard aux besoins des hommes qu'à la grandeur de l'Etre qu'on se propose d'honorer*. » Aussi l'article 41 des Organiques prescrivait « Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement. » Mgr de Cicé dans son premier mandement avait donc formellement ordonné l'observation de l'indult et de l'article 41 des Organiques. Il semblait qu'aucun moyen ne restât de rétablir la foule des

1. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 243. M. de Cicé se concerta avec le préfet dès messidor an X à Marseille pour les sonneries, Arch. Nat., F⁷ 3659⁶ ; lettre du même à Delacroix, 12 brumaire an XI, Arch. Bouches-du-Rhône V¹ 25 ; Bousquet, *La Major*, *op. cit.*, p. 587.

fêtes pratiquées sous l'Ancien Régime et maintenant officiellement condamnées.

On avait compté sans l'attachement aux traditions, si vivace en Provence, sans les habitudes locales qui font que dans toutes les paroisses de France la fête des Rois, la fête votive, sont des occasions de réunions et de réjouissances familiales escomptées un an à l'avance. D'autre part Mgr de Cicé, dans son for intérieur, partageait peut-être l'opinion de certains grands canonistes, à savoir que l'article 41 des Organiques, bien que conforme à l'édit de 1695, blesse le droit absolu qu'a l'Eglise d'établir des fêtes. Très partisan de concessions aux exigences de la vie sociale, ayant jadis à Bordeaux accordé la facilité de travailler à certains jours de fête, il comprenait par contre que la multiplication des fêtes ne contribuerait pas seulement à augmenter l'influence de l'Eglise sur les esprits, mais lui procurerait un accroissement de ressources dont le culte avait grand besoin dans le diocèse d'Aix. Néanmoins Mgr de Cicé était trop circonspect pour prendre immédiatement de grandes libertés avec la loi.

Comme il arrive souvent, le chef du diocèse fut dépassé par ses subordonnés. A Arles, le clergé ne borna pas au dimanche la célébration de la fête des Quarante heures ; elle fut continuée le lundi et le mardi suivants, comme elle le comporte. Un nommé Aillaud, considérant cette dérogation aux règles comme une provocation, fit du vacarme dans l'église de la Major. Delacroix ordonna d'emprisonner Aillaud, mais signala l'incident à Portalis. « Il est peut-être plus nécessaire, lui écrivait-il, dans les départements méridionaux que partout ailleurs, de veiller à la stricte exécution des lois organiques du culte parce que, plus que partout ailleurs, on est disposé à rétablir les anciennes solennités que la loi a supprimées, ce qui n'est certainement pas dans les intentions du gouvernement ni dans les vôtres ¹. »

Nous ne voyons pas que l'archevêque soit intervenu, sinon

1. L'*Indult* est au *Bulletin des Lois*, t. VI de la 3^e série n° 218 ; Edit d'avril 1695, art. 28 (Isambert, *op. cit.*, t. XX, p. 251) ; c'est Di Pietro qui attaque l'art. 41 des Organiques (Rinieri, *La diplomatie pontificale*, t. 1^{er} p. 482). Lautard, *op. cit.*, t. II, p. 192 sur les fêtes aimées en Provence. Affaire d'Arles : Arch. des Bouches-du-Rhône V¹⁵, V¹²² et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 370.

peut-être par une lettre discrète à Portalis. Mais ce sont sans doute des cas de ce genre, multipliés dans nombre de diocèses, qui motivèrent cette circulaire de Portalis à l'épiscopat du 30 nivôse an XI, bien intéressante à confronter avec les dérogations que plus tard Mgr de Cicé et l'épiscopat se permirent vis-à-vis d'elle. « L'exhortation directement adressée aux fidèles, pour les engager à célébrer des fêtes dont la suppression a été ordonnée, est une infraction des lois de l'Eglise et de celles de l'Etat. » La trop grande multiplicité des fêtes serait vicieuse pour la société et affaiblirait à la longue le respect même que l'on doit aux cérémonies de la religion. « Certains curés ou desservants ne violent point ouvertement le décret portant suppression des fêtes ; mais ils n'avertissent point le peuple qu'elles ne doivent point être chômées, ou s'ils donnent cet avertissement ils cherchent à le rendre inutile, en observant dans les offices des fêtes supprimées la même solennité que dans les autres. » A la suite, « il est des citoyens qui croient qu'il est de leur devoir de chômer la fête, et il en est d'autres qui ne le croient pas..... Cette diversité d'opinions a amené dans les campagnes et souvent dans les petites villes des injures et des rixes qui ont divisé les familles » ¹.

La règle que pose ici Portalis est à mettre avec l'ensemble de prescriptions fermes et modérées que nous avons données comme indications sur sa politique à la fin de l'an X et au début de l'an XI, politique dont il devait s'écarter dès prairial an XI, comme on le verra.

III

L'administration des divers sacrements est susceptible de provoquer des conflits entre l'Eglise et l'autorité laïque. Mais l'administration du sacrement du mariage est dans ce cas plus que toute autre, car elle intéresse essentiellement la société civile.

La doctrine de l'Eglise est, on le sait, que le mariage constitue « un contrat naturel, confirmé de droit divin avant toute société civile et élevé par Jésus-Christ à la dignité du sacre-

1. Arch. nat. F¹⁰ bis + 10, n° 886.

ment ». Portalis dans son *Rapport sur les Organiques* avait discuté la question : « Quelques théologiens ont cru et croient encore qu'il n'y a de véritables mariages que ceux qui sont faits en face de l'Eglise. » Non. « En général, c'est à la société à régler les mariages. » Et si « le mariage n'est pas étranger à la religion, qui le dirige par sa morale, et qui le bénit par un sacrement », le rapport du mariage au sacrement n'est pas « une cause suffisante pour rendre l'Eglise maîtresse des mariages ». Et Portalis affirmait : « Le mariage est un contrat qui, comme tous les autres, est du ressort de la puissance séculière, à laquelle seule il appartient de régler les contrats. » Ces théories du reste, Portalis les avait exposées dès 1770, dans un mémoire que lui avait demandé Choiseul : « Consultation sur la validité des mariages protestants. » En conséquence, l'article 54 des *Organiques* portait, à propos des curés : « Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil. » C'était pour l'Etat un principe à sauvegarder, c'était aussi une précaution nécessaire contre les séductions et mariages irréguliers si nombreux autrefois.

Ici également le clergé provençal se permit quelques infractions à la règle établie par l'Etat laïque. A Barbentane, le prêtre s'avisa « d'administrer le sacrement du mariage avant que les époux eussent été unis par l'officier civil ». Il s'agissait de « la femme d'un militaire qui n'avait point eu de nouvelles de son mari depuis six ans et qui, conformément à la loi, aurait dû divorcer pour pouvoir se remarier ». Portalis fut très irrité. Il déclara qu'il fallait écarter ce prêtre. Cicé se contenta de plaider pour l'inculper les circonstances atténuantes et promit de le déplacer ¹.

Cependant, avec son sens politique si délié, Mgr de Cicé discerna un autre moyen de revendiquer pour l'Eglise une plus grande part d'action et d'autorité dans la question du mariage.

1. Sur l'opinion de Portalis à l'égard du mariage avant 1789, voir Lavollée Portalis, p. 13. La définition du mariage d'après l'Eglise est d'Hébrard. *Les Articles Organiques devant l'histoire, le droit et la discipline de l'Eglise*, p. 276, ss., cité dans Sévestre, *L'histoire, le texte, etc. du Concordat*, p. 313. Sur l'affaire de Barbentane, voir Arch. nat., F^{CH} Bouches-du-Rhône 7 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 6 et Fournier-Saint-Yves, *op. cit.*, p. 374.

Il demanda qu'à côté des publications ordonnées par la loi civile, la coutume des bans ecclésiastiques fut restaurée.

Le 2 brumaire an XI (24 octobre 1802), l'archevêque écrivit au préfet des Bouches-du-Rhône qu'il voulait l'entretenir « des conditions que l'Eglise exige pour que les fidèles puissent recevoir et un prêtre puisse administrer *validement* le sacrement du mariage. Une de ces conditions consiste dans les annonces que de tout temps l'Eglise a voulu qui fussent faites au prône, des demandes du sacrement pour s'assurer qu'il n'existe à la collation dudit sacrement aucun des empêchements déterminés par l'Eglise. Ces empêchements étaient ci-devant reconnus par la loi civile qui avait confié aux ministres de la religion l'autorisation civile pour la publication des bans ; ils agissaient en même temps comme ministres civils et ministres religieux. Aujourd'hui la loi a séparé du sacrement tout ce qui tient au lien civil et c'est une conséquence naturelle du principe qu'elle a adopté sur la liberté des cultes. Elle a disposé comme elle l'a voulu, tout ce qui appartient au contrat civil du mariage, mais il eût été contraire à son dessein comme à tout principe, de changer et de régler la forme prescrite par l'Eglise pour l'administration du sacrement. L'omission de ces formes n'altère aucunement le contrat civil qui demeure dans toute sa force pour le juif, le protestant, le catholique. Mais quiconque veut être réputé catholique doit observer les règlements et rites prescrits par son Eglise. Ce n'est d'ailleurs une loi civile pour personne : mais la loi publique protège chaque Eglise dans le libre exercice de ses règlements. Il serait absurde d'exiger qu'une Eglise reçût dans son sein et admît à ses sacrements, des personnes qu'elle ne peut avouer pour ses enfants ».

L'archevêque déclarait ensuite que les annonces préliminaires au sacrement du mariage : 1° « ne contiennent ni ne présentent rien de contraire à la loi civile ; 2° sont nécessaires pour l'administration du sacrement ». En effet : 1° « le règlement organique du culte catholique les autorise d'une manière générale et implicite, puisqu'après avoir statué par l'article 53 l'interdiction de toute publication étrangère à l'exercice du culte, il comprend dans l'article 54 la bénédiction nuptiale parmi les fonctions de l'exercice du culte. Objecterait-on que les annonces faites à l'Eglise semblent contredire l'acte civil, ou du moins

jeter des doutes sur sa validité ? Mais le contrat civil et le sacrement sont deux choses distinctes ; l'une ne suppose pas et n'exige pas l'autre. C'est-à-dire : le contrat civil, pour avoir toute sa valeur aux yeux de la loi, n'exige point le sacrement » ; 2° ces annonces sont nécessaires « parce que l'Eglise les a prescrites sous peine de nullité » et « parce qu'elles sont le seul moyen que l'Eglise nous donne de constater qu'il n'existe aucun empêchement *canonique* à l'administration du sacrement ». Et l'archevêque ajoutait : « Pour vous donner, citoyen préfet, une idée plus précise de ce qu'exige la loi de l'Eglise catholique, je réduis en formule l'annonce que je crois nécessaire : « Mes frères, vous êtes avertis que tel et telle nous demandent la bénédiction nuptiale. Si vous avez connaissance de quelque empêchement *canonique*, vous êtes invités et requis de nous en donner tout de suite la connaissance. Vous êtes également avertis que les parties se sont pourvues devant le magistrat pour la validité de leur union et que nous ne leur conférerons le sacrement qu'après qu'ils nous auront justifié que leur mariage a été admis par le magistrat. » « Les principes dont je suis parti, conclut Mgr de Cicé, étaient ceux d'une personne dont nous chérissons, vous et moi, la mémoire, de M. Turgot qui les a établis dans ses ouvrages en faveur de la *Tolérance civile*. »

Est-ce l'autorité dont se recommandait l'archevêque qui inquiéta Delacroix ? Nous avons vu que cette doctrine de Turgot sur la *Tolérance civile*, élaborée au temps d'une religion d'Etat exclusive et omnipotente, était beaucoup plus riche de concessions vis-à-vis de l'Eglise que la doctrine, officiellement proclamée depuis la Révolution de la liberté de conscience et de la liberté des cultes. Delacroix répondit simplement : « Je ne crois pas pouvoir prendre sur moi une détermination. » Il soumit le cas à Portalis, au ministre de l'Intérieur, au Grand Juge.

L'archevêque fut très mécontent, si mécontent qu'on pourrait croire qu'il espérait surprendre l'adhésion préfectorale et créer ainsi en douceur un précédent.

L'affaire provoqua de la part du Gouvernement deux réponses bien différentes. Le Grand Juge, interprète strict de la loi, mandataire rigoriste et soupçonneux de l'Etat, déclara : « La loi du 18 germinal dernier ne laisse aucun doute sur la ques-

tion proposée, les ministres du culte ne peuvent faire au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte. Les registres des ministres du culte, les publications ou annonces relatives à l'exercice du culte, ne doivent avoir aucune influence sur l'état civil des Français ». Portalis, peu après, envoya au préfet des Bouches-du-Rhône une consultation où il se prononçait pour que les Organiques fussent interprétés dans un sens favorable à l'Eglise dans cette question, étant donné que la demande de l'archevêque ne portait nullement atteinte aux droits de la société laïque.

En effet Portalis déclarait : Deux questions sont à examiner : 1° les publications contrarient-elles nos lois ? 2° en supposant que non, dans quelles formes doit-on les faire ? Sur le premier point il reprenait complètement l'argumentation de l'archevêque d'Aix et concluait : « La société forme le contrat, la religion le bénit : tel est l'heureux concours de l'intérêt et de la conscience ; tel est l'heureux résultat de l'alliance sacrée de l'Etat et de la religion chez toutes les nations civilisées. » Il revenait, pour finir, sur le caractère inoffensif des publications demandées : « Il est évident aujourd'hui pour tous les hommes instruits, que le mariage en soi n'est que du ressort de la société, à l'instar de tous les autres contrats, que la puissance civile peut seule opposer des empêchements au mariage, et fixer les formes nécessaires à sa validité, que les prêtres, par leurs institutions, ne sont point les ministres du contrat, mais les simples ministres du sacrement ; et que l'Eglise n'a aucun pouvoir direct ni indirect sur l'état des époux, sur celui des enfants, sur le sort des familles, par la raison qu'elle n'a aucun pouvoir direct ni indirect sur la temporalité. » Sur le second point Portalis concluait que la formule proposée par Mgr de Cicé était très admissible, sauf la dernière ligne, qu'il établissait ainsi : « nous ne leur confèrerons le sacrement qu'après qu'elles auront satisfait à l'article 34 de la loi du 18 germinal an X ».

Avant même d'écrire cette lettre, Portalis faisait adopter par le Premier Consul, le 3 frimaire an XI (24 novembre 1802), comme mesure générale et applicable à toute la France, le rétablissement des bans ecclésiastiques préliminaires à la célébration du mariage, avec pour ces bans la formule proposée par l'archevêque d'Aix et révisée par lui, Portalis. Mgr de Cicé

venait sans fracas de gagner un grand avantage pour l'Eglise ¹.

Un autre avantage obtenu par le chef du diocèse de Provence fut l'organisation d'un service d'aumôniers dans les prisons.

Le 16 pluviôse an XI (5 février 1803), le prélat écrivait au Grand Juge, de Marseille, à propos des prisonniers : « Je suis parvenu à leur fournir de la soupe et autres secours de ce genre ; mais ils n'ont pas moins besoin de ceux que le ministère ecclésiastique peut leur procurer. Étonné que cette espèce d'hommes, qui en a plus de besoin qu'aucune autre, en fût privée, j'en ai recherché la cause. Vous ne serez pas moins surpris que je l'ai été en apprenant que c'était en exécution d'un arrêté du Comité du Salut Public ! Ainsi nous vivons encore sous les lois faites par le Comité qui avait défendu que sous aucun prétexte on laissât pénétrer un prêtre dans les prisons. Ce ne sont sûrement pas là les principes du gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre. » Le Grand Juge répondit que l'institution d'aumôniers était bien « une conséquence directe des lois nouvelles pour l'organisation des cultes... » Régnier ajoutait : « J'écris au préfet pour qu'il donne ordre de recevoir dans les maisons de détention les prêtres qui se présenteront avec une délégation de votre part ². »

Même autorisation fut donnée par Portalis le 12 vendémiaire an XI (4 octobre 1802) pour des prêtres que l'archevêque voulait placer dans les hôpitaux ³.

Prêtres des hôpitaux et aumôniers devaient être pris, naturellement, dans le clergé séculier.

Mais la politique d'extension des immunités de l'Eglise pra-

1. Cicé à Delacroix et réponse, 6 brumaire, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 22. Le Grand Juge au préfet, 29 brumaire et Portalis au préfet, 13 frimaire, *ibid.*, V¹ 22. Cf. Portalis dans la défense des Organiques contre Caprara : c'est la même doctrine (E. Ollivier, *Nouveau manuel de droit ecclésiastique*, p. 211). Arrêté consulaire du 3 frimaire aux Arch. Nat., F⁷ 8410. Périer, l'évêque, d'Avignon, proclame bien plus nettement que M. de Cicé : « Le mariage fait selon les lois, seulement à la municipalité, est un véritable mariage, un mariage valide quoique ce ne soit pas un mariage chrétien », « les formes voulues par la loi » sont « nécessaires à la validité » de l'union, et il qualifie l'opinion contraire de « principes ultramontains ».

2. Cicé au Grand Juge, réponse le 6 ventôse, Arch. Nat., F¹⁷ 8410 ; le Grand Juge à Delacroix, 13 ventôse, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 22. Nous ne voyons pas à quel arrêté du Comité de Salut Public il est fait allusion.

3. Arch. nat. F 19 bis † 65 n° 427.

tiquée par l'archevêque, ne s'arrêta même pas devant l'hostilité marquée du gouvernement pour toute tentative de résurrection du clergé régulier.

IV

Le Concordat était muet sur la question des congrégations et Portalis, dans son *Rapport sur les Articles Organiques*, commentait ce silence de façon à rendre, semblait-il, toute surprise impossible « Toutes les institutions monastiques ont disparu ; elles avaient été minées par le temps. Il n'est pas nécessaire à la religion qu'il existe des institutions pareilles. » Dans son *Discours au Corps législatif* du 13 germinal an X (5 avril 1802), il avait été encore plus catégorique, en parlant des ordres religieux : « Nos lois ont licencié cette milice, et elles l'ont pu, car on n'a jamais contesté à la puissance publique le droit d'écarter ou de dissoudre des institutions arbitraires qui ne tiennent point à l'essence de la religion, et qui sont jugées suspectes ou incommodes à l'Etat. »

Cependant, on va le voir, le clergé régulier prit corps, de suite après le Concordat, de tous côtés.

C'était trop tôt. Portalis dans la première moitié de l'an XI, posa des règles dont il devait dans la suite se départir singulièrement. Le 5 pluviôse (25 janvier 1803) dans une circulaire à l'épiscopat, il se déclarait « instruit que dans plusieurs départements, dans plusieurs villes, il se forme des associations qui sont composées du moins en partie des matériaux et des débris des anciens ordres monastiques, qui se proposent de remplacer ces ordres, ou même de les reproduire sous des noms différents. — On assure que quelques-unes de ces associations sont un assemblage d'ecclésiastiques et de laïques, que d'autres réunissent des personnes de tout sexe et que presque toutes se ressentent des temps de trouble et de persécution qui les ont vu naître. De pareilles institutions sont suspectes et illicites par cela seul qu'elles ne sont point autorisées... Le but religieux que l'on se propose en les fondant, ne saurait couvrir le vice de leur existence.... ; des apparences vraies ou fausses de piété en imposent presque toujours à la multitude ». Il signalait entre autres une société ayant « le titre du Cœur de Jésus »

et où « les hommes et les femmes sont également admis ». Il ajoutait : « Des associations d'anciennes religieuses se forment et se multiplient. On ignore si elles vivent en communauté pour reproduire leur premier institut, ou seulement pour profiter des avantages que la vie commune assure quand il s'agit de se procurer avec un petit revenu des moyens faciles de subsistance. » Or « tout établissement religieux doit avoir pour but l'utilité des hommes et la propagation des vertus sociales et chrétiennes » et « il faut être très circonspect et très réservé quand il s'agit de donner aux évêques et aux prêtres des auxiliaires ou des coopérateurs qui n'appartiennent point à la hiérarchie de l'Eglise et qui l'ont si souvent compromise ou défigurée par des exemptions abusives ». Au cas où ces communautés voudraient donner l'enseignement, Portalis proclamait : « L'éducation publique appartient à l'Etat. Car les familles particulières doivent être dirigées d'après le plan de la grande famille qui les comprend toutes. » Enfin, d'après lui, « les congrégations, les chapelles de ces congrégations sont des espèces de paroisses particulières élevées au préjudice des paroisses véritables »¹.

Cependant Mgr de Cicé avait sur les congrégations des idées toutes différentes de celles du gouvernement. Nous verrons du moins que plus tard il en fit l'apologie à Thibaudeau et qu'il s'ingénia, dès qu'il crut l'entreprise faisable, à les rétablir. Pour l'instant, avec sa circonspection savante, il se borna à poser un premier jalon.

Il n'existait dans le diocèse que des Hospitalières, notamment celles d'Arles qui avaient traversé tout le cours de la Révolution sans être inquiétées. Le 1^{er} prairial an XI (21 mai 1803) arrivèrent à Marseille dix religieuses Capucines. C'était Mgr de Cicé qui les avait appelées de Rome où elles résidaient depuis la Révolution, et qui leur avait procuré un passeport. Leur congrégation établie à Marseille au début du xvii^e siècle, ne l'avait quitté qu'en 1792. Elles y réveillèrent donc aisément les souvenirs des âmes pieuses, d'autant plus qu'elles se présentèrent revêtues de leur costume religieux. L'effet fut immense. « Une multitude extraordinaire » se porta à leur demeure pour les contempler. Les autorités alors s'émurent. Le commissaire

1. Arch. nat. F¹⁹ bis + 10 n° 905.

général de police intervint pour dissiper l'affluence et « dans l'objet de prévenir de semblables scènes à l'avenir », il réclama « que les ex-religieuses eussent à vivre retirées dans l'intérieur de leur habitation ».

Pleine satisfaction fut donnée de suite sur ce point par l'archevêque.

Permon voulait aller plus loin. Il était disposé à considérer « ces ex-religieuses *revêtues de leur habit* et réunies dans un même local, comme vivant en communauté ». « On » lui répondit qu'elles vivaient simplement « en commun ».

Mais en haut lieu on s'était ému. Le 23 prairial (14 juin) Portalis invitait expressément M. de Cicé à faire entendre raison à ces religieuses. Le 1^{er} messidor (20 juin), il fut rappelé au préfet des Bouches-du-Rhône, de Paris, que la loi du 18 germinal an X porte, article 9, que les costumes ecclésiastiques, religieux et des congrégations séculières sont abolis et prohibés pour l'un et l'autre sexe, sauf pendant l'exercice des fonctions des ministres des cultes. Cette fois encore l'archevêque se montra de l'humeur la plus accommodante. Il lui suffisait sans doute d'avoir préparé les esprits à l'éventualité du rétablissement des congrégations ¹. Satisfait, Portalis le chargeait peu après d'exprimer aux Capucines toutes les excuses du gouvernement pour la mesure à laquelle il avait fallu les contraindre.

V

L'an XI se terminait donc pour l'archevêque d'Aix par de précieux avantages. L'Eglise de Provence était réorganisée dans ses cadres, dans son personnel, et le clergé se groupait tout

1. Sur les Hospitalières d'Arles, voir Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 235. Sur les Capucines à Marseille avant 1789, voir Bousquet, dans la Revue de Marseille, 1861, p. 238 (l'allée des Capucines rappelle encore leur installation sur cet emplacement en 1623) et Arch. nat., F¹⁹ 409, F¹¹ cm Bouches-du-Rhône 7 (compte de situation du troisième trimestre de l'an XI), et F¹⁹ bis + 114 n° 240. Portalis à Cicé, n° 503 ; le même au même 12 fructidor. D'après Ambroise de Bergerac, *Une page de la Révolution ou histoire des religieuses Capucines de Marseille, de 1789 à 1803*. Paris, 1888, in-12, c'est la ville de Marseille qui a demandé le retour des Capucines et Mgr de Cicé l'a obtenu du Premier Consul. A leur arrivée les vicaires généraux viennent les chercher en voiture pour éviter des manifestations. En 1816 elles seront au nombre de seize (V¹ 88, Bouches-du-Rhône).

entier sous la houlette de son nouveau pasteur. A première vue les ressources indispensables du culte étaient assurées par l'Etat ou sous l'action de l'Etat. Si sur ce point des mécomptes n'allaient pas tarder à survenir, la publicité du culte était définitivement réalisée, régularisée. En somme nombre de concessions soit de principe, soit de détail engageant les principes, avaient été obtenues de l'État laïque au profit de l'autorité de l'Eglise.

Une enquête ordonnée par Napoléon le 26 frimaire an XI (17 décembre 1802) et dont nous ne connaissons pas du reste le résultat, montre combien, avec quelques velléités de méfiance, Bonaparte s'intéressait à la réorganisation du culte concordataire. Il demandait : « Si les évêques et leurs grands vicaires sont animés de l'esprit de paix qui fait la base du Concordat. — Si les évêques, dans la distribution des emplois, se conforment à l'impartialité. — Si les prêtres ont abjuré toutes les animosités résultant de leurs anciennes querelles. — Quels sont ceux qui troublent l'ordre et tourmentent les consciences à l'occasion des événements passés ? — Si le zèle des évêques n'est pas entravé par les autorités civiles ou militaires. — A quelle sorte de prêtres les peuples donnent-ils la préférence ? — Quelle est la disposition des esprits sur le culte ? — Les Conseils généraux de départements ont-ils pourvu à la dotation des séminaires et aux traitements des directeurs, professeurs et chanoines ?... — Si les communes sont dans l'intention d'améliorer le sort des curés et desservants... — Si le nombre des églises est suffisant », etc...

Sur les premiers points l'archevêque avait, semble-t-il, méconnu sans s'attirer d'embarras, les intentions du Premier Consul. Sur les derniers points, s'il restait à l'archevêque beaucoup à obtenir des pouvoirs locaux, il pouvait espérer gain de cause, avec l'appui du Premier Consul.

Mais au clergé, bien au delà de ce que le chef de l'Etat voulait consentir, le fondé de pouvoirs du chef de l'Etat, Portalis, était disposé maintenant à accorder des faveurs, comme le prouve une lettre singulière qu'il adressait à M. de Cicé le 19 prairial an XI (8 juin 1803). Cette lettre a deux destinataires : le prélat et le préfet des Bouches-du-Rhône. Il est des phrases à l'adresse du prélat seul et mises entre pa-

renthèses sur le registre de la correspondance ministérielle.

Les phrases entre parenthèses une fois supprimées, nous avons le texte rédigé pour le préfet, texte assez banal. La lettre, reproduite avec les phrases entre parenthèses, présente un autre caractère.

Le Grand Juge a communiqué à Portalis une lettre du commissaire général de police de Marseille demandant « s'il devait faire fermer les boutiques les jours de dimanche et de fête ». Portalis répond dans sa lettre du 19 prairial an XI que c'est impossible vu que « la liberté de conscience est consacrée comme loi de l'Etat ». Sans doute les protestants comme les catholiques observent le dimanche, « mais vous connaissez le nombre (malheureusement trop grand) de ceux qui ne professent aucun culte » et il y a des Juifs en assez grand nombre¹. « Il est des choses qu'il est bon de faire par des lois. Il en est d'autres qu'il faut laisser faire par l'opinion (il y aurait beaucoup d'inconvénients à passer trop brusquement de la situation où nous avons été pendant dix ans à celle que vous voudriez nous rendre). » Du moins le dimanche est jour de repos forcé pour les fonctionnaires. « Si quelque chose peut avoir une grande influence sur les citoyens ordinaires, c'est cet exemple donné par le gouvernement même. (N'en doutons pas, il produira à la longue ce que vous désirez). » Au reste « la cessation du travail est un précepte dont l'application ne saurait être absolue ». « Soyez sûr, Monsieur l'Archevêque, d'ailleurs, dans le moment actuel (que la disposition des esprits ne comporte pas encore tout ce qu'il serait désirable d'introduire pour le bien de la religion) le plus prudent est de laisser la question indécise. » « Peu à peu le bien s'opérera sans effort (dans les circonstances présentes, la secte des impatients est encore plus redoutable que celle des mécontents). Il est des choses qui ne s'établissent pas par la contrainte, et qu'il faut attendre des progrès lents, mais sûrs de l'esprit général (Je parle à un administrateur qui connaît les hommes, et qui a déjà fait des prodiges dans un pays difficile, jusque-là dévoré par l'anarchie ou comprimé par la Terreur »².)

1. 250 en 1806 à Marseille, 450 dans tout le département (VI¹¹², Bouches-du-Rhône).

2. Arch. nat. F¹⁹ bis + 114, n° 225.

Cette lettre, étant donné ce que demandait l'archevêque : le repos dominical imposé à tous, étant donné que Portalis au lieu d'y opposer un refus catégorique, autorise l'archevêque par des phrases soigneusement calculées aux espérances les plus ambitieuses, et révèle que le ministre même conçoit de telles espérances pour l'Eglise, cette lettre est complètement à l'opposé des instructions fort strictes envoyées par Portalis à M. de Cicé et à l'épiscopat au début de l'an XI. Il s'est produit dans l'esprit de Portalis entre pluviôse et prairial de l'an XI une évolution que nous ne pouvons nous expliquer. Et cette évolution ne fera que s'accroître. Ou plutôt toute la conduite de Portalis visera à réaliser pour l'Eglise les ambitions qu'il autorise l'archevêque à concevoir.

Ces ambitions, nous venons de le montrer, sont exprimées en termes vagues, mais elles reposent sur ce premier projet d'un repos dominical imposé par l'Etat, et la suite de notre livre les définira amplement par toutes les concessions que réclamera M. de Cicé, que lui feront et feront à l'Eglise les deux Portalis jusque 1808. La fin d'une telle évolution doit être normalement l'établissement du catholicisme comme religion *dominante*, avec la *tolérance* pour les autres cultes. Et si l'on réfléchit que c'était là avant 1789, la conception de Turgot, de Mgr de Cicé son disciple sur ce point, de Portalis, de tous les hommes de progrès formés par la monarchie mais incapables d'aller jusqu'à la liberté de conscience précisément parce qu'ils étaient pénétrés de l'esprit des institutions monarchiques, on ne s'étonnera plus que l'Eglise sous Napoléon se reconstitue rapidement comme puissance dominante. On ne trouvera même pas surprenant que la Restauration, par la Charte, déclare la religion catholique religion d'Etat exclusive. La Restauration ici comme sur bien d'autres points ne fera que sanctionner l'œuvre de Napoléon, qu'appliquer le mot à la chose existante.

C'est dès la fin de l'an XI que le représentant de l'Etat vis-à-vis de l'Eglise, Portalis, exprimait de telles intentions, et c'est au prélat le plus capable par ses talents administratifs et sa diplomatie, le plus pénétré des conceptions de la fin de l'Ancien Régime, M. de Cicé, que Portalis exprimait ces intentions.

Une insigne capitulation de l'Etat devant le chef de l'Eglise

de Provence venait, dans le même temps, compléter les effets de la campagne de restauration du pouvoir religieux poursuivie par l'archevêque d'Aix. Le gouvernement montrait en effet alors aux populations provençales que le chef du diocèse avait assez de crédit pour briser le préfet des Bouches-du-Rhône.

CHAPITRE VI

Le préfet des Bouches-du-Rhône sacrifié à l'archevêque

- I. Les avantages retirés par le gouvernement du loyalisme de l'archevêque.
- II. Mgr de Cicé débarrassé de Delacroix.

I

En regard des concessions obtenues de l'Etat par l'Eglise de Provence durant cette première année d'application du Concordat, il n'est que juste de signaler le concours apporté par l'archevêque d'Aix et son clergé à la politique d'apaisement dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

Les royalistes ne désarmaient pas tous. Le gouvernement dans ce même temps se vit obligé de frapper vingt-neuf familles nobles de Provence.

Bonaparte lui-même disait : « Les Provençaux sont frondeurs et turbulents, toujours prêts à se jeter dans les extrêmes » et « il y a à Aix une noblesse boudeuse ».

Si les nobles ne désarmaient pas, chez certains catholiques la ferveur religieuse était trop dépourvue de mansuétude. Le médecin Pomme, d'Arles, poursuivait Portalis de ses dénonciations contre le maire de la ville : « Vous saurez que notre maire n'a pas encore paru à l'église et qu'il n'y paraîtra jamais ainsi qu'il l'annonce à qui veut l'entendre, qu'il est la terreur des prêtres dont il se moque et qu'il entrave dans leurs opérations religieuses. » Il achevait ce réquisitoire en affirmant que le maire jouait « l'athée le plus dévergondé ».

Permon, le commissaire général de police, écrivait de son

côté : « M. l'archevêque d'Aix a l'esprit conciliant ; mais il avoue lui-même que les prêtres de Marseille lui donnent autant de peine que tous ceux de son diocèse ¹. »

A l'opposé les anciens jacobins signalaient avec amertume les progrès de l'Eglise et ils s'en effrayaient. A la fin de l'an X déjà, le maire de la Ciotat, Ramel, écrivait à Delacroix : « Des hommes soi-disant pieux » se proposent de renouveler les confréries de pénitents, « d'accompagner les morts en hurlant devant eux des phrases latines qu'ils ne comprennent pas ». Le maire demandait contre cet abus l'intervention du Conseil d'Etat, et l'influence croissante du clergé parmi ses administrés l'inquiétait au point qu'il priait le préfet de laisser ignorer au Conseil d'Etat « le nom du maire qui provoque cette décision, pour ne pas l'exposer à la haine des dévots ».

A la fin de l'an XI, le même Ramel attaquait sans mesure l'archevêque auprès de Delacroix. M. de Cicé avait désigné, d'après lui, les confesseurs auxquels devaient s'adresser les ex-religieuses. « Il n'existe plus de liberté de conscience s'il n'est pas permis aux ex-religieuses de confier la direction de la leur à un bonze, à un derviche, à un rabbin ou à tel ministre de la religion du Christ que bon leur semble. »

A la vérité les récriminations de droite et de gauche ne méritaient pas qu'on s'en émût à l'extrême et il y avait une grande part de justesse dans l'opinion de Bonaparte sur le mécontentement des royalistes d'Aix : « Ce n'est pas grand chose ². »

Or on est en droit de penser que si l'agitation n'était le fait que d'infimes minorités, c'est beaucoup parce que les ministres du culte catholique se montraient tout acquis au nouveau régime. Permon écrivait pour le premier trimestre de l'an XI : « En général l'esprit public à Marseille paraît dirigé en faveur du

1. Manifestations royalistes au théâtre de Marseille en brumaire an XI, à la représentation d'*Eurydice*. Sur les mesures contre les nobles, voir Forneron. *Les émigrés et la société française sous Napoléon I^{er}*, Paris, 1890, in-8. Dénonciation Pomme déjà citée ; Permon dans le Bulletin de police de Marseille pour vendémiaire, brumaire, frimaire an XI aux Arch. nat. F⁷ 3659⁶.

2. Ramel au préfet, 20 fructidor an X, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 16 et 19 thermidor an XI se terminant ainsi : je dénonce « cette nouvelle sottise du clergé... à un préfet philosophe » (*ibid.*, V¹⁶). Voir l'opinion de Bonaparte dans Thibaudeau, *Mémoires*, p. 80.

gouvernement... Le rétablissement du culte, les lois indulgentes sur les émigrés lui ont acquis l'opinion de ces derniers, ainsi que celle des personnes attachées à la religion de leurs pères. »

Pour le second trimestre, Permon ajoutait : L'attitude du gouvernement, le concordat, « l'esprit de douceur et de conciliation qui caractérise M. l'archevêque d'Aix ont fait disparaître les communications clandestines avec le siège apostolique ; les consciences timorées se rassurent, et les actes qui ne seraient pas revêtus de l'approbation du gouvernement ou qui émaneraient d'un prêtre étranger, seraient aujourd'hui considérés à Marseille comme attentatoires à l'ordre de choses établi ainsi qu'à l'autorité légitime ».

Portalès adressait au Premier Consul, le 22 prairial an XI (11 juin 1803) cette appréciation bien caractéristique : « L'archevêque d'Aix me fait passer une lettre du citoyen Jourdan percepteur d'office dans le département des Bouches-du-Rhône, qui prouve le bon office et l'heureuse influence des prêtres de ce département. Les impositions, dans la plupart des communes n'avaient pas été payées depuis la Révolution. Les huissiers, les soldats n'opéraient rien. Le percepteur Jourdan, plus philosophe sous ce rapport que la plupart de nos écrivains en philosophie, a écrit une lettre circulaire aux curés pour les engager à secouer la conscience des contribuables. L'intervention des curés a produit l'effet qu'il s'en promettait. »

Le rôle de l'archevêque d'Aix et de son clergé en Provence, comme d'ailleurs le rôle du clergé dans toute la France, était donc des plus favorables à l'affermissement du loyalisme envers l'État consulaire. On s'explique que Bonaparte soit arrivé dès lors à penser que le clergé serait « tous les jours, malgré lui, plus dévoué au gouvernement ¹ ».

1. Rapports Permon, vendémiaire-ventôse an XI aux Arch. Nat., F⁷ 3659⁶ ; Affaire Jourdan, *ibid.*, AF⁷ 1044. Ce Jourdan n'est-il pas le gendre de Barthélémy, gendre dont Thibaudeau (*Mémoires*, p. 89), écrit « dévôt, lié avec l'archevêque et les prêtres il était leur conseil politique » ? Le Jourdan dont parle Thibaudeau (Joseph-André) est né à Aubagne en 1757 ; procureur du Roi en la sénéchaussée de Provence, député des Bouches-du-Rhône en 1795, conseiller général de 1800 à 1809, adjoint au maire de Marseille en 1805, préfet des Forêts, mort à Marseille en 1831 (Castre, *op. cit.*, p. 318). Nous reverrons ce Jourdan au livre IV chapitre 1. Bonaparte à Rœderer, 9 nivôse an XI (Rœderer : *Œuvres*, Paris, 1854, 4 vol. in-4, t. III, p. 459).

On s'explique aussi que le Premier Consul n'ait pas soutenu le représentant du gouvernement dans les Bouches-du-Rhône contre le chef du diocèse d'Aix.

II

Delacroix paya les conséquences de la politique d'apaisement. Fauchet son collègue du Var, ne se révélait pas plus faible ou moins averti en face des empiètements de l'archevêque et du clergé. Mais en toutes choses il y a la manière. Fauchet, irréductible autant que possible dans le fond, se montrait souple et plein d'égards pour Mgr de Cicé. En outre, nous l'avons dit, étant donnée la froideur des gens du Var pour le culte, l'archevêque était bien obligé de ménager leur préfet. Le passé de Delacroix le rendait trop sympathique aux révolutionnaires, le désignait trop aux méfiances et à l'aversion des dévôts. Il le sentait et s'en irritait imprudemment. Peut-être aussi comprenait-il qu'il n'était pas capable de jouer au plus fin avec l'archevêque et de tenir en échec la diplomatie d'Eglise. Les contestations qui survinrent entre eux à propos de l'organisation du diocèse ne pouvaient, dans ces conditions, que tourner à l'aigre. Accablé du reste par l'âge et les infirmités, Delacroix devint nerveux, cassant, maladroit. Il lui échappa de dire par exemple à propos de l'attitude de la haute société d'Aix : « Je punirai ce village orgueilleux. » Il se mit à dos tous les adversaires des jacobins dans son département, et « les plus grosses têtes de la Provence », suivant l'expression de Bonaparte, surtout Portalis et Siméon. Ces derniers demandèrent formellement son remplacement¹.

Au premier rang des ennemis du préfet des Bouches-du-Rhône le Premier Consul plaçait l'archevêque, et probablement Portalis et Siméon n'agissaient-ils qu'à la requête du prélat.

En vendémiaire de l'an XI, M. de Cicé écrivait encore à Delacroix : « Aidons-nous toujours, citoyen préfet, pour faire le

1. Bonaparte à Chaptal, Paris, 5 fructidor an X, pour lui demander le remplacement des officiers municipaux de Chateaurenard, Eyragues, Fontvieille (*Correspondance générale*, n° 6264). Sur Delacroix, voir Thibaudeau, *Mémoires*, p. 80.

bien et consolider la paix dans un pays où les têtes sont en effet bien inflammables ; mais heureusement les nôtres sont battues à froid. Mes hommages à M^{me} de la Croix. » Un mois plus tard, comme le préfet s'opposait à ce qu'aucune contribution pour le culte fût imposée aux communes, l'archevêque répondait : « Je regrette que vous croyiez devoir vous y refuser ; mais surtout j'ai à cœur que vous ne soupçonniez pas la pureté de mes intentions. » Quelques jours après, l'archevêque haussait le ton, en réponse à une lettre de Delacroix sans doute trop vive sur le même sujet : « A Dieu ne plaise, citoyen préfet, que je songe à vous faire aucune invitation qui soit contraire aux lois que vous devez exécuter et faire observer. Je me serai peut-être mal expliqué. Je suis bien loin également de penser qu'on puisse employer ni injures ni menaces, pour engager à des contributions en faveur du culte ; cette pensée est si loin de moi que je ne conçois pas que vous ayez pu adopter cette supposition. » Delacroix, de son côté, devenait très soupçonneux. Il avait demandé à l'archevêque le discours prononcé par ce dernier comme éloge funèbre du général Leclerc, pour l'annexer au procès-verbal de la cérémonie. M. de Cicé répondit qu'il l'envoyait directement au gouvernement. Mais le préfet eut en mains un exemplaire imprimé, constata qu'il était sans nom d'imprimeur et eut un instant l'idée de faire rechercher l'imprimeur pour s'assurer s'il était autorisé par le gouvernement. Toutefois il hésita, par peur de provoquer de l'agitation « dans un pays où les cerveaux fermentent si aisément », et il demanda des instructions au ministre de l'Intérieur dont nous ne connaissons pas la réponse.

En germinal de l'an XI Delacroix se montrant opposé à la publicité du culte à Marseille, l'archevêque, on s'en souvient, s'était retourné vers Portalis. Le préfet se montra très irrité du procédé ¹.

Mgr de Cicé avait contre Delacroix un autre grief qu'il expliqua longuement au ministère. Il avait sollicité la restitution au culte des tableaux et objets d'art des églises. Le préfet avait d'une part objecté « les besoins du musée de Marseille », d'autre

1. Cicé à Delacroix, 14 vendémiaire, Arch. des Bouches-du-Rhône V¹, 20 brumaire, du même au même, *ibid.* V¹⁵ ; 29 brumaire *ibid.* ; pour l'affaire Leclerc, voir aux Arch. nat., F¹^o III Bouches-du-Rhône 12.

part interdit de remettre aux églises d'Aix quatre-vingt-un tableaux que le maire de cette ville leur avait promises, entre autres le fameux *Buisson Ardent* de Nicolas Froment qui fait de nos jours l'orgueil de la cathédrale. Même, d'après l'archevêque, Delacroix avait « préféré de garder un grand nombre de ces tableaux dans des galetas où ils sont entassés et couverts de poussière. Enfin prévoyant qu'ils pourraient lui échapper, il avait imaginé en dernier lieu de faire vendre leurs cadres et bordures ».

Même demande de la part de l'archevêque « pour les livres de religion, d'église et de théologie qui se trouvaient dans les dépôts du gouvernement non seulement en nombre double, mais centuple ». Sur ce, le ministre de l'Intérieur avait promis quatre à cinq mille volumes pris dans les dépôts publics de Marseille. Delacroix avait « préféré, écrit M. de Cicé, faire vendre à Marseille une immense quantité de ces livres sans discernement et à vil prix ; on les a vendus par tas ». Le bibliophile passionné qu'était l'archevêque s'écriait avec raison : « Mesure vandaliennne ! »

Enfin l'archevêque se plaignait de ne plus recevoir de réponses aux rapports et mémoires qu'il adressait au préfet. Ainsi le chef du diocèse et le premier fonctionnaire du département étaient maintenant en contestation permanente ¹.

Cette situation ne pouvait plaire à l'administration centrale. Bonaparte et ses ministres considéraient comme essentiel qu'il régnât entre évêques et préfets « la plus parfaite harmonie ». Bonaparte dira au successeur qu'il donnera à Delacroix dans les Bouches-du-Rhône, à propos de Mgr de Cicé, des prêtres et des nobles : « Je ne veux pas qu'on fasse plus pour eux que pour les autres, mais il ne faut pas les indisposer. » Il avait confiance dans Portalis et Siméon, il admettait le bien-fondé de leur influence dans la région provençale. Il jugea que Delacroix n'avait « pas bien pris » dans ce pays, qu'il n'était « entouré que de jacobins ». Du reste, étant donné que dès la fin

1. Affaire des tableaux et des livres, Arch. des Bouches-du-Rhône, V^s 11 ; Cicé à Chaptal, 5 nivôse an XIII dans la Revue des documents historiques, 2^e série, t. III, p. 55, déjà cité ; *Inventaire général des richesses d'art de la France. Provence*, t. III, p. 163, Paris, 1901, in-8.

de l'an X Portalis avait mis toute sa confiance dans l'archevêque pour surveiller l'administration : préfets, sous-préfets et maires, et avait encouragé l'initiative de M. de Cicé sur ce point, l'issue du conflit entre le prélat et Delacroix ne pouvait qu'être en faveur du premier.

Le 5 floréal an XI (25 avril 1803), Portalis écrivait à M. de Cicé : « Je vais confidentiellement vous faire part de la révocation du préfet des Bouches-du-Rhône que l'on envoie ailleurs. Cela fut arrêté au travail de vendredi dernier. Charles La Croix (*sic*) est remplacé par le Conseiller d'Etat Thibaudeau que je désignai dans ce même travail auquel j'étais présent : mais il faut que l'on se conduise sagement et que l'on ne se permette aucun signe indiscret d'une joie trop expansive. »

Delacroix fut donc éloigné, envoyé par nomination du 3 floréal an XI (23 avril 1803), des Bouches-du-Rhône dans la Gironde, où il devait mourir le 26 octobre 1805. Il emporta les regrets des Marseillais, car il avait fait beaucoup pour l'embellissement de leur grande cité, et la sympathie des hauts fonctionnaires civils et militaires, Permon, Cervoni, celle du conseil général des Bouches-du-Rhône. Cela donne tort aux insinuations que son successeur Thibaudeau a lancées plus tard contre ses capacités administratives.

Et tandis que Delacroix emportait ces témoignages d'attachement et d'estime, le chef de l'Eglise de Provence l'accablait d'une dernière invective. C'était là, d'après lui, un « administrateur qui ne jouissait pas de cette confiance publique si nécessaire aux chefs de l'administration ».

De par le consentement du chef de l'Etat laïque, le représentant de l'Etat laïque dans les Bouches-du-Rhône était vaincu par le représentant de l'Eglise. Les populations ne pouvaient rester insensibles à cette leçon de choses. Le remplaçant même de Delacroix à Marseille, Thibaudeau, ne devait pas y être insensible : il savait quel sort l'attendait si d'aventure il se mettait l'archevêque à dos.

L'Eglise gagnait doublement à la disgrâce de Delacroix. Ce dernier ayant éprouvé lequel était le plus fort, du pouvoir temporel dont il était le mandataire ou du pouvoir spirituel qu'il avait mission de contrôler, Delacroix, disons-nous, se montra d'une indulgence imperturbable à Bordeaux vis-à-vis de l'arche-

vêque, Mgr d'Aviau, bien autrement intransigeant et entreprenant que Mgr de Cicé ¹.

Comme pour sanctionner le triomphe de l'archevêque, Portalis lui annonçait le 26 thermidor (14 août 1803) qu'il était nommé président d'un des collèges électoraux de l'arrondissement d'Aix. « C'est un témoignage de confiance que vous devez à votre administration sage et éclairée ². »

1. La lettre de Portalis à Cicé du 5 floréal, est aux Arch. nat. : F¹⁹ bis + 114 n° 123. Sur l'harmonie exigée entre évêques et préfets, voir Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 214. Thibaudeau, *Mémoires*, *op. cit.* p. 80, 83, sur la soi-disant incapacité de Delacroix ; Cicé à Thibaudeau, s. d., mais date d'après la nomination de Thibaudeau, fin floréal an XI (*Souvenirs et Mémoires*, 1900, t. 1^{er}, p. 110) ; Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 397.

2. Arch. nat. F¹⁹ bis + 114 n° 432.

LIVRE IV

Les années 1803 à 1807 constituent dans la carrière de Mgr de Cicé à l'archevêché d'Aix la période des succès croissants.

L'année 1807 marquera l'apogée de sa puissance avant que cette puissance soit compromise par la querelle du Pape et de l'Empereur.

De 1803 à 1807 c'est en effet l'époque où, favorisé par la bienveillance sans réserve du gouvernement central, par les complaisances des représentants de ce gouvernement dans les deux départements provençaux, Mgr de Cicé se hâte d'achever dans son ressort la restauration de l'Eglise, et d'édifier la prépondérance du pouvoir ecclésiastique sur l'autorité laïque.

Nous allons voir que de la fin de l'an XI au sacre de l'Empereur, l'ascendant de l'archevêque sur les fonctionnaires napoléoniens est déjà très grand, et que le sacre fortifie cette situation malgré les fréquentations fâcheuses de la sœur de l'archevêque.

Nous assisterons ensuite au travail de réorganisation par le prélat de l'Eglise de Provence, de la fin de l'an XI à 1806 inclus. Cette œuvre, merveilleusement conduite, nous aidera à comprendre que depuis le retour du sacre jusqu'en 1807, l'archevêque et ses prêtres parviennent à conquérir complètement l'influence politique en Provence, quoique le zèle soit parfois ardent jusqu'à la témérité dans le bas clergé.

CHAPITRE I

L'archevêque et le gouvernement en l'an XII et en l'an XIII (1803-1805) jusques et y compris le sacre

I. Mgr de Cicé conquiert le nouveau préfet des Bouches-du-Rhône, Thibaudeau. — II. Le gouvernement a besoin plus que jamais de s'appuyer sur le clergé après la proclamation de l'Empire. — III. Pour la seconde fois M^{le} de Cicé risque de compromettre son frère. — IV. L'archevêque soutient le gouvernement et garde sa confiance : l'attitude de Mgr de Cicé lors du sacre de Napoléon.

I

Le mouvement préfectoral qui envoyait Delacroix des Bouches-du-Rhône dans la Gironde, amenait Thibaudeau du Conseil d'Etat dans les Bouches-du-Rhône par nomination du 3 floréal an XI (22 avril 1803). A en croire Thibaudeau, sa désignation pour la préfecture de Marseille l'avait désagréablement surpris. Mais Bonaparte lui avait dit : « J'ai besoin là d'un homme juste, actif, ferme, d'un bras vigoureux », ce qu'expliquaient les notes méritées par le même Thibaudeau lors de son passage à la préfecture de la Gironde, avant d'entrer au Conseil d'Etat : « il a de la dignité et autant de fermeté que de lumières ».

Ainsi Thibaudeau était considéré dans les hautes sphères comme ayant pour qualité essentielle la fermeté. Le chef de l'Etat lui reconnaissait en même temps de la mesure, du savoir-faire. C'est pourquoi il l'envoyait dans les Bouches-du-Rhône où, contre les frondeurs royalistes, il ne fallait qu'user « de

bonnes manières » alliées à la fermeté, où il fallait aussi « soigner les négociants, le commerce », où il aurait l'appui des conseils de Portalis et Siméon, tous deux ses amis.

Dans le public Thibaudeau avait une réputation de jacobinisme imperturbable. Cette réputation datait de loin.

Au 13 vendémiaire il déclarait à Tallien : « Je serai la barre de fer contre laquelle viendront se briser les complots des factieux. » A l'en croire, lors de la conclusion du Concordat il avait tenu à Bonaparte le langage suivant : « Qu'en penseront le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat ? Que dira la partie éclairée de la nation qui croyait n'avoir plus rien à faire avec les prêtres ? Que dira l'armée qui nous a prêté son bras pour abattre le colosse de la superstition ? Est-ce pour en venir là, au point d'où nous sommes partis, que l'on a versé des flots de sang ? » Même il n'aurait été envoyé dans les Bouches-du-Rhône que parce qu'au Conseil d'Etat il s'était montré un « frondeur », un « révolutionnaire incorrigible », dont le maître voulait se débarrasser. D'autre part, on s'en souvient, les premiers rapports de Thibaudeau avec Mgr de Cicé avaient manqué de cordialité. A l'abbé Sicard intercédant pour l'archevêque en exil, Thibaudeau, alors préfet de la Gironde, avait répondu avec la morgue d'un haut fonctionnaire et l'antipathie soupçonneuse d'un révolutionnaire impénitent.

En fait Thibaudeau se guidait d'après les préceptes qu'il exposerait, après la proclamation de l'Empire, à l'irréductible Goupilleau de Montaigu. « Le sage gagne le bord et se tient en repos lorsqu'il ne lui convient pas de suivre le courant du fleuve. » Et Thibaudeau ajournait « à d'autres temps la réalisation des principes ». Il voulait par-dessus tout plaire au chef de l'Etat.

C'est assurément parce qu'il le connaissait pour tel que Portalis l'avait fait nommer préfet des Bouches-du-Rhône. Portalis l'avait désigné dans l'espoir d'en faire le complaisant instrument de l'archevêque d'Aix. Voici ce qu'écrivait à M. de Cicé Portalis le 20 floréal an XI (10 mai 1803) : « J'ai désigné au Premier Consul le citoyen Thibaudeau comme l'homme que je croyais le plus propre à la conduite et à l'administration de votre département. J'ai témoigné à ce nouveau préfet combien

vous lui seriez utile et je lui ai dit toute la confiance que vous méritiez. Dès ce début il ne pourra pas faire tous les changements que vous désireriez : en administration les opérations ne doivent pas être subites. » Mais « n'en doutez pas, le bien s'opérera et vous pourrez vous féliciter d'y avoir grandement contribué ».

C'est sans doute à l'instigation du Conseiller d'Etat chargé des cultes que M. de Cicé écrivait aussitôt à Thibaudeau la lettre suivante :

« Citoyen Conseiller d'Etat, j'ai déjà prié MM. Portalis et Siméon de vous témoigner mon désir d'obtenir votre confiance et votre amitié, pour mieux remplir l'un et l'autre les fonctions qui nous sont confiées. Le choix qui vous appelle dans ce département, et surtout les circonstances qui l'environnent, ferait seul de vous un éloge remarquable. Les principes et le caractère que vous avez montrés en plusieurs circonstances critiques et importantes, vos utiles travaux à Bordeaux, sont autant de titres qui vous assurent l'estime et la confiance de ce département. A ces sentiments se joint encore l'avantage de remplacer un administrateur qui ne jouissait pas de cette confiance publique si nécessaire aux chefs de l'administration ; vous n'avez pas besoin d'un tel secours, mais il sera très utile pour disposer les cœurs en votre faveur et vous saurez les fixer. »

Cette lettre, Portalis écrivit à M. de Cicé l'avoir remise lui-même à Thibaudeau, et Portalis ajouta : « Je lui ai recommandé fortement le bien de votre diocèse. » Le lendemain Portalis annonçait encore à l'archevêque : « Le nouveau préfet a été très content de votre lettre et sa réponse vous satisfera ».

Comment, dès lors, Thibaudeau pourrait-il maintenir le chef du diocèse de Provence dans les limites assignées à son activité par le Concordat et les Organiques, se défendre de toute ingérence de Mgr de Cicé dans le domaine proprement administratif, et tenir à l'écart des municipalités et des fonctions les royalistes mal convertis au nouveau régime mais patronnés par le prélat ? Le préfet des Bouches-du-Rhône aura du reste pour modèle, au-dessus même de Portalis, Bonaparte, devenu l'Empereur Napoléon et décidé à faire une part de plus en plus grande dans le personnel gouvernemental et dans le sys-

tème gouvernemental aux gens et aux idées de l'Ancien Régime.

Si l'on en croit ses *Mémoires sur le Consulat et l'Empire* récemment publiés, Thibaudeau va conserver dans les Bouches-du-Rhône une attitude digne et méfiante vis-à-vis de l'archevêque et son contrôle à l'égard de l'autorité ecclésiastique ne désarmera jamais. Pareillement il saura maintenir un équilibre des mieux calculés entre les opposants de droite et de gauche et il ne ménagera les royalistes, il n'accablera de ses rigueurs les anciens jacobins que parce que les premiers désarmeront complètement, tandis que les derniers demeureront hostiles et redoutables. En réalité Thibaudeau n'aura guère à l'encontre de M. de Cicé que des velléités de révoltes, des maladreses et des susceptibilités. Il éprouvera parfois un sursaut à l'idée d'abandonner les prérogatives et droits les plus essentiels du pouvoir laïque aux usurpations de l'archevêque. Mais, mal soutenu en haut lieu et même trahi par Portalis, il ne s'obstinera point. De même, sur les conseils du prélat, il exagérera de suite les avances à tous les éléments conservateurs : nobles, hauts bourgeois, riches de toute origine. Il accentuera cette attitude toujours davantage.

Il continuera cependant à faire illusion, à produire l'impression d'un vieux républicain. Il y réussira par son autoritarisme, son goût du travail, sa vigueur et ses capacités administratives que du reste compromet le manque d'initiative, par son aversion pour la représentation et les fêtes, ses manières « sans façon » en dehors du service, voire même par des brocards entre intimes sur le nouveau souverain de la France, « ce bougre-là » qui « nous perdra tous ». Dans son for intérieur il sera vrai d'entrer et de figurer dans l'aristocratie de hauts fonctionnaires et d'officiers en voie de reconstitution et il méritera l'épithète de « jacobin poudré » dont à l'occasion l'affublera l'Empereur. Peut-être faut-il faire une part dans cette attitude de l'ancien conventionnel régicide à sa femme, personne fort agitée, jouant les ingénues d'opéra-comique et les jeunes coquettes sur les théâtres de société, éprise de hautes relations, au demeurant bonne créature.

Thibaudeau n'eut-il pas été préfet des Bouches-du-Rhône par la grâce de Portalis, Thibaudeau courtisan dépourvu de caractère sous des apparences de rigidité, personnage vaniteux

et très désireux de frayer avec l'aristocratie était voué d'avance à subir l'attraction de Mgr de Cicé ¹.

Ce ne devait être qu'un jeu pour le prélat grand seigneur et le psychologue délié qu'était Mgr de Cicé de faire virer à son gré l'ancien conventionnel en exploitant son amour-propre. Par exemple le républicain, le fonctionnaire à cheval sur les règlements qu'était Thibaudeau se refusa d'abord à appeler M. de Cicé *Monseigneur*. L'archevêque se promit et fit ouvertement le pari de l'en corriger. Effectivement lorsque Thibaudeau apprit, avec une joie qu'il dissimule dans ses *Mémoires*, qu'une place lui était assignée parmi les comtes de l'Empire, il reçut la visite du prélat qui le salua ainsi : « Monsieur le comte, je suis votre serviteur. » Du coup Thibaudeau n'y tint plus : « Monseigneur, soyez le bienvenu » répliqua-t-il ².

Ce ne fut également qu'un jeu pour l'archevêque d'exercer sur le préfet son art délicat de l'enveloppement et de la séduction.

Tout au début il se produisit un heurt entre eux. Sans doute que l'archevêque crut pouvoir user d'abord de la manière forte. Le 26 fructidor an XI (13 septembre 1803) il demandait au préfet d'interdire l'opéra-comique intitulé *Les Visitandines*, pièce fort anodine du reste. L'archevêque de Paris élevait lui aussi pareille réclamation et la police n'en tenait pas compte. Thibaudeau fit comme la police de Paris. « Il m'écrivit, dit le préfet en parlant de Mgr de Cicé, une lettre assez sèche... Je lui répondis aussi sèchement que les théâtres ne le regardaient pas. La première fois que j'allai ensuite à Aix. . . . il me reçut très froidement. Je me disposais à abrégé notre

1. Les lettres de Portalis à M. de Cicé sur la nomination de Thibaudeau 20, 26, 27 floréal, an XI sont aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 114 n^o 165, 183, 184. Voir *Dict. des Parl.*, la notice Thibaudeau ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 31, 79, 80, 353 ; cf. Barras, *Mémoires*, tome I, p. 299 : à Thibaudeau qui se qualifiait de « barre de fer » Fréron aurait répondu « mais il y a une paille ». Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 91, ss. ; Aulard, *Etudes et Leçons*, 7^e série, p. 164 ; Lautard, *Marseille depuis 1789*, t. II, p. 184, ss.

2. Cicé à Thibaudeau dans *Souvenirs et Mémoires*, *op. cit.*, 1900, t. 1^{er}, p. 109-110 ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 86 ; Lautard, *op. cit.*, p. 184. M. Welvert écrit que Thibaudeau rendait à M. de Cicé « du *Monseigneur* (ô Molière !) après dix ans de refus » (Feuilles d'histoire, 1913, t. II, p. 169). Mais M. de Cicé, nommé archevêque en 1802, meurt en 1810, et sans doute Thibaudeau l'a-t-il appelé *Monseigneur* avant 1810 !

entrevue lorsque le vieux prélat ouvrit un tiroir du bureau devant lequel il était assis, et, y prenant un papier. . . . Comment. . . avez-vous pu écrire sur ce ton à un homme de mon caractère et de mon âge? — Monsieur, lui répliquai-je, je regrette de n'avoir pas ici votre lettre, mais je me la rappelle et vous ne l'avez pas oubliée. La réponse a été sur le même ton que la demande. Laissons donc la forme de côté et venons franchement au fond. Les pièces dont vous demandez la suppression sont portées sur le répertoire arrêté par le ministre et jouées à Paris. Je ne puis ni ne veux être plus sévère que le gouvernement. » Et Thibaudeau ajoute que, sur ce, la conversation devint plus amicale et que l'archevêque et lui se quittèrent, non convertis « mais réconciliés du moins extérieurement ».

Effectivement l'archevêque, renseigné, ne brusqua plus le préfet. Il préféra le subjuguier en l'investissant de la meilleure grâce du monde, et on se convaincra que c'était là la bonne méthode.

En signe de joyeux avènement le préfet fit remettre à l'archevêque les tableaux réclamés par ce dernier et Thibaudeau écrivit de Mgr de Cicé qu'il ne pouvait « trop louer les procédés et la sagesse » du prélat. Visiblement il était sous le charme, et son esprit fut délicieusement flatté de son commerce avec l'ancien ministre du dernier Roi ¹. M. de Cicé, lui, ne se donna point. Il ne jugea pas que son droit de critique fût enchaîné par les effusions de l'administrateur du département. Et quand il lui arriva d'éprouver de la part du préfet quelque résistance, aussitôt Mgr de Cicé, tout en leurrant le préfet de bonnes paroles, le qualifiait en termes fort durs auprès du ministère et s'ingéniait à le desservir en haut lieu. C'est ce dont on se convaincra également par la suite de ce récit.

Nous ne savons si le remplacement, en l'an XII, du sous-préfet d'Aix, Aubert, par Gaillard, secrétaire général de l'Ourthe, donna un appui de plus à M. de Cicé. Aubert était

1. Cicé à Thibaudeau, Bibl. Méjanes, ms. 262, p. 2 : Thibaudeau, *Mémoires*, p. 175. *Les Visitandines*, opéra-comique de Picard, musique de Devienne, joué à Feydeau, le 7 juillet 1792. (Cf. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 367.) Voir encore *Inventaire général des richesses d'art*, t. III, p. 169 et 179 ; Arch. Nat., AFiv, 1052.

un protégé de Portalis, fut déplacé sur sa propre demande, ne paraît donc pas avoir été victime de l'archevêque.

En tout cas M. de Cicé avait maintenant le champ libre dans les Bouches-du-Rhône. D'autre part Portalis devenait ministre des cultes le 21 messidor an XII (10 juillet 1804) et précisément ses relations, celles de Siméon avec l'archevêque d'Aix se resserraient encore. « Je vous félicite et de grand cœur, Monsieur, écrivait l'archevêque à Portalis le 29 thermidor an XII (17 août 1804), sur la mission de Ratisbonne que l'Empereur vient de confier à Monsieur votre fils. . . . Si vous voulez absolument que j'aille à Paris, je m'y trainerai et mon dédommagement sera de vous y voir le plus possible, vous et votre intéressante famille. » Le remplacement de Chaptal au ministère de l'Intérieur par Champagny, un homme de l'Ancien Régime, aux sentiments religieux indiscutables, fortifiait la situation de Portalis dans le ministère, était considéré comme un succès par les royalistes ralliés au gouvernement, comme une défaite par les ex-jacobins. Champagny à la vérité allait se montrer défenseur énergique des droits de l'Etat.

Sans doute, en cas de conflit avec l'archevêque, Thibaudeau avait un allié dans Fouché, précisément investi de la sénatorerie d'Aix. Mais d'abord Fouché ne redevint ministre de la police qu'au milieu de 1804. En outre, dans les circonstances où Thibaudeau recourut à lui, Fouché ne sut pas se faire écouter du souverain comme Portalis¹.

Enfin dès l'an XII, 1804, l'année du sacre, le préfet des Bou-

1. Portalis à Aubert, 17 frimaire an X, lettre très élogieuse, dans F¹⁹ bis + autorités 72, n° 126. Arch. nat. Sur le remplacement d'Aubert par Gaillard, voir Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 59-60. Nous reverrons Gaillard. Cicé à Portalis, Arch. nat., AA63, n° 182 : « pour vous seul », écrit en tête le prélat. Chaptal, « excellent patriote », dit Thibaudeau, *Mémoires*, p. 116, qui ajoute sur Champagny : « J'en étais peu connu. Ce n'était pas un des nôtres. » (*Ibid.*, p. 135.) Cf. Champagny, dans Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, p. 150. Jean-Baptiste Nompère, comte de Champagny, duc de Cadore, né à Roanne en 1756, député de la noblesse de Forez aux Etats Généraux, arrêté en 1793, conseiller d'Etat le 3 nivôse an VIII, ambassadeur à Vienne, ministre de l'Intérieur du 8 août 1804, des Relations extérieures le 9 août 1807, disgracié en 1811 (*Dict. des Parl.*). Voir Fouché à Thibaudeau en l'an XII : « Je me félicite de trouver pour préfet du chef-lieu de ma sénatorerie un ancien camarade, un frère d'armes de la Révolution. Il est impossible de ne pas s'entendre quand on a la même cause et le même intérêt à défendre. » (Thibaudeau, *Mémoires*, p. 107 et catalogue Noël Charavay du 8 novembre 1912, n° 43.)

ches-du-Rhône commençait à recruter le Conseil général et les municipalités suivant les préférences du Maître, parmi les hommes de l'Ancien Régime. A Marseille, les trois municipalités ayant été fondues en une seule par une loi du 15 ventôse an XIII (6 mars 1803), Omer Granet demeuré suspect par son passé jacobin, était écarté de la mairie. Ignace Anthoine qui devint maire unique et qui était le beau-frère de Joseph-Napoléon faisait montre de sentiments religieux, avait l'esprit souple et conservateur de la riche bourgeoisie provençale et M. de Cicé fut avec lui dans les meilleurs termes. Parmi les adjoints figura, à partir de 1803, Jourdan le gendre très royaliste du marquis et ex-directeur fructidorisé : Barthélemy.

Comme Fauchet, dans le Var, n'opposait de résistance au chef du diocèse que quand il discernait chez lui des prétentions excessives, comme Fauchet à l'instar de Thibaudeau infusa peu à peu au Conseil général de son département des éléments rétrogrades, remplaça le maire de Toulon, Boisselin, par Courtès, beaucoup moins marqué, auquel fut accolé un sous-préfet également incolore, Blain, qui prenait la place de Sénès le jeune, Mgr de Cicé se trouvait avoir des alliés ou des amis complaisants à tous les degrés de la hiérarchie administrative¹.

II

Officiellement la doctrine du Concordat et des Articles Organiques demeurait en vigueur, c'est-à-dire la politique d'association de l'Eglise et de l'Etat avec subordination de l'Eglise à l'Etat. Le 9 brumaire an XII (1^{er} novembre 1803), le souvenir

1. Arch. nat., F¹⁹ bis + 116, n° 1963 et F¹⁹ bis + 45, n° 3774. Voir aussi Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 135-141. Ramel, maire de la Ciotat est alors remplacé par un ex-émigré. En l'an XII, par arrêté du 10 ventôse, entrent au Conseil général six membres nouveaux dont Arlatan de Lauris, ex-président au parlement de Provence, Olivier, ex-procureur du roi au siège de l'amirauté de la Ciotat, Roy de Vaquières, ex-officier de marine (Castre, *op. cit.*, p. 253-256). Fauchet, le 8 fructidor an XIII propose au ministre de l'Intérieur de remplacer Boisselin comme trop souvent absent : Courtès est déjà premier adjoint et membre de la Légion d'Honneur. (Arch. du Var, registre n° 4 de la correspondance.)

Blain (Jean-François), sous-préfet de Toulon d'avril 1806 à avril 1812 (Salvarelli, *op. cit.*, p. 310).

du Concordat avait été renouvelé par la « publication d'une indulgence plénière en forme de jubilé » par le cardinal Caprara, suivant « la volonté paternelle » du pape, « pour le grand bienfait de la paix rendue à l'Eglise de France, et le rétablissement du culte public de la religion catholique accordé à cet Empire ». En conséquence « Indulgence plénière et rémission de leurs péchés » était « accordée à tous les fidèles catholiques habitant en France, qui dans les trente jours à dater de cette publication », auraient « été faire leurs dévotions dans l'église désignée par leur archevêque ou évêque ». Mais si le jubilé était dû à la volonté du Souverain Pontife, dans le rapport par lequel il conclut à la publication de ce jubilé, Portalis avait hautement affirmé le droit « du magistrat politique », à autoriser, à contrôler « les manifestations du culte public ».

Seulement, au cours de l'an XII, la proclamation de l'Empire rendit plus indispensable au pouvoir temporel le concours du pouvoir spirituel. Du moment que le trône était relevé il fallait qu'il eut un appui dans l'autel. La nécessité de leur étroite solidarité, toujours cependant au profit de l'Etat, était exprimée sans fard par Fouché dans la fameuse circulaire aux évêques qu'il lançait le 5 fructidor (23 août 1804), trois mois après le vote par le Sénat de la constitution impériale. De ce document que Fouché appelait avec quelque cynisme une « pastorale » et envoyait au Pape, le moins qu'on puisse dire est qu'il assimilait les membres de l'épiscopat aux agents supérieurs de la police. Permon, de son côté, éprouvait le besoin de préciser à ses propres subordonnés le parallélisme des fonctions spirituelles et des fonctions de surveillance. Il envoyait le 12 fructidor (30 août) aux commissaires de police de Marseille une circulaire où il déclarait : « Les fonctions de la police sont de prévenir les délits pour n'avoir point à les punir ; celles des prêtres sont d'étouffer dans le fond des âmes les projets et même la pensée du crime. Avec les vues et les intentions les plus bienfaisantes, la puissance spirituelle serait exposée à n'avoir que des résultats incertains et bornés si elle ne trouvait dans le concours de notre ministère les moyens de réprimer tout ce qui peut en contrarier l'exercice. »

Le sacre de l'Empereur constituait, en dernier lieu, la plus solennelle, la plus imposante, la plus habile manifestation de

cette politique d'exploitation du pouvoir spirituel de l'Eglise concordataire, par le pouvoir temporel de l'Etat napoléonien.

Mais à réquérir instamment les services de l'Eglise, le gouvernement risquait de perdre sa situation prépondérante vis-à-vis du clergé. Le sacre lui-même, Napoléon l'appréhendait assez, pouvait être interprété comme une investiture donnée au nouveau César par le Souverain Pontife, et on sait que le pape voulait effectivement donner à la cérémonie ce caractère, qu'il n'en fut empêché que par le coup de force soudain de l'Empereur saisissant la couronne sur l'autel et la ceignant de ses propres mains au lieu de l'attendre et de la recevoir des mains du Saint Père¹.

La politique du gouvernement à l'égard de l'Eglise avait surtout sa raison d'être dans les régions où le royalisme comptait encore de nombreux partisans. C'était le cas pour la Provence, et la rupture avec l'Angleterre qui frappait mortellement le commerce maritime à peine ressuscité, alarmait les intérêts des Provençaux. Thibaudeau qui, après l'attentat de Cadoudal, et à l'instigation de Siméon, avait provoqué une adresse de la ville de Marseille pour demander l'hérédité, Thibaudeau ne pouvait rien contre cette situation. Du reste, quoi qu'il en dise dans ses *Mémoires*, l'hostilité pour le régime venait des royalistes et non des républicains.

Ces derniers déclaraient préférer un Empereur à un Bourbon. Au contraire, à Aix, l'avènement de l'Empire était salué d'une affiche royaliste nettement séditieuse et la monarchie nouvelle provoquait des conversations du genre de celle-ci entre un cultivateur, « patriote modéré » et un avocat, bourbonien fervent : « Eh bien, maître Jean, après quatorze ans de révolution

1. Arch. nat. F¹⁹ bis + 116, n° 2132. circulaire ministérielle du 27 brumaire an XII à l'épiscopat sur le jubilé. Picot, *Annales littéraires et morales*, t. I^{er}, p. 341, et Theiner, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 518, sur le jubilé. Cf. Durand, *op. cit.*, p. 365, sur Périer et le jubilé; Portalis, *Discours, rapports, etc.*, p. 380.

La Constitution impériale est votée le 8 floréal (18 mai). Circulaire Fouché dans la Révolution française du 14 novembre 1910, p. 468; circulaire Permon aux Arch. nat. F⁷ 8410; le décret du 5 fructidor an XIII précisera les attributions des commissaires généraux de police et les mettra en correspondance avec les Conseillers d'Etat chargés des divers arrondissements entre lesquels l'Empire est divisé pour la police générale. Discussion sur le sacre au Conseil d'Etat, 23 prairial an XII, 24 vendémiaire an XIII, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1912, p. 363, 374.

vous avez fini par avoir un roi ! — Il est vrai, mais du moins il est des nôtres !... et vous autres, n'avez ni le courage ni le talent d'en avoir un des vôtres ! » A Marseille on s'apitoyait sur le duc d'Enghien et l'enthousiasme était si restreint qu'au théâtre le cri de « Vive l'Empereur » n'éveillait point d'échos. Permon, dépité, discernait là un « effet de l'égoïsme. Les Marseillais ne voient leur bonheur que dans la franchise de leur port ». A Toulon, dans tout le département du Var, la population demeurerait partagée entre « les émigrés et les anarchistes ». Le gouvernement jugea indispensable en l'an XIII de faire fusiller à Paris, à la plaine de Grenelle, Rossolin, un des complices de la trahison de Toulon en 1793, d'incarcérer plusieurs autres individus assurés de se faire les agents de l'Angleterre. On craignait par contre l'effet sur les jacobins du Var de la présence de Barras établi à Fox-Amphoux ¹.

Le concours de l'Eglise était donc bien précieux pour éveiller et entretenir le loyalisme provençal en faveur de l'Empire au berceau.

De cet état de choses Mgr de Cicé se rendait parfaitement compte, et il n'était point homme à servir l'Empire gratuitement. Sans refuser de prêter à l'Etat le secours de son autorité il entendait en être grandement rémunéré. Même, des faveurs gouvernementales ainsi obtenues pour lui-même et pour son Eglise il ne devait jamais se montrer satisfait. Ceci, d'ailleurs, en évitant les allures hautaines qui lui auraient attiré les brutales observations du Maître. Il entendait d'autre part, dans le temps même où il acceptait de soutenir l'Empire et de recevoir le prix de sa collaboration, bien prouver à son clergé, à ses fidèles, par quelque manifestation très caractéristique, qu'il maintenait la suprématie du pouvoir spirituel sur la puissance temporelle. En un mot, servir mais non point s'asservir, ne pas s'enchaîner même par le moindre témoignage de reconnaissance, voilà l'attitude qu'il adopta et qu'il jugeait sans doute la seule digne et de l'Eglise et de son caractère archiépiscopal, et de ses origines et de son passé.

1. Thibaudeau, *Mémoires*, op. cit., p. 125 ; Arch. nat., F⁷ 3746, 8410, 8412 ; d'Hauterive, *Police secrète sous le premier Empire*, Paris, 1908, 2 vol. in-8, t. 1^{er}, p. 91 et 236, 407, 482 ; Aulard : *Paris sous le premier Empire*, t. 1^{er}, p. 322. Voir Barras, *Mémoires*, t. IV, p. 187-188.

III

L'archevêque d'Aix n'aurait pu sans péril accentuer davantage les réserves et les distances. Sa sœur Charlotte-Adélaïde, déjà mêlée, on s'en souvient, à l'affaire de l'attentat de nivôse, le compromit à nouveau lors de l'attentat de Cadoudal. Quand en l'an IX elle avait procuré un asile à Carbon, le complice de Limoëlan, ç'avait été, nous l'avons dit, sur la demande de l'oncle de ce dernier, l'ancien jésuite de Clos-Rivière dont elle était la pénitente. Acquittée, élargie, mise sous la surveillance de son frère l'archevêque à Aix, elle fut rejointe par l'abbé de Clos-Rivière, lui-même libéré. L'archevêque accueillit bien l'abbé, le chargea même de prêcher une mission et une retraite, le logea chez une amie de M^{lle} de Cicé. Après un séjour de plusieurs mois à Aix, Clos-Rivière partit, annonçant l'intention de revenir prêcher le jubilé, assurément avec le consentement du prélat. Il revint à Paris, sans se cacher du reste. Il s'occupait d'autre part de fonder la Société du Sacré-Cœur de Jésus pour les hommes, celle du Sacré-Cœur de Marie pour les femmes, toutes deux assimilées par la police impériale à la congrégation étrangère des Pacanaristes, c'est-à-dire à la reconstitution sous un autre nom de la Société de Jésus. M^{lle} de Cicé vint rejoindre à Paris l'abbé de Clos-Rivière dont elle secondait le zèle en faveur des Pacanaristes. Mais M^{lle} de Cicé rompait ainsi ce qu'on pourrait appeler son ban, vis-à-vis de la police.

Il était fatal que tous deux subissent la répercussion de l'affaire Cadoudal. Le 5 floréal an XII (25 avril 1804) l'abbé fut incarcéré au Temple. Un inspecteur de police fut placé chez M^{lle} de Cicé et une perquisition fut faite dans ses papiers. Comme en l'an IX on ne trouva chez elle rien de suspect. Elle était alitée, très malade. L'abbé, de son côté, « accablé d'infirmités et dans la plus affreuse indigence », ne paraissait pas un conspirateur bien redoutable. En faveur de l'abbé intervinrent les personnages de l'esprit le plus opposé : le savant Lalande qui faisait profession d'athéisme et l'archevêque de Bordeaux. Finalement il semble bien que l'affaire fut classée.

Mais Napoléon fut très irrité que M^{lle} de Cicé eût quitté Aix.

Le reste de méfiance qu'il gardait à l'encontre de l'archevêque depuis l'attentat de nivôse ne put qu'en être ravivé ¹.

IV

Que ce fût tactique ou prudence, Mgr de Cicé ne marchandait point au gouvernement son appui. Lors du complot de Cadoudal, une circulaire ministérielle adressée à l'épiscopat invitait les « ministres du culte à éclairer les citoyens par leurs instructions ». Mgr de Cicé fit plus : à l'instigation de Permon, il ordonna de chanter le 27 ventôse an XII (18 mars 1804), un *Te Deum* à la Majeure ou église cathédrale de Marseille. Il célébrait donc l'insuccès d'une tentative à laquelle s'étaient rattachées les dernières espérances de son ancien Roi et de ses compagnons d'émigration. Naturellement l'archevêque d'Aix adhéraît à l'établissement de l'Empire. Du reste une circulaire ministérielle du 9 prairial an XII (29 mai 1804) démontrait à l'épiscopat, et chargeait l'épiscopat de démontrer aux fidèles que le nouvel ordre de choses était « aussi favorable à l'Eglise qu'à l'Etat, car la puissance impériale étant rendue héréditaire dans une famille catholique, le Concordat est assuré et il participe à la stabilité même de l'Empire ».

Mais se rallier à l'Empire n'était que le strict accomplissement du devoir imposé à tout fonctionnaire. Mgr de Cicé trouvait mieux. Le courtisan délicat qu'il avait été reparut dans la circonstance et il imagina de « faire célébrer annuellement l'heureux débarquement de l'Empereur Napoléon dans la paroisse de Saint Raphaël près Frejus, à son retour d'Egypte ». Le gouvernement l'y autorisa le 8 messidor de l'an XII (27 juin 1804).

Le loyalisme de Mgr de Cicé fut évidemment pour son clergé d'un heureux exemple. Les prêtres du diocèse acceptèrent le changement de régime. Il y eut même des témoignages naïfs autant que spontanés d'admiration pour le chef de l'Etat, de la part de certains ecclésiastiques. Lors de l'affaire Cadoudal, Benoît Fouque, curé de Roquevaire écrivait à Bonaparte : « Per-

1. Bibl. nat., ms. nouv. acq. fr. 3573; Arch. nat., F⁷ 6272.

Le P. Clos-Rivière vivait encore en 1816.

mettez à un prêtre qui a éprouvé vos bontés de vous témoigner les vœux qu'il adresse au Ciel pour la conservation de vos jours qui sont si précieux pour toute la France. Puisse le Père des Miséricordes éloigner de vous tous les complots odieux et étendre sa main sur vous, comme sur l'homme de Sa Droite qu'il a établi pour l'accomplissement de ses desseins. » Et l'abbé Richard, du séminaire d'Aix, composait des vers pour être mis au bas du portrait de l'Empereur ¹.

Comment le nouveau souverain récompensa l'Eglise en général, l'Eglise de Provence en particulier, nous le verrons dans les chapitres suivants. Mais le haut clergé, Mgr de Cicé individuellement reçurent leur part.

A peiné né, l'Empire marqua par le fameux décret du 24 messidor an XII (13 juillet 1804) quel rang honorifique il entendait réserver aux membres de l'épiscopat parmi les dignitaires de la cour, de l'armée et de l'administration. Ce décret classait dans les cérémonies officielles les cardinaux immédiatement après les princes, les archevêques à la suite des généraux de division et des premiers présidents, les évêques immédiatement après les présidents des cours criminelles et les généraux de brigade. Il prescrivait également aux troupes de rendre les honneurs au Saint-Sacrement et de faire la haie aux processions. Sans doute on lisait déjà à l'article 47 des Organiques : « Il y aura dans les cathédrales et paroisses une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles ou militaires », ce qui associait dans la célébration des mêmes rites les fonctionnaires de l'ordre temporel et le clergé, et faisait bénéficier le culte et ses ministres du prestige et de la considération attachés aux représentants du pouvoir. Néanmoins, par le décret de messidor, le haut clergé retrouvait dans l'Etat, de façon éclatante en toute circonstance solennelle, un rang privilégié, ainsi qu'avant la Révolution. Une place lui était assignée parmi les détenteurs les plus insignes de l'autorité temporelle.

1. Circulaire à l'épiscopat sur l'affaire Cadoudal, 27 pluviôse an XII aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 117, n° 2554; circulaire prescrivant des prières à l'occasion de l'établissement de l'Empire, 9 prairial (*ibid*, n° 2916). Portalis à M. de Cicé, 22 thermidor, sur la célébration de l'anniversaire du débarquement de Bonaparte (*ibid.*, n° 3102). Portalis à l'abbé Richard, au séminaire d'Aix (F¹⁹ bis + 37, n° 1791).

Mgr de Cicé accepta naturellement la mesure. Il ne la jugea point suffisante. L'épiscopat recevait sans doute un privilège, mais non point aussi élevé en dignité qu'au temps où le catholicisme était la seule religion d'Etat. L'archevêque formula ses objections dans une lettre confidentielle à Portalis. « Je ne conçois pas qu'on ait donné rang au-dessus des évêques aux présidents de cour d'appel, même dans les cérémonies d'église. J'aime qu'on honore la magistrature, cela est même nécessaire » ; mais jadis les premiers présidents cédaient le pas aux évêques. « Quant aux cérémonies d'église il serait bien bizarre de voir un évêque en rochet et camail marcher après un laïc en robe rouge. » Nous ne savons ce que Portalis lui répondit.

Personnellement Mgr de Cicé fut nommé président du collège électoral de l'arrondissement d'Aix. A l'occasion de la proclamation de l'Empire, le 16 messidor an XII (5 juillet 1804) il se vit inscrit parmi les membres de la Légion d'Honneur ¹. Enfin, comme tous les membres de l'épiscopat, il fut convoqué au sacre de l'Empereur. Il aurait voulu se dérober, soit répugnance intime pour le nouveau régime et le nouveau maître, soit appréhension d'un grand voyage et de lourdes fatigues, en plein hiver, alors qu'il était affaibli par l'âge et les infirmités. Portalis lui écrivit : « Vous ne pourrez pas vous dispenser de venir à Paris pour le couronnement. Je sens que la saison sera un peu rigoureuse... Mais vous êtes un homme trop marquant... » Mgr de Cicé figura donc à la cérémonie du 2 décembre 1804. Mais pendant son séjour à Paris, ses vicaires généraux lancèrent en son nom et certainement avec son aveu, le 1^{er} janvier 1805, pour prescrire un *Te Deum*, un mandement qui se montre fort peu respectueux pour le caractère laïque du pouvoir de l'Empereur. « Le Souverain Pontife de toutes les Eglises, y était-il dit, a sanctifié par l'onction sacrée le pacte inviolable que le Ciel a formé entre les Français et leur illustre Chef. Il a imprimé à ce grand acte de son ministère un caractère particulier, qui devient en même temps le pieux motif de notre obéissance

1. Arch. nat., F ⁷ 8410, 8495 ; F ¹⁰ III, Bouches-du-Rhône, 8, 7 ; d'Hauterive, *Police secrète sous le premier Empire*, t. I^{er}, p. 243. — Sur le cérémonial, voir lettre de Cicé à Portalis, 29 thermidor an XII, déjà citée. Cf. Picot, *Annales littéraires*, t. II, p. 437. — Sur les distinctions conférées à l'archevêque, voir l'*Annuaire du diocèse* pour l'an XII et Fisquet, *op. cit.*, p. 246, ss.

et le gage certain de notre bonheur. » Reste à savoir comment les populations concilièrent le ton de ce manifeste avec celui de la lettre impériale à l'archevêque écrite au lendemain du sacre, lettre qui citait le pape après le peuple français et donnait au Souverain Pontife un rôle des plus restreints dans l'auguste cérémonie.

Sur le séjour de Mgr de Cicé à Paris nous n'avons malheureusement que fort peu de renseignements. Il y était parti accompagné de l'abbé Guigou, simple desservant de Saint-Zacharie, mais le plus beau, le plus imposant de tous ses prêtres, et qui par une coïncidence au moins pittoresque était alors accusé « d'avoir fait des prières publiques pour la famille ci-devant royale ». Et ce fut peut-être le commencement de la fortune du futur Mgr Guigou que ce voyage. Avec Mgr de Cicé vinrent à Paris Thibaudau, Permon et le général Cervoni jadis géolier de Pie VI à Rome en 1798. Cervoni, chargé de haranguer le pape en italien (était-ce une malice de Napoléon ?), produisit par sa seule apparition sur Pie VII un effet des plus désagréables. Quant à Mgr de Cicé, il était vraisemblablement du nombre des prélats qui, au matin du sacre, reçurent le Saint Père dans la grande salle de l'archevêché de Paris, puis le suivirent et l'assistèrent à Notre-Dame. L'archevêque d'Aix dut être également présent à l'audience que, quelques jours plus tard, Napoléon donna à tout l'épiscopat, l'Empereur siégeant sur son trône entouré de la Cour en grand costume d'apparat. Mgr de Cicé quitta Paris avec la dignité d'officier de la Légion d'Honneur.

En cette qualité le prélat se vit obligé de prêter le serment de se dévouer à la défense des lois et des propriétés consacrées par les lois. Or, parmi ces propriétés, figuraient les biens nationaux enlevés à l'Eglise, d'autant plus qu'une portion de ces biens avait précisément servi à doter la Légion d'Honneur. L'intransigeant Mgr d'Aviau, plutôt que de prêter un tel serment, avait refusé la distinction offerte par le Maître, et sans la complicité du silence de Portalis, ce refus aurait été connu de l'Empereur et aurait pu valoir à son auteur de sérieux ennuis. Mgr de Cicé ne se posa point ce cas de conscience. Son amour-propre fut même agréablement flatté de la décoration conférée par le souverain usurpateur, car sur le portrait d'ap-

parat qu'il fit faire pour la postérité à l'archevêché d'Aix, sa soutane violette est rehaussée de la Légion d'Honneur.

Mgr de Cicé espérait-il d'autres et plus notoires distinctions pour lui-même, de son empressement à se rendre au sacre ? Une démarche qu'il risqua lors de son départ de Paris lui fit perdre tout le terrain qu'il avait pu gagner auprès de Napoléon. Il rentra dans son diocèse en passant par Coppet. C'était un pieux pèlerinage au tombeau de Necker, ce ministre qu'il ne se souvenait probablement plus d'avoir abandonné un instant au profit de Mirabeau en 1789-1790. C'était aussi un courageux hommage rendu à la fille de l'homme d'Etat genevois, M^{me} de Staël qui vivait à Coppet sous la surveillance de la police impériale. Double motif d'irritation pour l'Empereur. Décidément Mgr de Cicé n'était pas de ceux qui se donnaient corps et âme au fondateur de la dynastie nouvelle. Napoléon ne l'oublia point ¹.

Cela ne devait pas empêcher l'archevêque d'exploiter au profit de l'Eglise de Provence, cette union étroite du gouvernement laïque et du clergé que la plus grandiose des cérémonies venait de faire éclater à tous les yeux. Malgré toutes les précautions prises par Napoléon pour réduire au minimum la

1. Portalis à M. de Cicé, 9 thermidor an XII aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 17, n° 1496. Voir aussi Frédéric Masson, *Le Sacre*, 2^e éd., Paris, 1908, in-8, p. 146-229. *L'Episcopat français*, p. 59 ; Cicé au préfet, 23 vendémiaire an XIII (Arch. du Var, V. Mandements) ; *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. VII, p. 221 (éd. de 1832). — Voir Aulard, *Paris sous l'Empire*, t. I, p. 148, 11 thermidor an XII, sur les avantages que les âmes pieuses escomptent alors pour l'Eglise. Le mandement des grands vicaires « donné à Aix, 1^{er} janvier 1805, en l'absence de M. l'Archevêque » et signé de Martin, Florens, Blanche, Beylot, de Bausset, Dudemaine et « par mandement » de Rey, est en imprimé à la Bibl. Nat., Aix, E 2400¹⁶ (fonds Saint-Sulpice). Nous en devons la communication à M. Vidier. La lettre de l'Empereur à M. de Cicé, s. d., contresignée de Maret et de Portalis est annexée en imprimé également, au mandement : « mon sacre et mon couronnement qui se firent hier avec tout ce que pouvait y ajouter de pompe et de solennité la présence de N. T. S. P. le Pape, chef visible de l'Eglise universelle », voilà tout ce qu'on y lit sur Pie VII. Voir aussi Arch. nat. F¹⁹ bis + 17, n° 1500, dénonciation par le maréchal Moncey contre l'abbé Guigou. Guigou né à Auriol en 1767, évêque d'Angoulême en 1824, mort en 1842. Voir encore Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 471 et Thibaudeau, *Mémoires*, p. 272. Le *Bulletin de Lyon* du 5 brumaire an XIII porte : « Nous possédons dans nos murs S. E. M. l'archevêque d'Aix. » Necker était mort le 9 avril 1804. Sur M^{me} de Staël à Coppet, voir Blennerhassett, *M^{me} de Staël et son temps*, 1766-1817, trad. fr., Paris, 1890, 3 vol. in-8, t. II.

part du pouvoir spirituel dans l'événement du 2 décembre 1804, il apparaissait que le souverain ne s'était point contenté de la reconnaissance par la nation du titre impérial, mais avait voulu y joindre l'investiture par le Souverain Pontife. De même que Pie VII, avant de quitter Paris, avait remis à Napoléon un mémoire où il demandait l'observation légale du dimanche, le contrôle de l'enseignement par les évêques, la reconstitution des congrégations, l'augmentation de la dotation du clergé, le rétablissement des dîmes, celui des missions étrangères, etc. de même Mgr de Cicé se retrouvait dans son diocèse, plus fort, plus enhardi pour réclamer, pour obtenir de l'Etat laïque un accroissement d'autorité et de fortune pour la religion, pour le clergé.

CHAPITRE II

L'Archevêque et le Gouvernement depuis le Sacre jusqu'au cours de l'année 1807

I. Nécessité pour l'Empire de l'appui du clergé et loyalisme de l'archevêque en 1805. — II. En 1806 le préfet des Bouches-du-Rhône et le nouveau préfet du Var sont complètement à la dévotion de Mgr de Cicé. — III. La Saint-Napoléon. — IV. Mgr de Cicé vainement dénoncé comme complice de l'agitation nobiliaire à Aix.

I

Après le sacre aussi bien qu'avant, l'Empereur éprouva le besoin de posséder l'appui de l'Eglise, surtout dans les départements provençaux. Après une courte période d'enthousiasme, le réveil de la guerre continentale, une crise économique à sa suite entraînaient du malaise et suscitaient des mécontentements. Les Marseillais s'inquiétaient de la réunion de Gènes à la France, qui fut prononcée par décret du 4 juin 1805. D'ailleurs les habitants de la Provence n'avaient point encore repris complètement leur équilibre.

L'immoralité, invétérée dans les milieux politiques, n'avait point disparu. On signale au cours de 1805 des tentatives de brigandage, les unes de couleur royaliste, les autres impartialement pratiquées sur tous les voyageurs des grandes routes, y compris les ecclésiastiques. Crimes et rixes sanglantes, actes de résistance aux autorités, exactions et malversations même de la part de gendarmes et de fonctionnaires de la police, se multiplient. On s'oppose de vive force à la conscription. Marins et soldats déserteurs fournissent un gros appoint à l'armée du crime.

Le mal, qui est réel, prend dans les imaginations méridionales des proportions démesurées : il circule des rumeurs effrayantes, on dénonce des complots absurdes.

Dans le Var Fauchet ne s'en émeut point. Il a confiance dans la manière forte pour impressionner ses administrés. Mais son commissaire général de police, Caillemer, est tout effaré.

Dans les Bouches-du-Rhône Thibaudeau a des accès d'énergie. Seulement il est très vivement attaqué, desservi auprès du ministère depuis le sacre par ceux-là même qui l'ont accompagné au sacre, le général Cervoni, le commissaire général de police Permon, lesquels regrettent Delacroix, et par l'amiral Ganteaume de Toulon. Des bruits d'irrégularités dans les finances municipales de Marseille, dans la gestion des octrois en particulier, mettent en cause le préfet, lui préparent un accroissement de difficultés pour l'année suivante.

Un symptôme bien caractéristique du malaise moral et matériel c'est l'émeute des octrois à Aix le 7 vendémiaire an XIV (29 septembre 1805). La mévente des vins sévissait et les propriétaires de la campagne étaient réduits à vendre leurs raisins pour faire de l'eau-de-vie. Mais la vente des raisins même ne se fit point à un taux rémunérateur et le producteur avait déjà de la peine à supporter la charge toute récente des Droits Réunis lorsque la municipalité d'Aix, précisément pour alimenter le budget communal des cultes, frappa d'un octroi de 20 centimes par charge les raisins entrant dans la ville. L'irritation devint telle que les autorités d'Aix prirent des mesures contre une émeute possible. Cependant le 7 vendémiaire la foule s'amassa devant l'hôtel de ville et voulut y pénétrer. Les portes étaient gardées par des soldats de la légion hanovrienne. Menacés, débordés, ils firent feu. Deux émeutiers furent tués. Thibaudeau se montra rigoureux, parvint à faire acquitter les droits quoique la fermentation fût longue à s'apaiser. Mais on ne put arrêter aucun des chefs de l'émeute.

Mgr de Cicé n'était pas à Aix lors de la collision. Il instruisit Portalis de ce qu'il avait appris. Portalis lui répondit en l'invitant « à user de toute l'influence de son ministère pour le maintien du bon ordre et de la tranquillité publique ».

Napoléon informé fut très irrité. Il écrivait de Munich à Fouché : « Je suis fâché de voir qu'il y a dans cette ville un

mauvais esprit et qu'on y ait saisi cette circonstance pour se conduire si mal. Vous pouvez dire à Siméon et à Portalis d'écrire que je l'ai appris avec peine au fond de l'Allemagne ¹. »

Pour contrebalancer l'effet de ces incidents, il était bien opportun de réchauffer le zèle des conscrits et célébrer les victoires de la campagne d'Autriche. Qui pouvait mieux s'en acquitter que le clergé qui possédait une tribune jusque dans le plus petit village ? Cependant Napoléon écrivait au sujet de la lecture dans les églises des Bulletins de la Grande Armée : « Elle n'est propre qu'à donner plus d'importance aux prêtres qu'ils ne doivent en avoir ; car cela leur donne le droit de commenter, et quand il y aura de mauvaises nouvelles, ils ne manqueront pas de les commenter. » Mais nous avons vu que Portalis était très partisan d'employer le clergé à cette œuvre de propagande politique, et il n'avait pas attendu l'autorisation de l'Empereur pour solliciter l'intervention de l'archevêque d'Aix.

Aussi le même prélat qui au début de l'année 1805 ravivait profondément les méfiances de Napoléon par sa visite à Coppet, le même pouvait quelques mois plus tard réclamer l'élargissement d'un nommé Brandi, prêtre soupçonné d'être l'agent de l'Angleterre et incarcéré depuis dix-huit mois au Temple. Et le détenu était relaxé, il était mis en résidence à Aix sous la garantie de Mgr de Cicé ².

Mgr de Cicé ne se déroba point à ce que le gouvernement attendait de lui, comme ses collègues du reste. Dans un mandement relatif à la guerre, il insista auprès des fidèles sur leur obligation de satisfaire à ce que la patrie exigeait d'eux. Il fit

1. Sur le désordre, voir Arch. nat., AFIV 1494, 1495, F⁷ 8496 ; *Mémoires de la duchesse d'Escars*, p. 172, note, Paris, 1912, in-8 ; Dénonciation par le préfet du Var des commissaires de police de Toulon pour malversation, 3 frimaire an XIV, Arch. du Var, registre de correspondance de la police secrète ; le préfet du Var aux ministres de l'Intérieur et de la police, 22 et 24 fructidor an XIII, Arch. du Var, Registre de correspondance de la police secrète. Sur l'effet de la réunion de Gênes, 4 juin 1805, voir Thibaudeau, *Mémoires*, p. 164. Sur les attaques contre Thibaudeau, voir *ibid.*, p. 126-141 et 233. Sur l'émeute d'Aix, voir *ibid.*, p. 143 et Arch. nat., AFIV 1045, 1495, F⁷ 8414 ; Napoléon à Fouché, Munich, 5 brumaire an XIV (*Correspondance générale*, n° 9433).

2. Napoléon à Fouché, 4 nivôse an XIV et 4 janvier 1806 (*Correspondance générale*, n° 9611, 9647) ; d'Hauterive, *Police secrète sous le premier Empire*, p. 478 (nous n'avons rien trouvé sur ce Brandi).

part des divers succès de nos armées au clergé paroissial. Et quand, après Austerlitz, l'Empereur réclama des évêques un *Te Deum* solennel, Mgr de Cicé donna une lettre pastorale « à raison de la protection signalée que le ciel continue d'accorder à Sa Majesté ». A l'appui de cette lettre, il demandait aux préfets du diocèse de faire tenir à chaque curé ou recteur, par le maire de la commune, les Bulletins de la Grande Armée. Dans cette lettre pastorale même il exaltait les vertus et la piété de l'Empereur.

L'attitude du clergé inférieur et des fidèles fut conforme aux désirs du gouvernement et à l'exemple de l'archevêque. « Dans les cérémonies religieuses qui ont été célébrées à Marseille à l'occasion des victoires, l'affluence du public était toujours très nombreuse et le clergé y a mis de l'empressement » écrit Permon. Cela compense quelques manifestations de prêtres du Var signalées par Moncey : refus d'absolution à des femmes d'acquéreurs de biens nationaux par Gaston curé de Saint-Tropez, sympathie déjà citée de l'abbé Guigou pour la royauté, répugnances du vicaire de Cuers, l'abbé Raynaud, à chanter le *Domine salvum fac*. Du reste Mgr de Cicé déplace Raynaud. Un autre prêtre, en revanche, Bellon desservant de Solliès-le-Pont fait trop de zèle. Il dénonce à tort et à travers certains de ses paroissiens pour propos séditieux. Portalis qui lui a d'abord écrit : « Il n'est pas douteux, comme vous l'observez très bien, que votre serment vous soumet à révéler tout ce qui peut intéresser le gouvernement et la tranquillité publique », Portalis prie ensuite M. de Cicé de déplacer Billon, ce que M. de Cicé n'effectue point ¹.

1. Jauffret, *Mémoires historiques*, t. I^{er}, p. 235, Arch. nat., AFIV 1045; Cicé à divers curés, 30 octobre 1805, ms 262, p. 124; Napoléon aux évêques, Austerlitz, 12 frimaire (*Correspondance*, n° 9539); Rapport de Permon pour le 4^e trimestre de l'an XIV aux Arch. nat. F¹⁷ 3659⁶. Dénonciations de divers prêtres aux Arch. nat., dans F¹⁹ bis + 17, n° 1500, F¹⁹ bis + 53, n° 2813 et 2922, F¹⁹ bis + 66, n° 1801, F¹⁹ bis + 17 n° 1503, F¹⁹ bis + 53, n° 2648.

II

L'année 1806 inaugure dans les rapports de l'Empereur et du Souverain Pontife l'ère des difficultés. Mais ce n'est pas encore l'ère des difficultés entre l'Empereur et l'Eglise de France.

On sait que Napoléon ayant fait occuper Ancône par nos troupes, le pape a protesté le 3 octobre 1805 et que loin de reculer, Napoléon a adopté par sa lettre du 7 janvier 1806 au cardinal Fesch les procédés comminatoires.

On sait aussi que sur ce premier dissentiment s'en est greffé un second en février-mars 1806, l'Empereur voulant obliger le souverain des états romains à expulser Anglais, Russes, Suédois et Sardes, La logique voudrait que le prince qui a écrit à son ambassadeur à Rome : le pape « m'a envoyé la lettre la plus ridicule, la plus insensée », et : « je réduirai le pape à être évêque de Rome », la logique voudrait, disons-nous, que ce même prince appesantit sa colère sur des membres de l'épiscopat tels que l'archevêque d'Aix, c'est-à-dire sur les prélats enclins à s'évader des liens tressés pour l'Eglise par le Concordat et les Organiques.

Il n'en est rien. Tous les historiens du conflit entre le Pape et l'Empereur constatent que plus Napoléon ressent d'inquiétude vis-à-vis du chef suprême du clergé catholique, plus il accorde de grâces au clergé catholique français, dans l'espérance de détacher de Rome les ecclésiastiques de l'Empire. C'est au plus fort de son premier engagement avec Pie VII que l'Empereur reproche au préfet de la Meurthe, « d'ignorer à quel point le clergé a bien servi l'Etat dans toutes les circonstances ».

Le senatus-consulte supprimant le calendrier républicain et ordonnant le retour au calendrier grégorien, est quelque peu antérieur à ces difficultés préliminaires (22 fructidor an XIII — 9 septembre 1805). Mais il ne devait être mis à exécution que le 11 nivôse suivant (1^{er} janvier 1806). Or Napoléon entre ces deux dates, n'a songé nullement à le retirer. M. de Cicé du reste garde auprès du Maître ses deux grands avocats, Portalis et Siméon.

Aussi l'archevêque est de plus belle encouragé par Portalis à renseigner le gouvernement sur tout ce qui se passe dans son diocèse. Le ministre lui écrit le 25 juin 1806 : « Je ne laisse jamais ignorer à Sa Majesté, tout ce qui peut servir à faire connaître l'esprit public et dont vous me faites passer les avis les plus prompts. Je vous prie donc, Monsieur l'archevêque, de continuer à m'informer de toutes choses avec la même exactitude. » Même note le 23 avril 1807 ¹.

Le préfet du Var est changé. Fauchet s'en va le 16 frimaire an XIV (7 décembre 1805) prendre dans la Gironde la succession de Delacroix décédé. Il part en emportant les plus aimables compliments de l'archevêque, empressé à saisir, si possible, par lui, l'occasion de retrouver à Bordeaux quelque influence. En effet Mgr de Cicé écrit à Fauchet : « Je suis enchanté du projet que vous avez de passer par Marseille avant de vous rendre à Bordeaux. Je n'avais pas osé vous le proposer quoique je le désirasse vivement. En vous parlant du regret que j'ai de vous perdre, nous causerons à notre aise du beau département que l'Empereur vient de vous confier. Je m'estimerais bien heureux de pouvoir aplanir toutes les voies à votre administration. Mille compliments, je vous prie, à M^{me} Fauchet. Je me flatte qu'elle sera du voyage ».

En réalité l'archevêque n'a point à regretter Fauchet, trop clairvoyant pour adopter à son égard une absolue condescendance. D'autant que le successeur de Fauchet est à dater du 10 avril 1806 M. d'Azémar. C'est un noble du Bas-Languedoc, un de ces gentilshommes ralliés dont s'entoure maintenant, pour se rattacher l'Ancien Régime, l'ex-général Bonaparte. C'est un esprit profondément religieux, et qui s'exprime ainsi devant le Conseil général du Var « le malheureux système d'irrégion prêché par les détracteurs du principe divin de l'ordre social, a tellement flatté l'immoralité, que son existence dans ce département est encore alarmante ». Pourtant d'Azémar n'est pas de

1. Welschinger, *Le Pape et l'Empereur, 1804-1815*, Paris, 2^e éd., 1908, in-8, p. 52-55 ; Napoléon à Fesch, *Correspondance générale*, n^o 9656, 9806 ; voir aussi *ibid*, n^o 9840, 10237, 10239, 10434. — Voir dénonciation contre M. de Cicé, Aix, 13 juillet 1806, Arch. nat. AFIV 1045 : nous y reviendrons. Portalis à M. de Cicé, 25 juin 1806 et 23 avril 1807, aux Arch. nat., F¹⁹ bis + 39, n^o 4119, F¹⁹ bis + 75, n^o 6312.

propos délibéré inféodé à l'archevêque d'Aix, on aura l'occasion de s'en convaincre. Mais sa candeur même, qui sur son portrait s'épanouit en une aimable niaiserie, sa candeur le met à la discrétion de la savante diplomatie de Mgr de Cicé.

Quant à Thibaudeau, les rumeurs qui circulaient naguère sur sa collusion avec le receveur municipal de Marseille ont pénétré jusqu'à Paris. Le maire de Marseille, M. Anthoine est allé dénoncer le préfet auprès de Napoléon. Thibaudeau a envoyé sa femme le justifier. L'Empereur, sans disgracier le préfet, a frappé le receveur municipal. Du moins, Thibaudeau se sait mal vu en haut lieu ¹. Et une grave maladie le tient éloigné de l'administration jusqu'au milieu de 1807.

Aussi, soit par les grâces que Napoléon multiplie en faveur de l'Église même, soit par la connivence de Portalis et Siméon, par la nullité des deux préfets, la complaisance ou le silence de leurs inférieurs, nous verrons dans l'étude de l'administration et de l'apostolat de Mgr de Cicé le pouvoir ecclésiastique s'accroître sans cesse aux dépens de l'autorité laïque.

III

Mgr de Cicé continue du reste à donner au gouvernement toutes les marques de loyalisme requises. Un *Te Deum* est chanté dans toutes les églises de Provence en commémoration du sacre. Le 1^{er} janvier 1806 un buste de Sa Majesté l'Empereur est inauguré à l'hôtel de ville de Marseille et dans ce même jour est célébrée la substitution au calendrier révolutionnaire de celui « de l'ère chrétienne ». Le *Te Deum* annoncé pour la victoire d'Austerlitz est chanté à la Majeure. L'archevêque dans cette pieuse cérémonie tient à officier lui-même, et pour-

1. Cicé à Fauchet, Marseille, 21 janvier 1806, aux Arch. du Var (V¹⁸). D'Azémar (Pierre-Melchior), vicomte d'Hérou, seigneur de Saint-Jean de Ceivargues (1740-1821), officier au régiment de Flandre, commissaire de la noblesse de la sénéchaussée de Nîmes, juge de paix à Nîmes, sous-préfet à Uzès, préfet du Var du 10 avril 1806 au 22 juin 1811 (Salvarelli, *op. cit.*, p. 231). Portrait au musée de Draguignan. Discours du même au Conseil général, 15 octobre 1807 (Arch. du Var, Registre du Conseil, 1800-1809, p. 226). D'Azémar fait nommer au Conseil général en 1806 Brun-Favas, ex-capitaine au régiment du Perche, voir *Mémoires* de Thibaudeau, p. 191 ; Napoléon à Champagny, à Fouché, à Gaudin, en 1807 (*Correspondance générale*, n^{os} 12637, 12927, 13122), Arch. nat., AFIV 1500.

tant il est fatigué au point de se faire ensuite excuser à l'inauguration du buste. M. de Cicé adresse encore, au nom des pasteurs du diocèse, des félicitations à Napoléon pour son heureux retour, après l'écrasement de la troisième coalition. Peu après l'archevêque donne son adhésion à l'établissement de la Saint-Napoléon.

Dès 1802 l'idée avait été lancée d'une commémoration, le 13 août, de la naissance du Premier Consul. Elle avait été reprise en 1805 par l'initiative des chanoines de Nice, proposée par Portalis à l'Empereur, le 4 janvier 1806, peut-être à l'instigation de Napoléon même, sous forme d'une fête à célébrer le 13 août, en souvenir à la fois de la naissance du souverain et de la ratification du Concordat. Le 12 février 1806 la fête de saint Napoléon patron du monarque, était adoptée par l'Empereur. Le cardinal-légat Caprara adressait alors à l'épiscopat ses instructions sur « la fête de la Saint-Napoléon martyr, qui est en même temps celle du rétablissement de la religion catholique et qui concourt avec la solennité de l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie ». Une indulgence plénière était attachée « suivant une grâce très spéciale du Siège apostolique », à la bénédiction pontificale qui suivrait la messe de ce jour.

Ces instructions datent du 21 mai 1806. Or, dès le 21 mars, M. de Cicé était averti par le ministre des cultes des intentions du gouvernement et de Caprara, et il en témoignait sa satisfaction. Mais, et ici se manifestait la douce ironie de l'archevêque, il posait à Portalis cette question : « Qu'était Saint-Napoléon ? était-il confesseur, martyr, évêque ou solitaire ? »

Ce besoin d'être renseigné, qu'éprouva aussi un peu plus tard d'Osmond l'évêque de Nancy, s'explique par l'obscurité où avait languì la mémoire de Neopolis ou Neopole, depuis son martyre au début du iv^e siècle à Alexandrie jusqu'au jour où, à l'aurore du xix^e siècle, un calcul de la politique faisait de lui le patron d'un nouveau César. Toutefois, après cet aveu d'ignorance l'archevêque terminait par des pensées bien loyalistes. Il suppliait l'Empereur, « pour seconder le zèle et inspirer un utile enthousiasme », « de nous accorder deux drapeaux enlevés à l'ennemi par nos braves armées, l'un serait placé à Aix dans la Métropole et l'autre à Marseille dans l'église

Saint-Martin ». Peu après Mgr de Cicé acceptait de la meilleure grâce, le décret du cardinal-légat concernant les prières à faire pour l'Empereur au canon de la messe.

Le loyalisme de l'archevêque, comme il est naturel, suggérait d'heureuses inspirations à ses subordonnés. Jaubert, recteur de Saint-Lazare à Marseille, découvrait et faisait connaître une prophétie d'un curé allemand du milieu du xvii^e siècle, prophétie annonçant « qu'après une convulsion de toutes choses et une persécution de l'Eglise, un homme viendrait envoyé de Dieu qui renverserait les fondations des Etats, subjuguerait tout et restaurerait la véritable Eglise du Christ ». Toutes les sociétés de Marseille s'occupaient, au dire de Permon, de cette trouvaille, et vraisemblablement le commissaire général de police ne devait pas juger fâcheux ce sujet de conversation.

L'Empereur voulut-il, malgré sa défiance persistante, récompenser la correction politique de Mgr de Cicé, ou faut-il voir là un effet de la sympathie tutélaire de Portalis ? En juin-juillet 1806, le diocèse de Vintimille était détaché de la métropole de Milan et son évêque, Mgr Orengo, devenait suffragant de l'archevêché d'Aix. La province ecclésiastique de Mgr de Cicé recevait ainsi un notable accroissement ¹.

Mais tandis que le régime impérial paraissait maintenir à Mgr de Cicé toute sa confiance et que celui-ci continuait à donner tous les gages possibles de son ralliement sincère, au cours de l'année 1806 un orage éclatait dont il faillit subir la répercussion.

1. Sur les manifestations loyalistes voir Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 14 ; Arch. nat., F¹o III Bouches-du-Rhône 12. Sur la Saint-Napoléon, lettre à Portalis, 15 brumaire an XIV, dans la *Correspondance générale* de Napoléon, n° 9458 ; Portalis, *Discours, rapports, etc.*, p. 550 ; Note de Napoléon pour le ministre des cultes, 12 fév. 1806 dans la *Correspondance générale*, n° 9803 ; L'astronome Lalande, revenu de son athéisme déclarait dans le *Journal de Paris*, 29 juillet 1806, que le nom de Saint-Napoléon avait été « toujours reconnu et vénéré dans l'Eglise » ; Cicé à Portalis, 21 mars 1806, p. 438 du ms. 262, *jam. cit.* Cf. d'Osmond dans d'Haussonville, *op. cit.*, t. II, p. 251.

Instruction de Caprara sur la Saint-Napoléon dans Picot, *Mélanges de philosophie*, t. I^{er}, p. 39. Cf. Napoléon. *Correspondance générale*, n° 9557, envoi à Notre-Dame de Paris des drapeaux pris à Austerlitz. — Sur Jaubert, voir Arch. Nat., AFIV 1496 ; Cicé au cardinal légat, 13 juin 1806, p. 457 du ms. 262, *jam. cit.* Le décret impérial relatif à Vintimille est du 8 juillet 1806.

IV

Sans qu'il faille l'exagérer, le désarroi moral et matériel ne se dissipait point en Provence et l'on voyait encore des encouragements accordés aux fondeurs de désordre par ceux-là même qui auraient dû les réprimer. Le jugement au mois de mars par la cour criminelle de Marseille, des individus les plus compromis dans l'émeute d'Aix de septembre précédent, ce jugement fut un véritable scandale : les magistrats insultaient aux cours des débats les témoins à charge, leur tenant, quand ces témoins étaient des femmes, des propos obscènes ; le verdict ne frappait qu'un des inculpés, un coutumace. La même cour acquittait un individu qui avait tué un gendarme.

Les actes de violence étaient mis à la charge des « terroristes ». Mais d'autre part on saisissait dans le même temps la trace, parmi la haute société provençale, d'intrigues royalistes tout à fait malveillantes.

A en croire Thibaudeau, tous les royalistes de marque s'étaient ralliés grâce à lui, ou se laissaient capter par lui au point de renoncer à agir. Il s'attribue à leur propos un profond machiavélisme, dont tout l'artifice se résume en ceci qu'il leur offrait des places pour mieux les surveiller et que eux les acceptaient. Thibaudeau, en parallèle, déclarait les jacobins extrêmement redoutables grâce aux encouragements secrets d'un Barras, grâce à leur propre audace dans le crime.

De tout ce que nous avons vu, il résulte que les haines des royalistes pour le régime, n'avaient pas davantage désarmé que les haines des terroristes. Seulement les unes et les autres étaient d'une égale impuissance devant l'apathie ou la pusillanimité de la très grande majorité de la population. C'est évidemment une tactique dans les *Mémoires* de Thibaudeau de présenter les premiers comme de petits saints ou de simples dadais, et les seconds comme des forcenés. Sans doute parce qu'il avait conscience qu'au cours de sa carrière à la préfecture des Bouches-du-Rhône, pour faire sa cour à l'Empereur, à Portalis, à Siméon, etc., il avait montré une constante fai-

blesse pour le personnel de l'Ancien Régime et qu'il craignait sur ce point l'opinion de la postérité ¹.

Evidemment à Marseille l'esprit public n'avait « rien de nobiliaire » et, sauf quelques manifestations de rancune des émigrés vis-à-vis des acquéreurs de biens nationaux, la passion du gain y absorbait les esprits. C'est elle qui, contrariée par les événements politiques du dehors, indisposait les gens. A Toulon, nous l'avons vu, quelques individus demeuraient en relations avec les officiers de marine qui depuis 1793 avaient trahi et servaient l'Angleterre. Mais dans le grand port de guerre de la Méditerranée régnait plutôt l'opinion contraire. Le Var (sauf Toulon) manquait de villes importantes, où les nobles puissent se compter et se grouper. Le centre des intrigues royalistes en Provence demeurait Aix. « Cette ville fourmille de mécontents » dit Fouché, qui la connaît particulièrement puisque c'est le chef-lieu de sa sénatorerie. On y conserve « les idées nobiliaires et féodales couvertes sous l'apparence des opinions religieuses et charitables. Les ci-devant nobles suivent depuis plusieurs années un moyen de se populariser qui leur a toujours réussi ; c'est de faire *chapelle*, d'être marguilliers, de quêter pour les pauvres, d'être membres des administrations des hospices ». Les grandes familles « ne s'allient qu'entre elles et ne paraissent pas encore avoir le désir d'entrer dans le gouvernement pour des places », sauf exceptions que nous allons constater. Avec les gentilshommes, les robins, dernières épaves du Parlement de Provence, font assaut de morgue et de préjugés. « Les anciens présidents traitent avec hauteur les juges actuels » et appellent couramment la fille de Siméon mariée au général Delaunay : « la petite Launay..... la fille du petit avocat ».

En fait on peut dire que toute leur malveillance se consume en mauvais propos dans des salons vieillots, où l'on se console ainsi de la nullité à laquelle on s'astreint et du train de vie

1. Arch.nat., F⁷ 8415, AF IV 1499, 1497 ; jugement de l'affaire d'Aix aux Arch. nat., AF IV 1496A, F⁷ 8414 et Napoléon au Grand Juge (*Correspondance générale*, n° 10060). — Dans AF IV 1496, dénonciation anonyme « d'une société d'ennemis personnels de Sa Majesté » à Tarascon, ayant pour chefs Venture, procureur impérial, Rassis, magistrat de sûreté, Puget-Barbantane, général, Bouchet, commissaire des guerres. Voir Thibaudeau, *Mémoires, passim*, p. 153-156, 222 par exemple. Barras est alors près de Marseille, aux Aygalades, très surveillé.

parcimonieux auquel on est condamné. Il faut cependant tenir compte de ces dispositions, car, avec la complicité de Thibau-deau, la réaction pénètre toujours davantage dans le conseil municipal d'Aix, dans le conseil général des Bouches-du-Rhône. Des parents de royalistes irréconciliables, des hommes suspects non seulement par leurs relations de famille mais par leurs antécédents, remplacent dans ces assemblées des hommes d'un passé révolutionnaire indiscutable. A la municipalité siège en 1806 Despériers ex-émigré. Un bulletin de police signale Despériers comme « ennemi prononcé de l'ordre actuel ». Thibau-deau, interrogé par le ministère, répond : « C'est un ancien magistrat qui ne passe pas en effet pour être très attaché au gouvernement ; mais il n'a pas assez de moyens pour être dangereux » et Thibaudeau promet de le surveiller particulièrement ! Cette même année Thibaudeau propose de révoquer huit conseillers généraux d'étiquette révolutionnaire et c'est Champagny qui refuse. Sur ce, aux premières vacances, Thibaudeau nomme deux royalistes, dont Jourdan, duquel dans ses *Mémoires* il ne dissimule pas le passé fructidorien et les tendances. Il aurait même nommé Servan dont nous avons noté les déclarations virulentes contre les républicains après le 18 brumaire. Servan n'a pas voulu ¹.

Il eût suffi d'un fonctionnaire énergique pour tenir en bride les royalistes aixois. Leur prudence était égale à leur malveillance, la duchesse d'Escars, une des leurs, va en témoigner. Or le sous-préfet, Gaillard, était un impulsif qui n'avait pas « l'art de manier et d'influencer les esprits ». Un incident survint alors qui révéla à Napoléon les dispositions de la haute société aixoise.

La duchesse d'Escars fut déportée de Paris à l'île Sainte-Marguerite en février 1806 pour des propos imprudents. Son passage était par Aix. Elle obtint de l'officier de gendarmerie qui l'accompagnait de séjourner dans cette ville du 21 février

1. Arch. nat., AF IV 1052 : papiers de la sénatorerie, rapport sur l'esprit public, *ibid.*, AF IV 1496A, 1497. Arch. des Bouches-du-Rhône V¹⁷ ; d'Hauterive, *op. cit.*, t. I, p. 481, 482, 489, 491-492 ; Aulard, *Paris sous l'Empire*, t. II, p. 385 sur un Despériers père, « ex-officier » dangereux. Est-ce un parent ? Thibaudeau, *Mémoires*, p. 168, 170, 201 ; *Mémoires de la duchesse d'Escars*, p. 291 ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, *passim*, et p. 398.

au 10 mars, pendant que sa famille faisait des démarches auprès du gouvernement en sa faveur. Elle comptait du reste trouver à Aix de nombreuses sympathies. « On m'avait, dit-elle, annoncé cette ville comme très royaliste et je croyais que les livrées du malheur seraient une recommandation auprès des gentilshommes dont la plupart me connaissaient au moins de nom et de réputation. » Pas du tout, les légitimistes qui clabaudaient à huis-clos ne voulurent point se compromettre pour quelqu'un dont la présence à Aix signifiait que le Maître sévisait parfois rigoureusement. « Au lieu d'une consolante réception je ne trouvai qu'indifférence. Chacun se refusait de connaître une déportée. La nombreuse noblesse d'Aix ne mit d'empressement qu'à me prouver sa bassesse envers le gouvernement et sa froideur envers moi. »

Chose curieuse. Toute la prudence des royalistes aixois fut vaine. Napoléon était toujours mal renseigné, qu'il le fût par des amis des royalistes ou des amis des jacobins. Fouché lui fit savoir, sans doute sur rapport de Permon, que M^{me} d'Escars avait été fêtée à Aix. Très irrité, l'Empereur demanda des noms, annonçant qu'il enverrait « à trente lieues d'Aix les cinq ou six coupables pour rendre la tranquillité à la ville ».

Sur le fait particulier qu'il incriminait, Napoléon avait tort. Mais indirectement la véritable mentalité de la haute société aixoise lui était ainsi décelée. Nous ne croyons pas qu'il y ait eu des exils de prononcés. Par contre le maire d'Aix Sallier, un ancien révolutionnaire cependant, dut démissionner. Le sous-préfet fut appelé à Paris. Epouvanté à la perspective de comparaître devant l'Empereur, Gaillard essaya, sans succès du reste, de se couper la gorge ¹. Et à propos du remplacement du maire et du sous-préfet l'attitude de l'archevêque fut dénoncée en haut lieu.

Il ne pouvait en être autrement. M. Lanzac de Laborie affirme que c'est seulement à partir de l'enlèvement du pape « que les

1. Gaillard avait été secrétaire général de l'Ourthe. Après cette affaire, il devint secrétaire général du Var (juillet 1806-avril 1808), puis procureur général auprès du tribunal criminel du Var (Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 60). Voir aussi sur lui Arch. nat., AF IV 1497. Sur la duchesse d'Escars, voir ses *Mémoires*, p. 175-286; Napoléon à Fouché, Paris, 7 avril 1806 (*Corresp. générale*, n° 10062). Sur Sallier, voir Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 140.

royalistes irréconciliables donnèrent à leur opposition une teinte religieuse ». La chose peut être vraie pour Paris. Elle est douteuse pour bien des pays de France, absolument fausse pour la Provence. Tout ce que nous avons cité de leurs agissements prouve que dans cette région les royalistes avaient toujours essayé de monopoliser la ferveur religieuse, de se faire les avocats et les séides de l'Eglise, de capter les hommages rendus au clergé et à la religion. Pareille tactique compromettait Mgr de Cicé. D'autre part l'archevêque devait paraître en coquetterie avec l'aristocratie locale. Il se plaisait évidemment dans les salons où son grand nom, son passé, l'air de cour qu'il avait su garder, faisaient oublier son ralliement à l'Eglise concordataire, et où lui-même retrouvait la courtoisie raffinée des gens bien-nés, nombre de souvenirs et de relations. Avait-il vu la duchesse d'Escars au passage de celle-ci ? Nous ne le savons point. Mais, une fois la duchesse enfermée à Sainte-Marguerite, le prélat lui avait écrit pour lui « proposer de l'argent et des meubles », et cette généreuse hardiesse qui contraste tellement avec la dérobade des grands seigneurs aixois n'était peut-être pas ignorée du gouvernement. Enfin, dans ce même temps, on s'en convaincra dans les chapitres suivants, l'archevêque poussait vigoureusement sa pointe en faveur de la restauration de la puissance de l'Eglise, et son clergé agissait d'une même ardeur et avec moins de diplomatie ¹.

Tout cela explique la lettre suivante envoyée d'Aix à l'Empereur, le 13 juillet 1806. « Sire. Tous nos bons citoyens sont dans la crainte. Notre sous-préfet a été appelé à Paris, notre maire a été obligé de donner sa démission. Ils n'étaient pas assez dévoués ni assez considérés pour que nous les regrettions. Mais voici notre chagrin. Une cabale à la tête dont est (*sic*) M. l'archevêque, veut mettre en chef de notre ville les ennemis reconnus de Votre Majesté, tels que M. d'Albertas, M. de Gallifet, M. d'Arbaud de Joug (*sic*), les trois hauts bouts de la société *dorée* qu'ils amusent en lançant des sarcasmes sur

1. Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 213 ; *Mémoires de la duchesse d'Escars*, p. 194 : elle se montre très touchée de l'attitude du prélat. — Cf. Thibaudeau sur « une certaine classe de laïques tripotant avec les dévotes, chambellans de l'Eglise, courtisans de l'archevêque et se donnant un petit air d'opposition à l'autorité ». (*Mémoires, cit.*, p. 170.)

tout ce qui tient à votre auguste personne... Sire, deux partis sont dans notre ville, jacobins fort méprisables et aristocrates fort ennemis de votre gouvernement. M. l'archevêque est un des meneurs de cet (*sic*) dernier (*sic*) et M. l'archevêque trompe comme il veut M. Portalis et M. Siméon. Marseille n'aime pas le gouvernement et Aix encore moins. Si Votre Majesté ne tient ses ennemis d'Aix en bride ils perdront la Provence. » C'était signé « Ricard ancien jurisconsulte ».

Napoléon, que l'on s'accorde d'ordinaire à croire totalement dépourvu d'ingénuité, Napoléon renvoya cette lettre pour enquête... à Portalis ! Le ministre des cultes répliqua : le nommé Ricard est ignoré à Aix ; d'autre part : « Je ne sais pourquoi l'on fait figurer M. l'archevêque qui est très attaché à ses devoirs et principalement à Votre Majesté. J'en ai pour garant les témoignages multipliés du *préfet*, du *maire de Marseille* et de tous les fonctionnaires qui ont des relations avec lui. S'il faut en croire l'écrivain dénonciateur, M. l'archevêque propose MM. d'Albertas, de Galifet ou de Jouques. Or, par une lettre que ce prélat m'a écrite le 3 juillet, il me recommandait pour la place de sous-préfet d'Aix, *M. de Mouriez*, maire de Lorgues, département du Var. » Le ministre justifiait ensuite d'Albertas et de Gallifet de toute pensée malveillante. Du reste « on n'a pensé ni à l'un ni à l'autre pour aucunes places ou fonctions publiques ». Quant à d'Arbaud de Jouques il « a été proposé par M. le préfet lui-même et non par M. l'archevêque qui pensait à tout autre qu'à lui ». Portalis terminait par l'éloge de d'Arbaud de Jouques.

Naturellement la dénonciation fut mise au panier et l'archevêque ne fut point inquiété. Du reste le dénonciateur avait pris un pseudonyme, ce qui donnait à son acte tous les caractères de l'anonymat.

Nous verrons tout à l'heure si vraiment M. de Cicé ne songeait point à d'Arbaud de Jouques pour la sous-préfecture d'Aix. Il reste que Portalis admettait fort bien l'intervention de l'archevêque dans la nomination des hauts fonctionnaires locaux et nous reviendrons sur ce point ¹.

M. de Jouques fut nommé sous-préfet d'Aix. Thibaudeau s'en

1. Arch. nat., AF IV 1045 ; Réplique de Portalis le 24 juillet, *ibid.*

attribue le mérite et nous explique pourquoi en termes bien curieux. « Toute la noblesse se mit en mouvement. Depuis longtemps Siméon était d'avis de donner ces places (celles de maire et de sous-préfet), à des nobles riches. C'était aussi celui du ministre Champagny. L'Empereur ne demandait pas mieux. Au point où en était arrivé le gouvernement et en tenant compte de l'esprit de cette ville, je sentais que ce parti était le plus convenable. Sur ma présentation, M. d'Arbaud de Jouques fut nommé sous-préfet. » Thibaudeau ne signale pas que d'Arbaud était fils d'un président au parlement d'Aix et avait émigré, mais il certifie son « dévouement pour l'Empereur ».

Or une lettre de Portalis à M. de Cicé, portant la mention « confidentielle », et du 7 août 1806, nous montre que l'archevêque d'Aix, autant que Thibaudeau, a été le patron de candidature d'Arbaud, en faveur duquel d'ailleurs a été invoqué par M. de Cicé ce qui aurait dû le faire écarter, à savoir ses origines aixoises et ses relations aixoises. « Le choix de la personne de M. d'Arbaud de Jouques que Sa Majesté vient de nommer sous-préfet d'Aix, justifie les observations que vous aviez faites sur ce candidat. C'est un fonctionnaire pris dans la ville même qu'il s'agit de gouverner et de maintenir dans le meilleur ordre possible ; ses qualités personnelles, sa fortune et son crédit parmi ses concitoyens ont été présentés comme des motifs puissants pour lui confier un poste regardé comme très intéressant. » Et « je me félicite particulièrement d'avoir eu la confiance de votre heureux pressentiment à cette occasion... »

Portalis n'avait pu qu'approuver M. de Cicé et Thibaudeau, d'Arbaud ayant été jadis son secrétaire et son ami. Mais le ministre des cultes, en affirmant à Napoléon que M. de Cicé patronnait un candidat autre que d'Arbaud, le ministre commettait un gros mensonge. Et en somme ce n'est qu'à l'aide d'un... subterfuge de Portalis que Mgr de Cicé a esquissé les effets de la dénonciation très exacte lancée contre lui et parvenue à l'Empereur.

La nomination d'Arbaud, comme sous-préfet, fut renforcée de celle de M. de Fortis comme maire. Ici encore Thibaudeau s'attribuait tout le mérite de la présentation du candidat qui fut agréé. Nous ne savons s'il faut, dans ce dernier cas également, réserver une part d'intervention à l'archevêque d'Aix. Ce

qu'on peut dire, c'est que de Fortis était, lui aussi, un ami de Portalis qui lui écrivait, en le remerciant de ses souhaits pour l'année 1807 : « Vous connaissez mes sentiments particuliers pour vous ; ils tiennent à ceux que j'ai pour toute votre respectable famille dans laquelle la vertu est héréditaire. Je n'ai presque plus de vœux à former pour votre ville d'Aix depuis que vous en êtes l'administrateur. » Ce qu'on peut dire encore c'est que les états de services de Fortis étaient analogues à ceux d'Arbaud. Il était le beau-frère du fameux d'André, c'est-à-dire du chef obstiné de l'éternelle conspiration royaliste. Il avait émigré. Il était revenu en France d'abord pour seconder en Provence les complots de l'ex-général Willot, le digne acolyte de Pichegru.

On s'explique que la nomination de Fortis comme maire d'Aix ait suscité l'étonnement de Fouché. Le ministre de la police chargea le *préfet* des Bouches-du-Rhône de surveiller le personnage donné comme maire à la ville d'Aix par le ministre de l'Intérieur sur désignation du *préfet* ! Il est vrai que Fortis, d'après Thibaudeau, était « sans malice ». Dans le puissant drame impérial il y a, on le voit, des incidents d'un comique intense ¹.

Des administrateurs comme d'Arbaud et Fortis ne pouvaient qu'appuyer l'archevêque d'Aix auprès du gouvernement. Mgr de Cicé ne négligeait pas d'ailleurs d'entretenir vis-à-vis de sa propre personne les sympathies de Portalis qui s'affirmaient si précieuses et si vigilantes. Il lui écrivait confidentiellement le 1^{er} janvier 1807 : « Tous les jours de ma vie, je forme des vœux aussi ardents que sincères pour la conservation, le bonheur et la gloire de Votre Excellence. Je saisis cette époque pour vous en renouveler l'assurance et je vous prie d'être mon

1. Portalis à Cicé, 7 août 1806, aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 39 n° 4392 ; Portalis à Fortis, 27 janvier 1807 (*ibid.* F¹⁹ bis + 33 n° 5651). Arbaud-Jouques (Joseph-Charles-Antoine, marquis d') né à Aix en 1769, conseiller général des Bouches-du-Rhône depuis 1804, très riche. Préfet des Hautes-Pyrénées en 1813, de divers départements jusqu'en 1830, mort à Aix en 1849. Sur lui et de Fortis voir Thibaudeau, *Mémoires*, p. 198, 298, 438. Sur lui et Portalis, voir Lavollée : *Portalis*, p. 358. Sur les soupçons de Fouché, voir Arch. nat., AF iv 1497 (12 août 1806). De Fortis est nommé maire le 24 juillet 1806. Thibaudeau dit avoir reçu à ce propos cette lettre de Siméon : « On est enchanté à Aix des nouvelles nominations. Elles ont produit le meilleur effet sur l'esprit des personnes qu'il importe de rattacher au gouvernement » (*Mémoires*, p. 198.)

interprète auprès de M^{me} Portalis, de M. votre frère et de M. votre fils. Je ne doute pas de mon côté de votre intérêt et de votre zèle pour le succès de mon administration, pour ma tranquillité et mon bien bien-être. » Portalis lui répondait : « Soyez sûr que Sa Majesté veut protéger la religion et ne pas abandonner les ministres qui la servent avec autant de zèle et de sagesse que vous. »

Mgr de Cicé en outre continuait à multiplier les manifestations officielles de loyalisme. Mandement ordonnant des « prières publiques pour le succès des négociations ouvertes » en octobre 1806, ouvrage « écrit dans de bons principes », signale Permon. En novembre « instructions aux curés et recteurs... sur ce que notre zèle doit nous inspirer de dire aux fidèles sur les grandes et glorieuses victoires que vient de remporter notre brave armée sous la conduite de Sa Majesté », etc.

Aussi Permon écrivait de Marseille : « Les ministres du culte se comportent généralement d'une manière régulière ; les Bulletins de la Grande Armée ont été accueillis par eux avec une satisfaction marquée ; ils disent que le grand homme qui a relevé les autels, qui a rétabli les ministres d'un Dieu de paix, est véritablement l'instrument admirable de la Providence divine... Les prêtres considèrent les victoires mémorables remportées par la Grande Armée comme des *événements plus qu'humains* ; ils disent que les hommes *seuls* n'auraient pu obtenir de triomphes aussi éclatants, aussi rapides, s'ils n'étaient visiblement protégés par le *Dieu des armées*. Cette opinion s'est manifestée parmi les personnes pieuses des deux sexes ; et j'y vois d'autant moins d'inconvénient que ces mêmes personnes pieuses ont plus de confiance dans les paroles d'un prêtre que dans les preuves même les plus incontestables en matière de politique ¹. »

Ainsi durant la période qui s'étend du sacre à 1807 la politique impériale vis-à-vis du clergé, avait été, plus encore que

1. Cicé à Portalis : « pour vous seul », Arch. nat., F¹⁹ 335. Réponse de Portalis, 27 janvier 1807, *ibid.*, F¹⁹ bis + 67 n° 5653. Voir aussi *ibid.*, AF IV 1498 ; Arch. des Bouches-du-Rhône V¹ 14 ; Rapport Permon sur le 4^e trimestre de l'an XIV, déjà cité, aux Arch. nat.. F¹⁶ in Bouches-du-Rhône 7 ; F⁷ 3659^e. Cf. les circulaires de Portalis aux évêques, 21 octobre 1806, les chargeant de « donner aux opérations de la campagne de la Grande Armée et aux grandes actions de Sa Majesté toute la publicité possible. MM. les curés et desservants sont par

de 1803 au sacre, toute de confiance et d'abandon. La situation morale de l'archevêque d'Aix n'avait fait que se fortifier auprès des sphères gouvernementales, auprès des administrateurs des départements provençaux.

On s'expliquera donc aisément la restauration puissante de l'Eglise de Provence accomplie de 1803 à 1807 par Mgr de Cicé.

leurs lumières, par l'autorité de leur ministère, les hommes les plus propres à propager dans les campagnes et dans les villes, les récits officiels des succès de nos armées » (Arch. nat., F¹⁹ bis + 39 n° 4897). Cf. les circulaires de Napoléon aux évêques, Finkenstein, 28 mai 1807 et Wehlau, 17 juin (*Correspondance*, n° 12671 et 12766).

CHAPITRE III

L'administration du diocèse de l'an XII (fin de 1803) à 1807

I. Le haut clergé dans le diocèse d'Aix.

II. Le bas clergé, son recrutement, la question du séminaire.

Malgré la bienveillance du gouvernement, ce n'était point chose facile que d'achever l'organisation de l'Eglise de Provence. Il y fallait beaucoup de prudence pour ne point violer trop ouvertement les Articles Organiques, pour ne point éveiller les soupçons de Fouché. Le ministre de la police en effet, dans la circulaire qu'il écrivait aux évêques sur la collaboration nécessaire et naturelle de la police et du clergé, rappelait « la nécessité de veiller constamment à l'exécution des lois sur la police et la liberté des cultes. Si vous permettiez aux pasteurs qui vous sont subordonnés, de les modifier ou de les enfreindre, il n'y aurait plus de bornes aux prétentions arbitraires. » Il ajoutait : « La liberté des cultes est une loi de l'Empire et un droit des hommes; elle est promulguée aujourd'hui par toutes les nations éclairées. Il ne vous est plus possible d'étendre les conquêtes du culte dont vous êtes les premiers ministres, que par vos talents et vos vertus évangéliques. » L'archevêque d'Aix allait joindre aux moyens consentis par Fouché les ressources infinies de son habileté politique.

I

Nous ne connaissons pas toutes les mutations qui surviennent dans le haut clergé de la fin de 1803 à 1807. Nous reviendrons sur la mort de l'abbé Roux, directeur du séminaire, survenue

en 1803, et peut-être l'abbé Guigou que Mgr de Cicé fit entrer dans son chapitre cette même année y occupa-t-il la place de Roux. Nous voyons aussi rentrer dans le chapitre MM. Deperrier, de la Baume, et nous savons que le second avait déjà fait partie du chapitre d'Aix sous l'ancien régime ¹.

Pour donner une satisfaction à des ecclésiastiques que leur passé ou leur situation soit morale, soit mondaine, recommandait pour des distinctions, l'archevêque, comme nombre d'autres prélats, nomma des vicaires généraux honoraires, tels que M. de Bausset, et des chanoines honoraires, M. de Rémusat par exemple. Certains se recommandaient par leur hostilité de jadis pour les assermentés ².

L'administration du diocèse se développant, les vicaires généraux et chanoines n'étaient plus des auxiliaires suffisants. Le rapport de Portalis sur les Organiques autorisait les évêques à choisir « parmi les curés qui desservent les paroisses, un *premier prêtre* chargé de correspondre avec eux sur tout ce qui est relatif aux besoins et à la discipline des églises. Ce premier prêtre, quelquefois sous celui de *doyen rural*, ou sous toute autre dénomination, a été connu dans le gouvernement de l'Eglise, dès les temps les plus reculés ». M. de Cicé partagea donc en 1806 son diocèse en districts, dont chacun comprenait le ressort de plusieurs justices de paix. A la tête de ces districts il plaça des *correspondants* pris parmi les curés de première classe. C'étaient Constant, curé d'Arles, Arquier, curé de Saint-Remy, Jansolen puis Vigne, curé de Toulon, Cabrol puis Miollis, curé de Brignoles, Cavalier, curé de Draguignan, Archier, curé de Grasse, Gaston, curé de Saint-Tropez. Les derniers tenaient la place du vicaire général que l'archevêque n'avait pas voulu nommer pour le Var. Mgr de Cicé prit soin de faire agréer ces *correspondants* par les deux préfets des Bouches-du-Rhône et du Var. On doit, précisait-il, s'adresser à ces délégués

1. Arch. nat. F¹⁹ bis + 117 n° 2779, 3080 et F¹⁹ bis + 118 n° 3700.

2. Est vicaire général honoraire Roux, directeur du séminaire. Sont chanoines honoraires en l'an XII : Hyacinthe-Marie Rémusat, Dudemaine-Girard, d'Arbaud de Jouques, Perrier, La Baume, Donat-Astier, Seillons de Raousset, de la Salle, Lieutard, Grimaldi, Bonardi (*Annuaire du diocèse pour l'an XII*). Deperrier est peut-être un parent du royaliste aixois cité plus haut. Rémusat, vicaire général de Marseille en 1789, avait émigré.

« pour tout ce qui concerne l'administration des églises ; ils sont chargés de faire parvenir à M. l'archevêque les demandes que ses diocésains ont à lui présenter et de leur adresser ses réponses. Ils sont investis de diverses facultés pour la plus prompte et la plus facile expédition des affaires ». M. de Cicé avait demandé à Portalis une gratification annuelle pour ces correspondants. Portalis s'excusa sur ce que le sort des desservants était plus urgent à assurer¹.

II

Quant au personnel des curés, des vicaires et des desservants, signalons en l'an XII la nomination par l'Empereur, sur proposition de l'archevêque, de l'abbé Miollis comme curé de Brignoles. Portalis le jugeait ainsi : « Cet ecclésiastique a de l'instruction et une bonne conduite. Il est fort estimé en Provence où il a toujours demeuré. » En 1806 il remplaçait à l'évêché de Digne Mgr Dessoles passé à Chambéry. A Toulon, Jansolen décédé, fut remplacé par J.-B. Vigne, recteur d'une succursale de Marseille, mais ancien chanoine du chapitre cathédral et archidiaque du diocèse de Marseille sous l'Ancien Régime. On voit que l'archevêque ne se départait pas de la ligne de conduite qu'il s'était tracée : ne confier les paroisses importantes qu'à des insermentés.

Le gouvernement, pour soutenir l'épiscopat, traquait par des circulaires du 20 pluviôse, du 6, du 9 et du 12 germinal an XII, tout prêtre qui n'était pas dans la communion de son évêque. L'autorité visait par là surtout les anticoncordataires. Mgr de Cicé, rassuré sur son crédit auprès du pouvoir en profita pour réduire les assermentés définitivement. Sans doute ce ne fut pas sur le ton comminatoire qu'employait par exemple Mgr d'Aviau. « Il est expédient, disait-il, dans les déclarations des prêtres

1. Cicé au préfet du Var, 15 avril 1806 (p. 442 du ms. 262 déjà cité) : *Annuaire du diocèse pour l'an XII* qui donne les paroisses soumises à chaque correspondant ; Arch. nat., F¹⁹ bis + 73, n° 2681, Portalis à Cicé sur l'abbé Gaston ; Registre du Conseil général, 1800-1809, 7 floréal an XIII aux Arch. du Var. Cf. d'Aviau à Bordeaux (Lyonnet, *op. cit.*, p. 390), Périer à Avignon (Durand, *op. cit.*, p. 338) ; Arch. nat., F¹⁹ bis + 117, n° 2688.

qui reviennent à l'unité, d'ajouter toujours mention expresse de la soumission à tous les jugements du Saint-Siège sur les affaires civiles de France pendant la Révolution. » Ce n'en était pas moins la carte forcée.

Quant aux sectateurs de la Petite Eglise, leurs menées n'avaient plus aucune portée. Le Sacre y contribuait sans doute par son effet moral. De plus l'évêque anticoncordataire de Toulon, Mgr de Castellane, mourut en 1806 à Udine. Permon réussit à faire arrêter à La Ciotat le 22 ventôse an XII (13 mars 1804) l'ancien chartreux Castaing qui prêchait l'insubordination vis-à-vis de Mgr de Cicé et le qualifiait *d'ange exterminateur*, *d'ange de ténèbres* et de *Belial*. Malgré cette vigueur dans l'imprécation Castaing n'avait point l'âme d'un Polyeucte. Lors de son interrogatoire il usa d'équivoques, de réticences et, mis en surveillance à Avignon, il se montra docile au point de mériter sa libération au bout d'un an. Un prêtre de Digne célébrait la messe à Marseille en arguant d'une fausse autorisation. La police le renvoya purement et simplement dans son diocèse. Peu à peu les derniers anticoncordataires du diocèse d'Aix se rallièrent à l'archevêque. Seul un petit groupe réuni à Saint-Maximin autour de deux agitateurs Roux et Concouran, prolongea la résistance jusqu'à ce que, pourchassés par la police de Fauchet ces deux individus aient gagné, le premier Lyon, le second Marseille où le silence se fit sur son nom.

Il ne semble pas que Portalis ait refusé de faire approuver par le chef de l'Etat, auquel les nominations des curés étaient présentées tous les trois mois, aucune des propositions de l'archevêque d'Aix pour les diverses cures. Mais le 19 mai 1806 il lui envoya des observations qui dénotent chez le prélat un esprit quelque peu brouillon et chez le ministre quelque impatience. M. de Cicé ayant modifié coup sur coup plusieurs propositions, Portalis lui écrivit : « J'ai l'honneur de vous faire observer que ces mutations de cures si rapprochées ne font qu'entraver la marche de l'administration et annoncent une versalité qui pourrait déplaire d'autant plus à Sa Majesté que vous avez été plusieurs fois dans le cas de revenir sur les choix que vous aviez faits... ¹ »

1. Miollis est nommé curé de Brignoles en place de Cabrol décédé le 2 messidor an XII, sacré évêque de Digne le 13 avril 1806. *Arch. nat.*, AFIV + 368

Cependant l'ordre n'était pas parfait dans le personnel ecclésiastique recruté par Mgr de Cicé. Ce dernier aurait voulu reconstituer une juridiction analogue aux officialités de l'Ancien Régime et procédant comme elles. Portalis dut lui rappeler que cette institution n'avait plus rien de légal. Les évêques, écrivit à M. de Cicé le conseiller d'Etat chargé des cultes, demeuraient réduits à leur juridiction volontaire, qui était plutôt celle d'un père que d'un magistrat, ou d'un juge proprement dit. Dans l'exercice de cette juridiction, nul doute qu'ils ne pussent appliquer les peines canoniques ; mais... leur devoir était d'entendre la partie intéressée.

Assurément si l'archevêque avait pu rétablir sous une forme ou une autre une officialité, il aurait eu en main un instrument de premier ordre, non seulement pour discipliner son clergé mais pour ramener pénitents et pénitentes, et même toute la société laïque de son diocèse, sous l'influence et le pouvoir de coercition de l'Eglise. Nulle victoire n'eut été plus riche en conséquences pour la puissance du clergé. On comprend que Portalis ait reculé devant une semblable dénégation des principes de la Révolution.

Battu sur ce point, M. de Cicé trouva un autre procédé, comme le prouve cette réponse que lui envoyait Portalis (nous n'avons pas trouvé la lettre même du prélat) : « Je sens avec vous, lui écrivait le ministre le 7 avril 1806, qu'un prêtre spécialement chargé dans un diocèse de veiller sur la bonne conduite des autres et sur tout ce qui peut intéresser la discipline est un ministre fort utile. C'est ce prêtre qu'on appelait autrefois *promoteur*. Ne craindriez-vous pas dans ce moment que le

et AF IV 1045. Vigne était recteur de Notre-Dame du Mont-Carmel. Sa nomination à Toulon fut approuvée par Portalis le 10 vendémiaire an XII (Arch. nat. F¹⁹ bis + 116 n° 1958). Signalons aussi en l'an XII la nomination de l'abbé Coulomb comme curé à Fréjus (Arch. nat. F¹⁹ bis + 116 n° 2304) et l'intervention en l'an XIV d'une « cousine de M^{me} Portalis » pour l'attribution de la cure de Brignoles (F¹⁹ bis + 73 n° 2664). Sur la répression des anticoncordataires, voir Napoléon, *Correspondance générale*, n° 7531, 7649, 7653 et Arch. nat. F¹⁹ bis + 117 n° 2727. Sur celle des assermentés, voir Jauffret, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 191 ; M. de Cicé à Arquier, 19 floréal 1805 (*sic*), p. 72 du ms. 262 déjà cité). Sur Castang, etc. voir Arch. nat., F⁷ 8410 et d'Hauterive, *Police secrète sous le Premier Empire*, t. 1^{er}, p. 360. Portalis à M. de Cicé, 19 mai 1806, aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 121 n° 5981. Cf. Arch. nat., F¹⁹ bis 73, n° 8447, plainte d'Amphoux, ex-vicaire constitutionnel de Saint-Paul-les-Fayance, contre M. de Cicé.

nom de *promoteur* ne pût servir de prétexte à ceux qui veulent tout censurer et qui croiraient, bien ou mal à propos, voir revivre les officialités ? » Portalis conseillait donc la chose sans le mot. Mgr de Cicé changea le mot. En effet le 19 janvier 1807, le ministre accusait réception à l'archevêque « du titre portant établissement d'un *Consulteur provéditeur général* » dans le diocèse. Il ajoutait : « Ce titre m'a paru extrêmement bien rédigé » et « Votre choix porte sur un ecclésiastique estimable. » Nous n'avons pu trouver le nom de cet ecclésiastique et nous sommes réduits à *supposer*, étant donné le rôle qu'a joué le vicaire général Florens, que c'était lui le Provéditeur en question. Au surplus, il importe peu puisque le Provéditeur n'avait aucune juridiction admise par les lois civiles et que ses arrêts étaient dépourvus de la sanction légale qu'avaient jadis ceux des officialités.

Faute d'officialité, le prélat dut user des procédés les plus divers pour ramener à l'obéissance certains pasteurs turbulents ou par trop fantaisistes.

Le desservant de Ceyreste, André Blanc, venait constamment à Cassis pour amener les paroissiens contre le recteur Decros et le vicaire. Il fallut l'intervention du préfet unie à celle de l'archevêque pour le ramener au calme. Lors du passage de Mgr de Cicé à Martigues un sieur Payan, prêtre de la localité, affecta de ne point aller visiter le prélat et même de passer devant lui sans le saluer. Ce même Payan était accusé de détournements. L'archevêque l'éloigna de Martigues et l'interdit. Mais Payan, renforcé de deux autres prêtres également interdits, revint exciter la population contre ses successeurs. Mgr de Cicé essaya sans succès de la conciliation. Il appuya ensuite auprès du préfet la demande faite par le maire de Martigues d'envoyer à une certaine distance ces fauteurs de troubles. Il les signala aussi à Portalis. « Vous devez être bien sûr, ajouta-t-il, que je ne demande pas mieux que de tendre les bras à tous mes prêtres : aussi n'y a-t-il plus que les sujets notoirement mauvais qui ne soient pas réunis à moi. » Portalis intervint alors auprès du Grand Juge en se portant garant du bien-fondé des plaintes de l'archevêque : ses « principes de tolérance et de charité me sont connus » disait-il du prélat. Payan fut confiné à Eyguières. De là il continua quelque temps

encore à agiter Martigues. Ses amis dans cette localité : le juge de paix, le président du tribunal de commerce, le receveur de l'enregistrement, organisèrent pour le faire rappeler, un pétitionnement, où l'on embrigadait même les « enfants qui allaient à l'école ». Le tout en vain naturellement. Mais il est curieux que, du fait de la centralisation napoléonienne, cette misérable cabale de petite ville ait eu un écho jusqu'à Paris.

Le Var présenta des incidents analogues. Dans une succursale de l'arrondissement de Grasse un prêtre « d'une immoralité profonde » fut suspendu. Ses partisans vinrent persécuter son remplaçant jusque durant la célébration de la messe. Il fallut que l'archevêque éloignât le pasteur indigne et traduisit en justice ses acolytes. A Tourrètes, le desservant Chauvin, « furieux de se voir remplacé par le sieur Rey, vieillard respectable, d'une austérité de mœurs qui déplaisait à une partie des habitants, profita de la disposition des esprits pour les aigrir. Le sieur Rey fut menacé, insulté jusqu'au pied des autels. . . . on ne respecta pas plus sa maison ; on l'assailit à coups de pierres pendant la nuit ». Chauvin était d'autre part accusé de disputer une femme au maire de l'endroit. Le préfet éloigna Chauvin. Mais ce dernier ayant pu retourner à Tourrètes sous prétexte de terminer quelque affaire, les tribulations de son successeur recommencèrent et Fauchet fut contraint d'emprisonner un partisan de l'ecclésiastique disgracié.

D'autres troubles étaient suscités, il est vrai, par les querelles entre l'assermenté qu'avait évincé l'archevêque et l'insermenté qu'il avait nommé recteur ou curé. Dans certaines paroisses en effet la population demeurait divisée entre les deux concurrents. Dans le Var le 20 nivôse an XII (11 janvier 1804), le préfet dut signaler au Grand Juge les incidents de la Garde-Freynet. Là, nous l'avons dit, Mgr de Cicé avait écarté l'abbé Chabriel, un prêtre exemplaire, et l'abbé s'entêtait à rester utile, à élever les enfants. Le parti du nouveau recteur s'emporta contre Chabriel. « On essaya d'incendier sa maison ; une carabine chargée à balles fut mise sur son escalier et partit sans le blesser comme il descendait. Une digue fut rompue et l'eau jetée dans sa demeure ; son écurie fut brûlée. » A l'appui de ces dires Fauchet joignait tout un dossier si probant que le Grand Juge chargea le préfet d'ouvrir une enquête auprès de Mgr de Cicé.

Chabriel reçut peut être sur ces entrefaites une légère compensation : du moins un Chabriel a été nommé par Mgr de Cicé recteur à Collobrières ¹.

Un péril incontestablement plus grave que certains cas d'indiscipline, était la pénurie des vocations sacerdotales. Elle compromettait tout l'avenir. En 1806, Mgr de Cicé avoue que jusqu'ici il n'a « pu faire que trois prêtres » et que « il y a bien soixante postes vacants ». Le Gouvernement s'en préoccupait lui-même, comme le montre une circulaire de Portalis aux évêques du 11 floréal an XIII (1^{er} mai 1805 ²). Il fallait donc instituer et entretenir des séminaires. Mais l'Etat, dans l'article 11 du Concordat, avait formellement décliné tout engagement sur ce point. « Les évêques y était-il dit, pourront avoir. . . un séminaire pour leur diocèse, sans que le Gouvernement s'oblige à le doter. » L'Etat laïque estimait aussi que les évêques ayant un « droit naturel et d'inspection sur la vocation, les principes et les mœurs des personnes qui se destinent à la cléricature ; . . . les séminaires ne sont pour ainsi dire que de régime intérieur ».

L'opinion de Napoléon sur ce sujet comme sur bien d'autres questions ecclésiastiques, évolua lors de l'établissement de l'Empire et du sacre. Mgr de Cicé avait commencé par demander à ses diocésains, dans une lettre pastorale, de l'aider de leurs deniers à établir son séminaire. Sur ces entrefaites le 23 ventôse an XII (14 mars 1804), le Gouvernement fit voter par le Corps Législatif l'établissement aux frais de l'Etat d'un séminaire par archevêché : dotation, immeuble, bibliothèque, tout serait donné par l'administration impériale. Portalis jus-

1. Sur les officialités voir Portalis à M. de Cicé 28 frimaire an XII (Arch. nat., F¹⁹ bis + 114 n° 905), Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 54. Sur le Provéditeur : Arch. nat., F¹⁹ bis + 45 n° 3603 et F¹⁹ bis + 67 n° 5559. Sur les ecclésiastiques en révolte, voir Arch. Bouches-du-Rhône V¹ 6; Arch. nat., F⁷ 8410, 8411; F^{1c} III Var, 6; F⁷ 8413; F¹⁹ bis 13 n° 1312 et F¹⁹ bis + 38 n° 7298, 7299, 7458 : l'exil de Payan est maintenu le 14 septembre 1807. Arch. du Var : Registre de correspondance secrète, le préfet au maire de Tourrètes, Joseph Ferricr, et au commandant de gendarmerie 10 et 26 pluviôse an XIV; Arch. nat., F⁷ 8495. Portalis, à propos des troubles de La Garde Freynet, avait écrit à l'archevêque le 17 pluviôse an XII : « J'aime à croire que le prêtre qui a succédé au curé de La Garde Freynet n'est pour rien dans tous ces désordres ; mais peut être aurait-il pu les prévenir. » (Arch. nat., F¹⁹ bis + 114 n° 1065. Voir encore F¹⁹ bis + 17 n° 1555 et 1605).

2. Arch. nat., F¹⁹ bis + 120, n° 4362.

tifiait cette nouvelle et si importante concession dans les termes suivants : « Aucun établissement ne peut exister sans dotation. Autrefois les lois de l'Etat autorisaient les évêques et leur enjoignaient même de doter ces établissements en y unissant des bénéfices. Dans le moment actuel cette ressource manque, puisqu'il n'y a plus de bénéfices. La dotation des séminaires ne peut donc être qu'à la charge de l'Etat. » Cette loi, il est vrai, dérogeait singulièrement à l'article 23 des Organiques, et ceci au profit du pouvoir laïque. L'article 23 des Organiques stipulait simplement que les règlements d'organisation des séminaires, seraient, après rédaction par les évêques, soumis à l'approbation gouvernementale. De par la loi nouvelle l'Etat s'attribuait la nomination du corps enseignant dans chaque séminaire, sur propositions du prélat intéressé ; l'Etat traçait les programmes, et il y plaçait à côté de la morale, du dogme, de l'histoire ecclésiastique, des règles de l'éloquence sacrée, l'enseignement formel des maximes de l'Eglise gallicane, enseignement duquel l'article 24 des Organiques faisait mention en termes déjà très précis. L'Etat stipulait même un examen public sur toutes ces matières comme condition indispensable pour tout aspirant soit à l'épiscopat, soit aux places de vicaire général, de chanoine, de curé de première classe.

Le diocèse d'Aix étant métropole, M. de Cicé était assuré de la création et de l'entretien de son séminaire. Il en profita pour demander davantage. Il sollicita le 1^{er} fructidor an XII (19 août 1805), du ministre des cultes l'attribution aux séminaires des biens, rentes et fondations qui appartenaient à des institutions de ce genre sous l'Ancien Régime ainsi que la faculté de recevoir de nouvelles dotations. Il ne devait obtenir satisfaction qu'en 1807. Le 4 mars 1807 en effet le Gouvernement affecta aux séminaires métropolitains les fonds restés inemployés au ministère des cultes sur les budgets depuis et y compris l'an XI jusque 1806. Le 30 septembre 1807 un décret répartit entre les séminaires diocésains une subvention annuelle de 600.000 francs divisée en bourses de 400 francs et demi-bourses de 200, sans préjudice d'autres bourses que les communes furent invitées à prélever sur leur budget propre, avec droit pour elles naturellement d'en nommer les titulaires. Aix, séminaire à la fois métropolitain et diocésain, recevait quatorze

bourses et vingt-huit demi-bourses. Par contre l'Empereur entendait bien renforcer par là-même, son « droit d'intervenir dans la discipline des séminaires », et le ministre des cultes à cette occasion voulut être mis au courant de l'état de situation des séminaires, de la composition de leur personnel : professeurs et élèves, de la « distribution des études » etc. Peu importaient ces prescriptions. La note réelle sur le degré de dépendance où fut tenu l'enseignement des séminaires à l'égard de l'Etat, Portalis l'avait donnée dans un rapport à l'Empereur lors des projets d'organisation de l'Université impériale, rapport qui est la négation complète des intentions de Napoléon sur ce point. Les séminaires, disait Portalis, ne peuvent « être incorporés à l'Université impériale », car « des hommes qui vivent déjà sous un supérieur, qui sont soumis à une discipline, ne pourraient être incorporés sans opérer le détriment de l'Eglise ». « Ils peuvent et ils doivent être agrégés » à l'Université. De la sorte ils conserveront « leur existence propre » et leur « régime particulier » ¹.

La direction du séminaire métropolitain d'Aix fut d'abord, nous l'avons dit, confiée par Mgr de Cicé à l'abbé Roux. Le nouveau séminaire fut établi dans les bâtiments de l'ancien,

1. Article 26 des Organiques : il faut justifier une propriété de 300 francs de revenu si l'on veut être ordonné prêtre, disposition empruntée aux Actes du Concile de Trente. Lettre pastorale de Mgr de Cicé du 2 décembre 1803, 10 frimaire an XII, faisant appel à son diocèse pour réunir les moyens de rétablir un séminaire, (d'après Rey, *Oraison funèbre*.) Nous ne l'avons pas trouvée Cf. Picot, *Annales littéraires et morales*, t. I^{er}, p. 150-154, t. II, p. 81 et Fesch à Lyon ; Napoléon, *Correspondance générale*, n^{os} 7472 et 8457 (réponse au Pape, 30 ventôse an XIII). La loi du 23 ventôse est au *Bulletin des Lois*, 3^e série, t. IX, n^o 355. Cf. Sévestre, *op. cit.*, p. 308, note 6 sur le mécontentement des cardinaux Gerdil et Antonelli en voyant la direction des séminaires aux mains du Gouvernement. M. de Cicé à Portalis, 1^{er} fructidor an XIII et 11 mars 1806, p. 420 et 437 du ms. 262 ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 194. Sur les bourses voir la *Correspondance* de Napoléon, 9 et 10 septembre, 9 octobre 1807, n^{os} 13136, 13141, 13231. Le Décret du 30 septembre est au *Bulletin des Lois*, 1807, n^o 165 ; le préambule porte : « Voulant... assurer aux pasteurs des églises de notre Empire, des successeurs qui imitent leur zèle. » Sur l'intention de Napoléon de faire des séminaires métropolitains de « grandes écoles de théologie », devant influencer sur l'instruction des séminaires diocésains et « être regardés comme membres de l'université impériale », voir *Correspondance générale*, 26 et 30 juillet 1806, n^{os} 10551 et 10566. Cf. Portalis, *Rapports, discours, etc.*, p. 349 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 189.

par décision ministérielle du 11 prairial an XI¹. L'abbé Roux fut vite accablé de la lourde charge de créer le séminaire, car l'archevêque se désintéressa complètement du détail de l'œuvre. Architecte, économiste, supérieur et professeur tout à la fois, Roux dut au bout d'un an abdiquer ce fardeau et rentrer à Avignon pour y mourir. Il fut remplacé par l'abbé Dalga que M. de Cicé proposait à Portalis le 13 germinal an XIII (3 avril 1805).

Un obstacle restreignait le recrutement sacerdotal : le service militaire. Ce fut l'objet de nouvelles concessions de l'Empereur, bien surprenantes de la part du conquérant aux yeux duquel la conscription était le devoir le plus essentiel des sujets. Un décret du 7 mars 1806 exempta les ecclésiastiques engagés dans les ordres, du service militaire et de celui de la garde nationale. Quant aux séminaristes, Napoléon dès 1805 avait promis au Pape de « concilier les intérêts majeurs de la politique avec les besoins pressants de l'Eglise ». C'était vague. Aussi le 17 juillet 1806, M. de Cicé écrivit « les familles sont détournées par la loi de la conscription de consentir à la vocation que leurs enfants montrent pour l'état ecclésiastique. Une modification de cette loi est d'une nécessité bien urgente ». Des instructions envoyées aux préfets durent donner satisfaction sur ce point au prélat et à ses confrères. Mais une circulaire confidentielle du ministre des cultes aux évêques montra que l'Empereur n'admettait toujours point que le service de Dieu nuisit à celui de César. Cette circulaire attirait l'attention de l'épiscopat sur « la réalité des vocations ». On y lisait : « La loi de la conscription militaire est celle dont l'exécution a le plus besoin du concours de MM. les ecclésiastiques et à laquelle ils doivent se montrer le plus jaloux de concourir. Il est beau de voir les ministres des autels exhorter les jeunes gens appelés à la défense de la patrie, à voler sous les enseignes toujours victorieuses de notre invincible Empereur ». A chaque évêque il était donc recommandé de s'assurer par lui-même « des dispositions particulières des aspirants à l'état ecclésiastique ». Mgr de Cicé était personnellement trop circonspect pour s'attirer dans les affaires de ce genre le courroux du Maître. Bien avant cette circulaire il déclarait spontanément au préfet des Bouches-du-

1. Arch. nat., F¹⁹ bis + 40 n° 721.

Rhône : « L'exemption nécessaire pour que nous puissions avoir des prêtres, ne doit pas être un prétexte pour frauder la loi commune... je serai le premier à vous avertir toutes les fois que nous serons dans le cas de renoncer à un sujet pour les ordres sacrés ¹. »

Comme la Provence marchandait les recrues au séminaire d'Aix, il en vint d'Avignon, du Gard. L'archevêque en chercha jusque très loin, dans le catholique pays de Luxembourg devenu le département des Forêts. A défaut de séminaristes il empruntait à son suffragant et voisin Périér des prêtres tout instruits et consacrés et refusait de les lui rendre. Mais le meilleur moyen pour assurer des élèves au grand séminaire d'Aix, c'était de ménager de bonne heure des vocations. L'archevêque le comprenait. Il écrivait qu'il était nécessaire de « s'occuper sans délai de la formation d'un certain nombre de petits séminaires » et pensait « qu'il était important de les répandre sur divers points de son diocèse pour rapprocher davantage des familles les moyens de donner de l'éducation à leurs enfants. » Portalis s'ingénia, dans son rapport du 12 août 1806, à dissiper les méfiances de l'Empereur à l'égard de ces écoles accusées d'être des rivales pour les établissements d'enseignement de l'Etat. Il affirmait que « jamais nos anciens collèges n'ont eu à souffrir du concours des petits séminaires ».

Mgr de Cicé organise donc pour les Bouches-du-Rhône un petit séminaire à Aix, un autre à Marseille, un troisième à Salon ; pour le Var nous en voyons élever un à La Seyne et un à Vence. Ce n'est pas tout. Le prélat voudrait édifier un établissement analogue à Fréjus « sur les ruines du magnifique château qui existait avant la Révolution ». Comme la ville de Fréjus est trop pauvre, M. de Cicé s'avise que celle de Grasse

1. Le séminaire d'Aix devait être organisé pour le 15 août 1808. Roux meurt le 13 avril 1805 (*Vie de J.-B. Roux*, déjà citée ; Picot, *Annales littéraires*, t. III, p. 425). — Sur la nomination de Dalga, voir Arch. nat., F¹⁹ bis + 120, n° 4356. Sur la conscription, voir Napoléon au Pape, dans la *Correspondance générale*, n° 8457 ; Arch. nat., F¹⁹ bis + 45, n° 3652 ; Affre, *Traité de l'Administration temporelle*, p. 294, Cicé à Portalis 17 juillet 1806, p. 463 du ms 262 et 27 octobre 1806, p. 474 du même ; circulaire du ministre des cultes aux évêques, décembre 1807 aux Arch. nat., F¹⁹ 304. Le vicaire général Blanche paraît s'être occupé spécialement de l'organisation des séminaires (Arch. nat., F¹⁹ bis + 17, n° 1220).

« est en mesure pour fournir un local et même des moyens pécuniaires ». Ainsi prend naissance à son tour le petit séminaire de Grasse. On verra plus loin que ces petits séminaires de Mgr de Cicé ne visèrent pas seulement à recruter pour le grand séminaire d'Aix et par suite pour la prêtrise, mais qu'infligeant un démenti complet aux prévisions plus ou moins sincères de Portalis, ils devinrent une œuvre fort prospère d'enseignement libre.

Les petits séminaires ne pouvaient avoir pour ressources que les subsides des fidèles. Le grand séminaire devait trouver un appoint dans ces mêmes contributions. Aussi Mgr de Cicé développa toute l'habileté de son esprit fécond pour faire vivre ces institutions diverses. Chacune des églises de Marseille dut verser 100 francs par an ; chacune des églises de l'arrondissement de Marseille dut verser 24 francs. Et vraisemblablement la même obligation pesa sur toutes les églises du diocèse. La quête pour les séminaires devint une pratique constante dans chaque paroisse. Ainsi furent assurés des revenus à ce qu'on appela officiellement *l'œuvre des séminaires*¹.

1. Durand, *op. cit.*, p. 472-479 ; Fisquet, *France pontificale. Métropole d'Aix*, p. 246, 393 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 144, 232 ; Portalis dans *Rapports, Discours*, etc., p. 355 ; Cicé à Portalis, 8 juin 1807, p. 495 du ms 262. Rapport de Permon, Marseille, 27 mai 1808, sur l'entretien des séminaires aux Arch. nat., F⁷ 8525. Les bâtiments que M. de Cicé réclamait pour y loger le petit séminaire d'Aix étaient affectés à la dotation de la 8^e cohorte de la Légion d'Honneur et, sur ce point, Portalis ne soutint pas M. de Cicé qui échoua (Arch. nat., F¹⁹ bis, 74, autorités n° 34 et F¹⁹ bis, 120, n° 4658).

CHAPITRE IV

L'administration du diocèse (*suite*)

I. La contribution des départements et des communes aux frais du culte diocésain. — II. Départements et communes se dérobent de leur mieux aux frais d'entretien du clergé paroissial : l'État obligé d'augmenter sa quote-part (décrets du 11 prairial an XII et du 5 nivôse an XIII). — III. Difficultés d'application : l'État obligé de prendre toutes les succursales à sa charge (décret du 30 septembre 1807). — IV. Les frais du culte paroissial. — V. Le régime des fabriques, la fondation d'une caisse de retraites, les rêves d'autonomie financière.

I

Les revenus de l'archevêque et du culte diocésain ne cessaient d'être précaires. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône votait en l'an XII, 3.000 francs comme contribution à la location et à l'ameublement du palais archiépiscopal, 3.000 francs pour réparations à la cathédrale d'Aix. Mais rien que sur ce dernier chapitre, l'archevêque réclamait 31.000 fr. par an de dépenses fixes et 80.000 francs de réparations, le tout à partager par moitié entre les Bouches-du-Rhône et le Var. Or le Conseil général du Var inscrivait toujours « néant » en regard de ce chapitre.

En brumaire de l'an XIII un projet de loi fut préparé qui portait : « Les frais du culte diocésain sont à la charge des départements dont chaque diocèse est composé. Chaque département y concourt dans la proportion de la masse de ses contributions directes. » Ceci était franc. C'est sans doute pourquoi le gouvernement y renonça pour prendre un biais. La loi de finances du 2 ventôse an XIII (21 février 1805), par son titre VIII, article 34, donnait aux Conseils généraux *la faculté* d'imposer leur département, jusqu'à quatre centimes additionnels pour les frais du culte intéressant « le diocèse entier ».

Le Conseil général des Bouches-du-Rhône n'avait plus aucune ressource à ce qu'assurait Thibaudeau. Il vota pourtant deux centimes, soit 38.545 francs, sur lesquels 16.000 devaient être affectés à la location de la résidence archiépiscopale d'Aix. L'archevêque demanda également une contribution au département du Var, avec l'appui du préfet. L'assemblée départementale renouvelant son vote des années précédentes de 2.000 francs pour frais de tournée à l'archevêque, y ajouta pourtant 2.000 francs pour réparations à la cathédrale. Mais elle commenta ainsi sa décision. « Le Conseil général n'a pas cru devoir condescendre à ce que le département contribue aux sommes employées pour frais d'installation et de logement de M. l'archevêque, puisqu'on ne demande point au département des Bouches-du-Rhône à participer aux dépenses faites dans celui du Var pour l'y installer et l'y loger. » L'excuse était dérisoire. Le Conseil général le sentait si bien qu'il terminait ainsi : « Le Conseil exprime ses regrets de ce que les circonstances ne lui ont pas permis d'accorder davantage. »

Fauchet fut très irrité de ce vote. Il écrivit à Portalis, à propos du Conseil général. « J'ai vu avec peine que sur le produit des quatre centimes additionnels qu'il a proposé d'imposer et l'an XIV, il n'ait pas alloué des sommes plus fortes à M. l'Archevêque. Il s'est fondé sur les besoins du département qui sont, il est vrai, immenses. Il l'aurait pu cependant si, pour certains articles de dépenses administratives, il n'eût voté que les sommes que j'avais demandées. Il en serait résulté alors que 12.000 francs restés disponibles auraient pu être affectés aux frais diocésains, ainsi que je l'avais proposé. »

En l'an XIV le Conseil général des Bouches-du-Rhône vota des centimes jusqu'à concurrence de 42.230 francs. Mais le ministre de l'Intérieur réduisit ce crédit à 19.604 fr. 50. Le Conseil général du Var poussé dans ses derniers retranchements s'arrangea du moins pour ne pas augmenter sa subvention de l'année précédente : 4.000 francs dont 2.000 pour frais de tournée pour l'archevêque, 2.000 pour les quatre curés chefs de correspondance.

En 1806, le 7 juin, nonobstant la décision ministérielle de l'année précédente et sur la proposition de Thibaudeau, le Conseil général des Bouches-du-Rhône votait 41.958 francs

comme contribution du département pour les frais généraux du culte. Sans doute parce que le 10 mai Portalis, ministre des Cultes, avait lancé aux préfets une circulaire stimulant la générosité des Conseils généraux en faveur du culte : « Les Conseils généraux regarderont comme un de leurs devoirs essentiels d'assurer autant qu'il pourra dépendre d'eux... cette branche du service public. Déjà l'on remarque d'une manière sensible la salubre influence des institutions religieuses sur les mœurs et la morale publique. Sa Majesté s'aperçoit avec satisfaction que, presque partout, les fonctionnaires publics contribuent par leur exemple à propager les bons effets de ces institutions. » Mais le ministre de l'Intérieur ne partageait point les vues de Portalis, car comme précédemment, il réduisit la somme votée dans les Bouches-du-Rhône à 19.634 fr. 50 et repoussa toute protestation du prélat.

Malgré ces diverses allocations et en dépit de toutes les réclamations, le propriétaire de la maison où la municipalité d'Aix avait logé l'archevêque, n'était pas encore payé au 29 août 1806 des loyers échus, se montant à plus de 11.000 francs. Aussi, quand en 1807 cette somme fut payée, les fonds votés par les deux départements du diocèse pour 1806 en furent extrêmement écornés. Sur les crédits que nous venons de mentionner, le gouvernement avait spécifié au début de l'an XII que 2.400 francs seraient réservés pour le mobilier de la résidence archiépiscopale. Le 18 fructidor an XIII l'archevêque n'avait encore rien reçu de cette somme.

Ce n'étaient pas les seuls embarras qu'éprouvait Mgr de Cicé du fait des assemblées locales. En l'an XIII, quand la commune de Marseille apprit quelle contribution aux charges diocésaines le Conseil général avait votée, la commune de Marseille, disons-nous, réduisit de 5.000 francs un crédit de 10.000 francs destiné par elle à la résidence du prélat à Marseille. Attendu, déclarait le Conseil municipal, que la commune de Marseille finançait déjà comme membre du département et sous forme de contribution départementale. Quant aux sommes payées par la ville d'Aix pour logement et traitement de l'archevêque elles avaient été rayées au ministère de l'Intérieur dès l'an XII.

Mgr de Cicé protesta avec véhémence : les frais de sa rési-

dence à Marseille constituaient, d'après lui, une charge communale et point du tout départementale. Portalis lui donna raison. Mais déjà Thibaudeau rétablissait d'office au budget communal de Marseille le crédit dans son intégralité. Le prélat remercia le préfet avec effusion. Le crédit voté par la municipalité d'Aix était reporté au budget départemental et y resta englobé.

Rien n'était fini. En 1806, en 1807, la municipalité marseillaise rétablit son chiffre de l'an XIII. Mgr de Cicé réclama de nouveau, agit auprès de Portalis, rendit Thibaudeau responsable du mécompte. Le ministre de l'Intérieur déclara les raisons des édiles marseillais « plausibles », et conclut qu'il était « inutile de revenir sur cet objet ». Il semble bien cependant que Thibaudeau avait encore rétabli d'office au budget de Marseille pour 1806 les 3.000 francs en litige, puisque, on va le voir, ce fut l'intervention de l'Empereur qui les fit rayer.

Mgr de Cicé en tout cas se trouva très mortifié dans son amour-propre. Il se jugea lésé dans ses intérêts, d'autant plus que les déplacements d'Aix à Marseille lui coûtaient fort cher : aux dépenses de voiture, de chaise à porteur dans les rues de Marseille se joignait pour lui l'obligation d'aumônes multipliées à tous les miséreux d'une grande ville. Mgr de Cicé s'en plaignit amèrement à Portalis dans une lettre confidentielle : « Vous êtes instruit du retranchement fait dans le budget de Marseille de la moitié de mon traitement sur les motifs les plus futiles. Il semble qu'on ait trouvé injuste en 1803 une mesure excitée il y a quatre ans par le gouvernement, formellement approuvée par lui et que les circonstances rendent plus nécessaire que jamais. » Et dans toute sa lettre, étudiant aussi d'autres procédés du ministre de l'Intérieur, il se montrait très irrité contre Champagny.

En réalité Champagny était bien disposé pour le catholicisme et en bons termes avec Portalis. Seulement Champagny, tuteur désigné des départements et des communes s'inspirait avant tout des devoirs de sa fonction. Portalis, de son côté, faisait de son mieux. Il soutenait auprès de M. de Champagny les demandes de l'archevêque d'Aix. Mais le coupable en l'occurrence était surtout Napoléon, car en réponse aux doléances de M. de Cicé, Portalis lui écrivit le 24 juin 1807 cette lettre qui clôturait le débat : « Sa Majesté, présente au Conseil d'Etat lors de

la discussion du budget particulier de la ville de Marseille », a déclaré que l'indemnité votée pour logement de l'archevêque dans la commune constituait « une dépense départementale et l'a fait retrancher du budget communal. » Portalis ajoutait : « Vous voyez donc, Monsieur l'archevêque, que rien, dans ce retranchement, ne vous a été et ne peut vous être personnel. » Seulement on ne voit pas que dès lors le crédit affecté au culte par le département des Bouches-du-Rhône ait été accru des 50.000 francs supprimés dans le budget communal de Marseille.

Quant aux grands vicaires et aux membres du chapitre d'Aix, leur traitement leur fut renouvelé par le Conseil général des Bouches-du-Rhône chaque année. Le crédit en était imputé sur la somme globale votée pour le culte diocésain. Mgr de Cicé ne put obtenir pour ces collaborateurs essentiels la faculté de cumuler avec leurs émoluments les pensions ecclésiastiques votées par la Constituante ¹.

1. Plusieurs évêques avaient reçu 2.400 livres de frais d'établissement : Mgr de Cicé ne les a pas encore au 8 fructidor an XIII et s'en plaint Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ Arch. nat. F¹⁹ bis + 75 n° 6863 ; F¹⁹ bis + 17 n° 2707 ; F¹⁹ bis + 67 n° 4953 ; F¹⁹ bis + 28 n° 4469 ; Conseil général des Bouches-du-Rhône, 23 germinal an XII et 7 juin 1806, Arch. des Bouches-du-Rhône, N¹ 3, p. 186, Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 363. — Sur Périer à Avignon, cf. Durand, *op. cit.*, p. 331. — Le projet de loi de brumaire an XIII est aux Arch. nat., F¹⁹ 303 ; rapport Thibaudeau du 15 frimaire an XII réclamant des fonds du trésor pour le culte diocésain : « les centimes additionnels de ce département étant insuffisants pour acquitter même les dépenses ordinaires de l'administration (Arch. nat., AF IV 1052). — Circulaire du ministre des Cultes, de germinal an XIII sur l'application du titre VIII de la loi des finances F¹⁹ 303 : « Sa Majesté avait invité les Conseils généraux à exprimer leur vœu et à proposer des augmentations de traitement. Ce vœu a été énoncé dans presque tous les départements de l'Empire ; aujourd'hui la loi des finances fournit les moyens de le réaliser » et « on sent combien il importe de soutenir tous les établissements qui tiennent à l'essence de la religion ». Cf. Napoléon à Pie VII (*Correspondance* n° 8457, 30 ventôse an XIII ; V⁵ 12 Archives des Bouches-du-Rhône, Conseil général des Bouches-du-Rhône, 8 et 11 floréal an XIII (Délibérations an XIII-1810) ; Cicé à Fauchet, 13 floréal, ms 262, déjà cité, p. 402 ; Registre de délibérations du Conseil général, 1800-1809, 7 floréal an XIII (Arch. du Var) ; registre n° 3 de correspondance du préfet avec les ministres : Fauchet au ministre des Cultes, 28 floréal (Arch. du Var), Cicé à Portalis, 29 thermidor an XII, déjà cité ; Arch. nat., F¹⁹ 335. — Sur la commune de Marseille voir Archives des Bouches-du-Rhône, V⁵ 12 ; Cicé à Portalis, 10 mai 1806, ms 262, p. 449 ; au même, 1^{er} janvier 1807, Arch. nat., F¹⁹ 335 ; 13 juin 1807, ms 262, p. 497 ; Cicé au ministre de l'Intérieur, *ibid.*, p. 484.

II

La question administrative la plus complexe demeurait celle de l'entretien du clergé paroissial, surtout des vicaires et desservants.

Le gouvernement, on l'a vu, s'en était remis aux départements, aux communes, du soin de délibérer sur l'appoint nécessaire aux curés et sur le traitement des vicaires et desservants. Or à la fin de l'an XI, c'est-à-dire après moins d'une année d'expérience de ce régime, on devait conclure à sa faillite complète.

Le gouvernement crut peut-être y remédier en attribuant le 25 frimaire an XII aux fabriques des nouvelles paroisses, outre les biens non aliénés des anciennes fabriques restitués par l'arrêté du 8 pluviôse an XI et celui du 7 thermidor an XI, les biens et rentes « chargés de messes et services religieux » légués jadis à des curés et vicaires et non aliénés ¹.

On ne trouvait en somme que des expédients, et qui ne pouvaient donner de revenus qu'à la longue. En réalité, dans cette affaire, pour le diocèse de Provence du moins, chacun expiait son imprévoyance de naguère. L'archevêque avait multiplié les succursales, le ministère l'avait laissé faire n'ayant pas l'intention de payer les desservants. Leurs calculs se retournaient contre eux.

Les préfets des Bouches-du-Rhône et du Var avaient invité les municipalités à délibérer sur le montant de la somme qu'elles auraient à fournir et sur le mode d'obtention de cette somme. Mais le chiffre même de la somme avait été un premier sujet de litiges. Les villes se montraient relativement de bonne composition, mais les campagnes ! Encore les municipalités rurales des Bouches-du-Rhône étaient-elles disposées à faire quelque chose, mais le Var ! L'administration préfectorale et l'administration diocésaine se trouvèrent placées entre les exigences du clergé et « la mauvaise volonté » des municipalités. L'esprit retors et chicanier du paysan se donnait dans ces

1. Arch. nat., F¹⁹ bis + 116 n° 1772, circulaire du 10 fructidor an XI. De Champeaux, *Droit civil ecclésiastique*, t. II, p. 301 et 310 ; E. Dupont, *op. cit.*, p. 69.

contestations libre carrière. Certaines communes protestaient qu'elles ignoraient « le nombre des prêtres qui doivent être employés pour le culte. — Elles le connaissent par l'ancien usage et les besoins évidents des paroissiens » répliqua l'archevêque. Telle autre demandait, avant de rien voter, de quelle pension jouissait le prêtre qui la desservait, pour réduire d'autant la somme à voter : « C'est ce que j'ignore absolument » déclarait avec humeur et plus ou moins sincèrement Mgr de Cicé. L'attitude des municipalités variait d'ailleurs d'une paroisse à l'autre.

L'archevêque eut à peu près satisfaction de la municipalité de Marseille. Au budget de l'an XII, elle inscrivit, sur intervention de Thibaudeau, une somme globale de 108.700 francs pour l'entretien du clergé. Ce chiffre comprenait les sommes allouées à l'archevêque et à la cathédrale d'Aix que nous avons déjà indiquées, et aussi 1.500 francs d'augmentation de traitement à chaque curé de la ville, 1.200 à 1.400 francs pour chaque desservant des diverses succursales, le reste pour les quarante-quatre vicaires des paroisses et succursales. Mgr de Cicé avait, il est vrai, demandé 124.000 francs. Mais il savait qu'il faut toujours réclamer plus que le minimum nécessaire, et la reprise de la guerre maritime diminuait sensiblement les revenus municipaux. La municipalité d'Aix, de son côté, compléta à 1.100 francs le traitement des desservants des succursales de la ville, à 1.000 francs celui des desservants de la banlieue. L'arrondissement de Tarascon se montra beaucoup plus parcimonieux. En revanche quelques communes se comportèrent avec une générosité téméraire.

Dans le Var, Toulon vota les fonds nécessaires pour douze vicaires. Par ailleurs la municipalité de Toulon était tenue de fournir à deux curés et cinq desservants une indemnité, en place d'un logement et d'un jardin auquel ils avaient droit. Pourtant la commune de Toulon avait « des charges immenses ». Draguignan accorda 500 francs à chacun de ses cinq vicaires. Hyères vota également une subvention¹. Sauf ces exceptions,

1. Notons d'abord l'arrêté du 18 nivôse an XI (8 janvier 1803) déclarant les traitements ecclésiastiques insaisissables; Cicé à Thibaudeau, Aix, 25 fructidor an XI (Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ sur les dispositions des diverses communes; Thibaudeau à Cicé, 24 thermidor, *ibid.* V¹ 2 et Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 356), Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁵ 5 bis et Arch. nat., AF IV 1052

le Var, nous le répétons, se montra bien plus réfractaire que les Bouches-du-Rhône.

Ce n'était rien d'avoir fait voter la somme nécessaire par les diverses municipalités. Restait à savoir si et comment elles en assureraient le recouvrement.

Thibaudeau aurait voulu le vote de contributions indirectes ou d'octrois. Le procédé qui paraissait comporter le plus de ménagements, c'était une souscription des contribuables. Mais le Conseil d'Etat et le ministre de l'Intérieur n'admettaient cette souscription que si elle était tout à fait libre et volontaire, « sans aucune crainte ni coaction ». Et comment obliger les souscripteurs à tenir leurs engagements ? Le ministre de l'Intérieur était disposé à autoriser les préfets à « rendre exécutoires par voie de contrainte, comme pour les contributions, les souscriptions volontaires pour le culte ». Le Conseil d'Etat, par avis du 25 prairial an XII (14 juin 1804), désapprouva le ministre, considérant « que la plupart de ces souscriptions sont verbales », et par suite n'ont pas le « caractère exécutoire suffisant » que possède par exemple « un acte ou un contrat légal ».

Mgr de Cicé penchait, lui, pour l'établissement d'octrois, ou une surcharge des octrois existants. Ce fut au tour du ministre de l'Intérieur de susciter des obstacles : il discernait là une imposition extraordinaire, dont la perception serait rendue exécutoire.

On voit quelle divergence d'opinions la question suscitait chez les administrateurs les plus compétents. Que l'on songe à l'inexpérience, à l'incapacité même des municipalités d'alors, aux querelles qui divisaient beaucoup d'entre elles et l'on comprendra que leurs délibérations sur le chiffre de subvention à voter, sur le mode de recouvrement de ce crédit présentaient « un chaos impossible à débrouiller ».

sur Marseille; Arch. des Bouches-du-Rhône, V^s 1 et Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 361 sur Aix. Arch. nat. F¹⁹ 304. Sur Marseille, voir encore le Registre de délibérations du Conseil municipal de Marseille du 3 brumaire an XIV au 29 mai 1806, f^o 277-291 aux Arch. commun de Marseille. — Le préfet du Var au ministre de l'Intérieur, 28 messidor et 9 prairial an XIII, 16 juillet 1806 (3^e et 4^e Registres de correspondance du préfet aux Arch. du Var) pour Toulon Draguignan, Hyères. Noter que Hyères gardait comme maire un farouche anticlérical, le général de brigade en retraite Nicolas.

Dans les villes, le procédé à employer fut l'établissement de contributions indirectes variées. Aix par exemple afferma le monopole de la boucherie. Sur avis défavorable du Conseil d'Etat, le gouvernement y substitua une augmentation du droit d'octroi sur les vins, ce qui devait entraîner bientôt l'émeute du 7 vendémiaire an XIV. Pour les communes de la campagne, il semble que les préfets adoptèrent tantôt la répartition de la somme votée sur tous les chefs de famille, proportionnellement à la contribution mobilière qu'ils payaient et à leurs facultés individuelles, tantôt des contributions indirectes¹.

Les crédits une fois votés et leur mode de perception admis, il fallait encore obtenir l'approbation du gouvernement central. Or cette autorisation tardait tant à venir que les préfets des Bouches-du-Rhône et du Var prirent sur eux d'autoriser l'exécution des délibérations des conseils municipaux².

Le plus difficile n'était pas encore fait. Lorsqu'il s'agit, dans les bourgs et villages, de verser la somme promise par la municipalité, chaque chef de famille se déroba ou opposa la force d'inertie. Si bien que le clergé paroissial du diocèse d'Aix vit se prolonger son état de détresse.

Il en était ainsi du reste partout, même en Vendée. Aussi dans certains diocèses les desservants demandaient à échanger leur succursale contre le moindre des vicariats dans la moindre des cures, où le casuel du moins offrait quelques ressources. Mgr Sicard attribue ce mauvais esprit des paroissiens des campagnes au fait que le Concordat enlevait « à la pratique de la religion ce caractère de clandestinité, de demi-persécution et de mystère qui était d'un effet puissant sur la foi, l'imagination et la générosité des fidèles ». Pour que l'explication fût juste, il

1. Rapport Thibaudeau, 25 frimaire an XII aux Arch. nat., AF IV 1052 ; Dupont, *La part des communes dans les frais du culte*, p. 35 ; Arch. nat., AF IV + 368 et F¹⁹ 479 ; Cicé au préfet, 22 pluviôse an XI (Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 7). Cf. Sicard, *Une grande expérience. Quinze années du budget des cultes à la charge des fidèles* dans le Correspondant de 1905, t. III, p. 229 et Dupont, *op. cit.*, p. 43, Rapport du 27 fructidor an XI par Portalis aux Arch. nat., AF IV 1044 ; Fauchet au ministre des Cultes, 24 messidor an XIII, Arch. du Var, Registre de correspondance n° 3.

2. Le préfet des Bouches-du-Rhône aux sous-préfets, 26 vendémiaire an XII, Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 11 ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 360 et V³ 7, Archives des Bouches-du-Rhône ; le préfet du Var à Portalis, 10 vendémiaire an XII, Arch. du Var, Registre de correspondance n° 3.

faudrait établir que la générosité des fidèles se manifestait avant le Concordat. L'on a vu au contraire qu'ils ne payaient pas après le Concordat, parce qu'ils avaient pris auparavant l'habitude de ne pas payer.

On observe du reste que la répugnance des paysans à subvenir aux frais du culte ne leur était pas particulière. On la retrouve même chez de hauts fonctionnaires. Devant les réclamations du clergé tout entier, depuis les prélats jusqu'aux desservants, Røederer manifeste de l'irritation. Après avoir visité sa sénatorerie de Caen, il signale « l'habitude » des prêtres « d'avoir toujours la plainte à la bouche ». Et Røederer conclut : cette habitude « me paraît sinon démentir, du moins atténuer sensiblement les hommages qu'ils rendent dans leurs discours publics au restaurateur de la religion ; car c'est mal confirmer le rétablissement des autels que de dire que le prêtre n'en peut pas vivre ».

Mais Røederer conclut aussi que « il y a dans l'état présent des choses une contradiction choquante, qui semble dire que le gouvernement veut, ne veut pas, ou ne peut pas ¹. »

Cette dernière opinion était la plus équitable. Bonaparte, qui s'apprêtait à devenir l'Empereur Napoléon, comprenait dans le même temps qu'il fallait faire un pas vers la prise en charge par l'Etat de tout le budget du culte catholique. Il avait assez d'autorité maintenant pour assumer ouvertement une plus grosse part des frais d'entretien du clergé. Il escomptait aussi cette concession qu'il ferait à l'Eglise, pour obtenir par le moyen du clergé l'adhésion de tous les Français à la monarchie nouvelle.

Aussi, tandis que de Provence et de toutes parts arrivaient à Paris les échos des embarras, récriminations et déceptions suscitées par l'obligation imposée aux communes d'assurer l'entretien de leurs prêtres, le chef de l'Etat méditait la réalisation d'une solution plus simple. Le 22 nivôse an XII (13 janvier 1804), il écrivait au Souverain Pontife : « Je n'ai qu'à me louer en général de la marche du clergé en France. . . . ; mon intention est de commencer cette année de faire donner un

1. Arch. nat., F¹⁹ 335, Arch. des Bouches-du-Rhône, V², et Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 339 ; Durand, *op. cit.*, p. 429, et Sicard, *loc. cit.* ; Røederer, *Œuvres*, 1853, Paris, 3 vol. in-8, t. III, p. 482.

traitement aux succursaux et vicaires. Nous en avons ici 40.000. Les frais de casuel qui leur avaient été accordés ne sont pas d'un revenu assez considérable ni assez assuré. » Toutefois l'administrateur très économe qu'était Napoléon ne voulait pas se laisser entraîner trop loin. « Le gouvernement, écrit le préfet des Bouches-du-Rhône, a remarqué qu'en général on avait établi un trop grand nombre de succursales et qu'on avait trop facilement cédé aux demandes des communes. » C'est la même pensée qu'exprimera Portalis sous cette autre forme : Le nombre des succursales « a été nécessairement augmenté. . . par une trop grande facilité à céder aux demandes des communes, et souvent ces demandes étaient fondées sur des motifs de rivalité et d'antipathie plutôt que sur un véritable besoin ». On diminuera donc le nombre des succursales : le fardeau pour l'Etat et les communes en sera allégé ; chacune des succursales maintenues, recevant un plus grand territoire, fournira un plus gros casuel à son desservant. On fera donc une nouvelle circonscription des paroisses. L'effort sera « non seulement de corriger et de perfectionner les circonscriptions actuelles, mais aussi de diminuer le nombre des succursales ¹ ».

En conséquence, à peine Empereur, par un des premiers décrets impériaux, le 11 prairial an XII (31 mai 1804) Napoléon prend les mesures suivantes. « Les préfets demanderont l'avis des communes intéressées à l'effet de connaître les localités et toutes les circonstances qui pourront déterminer la réunion des communes susceptibles de former un seul territoire dépendant de la même succursale. » Et, jusqu'à ce que le nouveau plan de circonscription soit exécuté, « les desservants des succursales existantes et provisoirement approuvées, jouiront à dater du 1^{er} messidor prochain d'un traitement annuel de 300 francs ». En considération de ce traitement de 300 francs, les desservants n'auront plus « rien à exiger des communes si ce n'est le logement ».

1. Caprara annonce le 2 brumaire an XII à l'évêque de Digne les projets du gouvernement (Sicard, article cité, p. 225, note 1) ; Napoléon, *Correspondance*, n° 7472 ; Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 422, note 1 ; Portalis, circulaire aux évêques du 15 messidor an XII sur le décret précédent du 11 prairial dans le *Recueil des circulaires*, déjà cité, t. I^{er}, p. 330. Portalis à Cicé, 18 thermidor an XII, Arch. nat., F¹⁰ bis 17, n° 1540.

Ainsi 21.000 succursalistes reçoivent désormais de l'Etat un traitement de 500 francs. Le décret sera en outre appliqué dans l'esprit le plus favorable au clergé. Portalis en effet accompagne l'envoi du décret, de ce commentaire : les desservants ne pourront plus rien exiger des communes, « mais la défense d'exiger n'entraîne pas celle d'accepter des dons volontaires », et « le décret impérial n'a point entendu prohiber le doux commerce des bienfaits, rien ne doit donc empêcher les communes de venir librement au secours de leurs pasteurs ¹ ».

Ce n'est pas tout. Au lendemain du décret du 11 prairial, un autre du 23 prairial (12 juin 1804) institue au profit des fabriques le monopole des pompes funèbres. Ce monopole, elles pourront l'affermir ou l'exercer à leur gré : « L'emploi des sommes en provenant sera consacré à l'entretien des églises, des lieux d'inhumation et au paiement des desservants. Cet emploi sera réglé et réparti » suivant les propositions du ministre des Cultes « et d'après l'avis des évêques et des préfets ».

M. de Cicé ne se déclara point satisfait par ces mesures. C'est ce que montre la réponse de Portalis à une lettre du prélat qui ne nous est point parvenue, réponse datée du 18 thermidor an XII (6 août 1804). Portalis lui déclare qu'il est impossible de ne pas consulter les communes pour la nouvelle circonscription. (Sans doute l'archevêque craignait d'être gêné dans ses opérations par les avis des municipalités.) D'ailleurs, ajoute le ministre : « l'obligation de les entendre empêchera certains préfets d'être trop décisifs et trop tranchants dans la suppression des succursales ». L'archevêque se plaignait aussi de la faiblesse du traitement accordé aux succursalistes, puisque Portalis lui répliquait : « On vient à leur secours dans un moment de guerre où les nécessités publiques sembleraient ne devoir pas permettre à l'Etat de s'occuper d'objets particuliers. » Et : « Quand on aime la Religion et sa Patrie, on sent que l'on n'a besoin que d'être juste, pour reconnaître que le Gouvernement n'est que bienfaisant. » Enfin Portalis déclarait à M. de Cicé :

1. Décret du 11 prairial dans *Bulletin des Lois* de l'an XII. t. I^{er} de la 4^e série, n° 9. Le préfet des Bouches-du-Rhône aux sous-préfets, 27 messidor an XII, Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 1 ; *Recueil des circulaires*, t. I^{er}, p. 339 ; Dupont, *op. cit.*, p. 38-54 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 7, et Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 359-360.

« Vous observez qu'il faudrait également assurer un sort aux simples vicaires. . . . Avant tout, il faut voir ce qui est possible. »

Par contre la circulaire de Portalis qui maintient aux communes la faculté « de venir librement au secours de leurs pasteurs », cette circulaire encourage vraisemblablement M. de Cicé à écrire la lettre suivante au préfet du Var : « Il est bien évident qu'une somme de 500 francs ne peut fournir les moyens suffisants pour vivre à un prêtre ; et l'on doit s'attendre que les paroisses cesseront d'être servies en général, à moins que les communes ne votent un supplément. C'est ce que prévoit le ministre des Cultes lorsqu'il me marque que, *bien que les desservants ne puissent plus rien exiger des communes, cependant la défense d'exiger n'entraîne pas celle d'accepter des dons volontaires*. Sans ces suppléments les malheureux desservants seraient réduits, vu la retenue de leur pension, à la misérable somme de 200 livres. Il me semble que pour prévenir en partie la désertion dont nous sommes menacés, il est nécessaire de conserver aux recteurs ou desservants, sous le nom de don volontaire, les sommes votées en leur faveur jusqu'à présent par les communes au-dessus de 500 livres. La loi ne parle point des vicaires, mais ils sont indispensables. » Le gouvernement devait bientôt calmer les appréhensions du prélat et même, dirions-nous, combler ses désirs.

Le décret du 11 prairial visait à restreindre le nombre des fonctionnaires du culte paroissial. Dans sa sympathie pour l'Eglise, et par un retour à son imprévoyance passée, le gouvernement abandonna ces dispositions. Il laissa se créer à nouveau des succursales, dont la charge devait être rejetée d'abord sur le budget des communes, mais retomberait finalement sur le budget de l'Empire. Le 20 brumaire an XIII (11 novembre 1804) Napoléon écrivait : « Le ministre des Cultes présentera un projet de décret rédigé sur les bases suivantes. En exécution du décret du 11 prairial an XII le nombre des succursales dont les desservants jouiront du traitement annuel de 500 francs, est définitivement fixé au nombre de 24.000 pour tout l'Empire. Toutes les autres succursales que les évêques jugeront à propos d'établir de concert avec les préfets seront à la charge des communes. » Cette dérogation au prin-

cipe si récemment posé s'explique très bien par la date. Nous sommes à trois semaines du sacre et il y a là en quelque sorte un don de joyeux avènement offert au Souverain Pontife.

Peu après le sacre, le 5 nivôse an XIII (26 décembre 1804), l'Empereur tient sa promesse par ce décret : Article premier. « En exécution du décret du 11 prairial dernier, tous les desservants des succursales, dont l'état numérique. . . . est annexé au présent, toucheront à compter du 1^{er} vendémiaire an XIII le traitement fixé par l'article 4. — Article 2. Le paiement des desservants et vicaires des autres succursales demeure à la charge des communes de leurs arrondissements. — Article 3. Sur la demande des évêques, les préfets régleront la quotité de ce paiement et détermineront les moyens de l'assurer, soit par les revenus communaux et les octrois, soit par la voie des souscriptions, abonnements et prestations volontaires. » Ils « régleront de même les traitements des vicaires des succursales comprises au premier article du présent et les augmentations que les communes de ces succursales seront dans le cas de faire au traitement de leurs desservants ». L'article 4 fixait, comme l'avait déjà fait provisoirement le décret du 11 prairial, à 500 francs le traitement payé par l'Etat aux desservants qui tombaient à sa charge. L'état numérique annexé au décret fixait le nombre des succursales payées par l'Etat à 24.000.

Ce qu'il faut retenir de ce décret, ce n'est pas la prise en charge par l'Etat d'un grand nombre de succursales, car il n'y a là qu'une confirmation de la mesure édictée le 11 prairial an XII. C'est que l'Etat admet que puissent encore subsister, que puissent être créées à la charge des communes, des succursales, en surplus de celles dont il assume l'entretien. Et Portalis le comprenait si bien qu'en envoyant aux préfets le décret du 5 nivôse, il leur observait que l'article 2 qui laisse à la charge de communes l'entretien de leurs succursales ne fait tomber cette charge sur les communes que pour un peu plus du quart de la totalité des succursales. Il ajoutait qu'il ne fallait pas conclure de cet article « qu'on pourrait ériger de nouvelles succursales partout où les communes en assureraient les frais. Ces nouvelles érections ne doivent être proposées à Sa Majesté Impériale qu'avec une extrême prudence ».

Les communes vont avoir aussi à payer les vicaires, s'il s'en trouve dans les succursales qu'entretiendra l'Etat. Elles auront à faire face aux augmentations éventuelles de traitement des desservants payés par l'Etat. Observez en outre que c'est le préfet qui, sur la demande de l'évêque ou archevêque, *fixera* tout ce que les communes auront à payer au clergé. Il ne s'agit plus pour les municipalités de discuter, de se dérober. L'obligation est établie, un quantum sera prescrit. Il ne reste plus qu'à confier aux préfets les moyens directs d'exécution et de contrainte, ce que fera le décret du 30 décembre 1809.

On comprend que lorsque Pie VII s'autorise de sa venue au sacre pour demander que l'Etat fasse à l'Eglise des concessions nouvelles l'Empereur réponde : « Depuis le séjour de Votre Sainteté dans cette capitale, Sa Majesté s'est occupée du sort des ministres qui desservent les succursales, et par un décret du 5 nivôse dernier, 24.000 de ces ministres reçoivent chacun un traitement de 500 francs et des précautions sont prises pour garantir l'entretien et la subsistance de ceux qui ne sont point salariés par le trésor public et qui demeurent à la charge des communes ¹ ».

Mgr de Cicé dut en conséquence reviser le tableau des succursales de son diocèse et ceci de concert avec Thibaudeau et Fauchet. Dans les Bouches-du-Rhône, 111 succursales, dans le Var 139 tombaient à la charge de l'Etat. La principale difficulté rencontrée par l'archevêque dans son précédent travail de circonscription des paroisses disparaissait : il n'était plus nécessaire de faire cadrer exactement les paroisses proprement dites ou cures avec les cantons ou ressorts des justices de paix, et

1. Décret du 23 prairial an XII au *Bulletin des Lois*, t. I^{er} de la 4^e série, n° 5; Portalis à M. de Cicé, 18 thermidor an XII aux Arch. nat., F¹⁹ bis + 17, n° 1540; Cicé à Fauchet, Aix, 7 thermidor an XII, Arch. du Var, V 18; *Correspondance* de Napoléon, 20 brumaire an XIII, n° 8179; Décret du 5 nivôse an XIII au *Bulletin des Lois*, t. II de la 4^e série, n° 25 de l'an XIII; Napoléon au Pape (*Correspondance*, n° 8457). Circulaire Portalis aux préfets, 5 ventôse an XIII (Arch. nat. F¹⁹ bis 41, n° 4517).

Mgr Sicard dit: d'après les décrets du 11 prairial an XII et du 5 nivôse an XIII, un devoir s'impose aux évêques et préfets : obtenir des communes : 1° un traitement de 500 francs au moins (pension à déduire) pour les desservants non payés par le gouvernement (*Correspondant*, 1905, t. III, p. 228); nous ne voyons pas un mot de cela dans les deux décrets.

une succursale pouvait parfaitement se trouver à cheval sur deux cantons.

Le tableau nouveau dut présenter d'un côté les succursales à la charge du Trésor, de l'autre celles à la charge des communes.

Dans les Bouches-du-Rhône il y eut conflit entre le préfet et l'archevêque. Le préfet s'était en effet imaginé que toutes les succursales qui ne recevraient point de traitement du gouvernement devaient être supprimées. De cette erreur, naturellement Mgr de Cicé fut très mécontent.

Le tableau terminé pour le Var, l'archevêque le fit adresser par le vicaire général Florens à Fauchet en termes des plus aimables : « Notre prélat nous charge de vous témoigner le désir qu'il a que vous agréiez le travail que nous vous transmettons de sa part. Nous avons l'honneur de vous saluer respectueusement. » Fauchet n'en modifia pas moins le tableau par arrêté du 11 ventôse (2 mars 1805). L'archevêque se débattit. Fauchet écrivit à Portalis que le préfet seul connaissait « les communes qui sont en état de payer leurs desservants et celles qui ne le peuvent point ». Il ajoutait : « J'espère que M. l'archevêque ne continuera point à me faire des observations qui, sans avoir aucun but utile, retarderaient encore ce travail. » Il faut dire que le tableau dressé par lui fut vivement critiqué après coup au ministère comme dénotant trop d'initiative de sa part.

Fauchet se fonda sur le tableau qu'il avait corrigé, pour déterminer le 11 frimaire an XIV (2 décembre 1805), quelles augmentations de traitement des desservants payés par l'Etat devaient être supportées par les communes. L'archevêque alors se déclara pleinement satisfait. Probablement Mgr de Cicé est-il venu à résipiscence parce que le préfet déployait la plus grande ardeur pour obtenir des communes toutes les augmentations de traitement possibles pour leurs prêtres ¹.

1. Circulaire de Portalis accompagnant le décret du 11 prairial an XII (Arch. du Var, V¹⁸) ; Arch. nat., AF IV + 368 et F¹⁹ 479 ; Dupont, *op. cit.*, p. 56 ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 6 ; Florens à Fauchet, Arch. du Var, V¹⁸ et Fauchet à Portalis, 15 messidor an XIII, Arch. du Var, Registre n° 3 de Correspondance ; Cicé à Fauchet, 19 messidor, p. 415 du ms 262 ; Cicé à Fauchet, 21 janvier 1806 (Arch. du Var, V¹⁸). Le 11 frimaire an XIV Fauchet rectifie le tableau qu'il a dressé en l'an XIII le préfet au ministre de l'Intérieur, 2 déc. 1806, Arch. du

Le gouvernement fit plus. Assez fort pour ne plus craindre les récriminations des adversaires de la propriété ecclésiastique, pouvant aussi leur objecter l'institution des fabriques extérieures, il s'employa délibérément à reconstituer la fortune de l'Eglise. Un décret du 15 ventôse an XIII (6 mars 1805) restitua aux fabriques extérieures les biens et rentes non aliénés provenant des fabriques des anciennes églises collégiales. Un autre décret du 28 messidor (17 juillet 1805) attribua aux fabriques les biens non vendus des anciennes confréries. Mgr de Cicé en tira de suite argument pour réclamer le retour aux fabriques des rentes et fondations des anciens monastères qu'on pourrait découvrir.

Ajoutons que si l'on juge de l'ensemble du diocèse par le Var, le total des restitutions dont les décrets énumérés ci-dessus, firent bénéficier les fabriques, ce total fut absolument dérisoire : 867 fr. 20, voilà ce qui fut recueilli de ce chef dans le Var en 1806 ¹ !

III

On croirait que les lois du 11 prairial an XII et du 3 nivôse an XIII apportaient une solution définitive à la question de l'entretien du clergé paroissial. Il n'en fut rien. La mauvaise volonté des communes continuait à se manifester. Les tiraillements subsistaient dans les sphères gouvernementales entre le ministre de l'Intérieur, tuteur-né des communes, et le ministre des Cultes, protecteur naturel du clergé.

Var, 4^e registre de Correspondance). Le 18 juin 1806, le 3 mai 1807, alors que Fauchet a quitté le Var, Portalis critique amèrement son travail (Arch. nat., F¹⁹ bis + 121, n° 6144, F¹⁹ bis + 98, n° 8981).

1. Décrets du 15 ventôse et du 28 messidor an XIII dans de Champeaux, *Recueil général du Droit civil ecclésiastique*, Paris, 1852, 2 vol. in-8, t. II, p. 327, 329, 339, celui du 28 messidor aux Arch. nat., dans F¹⁹ bis + 53, n° 2969. Cicé à Portalis, 1^{er} fructidor an XIII, p. 420 du ms 262 ; H. Prélôt, *La législation des fabriques* dans Etudes S. J., t. LXVII, p. 103. Etat préfectoral du 1^{er} avril 1806, pour le Var, Arch. nat., F¹⁹ 479. Cf. Durand, *op. cit.*, p. 432-433.

Notons pour les Bouches-du-Rhône un décret du 9 brumaire an XIII autorisant le transfert à l'Eglise de Tarascon d'un immeuble acheté par un particulier en son propre nom mais pour l'Eglise avec le produit de quêtes (Arch. nat., AF IV 144).

L'archevêque ne marchandait pas son concours pour dissiper les difficultés. A propos des succursales maintenues ou établies nouvellement aux frais des communes, M. de Cicé reprit sa proposition favorite, d'unir celles qui étaient « vraiment indigentes », à d'autres « voisines et plus aisées », ou de « faire un rejet soit sur toutes les autres communes de l'arrondissement, soit sur toutes celles du département. » L'expédient fut agréé par le ministre de l'Intérieur et les préfets. Champagny écrivit en effet : « Je pense qu'on a mis les desservants à la charge des communes dans celles qui sont les plus riches et offrent le plus de ressources ». On s'arrangea aussi pour faire retomber les frais du culte paroissial dans la banlieue d'une ville sur le budget de la ville même. C'est ainsi que le traitement des desservants des petites communes de la banlieue de Marseille et de la banlieue d'Aix fut inscrit au budget des communes de Marseille et d'Aix pour 1806. Portalis écrivait également : « Les villes d'Hyères et de Grasse ont des revenus trop considérables pour ne pas payer elles-mêmes leurs desservants. » Enfin Portalis pesa sur l'administration préfectorale pour qu'elle obligeât les communes à voter une augmentation de traitement aux desservants payés soit par elles, soit par l'Etat. Le ministre spécifiait cependant ces réserves qui font sourire « mais sous la condition expresse que ces augmentations et suppléments ne pourront avoir lieu qu'autant qu'ils seront votés par le conseil municipal et pourront être prélevés sur les revenus établis ou à établir des communes, ou à défaut fournis librement et volontairement par les habitants sans aucune contrainte ni coaction ¹ ».

Mgr de Cicé d'autre part pressentit et s'efforça de détourner une conséquence possible et néfaste pour le clergé de la loi du 11 prairial. Les communes dont le desservant était maintenant à la charge de l'Etat n'allaient-elles pas réduire ou supprimer les subventions qu'elles accordaient naguère ? La commune de Marseille par exemple pouvait être tentée de supprimer le crédit inscrit au budget municipal en faveur de ses succursalistes, crédit qui, nous l'avons dit, leur accordait un traitement double

1. Cicé à Champagny, 8 nivôse an XIV, Arch. nat., F¹⁹ 409, 446, 479 et E. Dupont, *op. cit.*, p 57-58.

de celui qu'allait leur donner l'Etat. A cette préoccupation répondait la circulaire déjà citée de Portalis qui autorisait les communes à maintenir leurs « bienfaits » au clergé. Mgr de Cicé s'empessa donc de porter cette circulaire, le 2 fructidor an XII, à la connaissance du clergé marseillais. L'éventualité qu'il redoutait fut ajournée à Marseille, peut-être grâce à cette intervention. Il en fut autrement dans le reste des Bouches-du-Rhône. « Les préfets ayant mandé dans les communes qu'elles ne devaient plus rien donner pour les ministres du culte, elles ont en conséquence rayé tous les articles des budgets qui les concernaient. » L'archevêque s'en plaignit amèrement et, en avocat habile à colorer la vérité, il ajouta : « Lorsque les desservants n'avaient rien du Gouvernement, nous étions parvenus jusqu'en l'année XII, à obtenir des communes, ou des fonds ou des mesures qui en annonçaient prochainement ¹. »

Mais l'application de la loi du 3 nivôse an XIII souleva bien d'autres difficultés car le prélat, non content de réclamer le maintien de toutes les subventions votées par les communes au clergé paroissial antérieurement au nouveau régime, le prélat, disons-nous, demanda un minimum de 1000 francs de traitement pour tous les desservants. Ce traitement minimum serait réalisé par l'appoint des budgets communaux ajouté aux émoluments que consentait l'Etat, ou, par l'effort exclusif du budget communal dans les succursales non entretenues par l'Etat.

Les sommes demandées par Mgr de Cicé pour le traitement de ses prêtres étaient inférieures à celles proposées par le cahier de doléances du clergé de Bordeaux en 1789, et étaient inférieures, comme le fit remarquer le prélat, aux 1.500 francs votés par la Constituante pour chaque paroisse. Mais la Constituante ignorait les desservants. Au surplus le clergé n'obtint de tels avantages qu'au cours du XIX^e siècle. Un suffragant de Mgr de Cicé, Périer d'Avignon, ne réclamait pour les desservants que 800 francs.

Le préfet du Var réduisit les chiffres proposés par l'archevêque à 250 francs pour les desservants, 300 francs pour les vicaires : Avec ce qu'ils ont par ailleurs (casuel, logement et

1. Cicé au ministre de l'Intérieur, 8 nivôse an XIV (29 décembre 1805), aux Arch. nat., F¹⁹ 409. Sur le diocèse de Bordeaux, cf. Lyonnet, *op. cit.*, t. II, p. 395 et Sicard, dans le Correspondant, 1905, t. III, p. 231.

jardin ou indemnité y correspondant), cela ferait bien, expliquait-il, 1.000 francs pour les uns et 750 francs pour les autres. D'ailleurs, ajoutait le préfet, « les communes ne peuvent faire plus ».

Il semble que le ministre de l'Intérieur lui-même trouva Fauchet un peu parcimonieux. Le préfet du Var, sur lettre du ministre et sur les réclamations de l'archevêque, admit par arrêté du 11 frimaire an XIV (2 décembre 1805) que les desservants appointés par les communes, soit 52 dans le Var, recevraient 500 francs, y compris la pension ecclésiastique, plus 300 francs d'augmentation « non compris les droits casuels ainsi que le logement et le jardin ». Les desservants payés par l'Etat, soit 139, verraient une somme de 250 francs ajoutée par la commune aux 500 francs qu'ils toucheraient de l'Etat ; le casuel, le logement et le jardin en sus. On aurait ainsi pour « chaque desservant un revenu annuel d'environ 1.000 francs ». Les vicaires seraient payés par les communes et Fauchet attribuait 400 francs par an à ceux des villes de plus de cinq mille âmes, 300 francs aux autres. Le traitement des premiers allait être amputé de 100 francs par le ministre de l'Intérieur, comme on le verra plus loin.

Ces chiffres furent adoptés aussi pour les Bouches-du-Rhône, mais Thibaudeau ne régla la question qu'avec lenteur : en décembre 1805, il n'avait encore rien demandé aux municipalités des campagnes. Du moins, au 16 septembre 1806, Portalis le félicitait de la façon dont il était parvenu « à trouver des ressources et à satisfaire autant que possible aux intentions bienfaisantes de Sa Majesté en faveur de la religion et de ses ministres ».

L'archevêque cependant ne fut point du tout satisfait. Le 8 nivôse an XIV (29 décembre 1805), il réclamait et dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var, un « traitement uniforme minimum » de « 1000 francs pour chaque desservant, non compris le logement, les meubles et le jardin ». En effet, disait-il, le casuel était « presque nul » dans le diocèse, « hormis les principales villes, et il fallait 1.000 francs à cause du prix des denrées qui, à l'exception du vin, sont beaucoup plus chères ici que partout ailleurs... Le prix du pain est ici en général double de celui de la capitale... Enfin on ne pourrait se flatter de

s'assurer d'un domestique pour toute l'année pour la somme de 1.000 francs. »

L'archevêque demandait aussi sur le budget communal une subvention de 1.000 francs au moins pour chaque curé. « L'Assemblée constituante avait réglé 1.500 francs par paroisse ; et depuis le temps tout est augmenté de prix... Il est des paroisses qui exigent un plus fort salaire, lorsque leur étendue occasionne de plus grandes fatigues et qu'il faut un cheval pour porter les sacrements. C'est à quoi avait pourvu la Déclaration de 1786. » Enfin le traitement des vicaires « ne peut se monter à moins de 400 livres ». Sans doute la contribution correspondant à ces chiffres sera une charge pour les communes, mais cette charge sera « grandement inférieure à ce que produisait la ci-devant dîme ».

Naturellement ces revendications furent mal accueillies en haut lieu. L'archevêque prenait pour boucs émissaires les préfets de son diocèse. Il constata ensuite que le vrai coupable était Champagny, le ministre de l'Intérieur, tout comme dans l'affaire de la réduction des crédits votés par le Conseil général des Bouches-du-Rhône. Dès la fin de l'an XIII, plus délibérément encore dans le budget des communes pour 1806, Champagny fit des coupes sombres au travers des chapitres consacrés à l'entretien du clergé paroissial. Les délibérations dans les communes où une succursale n'avait été érigée qu'après la nouvelle circonscription n'étaient pour le ministre que « simple avis ». Les vicaires n'eurent droit, de la part de leur municipalité respective, qu'à 300 francs. Ceux des villes étaient réduits au même taux que ceux des campagnes, attendu qu'ils pouvaient compter sur un plus gros casuel. C'est ainsi que dans le Var, les cinq vicaires de Draguignan virent rayer les suppléments de 500 francs du traitement que leur accordait la municipalité, et que ceux d'Hyères eurent une déconvenue analogue. D'autre part à la fin de 1806, le ministre de l'Intérieur, réalisant les craintes de l'archevêque, supprima dans le budget de Marseille la moitié de la subvention votée au clergé des paroisses urbaines, la totalité des crédits concédés au clergé de la banlieue.

En agissant de la sorte, M. de Champagny se montrait plus rigoureux que ses préfets. Celui du Var, par exemple, intercéd-

dait au ministère pour demander le rétablissement des subventions annulées. Il pesait sur des communes non démunies de ressources mais récalcitrantes, pour les obliger à augmenter de leurs deniers le traitement donné à leur desservants par l'Etat ¹.

La colère s'empara de Mgr de Cicé à la vue des décisions administratives. Il s'en prit alors à la fois aux préfets et au ministre de l'Intérieur. Il écrivait en confidence à Portalis : « Il semble qu'on veuille rendre impossible le service du culte en cette contrée, je ne conçois pas qui a pu suggérer de pareilles mesures à M. de Champagny. On dit que tout cela s'est traité entre notre préfet et M. Regnaud de Saint-Jean d'Angély. Il se trouve cependant en tout ceci une étrange contradiction entre les mesures excitées par Votre Excellence et le tableau des paroisses laissées à la charge des communes en exécution du décret du 5 nivôse... d'une part, et les dispositions financières et funestes du ministre de l'Intérieur dont l'effet serait de supprimer par le fait une cinquantaine de paroisses de mon diocèse. »

Hardiment l'archevêque portait ses doléances à Champagny même : « C'est avec un regret infini que j'ai vu que Votre Excellence n'avait pas cru pouvoir obtempérer à mes représentations sur le traitement des ministres du Culte dans le Var. J'ai rempli mon devoir en vous exposant avec sincérité la situation. »

1. Arch. nat., F¹⁹ bis + 29, n° 7282, F¹⁹ 479, Cicé à Fauchet, 8 nivôse an XIV : demande de 1.000 francs minimum. Le cahier du clergé de Bordeaux déjà cité demande 1.800 livres pour chaque curé, 900 pour chaque vicaire (il n'y a pas alors de desservants). Cicé à Thibaudeau, 10 floréal an XIII. Les curés ont de 600 à 800 francs sous la Restauration, de 800 à 1.200 en 1849 et 1500 francs pour la 1^{re} classe ; les desservants peuvent arriver à 900 francs à partir de 1858, à 1.300 fr. à partir de 1863. Les vicaires, eux, recevaient en 1878, 400 francs dans les villes au-dessous de 5.000 âmes, rien dans les autres (Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, p. 193). Fauchet à Portalis, 24 messidor an XIII, Arch. du Var, Registre n° 3 de correspondance ; Arrêté Fauchet, Arch. du Var, registre n° 18 d'arrêtés du préfet, f° 457 v° et Arch. nat., F¹⁹ 479.

Cicé accuse Fauchet auprès de Champagny, le 8 nivôse an XIV ; il s'en prend à Thibaudeau dans une lettre aigre-douce à ce dernier, Aix, 3 août 1806, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁵ 11 ; Fauchet à Champagny, 9 prairial et 14 messidor an XIII, 16 juillet 1806, Arch. du Var. reg. de correspondance du préfet n° 3 et n° 4 ; Arrêté de Fauchet, 26 août 1806, obligeant la commune de La Gaude à payer 200 francs de supplément annuel au desservant appointé par l'Etat, *ibid.*, registre d'arrêtés du préfet, n° 19. — Circulaire Champagny du 18 juin 1807 sur les délibérations de municipalités assimilées à un simple avis dans *Recueil de Circulaires*, t. II, p. 42 ; Cicé à Portalis, 1^{er} janvier 1807, Arch. nat., F¹⁹ 335 ; Cicé à Champagny, 10 mai 1806, *ibid.*, F¹⁹ 479. Voir aussi Dupont, *op. cit.*, p. 34.

Et : « Je prévois que la modicité du traitement portera préjudice au service et sera pour les familles un motif de répugnance à laisser leurs enfants entrer dans l'état ecclésiastique. La considération des facultés des communes est sans doute à consulter lorsqu'il s'agit d'amélioration ; mais il n'en est pas de même quand il s'agit de pourvoir à l'absolu nécessaire. » Sans plus dissimuler il attaquait directement le ministre. « La réduction que Votre Excellence a faite sur le payement des vicaires dans les gros lieux a produit une vive et pénible sensation. C'est là surtout qu'il importe de fixer de bons sujets. Votre Excellence a supposé qu'ils trouvaient dans le casuel des ressources suffisantes, mais il n'en est pas ainsi dans toutes les grosses communes, si j'en excepte toutefois la ville de Toulon. »

Rien n'y fit. Même le ministre de l'Intérieur maintint à cinq centimes le maximum des centimes additionnels auxquels les communes pourraient recourir pour équilibrer leur budget, précaution qui ne pouvait que les fortifier dans leurs tendances à accorder au culte le moins d'argent possible.

Chose curieuse. La conception de M. de Champagny n'était pas celle de Napoléon. D'après l'Empereur les communes n'avaient que trop de ressources, ne savaient comment les employer utilement et rien ne s'opposait à ce qu'on mit à leur charge la plus grosse part des frais des services généraux de l'Empire. Il semble bien que l'archevêque d'Aix avait reçu en haut lieu des révélations sur le véritable état d'esprit du souverain, et s'en autorisait pour se consoler des difficultés présentes par la perspective d'un avenir meilleur, car il écrivait à Thibaudeau le 3 octobre 1805 : « Si la situation du Trésor public l'avait permis, l'Empereur aurait pourvu au traitement de toutes les succursales, et nous sommes assurés qu'il est dans la disposition d'y pourvoir aussitôt que les circonstances le permettront. »

En attendant, au cours de l'année 1806, du fait de toutes ces contestations et malentendus, la situation ne fit qu'empirer.

M. de Cicé se plaignant que ses desservants ne recevaient rien des communes, Portalis déjà, le 22 frimaire an XIV (17 décembre 1805), avait relancé les préfets du Var et des Bouches-du-Rhône : il faut, leur écrivait-il « satisfaire, autant qu'il dépend de vous, aux vues de M. l'archevêque en faveur de la religion

et de ses ministres ¹ ». Même Portalis, sachant combien les préfets étaient accessibles aux instances des évêques, rappela que sous l'Ancien Régime les intendants autorisaient de leur propre chef les dépenses et les levées communales et il exprima le vœu que l'on concédât la même latitude à l'administration préfectorale. Singulière interprétation des méthodes de centralisation instaurées depuis le 18 brumaire et des règles de discipline établies dans la hiérarchie des hauts fonctionnaires, du ministre au préfet ! En même temps on aurait décidé que les communes ne pouvaient se refuser à pourvoir aux frais du culte, le culte étant un service public. Le Conseil d'Etat, le Tribunal, Cambacérès s'insurgèrent contre cette doctrine.

Au reste on s'explique que Portalis ait cherché tous les moyens de solutionner les difficultés présentes. Nul n'en était responsable au même titre que lui. En vertu du décret du 11 prairial an XII, toute succursale inutile, c'est-à-dire non prise en charge par l'Etat, aurait dû être supprimée. Le ministre des Cultes au contraire avait fait autoriser par la loi du 3 nivôse an XIII l'épiscopat à en maintenir bon nombre qui avaient été laissées à la charge des budgets communaux. Même d'autres succursales avaient été créées postérieurement à la circonscription consécutive à la loi du 3 nivôse. Le ministre avait encore encouragé l'épiscopat à grever les budgets communaux de beaucoup d'autres charges. Les budgets communaux, par suite, pliaient sous le faix ².

Comme lors du régime pratiqué en l'an XI, si dans chaque commune la fixation du quantum à fournir soulevait des orages, la détermination du moyen de recouvrement de cette somme n'était pas un moindre sujet de contestation.

Dans certaines communes du Var, sur l'impossibilité d'asseoir

1. Lettres à Portalis, 1^{er} janvier 1807 et à Champagny, 10 mai 1806 ; lettre à Thibaudeau sur les dispositions de l'Empereur, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁵ 5 bis. Portalis aux préfets du Var et des Bouches-du-Rhône. Arch. nat., F¹⁹ bis + 54, n^{os} 6060 et 6001.

2. Voir rapport de Portalis de juin 1807 (*Rapports, discours, etc.*, p. 416). Qu'il y ait eu des succursales érigées après la nouvelle circonscription des paroisses, c'est ce que prouve la circulaire de Champagny du 18 juin 1807 déjà citée. Notez que Portalis, pour s'excuser, écrit : si on a porté le nombre des succursales à 33.142, il faut songer que « la Constituante avait laissé subsister 36.000 cures dans l'ancienne France, la Belgique, la Savoie, le comté de Nice » (Rapport du 12 avril 1806 dans Portalis, *Discours, etc.*, op. cit., p. 329.)

un supplément de contribution au profit du desservant, le préfet autorisa une souscription. Peut-être fut-ce cet exemple qui encouragea M. de Cicé à proposer un expédient dont, mal informé ou par tactique, il attribuait l'initiative au préfet de la Nièvre. « M. l'archevêque, écrivit Thibaudeau à Champagny, sollicite auprès de moi l'exécution pour ce département, des dispositions prises par le préfet de la Nièvre relativement au mode de paiement du traitement des vicaires et desservants, et qui font l'objet d'une circulaire adressée aux maires de son département, portant qu'ils dresseront sur-le-champ un état nominatif de tous les contribuables de la commune, qu'ils repartiront entre eux tous, au centime le franc de leurs contributions foncière et mobilière réunies, la somme de 300 francs qui formera désormais le supplément du traitement annuel du desservant, que cet état sera rendu exécutoire par le sous-préfet et qu'en conséquence le percepteur sera chargé de faire le recouvrement des sommes y portées. » Le préfet faisait d'ailleurs toutes réserves sur la légalité de ce procédé.

Le ministre répondit : il n'existe pas de semblable mode de recouvrement dans la Nièvre ; userait-on du procédé des souscriptions pour le traitement des ministres du Culte, nul ne pourrait contraindre les souscripteurs à s'exécuter. « L'arrêt du Conseil d'Etat du 23 prairial an XII, approuvé par Sa Majesté le 30, dit formellement qu'on ne pourra employer pour le recouvrement des souscriptions volontaires, que les mêmes motifs de générosité et de bienfaisance qui ont déterminé à les faire. » S'il est des communes érigées en succursales, postérieurement au décret de nivôse an XIII et que leurs municipalités délibèrent une augmentation du traitement au desservant, écrit encore Champagny dans une circulaire du 18 juin 1807, ces délibérations « ne forment point un titre en faveur des desservants... C'est un simple avis » et non point « un contrat, un engagement ». Naturellement Portalis adopta et soutint auprès de l'Empereur l'avis contraire et déploya pour le soutenir toute la subtilité de sa dialectique. « Une souscription volontaire a toute la force et tout le caractère d'un véritable contrat et d'un contrat synallagmatique, entre ceux qui fournissent leur argent et celui qui fournit son travail » et « les souscriptions volontaires ne sont appelées *volontaires* que parce qu'on n'est pas contraint de les

former. On est libre quand on souscrit, on est engagé quand on exécute. »

Il faut noter du reste qu'en Maine-et-Loire, sinon dans la Nièvre, le préfet Nardon le 19 novembre 1803 institua des centimes additionnels pour assurer un traitement aux desservants et que le gouvernement l'approuva ¹.

La détresse subsistait ainsi dans le clergé inférieur du diocèse de Provence. Plusieurs desservants, au cours de l'année 1806, désertèrent leur poste faute de moyens de subsistance. « Cela ne peut qu'occasionner des murmures contre le gouvernement » faisait observer l'administration préfectorale des Bouches-du-Rhône. Le fait était d'ordre général. Les desservants « sont dans la misère partout où les succursales sont à la charge des communes » écrivait Portalis à Napoléon à la fin de 1806 ².

Se trouvant de nouveau dans l'embarras, Napoléon, comme précédemment, charcha d'abord des moyens détournés de subvenir à l'entretien du clergé paroissial.

Le décret du 18 mai 1806 assura aux fabriques le produit de la location des bancs et des chaises dans les édifices consacrés au culte. Cette location se ferait suivant un tarif arrêté par l'évêque et le préfet. Le décret était rendu dans l'intérêt bien entendu de l'Eglise. Cependant le revenu des bancs et des chaises était déjà, dans nombre de diocèses, affecté au clergé. Dans le diocèse d'Aix, ce genre de revenu avait été assigné pour un tiers par l'archevêque aux prêtres de chaque paroisse. Il semble, qu'étant donnée cette situation, le gouvernement ait craint l'établissement par l'épiscopat, au profit du clergé paroissial, de taxes de compensation. Le décret spécifiait effectivement : « Les églises seront ouvertes gratuitement au public ;

1. Thibaudeau au ministre de l'Intérieur, 4 juin 1807, Arch. nat., F¹⁹ 409 ; Réponse du ministre, 2 juillet, *ibid.*, Rapport Portalis « sur les prestations volontaires des fidèles envers les curés » (2 juillet 1806) dans les *Rapports, discours, etc.*, p. 435. Autre du 17 juin 1807 (*ibid.*, p. 417). Sur le Maine-et-Loire, voir Uzureau. *Le denier du culte dans un grand diocèse il y a cent ans* (Questions ecclésiastiques, novembre 1908).

2. Cicé à Thibaudeau, 8 décembre 1805, Cicé à Champagny, 30 décembre (ms 262, p. 427, 431) ; Sicard, *Correspondant* de 1905, t. III, p. 228-234 ; Arch. nat., F^{1c} III, Bouches-du-Rhône, 7 ; Faber (*Notices sur l'intérieur de la France écrites en 1806*, anonyme, Saint-Petersbourg, 1807, in-8), t. I^{er}, p. 132, dit que le ministère de l'autel « n'a que privation et misère à offrir ».

en conséquence, il est expressément défendu de rien percevoir dans les églises et à leur entrée de plus que le prix des chaises ».

M. de Cicé dut en conséquence modifier son règlement sur les fabriques, le 21 mai 1806, et nous y reviendrons. Il profita, conformément à sa règle de conduite habituelle, de cette occasion pour réclamer à nouveau pour ses prêtres auprès de Thibaudeau. « Le nouveau règlement, écrivait-il, prive les curés et recteurs du produit du tiers des chaises. C'est encore une ressource de moins pour eux ».

Vint ensuite le 30 mai 1806 une mesure par laquelle le gouvernement attribua les églises et presbytères des succursales supprimées dans la nouvelle circonscription des paroisses, aux fabriques des paroisses ou succursales conservées.

Enfin, un décret du 19 juin 1806 ordonna de verser dans la caisse des fabriques le prix des services religieux qui grevaient des donations faites à des hospices et bureaux de bienfaisance ¹.

Ce n'étaient toujours là que des palliatifs, et à longue échéance. Napoléon se décida en fin de compte à réclamer un dernier sacrifice du Trésor public pour l'Eglise catholique. Par une coïncidence indéniable, la résolution qu'il adopta fut celle que Mgr de Cicé faisait pressentir au préfet des Bouches-du-Rhône plusieurs mois auparavant. Le 30 juillet 1806, l'Empereur dictait la note suivante pour le ministre des Cultes : « M. Portalis présentera mercredi prochain : 1° un état nominatif des cures par préfectures et sous-préfectures, en indiquant les différentes classes ; 2° l'état nominatif des succursales, également par préfectures et sous-préfectures, en distinguant les succursales à la charge du Trésor et celles à la charge des communes. Il fera connaître en marge de ces états, le montant de la pension dont jouit le titulaire, et ce que les cures et succursales coûtent au Trésor et aux communes. Il établira dans un rapport par lequel il proposera de mettre toutes les succursales

1. Décret du 18 mai 1806, aux Arch. nat., F¹⁹ 304 et *Bulletin des Lois*, n° 91, t. IV de la 4^e série. Jauffret (*op. cit.*, t. II, p. 120) donne une autre raison de l'ouverture gratuite des églises, mais elle ne vaut que pour Paris. Règlement sur les fabriques aux Arch. des Bouches-du-Rhône V³ 4 et Cicé à Thibaudeau, 10 juillet 1806, et 19 octobre, p. 462 du ms 26² et Arch. des Bouches-du-Rhône V³ 5 bis ; Décrets du 30 mai et du 19 juin 1806 dans De Champeaux, *op. cit.*, t. II, p. 354-355.

à la charge du Trésor, ce que coûterait cette disposition et le montant des pensions dont jouissent actuellement les succursales à la charge des communes. » Le Conseil d'Etat reçut mission d'élaborer un règlement définitif.

Le 2 juin 1807 la haute Assemblée aboutit à une formule claire, pratique, radicale. « Nulle succursale ne pourra à l'avenir être érigée en cure, nulle succursale ne pourra être établie au delà du nombre fixé par les états qui seront arrêtés . . . que sur la proposition de l'évêque diocésain, l'avis du préfet, celui du conseil municipal, et une information de *commodo et incommodo* et par un décret rendu sur le rapport du ministre des Cultes et l'avis de celui de l'Intérieur ». Quant aux succursales existantes, l'Etat se chargerait d'en payer les desservants. Portalis fit le 19 juin 1807 un rapport dans ce sens à Napoléon. Il invoquait naturellement des principes d'équité, de bonne administration pour légitimer une solution qui n'était devenue indispensable que par ses fautes et son imprévoyance. « Il importe que les ministres du Culte ne soient pas sous la dépendance des fidèles confiés à leur sollicitude et qu'ils ne soient que sous celle du gouvernement. Il importe de faire disparaître toute différence affligeante entre les ministres de la même religion et de les protéger tous également ; il importe que les communes soient toutes également convaincues que le gouvernement veut les faire jouir toutes du bien-être religieux comme du bien-être politique ».

Portalis mourut le 26 août, alors que la décision impériale n'était pas encore rendue. Mais le fils du ministre, chargé de sa succession par interim, était, comme on s'en assurera, encore mieux disposé que lui pour l'Eglise.

Le 3 septembre 1807 Napoléon demanda sur le mode de procéder un rapport à Cambacérès. Il admettait donc pleinement le principe de l'intervention de l'Etat. Il réclamait un tableau par département de toutes les cures et succursales, avec l'indication du nombre des succursales à la charge des communes dans le département. Il y a, écrivait-il, 36.000 succursales « arbitrairement et légèrement établies par nos préfets et nos évêques ». Ainsi l'Empereur se rendait compte de la faute commise précédemment et de son étendue. L'Empereur du reste n'insistait pas, car à tout prendre le premier responsable c'était

lui-même. Il continuait en déclarant que l'Etat en garderait 30.000. Comme par les dispositions législatives précédentes il salariait déjà les desservants de 24.000 succursales, il ne lui en resterait que 6.000 à payer en plus, « ce qui porterait la dépense à 2 millions ». Et, « par ce moyen, toutes les querelles finiront entre les communes et les succursaux, et ces derniers recevront tous un traitement de nous et seront immédiatement payés par nous ».

Le 16 septembre 1807 Napoléon précisa sa pensée. La réduction du nombre des succursales (de 36.000 à 30.000) sera opérée pour chaque diocèse par l'évêque et les préfets intéressés, agissant de concert. « Dans les paroisses ou succursales trop étendues, il pourra être établi des chapelles ou annexes. Ces établissements n'auront lieu que d'après une délibération de la commune, ou un engagement des plus forts contribuables de supporter la dépense. Les chapelles seront sous l'inspection du curé ou desservant. »

Le 30 septembre 1807, jour où, on l'a vu, Napoléon offre des bourses aux séminaires par décret, un autre décret prescrit que le nombre des succursales à la charge de l'Etat sera porté de 24.000 à 30.000, que toutes les autres succursales seront supprimées.

D'autre part un décret du 12 août 1807 autorise les fabriques à accepter les dons et legs n'excédant pas 300 francs en capital, sur simple approbation des sous-préfets.

Chose curieuse. Mgr de Cicé ne mit aucun empressement à dresser le nouveau tableau des circonscriptions ecclésiastiques de son diocèse. En conformité du décret du 30 septembre 1807, ce tableau aurait dû être rédigé huit jours après réception du décret. M. de Cicé l'avait fait incomplet pour le Var, il dut le refaire et il n'y apposa sa signature que le 13 mai 1808, après avoir reçu ce rappel à l'ordre du ministère : « aucune raison ne peut aujourd'hui retarder l'envoi qui tient en suspens l'Eglise entière de France ».

Le 16 novembre 1808, il n'avait pas encore passé à l'application.

Peut-être faut-il inculper de ce retard la santé de plus en plus précaire de notre archevêque. Doit-on admettre aussi que Mgr de Cicé ne se résignait point rapidement à une réduction

du nombre des succursales de son diocèse ? Ayant abaissé le chiffre de celles des Bouches-du-Rhône, il aurait augmenté d'autant le total des succursales du Var si le ministre l'avait laissé faire. Devant la défense venue de Paris, il fixa le nombre des succursales du Var à 174. Impitoyablement, le ministère arrêta à 139 le nombre des succursales pour chacun des deux départements : soit 28 en plus des 111 déjà entretenues par l'Etat dans les Bouches-du-Rhône, 33 ajoutées aux 104 naguère admises pour le Var.

On verra que l'application des nouvelles dispositions législatives devait réserver de nouveaux mécomptes et des difficultés imprévues. En tout cas les fluctuations, demi-mesures et contradictions par lesquelles avait passé le gouvernement en matière de budget des cultes, éclairent d'un jour singulier l'histoire administrative de ce régime napoléonien où, à en croire la légende, l'existence et le fonctionnement des services publics étaient impeccablement assurés ¹.

IV

La nécessité de réparer et meubler les églises, les presbytères, était elle-même une cause de difficultés. Et il fallait encore pourvoir aux frais du culte : achat d'ornements, de vases sacrés, de linges et parements d'autel. Les minces ressources des fabriques n'y pouvaient suffire.

Pour faire face à de telles dépenses, l'archevêque d'Aix, autorisé par l'arrêté consulaire du 18 germinal an XI et par le titre VIII de la loi de finances du 2 ventôse an XIII, avait demandé, avec l'appui des préfets, le concours des Conseils

1. *Correspondance* de Napoléon, n° 10566 ; Arch. nat., AF IV 1046 ; *Bulletin des Lois* de 1807, t. IV, n° 165 ; E. Dupont, *op. cit.*, p. 58 ; Rapport Portalis du 17 juin 1807 dans les *Rapports, discours, etc.*, p. 422 ; *Correspondance* de Napoléon, n° 13103, 13141, 13167 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 1 et Champeaux, *op. cit.*, t. II, p. 379. Le ministre des Cultes au préfet des Bouches-du-Rhône et à l'archevêque 23 mai et 1^{er} juillet 1808 : il s'étonne du retard dû à l'archevêque, Bibl. Nat., ms. nouv. acq. fr., n° 21256, f° 6 ; Arch. du Var, V¹⁵. — Circulaire d'application par l'archevêque, 16 novembre 1808, ms 262, p. 338. C'est le 7 mai 1808 que le ministre des Cultes réclame ainsi l'état des circonscriptions (Arch. nat., F¹⁹ bis + 79, n° 8938).

généraux intéressés. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône avait depuis lors, nous l'avons dit, répondu chaque année soit par un crédit global considérable pour les dépenses du culte, soit en spécifiant la somme affectée pour l'entretien et la réparation des églises et presbytères et pour l'achat des objets du culte, 6.000 francs par exemple le 23 germinal an XII.

On a vu que le ministère avait restreint considérablement les effets de la munificence de l'assemblée départementale pour l'an XIV, et naturellement toutes les dépenses du culte dans les Bouches-du-Rhône en furent également diminuées. Quant au Conseil général du Var, il faisait obstinément la sourde oreille sur ce point comme sur tant d'autres. En 1807 cependant il vota 6.000 francs pour frais du culte proprement dit¹.

Les budgets communaux, déjà astreints dans bien des cas à supporter traitements ou augmentations de traitement du clergé paroissial, avaient à fournir église et presbytère en bon état, avec meubles, avec jardin attenant, et tous les objets du culte. La charge était trop écrasante pour que les municipalités l'acceptassent de bon cœur, même après que le monopole des pompes funèbres conféré aux fabriques par le décret du 23 prairial an XII put fournir aux fabriques des ressources à affecter « à l'entretien des églises » (art. 23 de ce décret).

A Aix, Mgr de Cicé parvint à achever et consacrer l'église Saint-Jérôme, commencée un siècle plus tôt. Mais au 13 juin 1807, l'archevêque réclamait encore des réparations essentielles pour la cathédrale Saint-Sauveur.

A Marseille la municipalité se montrait, dans les débuts, de bonne composition. Le 23 pluviôse an XII (13 février 1804), le préfet Thibaudeau instituait une commission de cinq membres : conseillers municipaux, fabriciens et l'un des grands vicaires, pour examiner les travaux à entreprendre dans les églises de la commune, les frais indispensables du culte et les devis à

1. Le décret du 30 décembre 1809 énumérera ainsi les frais du culte : 1° ornements, vases sacrés, linge, blanchissage du linge, luminaire, pain, vin, encens, paiement des vicaires, sacristains, chantres, organistes, sonneurs, suisses, bedeaux, etc. ; 2° les honoraires des prédicateurs ; 3° l'entretien et la décoration de l'église ; 4° l'entretien du cimetière. Voir Cicé au préfet des Bouches-du-Rhône, 27 thermidor an XI, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹³ et 23 germinal an XII, *ibid.*, registre N^{1.3} ; Registre de 1800 à 1809 du Conseil général du Var, p. 139. (Arch. du Var).

établir. La commission réclama et obtint du Conseil municipal pour 20.000 francs de travaux dans les édifices consacrés au culte, pour 6.000 francs de linges, vases sacrés et ornements de toute sorte, 1.200 francs pour décorer la Majeure ou cathédrale : en tout pour 27.000 francs. Cette fois l'archevêque se montra pleinement content. Il remercia Thibaudeau avec effusion. Ce fut au tour du gouvernement de ne point être satisfait. Il refusa d'autoriser une si grosse dépense : 13.000 francs seulement furent employés sur le crédit voté. Le reste reçut une autre affectation, de façon assez mystérieuse du reste. En effet, l'archevêque prétextant le reliquat de crédit qu'il supposait subsister, réclama en 1806 pour 30.000 francs : le Conseil municipal s'aperçut que le reliquat de crédit n'existait plus ! Troublé, il ajourna toute nouvelle subvention.

L'exemple d'Aix et de Marseille n'entraîna point du tout l'esprit de sacrifice dans les autres communes des Bouches-du-Rhône. Elles mirent autant de constance à se dérober en face de cette nouvelle dépense, qu'à propos de toutes les autres demandes du clergé. On peut en juger par le cas d'Arquier, curé de Saint-Remy et correspondant de l'archevêque, c'est-à-dire un des plus notables pasteurs de la campagne. Servan écrivait à la date du 3 pluviôse an XII qu'Arquier n'avait pu « depuis huit mois obtenir un asile où reposer sa tête et recevoir ses paroissiens ; sans l'amitié ou la charité d'une parente qui lui a donné dans sa bicoque un chenil plutôt qu'une chambre, cet homme respectable aurait été réduit à une auberge, dans une ville où il est chéri et vénéré ¹ ».

1. Arch. nat., AFIV 1052 (rapport Thibaudeau, 15 frimaire an XII) ; Cicé à Thibaudeau, 10 floréal an XIII, Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 11 ; *Inventaire des richesses d'art*, t. III, p. 196 ; Fisquet, *France pontificale*, Aix, p. 260 ; Cicé au ministre de l'Intérieur, 13 juin 1807, ms 262, p. 497 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 54 ; Arch. commun. de Marseille, Registre du Conseil municipal du 2 brumaire an XIV au 29 mai 1806, f^o 277 (retour sur l'an XII). L'archevêque demande qu'on reconstruise l'église de la Trinité ou Palud, et Saint-Ferreol, qu'on répare Saint-Lazare ; on n'a qu'en location Saint-Vincent de Paul ou église des Réformés, Notre-Dame du Mont. Le Conseil décide d'acheter Saint-Vincent de Paul pour 24.000 francs à l'abbé Verbert qui l'a fait réparer ; mais le préfet refuse le 9 mars 1808 (Registre n^o 8 du Conseil municipal). Cicé au préfet, 10 floréal, Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 11, 13 mai 1806, délibération du Conseil municipal de Marseille, très importante (Registre déjà cité, *loc cit.*). Lettre Servan, Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 7 ; Arch. nat., F¹⁹ 409 : beaucoup de presbytères sont « malsains ou inhabitables », signale l'archevêque le 8 nivôse an XIV.

Dans le Var les difficultés furent aussi nombreuses, et cependant le préfet s'en tira à son honneur. Outre que les populations étaient, à leur ordinaire, mal disposées, certains ecclésiastiques se montraient sur cette question de caractère exigeant ; certains maires, combatifs à l'égard de leur curé ou desservant, lui cherchaient une querelle d'Allemand, etc.

Les villes seules se montraient généreuses. Toulon dépensait en 1807 la somme de 27.100 francs pour acheter l'église et une partie du cloître des Augustins, afin d'y placer la succursale de Saint-Pierre. Draguignan faisait en 1806 des démarches pour acquérir l'église des Minimes. Fauchet de son côté mit à la disposition de l'archevêque l'église non aliénée des Augustins à Brignoles et celle des Récollets à Hyères.

Fauchet, d'autre part, à force d'énergie, parvint à assurer à tous les prêtres le logement et le jardin ou une indemnité correspondante, à faire dépenser plus de 15.000 francs en réparations par les communes, à obtenir dans la mesure du possible les ornements convenables pour le culte ¹.

A qui appartenaient les églises et presbytères ? Aux communes suivant la loi du 11 prairial an III et les avis du Conseil d'Etat des 2 et 6 pluviôse an XIII. Le clergé se fondant sur les articles 71, 72, 74 des Organiques et sur divers arrêtés consulaires, ainsi que sur les décrets qui *restituaient* aux fabriques des biens aliénés ou qui leur donnaient les droits d'aliéner, d'acquérir, d'échanger, le clergé revendiquait déjà la possession de ces édifices. Ainsi naissaient de nouvelles complications. C'est pourquoi aussi Mgr de Cicé se plaignait au ministre de l'Intérieur que « dans beaucoup de paroisses du

1. Le préfet à Portalis, 20 fructidor an XII : il lui montre que les réclamations du desservant de Solliès-le-Pont sont fausses : « Il est bien étonnant d'après cela, que ce desservant se soit permis de réclamer auprès de vous, lorsque j'avais fait pour lui tout ce qui était en mon pouvoir » (Arch. du Var, 3^e Reg. de corresp.). Autre du 27 fructidor, qui prouve que tout a été fait pour satisfaire le curé de Saint-Tropez : « Il me paraît donc bien étonnant que le curé qui doit connaître ces dispositions ait pu vous adresser des plaintes. . . nullement fondées » (*ibid*). Le préfet au ministre de l'Intérieur, 23 ventôse an XIII : il défend un conseiller de préfecture qui a sommé le maire de Grasse de payer au curé une indemnité parfaitement exigible par ce dernier (*ibid*). Voir les arrêtés du préfet des 17 frimaire et 25 fructidor an XII : Arch. du Var, Registres 13 et 14 d'arrêtés du préfet ; le préfet au ministre de l'Intérieur, 22 septembre 1807 (Arch. du Var, 4^e reg. de correspondance). Arch. nat., F¹⁹ bis + 119, n^o 5869 ; F¹⁹ bis + 43, n^o 1607 et 46, n^o 8.

Var, les municipalités s'obstinent à conserver l'usage d'une portion des presbytères, soit pour elles-mêmes, soit pour leur greffier ou secrétaire ». Dans ce cas le ministre de l'Intérieur écrivait au préfet de voir s'il ne résultait de ce fait aucun inconvénient « soit pour la tranquillité dont le ministre du Culte doit jouir, soit pour la décence ou la commodité de son ministère¹ ».

Averti de la résistance qu'opposaient nombre de municipalités aux demandes d'entretien des édifices du culte, d'achat d'ornements sacerdotaux, etc., le gouvernement crut trouver une solution élégante au problème. La loi de finances du 25 septembre 1807 portait à l'article 22 : « Il sera fait un prélèvement de 10 % sur les revenus de toutes les propriétés foncières des communes telles que maisons, bois et biens ruraux, pour former un fond commun de subvention : 1° pour les acquisitions, reconstructions ou réparations d'églises ou édifices pour les cultes ; 2° pour acquisitions, reconstructions ou réparations des séminaires et maisons pour loger les curés ou desservants et les ministres protestants ». De la sorte, le revenu des communes riches en immeubles compensant la pénurie des autres, un prélèvement général opéré sur les unes et les autres donnerait la somme correspondant aux nécessités. La réalité devait être bien différente : la somme prélevée, déposée à la Caisse d'amortissement n'allait point excéder en 1809 le chiffre de 300.000 francs, inférieure de 4.500.000 francs aux prévisions, gouvernementales² !

Survint en même temps le décret du 30 septembre 1807 qui, s'il allégeait toutes les communes de l'entretien des succursalistes, édictait formellement l'obligation pour elles, en cas d'insuffisance des ressources des fabriques, de subvenir à l'entretien des édifices du culte et des logements du clergé. Les préfets recevaient le droit de prescrire aux municipalités les travaux indispensables.

Enjoindre n'est pas fournir des fonds. Par suite, à la fin de 1807 cet autre problème n'était pas résolu.

1. Sévestre, *op. cit.*, p. 311, note 1 ; Affre, *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*, p. 102, 139, 143, 187, 292 ; Aucoc, dans la *Revue critique de législation*, 1878, p. 120, ss. Voir lettres du préfet du Var, citées ci-dessus.

2. Dupont, *op. cit.*, p. 62-64 ; Napoléon à Cretet, 9 octobre 1807 (*Correspondance générale*, n° 13231).

V

Logiquement, le régime que constituait la prise en charge par l'Etat de l'entretien du clergé, ce régime avait sa répercussion sur le fonctionnement des fabriques. Du reste les fabriciens de Marseille réclamaient pour les fabriques le produit entier des chaises dont naguère un tiers avait été attribué par l'archevêque aux desservants, puisque les desservants étaient assurés maintenant d'un traitement. Portalis appuyait auprès de M. de Cicé cette réclamation. L'archevêque refondit donc son règlement sur les fabriques. Mais cette nouvelle rédaction fut refusée par le ministère. Mgr. de Cicé n'avait point stipulé que les curés et desservants devaient être ajoutés en surnombre au corps des fabriciens, ce qui dans les petites fabriques aurait permis à ces ecclésiastiques de constituer à eux seuls la fabrique. Il avait subordonné à son autorisation préalable toute action en justice des fabriques, par une suite de sa vieille méfiance pour la chicane : mais c'était à l'administration laïque et non à lui d'intervenir dans ce cas. Il avait restreint aux cérémonies publiques le cas où les autorités occuperaient « des places distinguées dans les églises », tandis que ce privilège ne comportait point de « restriction ». Le règlement remanié fut approuvé par l'Empereur le 21 mai 1806 et Mgr de Cicé le communiqua aux préfets en leur demandant leur appui pour le faire appliquer.

Ce règlement excluait bien curés et recteurs du produit des chaises. Par contre il leur assurait le revenu intégral « du luminaire des enterrements et services ». Un décret avait été rendu le 14 mai 1806 pour assurer l'accès du culte aux pauvres et interdire toute tarification arbitraire de l'entrée aux cérémonies, décret causé par un fait que Mgr du Belloy avait été le premier à blâmer : « Quelques fabriques de Paris portaient la cupidité jusqu'à exciter la curiosité publique par des cérémonies extraordinaires qu'elles entouraient d'accessoires capables d'attirer la foule. » Sans connaître encore ce décret, Mgr de Cicé stipulait que le prix des chaises ne serait que de « un demi-sol à la messe du prône » et qu'une place serait « soigneusement réservée pour les fidèles, qui ne louent pas de chaise ni de banc ».

Une quête aurait lieu à l'intérieur de l'église pour l'entretien du culte.

L'archevêque s'attachait aussi à maintenir son autorité sur la fabrique. Il réduisait en effet le nombre des fabriciens ; l'article 4 portait « le choix des nouveaux fabriciens sera... fait par nous, mais sur la présentation de trois sujets qui nous sera faite par le corps de la fabrique » tous les ans, en janvier ; les articles 18 et 21 confiaient au chef du diocèse l'autorisation et le contrôle des dépenses.

Le règlement contenait encore sur les associations pieuses, sur les quêtes de charité, des prescriptions très intéressantes, mais dont l'étude trouvera place plus loin.

L'archevêque voulut encore profiter des avantages nouvellement assurés aux fabriques pour donner l'essor à une œuvre des plus intéressantes. Reprenant une de ses pensées favorites d'avant la Révolution, pensée qu'avait eue d'ailleurs celui de ses prédécesseurs sur le siège d'Aix dont il suivait peut-être le plus volontiers les errements, M. de Brancas, il résolut d'assurer une retraite aux prêtres de paroisses devenus invalides. Son clergé, présentement, jouissait des pensions octroyées par la Constituante. L'archevêque, en vue de l'avenir, fonda une caisse diocésaine de retraites, à laquelle il affecta un sixième du produit de la location des chaises et bancs dans les églises.

L'idée eut un plein succès. Cette fondation fut grossie d'abondantes aumônes venant « de fidèles riches et pieux touchés de la conduite des prêtres envers leurs confrères souffrants ». Portalis, non content de l'approuver, l'étendit à tous les diocèses par un décret du 13 thermidor an XIII (1^{er} août 1805). L'institution fut d'autant plus utile, que Napoléon refusa catégoriquement en 1807 d'accorder des pensions de retraites aux ministres d'aucun culte¹. Plus tard, l'ancien secrétaire de Mgr de

1. Portalis à M. de Cicé sur le premier remaniement du règlement des fabriques, 10 thermidor an XIII (Arch. nat., F¹⁹ bis + 120, n° 4687, éclairé par F¹⁹ bis 117, n° 2606). Sur le décret du 14 mai 1806 voir Arch. nat., F¹⁹ bis + 122, n° 6645. Nouveau règlement sur les fabriques, envoyé aux préfets le 14 juin 1806, Archives des Bouches-du-Rhône, 73 V¹ (anc. V² 4). — Sur la caisse de retraites, voir Arch. nat., AFIV 1045; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 1; Fisquet, *France pontificale*, Aix, p. 260. — Sur Mgr du Belloy à Paris voir Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 58; Picot, *Annales littéraires et morales*, t. IV, p. 324; E. Dedé, *Les pensions ecclésiastiques sous l'Ancien Régime et jusqu'au*

Cicé, l'abbé Rey, devenu évêque de Dijon, imitera son exemple dans son diocèse pour assurer les vieux jours des ecclésiastiques réduits à l'inactivité.

D'autre part, on relève dans les méthodes administratives de l'archevêque, quelques traits assez curieux. Sans parler de son antipathie pour l'existence dans chaque paroisse de deux fabriques (extérieure et intérieure), on constate que lors de l'application du décret du 14 ventôse an XIII, « les biens et rentes des collégiales supprimées », que l'Etat restitua, furent réclamés par Mgr de Cicé pour l'église paroissiale du chef-lieu, et non pour les paroisses dans lesquelles se trouvaient ces biens et rentes. Pour exécuter le décret attribuant le monopole des funérailles aux fabriques, l'archevêque procéda de façon analogue. « Dans les grandes villes, rapporte Portalis à l'Empereur, il y a autant de fabriques que de paroisses et de succursales. Dans chaque ville, M. l'archevêque d'Aix a déterminé toutes les fabriques à établir un régime général pour administrer tout ce qui concerne les enterrements et pour partager ensuite le produit de cette administration proportionnellement aux besoins de chaque église. Par cette mesure les ressources que la sagesse de Votre Majesté a ménagées aux fournitures du culte et aux réparations des temples se trouvent réparties d'une manière équitable ». Ce que n'avouait pas l'archevêque d'Aix, c'est que peu à peu maintenant prenait corps dans son esprit une ambition nouvelle, souvenir de l'autonomie administrative qu'il possédait sous l'Ancien Régime et qu'encourageait sans doute la longanimité du gouvernement impérial : le désir de centraliser dans ses mains les revenus du patrimoine ecclésiastique de son diocèse pour les distribuer ensuite à sa convenance, suivant des besoins dont il serait seul juge. Il écrivait avec humeur au ministre des Cultes, tout en protestant qu'il ne pensait point à secouer aucun contrôle. « Il est bien important que l'on soit affranchi de la plupart des formalités qui ont lieu pour les dépenses communales. Les chapitres ayant à leur tête leur évêque méritent bien quelque confiance. »

Concordat dans la Revue des Questions Historiques, 1906, p. 582; Napoléon à Portalis, 14 août 1807, n° 13046 de la *Correspondance générale*. Sur Mgr de Brancas, voir livre II, chapitre III, p. 157 et livre VII, chapitre I.

Napoléon eut-il vent de cette tendance et d'une tendance analogue chez les autres membres de l'épiscopat ?

En octobre 1807 Napoléon s'avisa que la comptabilité des fabriques ne présentait point l'état complet des recettes du culte, que par suite il était impossible de préciser dans quelle mesure les fabriques avaient besoin pour subvenir aux frais du culte, de recourir aux budgets communaux. L'Empereur déclare que « des donations considérables sont faites aux ecclésiastiques », que « les droits de dispenses pour le carême et pour d'autres cas rapportent... dans certains diocèses plus de 100.000 francs », que ces droits de dispenses sont affectés par les évêques à leurs séminaires. Or, dit-il, « rien ne lui garantit une bonne direction » ; il veut « connaître l'état exact des choses et l'emploi des fonds ».

Le 22 octobre 1807, en effet, une circulaire ministérielle aux évêques portait : « Pour répondre aux intentions qui m'ont été manifestées par Sa Majesté, j'ai besoin de connaître avec précision les secours que vous avez obtenus des fidèles de votre diocèse pour les œuvres d'utilité publique ecclésiastique que vous avez pu établir. » La circulaire prescrivait la rédaction d'un tableau par colonnes où seraient mentionnés oblations, dons faits de la main à la main et l'intention du donateur, quêtes dans les églises ou à domicile, aumônes à l'occasion du jubilé et des dispenses pour le carême, etc. Comme si cela ne suffisait pas, une autre circulaire du 17 décembre demandait à chaque évêque : indiquer « avec précision et clarté le montant de tous les produits pécuniaires qui ont été versés entre vos mains ou celle de vos coopérateurs et appliqués par vous à des objets concernant le culte ». Il faut aussi, ajoutait la circulaire, un état détaillé de la dépense : « frais de votre secrétariat », « frais du culte de toute espèce », « frais du séminaire diocésain », et d'autre part une « situation financière du séminaire, année par année », une « notice de toutes les donations particulières ». De pareilles investigations ne pouvaient que choquer et alarmer l'archevêque d'Aix. Elles faisaient prévoir les mesures qu'énuméra le décret de 1809 sur l'organisation et le contrôle des fabriques.

Ne faut-il pas rattacher à celles des pensées de Mgr de Cicé qui étaient d'ordre administratif la demande qu'il adressa le

3 avril 1807, demande tendant à lui faire remettre « tous les états, registres, livres et autres papiers et documents relatifs à la religion, au culte ou à l'administration ecclésiastique qui existent parmi les différents dépôts nationaux qui sont sous la main de l'administration civile » ? Assurément Mgr de Cicé avait du goût pour le travail d'archives : il l'avait prouvé comme agent général du clergé de France avant la Révolution. Mais peut-être espérait-il trouver dans les actes qui lui seraient remis, des titres précieux pour appuyer telle ou telle revendication de l'Eglise concordataire de Provence sur les domaines et prérogatives de l'Etat ¹.

1. Sur les biens et rentes des collégiales, Cicé à Portalis, 17 février an XIII, ms 262, p. 405 : « En éparpillant le bienfait, dit encore l'archevêque, on le rendrait à peu près nul. » Portalis à Napoléon sur la centralisation du produit des enterrements, 18 vendémiaire an XIII, Arch. nat., AF IV 1045 ; Cicé à Portalis, 23 juillet 1806, ms 262, p. 466 : il propose que le compte des dépenses soit présenté tous les six mois par la fabrique au préfet. Napoléon, *Correspondance générale*, 19 octobre 1807, n° 13272. Circulaires ministérielles du 22 octobre et du 17 décembre 1807 aux Arch. nat. dans F¹³ bis + 33, n° 7336 et 48, n° 8517. Sur la demande de remise des documents voir ms 262, p. 488.

CHAPITRE V

L'action sacerdotale dans cette même période

I. L'évangélisation : catéchisme et missions. — II. La publicité du culte. — III. La police des sacrements et les questions controversées. — IV. La police du culte. — V. Les associations religieuses : confréries de pénitents, etc. — VI. Les congrégations hospitalières et enseignantes. — VII. L'intervention du clergé dans l'assistance par l'Etat et dans l'enseignement de l'Etat. — VIII. Résistances provoquées par le zèle du clergé. — IX. L'affaire Servat. — X. Intervention de Mgr de Cicé dans la vie politique et administrative des départements provençaux.

Parallèlement à son œuvre administrative, l'archevêque d'Aix de 1803 à 1807 poursuivit son action sacerdotale. Ce fut également tantôt en exploitant la teneur du Concordat et des Organiques, tantôt en éludant leurs intentions et leur portée, toujours en rétablissant de l'ancien culte tout ce qui agissait sur l'esprit des populations, tout ce à quoi elles étaient attachées. Ici encore l'Etat n'intervint que pour encourager pour ainsi dire l'initiative de l'archevêque.

I

L'apostolat et l'obligation d'en étendre l'action, d'y appeler le plus possible de collaborateurs continuent à figurer au nombre des préoccupations essentielles de l'archevêque d'Aix, quoique l'administration soit incontestablement son œuvre de prédilection.

Nous manquons d'éléments d'appréciation sur le catéchisme diocésain qu'il rédigea. C'est d'autant plus fâcheux que Rey, dans l'Oraison funèbre du prélat, écrit que ce catéchisme « aussitôt imprimé, sert de base à celui qui doit paraître, conformé-

ment aux intentions du chef de l'Eglise, ainsi qu'à celles du chef de l'Etat ». Il serait bien intéressant de savoir si, par exemple, la septième leçon du catéchisme impérial a été empruntée au catéchisme de Mgr de Cicé. On sait que dans cette septième leçon, en réponse à la question : « Quels sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon I^{er} notre Empereur ? » le catéchisme impérial énumère « l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône » et « des prières ferventes », tout ceci parce que Dieu a établi Napoléon « notre souverain, l'a rendu le ministre de sa puissance et son image sur la terre » et que Napoléon « est devenu l'oint du Seigneur ». On sait aussi qu'à la question : « Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre Empereur ? » le catéchisme répond : « Selon l'apôtre saint Paul, ils résisteraient à l'ordre établi de Dieu et se rendraient dignes de la damnation éternelle ». Assurément, si le mérite d'affirmations aussi précises et d'un loyalisme aussi intense revenait à Mgr de Cicé, il ne serait que juste de le proclamer. Mais nous n'avons pu, malgré toutes nos recherches à Paris, en Provence, découvrir un seul exemplaire du catéchisme de M. de Cicé. Ce n'est point étonnant, car lorsque le catéchisme impérial eut paru, le 4 avril 1806, il fut substitué partout aux divers catéchismes diocésains.

Du reste, l'abbé Rey est le seul à prétendre que le catéchisme impérial s'inspire de celui de Mgr de Cicé. Il est certain que, conformément à l'article 39 des Organiques, un catéchisme uniforme pour toute la France fut préparé au temps du Consulat et que la rédaction définitive en fut quelque peu ajournée par le passage du Consulat à l'Empire, ce catéchisme étant, dans l'esprit des gouvernants, destiné à « attacher la conscience des peuples à l'auguste personne » du chef de l'Etat et à « diriger cette soumission vers son véritable but ». Mais les divers témoignages attribuent à ce catéchisme, comme modèle, ceux de Bossuet et de Fleury et la composition de la septième leçon soit à d'Astros, soit plutôt à Caprara et Napoléon réunis.

Quoi qu'il en soit, son catéchisme une fois rédigé, Mgr de Cicé prit grand soin d'en assurer la vente exclusive dans son

diocèse et il mit en mouvement le ministre des Cultes, les commissaires généraux de police de Marseille et de Toulon pour poursuivre les imprimeurs, libraires et colporteurs qui, dans les Bouches-du-Rhône et le Var, mettraient en circulation un catéchisme autre que le sien ¹.

Ce droit de l'épiscopat à faire adopter d'office par prêtres et fidèles le catéchisme diocésain, fut étendu par un décret du 28 mars 1805 à tous « les livres d'église, les heures et prières ». La mesure était d'ailleurs conforme à l'uniformité de règle et de discipline exigible dans toute Eglise et au droit d'intervention du gouvernement en faveur de cette uniformité dans une Eglise d'Etat. Mais, dans son imprévoyance, l'autorité laïque allait ainsi au devant d'un conflit entre l'épiscopat et l'administration de la censure impériale. En effet le ministre de l'Intérieur en 1806 écrivit aux préfets une lettre où il défendait de rien laisser imprimer, par qui que ce fut, sans leur visa. L'évêque de Digne, qui était maintenant Mgr Miollis, demanda à son métropolitain Mgr de Cicé des renseignements sur le fait lui-même et sur la conduite à tenir : cette lettre, répondit l'archevêque, ne lui avait pas été adressée ni même communiquée. En attendant « Mgr ne pense pas qu'il y eût aucun évêque en France qui se fût soumis à cette sujétion qui entraverait le ministère. Mais en même temps si les évêques arrêtent des dispositions qui ont une connexion réelle et apparente avec la police et l'ordre public, il convient de les concerter avec les autorités civiles qui peuvent y concourir ou y former quelque opposition ; mais cela ne doit jamais entraîner la soumission à l'examen des instructions ² ». On retrouve ici la méthode chère au prélat : se retrancher derrière les principes, en particulier ici derrière le fameux : « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », pour ne rien abandonner des avan-

1. Rey, Oraison funèbre, p. 23, impr. dans Fisquet, *op. cit.*, p. 260. Sur la genèse du catéchisme impérial, voir Arch. nat., AF IV 1045 ; d'Haussonville, *L'Eglise romaine et le premier Empire, 1800-1814*, Paris, 1870, 5 vol. in-8, t. II, p. 257, ss. ; Portalis, *Rapports*, p. 364 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. I^{er}, p. 144 ; Napoléon à Portalis, 26 juillet 1806, *Correspondance*, n° 10551, 10566, 10619 ; Décret du 4 avril 1806, *Bulletin des Lois*, n° 86, 4^e série, t. IV ; Cicé à Portalis, 4 juillet 1807, ms. 262, p. 502.

2. Arch. nat., F¹⁹ 304 ; Cicé à l'évêque de Digne, ms. 262, p. 189, 16 juin 1806.

tages consentis par l'Etat à l'Eglise et, afin de réserver le fond, céder sur la forme.

Pour porter la bonne parole partout, le personnel ecclésiastique devait être développé, devait avoir accès dans tous les services publics. L'archevêque obtint de placer des aumôniers dans les forts de Marseille et du littoral. Napoléon promettait du reste au pape d'organiser l'aumônerie militaire. Seulement le général Cervoni ne permit pas l'entrée des forts de Marseille aux aumôniers nommés par le prélat, et le desservant placé à l'île Sainte-Marguerite à la fois comme prêtre paroissial et comme aumônier des prisons, fut obligé « par la misère » d'abandonner la place, malgré les réclamations pressantes de l'archevêque auprès du ministre de la Guerre et de Portalis, cela du moins jusque 1809.

Pour organiser l'apostolat dans son diocèse, l'archevêque recourut encore aux prédications et aux missions.

Les prédications pour les fêtes solennelles et pour les stations de l'Avent et du Carême étaient prévues par les Organiques (article 50) et le choix de l'orateur confié à l'évêque dans chaque diocèse. Dans ses règlements de l'an XI et de 1806 sur les fabriques, Mgr de Cicé délégua au Conseil de fabrique et au clergé paroissial le soin de proposer des prédicateurs et se réservait la décision définitive. Il appela de préférence des ecclésiastiques étrangers au diocèse. Parfois ces personnages, ignorant tout du pays et de la politique de tempérament du prélat lui valurent bien des tribulations. C'est ainsi que sur ses quatre orateurs de prédilection pour les stations de carême, Cafford du diocèse de Montpellier, Desmazure, Servat ancien carme du diocèse de Toulouse, Bouchon curé d'Hyères, les trois derniers au moins sinon les quatre, seront dans ce récit les héros d'incidents, d'incidents pénibles pour le chef du diocèse et pour eux-mêmes.

Les Organiques ne mentionnaient point de missions à l'intérieur des diocèses. Un peu partout elles furent instituées, et Portalis en 1806 faisait à l'Empereur leur apologie : elles étaient, dit-il, « très nécessaires au maintien de la religion », car « il est des fidèles qui ne donnent jamais leur confiance aux pasteurs locaux ». Napoléon était persuadé lui-même du bien qu'opérait cette institution et songeait à lui donner une

organisation définitive. Mgr de Cicé développa les missions dans les paroisses des campagnes durant l'hiver, saison où les cultivateurs ont des loisirs et sont retenus au village. Il choisissait ses missionnaires surtout à Aix et Marseille, laissant le détail de l'œuvre à un vicaire de Notre-Dame du Mont de Marseille, l'abbé Maillaguet. Plus tard il confiera ce service au P. Charles Bretenier.

Toutefois il fit aussi venir des prêtres du dehors pour ces missions, et pas toujours mieux choisis que ses prédicateurs. C'est ainsi qu'un de ses missionnaires à Aix devait être le P. Clos-Rivière dont la police politique vint troubler, nous l'avons dit, les méditations. L'archevêque, pour ces missions, fit rédiger des *Cantiques spirituels* en français et en provençal.

Aux missions intérieures se rattachaient pour l'archevêque d'Aix les missions à l'étranger, les terres lointaines à évangéliser n'étant pour ainsi dire, au point de vue spirituel, qu'une dépendance du grand port français de la Méditerranée. Napoléon par décret du 7 prairial an XII (27 mai 1804) rétablit la mission dite des prêtres Lazaristes ou des prêtres des Missions Etrangères, recrutés parmi les prêtres séculiers. Le 6 janvier 1807 l'Empereur plaça leur maison mère à Paris au n° 15 de la rue du Vieux Colombier, occupé jusqu'alors par les Sœurs de la Charité. Aussitôt Mgr de Cicé écrivit à Paris « qu'il serait au comble de ses vœux s'il voyait dans son diocèse » un établissement des Lazaristes. Nous n'avons rien vu qui nous permette d'affirmer qu'il obtint satisfaction ¹.

1. Thibaudeau à Pelet de la Lozère, 30 septembre 1808; Maire d'Aix à Thibaudeau, 25 septembre 1808, 9 octobre 1809 (Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 17) Portalis à Cicé, 14 juin 1806 sur les plaintes contre M. Cassord (Arch. nat. F¹⁹ bis + 39, n° 4038). Il s'agit probablement de Cassord car nous n'avons point trouvé de Cassord parmi les subordonnés du prélat. V. sur lui encore, p. 485 et 486, note 1. Portalis à l'Empereur sur les missions, 12 août 1806, dans *Rapports*, p. 329; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 60; Napoléon, *Correspondance*, n° 10566; *Cantiques spirituels des Missions, seuls approuvés par Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix, pour être en usage en son diocèse* (français et provençal), Marseille-Mossy, 1805, in-12.

Sur les missions étrangères, voir Napoléon, *Correspondance*, n° 8457 et 10566; Picot, *Annales littéraires et morales*, t. II, p. 387; *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 185; Cicé à Placiard, vicaire général de la congrégation de la Mission, rue du Vieux Colombier, n° 15, 26 juin 1807, ms. 262, p. 266.

II

Le désir qu'avait Mgr de Cicé de voir le culte s'affirmer publiquement de toute façon, reçut une nouvelle satisfaction en l'an XII par l'autorisation donnée aux ecclésiastiques de revêtir au dehors le costume sacerdotal. Les Articles Organiques (art. 43) n'avaient interdit le port de ce costume que par peur de manifestations hostiles. Mais la situation morale de l'Eglise s'était suffisamment fortifiée. Le 30 brumaire an XII (22 novembre 1803), à une demande de l'évêque de Versailles, Portalis répondait : le gouvernement « ne voit nul inconvénient à ce que chacun porte l'habit de son état. Rien n'empêche, en conséquence, que vous ne portiez la soutane violette dans toute l'étendue de votre diocèse. Les curés et desservants peuvent également porter la soutane qui leur est propre dans le territoire qui leur est assigné. C'est un moyen pour que les ecclésiastiques obtiennent le respect qui est dû à leur ministère ». Portalis par une seconde lettre au même, du 8 frimaire, étendait cette autorisation à « tous les ecclésiastiques sans exception ». Un arrêté du 17 nivôse an XII (8 janvier 1804) consacra officiellement cette innovation.

Encouragé, l'archevêque revint à la charge pour obtenir la publicité du culte dans Marseille. Afin de lui donner satisfaction, le consistoire protestant fut transféré à Sainte-Marguerite, localité infime de la banlieue de Marseille et, de la sorte, la publicité du culte pût être établie dans la ville même sans violer les Organiques. C'est la même solution élégante qui avait été appliquée à Lyon. Thibaudeau pense évidemment à cet incident quand il écrit de façon générale : « pour avoir la paix, les protestants d'après les suggestions de l'autorité consentirent à ce que la loi fût entièrement éludée, et à placer fictivement le siège des églises consistoriales dans des faubourgs ou dans des communes rurales ». Il est non moins certain que, par « suggestions de l'autorité », Thibaudeau vise Portalis. Mais la responsabilité du préfet est aussi grande que celle du ministre dans cette affaire. Permon écrit en effet au Grand Juge que l'archevêque l'a informé « qu'il avait écrit au conseiller d'Etat

préfet en faveur de la publicité du culte, que le conseiller d'Etat préfet lui avait témoigné entrer dans ses vues, et qu'il ne pouvait que s'y attendre d'après le transport du consistoire, et d'après les lettres ministérielles que le conseiller d'Etat et lui avaient reçues ». Donc, Thibaudeau, pour faire sa cour au ministre et à l'archevêque, s'est employé à tourner la loi à Marseille. Du reste la fiction légale fut respectée : l'on interdit la publicité du culte catholique à Sainte-Marguerite, du jour même où on l'autorisa dans Marseille !

C'est le 25 frimaire an XII (17 décembre 1803) que des ordres furent donnés dans ce sens. Le lendemain même le clergé sortait en surplus dans Marseille.

Au fond Portalis était d'accord avec le bon sens quand il déclarait que concéder une église consistoriale aux protestants dans une grande ville, ne devait point aboutir à « priver les catholiques de l'exercice des cérémonies extérieures de la religion », et le calme avec lequel la mesure fut accueillie donna tort aux appréhensions manifestées. Ajoutons que le culte protestant n'était qu'en apparence transféré à Sainte-Marguerite. Il était célébré dans Marseille même, rue Venture n° 10, maison Samatan ¹.

Le Gouvernement avait autorisé les processions des Rogations et de la Fête-Dieu. Il encourageait même les préfets et hauts fonctionnaires à y assister pour donner le bon exemple. Mais le réveil de la piété, la remise en honneur sous toutes les formes et partout des vieilles traditions, entraînaient les fidèles à vouloir davantage. A Tarascon le curé demandait deux processions pour la Fête-Dieu. Ailleurs on exigeait que la procession sortit des limites de la paroisse et si, d'aventure, le curé s'y opposait, les habitants, leur maire en tête, usaient de

1. Picot, *Annales littéraires et morales*, t. I^{er}, p. 392, 505 ; Arrêté du 17 nivôse an XII aux Arch. nat., F¹⁹ 479. Cf. ce qui se passe à Lyon : Picot, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 508, t. II, p. 44. — Sur la publicité du culte à Marseille, voir Archives des Bouches-du-Rhône. V¹ 8 (enterrement public par un desservant, encore interdit en frimaire an XII) ; Thibaudeau, *Histoire de la France et de Napoléon*, t. III, p. 418 (allusion évidente à Marseille), Permon au Grand-Juge, 25 frimaire an XII, Arch. nat.. F¹ 3659⁶, et F¹ 8410 ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 367 ; Bousquet, *La Major*, p. 588 ; Portalis au préfet du Rhône, 30 thermidor an XI, Bibl. de la ville de Lyon, ms 451, fonds Coste. Sur le culte protestant rue Venture voir Aug. Fabre, *Les rues de Marseille*, Marseille, 1869, 5 vol. in-8, t. IV, p. 192.

violence pour l'y contraindre. Mgr de Cicé n'assista que rarement à des processions, une seule fois à Marseille, semble-t-il, la faute en était sans doute à sa santé. Mais il craignait les effets d'un zèle excessif. Il interdit toute procession qui n'était pas « établie *ab antiquo* », ce qui du reste laissait assez de marge. Il écrivit à ses correspondants dans le diocèse. « Les processions hors des paroisses ont toujours présenté beaucoup d'inconvénients et d'abus, et surtout dans ce temps-ci il vaut mieux s'en abstenir. » Lui-même dénonçait à l'autorité laïque les maires et paroissiens trop osés. Il pria le préfet du Var de faire « connaître à tous les maires qu'ils ne doivent se prêter à aucune procession non autorisée ¹. »

L'Eglise, nous l'avons dit, avait intérêt à voir augmenter le nombre des fêtes : un intérêt moral, un intérêt pécuniaire. Mgr de Cicé s'avisa que l'Indult donné par le légat pontifical n'interdisait la célébration des fêtes supprimées que lorsque c'était absolument indispensable et que l'Indult avait indiqué au clergé le moyen d'arranger les choses. L'Indult ne stipulait-il pas que rien ne devait être innové « dans l'ordre et le rite des offices et des cérémonies qu'on avait coutume d'observer aux fêtes maintenant supprimées et aux veilles qui les précèdent » ? Et l'Indult avait reçu la consécration officielle. Les différentes dispositions de l'Indult se contredisant, le clergé avait donc les mains libres. C'est pourquoi, le même prélat qui dénonçait à l'autorité préfectorale un maire pour avoir voulu obliger le desservant à célébrer la fête patronale à l'ancienne date, au lieu de la renvoyer au dimanche suivant, Mgr de Cicé prescrivit : « On doit, en annonçant les fêtes ci-devant chômées, prévenir les fidèles que les travaux sont permis..., qu'il n'y a pas d'obligation à entendre la messe sous peine de péché, que l'Eglise néanmoins invite les fidèles à entendre la messe ces jours-là. » Sous cette forme la célébration des fêtes chômées reparut de tous côtés dans le diocèse et il en était de même

1. Portalis à Cicé, 17 juillet 1807. « Vous jugerez comme moi qu'il serait à désirer que les magistrats donnassent l'exemple d'assister à toutes les cérémonies du culte public » (Arch. nat., F¹⁹ bis + 38 n° 7070). Portalis à Cicé, 17 vendémiaire an XIII (Arch. nat., F¹⁹ bis + 37, n° 1704). Lettres de Cicé à divers, ms 262, *jam. cit.*, p. 172, 175, 256, 447 ; Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 198. C'est le 31 août 1804 que M. de Cicé se montre à la procession à Marseille, dans la paroisse Saint-Lazare (Bousquet, *La Major*, *op. cit.*, p. 588.)

partout, malgré les plaintes des préfets. La circulaire ministérielle du 30 nivôse an XI qui, nous l'avons vu, visait expressément les procédés détournés qu'employait maintenant M. de Cicé pour faire célébrer les fêtes supprimées, resta lettre morte.

De son propre chef, Mgr de Cicé rétablit dans Marseille la fête du vœu de Belsunce. Le 7 septembre 1720, lors de la peste de Marseille, sur l'invitation de Mgr de Belsunce, les échevins s'étaient engagés à consacrer la ville au Sacré-Cœur, tant que Marseille et les siècles dureraient, en réparation des crimes qui avaient attiré sur la cité « la colère et la vengeance du Seigneur ». Une procession générale eut donc lieu le 28 mai 1722 et la peste ayant cédé « le jour même de la consécration faite par l'évêque », la procession fut reprise chaque année, le jour de la fête du Sacré-Cœur. Puis la Révolution la fit abandonner. Le 11 mai 1807 l'archevêque d'Aix écrivit au Conseil municipal de Marseille pour lui rappeler le vœu solennel fait par la commune sur l'invitation de « son illustre et respectable prédécesseur » et quelles causes avaient fait tomber cette solennité dans l'oubli. Il exprimait l'espoir qu'elle serait remise en honneur, étant donné la piété bien connue des Marseillais. On pourrait commencer dès cette année, « l'époque de cette cérémonie ne devant avoir lieu, suivant son institution, que le vendredi dans la semaine de la Fête-Dieu ». La municipalité donna son entier assentiment aux vues de Mgr de Cicé. Celui-ci rendit donc une ordonnance fixant au vendredi 5 juin suivant la reprise de la cérémonie. Dans cette ordonnance, à propos de la célébration du vœu de Belsunce, on lisait : « Rien sans doute que le fléau de notre révolution ne pouvait l'interrompre. » Le préfet approuva la décision de l'archevêque le 2 juin.

La fête eut lieu à la date fixée. Mgr de Cicé avait prescrit qu'elle ne serait point chômée ; il avait choisi un des jours de l'octave de la Fête-Dieu ; il avait déclaré qu'il *ne voulait pas* qu'aucune autorité assistât à la procession, alléguant que « ce n'était point l'usage du temps des échevins ». Autant de précautions pour enlever à la cérémonie son caractère de fête officielle et d'innovation. Il y eut d'abord une messe célébrée au nouveau monastère de la Visitation en présence du maire. Après quoi le maire et le secrétaire en chef de la mairie déposèrent sur l'autel, pour être brûlé devant le Saint-Sacrement,

un flambeau du poids de un kilogramme, surmonté de l'aigle impérial et du mot « Massilia ». La soirée vit se dérouler une procession générale, où l'on remarquait non seulement l'absence des autorités mais celle de l'archevêque soi-disant malade. Tout se passa « avec beaucoup d'édification » et à la grande joie de la population.

Permon, le commissaire général de police, n'était point homme à se laisser égarer par les habiletés de l'archevêque, ni même à s'incliner devant la sanction préfectorale. Si Thibaudeau avait ratifié l'initiative de l'archevêque, ce n'était, dit Permon, que par « mesure de prudence » et un refus de sa part aurait fait beaucoup trop crier. Observons en passant que de semblables traits sont à l'encontre de la légende qui représente les préfets de Napoléon comme très dédaigneux des revendications de l'opinion publique dans leur département. Si l'archevêque, continuait Permon, avait multiplié les précautions pour enlever à la cérémonie tout caractère officiel et toute apparence d'innovation, elle n'en était pas moins en complète opposition avec la disposition des Organiques qui exigeait l'autorisation gouvernementale pour toute fête nouvelle. Permon exposa l'affaire au ministre de la Police et conclut par ce dilemme : ou il y avait lieu à une fête légale et les autorités auraient dû y être invitées, ou il n'y avait pas lieu de risquer cette nouveauté. Naturellement les bureaux de Fouché soutinrent Permon. L'acte de M. de Cicé fut qualifié par eux d'abus.

Tout ce fracas ne fut suivi d'aucun effet. Et sans doute faut-il en rendre grâce à l'intervention de Portalis qui, pour approuver l'archevêque, n'hésita pas à trouver un argument assez imprévu. J'ai reçu, lui écrivait-il le 15 juin 1807, « l'arrêté par lequel vous autorisez le rétablissement du vœu de la ville de Marseille relatif à la cessation de la peste en 1720. Vous ne pouviez certainement rien faire de plus agréable pour cette ville. La cérémonie religieuse présente un intérêt politique qui ne vous a point échappé, car elle avertit les officiers de santé de se tenir sans cesse sur leurs gardes contre un fléau dont les suites sont si terribles ¹ ».

1. Sur l'Indult pour la réduction des fêtes, voir Thibaudeau, *Histoire de la France*, op. cit., t. III, p. 420; Cicé à Savornin, curé de Vence, 30 avril 1806,

A part cette disposition à ne point tenir toujours compte des prescriptions légales, l'archevêque savait faire la part des nécessités en matière de publicité du culte et n'était point enclin aux pratiques entachées de superstition. On le vit approuver le ministre de l'Intérieur qui recommandait en cas d'épidémie la suppression de la sonnerie si impressionnante du glas. A des curés qui réclamaient des prières publiques contre les chenilles, il répondait : « à condition que les habitants se livrent aussi à l'échenillage » ; en effet, « nous ne devons pas attendre les bienfaits de la Providence en nous tenant nous-mêmes les bras croisés, d'autant que la condition imposée à l'homme depuis Adam est de n'obtenir les fruits de la terre que par le travail ¹ ».

La publicité du culte subissait des restrictions tant que demeurait en vigueur l'article 44 des Organiques : « Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque. » La mesure n'avait plus de portée contre la Petite Église, celle-ci étant tombée dans l'oubli. D'un autre côté les grands propriétaires nobles ou bourgeois, qui dans l'ancienne Provence avaient l'habitude d'ériger un oratoire sur leurs terres, mettaient leur amour-propre à obtenir sous le nouveau régime la restauration de ce culte privé. Mgr de Cicé tantôt exploita l'article 44, se faisant concéder par décret l'ouverture de nombreuses chapelles, vingt d'un seul coup dans les

ms 262, p. 172 ; Cicé à Thibaudeau, 12 juillet 1806 M¹⁵, Arch. des Bouches-du-Rhône. — Sur les fêtes et l'affaire Belsunce voir en particulier Arch. nat., F⁷ 3659⁶, F¹⁹ bis + 31 n° 6588, et Picot, *Mélanges de philosophie*, t. III, p. 41. — Sur l'observance partout des fêtes supprimées, cf. Arch. nat. AF IV 1500 et F⁷ 3651 ; F¹⁹ bis 10 n° 886. Cf. Portalis à Cicé, 22 pluviôse an XII et 17 avril 1806 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 118, n° 4068 et 45 n° 3689) Cf. Rœderer : *Œuvres*, t. III, p. 482, Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 195, Napoléon au Pape, 30 ventôse an XIII ; à Portalis, 5 mars 1807 (*Correspondance*, n° 8457 et 1193⁶).

1. Déjà à Bordeaux, M. de Cicé se montrait large sur ce point (voir p. 250^f). Il écrira en 1809 : « C'est dans les campagnes que résident principalement tous ceux qui ont besoin des travaux... et c'est pour ceux-là que les fêtes ont été tant réduites (ms 262, *jam. cit.*, p. 314) et, en 1808, il flétrira « ce zèle immodéré auquel on me savait mauvais gré d'opposer une faible digue », et « l'abus qui ne tend à rien moins qu'à prostituer les choses les plus saintes et à réduire toute la religion aux pratiques extérieures » (ms 262, *jam. cit.*, p. 298). Cf. Cicé, 5 et 30 avril 1806, ms 262, p. 160, 171 ; Cicé au préfet, 11 février 1806, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 15.

Bouches-du-Rhône, tantôt tourna la loi de façon experte : il accordait des permissions provisoires d'ouverture, en attendant « l'autorisation définitive du gouvernement », autorisation qu'il ne mettait aucune hâte à solliciter. Dénoncé par Permon à ce sujet, l'archevêque se vit rappeler de Paris que l'autorisation était nécessaire. Ce serait, croyons-nous, s'avancer beaucoup que de penser qu'il tint compte du communiqué ministériel.

Naturellement le chef du diocèse s'intéressait de préférence à la réouverture des chapelles qui avaient été jadis des sanctuaires très vénérés. C'est ainsi qu'il insista auprès du ministre des Cultes pour que fût détachée de la défense des côtes et remise à l'administration diocésaine la chapelle de Notre-Dame de la Garde de Marseille. Permon expliquera en partie cette « constante sollicitude » par les gros revenus que l'archevêque comptait tirer du sanctuaire pour grossir les ressources de l'église de Provence. Il n'est pas nécessaire de recourir à cette explication quand on connaît le prestige dont a toujours joui Notre-Dame de la Garde, « la bonne mère », auprès des populations du littoral. Mgr de Cicé parvint à reprendre possession de Notre-Dame de la Garde en 1807 ¹.

III

La collation des sacrements présentait deux sortes de difficultés : l'indifférence d'un certain nombre de laïques à les solliciter ; la répugnance du clergé à les dispenser à ceux dont il n'avait point obtenu des garanties d'orthodoxie.

Sur le premier point, délibérément, à la façon de l'Ancien Régime, l'archevêque s'adressa au bras séculier. Il écrivait au maire de Marseille que des malintentionnés détournaient les citoyens des sacrements de l'Eglise. Il l'invitait donc « à donner des ordres à la commission de l'état civil pour qu'on excite

1. Arch. nat., AF IV 144, 9 brumaire an XIII ; Dénonciation Permon et ses suites, *ibid.*, F⁷ 8413, ms 262, p. 465, 486 et Arch. nat., F⁷ 8525 sur Notre-Dame de la Garde. Cf. Périer, évêque d'Avignon, ennemi, lui, de tout sanctuaire non paroissial (Durand, *op. cit.*, p. 423), comme jadis l'avait été Portalis dans sa lettre à M. de Cicé du 5 pluviôse an XI déjà citée. Portalis, maintenant acceptait cette pratique.

les parents à porter les enfants aux fonts de baptême ». Il pria même le maire « de lui faire procurer chaque mois l'état nominatif et indicatif de tous les enfants présentés à l'état civil ». Nous ne savons quelle réponse reçut l'archevêque, mais on ne peut contester qu'il raisonnait logiquement, qu'il déduisait simplement toutes les conséquences du fait que le catholicisme était redevenu une religion d'Etat et que l'athéisme n'était point admis officiellement¹.

Quant aux refus de sacrements qui avaient fait tant de bruit sous l'Ancien Régime, ils ne furent pas absolument rares en Provence. Le Concordat, les Articles Organiques, le texte du Code civil qui paraissait en 1804, les passaient sous silence ou les visaient indirectement comme susceptibles d'abus. Même en 1805, la doctrine officielle du gouvernement était de blâmer tout refus par le clergé de comédiens ou de divorcés comme parrains, ou d'une bénédiction nuptiale pour le divorcé qui se remarierait, voire même de l'extrême-onction et de la sépulture ecclésiastique pour les comédiens. De même tout sacrement donné sous la Révolution par les assermentés, tout mariage purement civil devaient rester à l'abri des critiques du clergé. Portalis blâmait le curé de Sainte-Marthe de Tarascon d'avoir déclaré illégitime un mariage de ce genre et le desservant d'Eyguilles d'avoir refusé les messes de relevailles à deux femmes mariées par un prêtre constitutionnel, et il le notifiait à M. de Cicé. Cependant le refus des sacrements aux gens que l'Eglise en juge indignes était conforme à cette théorie de la tolérance civile de Turgot que Mgr de Cicé avait faite sienne. Le ministre en vint à ne désapprouver les refus de sacrements qu'au point de vue du danger de réveiller par là les querelles entre citoyens. Un décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804) stipula qu'en cas de refus par le clergé des obsèques religieuses, l'autorité civile ferait procéder à l'inhumation².

1. Cicé au maire de Marseille, 27 janvier 1806, ms 262, p. 443.

2. Voir plus loin et Arch. nat., F⁷ 8497; Grégoire, *Mémoires*, t. II, p. 387. — Arch. nat., F⁷ 8500 : incident à Toulon. — Ms 262, *jam. cit.*, p. 459 : incident à Saint-Tropez. — Arch. nat., F⁷ 8621 : incident à Six Fours. — Sur l'attitude du gouvernement, voir discours de Portalis sur l'organisation des cultes au corps législatif 15 germinal an X; voir aussi E. Ollivier, *op. cit.*, p. 182 (Portalis à Caprara); Affre, *Traité de l'administration des paroisses*, p. 255 : le refus des sacrements « est permis par le silence des lois civiles ». — Cf. sur l'affaire du

A Fouché le 10 prairial an XIII (30 mai 1805), Portalis déclarait encore que le refus des obsèques religieuses par le clergé méritait d'être réprimé par l'évêque diocésain et, en cas de refus de celui-ci, par l'autorité civile. Mais ceci était la théorie. Dans la pratique les refus de sacrements n'encoururent guère de sanctions. Dans les cas comme ceux que nous avons signalés, Mgr de Cicé commençait par réclamer du ministre des Cultes que toutes les plaintes fussent renvoyées par l'autorité civile à l'autorité diocésaine et discutées exclusivement entre cette dernière et le ministre des Cultes. « C'est le seul moyen de maintenir les principes uniformes et d'éviter qu'un ecclésiastique soit exposé à des poursuites de la part de toutes les autres autorités, quelquefois sur le même fait. » Outre que c'était absolument conforme à la bonne méthode administrative, on avait de la sorte l'avantage d'écarter un ministre comme Fouché ou comme le Grand Juge Regnier, pour demeurer en tête à tête avec le conciliant Portalis. Portalis était d'ailleurs absolument de cet avis. Il blâmait, dans une lettre à M. de Cicé du 11 brumaire an XII (3 novembre 1803), le préfet du Var, Fauchet, qui se mêlait d'incidents de ce genre : « Vous êtes le premier juge de tous les prêtres de votre diocèse, écrivait Portalis au prélat. Le magistrat civil ne doit s'émouvoir que pour vous prêter main-forte quand vous la réclamez, ou pour se plaindre au gouvernement quand vous ne faites pas justice des ecclésiastiques qu'il vous a dénoncés. Il n'y a qu'un cas où le magistrat civil peut agir d'office et sans délai. Ce cas se vérifie lors-

curé de Saint-Roch et des obsèques de la comédienne Chameroy, en vendémiaire de l'an XI, Arch. nat., AF IV 1044, Portalis, *Rapports*, p. 540, et la *Correspondance* de Napoléon, 29 vendémiaire an XI, n° 6389. — Cf., en 1804, la punition sévère de l'évêque de Mende, J.-B. de Chabot, coupable d'un refus d'obsèques (*Episcopat français*, p. 351) et dans Picot, *Annales littéraires*, t. I^{er}, p. 499, circulaire du Grand Juge, 25 frimaire an XII (17 décembre 1803), précisant qu'en pareil cas l'appel d'abus est de rigueur. Cf. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 66, note d'Haussonville, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 279 et les déclarations de Portalis, aux Arch. nat. dans F¹⁹ bis + 53, n° 3047, 17 n° 1542, 53 n° 2736. — Changement d'attitude de Portalis, 10 fructidor an XII (*Discours et rapports*, p. 541).

Le décret du 23 prairial an XII, est au *Bulletin des Lois* de l'an XII, t. I^{er}, n° 5, dans Affre, *Traité de l'administration*, p. 247 et dans Jauffret, t. I^{er}, p. 255. M. Lanzac de Laborie a donc tort d'écrire et nous le verrons plus loin pour le diocèse d'Aix, qu'à partir de l'incident Chameroy, « les vieilles censures ecclésiastiques contre les comédiens tombèrent définitivement en désuétude ». (*Paris sous Napoléon. La Religion*, *op. cit.*, p. 114).

qu'un prêtre s'est rendu coupable de quelques délits dont les tribunaux seuls peuvent connaître, ou lorsqu'il tient une conduite telle qu'elle soit capable de compromettre la tranquillité.»

Quelques jours après, le 24 ventôse, Portalis précisait encore à M. de Cicé qu'il était pleinement d'accord avec lui sur ce point. D'après la loi du 18 germinal, lui disait-il, « les préfets ou tous autres fonctionnaires publics qui reçoivent des plaintes sur la conduite des ministres du Culte envers les fidèles. . . doivent m'adresser la plainte . . . Je fais mon rapport au gouvernement. Le gouvernement décide alors si l'affaire doit être poursuivie dans les formes administratives par devant le Conseil d'Etat, ou si elle est de nature à être renvoyée aux tribunaux. Jusqu'à cette décision du gouvernement, aucune autorité quelconque ne doit s'immiscer dans la décision de l'affaire ». Et il est bien vrai que l'article 8 des *Organiques* portait : « Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours (le recours au Conseil d'Etat), adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables ; et sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée selon l'exigence des cas aux autorités compétentes. »

Mais, on le voit, cet article 8 des *Organiques* ne stipulait pas que les plaintes devaient être adressées d'abord à l'évêque, et cela se comprend, l'évêque étant naturellement le protecteur de son clergé. Au début de l'application du Concordat, les préfets, Fouché, le Grand Juge ne s'étaient guère conformés à l'article 8. Même jusqu'en 1806 le point de vue de M. de Cicé et de Portalis ne sera point accepté du ministre de la Police et de Regnier. Il faudra l'affaire du prédicateur Servat, comme on le verra plus loin, pour donner force de loi aux desiderata du prélat et du chef du service des Cultes.

Est-ce pour ce motif ? En matière de refus de sacrement, Mgr de Cicé se montrait d'une prudence extrême. Dans le cas du refus de la sépulture ecclésiastique à deux anciens prêtres, il traçait en ces termes la conduite à suivre : « Si la force de la maladie ne laissait pas à celui qui est marié, le temps de se mettre en règle, il doit du moins manifester sa sincère résolu-

tion de le faire, ainsi que le regret de ne l'avoir pas fait plus tôt... C'est en effet évidemment se déclarer hors de l'Eglise que de persister dans son état actuel. A l'égard de l'ancien curé de Vignes, aujourd'hui percepteur de la commune, les fonctions qu'il remplit n'autoriseraient point à lui refuser la sépulture. » L'archevêque allait encore plus loin dans la voie des concessions, quand le 27 janvier 1805 à propos d'une personne qui avait refusé de se confesser, il déclarait : « Le refus d'inhumation à l'égard d'un homme mort sans sacrement et qui n'avait manifesté que de l'impiété offre des difficultés : 1° parce qu'il a pu avoir un bon moment ; 2° parce que la publicité du refus peut accorder (*sic*) un plus grand scandale que l'inhumation ; 3° parce que, bien que nous ayons beaucoup gagné depuis quatre ans en fait de discipline ecclésiastique, il est encore plusieurs points sur lesquels les esprits ne sont pas encore assez mûrs, et où la prudence exige que l'on ne précipite pas les choses, d'autant que l'inhumation n'est pas un sacrement. »

Les âmes pieuses seraient tentées de taxer de pusillanimité Mgr de Cicé. Le même pourtant écrivait au préfet du Var, le 26 avril 1806 : « Il n'y a pas de doute sur l'obligation où sont les magistrats municipaux de refuser leur ministère à tout mariage de prêtres. » Et il s'agissait ici de l'acte du mariage purement civil ! C'est que Mgr de Cicé pouvait invoquer et invoquait à ce propos une lettre de Portalis à l'archevêque de Bordeaux, traitant tout projet de mariage formé par un prêtre « comme un délit contre la religion et la morale », et interdisant aux officiers de l'état civil de procéder à sa réalisation. La décision de Portalis fit d'ailleurs un tel bruit que son auteur dut la restreindre aux prêtres qui voulaient se marier sans abandonner les fonctions sacerdotales.

Naturellement, dès qu'intervint le décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804) sur les inhumations, dont l'article 13 établissait des lieux de sépulture distincts pour les divers cultes, Mgr de Cicé réclama dans ce sens auprès des municipalités des villes. Il s'éleva même contre l'inhumation d'un protestant dans le cimetière du petit village de Bonneveine dans la banlieue de Marseille, cimetière que les habitants avaient, il est vrai, acheté de leurs propres deniers.

Mais le même prélat ne se croyait pas tenu à respecter l'ar-

ticle 1 du décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804) interdisant toute inhumation dans les églises. Il ordonnait « de son propre mouvement, la translation dans les caveaux des églises de Marseille des ossements humains dispersés dans les cimetières ». Dénoncé au ministère de la Police, il attirait de la sorte un blâme sur la tête de Thibaudeau, coupable de l'avoir laissé faire ! Pareillement, quand un de ses prêtres inhumait un corps sans l'autorisation de l'état civil, l'archevêque dérobaît le coupable à la vindicte administrative, contrevenant ainsi formellement au décret du 4 thermidor an XIII (23 juillet 1805)¹.

A la question de la collation des sacrements se rattache celle des fautes et délits portés au tribunal de la pénitence, et des controverses suscitées à ce propos. Ici encore Mgr de Cicé montrait un esprit de pondération des plus caractérisés. Témoin cette consultation de sa part : « Le Pape Pie VI a dit que la Constitution civile renfermait le suc de plusieurs hérésies, mais il n'en a déterminé aucune bien précisément. L'adhésion au Schisme et l'obstination à le soutenir n'est point un crime d'hérésie. » Témoin cette autre opinion qu'il exposait à propos du prêt à intérêt, que l'Eglise en principe qualifie d'usure et dont le gouvernement, à la date à laquelle l'archevêque fut consulté, n'avait point encore réglementé le taux. « J'appliquerai à cette matière la règle des plus savants moralistes, savoir qu'on ne doit jamais dans l'enseignement dévier des principes, mais que, dans la pratique, un guide éclairé doit se prêter aux modifications que les circonstances particulières peuvent requérir. Jusqu'à

1. Portalis à Cicé, 11 brumaire et 24 ventôse an XII (Arch. nat., F¹⁹ bis + 114, n° 718 et F¹⁹ bis + 17, n° 1135). Ms 262, *jam. cit.*, p. 116 (31 août 1805) et 115 (27 janvier 1805). Arch. nat., F¹⁹ bis + 39, n° 3950 et 4449 sur l'affaire du mariage d'un prêtre. Affaire de Bordeaux dans Picot, *Annales littéraires*, t. IV, p. 521 ; *Correspondance* de Napoléon, n° 10477 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 189 ; Cicé à Fauchet : « La lettre récente du ministre des Cultes à M. l'archevêque de Bordeaux et qui a été insérée dans tous les journaux, ne permet plus aucun doute à cet égard » (ms 262, p. 443). Les décrets des 23 prairial an XII et 4 thermidor an XIII sont au *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. I, n° 25 et t. III, n° 865. Voir Cicé au maire de Marseille, ms 262, *jam. cit.*, p. 427. Sur Cicé et la translation des ossements, voir Arch. nat., F⁷ 3659⁶ et AF IV 1500 (mai-juin 1807). Cicé au recteur de Simiane : ms 262, p. 240. Affaire d'Isnard recteur de Fontvieille accusé d'inhumation sans autorisation de l'état civil, M. de Cicé le couvre et Portalis fait de même (Arch. nat., F¹⁹ bis + 39, n° 3925 et F¹⁹ bis + 28, n° 4680). Or on verra par ailleurs Isnard fort peu respectueux de la loi.

ce que le gouvernement ne (*sic*) s'explique avec précision, nous qui ne sommes ni financiers ni commerçants sommes réduits à prendre pour guide dans une matière aussi variable les décisions des tribunaux, le taux des effets publics et dans les villes de commerce le taux le plus bas de la place. » Il ajoutait : « Gardons-nous de nous relâcher sur les principes, mais gardons-nous également d'un rigorisme et d'un scrupule qui causeraient de grands désordres et finiraient par éloigner les fidèles de nos tribunaux. » Peut-être dira-t-on que l'attitude conciliante de Mgr de Cicé s'explique par sa position à la tête d'un diocèse maritime et où se trouve le plus grand port de commerce de la France. Mais à Bordeaux, Mgr d'Aviau flétrissait sans ménagement l'acceptation par le Code civil du prêt à intérêt. Entre les deux prélats, il y avait toute la distance qui sépare un politique d'un ascète. Et il n'est pas étonnant que, dans cette circonstance, Mgr de Cicé se soit rencontré avec Emery, le docteur subtil qui s'était toujours étudié à accommoder la doctrine ecclésiastique aux temps et aux mœurs.

Enfin sur une question bien délicate : celle de la validité des titres de propriété des acquéreurs de biens nationaux, l'archevêque d'Aix faisait également preuve de doigté. Il aurait souhaité assurément la restitution à l'Eglise, des biens nationaux par leurs acquéreurs. Mais précisément, pour couper court à de telles pratiques, le gouvernement avait contraint le cardinal-légat à affirmer la légitimité de ces biens. Mgr de Cicé raisonna comme suit et donna cette règle de conduite à ses prêtres vis-à-vis de leurs ouailles. « Il a été décidé qu'on ne devait pas inquiéter les pénitents sur la vente des biens nationaux, et cela par des considérations majeures d'ordre public et d'intérêt même religieux ; mais ces motifs n'autorisent en aucune manière le dol, la fraude ou la passion qui ne doivent point être confondus avec la faculté de vendre ou d'acheter... Il n'est point interdit non plus d'exhorter, mais avec prudence, les acquéreurs à traiter à l'amiable avec ceux qui ont été spoliés. » Il écrivait quelques mois plus tard : « Tous les biens que la nation a vendus, quoique chargés de fondations, ont toujours été vendus francs et quittes de toute charge. Ainsi, rigoureusement les acquéreurs ne peuvent être tenus de les acquitter : il serait cependant bien, s'ils ont eu ces biens à si grand mar-

ché, (*sic*) qu'ils se portassent à quelque sacrifice. » C'est là ce que l'historiographe de Mgr d'Aviau, prélat qui sous une forme plus intransigente se ralliait à la même solution, c'est là ce que l'abbé Lyonnet appelle une « pénitence médicinale ». Seulement quand il n'était pas encore archevêque d'Aix, Mgr de Cicé ne pensait pas qu'on pût oser réclamer ces satisfactions et compensations ¹.

IV

La police du culte n'était pas moins délicate à régler que les controverses suscitées par la collation des sacrements.

S'il n'avait tenu qu'à Portalis, l'épiscopat aurait eu en mains dès 1806 d'énergiques moyens de répression de toute irrévérence commise pendant les cérémonies extérieures du culte, et le Conseil d'État était disposé à livrer aux tribunaux toute personne « qui ne se tiendrait pas découverte et debout au passage » d'un cortège religieux. Le catholicisme n'était-il pas redevenu religion d'État et les prêtres fonctionnaires publics ? Portalis allait même plus loin, entraîné par sa tendance à refaire au catholicisme une situation privilégiée. Il envoyait le 10 mai 1806 une circulaire aux préfets portant : « Déjà l'on remarque d'une manière sensible la salutaire influence des institutions religieuses sur les mœurs et la morale publique. Sa Majesté s'aperçoit avec satisfaction que, presque partout, les fonctionnaires publics contribuent par leur exemple à propager les bons effets de ces institutions. » Et surtout, le 21 novembre 1806, au nouveau préfet du Var, d'Azémar, il adressait ces paroles significatives : « Vous avez raison de penser que les progrès de l'immoralité

1. Cicé au curé de Grasse, 13 septembre 1805, ms 262, p. 120 ; Cicé à l'abbé Michel, 27 févr. 1807 (*ibid.*, p. 23). C'est le 3 septembre 1807 qu'une loi fixe à 5 % en matière civile, 6 % en matière de commerce l'intérêt légal (*Bulletin des Lois*, 4^e série, t. VII, n° 158) ; Lyonnet, *Hist. de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 493, et Durand, *J.-F. Périer*, p. 440 ; [Gosselin], *Vie de M. Emery*, Paris, 1862, 2 vol. in-8, t. I^{er}, p. 114. — Sur les biens nationaux, v. Cicé en 1801, p. 107 et 118 de notre livre ; Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 344 ; Cicé à Saurin, recteur de Cogolin, 4 floréal an XIII, ms 262, p. 65 ; Cicé à Gaston, curé de Saint-Tropez, *ibid.*, p. 149. Cf. Lyonnet, *op. cit.*, t. II, p. 428.

et de l'irreligion menacent l'État autant que la religion même. Il appartient à un administrateur aussi sage et aussi éclairé que vous d'arrêter ces progrès. Déjà plusieurs préfets ont pourvu au mal par des mesures de police qui ont eu le meilleur effet. Les danses et les bals ne peuvent avoir lieu pendant les heures des offices les jours de fête et de dimanche. Il est même indécent qu'après les offices, la danse ait lieu à la porte des églises... Les cabarets doivent être également fermés pendant les offices. Avec quelques autres mesures semblables, on peut rétablir le bon ordre et la décence... » Portalis joignait à cette lettre copie de celle « écrite en l'an XIII par M. le préfet du Rhône à tous les maires et fonctionnaires publics chargés de la police dans son département et interdisant la vente dans les débits de boissons et tout divertissement public à l'heure des offices, religieux les dimanches et jours fériés. » Cette lettre avait « servi de modèle à beaucoup d'autres écrites par divers préfets ». Telle devait être naturellement la conséquence de la théorie qui associait la religion à la politique et qui offrait la religion à l'État comme un moyen de rétablir la morale.

Napoléon n'osa suivre Portalis dans ces rigoureuses déductions. A défaut de mesures expresses, Mgr de Cicé ne négligea point d'utiliser les dispositions législatives édictées contre quiconque trouble l'exercice des cultes. « S'il se commet quelque trouble ou indécence dans l'Eglise, écrivait-il à un de ses curés, il faut que vous en avertissiez le magistrat de police qui doit tout de suite y mettre ordre et poursuivre les coupables. Le procureur général de Draguignan vient de m'envoyer un jugement qu'il a fait rendre... Ce jugement est sévère et doit faire impression ».

L'archevêque ne combattit pas moins des perturbateurs d'un autre genre, ceux qui, par excès de ferveur, outrepassaient les dispositions adoptées par leurs pasteurs. Nous avons vu le cas à propos des processions. Mais parfois les adversaires les plus hardis de la régularité ou de la paix dans l'exercice public du culte étaient les magistrats locaux, juges de paix et surtout maires de village, qui se comportaient en véritables tyrans. L'archevêque rappelle à chaque instant, précise dans son second règlement pour les fabriques, que « le curé ou recteur règlera seul ce qui concerne le service divin, les prières et instructions », ainsi que « l'ordre et la marche des cérémo-

nies ». « Les municipaux n'ont aucun droit de s'y immiscer. » Il fallut, pour mettre un terme à ces empiètements une réclamation formelle de l'archevêque auprès de Portalis en août 1805.

De même nombre de curés ou desservants, quelquefois sous la pression de leurs ouailles, étaient tentés d'ordonner des prières publiques ou extraordinaires, des bénédictions, de leur propre chef. Cette pratique était formellement interdite par l'article 40 des Organiques et contrariait grandement l'esprit d'autoritarisme du prélat. Il l'interdit de façon catégorique¹.

La réglementation des publications au prône fut un sujet de discussions avec l'autorité civile.

C'était la tradition de l'Ancien Régime et l'habitude d'administrateurs comme Turgot, de charger les curés et desservants d'informer leurs fidèles des mesures gouvernementales. La Constituante n'avait osé en édicter l'obligation.

L'article 53 des Organiques déclarait : les curés « ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte à moins qu'ils n'y soient autorisés par le gouvernement ». Bonaparte ne se souciait pas en effet de laisser libre cette tribune que le clergé possédait dans toute paroisse. Portalis, pour éviter toute difficulté, semblait même exclure complètement des temples et de l'office divin « les choses civiles ou politiques qui ont besoin d'être publiées », et une circulaire de thermidor an XI interdit aux maires de publier les lois et actes de l'autorité dans les églises.

Mais bientôt le gouvernement jugea fort commode le retour à la pratique de l'Ancien Régime. Tantôt ce furent les bulletins de victoire de la Grande Armée que l'autorité laïque (en l'espèce le préfet) voulut faire lire au prône, tantôt des circulaires en faveur de la vaccine. Dans les deux cas il y eut des résistances. L'évêque de Montpellier montra une telle opposition à la lecture des bulletins que Fouché à part soi le traita irrévérencieusement

1. Circulaire ministérielle, 10 mai 1806, aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 28, n° 4469. Portalis au préfet du Var, 21 novembre 1806, *ibid.*, F¹⁹ bis + 33, n° 5322. La lettre du préfet du Rhône, sans date, est au *Bulletin de Lyon* du 12 thermidor an XIII (31 juillet 1805). Portalis, *Discours et rapports*, p. 575 ; Lanzac de Laborie, *op. cit.*, p. 93 ; Cicé au curé de Saint-Tropez, interfolié à la page 236 du ms 262, *jam. cit.* ; Cicé à Fauchet, 19 mai 1806, *ibid.*, p. 458 ; à Thibaudeau, *ibid.*, p. 475 ; Règlement de 1806 pour les fabriques, art. 24 ; Cicé à Portalis, 19 août 1805, ms 262, p. 420 ; à divers, *ibid.*, p. 103, 106, 172.

d' « imbécile ». L'archevêque de Besançon Le Coz, pour avoir fait recommander au prône la vaccine, se vit fort malmené dans les *Annales littéraires* de Picot.

Mgr de Cicé accepta les deux obligations avec la plus grande docilité. Il est vrai que le D^r Guilloin, son ami des jours d'épreuve, était à la tête du comité de propagande de la vaccination. Il est vrai que sous l'Ancien Régime, comme Turgot, il avait fait des curés les porte-paroles de l'administration. En tout cas les vicaires généraux, dans une circulaire aux prêtres non seulement leur firent valoir les bienfaits de la vaccine, mais les chargèrent d'annoncer l'existence de comités de vaccine opérant gratuitement dans les chefs-lieux d'arrondissement. Quant aux bulletins de la Grande Armée, l'esprit subtil de Mgr de Cicé lui fit trouver un moyen d'accommoder la demande de publication que lui envoyait le gouvernement, avec les scrupules qui faisaient penser à certains de ses collègues ou de ses prêtres, qu'un tel développement n'avait pas sa place en chaire. Mgr de Cicé publia, quand il y eut des victoires, des lettres pastorales qu'il fit lire en chaire et à l'appui desquelles il faisait communiquer par le maire au curé ou recteur de chaque paroisse, évidemment pour commentaire de la lettre pastorale, les bulletins de la Grande Armée.

D'ailleurs en novembre 1806 Fouché ordonna aux préfets « de ne plus insister » sur la lecture des bulletins au prône, étant donné les contestations que cela soulevait ¹.

Une dernière concession du gouvernement à l'épiscopat en matière de police du culte fut obtenue par l'archevêque d'Aix à

1. L'Edit d'avril 1695, art. 32, interdisait du moins au prône toute publication relative à « l'intérêt particulier de nos sujets ». Le silence de la Constituante est relevé par Mathiez dans *Annales révolutionnaires*, 1908, p. 222. Portalis contre Caprara (dans E. Ollivier, *op. cit.*, p. 211) et au Premier Consul, 8 pluviôse an XI, Arch. nat., AF IV 1044; Napoléon à Fouché contre la publication au prône, 4 novembre 1806, *Correspondance générale*, n° 11.163. D'autre part, Fouché, à propos de l'évêque de Montpellier, 7 frimaire an XIV : « cet évêque est un imbécile ; avant la Révolution tous les curés annonçaient au prône, moyennant cinq francs, tous les avis qu'on leur faisait passer » (Arch. nat., AF IV 1495, cf. *ibid.*, F⁷ 8399). — Circulaire de Portalis aux évêques pour qu'ils agissent en faveur de la conscription, 5 décembre 1806 (Arch. nat., F¹⁹ 304). — Circulaire de Le Coz, 8 fructidor an XIII, Catalogue N. Charavay, n° 69.680, et Picot, *Annales cit.*, t. I^{er}, p. 428; Lanzac de Laborie, *op. cit.*, p. 175. — Circulaire des vicaires généraux, 8 février 1805, Arch. du Var, V. Mandements; l'archevêque n'est pas encore revenu du voyage du sacre. Cicé à Fauchet, 14 décembre 1805, ms 262, p. 428.

la suite d'une affaire qui précisément aurait dû attirer sur lui et ses subordonnés les rigueurs de l'autorité : les excès de langage d'un prédicateur venu en mission dans son diocèse, l'abbé Servat. Nous reviendrons avec détails sur cette affaire. L'épilogue en fut la reconnaissance formelle par l'Etat de ce principe déjà proclamé par l'archevêque et soutenu par Portalis que toute plainte contre un ecclésiastique devait être adressée à son évêque et non à une autorité laïque (mai 1806), que toute autre voie était « interdite sauf l'appel comme d'abus » ¹.

L'avantage était immense pour les évêques qui voyaient ainsi confirmer aux yeux du public et de leur clergé leur autorité sur ce clergé même, qui voyaient cette autorité prendre la forme d'une véritable juridiction temporelle alors que le gouvernement avait naguère refusé tout caractère légal aux officialités, qui voyaient enfin soustraire aux investigations indiscretes de la police de Fouché tous les incidents où les ecclésiastiques pouvaient paraître en mauvaise posture.

V

Parmi les auxiliaires les plus ardents de l'Eglise, il faut citer avant 1789, bien que recrutées parmi les laïques, les associations de pénitents. Nous avons déjà rencontré sur notre route ces confréries qui se proposaient officiellement comme but « les œuvres de miséricorde et de prière », et auxquelles leur costume sinistre : le sac et la cagoule, leurs réunions mystérieuses dans un huis-clos rigoureux assuraient un empire prodigieux sur les populations. Pour indiquer combien en dépit des vicissitudes et des temps leur prestige est resté vivace, il suffira de rappeler l'adhésion récente à l'une de ces confréries, du grand poète qui a remis en honneur toutes les traditions de la Provence, Frédéric Mistral.

Du jour du rétablissement du culte, bien davantage après le Concordat, l'autorité laïque avait eu maille à partir avec ces

Portalis à Fouché : accusé de réception de l'ordre donné aux prélats, 26 novembre 1806 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 33, n° 5341).

1. Sur la concession obtenue à la suite de l'affaire Servat, voir Cicé à Constant, curé de Saint-Trophime d'Arles, 14 mai 1806, ms 262, p. 179 et Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 279, note.

associations et il avait fallu, nous l'avons dit, leur adresser d'itératives défenses de se reconstituer. Mgr de Cicé, de son côté, s'était tenu dès l'abord vis-à-vis d'elles dans une certaine réserve.

Une fois bien assis dans son diocèse qu'allait-il faire ? Son voisin et suffragant Périer ne voulait absolument point des pénitents dans Avignon, la terre classique des antiques confréries cependant. Périer traitait tout net les assemblées de pénitents de « mascarades ». Thibaudeau emploie les mêmes termes. Mgr de Cicé était trop un grand seigneur du siècle précédent, pour partager le fanatisme de ces associations. Il reconnaissait, à mots couverts, qu'elles procédaient souvent « d'un zèle indiscret », qu'elles admettaient « des abus contraires même à l'ordre et à la tranquillité publique et étaient devenues des occasions de rixe et de division dans les paroisses ainsi que d'atteintes portées à la subordination due au clergé ». Parfois même le fou rire le prenait au souvenir d'une anecdote que Thibaudeau rapporte d'après lui. Un conflit de préséance à Toulouse entre un président au Parlement prieur des pénitents blancs et son cocher prieur des pénitents noirs, le président ordonnant à son cocher de lui céder le pas et l'autre répondant : « Monseigneur, vous pouvez en toute autre chose disposer de moi ; mais je ne veux pas sacrifier l'honneur de ma compagnie » et les deux prieurs, les deux confréries, se colletant dans la boue jusqu'à la victoire des pénitents noirs « composés de canailles », sur leurs rivaux les pénitents blancs, moins robustes parce que parlementaires. Mais quand Mgr de Cicé discutait le sort de ces associations avec des personnages officiels, il était rare qu'il se départît ainsi du ton sérieux et il préférerait faire leur apologie. « Elles se livraient à plusieurs bonnes œuvres, telles que la visite et le soin des malades et des prisonniers, et spécialement l'enterrement des pauvres pour lesquels il était fort difficile, surtout dans les campagnes, de trouver des moyens d'inhumation décents. » Il fallait tenir compte de l'attachement que leur vouait le peuple. Il était à peu près impossible de les supprimer « attendu que les municipaux eux-mêmes sont presque partout des pénitents très zélés ». Enfin leurs abus « n'intéressaient ni le gouvernement ni la politique », et l'on pouvait en partie prévenir ces abus « par une bonne réglementation et une sage surveillance ».

Mgr de Cicé avait pour alliés dans cette circonstance et Cambacérès, et le fonctionnaire qui aurait dû être le premier à interdire ces associations secrètes : à savoir le ministre des Cultes, Portalis, qui recommandait à Périer d'avoir « quelques égards pour les têtes chaudes de ces cantons ».

Peut-être même, on en aura plus loin un indice, la femme du préfet des Bouches-du-Rhône se faisait-elle l'avocat des pénitents. Fauchet, dans le Var, sans que nous sachions à quelle date, accepta le rétablissement des pénitents, sans aucun enthousiasme du reste.

Mgr de Cicé put donc demander à Thibaudeau, de prendre « un petit bout d'arrêté » conforme à celui du préfet du Var.

C'est que dans ce cas comme toujours et partout, Mgr de Cicé, quelques réserves qu'il fit en lui-même, tenait à ressusciter toutes les traditions et institutions qui avaient fait jadis, qui pouvaient faire à nouveau la force et la puissance de l'Église de Provence. Il jugeait de son devoir et de son intérêt de les défendre contre l'ingérence ou la surveillance du pouvoir civil. En contre-partie il voulait exiger de tous, même des pénitents, une complète obéissance à ses ordres et prescriptions, de façon à pouvoir assumer la responsabilité de chef du diocèse en pleine connaissance de cause.

C'est pourquoi, dans cette affaire des pénitents, nous allons le voir assurer contre Thibaudeau et Fouché l'existence des confréries avec la collaboration de Portalis, puis se retourner contre les confréries et leur enjoindre catégoriquement de se soumettre à ses règlements ou de disparaître ¹.

Un décret du 3 messidor an XII (22 juin 1804), motivé par des essais de reconstitution de la Société de Jésus dont nous reparlerons, pouvait être invoqué contre la restauration des pénitents. L'article 1 porte que, outre les Pères de la Foi, c'est-à-dire les Jésuites, « seront pareillement dissoutes toutes les autres agrégations ou associations formées sous prétexte de religion et non autorisées ». A l'article 4 on lisait : « Aucune agrégation ou association d'hommes ou de femmes ne pourra se former à l'avenir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait été for-

1. Durand, *J.-F. Périer, op. cit.*, p. 423 ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 172-174. — Cicé au nouveau préfet du Var, d'Azémar, à propos de Fauchet et des pénitents, 19 mai 1806, Arch. du Var, V. Mandements.

mellement autorisée par un décret impérial, sur le vu des statuts et règlements selon lesquels on se proposerait de vivre dans cette agrégation ou association. » Thibaudeau qui, jusque-là fermait les yeux, à condition que les associations ne se donnassent point comme confréries de pénitents, Thibaudeau écrivit à Permon le 28 fructidor an XII (15 septembre 1804) : « Je suis instruit que dans plusieurs communes, un zèle indiscret cherche à réorganiser les congrégations ou confréries connues sous le nom de pénitents. » Il ordonna donc de les supprimer. Naturellement Permon n'eut que la peine de regarder pour relever l'existence des confréries de pénitents divers. Elles s'étaient reformées du reste dans bien des diocèses. Puis, soit sur l'intervention de l'archevêque soit par crainte des responsabilités, le préfet demanda au ministère de la Police « une décision sur les réorganisations que l'on cherchait à faire des confréries de pénitents ». Le 21 vendémiaire an XIII (13 octobre 1804), la réponse lui venait, brutale et nette : « Son Excellence avait décidé que toutes les confréries superstitieuses qui n'appartenaient qu'à des temps d'ignorance devaient être défendues. » Ce ton, cette rédaction méprisante c'est du pur Fouché.

L'archevêque lança alors un premier règlement obligatoire pour toutes les confréries, afin d'éviter des abus. Puis, à Fouché l'archevêque opposa Portalis et sa connivence avec le ministre des Cultes éclate dans les lettres suivantes. L'archevêque écrit ceci au ministre, le 2 fructidor an XIII (20 août 1805) : « Mgr lui rappelle qu'ils sont convenus que sur une lettre officielle de sa part, il lui ferait une réponse qui écarterait toute inquiétude soit pour l'archevêque, soit pour les recteurs, soit pour les fidèles, relativement à diverses associations de prières et de bonnes œuvres qui méritent sous tous les rapports d'être encouragées et au moins tolérées, sans être considérées néanmoins assez importantes pour être autorisées par des lettres patentes; et que cette réponse pourrait être communiquée aux autorités administratives dans le besoin. » Portalis répond le 25 fructidor (12 septembre 1805) : « Je n'ai pas perdu de vue tout ce que vous m'avez dit en conversation (sans doute lors du voyage de l'archevêque à Paris pour le Sacre) et dans la lettre officielle... sur différentes associations pieuses qui, comme vous l'observez fort bien, ne demandent que tolérance et surveillance. »

Portalès déclare : « Ces associations ne peuvent être l'objet d'un décret... mais il convient de connaître à leur égard les intentions de Sa Majesté... Je vais en conséquence faire un rapport général sur les associations charitables de filles et un autre rapport sur les diverses confréries de pénitents. Je mettrai à profit dans ces deux rapports vos sages réflexions. » Nous n'avons pas trouvé ce rapport sur les pénitents ni la décision prise officiellement, si tant est qu'il y ait eu une décision officielle. Jauffret du moins nous informe qu'en l'an XII (c'est sans doute une erreur de date de sa part pour l'an XIII), le gouvernement décida de ne point assimiler les pénitents à des corporations religieuses et de les tolérer, que ne voulant pas cependant leur donner trop de consistance par l'intervention d'un décret, il plaça toutes les confréries sous la surveillance de leurs évêques et préfets respectifs.

Les pénitents se reconstituèrent donc au cours de 1805 et au début de 1806 dans le Var et les Bouches-du-Rhône, dans toute la France aussi du reste. Il suffisait que l'archevêque les autorisât et demandât au préfet l'autorisation du gouvernement. Thibaudeau qui écrira bientôt au ministère de la Police « j'ai eu soin de veiller à l'exécution » de la décision du 21 vendémiaire an XIII, Thibaudeau laissait faire. Nous savons d'après un règlement fait en 1807 par Mgr de Cicé sur les pénitents qu'il en rédigea un dès 1805.

Mais au début de 1806 il se manifesta, nous ne savons pourquoi, de l'inquiétude à l'égard des pénitents dans les sphères gouvernementales. Mgr de Cicé visa à parer le coup qu'il prévoyait. Il écrivit une circulaire aux prêtres de son diocèse. « Les circonstances s'opposent » à ce qu'il s'établisse des confréries de pénitents « dans la même forme qui a eu lieu depuis longtemps ». Toutefois « les associations d'hommes » seront autorisées à condition qu'elles acceptent un règlement dressé par l'archevêque. « L'expérience du passé prouve combien cela est nécessaire pour le bon ordre et la tranquillité des curés. De plus, à cause des circonstances et vu les dispositions du gouvernement, c'est sous le nom d'*Associations pour les œuvres de miséricorde* que je les reconnais. » Thibaudeau raconte d'autre part que le prélat lui dit, à propos des querelles entre pénitents blancs et noirs : « Pour que cela n'arrive pas à mes péni-

tents, je leur ai prescrit à tous un costume de la même couleur : il est violet, je leur ai donné mon uniforme. » Mais nous n'avons vu nulle part de disposition de ce genre¹. En tout cas l'archevêque pensait éviter les tracasseries du pouvoir à l'aide de ses mesures de prudence. Ce qui le prouve, c'est qu'il négligeait, comme par le passé, d'aviser Thibaudeau de la formation de nouvelles confréries.

D'où nouvel incident. Le 22 février 1806 un rapport de Permon informait le préfet des Bouches-du-Rhône que les pénitents de la paroisse Saint-Martin de Marseille avaient ouvert leur chapelle, dite du Bon Jésus, sans le notifier à la police. L'archevêque qui les avait autorisés sous réserve de « la sanction du gouvernement », n'avait pas plus qu'eux, remarquait Permon, songé à avertir Thibaudeau, ne fût-ce que par pure bienséance. Permon ajoutait à l'adresse du préfet ces paroles dont les dernières semblent d'une ironie agressive vis-à-vis de M^{me} Thibaudeau. « Quant à ce qui est que ces Messieurs officient avec leur costume de pénitent, quoique n'étant ni de leur chapelle ni d'aucune, je suis bien persuadé que lorsqu'ils sont rassemblés ils sont tous affublés de leur sac, et comme l'entrée de ces chapelles est interdite à toute personne qui n'en est pas membre par leur règlement et qu'ils ne sortent point du tout, leur tenue intérieure peut être seulement soupçonnée mais non prouvée. Au surplus, quelqu'un qui avec juste raison vous est bien cher à tant d'égards, pourra bien confidentiellement vous assurer du fait. »

Thibaudeau ne put moins faire que de demander des explications à l'archevêque d'Aix. Le prélat lui répondit : « Je n'avais pas perdu de vue, Monsieur, la promesse que je vous avais faite de vous communiquer tous les renseignements convenables sur diverses associations pieuses... J'étais instruit ainsi que vous du décret impérial du 3 messidor an XII. » Mais l'objet de ce décret était « d'empêcher des sociétés religieuses

1. *Bulletin des Lois de l'an XIII*, t. I^{er}, n° 58 ; V⁴ 15, Arch. des Bouches-du-Rhône. — Sur les pénitents dans les divers diocèses voir d'Hauterive, *La police secrète, etc.*, op. cit., t. I^{er}, passim. Nous n'avons pas trouvé le règlement de 1805 contre les abus des confréries : mais Cicé le reprend et le complète dans celui du 11 septembre 1807 (Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 4) ; Cicé à Portalis, 2 fructidor an XIII, ms 262, p. 420 ; réponse Portalis, 25 fructidor, aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 73, n° 2549. Jauffret, op. cit., t. I^{er}, p. 402. — Sur les pénitents en 1806, voir Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 15.

formant corporation et susceptibles d'exercer des droits politiques », et aussi « toute corporation permanente et susceptible d'être divisée en plusieurs établissements secondaires et séparés du centre. Mais il n'y a rien en tout cela d'applicable aux associations de prières et de bonnes œuvres qui se font dans le sein seulement de quelques paroisses. Elles sont une suite naturelle de la liberté du culte. Ce sont quelques paroissiens plus fervents, qui, sous l'autorité du curé s'unissent sous ses yeux dans une chapelle pour y faire quelques prières et... pour la pratique des œuvres de la charité ». L'archevêque dit encore : « Vous jugerez de ce que sont ces dévotions paroissiales par le protocole que je suis pour les autoriser... Ces moyens servent merveilleusement à contenir les habitants dans la bonne voie et à épargner à la police une fâcheuse et fatigante sollicitude. » Enfin, à propos des pénitents et de leur costume, « je ne sache pas que le gouvernement les ait proscrits. On doit même croire que ce n'est pas son intention, puisqu'ils se sont reproduits dans toutes les provinces voisines sans aucune réclamation, et surtout puisque le gouvernement tolère et même protège les sociétés occultes de francs-maçons, quoique bien plus capables d'exciter son inquiétude ».

Au reçu de cette lettre et du règlement dont elle était accompagnée, Thibaudeau ne put qu'envoyer copie de l'une et de l'autre au ministre de la Police. Il y joignait ces paroles désabusées : « Dans l'état actuel des choses, je fais mon devoir en vous rendant compte de ce qui se passe et je vous prie de vouloir bien me donner une décision à cet égard. »

Mais au lendemain de sa lettre au préfet, l'archevêque avait une fois de plus pris la précaution de relancer Portalis. Il lui demandait « une approbation tacite qui mette à l'abri de toute attaque de la part d'agents subalternes et malintentionnés, les diverses associations de prières et de bonnes œuvres concentrées dans leur paroisse et soumises au curé et pour lesquelles Son Excellence avait promis une lettre tranquillisante ». Très vraisemblablement c'est pour dérober ces œuvres à toute entreprise de l'autorité laïque que le prélat se décida finalement à refondre son règlement de 1805 en un autre du 11 septembre 1807 qu'il envoya au ministre.

Le ministre c'était maintenant, par intérim, Portalis le jeune,

personnage des plus favorables à l'Eglise. Il fut obligé cependant de répondre le 14 décembre dans une lettre adressée, il est vrai, aux deux préfets du diocèse, que les pénitents ne seraient que tolérés. Il appartient au préfet, ajoutait-il, « de juger jusqu'à quel point les confréries de pénitents peuvent être tolérées » dans le département.

Or, dans le Var, d'Azémar était acquis à M. de Cicé ; dans les Bouches-du-Rhône, nous l'avons dit et montré, Thibaudeau signalait les infractions au Concordat par acquit de conscience et sans illusion sur les sanctions possibles. Les pénitents demeurèrent rétablis dans tout le diocèse.

Toutefois Mgr de Cicé s'efforçait d'empêcher les abus de ces confréries en leur imposant l'autorité de l'archevêque. Son règlement est catégorique sur ce point. La confrérie est placée complètement dans la dépendance du curé ou du desservant, qui, lui-même, doit en référer pour tous les cas à l'archevêque. Sans hésiter du reste, Mgr de Cicé suscita tous les fonctionnaires ecclésiastiques et laïques de son diocèse contre les confréries qui ne voudraient pas adopter le nom et le règlement des Associations de miséricorde, ou qui se rassembleraient sans l'autorisation du clergé paroissial et de l'archevêque : ordre de se disperser immédiatement, interdiction des chapelles où se réunissaient les contrevenants et défense à tout prêtre « d'y remplir aucune fonction sous peine de suspense », appel aux procédés de coercition dont l'autorité préfectorale dispose, telles furent les mesures auxquelles il recourut. Il écrivait encore : « Quant aux pénitents, je n'en reconnais aucuns que je n'aye positivement autorisés, et je ne les autorise qu'en leur donnant un règlement qui les modifie et qui écarte les abus ¹. »

Les confréries de pénitents déguisées en Associations de miséricorde ne furent pas les seules associations rétablies avec la permission ou à l'instigation de l'archevêque.

1. 22 février 1806, ms 262, p. 51, 153, 165, 168. Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 15 ; Cicé à Thibaudeau, 11 mars 1806, *ibid.* ; Cicé au préfet du Var, 19 mai 1806 : Arch. du Var, V. Mandements, et ms 262, *cit.*, p. 456 (les deux textes sont différents) ; Cicé à Portalis, 12 mars 1806, ms 262 *cit.*, p. 437. Règlement sur les confréries, etc., 11 septembre 1807 : Arch. des Bouches-du-Rhône, 73 V-1 (anc. V³ 4) ; ms 262 *cit.*, p. 175, 243, 245, 259, 268, 269, 458, 494 ; Règlements donnés à la confrérie des Pénitents blancs par Mgr de Cicé, Bibl. d'Arles, ms n° 172. Le ministre des Cultes aux préfets du Var et des Bouches-du-Rhône, 14 décembre 1807 aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 35, n° 7788, 7789.

Il est un autre genre de groupements pieux que Mgr de Cicé paraît avoir préférés aux pénitents, sans doute parce qu'ils étaient plus disciplinables et peut-être avec la secrète pensée de les opposer et de les substituer aux pénitents, ou bien parce qu'ils admettaient des sections réservées aux jeunes filles et aux femmes. Dans son second règlement sur les fabriques, au cours de cette même année 1806, on lit : « Nous avons jugé convenable de rétablir dans toutes les paroisses de notre diocèse, l'antique et pieuse institution des associations dites du *Corpus Domini* qui sont spécialement chargées de la décoration de l'autel où repose le Saint-Sacrement, et que nous plaçons sous la direction des curés ou recteurs des succursales. » En outre les « associés du *Corpus Domini* concourront avec les fabriciens, soit pour accompagner le saint viatique soit pour porter des flambeaux devant le Saint-Sacrement, soit pour les quêtes à faire au profit du culte ou des pauvres, nous réservant de déterminer en cas de besoin leurs exercices et leurs fonctions ». Observons qu'il y avait là constitution d'associations nouvelles pour lesquelles, d'après le décret du 3 messidor an XII il aurait fallu demander l'expresse autorisation de l'Etat. L'archevêque sut éviter cette obligation en définissant de la façon la plus vague comme on vient de le voir (« nous réservant de déterminer en cas de besoin », etc.), le rôle qu'il assignait à ces associations. L'archevêque sut en outre faire revêtir ces associations d'une ratification suffisante. Il glissa la mention de leur établissement dans ce règlement sur les fabriques qui était soumis à l'approbation gouvernementale, et que le gouvernement approuva globalement.

VI

Les agents les plus actifs de l'apostolat, les instruments les meilleurs du sacerdoce dans le diocèse d'Aix avant la Révolution c'étaient les congrégations. Les ressusciter présentait toujours des difficultés extrêmes, car la méfiance de Napoléon pour toute congrégation religieuse exigeant des vœux de ses membres, ne s'atténuait point avec le temps. Le décret du 3 messidor an XII qui visait nommément les jésuites ou Pères de la

Foi, maintenait en principe l'exclusion « de tout ordre religieux dans lequel on se lie par des vœux perpétuels » et trouvait son commentaire dans ces mots de Napoléon à Fouché : « sous aucun prétexte, je n'entends... avoir d'autres ecclésiastiques que des prêtres séculiers ». Au pape lui-même Napoléon représentait le danger d'élever à côté du clergé « des corporations qui pourraient bientôt devenir plus fortes et plus puissantes que le clergé même ». Bien plus, quand il s'agissait d'associations religieuses à autoriser exceptionnellement, le gouvernement substituait au terme « congrégation », celui de « agrégation », comme le montre le décret du 3 messidor an XII.

Quoique sa sœur, Adelaïde de Cicé, de concert avec le P. Clos-Rivière, se fût adonnée à la constitution des Pères de la Foi ou Pacanaristes, c'est-à-dire des jésuites, l'archevêque d'Aix ne semble pas avoir perdu son temps, du moins ouvertement, à éluder la proscription de la célèbre compagnie, ni à ébaucher la reconstitution d'aucune congrégation contemplative. Il avait eu assez de difficultés, on s'en souvient, à réinstaller dans Marseille les anciennes religieuses Capucines. Il obtint en vendémiaire de l'an XIII la complète autorisation pour elles de porter leur ancien costume et la mesure fut étendue à toutes les anciennes religieuses. Mais ce fut au nom de ce principe que : tout individu peut porter dans son domicile l'habit qui lui convient, et à condition que ces religieuses ne sortissent point du tout de leur retraite, qu'elles n'exerçassent « aucun acte de conventualité », ne fissent point de quêtes, etc. Elles demeuraient simplement « tolérées sous la surveillance de la police ». A plusieurs reprises en l'an XIII, Napoléon signifia qu'il n'acceptait la réapparition des communautés de femmes qu'à titre provisoire, à huis-clos, sans noviciat ¹.

1. Voir Chevalier. *Les Frères des Ecoles chrétiennes et l'Enseignement primaire après la Révolution*, Paris, 1897, in-8, p. 319. Napoléon à Fouché, 15 vendémiaire an XIII, *Correspondance*, n° 8099 et Napoléon au Pape, *ibid.*, n° 8457. Sur Adelaïde de Cicé et les Pacanaristes, voir Procès Saint-Réjant, t. I^{er}, p. 100, t. II, p. 145. Notez que Mgr d'Aviau recueille en 1805 les Pères de la Foi et les emploie à des missions (Lyonnet, *op. cit.*, t. II, p. 528). Sur les Capucines de Marseille, voir Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 7 bis, et Napoléon, *Correspondance*, *cit.*, n° 8099.

Encore en germinal ou floréal de l'an XII à Marseille des poursuites sont engagées contre d'ex-Sacramentines qui ont suivi, en costume de leur ordre, l'enterrement de l'une d'elles (Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 11).

Mieux valait pour Mgr de Cicé profiter des exceptions qu'admit le gouvernement lui-même, notamment dans le décret du 3 messidor an XII, en faveur de congrégations hospitalières ou enseignantes. Puisque l'Etat se refusait à assurer à lui seul les besoins de l'assistance publique, puisqu'il abandonnait à toutes les initiatives l'œuvre de l'enseignement primaire à ébaucher et des écoles secondaires autres que les lycées à fonder, l'Eglise avait l'occasion d'intervenir à nouveau dans ces services de l'assistance et de l'instruction qu'elle détenait sous l'Ancien Régime, qui augmentaient alors son action sur les esprits, que la Révolution avait prétendu laïciser à jamais au profit de l'Etat et pour affermir l'influence exclusive de l'Etat. Avant 1789 l'hôpital et l'école s'élevaient à l'ombre de l'église. L'évêque, et au-dessous de lui le curé, était l'administrateur spirituel de ces trois fondations également. L'archevêque d'Aix résolut de faire valoir à nouveau des droits, qui étaient imprescriptibles à ses yeux. Son esprit de charité y trouverait satisfaction tout autant que les ambitions qu'il nourrissait pour l'Eglise. Et dans son diocèse de Bordeaux il avait pu apprécier la plupart des communautés hospitalières et enseignantes dont le gouvernement tolérait la réapparition.

On peut donc dire que c'est sous forme de congrégations d'assistance et d'enseignement que Mgr de Cicé a travaillé à ressusciter le clergé régulier. Thibaudeau, qui discuta plusieurs fois la question avec lui, nous dit que l'archevêque « était grand partisan des institutions monacales ». Poussé dans la discussion par le préfet, il prétextait « la nécessité d'ouvrir à la société et aux familles un débouché pour se débarrasser des esprits fantasques, des cerveaux malades, des membres viciés au moral et au physique ». Ce sont là des arguments ironiques comme les hommes d'Eglise en opposent dédaigneusement aux esprits forts et aux gens incapables de comprendre les œuvres de la foi. Mais Thibaudeau résume assez exactement la situation quand il écrit : « Toute réunion monacale se présentait avec la mission d'instruire la jeunesse et on l'autorisait. » Il suffit d'ajouter « ou avec la mission de soigner les malheureux », pour avoir le tableau complet des agissements de M. de Cicé en vue de reconstituer les congrégations ¹.

1. Avant 1789, le diocèse de Bordeaux comptait des Frères des Ecoles chré-

Le décret du 3 messidor an XII (22 juin 1804) autorisait nominativement, en tant que congrégations hospitalières et à charge de demander l'approbation de leurs statuts au gouvernement, les Sœurs de la Charité, les Sœurs hospitalières de Saint-Thomas, de Saint-Charles. Mgr de Cicé sollicita et obtint du ministre des Cultes la reconstitution de la communauté des Sœurs de la Solitude ou de la Retraite chrétienne. Il les établit à Marseille « de concert avec le préfet et les administrateurs des hospices », et il leur donna un local « pour recevoir et faire travailler les filles qui demanderaient à travailler et qui sentiraient le besoin de se choisir une retraite ». Une maison analogue fut établie dans la banlieue, à Saint-Barnabé. En 1806 les deux établissements réunis avaient une population de près de cent personnes. D'autres religieuses de la même communauté se fixèrent à Aix au nombre de cinquante à soixante.

Mgr de Cicé fit revenir de Rome les Sœurs de la Charité, les établit à Aix au nombre de cinquante à soixante, obtint pour elles l'autorisation ministérielle le 8 brumaire an XIII (30 octobre 1804). En 1807 leur nombre dépassait la centaine. A Marseille le service de l'hôpital fut confié à vingt-quatre religieuses hospitalières de la Charité. Fut pareillement fondée, puis approuvée par décret, à Aix, la communauté des Sœurs de Notre-Dame de la Grâce qui desservirent l'hôpital Saint-Jacques. Enfin l'archevêque releva les communautés enseignantes. A Aix ce furent les Ursulines, au nombre de dix-sept qui devaient élever gratuitement des jeunes filles indigentes et furent autorisées provisoirement le 9 avril 1806 ; les Dames charitables de la Miséricorde dont le but était analogue. A Marseille les Sœurs de la Visitation ou Visitandines étaient en 1806 au nombre de quarante-sept. A Marseille toujours, une école de filles dirigée par des Sœurs prospéra vite, mais bientôt le conseil municipal cessa de la soutenir.

Mentionnons pour terminer les religieuses hospitalières de

tiennes, des Ursulines, des Filles de la Charité, etc. Voir sur la connexion jadis de l'église, de l'hôpital et de l'école, H. Prélôt, S.-J., déjà cité (*Etudes*, t. 67, p. 106) ; Napoléon à Fouché, 15 vendémiaire an XIII ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 8 ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 170-173.

Périer, à Avignon, ne voulait que des congrégations enseignantes et hospitalières (Durand, *op. cit.*, p. 419).

Saint-Augustin à Arles, une maison d'Ursulines peu nombreuses du reste à Tarascon.

Quant au Var les renseignements précis nous manquent. Mais à Toulon tous les hospices étaient confiés aux sœurs de la Sagesse et l'archevêque installait dans cette ville, avec l'appui de la municipalité, les Sœurs des écoles chrétiennes.

Permon chercha parfois chicane à l'archevêque pour ces diverses institutions, du moins avant qu'elles eussent reçu l'investiture officielle. Sans compter l'appui de Portalis, l'archevêque recourait alors à Madame Mère que Napoléon avait constituée protectrice des communautés féminines d'assistance et d'enseignement.

Les établissements ainsi tirés du néant manquaient de ressources. Il leur était interdit de faire des quêtes, d'acquérir des immeubles transmissibles à perpétuité, etc. L'archevêque s'ingéniait du moins à écarter ces obstacles. Il écrivait à Thibaudeau, à propos des Ursulines de Tarascon qui se proposaient d'acheter une maison : « Je sais que les fidei-commis sont prohibés par les lois, et ils doivent l'être. Mais ces vertueuses filles qui ne sont animées que par le seul désir du bien et pendant leur vie et après leur mort, ne pourraient-elles pas faire insérer dans le contrat d'acquisition, qu'elles achètent non seulement pour elles nominativement, mais encore pour les personnes de leur sexe qui, entrées et reçues dans l'établissement se livreraient après elles à l'éducation de la jeunesse ? » Ou bien « ne pourraient-elles pas faire une déclaration subséquente par laquelle elles manifesteraient leur intention de laisser la propriété et la jouissance de l'établissement à celles qui, choisies et nommées par elles, continueraient après leur mort l'œuvre de l'éducation ? » Il est assez piquant de voir le chef du diocèse s'adresser au représentant personnel de l'Etat pour trouver un moyen élégant de tourner la loi et d'ébaucher une reconstitution de la main-morte. Par contre Portalis très justement écrivait à l'archevêque le 27 novembre 1806 que la commission administrative des hospices d'Arles se devait de fournir la nourriture et le logement, de faciliter le recrutement pour la communauté des Sœurs hospitalières d'Arles ¹.

1. Cicé à Portalis, 1^{er} ventôse an XIII, ms 262 cit., p. 398 ; Arch. nat., F⁷ 8410, AF IV 1045 ; Registre des délibérations du conseil municipal de Marseille, 3 bru-

En fait de communautés d'hommes, il ne pouvait s'en former que pour l'enseignement. Or pour l'enseignement secondaire l'archevêque se heurtait à la concurrence du lycée établi à Marseille par l'Etat et dont nous reparlerons. Par contre, le dédain de Napoléon pour l'œuvre d'instruction des fils de la petite bourgeoisie et du peuple permettait à Mgr de Cicé de solliciter cette humble clientèle, d'autant que les conseils généraux des Bouches-du-Rhône et du Var réclamaient à cor et à cri des instituteurs.

Mgr de Cicé avait institué, on le sait, un grand séminaire et de petits séminaires. Seulement leur but avoué était de former des prêtres. Le prélat fonda aussi des écoles qui paraissent avoir été d'un genre mixte, à la fois primaire et secondaire. Il y en eut notamment une à Toulon sous la direction d'un prêtre nommé Desfrances. L'archevêque lui permit d'avoir un oratoire dans l'institution et d'y célébrer la messe, ce qui ne pouvait manquer de plaire aux familles. Une dénonciation contre Desfrances, due à un enfant peut-être vicieux, n'empêcha pas sa maison de se développer. Il est possible que des douze écoles secondaires que Marseille possédait en l'an XII, des neuf institutions analogues qu'il y avait dans le Var, certaines aient été des créations de l'archevêque et dirigées par des prêtres à ses ordres.

maire an XIV-29 mai 1806, séance du 13 mai 1806, Arch. commun. ; Arch. nat. F¹⁹ bis + 38, n° 7832, sur l'établissement de Saint-Barnabé, près Marseille, dont nous reparlons un peu plus loin. Cicé à Thibaut, 26 mai 1806, réponse approuvée du préfet le 12 juillet pour les Ursulines, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 5, et Picot, *Mélanges de philosophie*, t. I^{er}, p. 430, t. II, p. 235 ; Arch. nat., AF IV + 380 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 4, V⁴ 12 et V⁸⁸ 1. Voir encore aux Arch. nat., dans F¹⁹ bis + 75, 23 avril 1807, n° 6597, F¹⁹ bis + 35, 26 septembre 1807, n° 7222, décrets autorisant les religieuses de Notre-Dame de Grâce et les Sœurs hospitalières d'Aix ; dans F¹⁹ bis + 28, n° 4551, 23 mai 1806, et F¹⁹ bis + 33, n° 5256, 25 octobre 1806, décrets autorisant les Sœurs de la Miséricorde et les Dames de la Retraite d'Aix. — Sur Toulon, voir Picot, *op. cit.*, t. II, p. 234-236, et Napoléon, *Correspondance*, 28 prairial an IX, n° 5610 ; ms 262, p. 463, et Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 4, sur les protections obtenues par M. de Cicé. Cicé à Thibaut sur les Ursulines de Tarascon, 6 floréal an XII, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 14 ; aux Arch. nat., Portalis à Cicé, 27 novembre 1806, dans F¹⁹ bis + 67, n° 5818. — M. de Cicé essaya aussi d'attirer à Aix une directrice de pension, M^{me} Cosway, personnalité qui mériterait une étude à part, et que lui disputaient les archevêques de Milan, de Tours, de Lyon. Elle s'établit à Lyon (Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, t. II, p. 210 et sources lyonnaises).

A Marseille Mgr de Cicé s'évertua à fonder l'enseignement primaire congréganiste au profit des Frères des Ecoles chrétiennes. Les Frères avaient toujours été aimés en Provence. Un décret du 11 frimaire an XII (3 décembre 1803) approuvait leur reconstitution. Ils ne pouvaient « être considérés comme formant une corporation » ; ils « inspireraient à la génération naissante l'amour du gouvernement et de son chef » ; ils se contentaient « du plus strict nécessaire » ; ils donnaient un enseignement « gratuit » et « l'instruction des enfants ne pourrait qu'y gagner aussi, étant confiée à des maîtres entièrement consacrés à cette instruction, et qui n'en sont point distraits par des soins de famille ». Enfin Napoléon devenu Empereur, dans le but d'assurer leur recrutement exemptait de la conscription les novices, et laissait les Frères eux-mêmes reprendre leur habit bien connu. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône en réclamait pour Marseille même. L'archevêque proposa donc au conseil municipal de Marseille d'envoyer, aux frais de la commune, trois ou quatre sujets au noviciat général de la congrégation à Lyon. Ces sujets formeraient ensuite à Marseille un établissement d'importance. Le conseil approuva, ajourna toutefois à 1808 la dépense. A Aix un établissement dit de Saint-Joachim, fut formé aussi pour l'instruction des jeunes garçons, à des prix de pension très modiques. Et nombre d'écoles congréganistes que l'on voit fonctionner pour l'éducation des enfants pauvres entre 1808 et 1812, datent bien probablement de la période antérieure.

Ces diverses créations ne représentent cependant pas tout l'effort de Mgr de Cicé en faveur de la reconstitution de l'enseignement congréganiste et de la formation de communautés enseignantes. Nous avons tout au moins des indices d'un travail discrètement accompli par le prélat. Le ministère, à la fin de 1807, crut discerner dans le diocèse d'Aix l'existence d'une association d'hommes dits frères de la Solitude chrétienne, puis se déclara détrompé. Or cette association existait, à telle enseigne qu'elle semble bien avoir donné le personnel de l'établissement de Saint-Joachim et nous en reparlerons. Mgr de Cicé sera obligé de reconnaître en 1808 qu'il a rétabli une association de prêtres fondée jadis sous les auspices de Mgr de Belsunce sous le nom de Prêtres du Sacré-Cœur de Jésus et qu'il leur a

confié la direction du petit séminaire de Marseille, direction que cette association possédait déjà sous l'Ancien Régime. Enfin des observations de Portalis le jeune à l'archevêque, du 20 octobre 1807 font saisir sur le vif la méthode de M. de Cicé. L'établissement de Saint-Barnabé près Marseille avait été fondé, nous l'avons dit, pour l'instruction des filles pauvres. Dans le règlement que M. de Cicé lui donnait et envoya pour approbation au ministère, l'archevêque avait glissé, sans crier gare, les trois dispositions suivantes : extension de l'établissement à l'instruction des garçons pauvres ; extension de l'établissement à l'amenagement des enfants vicieux, sous forme d'organisation d'un refuge où les magistrats et les familles enverraient ceux qui leur paraîtraient mériter cette mesure ; capacité pour l'établissement de recevoir dons, legs et fondations. Le ministère s'en aperçut et renvoya le règlement pour correction¹.

Nous avons signalé qu'à la fin de 1807 le gouvernement paraissait éprouver le besoin de jeter un coup d'œil sur la comptabilité des fabriques et le budget *réel* de l'épiscopat dans les divers diocèses. Il éprouva, semble-t-il, dans le même temps, une égale curiosité à l'égard du nombre et de la situation des diverses communautés rétablies. Portalis le jeune n'y contredit point, au contraire. En effet, bien que des mieux disposés pour l'Eglise en général, pour M. de Cicé en particulier, Portalis le jeune n'avait ni la situation et l'ancienneté de services, ni l'énergie, ni l'habileté nécessaires pour, à l'exemple de son père et prédécesseur, endormir ou égarer les soupçons du Maître vis-à-vis du pouvoir ecclésiastique.

1. Registre de délibérations du Conseil général du Var, 1800-1809, 9 juin 1806, (Arch. du Var). Cf. Conseil général des Bouches-du-Rhône, 10 juin 1806, Arch. nat., F⁷ 8621, sur Desfrances ; *Annuaire du diocèse d'Aix* pour l'an XII ; Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, p. 55, ss, 161, etc. ; Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, t. I^{er}, p. 292, t. II, p. 131 ; Napoléon au Conseil d'Etat sur les Ignorantins dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1912, p. 383 ; Cicé à Portalis, 17 avril 1806, ms 262, p. 443 ; Chevalier, *Les Frères des Ecoles chrétiennes*, p. 93 ss. ; Registre des délibérations du Cons. mun. de Marseille, 3 brumaire an XIV-29 mai 1806, 13 mai 1806, Arch. com. ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ bis, (26 juin) ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 234. Sur les frères de la Solitude chrétienne, voir Arch. nat., 24 octobre, 7 novembre, 9 et 14 décembre 1807, dans F¹⁹ bis + 35, n° 7425, F¹⁹ bis + 48, n° 7988 et 8424, F¹⁹ bis + 35, n° 7775 ; sur les Prêtres du Sacré-Cœur de Jésus, le ministre à M. de Cicé, 4 avril 1810, retour précis sur les origines de l'affaire dans F¹⁹ bis + 123, n° 2551. Sur Saint-Barnabé, F¹⁹ bis + 39, n° 4024 et 38, n° 7832 (20 octobre 1807).

VII

Du moment que l'Etat acceptait que les congrégations hospitalières fussent rétablies, il ne pouvait s'opposer à l'intervention du clergé dans les services de l'Assistance publique. En cela comme en toutes choses, le gouvernement encourageait lui-même par ses concessions l'épiscopat à demander et à oser. C'était d'ailleurs la tradition de l'Ancien Régime, reprise par les Cahiers du clergé en 1789. Depuis le Concordat, le régime consulaire avait ouvert à l'archevêque de Paris et à divers évêques le conseil des hospices de leur résidence.

Portalès affirmait en 1804 le droit pour les évêques de choisir les aumôniers des hôpitaux. Mgr de Cicé a révélé tardivement, le 26 juin 1806, mais avec netteté, sa ligne de conduite vis-à-vis de l'assistance laïque : « J'ai considéré, dit-il dans une circulaire à ses curés, qu'un des effets de la Révolution avait été d'écarter tous les prêtres de toute influence sur les charités, de réduire celles-ci à des actes d'une pure philanthropie et de nuire à la religion en enlevant à ses ministres la consolation d'avoir des secours à distribuer », d'autre part « que la restauration religieuse devait aussi amener avec elle le retour aux anciens principes, et pour le bien des pauvres même, rétablir la charité et ses premiers ministres dans leurs droits essentiels ».

Mais il n'avait pas attendu jusque 1806, pour agir conformément à cette règle. Déjà par son premier règlement sur les fabriques, il chargeait dans chaque paroisse les marguilliers et le curé ou recteur, de faire des quêtes pour les pauvres de la paroisse et il n'admettait pas qu'il y eût « une église » où cette pratique charitable fût négligée. C'était d'ailleurs la règle sous l'Ancien Régime. Nombre d'évêques firent comme le chef du diocèse de Provence, sans attendre son exemple.

Ce faisant, l'épiscopat se heurtait à l'organisation de l'Assistance publique. Le soin des pauvres, celui de quêtes en faveur des déshérités, avait passé des fabriques aux bureaux de bienfaisance réglementés par la loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796). Un arrêté du 3 prairial an XI (25 mai 1803) autorisait les administrateurs des hospices et les bureaux de bienfaisance

à « faire quêter dans tous les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses » et à y « faire poser des troncés destinés à recevoir les aumônes ». Toute quête à domicile fut, à la même époque, placée sous la dépendance de la police locale. Qu'allaient devenir non seulement les quêtes par les marguilliers qu'avait établies l'archevêque, mais encore les troncés fixés dans les églises par ses prêtres, les bassins promenés parmi les fidèles, etc. ?

Le clergé entrava de tous côtés l'application de l'arrêté du 5 prairial an XI. Peut-être Thibaudeau garda-t-il sur ce fait le silence. Fauchet du moins écrivit le 16 germinal an XII (6 avril 1804) au ministre de l'Intérieur : « Depuis quelque temps les curés et desservants s'opposent à ce que les quêtes continuent dans les églises, sous le prétexte qu'elles n'ont point été autorisées par M. l'archevêque. Je ne croyais point avoir besoin de l'agrément ou de la médiation de M. l'archevêque pour faire exécuter vos ordres..... Cependant, jaloux de maintenir la bonne intelligence qui doit régner entre les autorités civiles et ecclésiastiques, je n'ai pas cru devoir donner des ordres contraires sans vous en avoir préalablement référé. »

Au fond de ce litige il n'y avait pas seulement une émulation louable à provoquer les aumônes. C'était la laïcisation de l'Assistance publique que l'archevêque et l'épiscopat en général s'apprétaient à remettre en question.

Tandis que le conflit avait pour conséquence dans les sphères gouvernementales, la préparation d'un règlement devant le Conseil d'Etat, Mgr de Cicé demeurait fidèle à son esprit d'entreprise.

Sous l'Ancien Régime, le gouvernement faisait distribuer aux curés par les intendants des boîtes de remèdes simples. Le 8 vendémiaire an XIII (30 septembre 1804) le Conseil d'Etat autorisa les prêtres à donner aux malades les premiers soins. Le 21 messidor suivant (10 juillet 1805), Mgr de Cicé réclama, toujours au nom de la tradition, l'envoi aux évêques de médicaments gratuits, destinés par le gouvernement aux pauvres en temps d'épidémie conformément à un décret du 12 floréal an XII. Il annonça au début de 1806 à son clergé que probablement les curés et recteurs allaient être chargés de l'exécution des legs testamentaires aux pauvres. Il avait raison d'aller de l'avant car Porta-

lis, après lui avoir, le 13 février 1806, demandé d'établir entre la quête du bureau de bienfaisance dans l'église et celle du curé un « équilibre qui ne permit pas à l'une des deux de nuire à l'autre », Portalis, le 16 avril 1806 réclamait en faveur des fabriques l'administration générale des dons et aumônes pour les pauvres, contrairement aux tendances du Conseil d'Etat.

C'est deux mois plus tard que Mgr de Cicé affichait la prétention de « rétablir la charité et ses premiers ministres dans leurs droits essentiels » et il ajoutait : « J'ai considéré, ajoutait-il... que les nouveaux établissements de bienfaisance, mûs par je ne sais quel esprit, s'arrogeaient les prétentions les plus déplacées... Les bureaux allaient même jusqu'à soutenir qu'ils avaient le *droit* de quêter dans nos églises sans ma permission, sans l'attache du recteur et conservateur de l'église. » L'archevêque reconnaissait d'ailleurs qu'il y avait eu « dans plusieurs lieux de ce diocèse, de la négligence de la part des prêtres qui se sont trop facilement déchargés de toute sollicitude pour les pauvres, et par là ont donné naissance aux prétentions et aux usurpations ». Pour remédier à cet état de choses comme « pour rappeler les vrais principes et en même temps pour l'avantage des pauvres », Mgr de Cicé prescrivait donc « que les prêtres fissent eux-mêmes la quête », ajoutant ceci : « Il n'est pas douteux qu'un curé faisant lui-même la collecte, ne produise une impression bien intéressante dans les vues de la charité et cela ne peut que lui faire honneur. »

A la vérité, toujours prudent, l'archevêque se gardait de réclamer la complète remise en vigueur du régime d'avant 89. Il demandait le partage du domaine de l'Assistance publique, à proportions égales, entre l'Etat laïque et l'Eglise. Il rédigea donc comme suit les articles 11 et 12 de son règlement sur les fabriques. « Pour seconder les vues paternelles du gouvernement, nous permettons aux membres de l'administration des hospices et des bureaux civils de bienfaisance », une quête par mois dans l'église pendant l'office du matin, la date devant être fixée d'accord avec le clergé paroissial. A cet effet un tronc particulier sera placé dans le vestibule de l'église. Le prélat marquait encore sa tactique de mesure et d'opportunisme dans l'empiètement, par cette lettre à un de ses correspondants diocésains du 3 juillet : « Je consens et vous pourrez offrir partout où les bu-

reaux seront composés de manière à mériter la confiance publique, que les aumônes colligées dans l'église pour les pauvres de la paroisse soient réunies à celles que recueillera le bureau, pourvu que la distribution en soit faite (de la totalité) (*sic*), de concert entre le bureau et le curé. »

Mais pour qu'on fût assuré du bon esprit des bureaux de bienfaisance, le mieux était d'y faire une place au clergé paroissial. Portalis n'avait pas osé concéder à l'épiscopat l'admission de droit des curés dans les bureaux de bienfaisance, « établissements purement civils ». Dans certaines villes du Var, ils avaient reçu accès dans les commissions d'hospices. Mgr de Cicé, le 14 et le 23 juillet 1806, demanda au ministre des Cultes que le préfet des Bouches-du-Rhône fût obligé de constituer partout les curés membres des bureaux de bienfaisance, les évêques membres des commissions d'hospices ¹.

Le gouvernement, pour résoudre le conflit, prit le décret du 12 septembre 1806 qui constituait de sa part une reculade nouvelle, par cela même qu'il se rapprochait singulièrement des mesures adoptées par Mgr de Cicé. L'article 1^{er} de ce décret stipule : « Les administrateurs des bureaux de bienfaisance sont autorisés à faire par eux-mêmes des quêtes et à placer un tronc

1. Affre, *Traité de l'administration des paroisses*, p. 99 ; Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 87 ; Arrêté consulaire du 2 fructidor an X dans *Bulletin des Lois*, 3^e série, t. VI, n° 208 ; cf. l'art. 29 de l'édit d'avril 1695 donnant la présidence des bureaux d'administration de tous les hôpitaux aux évêques et archevêques ; Napoléon à Portalis, 24 nivôse an XIII (*Correspondance*, n° 8275) ; Portalis à l'évêque d'Arras au début de 1804 dans Picot, *Annales*, t. II, p. 43 ; circulaire de Cicé aux curés, 26 juin 1806, ms 262, p. 193 ; Loi du 7 frimaire an V dans le *Bulletin des Lois de l'an V*, 2^e série, 3^e partie, n° 94 ; Champeaux, *op. cit.*, t. II, p. 297. Interdiction des quêtes non autorisées : Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 339, et Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 7 bis. Thihaudeau laisse voir son hostilité dans *Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte*, t. III, p. 430 ; Fauchet au ministre de l'Intérieur, 16 germinal an XII, Registre n° 3 de la correspondance du préfet, Arch. du Var ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 34 et Cicé à Portalis, 21 messidor an XIII (ms 262, p. 417) ; Cicé à Gaston, curé de Saint-Tropez, 16 février 1806, *ibid.*, p. 149 ; Portalis à Cicé, 13 février 1806, aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 45, n° 3342. Sur Portalis et le Conseil d'Etat, voir Portalis, *Rapports*, p. 426, et Champeaux, t. II, p. 350 ; Circulaire aux curés du 26 juin 1806 et Règlement pour les fabriques déjà cités. — Cicé à l'abbé Vigne, 5 juillet 1806, ms 262, p. 199 ; à Portalis, *ibid.*, p. 463 et 467, sur les bureaux de bienfaisance ; réponse de Portalis mentionnée et datée du 15 juillet sans que nous puissions en voir le sens aux Arch. nat., F¹⁹ bis + 39, n° 4243. *Annuaire du diocèse pour l'an XII* ; Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 337.

dans chaque église paroissiale de l'Empire. » L'article 2 ajoute : « Les évêques, par un article additionnel à leurs règlements de fabrique intérieure, et qui sera soumis à notre approbation par notre ministre des Cultes, détermineront le nombre de ces quêtes, les jours et les offices où elles se feront. »

On doit rendre hommage à l'ingéniosité et à la délicatesse de Mgr de Cicé en fait de charité. Dans le règlement de 1806 sur les fabriques, celles-ci sont autorisées à placer des tronc^s aux portes de l'église « pour les femmes en couche et le trousseau des enfants » ; de même pour « les pauvres honteux », et les sommes recueillies à l'intention de ces derniers seront employées de la façon la plus discrète. Il est même prévu un tronc pour les ouvriers sans travail ¹.

L'enseignement de l'Etat, comme l'assistance par l'Etat, se vit l'objet des entreprises du clergé et de l'archevêque d'Aix. Dans ce cas encore on pourrait dire que c'est l'Etat qui le voulut.

Pour dispenser l'enseignement secondaire dans les départements du Sud-Est, le Consulat avait établi à Marseille un lycée comprenant dans son ressort : Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes et Vaucluse. Plus tard des collèges furent fondés à Aix, Arles, Tarascon. L'Empire y ajouta un collège à Toulon en 1808.

Le lycée de Marseille fut inauguré le 15 thermidor an XI (3 août 1803) et les scrupules religieux de l'archevêque ne durent point s'alarmer de l'apparition de cette institution laïque. Le proviseur, le censeur, un professeur étaient d'anciens ecclésiastiques. Le personnel, conformément à l'arrêté consulaire du 19 frimaire an XI applicable à tous les lycées, comportait un aumônier, et d'après le règlement du 21 prairial suivant, les élèves comme dans les autres lycées étaient astreints à la prière en commun matin et soir, ainsi qu'aux offices du dimanche. Mais le lycée, dès l'abord, marcha très mal. Il n'était pas en 1804 « au niveau de la dernière école secondaire ou primaire de Marseille ». Malgré l'appui de l'administration préfectorale, on n'y comptait en 1806 que 125 élèves. Or l'évolution qui emportait la bourgeoisie vers la ferveur religieuse réclamait une part croissante pour l'Église dans l'enseignement, même dans

1. Arch. nat., F¹⁹ 304, et Arch. des Bouches-du-Rhône, V²-4.

l'enseignement d'État. D'autre part Napoléon déclarait au début de 1805 : « Tant qu'on n'apprendra pas dès l'enfance s'il faut être républicain ou monarchique, catholique ou irreligieux, etc., l'État ne formera point une nation... il sera constamment exposé aux désordres et aux changements. »

En conséquence, le 30 ventôse an XIII (21 mars 1805), Napoléon écrivait au Pape : « Sa Majesté n'entend pas... que l'éducation religieuse soit négligée dans les lycées ; et pour être assurée que ses intentions ne seront point éludées à cet égard, elle placera les évêques dans les administrations qui dirigent ces établissements. » Portalis dépassa certainement les intentions du Maître. Portalis écrivit en effet à Mgr de Cicé le 27 frimaire an XIV (18 décembre 1805) : « Il m'est revenu de plusieurs endroits des détails affligeants sur le dérèglement des mœurs que l'on dit exister dans le lycée de Marseille. Je connais votre sollicitude pour tout ce qui intéresse la morale publique, et les soins que vous apportez à la surveiller et à la diriger dans votre diocèse me sont un garant assuré du zèle avec lequel vous répondrez à l'invitation que je vous fais de me communiquer vos lumières sur cet objet important ». En conséquence « je vous prie avec confiance de me transmettre les faits qui seront parvenus à votre connaissance et vos propres idées sur un établissement qui doit avoir fixé votre attention ».

Ainsi, tandis que Napoléon songeait simplement à confier aux évêques une place leur permettant de s'assurer que l'instruction religieuse était donnée dans les lycées, et avant même que cette intention eût pris forme de décision, le ministre des Cultes constituait l'archevêque d'Aix inspecteur de la moralité au lycée de Marseille, c'est-à-dire censeur effectif des tendances de l'enseignement dans cette maison. Portalis réalisait, sur ce point du territoire, le régime qui, près de cinquante ans plus tard, sera celui de la loi de Falloux.

On ne peut nier que la logique ne fût du côté du ministre. Etant donné le principe en vigueur d'après lequel la religion devait être associée à la politique et cet autre principe, aussi cher à Portalis et Napoléon qu'à M. de Cicé, que sans religion il n'est point de morale possible, étant donné d'autre part que M. de Cicé était considéré par Portalis comme un grand admi-

nistrateur et chargé déjà, comme tel, de surveiller l'administration laïque dans les départements de son diocèse, on comprendra que Portalis ait prié M. de Cicé d'enquêter sur la moralité au lycée de Marseille.

Des faits de ce genre donnèrent-ils à réfléchir à l'Empereur ? C'est peu probable, puisque la mission donnée par Portalis à M. de Cicé ne fût point révoquée. Napoléon fut-il plutôt surpris du développement des écoles ecclésiastiques ou mal impressionné par ses premiers conflits avec le Pape ? En tout cas il parut en 1806 réagir contre les tendances qu'il manifestait le 30 ventôse an XIII. On peut admettre qu'il conçut l'Université impériale et comme un instrument de règne et comme un instrument de lutte vis-à-vis d'un clergé qu'il jugeait envahissant. Il disait même : « Cette institution sera une garantie contre le rétablissement des moines. » Et la loi du 10 mai 1806 posa le principe de la formation de l'Université ¹.

L'Empereur, après cette démarche osée, jugea-t-il qu'il fallait rassurer l'épiscopat ? Ou Portalis eut-il l'idée d'opposer un antidote au poison de l'enseignement universitaire que l'on préparait ? Toujours est-il que le 2 décembre 1806, Portalis demandait à l'Empereur le droit pour les évêques de visiter les établissements d'instruction publique de leurs diocèses et de « s'enquérir de l'enseignement religieux qu'on y donne ». Ils avaient eu ce droit de tout temps, ajoutait Portalis. Et puis comme l'Etat faisait une part dans les lycées à l'instruction

1. Sur le lycée, voir Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 280 ; Arch. nat., AF IV 1495 ; l'*Annuaire du diocèse* pour l'an XII : proviseur au lycée de Marseille, Roman, ex-supérieur du collège de Lyon ; censeur, Reydellet, ex-professeur de l'Université de Paris ; professeur de latin, Bouasse, ex-professeur à Sorèze ; l'aumônier est Roques, ex-prieur du couvent de Saint-Maximin ; mais plusieurs professeurs viennent des écoles centrales. Sur le régime des lycées, voir Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, *op. cit.*, p. 83 ss. : les concessions à l'Eglise sont commentées sans enthousiasme dans Picot, *Annales*, t. 1^{er}, p. 60. — Sur le collège de Toulon, voir L. Bourrilly, *Historique du collège de Toulon, 1625-1867*, Toulon, 1901, in-8. — Sur le goût général des familles pour l'éducation religieuse, voir Lanzac de Laborie, *op. cit.*, p. 141 ; Napoléon, *Correspondance*, 27 pluviôse an XIII, n° 8328, et 30 ventôse, n° 8457. — Portalis à M. de Cicé, 27 frimaire an XIV, aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 73, n° 3067. Sur le but primitif de l'Université, voir Aulard, *op. cit.*, p. 161 : on sait que la loi du 10 mai 1806 crée sous le nom d'*Université impériale* « un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout l'Empire ».

religieuse à côté de l'instruction proprement dite et que cette dernière était contrôlée par les inspecteurs généraux, il était logique de placer la première sous l'inspection des évêques. Le 6 janvier 1807 un décret autorisa les évêques à faire des visites pastorales dans les établissements d'instruction de leur diocèse, à s'enquérir de l'enseignement religieux qu'on y donnait, à s'assurer si dans ces établissements les chapelles étaient dans un bon état, le culte exercé conformément aux règles, les aumôniers assidus à leur devoir. Le ministre en avertit les préfets des départements provençaux un mois après. Il en avertit d'autre part l'épiscopat par une circulaire du 2 février qui ajoutait : « Sa Majesté désire également que vous me communiquiez après les visites pastorales, les observations qu'elles vous auront suggérées, et que vous me transmettiez un rapport sur la situation religieuse desdits établissements, afin que, lui étant soumis, elle soit à portée de connaître le bien qui se fait... ou d'arrêter les progrès du mal. »

M. de Cicé témoigna au ministre le plaisir qu'il aurait à exercer cette inspection. En lui répondant le 3 mars, Portalis crut devoir lui signaler que « ce droit » était « personnel aux évêques et à leurs vicaires généraux officiels ». Dès le 12 mars 1807 Mgr de Cicé commençait son inspection. Elle débuta par les maîtres et les maîtresses de pension.

Soit que l'archevêque eût été obligé de consacrer beaucoup de temps à l'enquête dont il avait été chargé précédemment sur la moralité du lycée de Marseille, soit qu'il n'eût osé d'abord poursuivre cette enquête, c'est le 7 mars 1807, après avoir été avisé du droit d'inspection donné aux évêques sur l'enseignement religieux que Mgr de Cicé envoyait au ministre des Cultes son impression à l'égard des accusations portées contre le lycée. Nous n'avons pas sa lettre, mais la réponse de Portalis. Le ministre demandait des précisions : « Mais j'avoue, disait-il, qu'il était difficile de soupçonner des faits aussi graves et aussi effrayants... Vous comprenez combien il importe que la vérité de pareils faits soit constatée ; beaucoup de gens ici chercheront à pallier. Il est essentiel que je puisse rendre un compte exact et sûr, et je ne connais personne qui puisse me mettre plus à portée que vous de rendre ce compte. »

Ainsi Mgr de Cicé fut confirmé de toute façon dans sa situa-

tion d'enquêteur officieux à l'égard du lycée de Marseille et de l'enseignement secondaire d'Etat ¹.

Quant aux écoles primaires non congréganistes, elles étaient aissées par la loi du 11 floréal an X, on le sait, à l'initiative et à la charge des municipalités, et Thibaudeau observe justement à ce propos : « On eût dit qu'on redoutait que la masse du peuple, surtout dans les campagnes, ne fût trop éclairée. » L'évêque de Versailles, et Portalis à sa suite, avaient proposé le 23 avril 1805 de rendre la nomination des maîtres d'école des petites communes aux évêques, comme autrefois sous l'empire de l'édit de 1695, et Cambacérès avait eu le courage de faire ressortir l'archaïsme, pour ne pas dire plus, d'une telle mesure, en termes décisifs. Il ne semble pas que, dans la période qui nous occupe, Mgr de Cicé ait songé à s'assujettir les instituteurs de village. C'était évidemment besogne bien moins urgente que le développement des écoles de Frères. Son bon sens s'opposait même à la réunion dans les mains du desservant, des fonctions d'instituteur à celles de pasteur : « on s'exposerait à avoir un mauvais curé et un mauvais maître d'école » dit-il très justement ².

La pondération, les ménagements savamment calculés de l'archevêque dans la question de l'instruction publique ne pouvaient être compris et agréés des dévôts intransigeants. Le P. Servat dont nous aurons à parler sous peu, s'écriait dans la chaire de Sainte-Trophime d'Arles à propos des incrédules : « Les sources de l'instruction publique sont infectées de leur doctrine » et : « La morale des incrédules est aujourd'hui la seule instruction de la jeunesse. » Ceci, observait naïvement Thibaudeau, « n'est pas propre à donner de la considération aux établissements fondés par le gouvernement ». En réalité

1. Champeaux, *op. cit.*, t. II, p. 360 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 186 ; Portalis à Thibaudeau, 5 février 1807, Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 22 ; Circulaire de Portalis à l'épiscopat, 2 février 1807 aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 67, n° 5716. Portalis à M. de Cicé, 5 mars 1807 sur le droit d'inspection personnel aux évêques, *Ibid.*, F¹⁹ bis + 75, n° 6205. Portalis à Cicé, 16 avril : il a reçu sa lettre du 7 mars sur le lycée de Marseille, etc. (*ibid.*, n° 6259).

2. Arch. nat., AF IV 1045 ; Aulard, *op. cit.*, *passim* ; Cicé au curé de Draguignan, 27 févr. 1807, ms 262, p. 231. L'évêque de Versailles émet ce vœu dès le 6 thermidor an XI (Arch. nat., F¹⁹ 452, cité par Mathiez : *Annales révolutionnaires*, t. II, p. 255). Cf. Portalis, *Rapports*, p. 636, 639 et Chevalier, *op. cit.*, p. 168.

ces excès de zèle complétaient, sans que Mgr de Cicé y songeât, l'œuvre de l'apostolat par l'enseignement telle que la menait l'archevêque. Mgr de Cicé constituait l'enseignement congréganiste à côté de celui de l'Etat et contrôlait ce dernier ; le P. Servat et autres, jetant l'anathème à l'enseignement de l'Etat, manifestation que la position de l'archevêque et son caractère ne lui permettaient pas, le P. Servat et autres devaient faire refluer la clientèle vers l'enseignement congréganiste.

VIII

Cependant il subsistait des résistances à l'action de l'Eglise.

On en trouvait par exemple dans l'armée. Le général Cervoni, non content de fermer aux aumôniers les forts et casernes, refusait de faire rendre les honneurs militaires sur le passage des processions. Il est vrai que Cervoni montrait une complète absence d'égards pour quiconque ne portait pas l'épée et en arrivait sur cette question à indigner l'Empereur même. Par compensation, à Arles le commandant de la place et le maire, à Toulon le préfet maritime et le commandant de la place s'empressaient à suivre la procession au point de s'y disputer la préséance. Mais l'archevêque signalait en l'an XIII au ministre de la Marine l'attitude indécente des aspirants dans les églises de Toulon. Toujours dans cette ville, en 1806 un officier de la ligne et un officier d'artillerie de marine s'attiraient durant le service divin des observations d'un prêtre sur leur manque de tenue. L'officier d'artillerie ripostait en provoquant le prêtre en duel. L'ecclésiastique portait plainte. Sur les instances des amis du délinquant la plainte était retirée. L'officier était néanmoins puni, de façon à ce que la sanction fût, écrivait Caillemet, « une leçon pour tous les étourdis qui n'auraient pas pour la religion et ses ministres le respect qu'elle doit inspirer ».

D'autre part il circulait encore beaucoup de mauvais livres. Mgr de Cicé les dénonçait dans une lettre pastorale du 25 février 1804. Nous avons vu l'incident relatif à la représentation de la pièce intitulée *Les Visitandines*. Le prélat n'en voulait

pas « dans une ville telle que Marseille où il y avait encore quelque foi », et si les *Visitandines* ne raillaient que les couvents disparus depuis la Révolution, M. de Cicé n'en concluait pas moins que « cela tombait en définitive sur la religion, sur ses ministres ».

Les francs-maçons, suivant la tendance inaugurée dans l'Église à la suite de la Révolution par l'abbé Barruel, apparaissaient au prélat comme tout à fait pernicieux : il appelait les rigueurs du gouvernement contre ces « sociétés occultes » qui méritaient « d'exciter son inquiétude ». On relève d'ailleurs des faits indiquant que dans les Bouches-du-Rhône les loges maçonniques servaient d'asile aux Jacobins¹.

S'il se produisait des résistances et de l'hostilité vis-à-vis de l'Église, l'esprit combatif et l'ardeur de propagande du clergé croissaient sans cesse. Reconstitué par les soins de son chef, prenant conscience d'une vigueur nouvelle, agité comme d'un renouveau de jeunesse, le clergé dans le diocèse d'Aix et dans toute la France, montrait à reconquérir les âmes une vaillance, une impétuosité dépourvues de ménagements. Des esprits si récemment tirés de l'extrême infortune, si promptement parvenus au plein succès et qui, rapportant toujours à Dieu toutes choses, interprétaient leur félicité présente comme l'éclatante manifestation de la protection divine, de tels esprits étaient pour ainsi dire enivrés de prosélytisme. Les *Annales* de Picot,

1. Cicé à Portalis, Arch. nat., F¹⁹ 353. — Sur Cervoni, voir Arch. des Bouches-du Rhône, V⁵ 2, et Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 367 ; Napoléon, *Correspondance*, n° 11968, et Arch. nat., AF IV 1499 ; Thibaudeau, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 209 ; Arch. nat., F¹⁹ bis + 75, n° 6312 : Portalis à Cicé le remercie de ses renseignements sur l'affaire Cervoni. D'Hauterive, *Police secrète sous le Premier Empire*, t. I^{er}, p. 491, et *Revue historique de la Révolution française*, avril-juin 1912, sur les préséances aux processions. Cicé au ministre de la Marine, 20 floréal an XIII, ms 262, p. 407 ; cf. Roederer, germinal an XIII : dans la sénatorerie de Caen « les militaires, les juges, les administrateurs, ne parlent des prêtres et du culte qu'en souriant ; les prêtres de leur côté parlent avec peu de confiance des fonctionnaires ». (*Œuvres*, t. III, p. 483). — Sur les livres impies, voir Rey, *Oraison funèbre*. — Cf. pour Paris et Lyon, Lanza de Laborie, *op. cit.*, p. 91, Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, *op. cit.*, t. II, p. 425 ; Napoléon, *Correspondance*, n° 9562 et 7921. — Sur l'affaire des *Visitandines*, voir Thibaudeau, *Mémoires*, p. 175. — Sur les francs-maçons, voir Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 24 ; Lanza de Laborie, p. 385 ; Arch. nat., F⁷ 8523 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 15 ; d'Hauterive, *Police secrète*, *op. cit.*, p. 333, Arch. nat., F⁷ 7017 ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 299.

trop négligées par les historiens de l'Empire, fourmillent de controverses, de polémiques, abondent en récits de conversions d'incrédules, de juifs, de protestants, prennent à partie sur un ton crescendo les philosophes, les révolutionnaires, etc., et toute une littérature de combat se constitue dans le même esprit. Les bulletins de police de Fouché sont pleins de traits, d'incidents très caractéristiques de l'impétuosité des revendications ecclésiastiques. M. Madelin, à la suite de Fouché et dans son grand ouvrage sur ce ministre, nous signale les évêques « violant ou laissant violer à tout moment Constitution et Concordat, favorisant l'établissement des congrégations interdites, se livrant à des manifestations suspectes, célébrant les fêtes abolies ». Tout cela nous venons de le vérifier pour le diocèse de Provence. M. Madelin montre ensuite les évêques « souffrant de leurs subordonnés les plus graves atteintes à la tolérance et à la liberté de conscience ». Ceci nous allons le constater pour Mgr de Cicé et le clergé provençal. Nous constaterons aussi combien fut tutélaire pour l'archevêque et ses subordonnés dans ces circonstances l'autorité de Portalis.

Nous avons vu, dans la restauration des processions de la Fête-Dieu, un cas isolé de violences dans le bourg d'Ollioules. A Marseille lors de la Fête-Dieu de 1805 « tout spectateur qui eût gardé son chapeau sur la tête eût couru des dangers ». Même on signalait une tentative pour donner à la solennité une couleur anti-dynastique. « Les cordons du dais ont été tenus par des notables de Marseille. Dans une assemblée sur le choix, deux voix avaient désigné par préférence quatre membres de la Légion d'Honneur : on n'y a pas eu égard. » Lors du port du viatique, toujours à Marseille, le bedeau de l'église Saint-Martin voulait obliger un passant à saluer.

A Grasse, un fait du même genre, mais plus grave, était signalé en ces termes par Fauchet qui pourtant n'avait rien d'un sectaire. « Le 28 messidor (an XIII), un prêtre de Grasse nommé Chéri, portant le viatique, passa devant la boutique d'un menuisier qui causait avec un élève de chirurgie : ces deux individus ne s'agenouillèrent point. Le prêtre s'avança vers eux, dans la posture d'un furieux, en leur criant : « à genoux, à genoux » et eut l'air de les menacer du ciboire qu'il tenait à la main. Le pauvre menuisier tremblant tombe sur ses genoux,

mais l'élève en chirurgie tient ferme sur ses jambes. Un portefaix qui était en escorte près du viatique tombe sur le jeune homme et le maltraite en le voulant forcer de fléchir ». Plainte ayant été portée à Portalis par le ministère de la Police, le ministre des Cultes fit auprès de M. de Cicé une enquête dont il communiqua les résultats à son collègue : les injonctions du prêtre « s'adressaient à un jeune chirurgien qui se distinguait des autres citoyens en ne s'agenouillant pas » ; mais le prêtre nie avoir fait quelques pas hors du dais et avoir menacé avec le ciboire. « Le curé, comme supérieur ecclésiastique, a fait de vifs reproches au sieur Chéri et l'a admonesté canoniquement » ; il s'est employé avec le juge de paix à faire retirer la plainte déposée par le père du chirurgien et il y a réussi. L'archevêque a également fait des reproches au prêtre. « Il a recommandé à cette occasion à tout son clergé de ne point exiger que les passants s'agenouillassent ou même se découvrisse devant les signes extérieurs de la religion. Son opinion est que ces marques de respect doivent être libres et spontanées. . . Mais il remarque qu'on ne peut pas toujours se permettre de retenir le peuple qui est scandalisé par l'affectation de quelques personnes. » En somme il n'y eut qu'un personnage frappé : le portefaix qui avait maltraité l'élève en chirurgie et qui fut « poursuivi correctionnellement ».

Une autre affaire est non moins typique. Nous avons dit que l'archevêque avait envoyé dans un exil lointain, comme desservant, l'ancien curé assermenté de Rians, l'abbé Sicard, que presque toute la population voulait garder pour ses bienfaits, et que Sicard avait refusé de quitter Rians tout en consentant à ne plus exercer. Le desservant placé par l'archevêque à Rians, irrité de la sympathie qui entourait Sicard, écrivait en 1803 au vicaire général Florens. « Voici que l'orage commence de nouveau à gronder ; la tempête se fait déjà sentir sur l'horizon ; l'enfer a rouvert ses portes... les méchants et méchantes sont de nouveau électrisés : tous leurs raisonnements semblent annoncer une nouvelle révolution. Les uns disent... « Réjouissons nous, car nous allons au premier jour voir notre ancien curé en place, nos affaires vont bien », les autres : « Quand viendra ce beau temps où nous pourrons faire jouer les fusils contre ces coquins de prêtres » ? d'autres sur les places assurent que

Moreau appuyé des Anglais vient avec une armée formidable détrôner l'Empereur, etc. Est-il bien possible qu'un seul homme soit capable de faire ici tant de mal et qu'il n'y ait pas moyen de nous en délivrer ? » L'archevêque transmettait cette lettre à Fauchet. Le préfet du Var répondit : « Je viens de donner l'ordre à M. Sicard de quitter Rians ; il ne sera plus... le prétexte des troubles qu'on vous a signalés... Le prêtre qui vous a écrit a sans doute du zèle, mais sa tête me paraît ardente ; il n'a pas le ton d'un homme impartial » et le préfet annonçait peu après que Sicard, « un des meilleurs citoyens de l'Empire », s'était « soumis avec résignation ».

Enfin le desservant de Fontvieille, Isnard ¹, accusé par ailleurs d'inhumations clandestines, prêchait non seulement contre les prêtres constitutionnels mais contre certains de ses paroissiens qu'il accusait de vol au cours de ses sermons. Portalis avertissait M. de Cicé que les individus ainsi visés avaient déposé une plainte. Portalis ajoutait : « La plainte est dans la forme légale et elle pourrait sans doute aller plus loin. Je connais trop votre prudence pour me croire obligé de vous en dire davantage. »

1. Voir le Bulletin de Lyon, alors seul journal de Lyon, annonces des livres nouveaux édités chez le libraire Ballanche ; dans Picot, *Mélanges de philosophie*, t. VI, 1809, p. 39, les annonces de livres comme le *Manuel du militaire chrétien dédié, sous les auspices du Dieu des armées, aux défenseurs de l'Empire français*, avec « un calendrier où l'auteur n'a placé que les saints qui ont été engagés dans l'état militaire » ; Piastre, *Les crimes de la philosophie*, Paris, 1804, in-8, etc. — Colère de Grégoire, dans ses *Mémoires*, t. II, p. 382 ; d'Hauterive, *Police secrète sous le premier Empire*, t. I^{er}, p. 45, 68, 140, 141, 153, 315, 388 ; Arch. Nat., AF IV, 1491, 1500. Madelin, *Fouché*, Paris, 1900, 2 vol. in-8.

Fauchet, devenu préfet de la Gironde, écrit, en 1807, que « le clergé exerce une grande influence sur les faibles et qu'elle est portée jusqu'au fanatisme » Madelin, *Fouché*, t. II, p. 11 ; Arch. nat., F¹⁰ m Var ^o. — D'Hauterive, *Police secrète, op. cit.*, p. 510, sur la Fête-Dieu à Marseille. — Cf. des faits identiques à Lyon, (Arch. Nat., F⁷ 6336 et d'Hauterive, *Police secrète*, p. 510), à Metz, (Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 395). Un officier prussien, prisonnier à Nancy, écrit en 1806 : « Au passage de la procession, chacun doit se découvrir, s'il ne veut s'exposer à être houspillé » (Pays lorrain, 20 novembre 1910). — Sur l'affaire d'Ollioules se reporter à la p. 248. Rapport Permon, 3^e trimestre de l'an XII, aux Arch. nat., F⁷ 8410. — Affaire Chéri, *Ibid.*, F⁷ 8498 et F¹⁹ bis + 73, n^o 2476. — Cf. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 246 : « Le gouvernement ne soumit point à la génuflexion, qui est un signe d'adhésion au culte catholique » sur le passage des processions. — Affaire Sicard, Arch. Nat., F⁷ 8497 et F¹⁹ bis + 17, n^o 1605 : le maire, Cabrol, soutient Sicard (le préfet aux vicaires généraux d'Aix, 26 nivôse an XIV dans Registre de correspondance secrète aux Arch. du Var). Sur Isnard, Portalis à Cicé, 8 vendémiaire et 11 frimaire an XIV. (Arch. nat., F¹⁹ bis + 73, n^o 2669 et 2989.)

Le ton des ecclésiastiques dans les sermons s'élevait parfois de façon téméraire. A Marseille, pour la Saint-Napoléon de 1807, dans la Majeure, l'orateur religieux faisait l'éloge de l'Empereur et des armées, mais il flétrissait la Révolution, la philosophie et « on a également remarqué qu'en parlant du Saint Père Pie VI, il avait comparé *cette illustre et innocente victime du gouvernement français d'alors*, conduite en France comme prisonnière, avec Pie VII allant à Paris pour sacrer l'Empereur des Français. » Il dit aussi : « Lorsque *Bonaparte* commandait l'armée d'Italie, il ne voulut pas pénétrer dans la ville sainte. » Aussi « tous les militaires qui étaient à l'église ont considéré comme une injure adressée sans ménagement au général Cervoni, ce passage où l'orateur blâme et plaint les officiers français qui à cette époque entrèrent à Rome. » C'est évidemment à cette algarade que se rapporte le trait cité par Thibaudeau, à propos du langage inconvenant d'un prêtre à la Saint-Napoléon : « Le général Cervoni perdit patience et se leva en disant assez haut : « On ne peut pas tenir à cela. » Il tourna son siège et le dos au prédicateur pendant le reste de son discours. » Thibaudeau ajoute que l'archevêque donna au prédicateur « une mercuriale ».

Que le blâme de Mgr de Cicé à l'orateur ait été sérieux c'est peu vraisemblable, attendu que l'orateur c'était l'abbé Rey, le propre secrétaire et confident du prélat. On n'imagine point que l'abbé Rey se soit enhardi à prononcer, pour une cérémonie pareille et dans la cathédrale de Marseille, une allocution que n'aurait point lue préalablement Mgr de Cicé. Si en outre on considère que ces paroles sur Pie VI s'éloignent singulièrement de la prudence avec laquelle Mgr de Cicé en 1803 avait exposé le martyre de ce même Souverain Pontife, on conviendra que dans l'espace de quatre années le haut clergé du diocèse d'Aix avait pris confiance dans l'avenir.

Une autre équipée, qui se produisit dans des circonstances moins solennelles était susceptible de conséquences plus fâcheuses, et son auteur M. l'abbé Bouchon, curé d'Hyères n'en était pas à sa première imprudence. Le 28 germinal an XIII (18 avril 1805) le préfet du Var écrivait au ministère de la Police : « L'imprudence impardonnable du curé d'Hyères a failli troubler la tranquillité publique, si précaire dans un pays agité de

fond en comble à l'époque orageuse de la Révolution ; pays où les émigrations ont été nombreuses, les passions conséquemment furieuses. A l'ouverture du jubilé, le curé a tonné contre les acquéreurs des domaines nationaux, contre les mariages non sanctionnés par l'Eglise épurée, contre les divorces, contre les prêtres qui avaient prêté serment à l'époque où les pasteurs comme lui étaient émigrés. Il a séparé ses paroissiens en deux classes, celle des honnêtes gens et ceux qui ne professaient pas la morale qu'il venait de prêcher. Aux représentations... il a répondu... qu'on en verrait bien d'autres. » Fauchet ajoutait : « A la sortie de ce sermon séditionnel, les acquéreurs de domaines nationaux furent montrés au doigt sur la place publique ; dans les cafés ou groupes où se trouvaient rassemblés les gens du parti opposé, on projetait de jouer pièce au curé ; sans la sage prévoyance du maire il pouvait arriver de grands malheurs. » M. Vigne, curé de Toulon et correspondant de l'archevêque avait sollicité vainement « le sous-préfet de ne donner aucune suite à l'affaire », en promettant « qu'un pareil scandale ne se renouvelerait plus ». Le préfet n'en priait pas moins l'archevêque de changer M. Bouchon, curé d'Hyères, de résidence. Fouché crut que c'était chose accomplie et Napoléon voulait même faire arrêter le prêtre imprudent. Puis, sur l'avis du juge de paix et du sous-préfet que : « il peut y avoir eu exagération dans les rapports, ... que tout semble oublié et que rappeler l'affaire serait peut-être renouveler l'aigreur des esprits », le préfet renonça à poursuivre le déplacement de l'abbé Bouchon. On lui assurait que le coupable s'était amendé. Mais il n'y croyait pas.

En cela Fauchet avait tort. L'abbé Bouchon fit comme il avait fait au moment du Concordat. Dûment cathéchisé, sans doute effrayé, il saisit l'occasion du carême de 1807, pour, dans l'église de Saint-Cannat de Marseille, développer « les obligations infinies que tous les ordres de la société doivent incontestablement à la sagesse autant qu'à l'énergie de S. M. l'Empereur ». Peu après, lors de la Saint-Napoléon, il retraçait en chaire « avec éloquence et même avec une sorte d'enthousiasme, les nombreuses victoires du plus grand des héros ¹ ».

1. Les articles 52 et 53 des Organiques interdisaient aux curés et prédicateurs « toute déclamation indiscrete » et le cardinal di Pietro avait en vain protesté

Ces divers incidents n'étaient que des faits divers au regard de l'affaire de l'abbé Servat.

Parmi les ecclésiastiques que l'archevêque allait chercher en dehors de son diocèse pour leur confier des missions parmi ses ouailles il y en avait eu, comme le P. de Clos-Rivière, d'un passé politique assez suspect. Mgr de Cicé ne manqua pas moins de discernement quand il s'adressa à l'abbé Servat.

Jean-François Servat, natif de l'Ariège, jadis carme et maintenant prêtre séculier, était estimé comme prédicateur. Plusieurs évêques lui avaient confié les chaires de leur diocèse. Il était même retenu pour prêcher le carême de 1807 à Arles et à Saint-Cannat de Marseille lorsque deux sermons qu'il fit à Sainte-Trophime d'Arles, vers la fin de février ou aux premiers jours de mars 1806, mirent le public en émoi.

L'un des deux sermons portait sur ce texte *quousque tandem abutere patientia nostra* ? L'un des deux traitait de la philosophie moderne et Servat s'y livrait à des considérations sans aménité. « Les gouvernements doivent trembler de tolérer dans leur sein une secte ardente d'incrédules, qui ne cherche qu'à soulever le peuple sous prétexte de l'éclairer. » « Les mains sanglantes de l'athée dépouillèrent le sanctuaire. » Il flétrissait l'instruction donnée par l'Etat comme nous l'avons déjà dit, ajoutant à propos des jeunes gens que, sous une semblable discipline, « les rêves philosophiques doivent seuls former leur imagination, leur esprit et leur cœur, et les maximes empoisonnées qu'ils y puisent propagent parmi nous l'héroïsme de tous les vices ainsi que celui du suicide ». Ailleurs, stigmatisant les prêtres mariés, Servat s'écriait : « Que dirai-je de ce ci-devant prêtre déprêtrisé qui remplit encore des fonctions importantes dans le gouvernement et qui, abusant de son autorité, a forcé le pape à légaliser son mariage ? » Ceci paraissait

(Rinieri, *op. cit.*, trad. fr., t. I^{er}, p. 616. — Affaire Rey, aux Arch. nat., F⁷ 3659^o, et Thibaudeau, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 270. On peut considérer que ce n'était là de la part de Rey qu'une malice à l'adresse de Cervoni que son rôle d'autrefois à Rome et sa brutalité présente rendaient haïssable au clergé. — Affaire Bouchon, aux Arch. nat., F⁷ 8497, cf. p. 165 de notre livre ; Cf. d'Hauteville, *Police secrète*, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 395 et 398 (A la p. 395 l'affaire est placée par erreur à Toulon) ; Napoléon, *Correspondance*, n^o 8682. Cf. pour les Hautes-Alpes en 1807, Arch. nat., F^{1c} 111 Hautes-Alpes 3. — Loyalisme de l'abbé Bouchon en 1807, Arch. nat., F⁷ 3659^o.

bien viser Talleyrand. On pouvait encore interpréter certaines de ses paroles comme lancées contre les acquéreurs de biens nationaux. Et ces violences étaient préméditées pour la plupart car, dans son exorde, faisant allusion aux dangers auxquels l'exposerait sa liberté de langage, le P. Servat déclarait : « Mais, dussé-je mourir, il faut que je leur arrache le masque. »

L'enquête ouverte démontra que sur le texte écrit du sermon ne figurait pas « la phrase dirigée contre Son Excellence le Ministre des relations extérieures » et que le P. Servat avait prononcée en chaire. C'était sans doute « une addition qu'il a faite en prêchant d'abondance », ajoutait l'enquête. D'autre part le commissaire de police d'Arles affirmait qu'il ne s'agissait point là de Talleyrand mais de Voltaire et Raynal ! De même la soi-disant allusion aux propriétaires de biens nationaux s'appliquait « aux enfants adultérins ». Enfin le prédicateur, averti qu'on l'accusait de diffamer Talleyrand, remonta en chaire pour affirmer qu'il ne s'agissait pas de l'ancien évêque d'Autun. Il fit même son éloge. Mais le tempérament reprenant le dessus, il continua par des apostrophes virulentes à l'adresse de gens dans lesquels il voyait ses dénonciateurs.

L'événement était une bonne aubaine pour ces conversations de flâneurs, pour ces querelles de coteries qui, dans les somnolentes cités du Midi occupent la paresse et l'imagination. L'effet fut inouï dans toute la région. Il en vint des échos jusque Marseille. Servat fut dénoncé par le sous-préfet de Tarascon et la population arlésienne se divisa en deux camps. A la tête des défenseurs du prêtre se trouvaient le commissaire de police d'Arles qui attribuait toute l'affaire à la « malveillance », le nouveau maire Duroure père, le Dr Pomme dont nous avons déjà signalé la ferveur combative, les ecclésiastiques et les croyants. A l'opposé se groupaient les anciens terroristes d'Arles, sans autre but, affirmaient leurs adversaires, que « d'amener du désordre pour s'emparer de l'autorité et faire revivre des temps qui sont déjà loin de nous ».

Le 17 mars, sur rapport du commissaire de police d'Arles, le procureur général déclara qu'il n'y avait lieu à poursuivre. Sur ce Thibaudeau intervint, parce que la fermentation allait croissant et que l'on répandait avec « affectation les bruits les plus alarmants pour les acquéreurs de biens nationaux ». Il

ordonna au sous-préfet de Tarascon d'arrêter le prédicateur et de saisir ses papiers. Dans ses *Mémoires* il affirme qu'il n'y avait là, de sa part, qu'une comédie. « Si j'en avais référé à l'archevêque, il se serait borné à faire une semonce à ce prêtre furibond ou l'aurait tout au plus renvoyé. Je chargeai le sous-préfet de Tarascon d'aller lui-même au logement du prêtre Servat, de saisir ses sermons et de faire en sorte qu'il se sauvât de sa personne. »

Le procédé réussit d'abord. Le prêtre « se croyant poursuivi. . . se jeta dans une barque pour passer le Rhône. Les gens du port criaient aux bateliers « Nega lou! Nega lou! (Noyez-le) ». « Le calme se rétablit aussitôt dans Arles ».

Mais Servat fut arrêté peu après. Ce qui allait donner occasion de dire que Thibaudeau s'était bien pressé d'adopter une mesure aussi rigoureuse. D'autre part Thibaudeau, en envoyant les sermons incriminés à Pelet de la Lozère, lui montrait le prédicateur rappelant « des souvenirs qu'il est de l'intérêt de la société de faire oublier », ressuscitant « les animosités particulières et les querelles de parti ». Le sieur Servat « impute aux philosophes tout ce qu'on peut imaginer de crimes et d'atrocités, il leur impute la Révolution et tous ses excès, et il est certain qu'en substituant le mot de *patriotes* à celui de *philosophes*, son discours ne serait qu'une catilinaire rigoureuse contre la Révolution. Ses tableaux ne renferment malheureusement que trop de vérités, mais ces vérités doivent-elles être dites en chaire, est-ce l'esprit de la religion, est-ce l'intention du gouvernement »? Le fait même de se défendre d'avoir attaqué Talleyrand était répréhensible : parler en chaire d'un ministre, constituait « une inconvenance », car « bientôt la chaire serait une nouvelle tribune, d'où l'on verserait à volonté le blâme comme l'éloge sur les gens en place ».

Thibaudeau dit dans ses *Mémoires* qu'il informa aussi l'archevêque, que ce dernier « fut vivement blessé et se plaignit à Portalis ». Il assure, toujours dans ses *Mémoires*, qu'il rendit compte au ministre des Cultes comme à celui de la Police. Ici les souvenirs de Thibaudeau le trompent car il écrivait de Portalis à Pelet de la Lozère le 27 avril « J'ai reçu hier soir. . . une lettre du ministre des Cultes du 21 sur l'affaire du prêtre Servat. Il se plaint d'abord de ce que je ne lui ai pas écrit et

il a peut-être raison. » Effectivement ce fut la plus grave maladresse de Thibaudeau dans cette affaire.

Cependant le bruit et l'agitation allaient croissant à Arles « dans une ville où l'on est oisif, où tout le monde se connaît, où les esprits ont été exagérés dans tous les sens, où il n'y a point de force publique ni d'autre autorité que la mairie ». Les partisans de Servat assuraient qu'il avait, dans ses sermons, fait « des éloges sublimes » du souverain et de ses ministres. Le maire d'Arles l'envoyait dire à Thibaudeau par une députation, et à cette députation il semble que Thibaudeau ait fait une déclaration de principe sur ses propres croyances philosophiques, ce qui allait être retenu à son encontre comme une autre maladresse. Seulement le maire d'Arles, personnage de peu de bravoure, s'inquiétant après coup des responsabilités qu'il pouvait encourir, déclarait de vive voix (ne voulant point l'écrire), au sous-préfet de Tarascon, que les propos du P. Servat avaient reculé les rapprochements de dix ans. Les jacobins d'Arles, eux, félicitaient par lettres, sur le mode ironique, le prédicateur et ses amis : « Paris les aurait approuvés au temps de la Ligue. » On escomptait déjà dans ce clan la destitution du maire.

Thibaudeau ne voulait à aucun prix de la destitution du maire. Il ne lui convenait point de paraître donner des gages au parti « anarchiste ». Il lançait donc le 3 avril une proclamation imprimée aux habitants de la ville d'Arles prescrivant à tous l'oubli du passé « Tout acte, tout discours qui produit un effet contraire aux intentions du gouvernement ne peut pas être toléré, les meilleures intentions ne peuvent même pas excuser des résultats pernicioeux. » Ce fut encore un grief à son actif.

Au ministère de la Police, les appréciations du préfet sur les propos reprochés au P. Servat furent d'abord jugées « politiques et impartiales ». Toutefois peu après se faisait jour chez Pelet de la Lozère cette autre appréciation. « Il eut été peut-être préférable de paraître attacher moins d'importance à cette affaire et de faire intervenir l'autorité ecclésiastique. . . Je pense qu'il est à propos de ne pas donner suite au mandat d'arrêt, . . . d'informer le ministre des Cultes. . . afin qu'il puisse prendre les mesures de répression qu'il jugera nécessaires ».

De son côté Mgr de Cicé avait écrit à Portalis. Il lui avait exposé les faits à son point de vue. Nous n'avons pas les lettres du prélat, mais il nous reste les réponses de Portalis, aussi édifiantes que possible sur le rôle que se donna le ministre.

Portalis écrivit le 10 avril 1806 à M. de Cicé. Il avait reçu coup sur coup ses lettres, lui disait-il : déjà, sur un premier avis « j'avais mandé à M. le Procureur Général impérial de m'envoyer toutes les pièces du procès ». Et le Grand Juge rendant compte à l'Empereur « du commencement des poursuites judiciaires. comme j'étais présent je parlai de la première lettre que vous m'aviez écrite et que je venais de recevoir. Sa Majesté pensa qu'il ne fallait point interrompre le cours de la justice ». Depuis, dit Portalis à l'archevêque, j'ai reçu « tout ce que vous m'avez adressé ». Il ajouta qu'il en ferait un rapport à l'Empereur et : « Je trouve la conduite de M. le Préfet bien précipitée ; je ne sais pourquoi il a plutôt ajouté foi à la dénonciation obscure du sous-préfet qu'au témoignage de toute la mairie. »

Le 21 avril Portalis a fait son rapport à Napoléon. Il écrit à M. de Cicé : « Sa Majesté m'a ordonné d'écrire à M. le préfet qu'elle entendait qu'on ne donnât aucune suite à cette affaire, et que la liberté fût rendue à un ecclésiastique que tous les gens de bien justifient, et qui n'est inculpé que par quelques désorganiseurs obscurs ». Portalis ajoute qu'il vient d'envoyer un blâme au préfet. Effectivement, du même jour est une lettre de Portalis à Thibaudeau ainsi conçue : « Je suis surpris d'avoir reçu de tous autres que de vous, les renseignements relatifs au prêtre Servat... Vous pouviez juger pourtant que la conduite bonne ou mauvaise d'un ecclésiastique n'était point étrangère aux attributions de mon ministère. — J'ai été instruit par M. le Procureur Général impérial qui, par ses lumières et par son caractère moral, mérite la confiance de ses supérieurs, par M. l'archevêque d'Aix qui ne devait point être mis à l'écart pour un fait concernant l'administration de son diocèse, par la commune d'Arles que vous n'aviez point consultée et qui a député vers vous pour réclamer contre la surprise faite à votre religion, enfin par tous les citoyens marquants de la ville d'Arles. »

D'autre part Portalis fit savoir au ministre de la Police que

le préfet avait tort dans toute cette affaire. Enfin, par l'organe de Siméon, par conséquent plus librement que dans une semonce directe, il précisa à l'infortuné Thibaudeau toutes les maladresses et toutes les fautes que ce dernier avait commises. Et voici quel fut en substance le réquisitoire de Siméon.

Thibaudeau avait tort, d'abord parce qu'il n'avait rien communiqué de l'événement au ministre des Cultes, et sur ce point le préfet, nous l'avons vu, se reconnut fautif. Thibaudeau avait tort, parce qu'il aurait dû « s'adresser à M. l'archevêque d'Aix », attendu que « l'article 50 de la loi du 18 germinal an X en chargeant les évêques diocésains d'autoriser spécialement les prédicateurs du carême, fait peser en quelque sorte sur eux la responsabilité de leur conduite et de leurs discours, et cette garantie devient illusoire si on ne la réclame suivant l'exigence des cas ». Le préfet avait « bien promptement ordonné l'arrestation d'un prêtre dont on ne dénonçait que des paroles fugitives qui n'avaient été suivies d'aucun mauvais effet, que l'on pouvait supposer ou mal interpréter ». A la suite, pour rassurer « les bons citoyens » et comprimer les « anarchistes », il avait fallu que Thibaudeau recourût à une proclamation. Or cette mesure « n'est plus dans les intentions et la marche d'un gouvernement qui n'a plus besoin de coups d'autorité ». Siméon disait encore : « On n'a pas approuvé non plus que vous ayez parlé de votre philosophie à des gens qui venaient se plaindre à vous de l'atteinte portée au culte..... On est loin de blâmer votre philosophie, mais l'opinion particulière d'un administrateur est pour lui ; il ne doit manifester dans les affaires publiques que celle du gouvernement dont il est l'organe. »

Servat de son côté était « répréhensible ». Il avait commis une « indiscretion grave ». Portalis aurait désiré pour lui « une peine ecclésiastique ». Mais « d'après ce qui s'était passé, on ne pouvait revenir à la charge » concluait Siméon.

En fin de compte, le ministre des Cultes lui-même signifia à Thibaudeau : « Sa Majesté veut qu'on ne donne aucune suite à l'affaire et le prêtre est pleinement justifié. » Seulement Portalis conseillait à Mgr de Cicé de ne plus permettre à l'abbé Servat de prêcher dans le diocèse d'Aix et souhaitait que dans aucun diocèse on ne lui laissât prononcer son sermon sur la philosophie moderne.

Thibaudeau fit confidence de son mécontentement à Pelet de la Lozère : « Par conséquent j'ai eu tort... je serai obligé de laisser faire et dire aux prêtres tout ce qu'ils voudront. Je n'en écris pas moins à M. Portalis que je crois m'être conduit sagement et que je regrette qu'on ne voie pas comme moi sur ce point. »

Siméon s'employa à calmer la blessure d'amour-propre de Thibaudeau. Le préfet lui-même, pour rentrer dans les bonnes grâces de Portalis sans doute, essaya de se rapprocher de l'archevêque. Et Portalis l'y aida. Portalis écrivit à M. de Cicé sur Thibaudeau : « Il ne m'a laissé aucun doute sur ses bonnes dispositions. » Mgr de Cicé accepta les avances de Thibaudeau.

Cependant, pour bien affirmer sa victoire, l'archevêque voulut à la fin de 1806 et au début de 1807 rendre la parole officiellement à Servat dans Arles et dans le diocèse, et ceci avec l'appui de Portalis.

Dès le 31 juillet 1806 Portalis écrivait à l'archevêque : « J'applaudis en tout à votre conduite envers M. Servat, et je ne doute point que dirigé par vous, ses talents et son zèle ne soient à l'avenir renfermés dans de justes bornes et ne rendent d'utiles services à la Religion. » Le 14 novembre, Portalis était instruit par M. de Cicé que ce dernier désirait charger Servat « de prononcer à Arles le jour anniversaire du couronnement de Sa Majesté et d'Austerlitz ». Il permettait au prélat d'agir auprès de Thibaudeau et défait, le même jour, le ministre écrivait à Thibaudeau lui faisant part du vœu de l'archevêque et ajoutait que Servat « serait lui-même heureux d'avoir cette occasion solennelle de prouver son dévouement à Sa Majesté, son attachement à la patrie et son zèle pour la gloire nationale ». Il disait encore : « Ce prêtre montre du talent. Il serait flatté d'une autorisation de votre part qui serait pour lui un acte de bienveillance et d'encouragement auquel il ne pourrait être que très sensible. — Vous savez, mon cher préfet, que l'on ramène souvent les hommes par un retour de confiance qu'ils s'efforcent alors de mériter. Une imprudence pardonnée rend un homme plus circonspect et le lie par la reconnaissance au magistrat qui oublie et à la chose publique. »

Le même jour encore et pour la même affaire Portalis s'adres-

sait au maire d'Arles : « Je vous invite à écrire vous-même à ce magistrat (Thibaudeau), pour lui représenter que la chose est sans inconvénient, si réellement vous le pensez ainsi. » Toutefois ici Portalis n'affrontait plus aussi délibérément les responsabilités. A la réserve qui terminait la phrase que nous venons de citer, il ajoutait : « Vous comprenez que de Paris je ne puis apprécier les localités éloignées. C'est à votre sagesse et à celle du premier magistrat du département à faire ce qui est convenable. »

Thibaudeau, lui, fut pour une fois énergique et digne de sa réputation. Il s'opposa catégoriquement à ce que le P. Servat reparût en chaire à Arles. Mgr de Cicé eut beau lui garantir « que le prédicateur serait sage », il demeura inébranlable. Portalis et Siméon n'osèrent ni passer outre ni même le désapprouver.

Alors Mgr. de Cicé trouva mieux. Il voulut confier la prédication du carême de 1807 au P. Servat dans une église de Marseille. Thibaudeau se montra encore intraitable : « il semblerait que M. l'archevêque voudrait mettre directement cet ecclésiastique en opposition avec moi, et se venger des défenses que je lui avais faites de prêcher à Arles ». Et Portalis, inquiet, écrivit à M. de Cicé le 8 janvier 1807 d'y renoncer. Répétant au prélat l'argumentation du préfet, il ajoutait « Vous ne voudriez pas qu'une chose, à laquelle vous n'avez pensé que par amour du bien, pût devenir l'occasion d'un nouveau scandale. » M. de Cicé s'entêta d'abord : c'était au chef du diocèse de désigner les prédicateurs. Portalis insista auprès de lui et lui proposa un moyen terme. « Je conviens des principes qui établissent le pouvoir des évêques sur le choix des prédicateurs. Mais j'en appelle à votre bonne tête d'administrateur, les principes sont inflexibles et les hommes sont faibles. » Le ministre redoutait maintenant des complications. (Effectivement à Arles il circulait un libelle, « amas de bêtises et de méchancetés »). Et « vous pourriez faire prêcher le P. Servat ailleurs qu'à Marseille. Pourquoi ne le feriez-vous pas prêcher à Aix ? »

Thibaudeau, dans ces conditions, ne pouvait pousser plus loin l'intransigeance. Il consentit, semble-t-il, à laisser le prédicateur prendre la parole à Aix durant le carême. En se félicitant de cette concession, Portalis écrivait, le 16 février 1807,

à l'archevêque : « Je n'avais jamais répugné qu'au discours contre la philosophie, parce que ce discours pouvait réveiller l'esprit de parti ». Portalis désirait savoir l'accueil qui serait fait par l'auditoire à Servat dont lui-même jugeait le talent « distingué ». Il apprit en avril que le prédicateur avait obtenu beaucoup de succès et, tout heureux de voir liquider cette affaire, le ministre déclarait alors à M. de Cicé. « Je vous félicite d'avoir conservé un pareil prédicateur, et je me félicite d'avoir pu y contribuer. Je ne perdrai pas de vue les occasions de lui être utile. »

L'archevêque d'Aix préférerait, nous le savons, les avantages positifs aux concessions d'apparat. Or, sur ce premier point, il fut pleinement victorieux. Il eut, comme nous l'avons déjà précédemment indiqué, la satisfaction très grande d'obtenir un accroissement de la puissance ecclésiastique au détriment des droits de contrôle sur l'Eglise de l'autorité laïque. En l'an XII, à M. de Cicé Portalis avait écrit et nous avons cité ses termes : « Vous êtes le premier juge de tous les prêtres de votre diocèse » et « les préfets... qui reçoivent des plaintes sur la conduite des ministres du Culte... doivent m'adresser la plainte ». Et toutefois, les administrateurs avaient continué à saisir le ministre de la Police et le Grand Juge de toute incartade ou délit d'un ecclésiastique. L'affaire Servat survenant, Portalis « saisit cette occasion » pour faire définitivement triompher son point de vue. Il signifia à Fouché : « Si l'on s'adressait d'abord aux évêques, les scandales seraient souvent taris dans leur source, tandis qu'en portant la plainte aux autorités civiles ou judiciaires, elle ne parvient qu'après un circuit plus ou moins long à l'autorité ecclésiastique, la seule qui puisse faire droit. Ce ne devrait être qu'en cas de déni de justice de la part de cette autorité qu'il faudrait pouvoir recourir au bras séculier. » Dans ce cas, c'est c'est le ministre des Cultes qui devrait être saisi. Portalis écrivit aussi au Grand Juge dans le même sens.

Fouché se le tint pour dit. Le Grand Juge de son côté avisa les « officiers de police, de justice ou de sûreté », que dans des cas de ce genre, ils devaient s'adresser au ministre des Cultes.

Non content d'avoir gain de cause auprès de ses collègues dans le ministère, Portalis tint à informer lui-même les hauts

fonctionnaires dans le diocèse d'Aix. Il écrivit aux préfets du Var et des Bouches-du-Rhône, le 5 juin 1806 : « dans les occasions où la conduite d'un prêtre paraît digne de blâme », certains administrateurs mettent « en oubli l'esprit et la lettre de la loi du 18 germinal an X en recourant à l'autorité civile ». Or « la loi du 18 germinal porte, article 9, que le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses. Les évêques sont nommés par Sa Majesté. Ils prêtent serment entre ses mains, ils sont les supérieurs naturels des prêtres et c'est à eux à infliger des peines dans les cas de droit, à moins qu'il ne soit question d'un délit qui passe les bornes de la juridiction épiscopale », ce qui entraîne alors l'appel comme d'abus. Pareille instruction fut envoyée par lui au Procureur général près la cour de justice criminelle des Bouches-du-Rhône. Les autorités civiles et judiciaires du diocèse d'Aix étaient maintenant bien et dûment averties que le clergé n'avait pour juges que les évêques et le ministre des Cultes leur allié.

Ce faisant, Portalis agissait à l'instigation de Mgr de Cicé. En effet l'archevêque d'Aix faisait écrire par son secrétaire au curé de Sainte-Trophime d'Arles, le sanctuaire même où Servat s'était fait entendre : « Mgr... vient de faire reconnaître le principe qu'en tout cas de plainte contre un ecclésiastique, on doit s'adresser à l'évêque son supérieur naturel ; que toute autre voie est interdite sauf l'appel comme d'abus à l'Empereur, avec communication au ministre des Cultes qui doit être chargé du rapport au Conseil. »

En somme, réserve faite des fautes de tactique de Thibaut, l'église de Provence et son chef sortaient indemnes et plus forts du mauvais cas où les avait mis un prédicateur intempérant, et le représentant du gouvernement était désavoué par le gouvernement même, pour avoir fait vis à-vis d'eux son devoir ¹.

1. Nous avons exposé l'affaire Servat dans une lecture faite à la Société de l'histoire de la Révolution, au cours de son assemblée de 1913 ; la publication peu après des *Mémoires* de Thibaut et l'étude de la série F¹⁹ bis. + aux Arch. nat. nous ont amené à rectifier et compléter notre récit. Voir Arch. nat. F⁷ 8415 ; AF IV 1496B ; F¹⁹ bis + 45, n° 3631 et 3712 (Portalis à Cicé, 10 et 21 avril) F¹⁹ bis — 28, n° 4634 (Portalis à Thibaut, 21 avril) et F¹⁹ bis + 39, n° 3919, (Portalis à Cicé, 27 mai). Voir *ibid.*, n° 3908 efforts de Portalis pour amadouer

Les propos du clergé en chaire suscitaient on le comprend des commentaires passionnés en Provence. On en arriva même à prêter aux ecclésiastiques et à leurs fidèles plus de manifestations qu'ils n'en risquaient. A Toulon, un sieur Dussap ayant acquis l'église Saint-Pierre, bien national, résolut d'en faire une salle de spectacle. Mgr de Cicé désirait dès ce moment rentrer en possession de l'édifice (et il y parvint plus tard moyennant argent). Le bruit se répandit jusqu'à Paris qu'un mouvement était organisé à Toulon contre Dussap et le préfet du Var fut obligé de le démentir.

A la suite de tous ces incidents, Permon envoyait à Paris un réquisitoire des plus acerbes contre les prédicateurs en général : « On n'entend plus aujourd'hui de vaines déclamations ni dans les grandes assemblées politiques ni dans les réunions littéraires : pourquoi donc les tolérerait-on dans les saints lieux ? » De fait le silence universel qui était la règle du régime impérial et la consigne des gouvernants, n'était troublé que par la parole ecclésiastique dirigée contre la philosophie et les révolutionnaires, en attendant que l'Empereur la détournât contre lui-même.

On peut croire que l'exemple de l'offensive, donné par l'archevêque, et la sécurité dont il jouissait nonobstant, n'étaient pas sans effet sur l'esprit de ses subordonnés. Lors de l'affaire du rétablissement du vœu de Belsunce, Permon signalait au ministère de la Police : « l'empiètement des autorités ecclé-

l'archevêque sur le compte du préfet. Cicé à Thibaudeau, 3 mai 1806 (ms 262, p. 445). Tentatives pour amener Thibaudeau à laisser prêcher Servat, Arch. nat. F¹⁹ bis + 39, n° 4352; 67, n° 5061; 33, n° 5264 et 5265; 67, n° 5447. Insistances de Portalis auprès de Cicé pour que celui-ci se relâche de ses prétentions : Arch. nat. F¹⁹ bis 67, n° 5606 et 5799, n° 5807 : il y est question de « la destination à donner » au P. Servat sans que Aix soit nommé, mais d'après les précédents c'est bien de prêcher le carême à Aix qu'il s'agit; F¹⁹ bis + 75, n° 6343, 27 avril 1807. Portalis aux deux préfets, 5 juin 1806, F¹⁹ bis + 28, n° 4573; le même au Procureur Général, 21 juillet, *ibid.*, n° 4750. M. de Cicé à Constant, curé de Sainte-Trophime, 14 mai 1806 : ms 262, p. 179.

Sur toute l'affaire voir Thibaudeau : *Mémoires*, p. 177; Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 219, note et p. 210, qui atténue singulièrement les choses. Dès le 30 ventôse an XIII, Napoléon avait écrit au Pape : « S'il s'agit de délits purement ecclésiastiques, de délits qui n'intéressent que la discipline, et qui sont uniquement susceptibles des peines portées par les canons, il est dans l'intention de Sa Majesté que les évêques soient les juges de ces délits » (*Correspondance*, n° 8457); mais l'affaire Servat ne constituait pas un délit purement ecclésiastique.

siastique et municipale sur les attributions de l'autorité civile supérieure » et la diatribe du prélat contre la Révolution. Les bureaux du ministère faisaient écho à la plainte du commissaire général par cette apostille à son rapport : « On a déjà eu occasion de remarquer dans le même diocèse cette tendance à s'immiscer dans ce qui appartient à la décision de l'autorité civile. » Ils rappelaient la translation, par ordre de M. de Cicé, dans les caveaux des églises de Marseille des ossements des cimetières. Ils concluaient : « faire un rapport, rappeler les empiètements déjà faits dans le même département sur l'autorité civile : il y a quatre faits récents ; mettre le tout sous les yeux de Son Excellence ; une lettre pour le ministre des Cultes ».

Le tout était en vain. Fouché ne manquait sans doute pas de la volonté d'agir. Mais c'est sur le ministre des Cultes, sur Portalis qu'il lui fallait agir.

A en croire Permon, l'archevêque aurait eu recours même aux procédés les moins justifiables pour couvrir ses subordonnés en faute ¹.

Quoi qu'il en soit, l'élan d'apostolat, l'ardeur de revendications dont était animé le clergé provençal, risquait dans ce pays où les passions jacobines demeuraient vivaces, de provoquer par réaction des violences contre le culte et ses ministres.

On a déjà vu les tempêtes soulevées par Bouchon et Servat. Le maire de Châteaurenard proposant de remplacer par une croix un ancien arbre de la liberté, le préfet s'y opposait, « attendu la situation des esprits dans cette commune ». A Marseille un individu tirait un coup de pistolet dans le tambour de l'église Saint-Marthe. Un autre se faisait arrêter pour propos menaçants contre le culte et les assistants à la procession. A Eygallières, une nuit, on renversait la colonne sur laquelle devait être érigée le lendemain une croix de jubilé. Dans le Var, à Draguignan, à Salernes, on troublait l'office divin ; à Saint-Tropez avait lieu une mascarade en costume ecclésiast-

1. Sur l'affaire Dussap, voir Arch. nat., F⁷ 8499 et F¹⁹ bis + 54, n° 5602, etc., diatribe de Permon, *ibid.*, F⁷ 8524. — Napoléon s'émut un instant du langage des prédicateurs : lettre à Fouché, 17 vendémiaire an XIII (*Correspondance*, n° 8118). Sur Cicé et le ministère de la Police voir Arch. nat. F⁷ 3659^a et *ibid.*, AF IV, 1500 (mai-juin 1807). — Sur les graves imputations de Permon à l'encontre de M. de Cicé, voir le rapport du 21 novembre 1807, *ibid.*, F⁷ 8524.

tique ; à Carcès certains habitants voulaient « faire une bravade le jour des Reliques, fête patronale du lieu ».

Enfin le desservant de Solliès-le-Pont écrivait à Portalis : « Ce pays-ci est tellement agité par les révolutionnaires que les honnêtes gens tremblent encore devant eux. Le 11 frimaire j'ai prononcé dans l'église l'éloge de Napoléon. Depuis lors, on paye des enfants pour siffler à la porte... et troubler les offices. J'ai exhorté les conscrits à marcher sous les drapeaux du héros qui nous gouverne ; les sans-culottes dont ce pays abonde et qui peuplent les administrations, ont soulevé les jeunes gens contre moi et j'ai été insulté à la procession du jubilé. » « Ce prêtre a la manie des dénonciations », répondait Fouché à la communication de cette lettre par Portalis. Et c'était vrai. Précédemment, le ministère des Cultes avait demandé à Mgr de Cicé de déplacer le desservant de Solliès à la suite de ses imputations calomnieuses contre certains de ses paroissiens. Mais il reste que l'on n'avait pas réalisé l'apaisement que Bonaparte s'était flatté d'obtenir par le Concordat et par la restauration d'une Eglise d'Etat. Il est également avéré que les bornes posées à la puissance de l'Eglise par les grands actes législatifs de 1802 étaient grandement dépassées ¹.

X

Est-ce pour contenir les adversaires du clergé que Mgr de Cicé, non content d'accroître la puissance spirituelle de l'Eglise, veut intervenir dans la nomination des maires et des fonctionnaires des départements provençaux ?

Il est des cas où l'archevêque réclame le remplacement d'un maire et d'une municipalité à la suite de dénonciations parties

1. Thibaudeau au sous-préfet de Tarascon, 14 germinal an XIII. Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 17 ; affaire d'Eygallières, Arch. nat., F⁷ 8524 et 8413. Arch. du Var, V. Mandements ; Cicé au curé de Saint-Tropez, 13 mars 1807 (interfolié à la p. 236 du ms. 262) ; d'Hauterive, *Police secrète, op. cit.*, t. I^{er}, p. 278. — Sur les exigences du desservant de Solliès, lettre du préfet du Var au ministre des Cultes, déjà citée (Arch. du Var, Registre n° 3 de correspondance du préfet, 20 fructidor an XII). Cf. la lettre de Portalis du 11 germinal an XIII déjà citée contre le même (Arch. nat. F¹⁹ bis + 53, n° 2648) et p. 295, p. 356 note 1 de ce livre. Pour Carcès voir registre 4 de correspondance, Arch. du Var, 26 ventôse an XIV, *ibid.*

de la mairie contre le curé ou desservant. A Noves par exemple, le recteur est accusé par la municipalité d'hostilité pour le régime : il ne chante pas, prétend-on, le *Domine salvum fac imperatorem*. Les vicaires généraux ripostent que cette municipalité ne mérite pas la confiance du préfet. Observons que le recteur sera convaincu en 1809 de menées séditeuses. Isnard, desservant de Fontvieille, a poussé à bout ses paroissiens et la municipalité, nous avons vu par quels écarts. L'archevêque écrit à Portalis que la municipalité est horriblement composée, que le maire persécute le desservant et que le préfet donne raison au desservant. M. de Cicé demande d'autre part au préfet de purger la commune d'une aussi mauvaise mairie.

Il faut ajouter que l'archevêque, quand il le peut, essaie de réconcilier maire et curé.

Mais nous croyons que si l'archevêque poursuit la conquête des municipalités et des fonctions pour les partisans de l'Eglise, ce n'est pas seulement par manière de riposte et pour défendre son personnel. Il est le successeur de ces archevêques d'Aix qui possédaient un si grand pouvoir temporel.

De plus c'est une nécessité partout pour l'épiscopat sous le régime du Concordat, d'avoir les pouvoirs locaux à sa dévotion. C'est une nécessité surtout en Provence. De par le Concordat et les Organiques, de par le régime administratif nouvellement établi en France et le régime fiscal qui met une partie des dépenses du culte à la charge des communes, le maire de toute localité intervient dans la vie religieuse de la paroisse. Il doit aider à la police du culte ; il a sa place dans la fabrique et est chargé avec son conseil municipal de régler la contribution de ses administrés aux frais du culte, de fournir et entretenir église, presbytère, etc. ; il a droit à des honneurs lors de la célébration du service divin et, en tant que fonctionnaire représentant le gouvernement, son siège est marqué au banc d'œuvre. Sans doute il est contenu par les lois et les règlements, bridé en cas d'excès d'autorité par le sous-préfet et le préfet. Mais en Provence la vie politique a toujours consisté, nous l'avons dit, elle consiste encore à cette époque dans l'acquisition et la conservation de la mairie. Indifférent au sort de l'Empire, le campagnard ou le citadin se passionne pour la cause du maire en exercice ou de ses adversaires. Tous les droits, toutes les

attributions, tous les honneurs attachés à la mairie sont àprement revendiqués, défendus par celui qui a conquis de haute lutte l'écharpe municipale et par le clan qui le soutient, mais àprement contestés par le parti contraire. Il en résulte pour le clergé paroissial des embarras incessants, le besoin constant d'avoir pour lui le maire, de manière à obtenir l'existence relativement facile et l'exercice du culte assuré.

Il y a encore d'autres motifs à l'intervention de M. de Cicé dans l'administration civile. Il a, de son passé d'avant 1789, gardé le goût de l'administration, de la surveillance et du commandement. Il s'est laissé aller de nouveau à cette tendance dès son retour en France, ou pour mieux dire dès son installation dans son diocèse, puisque dès sa première tournée à Arles, en thermidor de l'an X (juillet-août 1802) il a envoyé des renseignements sur les municipalités de ce pays. En réponse, nous l'avons constaté, le 6 fructidor, loin de lui conseiller discrètement de se renfermer dans ses fonctions ecclésiastiques, Portalis l'a remercié, encouragé à fournir des renseignements. Portalis lui a dit et il nous faut répéter ici les termes déjà cités plus haut : « Vous êtes plus à portée que tout autre de donner des vues sur tout ce qui peut toucher à la chose publique. Vous avez l'habitude de l'administration et vous inspirez la confiance qui s'attache à votre personne et à votre ministère. » Ainsi, outre que la renommée de M. de Cicé comme administrateur a survécu à la Révolution, Portalis considère qu'un évêque est particulièrement bien placé pour renseigner le gouvernement sur les fonctionnaires. D'après cette conception du ministre des Cultes, Mgr de Cicé est une sorte de *missus dominicus* à demeure en Provence. Peut-être bénéficie-t-il aussi de ce que le sénateur investi de la sénatorerie d'Aix et qui, d'après l'institution des sénatoreries aurait dû être un agent supérieur de contrôle régional, ce sénateur c'est Fouché retenu loin du Midi par le ministère de la Police.

On comprend donc que M. de Cicé joue ce rôle de façon permanente. Nous l'avons vu renseigner le gouvernement dans divers cas, par exemple lors de l'émeute sur les octrois à Aix. Nous l'avons vu chargé à plusieurs reprises d'enquêtes déterminées. Toujours, en réponse à ses rapports, le ministre des Cultes le couvre de fleurs. Portalis écrit à M. de Cicé le

30 avril 1806 : « Je vous remercie des communications confidentielles que vous voulez bien me faire ; soyez persuadé qu'elles ne me sont pas moins précieuses que les affaires les plus importantes que vous traitez avec un esprit vraiment administrateur. » Et plus tard (23 avril 1807) « je vous prie, pour le bien de notre département, de continuer à me tenir au courant de tout ce qui pourra mériter votre attention ¹ ».

On comprend donc que Mgr de Cicé prétende de plus en plus à composer les municipalités suivant ses préférences et intervienne même dans les nominations les plus importantes. De ce fait les preuves abondent. Le 1^{er} germinal an XII (22 mars 1804), le prélat observe au préfet des Bouches-du-Rhône que la plupart des municipalités « sont entre les mains de personnes notées par des excès révolutionnaires ». La municipalité d'Arles « en est infectée, les justices de paix pareillement ». Faute « d'agents honnêtes et dignes de confiance », les affaires des cultes « sont toujours en l'air, le sort des prêtres n'est point fixé ». Peu après, l'archevêque profite d'une tournée pastorale pour demander modification de la municipalité de Châteaurenard. Rebuté par le préfet, il répond en demandant la révocation du maire de Saint-Mitre commune voisine. C'est « un homme illettré et immoral qui préside à une commune qui s'est constamment distinguée dans le temps de la Terreur. Aussi n'y a-t-il pas eu moyen d'y envoyer un prêtre et les habitants ainsi que la jeunesse y sont sans moralité ». Au surplus « tous les maires qui l'environnent honorent votre choix et jouissent de la confiance publique. Celui de Saint-Mitre est une tache bien fâcheuse et que j'espère que vous voudrez bien effacer. Je sais qu'il peut paraître difficile de trouver un bon maire dans cette commune, ce qui m'a engagé à prendre des renseignements auprès d'une personne instruite et impartiale qui m'a assuré que le citoyen Honoré Simiot, ancien maire dépossédé

1. Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 157. Cf. dans Durand, *op. cit.*, p. 425 : Périer, évêque d'Avignon écrivant en 1807 « On ne saurait imaginer jusqu'où va l'empire exercé par les maires, surtout dans les communes chargées de payer leurs pasteurs. » — Sur le desservant de Noves, Paul Tournès, voir Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 374 et Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 7. — Sur Isnard, recteur de Fontvieille, voir ms 262, p. 114 et 430 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 6. Portalis à M. de Cicé, 30 avril 1806 : Arch. nat., F¹⁹ bis + 45, n° 3774. Le même au même, 23 avril 1807, *ibid.*, F¹⁹ bis + 75, n° 6312.

le 18 fructidor, était très capable de répondre à votre confiance ». A Saint-Marc le maire, d'après M. de Cicé, est illettré et souvent ivre. Le préfet le remplace, mais non pas par le candidat de l'archevêque.

Peu à peu l'archevêque obtient gain de cause et dans les Bouches-du-Rhône, le principe est admis de sa collaboration au choix des municipalités. Thibaudeau le consulte et Mgr de Cicé désigne des candidats, en évitant d'autres. Quand le préfet n'a pas suivi les indications du prélat, le préfet s'excuse humblement auprès de lui.

Même spectacle dans le Var. Ici cependant, Fauchet, même son successeur d'Azémar, peut-être par crainte de la minorité jacobine de la population, font une énergique défense.

Pour ne parler que des localités importantes, M. de Cicé à la fin de l'an XIII a demandé la tête du maire de Grasse. Portalis a écrit au ministre de l'Intérieur. Sur un rapport de Fauchet concluant que le maire de Grasse est « peu propre aux fonctions qui lui sont confiées », la disgrâce du personnage est résolue. Mais l'affaire de la mairie de Saint-Tropez est un épisode beaucoup plus long et des plus édifiants.

Le maire de Saint-Tropez était, depuis 1800, un avocat nommé Jean-Baptiste Martin dit le Parisien. Le curé était Joseph-Emmanuel Gaston. Le prêtre a été accusé en l'an XII de refuser « l'absolution aux femmes de ceux qui ont acquis des biens nationaux, jusqu'à ce qu'ils les aient restitués ». D'autre part de bonne heure, on s'en souvient, l'abbé Gaston s'est pris de querelle avec le maire à propos du presbytère.

Le 16 vendémiaire an XIV (8 octobre 1805) une lettre de Portalis à M. de Cicé nous montre que l'archevêque, par l'intermédiaire du ministre des Cultes, a demandé au ministre de l'Intérieur la disgrâce du maire de Saint-Tropez. Champagny a répliqué à Portalis que ce magistrat lui est « présenté comme un homme probe et estimé, et qui ne mérite nullement les reproches qui lui sont faits », que « les discussions survenues entre lui et le curé sont imputées à ce dernier par le préfet », que même le préfet « demande la destitution et l'éloignement du département de l'abbé Gaston, qu'il accuse de s'être fait *généralement détester*, même des prêtres sur lesquels il a quelque autorité comme chef de correspondance ».

Le 8 brumaire an XIV (30 octobre 1805), le préfet Fauchet déclare au ministre de l'Intérieur : « M. l'archevêque d'Aix ne cesse de m'écrire pour me demander le changement du maire de Saint-Tropez auquel il suppose toujours des torts d'après les suggestions du curé de cette ville. . . . C'est en vain que j'ai voulu lui faire entendre plusieurs fois qu'on avait surpris sa religion à cet égard ; rien n'a pu le persuader, et il persiste à exiger le remplacement de ce fonctionnaire dont le seul crime est d'avoir, dans quelques circonstances, fait au curé des observations que le devoir de sa place lui commandait. Ce curé..... est généralement regardé comme un être très dangereux et d'une intolérance outrée. Je désirerais cependant, Monseigneur, que vous voulussiez bien me marquer ce que je dois répondre à M. l'archevêque. » Fauchet ajoute que par une dernière lettre l'archevêque lui « propose d'envoyer chacun un commissaire sur les lieux pour vérifier, par eux-mêmes, la conduite du maire et du curé ». Or « si l'information dont il s'agit, est prise par un curé et un laïque qui soit dans des principes religieux, sans lesquels il m'assure qu'il est difficile et même impossible de bien apprécier la conduite du curé, il n'y a pas de doute que tous les torts seront pour le maire ».

Champagny ne paraît pas avoir répondu. Le ministre laissait donc le préfet abandonné à ses seules forces contre les instances de Mgr de Cicé. Mais Fauchet étant parti, l'archevêque revint à la charge auprès de d'Azémar, le 30 mai 1806 : la commune de Saint-Tropez était « signalée depuis longtemps par son opposition constante à tous les objets du culte et de ses ministres. . . . J'avais demandé pour le bien commun le changement du maire, mais il a trouvé des protections auprès de votre prédécesseur. On avait pris le parti de chercher à inculper le curé, homme de mœurs et de conduite irréprochables. Plusieurs dénonciations obscures ont été faites contre lui ; mais les éclaircissements ont toujours été à son avantage ». Le 21 juin 1807 M. de Cicé proposait un autre maire pour Saint-Tropez, un « homme tranquille, aimant le bien, religieux et très en état de s'acquitter de cette charge ». Le 7 juillet il revenait encore à la charge. En 1808 le maire incriminé par le prélat mordit la poussière. Il fut alors remplacé par le baron d'Entrechaux, officier de marine en retraite dont le

nom seul fait penser qu'il fut agréé du prélat grand seigneur.

« Le maire de Saint-Tropez n'est point le seul qui ait été en butte aux attaques de M. l'archevêque, écrivait encore Fauchet au ministre. Je pourrais montrer vingt lettres de sa part, toutes contre des maires et tendantes à obtenir leur changement sous les prétextes les plus frivoles. Ce prélat accorde une confiance trop aveugle aux curés et succursalistes placés dans mon département. . . . Je dois sans doute, depuis près de six ans que j'administre le département du Var, connaître les fonctionnaires. M. l'archevêque devrait, ce me semble, ajouter un peu plus de foi à ce que je peux dire sur leur compte ; il sait que j'ai toujours été empressé à faire droit à ses diverses demandes lorsque je l'ai pu et qu'elles ont été conformes à la loi. » Et le préfet ajoutait au sujet des fonctionnaires : « La haute considération que m'inspirent le caractère et les vertus personnelles de M. l'archevêque, ne me déterminera jamais à leur retirer cette protection parce qu'ils auront le malheur de déplaire à des curés ou desservants dont la conduite serait peut-être moins irréprochable que la leur si elle était examinée avec soin ».

Fauchet envoyait aussi au ministre une lettre par laquelle l'archevêque lui proposait des candidats pour une mairie : « Il croit en même temps, disait encore le préfet, devoir me désigner les individus que les honnêtes gens de cette commune redoutent de voir nommer et qu'il me donne comme très mauvais sujets, quoique les renseignements que je me suis procurés sur leur compte soient diamétralement opposés aux siens. » Et il demandait au ministre ce qu'il devrait faire lorsque l'archevêque solliciterait encore « des changements de maires qui ne paraîtront point avoir démérité », ou lui désignerait « des candidats parmi lesquels il paraîtra exiger que je choisisse exclusivement ». Ici encore le ministre de l'Intérieur paraît avoir abandonné le préfet à ses seules forces.

Auprès de d'Azémar les exigences de Mgr de Cicé ne firent que grandir. Le préfet ayant consenti à écarter le titulaire de la mairie de Saint-Zacharie, puis étant revenu sur cette décision et ayant envoyé à ce propos au prélat une lettre qui marquait du malaise, M. de Cicé répondait : « Votre réponse suppose que j'ai demandé le remplacement du maire comme si

c'était une chose à faire, mais elle était consommée depuis longtemps et elle était convenue avec votre prédécesseur, demandée par tous les honnêtes gens du pays : vous aviez, m'a-t-on assuré, constaté par vous-même la nécessité sur les lieux; on m'avait même nommé son successeur. Ce changement avait fait bénir votre administration dans le pays. On s'y afflige de ce que par un excès de bonté vous avez changé vos dispositions et rétabli ce même maire. C'est sur ce point que je me suis permis de vous exprimer ma peine. Je sens très bien toutes les précautions que la sagesse exige dans le choix et la destitution des maires, mais peut-on hésiter *lorsque*, comme vous me l'observez vous-même, Monsieur, *le sujet ne réunit pas les qualités qu'on a droit d'exiger d'un fonctionnaire public.* » Et quelque temps après Mgr de Cicé écrivait au préfet du Var pour l'inviter de nouveau à faire choix de bons maires.

D'ailleurs toujours circonspect et mesuré parmi les succès, M. de Cicé presse un de ses subordonnés qui a été nommé maire d'un village de refuser l'écharpe : il serait « disconvenant » qu'un ecclésiastique préférât « des fonctions civiles aux devoirs de son état ». C'était d'ailleurs l'avis d'autres membres de l'épiscopat et de Portalis. Mieux valait dominer la commune sous le couvert de l'autorité laïque que de saisir celle-ci et de la détenir ouvertement.

La sollicitude de Mgr de Cicé s'étend aussi sur les postes de juge de paix. Elle s'étend jusque sur la mairie de Marseille, car Portalis lui écrit le 30 avril 1806 : « Les aperçus que vous me transmettez sur la mairie de Marseille me seront utiles... ; je suis bien aise surtout d'apprendre de vous qui voyez si bien les choses, les succès de M. Anthoine à Marseille. » A la vérité, peu importait que M. de Cicé approuvât la gestion du maire de Marseille, le beau-frère du roi Joseph n'avait pas besoin d'appuis, mais la lettre de Portalis est instructive.

La sollicitude de Mgr de Cicé ne s'en tient pas là, puisqu'il a beaucoup fait pour la nomination du sous-préfet d'Aix en 1806. La lettre confidentielle que lui envoie Portalis le 7 août 1806 et dont nous avons déjà fait état indique, semble-t-il, comment M. de Cicé s'y est pris pour recommander son client auprès du ministre des Cultes. « Je me félicite particulièrement, dit le ministre à l'archevêque, d'avoir eu la confiance de votre heureux

pressentiment à cette occasion, et je compte toujours avec la même confiance sur vos sages communications relatives à l'esprit public de votre diocèse. » Le mot *pressentiment* et tout l'ensemble de la phrase nous feraient croire que M. de Cicé, désignait son préféré en indiquant que c'était vers celui-là que penchait l'opinion publique. D'autre part, on l'a vu, pour réfuter la dénonciation d'avoir patronné d'Arbaud Jouque lancée contre l'archevêque, Portalis a déclaré à l'Empereur que M. de Cicé patronnait un autre candidat. Ce raisonnement démontre que Portalis ne pensait point irriter Napoléon en reconnaissant que l'archevêque s'occupait d'une nomination de sous-préfet ¹.

Aussi Mgr de Cicé vise encore plus haut. Profitant des accusations qui ébranlent la situation de Thibaudeau auprès de l'Empereur, il s'évertue manifestement à ruiner complètement dans les sphères gouvernementales le crédit, l'autorité du préfet des Bouches-du-Rhône. Il prend en 1806 à l'égard du préfet, un ton des plus piqués. « J'ai reçu le tableau que vous avez bien voulu m'envoyer des dépenses et traitements pour le culte.... Je regrette que vous l'ayez adressé au Ministre avant de nous être entendus auparavant ensemble comme la nature des choses le demandait. » Il écrit à Portalis à propos des retranchements de crédits effectués par le ministre de l'Intérieur : « Je dois présumer que les choses se passeraient tout autrement si nous

1. Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 7, V³ 4, M¹⁵. Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 368, 369, 157, 158. Le maire de Grasse était Claude Aubin. Sur lui et sur les maires de St-Tropez, voir Salvarelli, *op. cit.*, notamment p. 432. Dénonciation du maréchal Moncey contre Gaston, 9 thermidor an XII (Arch. nat., F¹⁹ bis + 17, n° 1500). Cf. notre livre p. 356 note 1. Portalis à M. de Cicé 16 vendémiaire an XIV *ibid.*, F¹⁹ bis + 73, n° 2681. M. d'Entrechaux sera proposé en 1812 par Decrès pour être maire de Toulon (*Inédits napoléoniens*, n° 583). Arch. du Var, Registre de corresp. n° 3 : plaintes de Fauchet; voir aussi Arch. du Var, 4^e Reg. de correspondance avec les ministres; Cicé au préfet du Var, 30 mai 1806, Arch. du Var, V¹⁸; le même au même, 19 novembre 1807, Arch. du Var, V Mandements. En 1808, le maire de Saint-Zacharie, Cachard, propriétaire, sera remplacé par Pignol, notaire (Salvarelli, *op. cit.*, p. 374); le même au même, 21 juin et 7 juillet 1807, ms 262, p. 500, 502; Cicé à M. Blanc, prêtre, nommé maire à Clavières (ms 262, p. 281); Portalis avait, le 25 vendémiaire an XI, proclamé l'incompatibilité des deux fonctions (Jauffret, t. I^{er}, p. 268). Cf. d'Aviau à Bordeaux (Lyonnet, *op. cit.*, t. II, p. 493). Portalis à Cicé sur le maire de Marseille, 30 avril 1806, aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 45, n° 3774. Le même au même sur la nomination de d'Arbaud (lettre déjà citée), 7 août 1806, *ibid.* F¹⁹ bis + 39, n° 4392.

avons un préfet mieux intentionné. Votre Excellence s'était flattée de le ramener par ses bons avis ; mais il s'en faut qu'ils aient opéré aucun bon effet ; je le trouve ou négligent ou opposé sur tous les intérêts du culte. » Et « Votre Excellence a vu l'insuffisance grossière de son travail sur les succursales..... il ne m'a même pas fait de réponse sur les observations que je lui ai envoyées il y a plus de six mois. » Ce n'est pas être trop téméraire que de penser que si Portalis avait prolongé sa carrière au delà de 1807, Thibaudeau aurait expérimenté, comme Delacroix précédemment, ce qu'il en pouvait coûter d'opposer quelque résistance à Mgr Champion de Cicé.

Il y a donc de la part du chef du diocèse d'Aix tout un plan de campagne soigneusement mûri et dont la réalisation est poursuivie avec autant de ténacité que d'habileté, pour sortir du domaine de l'administration ecclésiastique et empiéter sur celui de l'administration laïque et temporelle, sur les fonctionnaires et les fonctions de l'Etat napoléonien. Il y a de la part des représentants de l'Etat napoléonien, un système d'abdication de ses droits et prérogatives dans cette question vis-à-vis du clergé. Ou pour mieux dire, plus on s'élève dans la hiérarchie des représentants de l'Etat, moins l'on trouve de réserves et de scrupules à pratiquer une telle politique d'abandon. Le moindre maire de village résiste plus à son desservant que le préfet à l'archevêque, et Thibaudeau ou Fauchet, quand il veut défendre ses subordonnés, est laissé à ses seules forces par le ministre de l'Intérieur, tandis que l'archevêque est soutenu par le ministre des Cultes.

Napoléon parfois se prend à douter de l'efficacité de sa politique concordataire. Il s'écrie à propos des tendances ultramontaines du *Journal des Curés*. « Quel est donc cet étrange fanatisme qui tend à renverser la doctrine de nos pères ? Veut-on nous faire ultramontains ? » Mais cette inquiétude ne vise que la trop grande soumission du clergé à l'égard du Pape et non l'attitude de ce clergé à l'égard de l'Empereur. Thibaudeau écrit très justement que Napoléon « satisfait de la conduite du clergé, ne paraissait pas redouter ses velleités d'ambition, et même lui laissait prendre une certaine influence dans les choses séculières ». C'est que, d'après Thibaudeau lui-même : « fidèle à son esprit, le clergé essayait bien de faire revivre des

institutions abolies par la Révolution, de s'immiscer dans la direction des établissements de charité et de l'instruction publique, mais il n'attaquait pas les institutions civiles et politiques ». Thibaudeau dit encore, à propos de l'influence que l'Empereur laissait prendre au clergé dans les choses séculières : « En ce qui dépendait de moi, je ne suivais pas cette impulsion. J'avais d'autres principes. Sans exclure absolument les prêtres de toute participation aux affaires temporelles où leur concours pouvait être utile, j'avais soin seulement de ne les y admettre qu'en minorité ». Le lecteur pensera que le préfet des Bouches-du-Rhône dissimule ici sa propre condescendance pour la politique gouvernementale, sa propre faiblesse pour les agissements de l'archevêque d'Aix et du clergé ¹.

Pour conclure sur l'organisation et l'administration du culte dans le diocèse d'Aix de 1803 à 1807, il suffit de dire que dans toute l'œuvre alors accomplie par Mgr de Cicé on retrouve son esprit subtil, avisé, à la fois prudent et entreprenant, toujours en éveil pour faire respecter les droits concédés à l'Eglise par le Concordat ou pour obtenir de la négligence, de la faiblesse, de la bienveillance du pouvoir temporel, des tolérances qu'il fait consacrer le plus tôt possible comme de nouveaux droits. Toutefois il ne se montre audacieux que dans les circonstances favorables, il n'admet pas que l'initiative de son clergé dépasse et risque de compromettre la sienne. Si d'aventure le gouvernement prétend ramener les ecclésiastiques du diocèse d'Aix au respect des limites imposées à l'Eglise concordataire en 1802, Mgr de Cicé entend que ses subordonnés s'effacent, lui laissent la parole, à lui seul chef responsable du diocèse. Alors, personnellement, il débat les questions difficiles avec les représentants de l'Etat en Provence. Il les débat d'autant plus résolument qu'il se sait des alliés dans l'entourage du Maître, qu'il a pleinement conscience de la supériorité de sa diplomatie, de l'autorité que lui donnent son passé et son caractère en face des agents de ce régime improvisé, de ce régime de parvenus, de ce régime qui n'ose et ne veut plus être nettement laïque, mais

1. Cicé à Thibaudeau, Aix, 3 août 1806, Arch. des Bouches-du-Rhône, V^s 11 ; Cicé à Portalis, 1^{er} janvier 1807, Arch. nat., F¹⁹ 335 ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 269, 270. — Sur le *Journal des Curés*, voir Napoléon à Portalis, 14 août 1807, *Correspondance générale*, n° 13032.

qui tient au contraire à devenir mi-laïque, mi-clérical. De la sorte, malgré tout le génie de son chef suprême, le gouvernement napoléonien demeure aveugle, demeure désarmé devant l'investissement lent, incessant et sourd du pouvoir ecclésiastique. De la sorte Mgr de Cicé en Provence et du reste aussi ses collègues de l'épiscopat sur tout le territoire, réalisent ce tour de force d'élever avec le minimum de matériaux, sur un terrain encombré de l'écrasante bâtisse de l'Etat napoléonien, et dans son ombre, un édifice de l'Eglise, un édifice pour l'instant modeste, mais doté constamment de nouvelles dépendances prises sur l'Etat napoléonien même. Et cela sans provoquer l'attention, la jalousie de l'architecte génial de l'Etat napoléonien.

LIVRE V

I. Le diocèse d'Aix en 1807. Le personnel ecclésiastique. — II. Les frais du culte. — III. Missions, Pénitents et Congrégations. — IV. L'état d'esprit du clergé. — V. La vie dans les paroisses. — VI. Mgr de Cicé fidèle au gallicanisme épiscopal. — VII. La vie privée du prélat. — VIII. L'apogée de la carrière concordataire de Mgr de Cicé. Le sacre de Mgr de Bausset.

En 1807, cinq années se sont écoulées depuis que Mgr de Cicé est venu s'asseoir sur le siège archiepiscopal d'Aix et d'Arles, cinq années d'ambitions discrètes et discrètement réalisées, de négociations adroites et subtiles, de conquêtes lentes, pour la plus grande gloire de l'Eglise de Provence. Il est aisé maintenant de mesurer les résultats obtenus par l'archevêque. Outre que pour nous y aider nous avons une sorte de rapport publié cette même année sur les œuvres de Mgr de Cicé sous le titre *Établissements ecclésiastiques et religieux formés dans le diocèse d'Aix*¹, attendre davantage serait impossible. En 1807, en effet, meurt Portalis. A partir de 1808 le conflit entre le Pape et l'Empereur va s'aggraver. Le souverain pour ces deux raisons se départira par instants de la politique de condescendance obstinée qui a tant aidé des prélats comme Mgr de Cicé à refaire promptement une Eglise puissante. C'est donc en 1807, avant que commencent pour elles les jours difficiles, qu'il nous faut étudier l'état de l'Eglise concordataire de Provence.

1. Picot, *Mélanges de philosophie*, op. cit., t. II, p. 232-237.

CHAPITRE I

Le diocèse d'Aix en 1807 Le personnel ecclésiastique

Le haut clergé, constitué par les vicaires généraux et le chapitre cathédral, représente bien dans ses éléments la composition de l'Eglise concordataire, telle qu'on la trouve dans la plupart des diocèses. Mgr de Cicé a su grouper autour de lui, nous l'avons vu, avec des ecclésiastiques de haute naissance et qui tinrent jadis pour la cause de l'Ancien Régime, pour celle de l'Eglise insermentée, avec d'autres de souche plus roturière mais ayant également fait preuve d'attachement au passé, quelques prêtres dont les services dans le clergé constitutionnel doivent témoigner en faveur de l'impartialité du chef du diocèse. Les préférences de l'archevêque vont incontestablement à ceux que rapprochent de lui de communes origines et l'éducation ou le souvenir des persécutions endurées pour la foi, mais c'est de façon tellement mesurée, nuancée, qu'il serait malaisé au pouvoir laïque de s'en émouvoir. D'autre part, l'archevêque a si bien choisi ses collaborateurs principaux que le caractère conciliant des uns fait accepter la fougue intransigeante des autres. En 1808 Mgr de Cicé fera entrer au nombre de ses vicaires généraux Arquier, curé de Saint-Remy, qui semblera tenir dès lors dans son amitié la place laissée vacante par la promotion à l'épiscopat et le départ de l'abbé de Bausset.

A cet état-major il faut désormais rattacher Mgr Miollis, le nouvel évêque de Digne. Comme les forces de l'archevêque vont décroissant, Mgr Miollis assume de plus en plus auprès de lui, sans titre officiel, le rôle de coadjuteur. C'est un nouveau trait à l'honneur de Mgr de Cicé qu'après avoir distingué l'abbé Miol-

lis, il se soit adjoint pour parfaire son œuvre propre l'évêque de Digne.

Dans cette même année 1807, l'archevêque achève de déterminer le fonctionnement de son chapitre cathédral. Il lui donne le 3 novembre des statuts « dignes des plus grands évêques » et qui doivent assurer l'assiduité aux offices, l'union et la concorde. Au surplus le prélat qui, au cours des négociations du Concordat, gardait vis-à-vis des chapitres cathédraux toute la méfiance de l'épiscopat d'Ancien Régime, ce même prélat envisage maintenant le chapitre cathédral d'Aix comme « le conseil et le sénat de l'évêque ».

Au grand séminaire, ainsi que pouvaient le faire prévoir les relations de Mgr de Cicé avec l'abbé Emery, la plupart des professeurs ont été recrutés dans la congrégation de Saint-Sulpice et en font prévaloir l'esprit. L'un deux, le P. Maréchal, professeur de théologie, est particulièrement distingué mais quitte bientôt Aix pour Lyon.

Parmi les curés, visiblement, Mgr de Cicé consulte surtout, en dehors de ses correspondants dans les Bouches-du-Rhône et le Var, les titulaires des cures des grandes villes : Eymieu d'Aix, Sinety de Marseille, etc. En 1808 sera nommé à la Ciotat, curé de première classe, un homonyme et parent du ministre des Cultes Portalis. Nous n'avons vu nulle part que pour la nomination de ses curés Mgr de Cicé ait obtempéré à la loi du 23 ventôse an XII, qui exigeait des candidats aux cures un examen public sur les matières de l'enseignement ecclésiastique.

On sait que la situation légale des desservants était peu claire. Seuls les Articles Organiques avaient distingué desservants et curés, comme ils avaient distingué succursales et paroisses. Et les Organiques n'avaient aucune valeur canonique. Mais comme les desservants, à la différence des curés, étaient amovibles, nommés et révocables par les évêques, c'était une question de savoir s'ils devaient être mis sur le même pied que les curés par le chef du diocèse. L'archevêque de Paris les qualifiait de « véritables curés », leur reconnaissait « la charge, les pouvoirs, toutes les attributions des curés ». La plupart des prélats d'Ancien Régime et, non loin d'Aix, l'ex-constitutionnel Périer agissaient de même. Mgr de Cicé n'a pas dû faire exception. Du moins nous le voyons accorder toute sa confiance à l'abbé Gui-

gou. Ce dernier n'est encore que desservant de la succursale de Saint-Zacharie quand l'archevêque se fait accompagner par lui au Sacre et le nomme chanoine au retour de Paris. De la sorte l'abbé Guigou pourra un jour accéder à l'épiscopat. Il n'est que juste de signaler cette mansuétude pour leurs frères inférieurs de prélats au passé, aux traditions très aristocratiques. Portalis d'ailleurs penchait pour cette conception. Il critiquait, dans une lettre à l'évêque de Strasbourg du 12 août 1806, les visites officielles des curés dans les églises succursales de leur dépendance, car cela ferait croire aux desservants, disait le ministre, qu'on les mettait « dans la même dépendance des curés que de l'évêque, de ses vicaires généraux ».

Le corps des pasteurs se recrute toujours difficilement. Déjà se manifeste l'évolution qui s'accentuera même sous la Restauration en dépit des objurgations d'un Joseph de Maistre : l'éloignement des familles notables pour la prêtrise, l'abandon du sacerdoce aux jeunes gens issus des classes pauvres, plus proches du peuple mais dont la vocation n'apparaît pas comme absolument désintéressée. Le conseil des évêques constatera en 1810 : « L'Eglise de France n'offrant plus aux familles les espérances de fortune et d'avancement que présentait l'ancien clergé, la plupart des jeunes gens qui se consacrent au saint ministère appartiennent à la classe malaisée ». Cependant, au grand séminaire d'Aix entre en 1808 un jeune homme de grand nom, Marie Monger de Prilly qui renonce à l'épaulette pour prendre la soutane. De plus ce grand séminaire, assez bien pourvu de tout par la charité des fidèles avant même que l'Etat vint en aide aux séminaires métropolitains, ce séminaire se recrute rapidement. Il compte en 1807, quarante six jeunes ecclésiastiques et « tout fait prévoir que dans deux ans le nombre en sera doublé¹ ».

1. Sur Mgr Miollis voyez Bondil, *op. cit.*, p. 152. En 1807, l'abbé Boulard, apparaît comme chanoine et secrétaire général de l'archevêché, Arch. Bouches-du-Rhône, V⁴. En 1808 M. Suffren est nommé à un canonicat vacant, celui de M. de Bausset peut-être (Arch. nat., F¹⁹ bis + 69, n° 10302) et en 1806 l'abbé de Comnène, sans doute parent de Permon, est chanoine honoraire (*ibid.*, F¹⁹ bis + 67, n° 5288). Sur la nomination d'Arquier voir le ministre à Cicé 9 août 1808 (Arch. nat. F¹⁹ bis + 69, n° 9997). Sur Cicé et le chapitre, voir Rey, *Oraison funèbre*. Tout mandement de M. de Cicé commence ainsi : « A ces causes, après en avoir conféré avec nos vénérables Frères, les chanoines de notre Eglise Métropolitaine, avons ordonné et ordonnons ce qui suit... » Cf. ses confrères en épiscopat, dans Picot, *Annales*, *op. cit.*, t. II, p. 235. Notez que pour la nomination de Mgr Miollis

Quant aux petits séminaires : à Aix, Marseille, Salon pour les Bouches-du-Rhône, La Seyne, Vence, Grasse pour le Var, ils prospèrent de suite. Celui de Marseille, sous la direction du prêtre Ripert et des prêtres du Sacré-Cœur de Jésus, atteint bientôt deux cents élèves.

comme évêque, ses frères notamment le général en activité de service, et Portalis qui se dit leur ami à tous « depuis notre première jeunesse », ont beaucoup agi auprès de l'Empereur (Arch. nat., F¹⁹ bis + 53, n° 2522. 2660, 2703). Sur les curés du diocèse, voir les *Annales ecclésiastiques* pour 1806, 1808. Bibl. nat., Lc²³ 226. En 1806, il y a, pour le service paroissial de la ville de Marseille, 44 vicaires. Sont nommés en 1809 Filhol comme curé de la Major d'Arles (Arch. nat. F¹⁹ bis + 123, n° 6009), en 1810 Latour comme curé de Saint-Ferréol de Marseille. (Le ministre à Cicé, 9 mars 1810, Arch. nat., F¹⁹ bis + 123, n° 2389). En 1809 le ministre refusera à M. de Cicé trois promotions de curés de la seconde classe à la première, d'autres diocèses n'en ayant eu qu'une (*ibid* F¹⁹ bis + 123, n° 12056). La même année le ministre refusera d'accorder à un curé démissionnaire du diocèse, comme le demandait M. de Cicé, 500 francs de pension viagère sur le traitement de son successeur (*ibid.*, même registre, n° 13915). La succursale d'Aubagne devient cure en l'an XII (*ibid.*, F¹⁹ bis + 46, n° 23). La succursale de la Seyne est érigée en cure de première classe par décret du 21 janvier 1810, au profit de l'abbé Senès (*ibid.*, F¹⁹ bis + 123, n° 2254 et 2381). Portalis remercie M. de Cicé de la nomination de son parent et homonyme le 30 avril 1807 (*ibid.*, F¹⁹ bis + 75, n° 6395). — Sur les desservants, voir Portalis à l'évêque de Strasbourg, Arch. nat. F¹⁹ bis + 39, n° 4439. Sur les mêmes, voir aussi Sevestre, *op. cit.*, p. 254, 255 et note 1, p. 312. Voir également Sicard dans le Correspondant de 1905, t. III, p. 219 ; Durand, *op. cit.*, p. 361. — En l'an XII, Maréchal a quitté le grand séminaire (lettre Portalis, 4 brumaire, Arch. nat., F¹⁹ bis + 114, n° 699) et en 1808 y figurent comme professeurs, de Tartonne, Boni, Tiphaigne ; y est resté Chaix, professeur de philosophie ; voir aussi Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹⁷ ; Picot, *Mélanges*, *op. cit.*, t. II, p. 232, t. VIII, p. 233 ; Lanzac de Laboric, *op. cit.*, p. 51 ; Portalis, *Discours, rapports*, *op. cit.*, p. 355 ; Cicé, ms 262, p. 437.

De Prilly était aide de camp du général Lacoste et quitta l'armée en février 1808 (sa démission est acceptée par l'Empereur le 10 février : Arch. nat., F¹⁹ bis + 69, n° 9028). Il devient évêque de Châlons en 1823, meurt en 1859. En 1808 encore l'administration de la guerre, qui a fait de l'ancien évêché de Marseille un magasin, refuse de le céder à M. de Cicé qui voudrait y loger le petit séminaire (Arch. nat., F¹⁹ bis + 69, n° 9531).

CHAPITRE II

Les frais du culte

Les frais du culte sont toujours un sujet de contestations et de récriminations entre l'Eglise et les pouvoirs dont elle attend des subventions diverses.

En 1807, toujours talonné par le gouvernement le Conseil général du Var ne hausse pas ses générosités au delà de 10.000 fr. pour le culte diocésain, soit 2.000 pour frais de tournée de l'archevêque, 2.000 aux chefs de correspondance comme précédemment, 6.000 pour frais du culte proprement dit. Et c'est en vain que le Conseil général des Bouches-du-Rhône qui, lui, a voté 30.000 francs avec l'idée que le Var en voterait 22.771, essaie de faire honte à l'assemblée du département voisin. Par contre le ministère ne semble pas avoir réduit comme les années précédentes le crédit voté par le Conseil général des Bouches-du-Rhône.

Pareil spectacle est offert par l'attitude contradictoire des communes des deux départements, et des communes rurales par rapport aux agglomérations urbaines. Le Var et les campagnes en général sont toujours d'un esprit d'économie poussé à l'extrême, et qu'explique d'ailleurs trop bien dans certains cas la pénurie des ressources.

Le décret du 30 septembre 1807 mettant le traitement de tout succursaliste à la charge de l'Etat est appliqué trop tard pour que, dès cette même année, se manifeste quelque apaisement dans les discussions d'intérêts qui mettent aux prises le clergé paroissial avec les communes de Provence.

De ce fait la situation du bas-clergé demeure pénible, précaire, infiniment diverse d'une paroisse à l'autre suivant les ressources locales, suivant les dispositions de la municipalité ou de la population. Marseille cité endettée, Marseille dont bien

des revenus étaient taris par la guerre maritime et le marasme du commerce, inscrivait à son budget au compte des dépenses du culte catholique pour 1807, 54.800 francs dont 5.000 pour l'indemnité de logement destinée à l'archevêque, somme reportée comme précédemment au budget départemental par ordre de l'Empereur, et 33.500 pour le clergé de la ville, 16.300 pour celui de la banlieue.

Ajoutons que la politique financière de Mgr de Cicé réservait aux communes des surprises désagréables et par là même des motifs d'aigres récriminations. Dans sa connaissance des administrations et de leurs errements, l'archevêque pensait sans doute que le plus sûr pour l'Eglise était d'engager des dépenses que les pouvoirs laïques finiraient toujours par payer. Nous le voyons le 31 décembre 1806 acheter à Marseille le terrain de l'église de la Trinité moyennant une somme de 19.000 francs payable en vingt annuités de 950 francs, et commencer la reconstruction de cette église, le tout pour le compte des catholiques de Marseille. Et ce sera finalement la commune qui sera obligée de régler la note.

Les ressources du culte augmentant peu à peu, leur perception et leur emploi par les fabriques deviennent question d'importance. Mais une difficulté sérieuse résulte de l'application du règlement de 1806 dressé par l'archevêque. Malgré l'intervention des curés, recteurs et fabriciens, les fidèles refusent de mettre la main à la poche pour payer leur chaise ou leur place au banc dans l'église. L'archevêque fait cependant observer que si l'on refuse d'alimenter sous cette forme la caisse de la fabrique, les frais incombant à celle-ci retomberont sur la commune. Il n'en est pas moins forcé de solliciter l'intervention des préfets et des maires pour obtenir cette faible contribution. Ce simple détail en dit long sur le manque de générosité du paysan provençal à l'égard de son clergé.

Une autre cause de préoccupation consiste dans l'existence, pour toute paroisse, d'une fabrique extérieure soustraite à l'action, au contrôle de l'autorité ecclésiastique et subordonnée au préfet. Une lettre de Mgr de Cicé, postérieure à 1807 mais dont on peut faire état dès maintenant, résume ainsi ses griefs : « Nos pauvres églises sont travaillées par deux administrations de fabrique indépendantes l'une de l'autre. L'une concerne

l'intérieur et nous retrace l'institution qui avait lieu dans toute l'Eglise depuis sept ou huit siècles. L'autre est une fabrique toute moderne, entièrement étrangère à l'évêque diocésain et où le curé n'a qu'un droit consultatif, incapable évidemment de bien connaître et d'apprécier les vrais besoins de l'église : enfin ce n'est qu'une administration extérieure et civile, qui cependant a toute la confiance du gouvernement, qui seule a droit de poursuivre les dettes actives, mais sans en pouvoir verser les produits dans le coffre de l'église sans l'autorisation de M. le Préfet qui même ne peut la donner qu'autant qu'il a celle du ministre de l'Intérieur. » Incontestablement la dualité des fabriques compliquait l'administration paroissiale. Mais on démêle dans le réquisitoire de Mgr de Cicé le désir très naturel d'avoir cette administration complètement sous sa coupe¹.

1. Vote du Conseil général du Var, Registre de ses délibérations, 1800-1809, Arch. du Var, 6 juin 1806 pour 1807, 17 octobre 1807 pour 1808 : chiffres identiques. M. de Cicé escomptait au moins 12.000, ms. 262, p. 523. Vote de celui des Bouches-du-Rhône : Registre de ses délibérations, an XIII-1816, Arch. des Bouches-du-Rhône, 21 octobre 1807, 12 janvier 1809. Ces 30.000 francs sont ainsi répartis : 7.000 pour le matériel, 7.000 à l'archevêque (logement et supplément de traitement), 6.000 aux douze chanoines, 4.000 aux chantes, sacristain, organiste de Saint-Sauveur et à deux sous-diacres, 6.000 à la maîtrise. La nouvelle circonscription des succursales ne sera dressée complètement que le 13 mai 1808, Arch. nat., AF IV 1414. Voir aussi F¹⁹ bis + 99, n° 10237. Sur les tribulations des desservants, pièces nombreuses aux Arch. des Bouches-du-Rhône et du Var. Le budget communal du culte catholique à Marseille pour 1807 est ainsi détaillé pour le clergé de la ville : 3 curés à 1.500 francs, 8 recteurs ou desservants à 1.000, 40 vicaires à 500 francs, pension non comprise ; pour le territoire : 2 curés à 1.400 francs, 5 vicaires à 400, 38 recteurs à 300, un recteur à 100 francs pour Château-Gombert, deux nouveaux vicaires à 500. Il y a donc en tout 47 vicaires, trois de plus qu'en 1806. Le culte protestant reçoit 2.000 francs (Registre n° 6 du conseil municipal, p. 99, Arch. commun. de Marseille). Sur les dettes de la ville, voir *ibid.*, 13 mars 1807. Cicé, à propos des résistances à payer les chaises, etc., 11 septembre 1807 : « Ces difficultés locales ne peuvent être surmontées que par l'adjonction de l'autorité civile. Nous croyons pouvoir l'inviter à seconder notre zèle. » (Arch. des Bouches-du-Rhône, V²⁴). Sur la dualité des fabriques, Cicé, 10 juillet 1810, Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 56. Voir aussi plaintes du conseil municipal de Marseille, 13 mai 1808 (Registre n° 8, aux Arch. com.). — Cf. Durand, *op. cit.*, p. 425, sur Avignon.

CHAPITRE III

Missions, Pénitents et Congrégations

Le service des missions fonctionne maintenant sous la direction de l'abbé Charles Bretenier, du diocèse de Besançon, supérieur de la congrégation des Sœurs de la Retraite. « Le P. Charles », comme on l'appelle, est en correspondance « avec Madame Mère qui l'honore de sa protection. Il a de l'esprit, de la facilité à parler, il a une belle figure, un air pénitent, beaucoup d'imagination, mène une vie très austère ». D'autres prédicateurs nous sont déjà connus, Bouchon, Servat et nous verrons les mésaventures d'un dernier, Desmazures. On observe qu'entre Aix et Marseille le tempérament des esprits dévôts diffère grandement. A Marseille les qualités extérieures des prédicateurs et le lyrisme, l'imagination réussissent aisément sur un auditoire en somme simpliste et peu lettré. A la société aixoise, de culture raffinée, voire même entachée du purisme des cénacles provinciaux il faut « des sermons plus travaillés, moins enthousiastes ».

Les avantages et les inconvénients des associations de pénitents continuent à alimenter les discussions entre administrateurs laïques et ecclésiastiques. Jadis tous les fonctionnaires du gouvernement tenaient les pénitents en suspicion. Maintenant les maires de Cassis et d'Aubagne les défendent. « L'esprit qui les anime, écrit ce dernier, est un esprit de charité chrétienne infiniment utile à la société à laquelle ils rendent l'un des devoirs les plus sacrés, leur institution ayant pour but, comme on l'a déjà dit, la sépulture des morts ». Même leur costume est nécessaire. « Bien des gens ne se décident à se faire comprendre dans le nombre des associés que par la certitude de n'être point connus dans l'exercice de leurs fonctions. Cette

répugnance n'est chez eux qu'une modestie déterminée par l'esprit de piété qui anime l'association. » Le sous-préfet d'Aix est aussi leur apologiste, ajoutant que « avant la réforme faite par l'archevêque, ces sociétés de costumes et couleurs différentes avaient quelquefois des rivalités qui dégénéraient en rixes » ; mais « aujourd'hui il n'en existe qu'une dans chaque commune, soumise au même règlement général » et « l'administration locale n'en a jamais éprouvé aucun inconvénient ».

Le sous-préfet de Tarascon est plus réservé. Il dit de ces associations : « Elles préservaient ou retiraient du libertinage quelques individus, fournissaient un masque hypocrite à d'autres et flattaient la vanité de plusieurs, tandis que le grand nombre s'en faisait une sorte d'amusement religieux... Elles ajoutaient à la majesté du culte lorsqu'elles officiaient dans les paroisses ; elles lui nuisaient lorsqu'ayant des chapelles séparées elles leur enlevaient des chantres, des assistants et des offrandes. Elles donnaient quelques bénéfices et un très grand ascendant aux prêtres, qui en général n'en abusaient pas mais auraient pu en abuser. »

Thibaudeau garde ses préventions, motivées en partie par l'esprit d'indiscipline de ces confréries vis-à-vis de l'archevêque même. Effectivement les pénitents *bourras* ou *bourrus* de Saint-Chamas dissous par le chef du diocèse, continuent à s'assembler ; les pénitents blancs qui n'ont pas reçu d'autorisation se réunissent tout de même, etc., etc. L'archevêque est obligé, à chaque instant, de renouveler ses prescriptions antérieures. « Toute confrérie ou association que nous n'aurions pas spécialement autorisée est par là-même supprimée ». Même mesure pour « toutes processions, prières publiques, bénédictions qui ne seraient pas revêtues de notre approbation spéciale et annuelle ». Ordre aux curés et recteurs d'y tenir la main et de signaler les infractions, et l'archevêque réclame « avec confiance » contre les contrevenants les sanctions préfectorales.

C'est peine perdue et l'on voit par là combien le clergé même est dépassé par ses ouailles.

Quant aux congrégations, en novembre 1807 Napoléon a fait demander à tous les préfets le relevé des maisons de religieuses existant dans leur ressort. Mais nous n'avons ce relevé que pour les Bouches-du-Rhône. Encore le relevé dressé par Thibaudeau

est-il incomplet. En le comparant avec ce que Picot écrit dans ses *Mélanges de philosophie* des œuvres de l'archevêque, et avec les renseignements que l'on peut réunir par ailleurs, on constate que, parmi les congrégations, n'ont toujours de réalité officielle que les congrégations hospitalières et enseignantes. Le préfet du Var déclare qu'il n'existe aucune maison religieuse dans son département ; le nouveau ministre des Cultes Bigot de Préameneu lui répond en signalant les Sœurs de la Sagesse à Toulon, celles des Ecoles chrétiennes à Toulon, celles de la Charité de Nevers à Vence, celles de la Visitation à Grasse, d'autres à Lorgues, à Fréjus, à Roquebrune ¹.

On ne voit pas si toutes les communautés étaient autorisées, si les autorisations obtenues par certaines étaient provisoires ou définitives. En fait de communautés contemplatives, aux Capucines sont venues s'ajouter des Clarisses et des Carmélites. Mais les unes et les autres assurent ne point former « un corps de communauté ». Elles « se sont rassemblées volontairement pour vivre suivant leurs anciennes constitutions et avec leurs anciens habits », autorisées en cela par l'archevêque. Cependant les Capucines maintenant portent l'habit de leur ordre même en ville et sans autorisation du gouvernement, font faire des quêtes. Les Sœurs hospitalières de Marseille qui desservent le grand hôpital de cette ville, celles d'Aix rattachées à la règle de Saint-Thomas de Villeneuve et qui dirigent l'hôpital d'Aix ont dans l'administration de ces deux maisons, apporté « l'économie, la propreté, la subordination et l'amour du travail ». Les malades les bénissent. A Arles, les Sœurs hospitalières ne sont pas encore autorisées dans les hôpitaux civils et militaires.

A ces communautés il faut rattacher pour Aix une maison d'asile fondée par l'archevêque « pour y recevoir les anciennes religieuses éparses et dénuées de moyens de subsistances ».

Quant à l'instruction des femmes, en 1807, dans le diocèse d'Aix, des deux communautés qui tiennent des pensionnats les

1. Picot. *Mélanges de philosophie*, op. cit., t. II. Arch. des Bouches-du-Rhône sur les missions, V¹ 17 ; *ibid.*, V⁴ 15 et V² 4 sur les Pénitents ; Cicé au curé de Saint-Chamas, ms 262, p. 328. — Rapports des préfets sur les maisons religieuses existant dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, 15 et 16 novembre 1807, Arch. nat., AF IV 105¹ : 12 maisons dont 3 cloîtrées dans les Bouches-du-Rhône ; « aucune maison dans le Var ». Le ministre des Cultes répond 16 juillet 1808 à cette assertion et insiste dans Arch. nat., F¹⁹ bis + 42, n° 546.

Ursulines d'Aix et Tarascon s'adressent à la classe indigente, tandis que paraissent s'adresser à la bourgeoisie les Visitandines ou filles de Saint-François de Sales à Aix, à Marseille. Il y a aussi des Visitandines dans le Var à Grasse. On trouve des Sœurs des Ecoles chrétiennes à Marseille et à Toulon. A Marseille aussi le refuge organisé pour les repenties par l'archevêque et confié aux Sœurs de Charité réussit très bien. « Déjà quatre cents filles sont sorties de l'abandon dans lequel elles vivaient et se sont retirées dans l'établissement dont il s'agit, écrit Portalis. Dans une ville comme Marseille et sous un climat aussi embrasé, un pareil établissement est aussi utile à l'Etat que consolant pour la religion » ajoute le ministre, et il signale avec éloges à l'Empereur cette initiative de Mgr de Cicé¹.

Une autre œuvre de l'archevêque, déjà citée, soulevait des appréciations très diverses. « La maison des Sœurs de la Solitude établie à Aix... offre à la classe la plus indigente une ressource pour l'éducation des jeunes filles, qui, sans ce secours, seraient livrées à la plus grossière ignorance et à toute la corruption des mœurs qui est la suite de l'extrême misère. De jeunes personnes, au nombre de cent environ, sont élevées dans cette maison de la Solitude chrétienne. On y paye une pension si modique qu'elle ne monte pas communément au delà de 9 à 12 francs par mois, et beaucoup de filles orphelines ou délaissées par leurs parents y sont reçues par charité. » Thibaudeau, lui, s'élevait contre cette communauté de femmes « dont la vie était toute de jeûne et de mortifications », qui « manquaient des choses les plus nécessaires » et « recrutaient de pauvres filles pour les faire à la lettre mourir de faim et de misère, » dans « la plus dégoûtante malpropreté ». Il nous raconte qu'à la suite d'une mortalité extrême, « des mères demandèrent à grands cris qu'on leur rendit leurs filles exténuées par les macérations et menacées par la contagion ». Une descente de police opérée dans le local de la congrégation y trouva « un cloaque habité... par de hideux squelettes qui, loin de se plaindre, se félicitaient de gagner le

1. Picot, *Mélanges de philosophie, op. cit.*, t. II, p. 233 ss., t. IV, p. 143 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴⁴ ; délibération du conseil municipal de Marseille au 13 mai 1806 déjà citée ; 28 novembre 1806, le préfet du Var au ministre des Cultes sur les Dames de la Visitation de Grasse : Arch. du Var, 4^e Reg. de corresp. ; Portalis à l'Empereur. 18 vendém. an XIII, Arch. nat., AF IV, 1045.

ciel en se faisant mourir ». D'un autre côté on assurait que la mortalité qui frappait l'établissement n'était pas due à un genre de vie trop sévère, quoi qu'en pensât la population d'Aix, mais à l'humidité de l'immeuble. La note exacte doit être donnée par Portalis qui, le 16 avril 1806, paraissait croire aux rapports qui lui représentaient cette association « comme livrée à toutes les exagérations d'un rigorisme mal entendu. On va jusqu'à dire que leurs supérieurs ecclésiastiques exaltent leurs têtes par leur morale, etc. ». Et Portalis refusait de présenter les statuts des Sœurs de la Solitude à l'approbation de l'Empereur, si l'archevêque n'y introduisait « quelques clauses rassurantes ». Mgr de Cicé s'exécuta.

Un reproche plus général est fait par Thibaut aux communautés qui, dans le diocèse d'Aix, se consacraient à l'enseignement. Elles visaient « à faire des religieuses plutôt que des mères de famille ».

Enfin sur les tendances des diverses communautés hospitalières et enseignantes en France, nous trouvons en dehors du diocèse d'Aix des témoignages que les détails donnés plus haut paraissent rendre applicables également à l'Eglise de Provence. C'est Perier, l'évêque d'Avignon, qui déclare : « Chaque ancienne corporation de religieuses voudrait rétablir son ancien ordre, ses anciens règlements, ce qui ferait renaître tous les anciens abus. » C'est de Pradt, l'évêque de Poitiers, qui, répétant cette opinion en termes analogues, écrit aussi : « Elles trompent le gouvernement quand, pour obtenir leur approbation, elles se présentent sous les seules couleurs qui savent lui plaire. Toutes se disent également vouées au service des pauvres malades et à l'instruction publique. C'est là le prétexte : le fond de la chose est l'ancienne règle monastique. »

A l'opposé c'est un véritable hymne triomphal qu'entonne l'abbé de Boulogne, chapelain de l'Empereur, lorsque devant Madame Mère, Portalis, Fesch et plusieurs évêques, à propos du rétablissement d'une communauté de femmes il s'écrie : « De toutes parts s'élèvent ces associations religieuses que le monde ne voulait point et qu'il est forcé de vouloir ¹. »

Napoléon cependant commence à s'inquiéter dans les derniers

1. Sur les Sœurs de la Solitude ou de la Retraite chrétienne, voir Picot, *Mélanges de philosophie*, t. III, p. 333 ; Thibaut, *Mémoires*, p. 172 ; Portalis à

mois de 1807. Il ordonne la tenue d'un « petit conseil » chargé de lui faire « connaître en réalité et sans fard le but véritable de ces institutions qui n'ont jamais été approuvées par Sa Majesté avec connaissance de cause : elle a cru ne signer que pour autoriser des associations pour des maisons de charité ». L'Empereur ajoute : « Il est évident qu'on n'a mis dans les règlements officiels que ce qui était strictement nécessaire pour la police ; dès lors, ce qui concerne la règle qui régit ces associations a été laissé à une autre autorité et l'on a lieu de penser qu'elles sont soumises à des pratiques que Sa Majesté ignore. La commission demandera sur tout cela à M. Portalis des renseignements clairs et précis. Sa Majesté n'a point l'habitude d'être trompée et elle veut être éclairée complètement. » Naïveté incommensurable du souverain qui prétendait en même temps être éclairé et l'être par Portalis le jeune, héritier des traditions parternelles. Présomption dérisoire de l'homme d'Etat qui prétendait n'avoir point « l'habitude d'être trompé », alors que depuis toujours dans la question religieuse il était la dupe de ses subordonnés ¹ !

Quant aux communautés d'hommes il ne semble pas qu'on puisse classer dans le nombre les Sulpiciens du grand séminaire, ni le corps enseignant des petits séminaires et des écoles secondaires ecclésiastiques, ni enfin une œuvre fondée avec l'aide de l'archevêque par deux Avignonnais et qui se dévoue « à l'assistance des prisonniers par le travail et à les consoler ». Mais l'établissement de Saint-Joachim fondé à Aix par

Cicé, 16 avril 1806. aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 45, n° 3678. Portalis dit encore (*ibid.*) : « On les accuse de tolérer parmi elles les insectes par principe de mortification. » Thibaudeau dans ses Mémoires (*loc. cit.*) dit que c'est lui qui a fait modifier les statuts : on voit que c'est Portalis. Sur les tendances des communautés, voir *ibid.*, et Perier, dans Durand, *op. cit.*, p. 419 ; De Pradt, aux Arch. nat., AF IV 1501 ; De Boulogne, 16 décembre 1806, dans Chevalier, *op. cit.*, p. 147. V. aussi Gabriel Vauthier. — *Les congrégations religieuses sous l'Empire* (Revue des études napoléoniennes, t. XII, p. 233 ss.), rapport de Portalis le jeune.

En 1818, 1820, 1821 de nouvelles plaintes très vives seront élevées contre les Sœurs de la Solitude ou de la Retraite de Marseille, avec l'appui du préfet qui relèvera l'excessive mortalité qui frappe cette maison et en accusera la règle trop austère imposée par le P. Charles Brétenier le directeur (V⁸ 8 Arch. Bouches-du-Rhône dans R. Busquet. *Inventaire des documents sur l'histoire religieuse de la Restauration conservés dans les Archives des Bouches-du-Rhône* (Paris, 1913, in-8, p. 74-75).

1. 19 octobre 1807, Napoléon, *Correspondance cit.*, n° 13272.

le P. Charles paraît bien être le même que la pension dite soit des Frères de la Solitude, soit des Frères gris où l'on reçoit des jeunes gens de tout âge que l'on destine à l'état ecclésiastique et qui ne payent que 18 francs par mois. Or fondée à l'instar du couvent des Dames de la Solitude, cette institution provoque des plaintes analogues. Le sous-préfet de Carpentras en dénonce la nourriture insuffisante. « Le mauvais régime de cette maison d'éducation, dit-il encore, la dure insensibilité de ceux qui la gouvernent est si bien reconnue à Aix que de cent ou deux cents enfants qui y existent, il n'y en a pas un de cette grande ville ». Nous avons noté d'autre part l'association de prêtres, dits du Sacré-Cœur de Jésus. Nous ne pouvons voir s'il y a là, à proprement parler, une congrégation.

Il ne faut pas oublier non plus les divers groupements des Frères des écoles chrétiennes. Permon prétendait que l'on n'observait plus chez ceux de Marseille le principe de la gratuité d'éducation pour les enfants pauvres. « Le public, assurait-il, élève des doutes sur la délicatesse de ceux qui dirigent cet établissement fondé expressément en faveur des pauvres. » Car « ceux qui envoient leurs enfants aux écoles chrétiennes paient 15 sols par mois pour chacun d'eux ; indépendamment de cette rétribution, ils payent encore leur quote-part (assez arbitrairement imposée) par l'achat et l'entretien des tables, bancs, etc... En outre les enfants sont obligés de se pourvoir de papier, plumes et encre qui leur sont fournis par les maîtres de ces écoles... à un prix plus élevé que chez les marchands. Ces abus font murmurer principalement la classe indigente. »

Il nous a été impossible de vérifier les critiques portées sur les communautés d'hommes consacrées à l'enseignement dans le diocèse d'Aix. Le fait est que ces communautés prospéraient parfaitement ¹.

1. Aux Arch. des Bouches-du-Rhône, dans V⁴ 1, un dossier porte : « Etat des congrégations d'hommes en 1810 » et ne contient rien. Voir Lyonnet, *Le cardinal Fesch*, t. I^{er}, p. 236 ; Rapport du sous-préfet de Carpentras (Boyer), 5 mai 1808, Arch. nat., F⁷ 8525. Permon sur les Frères, 13 septembre 1809, Arch. nat., F⁷ 8527. Cf. Chevalier, *op. cit.*, article 1^{er} des statuts : « société dans laquelle on fait profession de tenir les écoles gratuitement ». Le 7 novembre 1807 le ministre des Cultes écrit à Cicé : « J'apprends qu'il existe dans votre diocèse une association d'hommes dits « Frères de la Solitude chrétienne » (Arch. nat. F¹⁹ bis 48, n° 7988).

CHAPITRE IV

L'état d'esprit du clergé

Le clergé du diocèse d'Aix est revenu aux mœurs et à l'esprit sacerdotal que réclame de lui l'archevêque. Mgr de Cicé est obligé cependant de rappeler son ordonnance concernant le port du costume ecclésiastique, aux prêtres de Tarascon, « continuellement en habit laïc dans les rues ». Les curés et vicaires ou desservants mènent une existence en somme irréprochable, et on leur reconnaît de l'instruction. Néanmoins l'expérience fait ou fera voir que dans la disette de prêtres qui était si marquée en 1802, certains choix ont été aventureux. L'abbé Judicelli, curé de Six-Fours, ayant l'allure « d'un grenadier », jurant comme un « charretier », accusé de liaisons scandaleuses, finira par provoquer en duel un chirurgien de marine et par lutter à mains plates avec lui sur les glacis de Toulon. Jaubert, recteur de Saint-Lazare de Marseille, le même dont nous avons eu déjà à nous occuper, sera convaincu de dilapidation journalière des offrandes et des aumônes, d'avoir transformé une dépendance de la sacristie en taverne et de s'être attaqué à une jeune fille. Tardieu, vicaire à Saint-Cannat, déjà trop connu avant la Révolution sous le nom de « beau religieux », ne sera point assez mortifié par l'âge et la discipline concordataire pour éviter tout scandale. Mais sur eux l'archevêque sévit impitoyablement, et ce ne sont là que des tares individuelles comme il s'en trouve dans toute collectivité. Une lettre adressée de Marseille à Portalis signée de Gilbert prêtre, de Jorry prêtre, et où on l'exhorte « à solliciter la suppression du célibat ecclésiastique » n'est peut-être qu'une mauvaise plaisanterie.

L'archevêque n'éprouve-t-il pas plus d'embarras par la ferveur dont son clergé est embrasé que par ces quelques écarts de conduite ? Nous avons vu à quelles imprudences de langage se laissaient aller certains sermonnaires. Des prêtres de paroisse, par exemple à Marseille les abbés Verbert, curé des Réformés, Gauthier, Carles sont considérés par Thibaudeau comme des « boute-feu ¹ ».

Chez les fidèles aussi la foi s'exalte en manifestations de piété extraordinaires. A l'enterrement du vicaire de l'église Saint-Cannat, l'abbé Gautier, des femmes coupent « des morceaux de la soutane et les cordons de l'aube » du défunt pour s'en faire des reliques ; d'autres frottent « très dévotement leurs chapelets sur le corps » et l'on dit « à haute voix que M. Gautier était un saint ».

A Toulon, les « anciens sentiments de foi qui n'étaient que comprimés dans les âmes », se font jour « de la manière la plus éclatante », et « Toulon est aujourd'hui une des villes qui donnent aux fidèles le plus de satisfaction ». Dans beaucoup de paroisses du diocèse se sont formées des congrégations du *Corpus Domini* ou autres de même nature, à l'instigation de l'archevêque. Ce sont, l'on s'en souvient, non pas des communautés mais de simples associations de laïques se réunissant pour des exercices pieux sous la direction de prêtres. Or Thibaudeau nous dit que chez les jeunes filles qui en font partie, l'exaltation approche de la folie et l'imagination s'égare, que « des mères arrachées au soin de leurs familles pour des devoirs religieux futiles et superflus » rentrent « dans leurs maisons travaillées des terreurs paniques ». Sans doute Thibaudeau est un esprit fort et ses opinions sur l'Eglise provençale sont plus ou moins impartiales. Mais Faber dont le livre est plutôt bienveillant pour la religion, constate que dans

1. Rapport sur le clergé des Bouches-du-Rhône pour 1811, Arch. nat., F¹⁶ III, Bouches-du-Rhône 7 ; Cicé à Arquier, 20 juin 1807, ms 262 p. 264. — Sur les écarts de quelques-uns, voir Arch. nat., F⁷ 8524, 8526, 8527. Portalis à Cicé, 18 brumaire an XIV sur la lettre où on lui demande le mariage des prêtres : Portalis prie le prélat de le renseigner sur ces prêtres (Arch. nat., F¹⁹ bis + 73, n° 2872) ; nous ignorons la réponse. Sur la ferveur d'autres, voir Thibaudeau, *Mémoires*, op. cit., p. 177 et 291. — Sur la valeur du clergé français en général, cf. les *Mémoires du cardinal Pacca* (relégué à Uzès), t. II, p. 381.

toute la France la piété va jusqu'à réveiller la superstition ¹.

Malgré cette emprise sur les âmes, le clergé n'a plus les sentiments d'indulgence que lui inspirait avant 89 la conscience d'une prépondérance assurée. Les prêtres s'inquiètent de tout : à Marseille de la présence d'insignes compagnonniques à l'enterrement d'un ouvrier compagnon du devoir, et en toute circonstance de l'importun souvenir de la Révolution. C'est à cette inquiétude, aussi bien qu'au désir de reconquérir une grande influence, qu'il faut attribuer les colères de certains prédicateurs contre les sectateurs de la philosophie. De même le clergé est devenu beaucoup plus rigoureux en matière de pratiques et prescriptions, et cette rigueur se remarque peut être plus encore chez les jeunes prêtres que dans l'ancien personnel ecclésiastique.

Cette peur rétrospective d'un passé, d'ailleurs bien récent et bien douloureux, n'est pas exclusive des plus fières espérances. Mgr de Cicé et son clergé ne s'expliquent point publiquement sur ce point : seule leur conduite décèle qu'ils rêvent une restauration aussi complète que possible de la puissance de l'Eglise. Dans ce diocèse, la prudence est à l'ordre du jour. Mais l'évêque de Châlons entre autres, laisse voir sa pensée : « Quant à la religion et à l'Eglise gallicane, l'opinion de ce prélat est qu'on n'en a encore rétabli que l'ombre ; il regarde les dîmes comme un objet nécessaire pour consolider l'institution religieuse et attirer des sujets de quelque distinction dans l'état ecclésiastique. » Dans un département proche de la Provence, les Hautes-Alpes, sous la direction de Mgr Miollis un prélat épris de justice, le préfet de Ladoucette, personnage des plus modérés constate que parmi les prêtres « beaucoup se figurent que Sa Majesté rendra successivement les privilèges accordés aux ministres du Culte catholique et les rétablira à peu près sur le pied où ils étaient autrefois. Ainsi ils seront bientôt chargés de la direction des établissements publics, des hospices et bureaux de charité. Ainsi les prélats se trouveraient les premiers personnages des départements et

1. Arch. nat., F⁷ 8524 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 236 ; Thibaudau, *Mémoires*, p. 173 ; Faber, *Notices sur l'intérieur de la France écrites en 1806*, op. cit., t. I^{er}, p. 139.

auraient de grands émoluments pour les mettre en état de faire des largesses aux prêtres et des aumônes aux pauvres. Ainsi eux-mêmes feraient tout dans les communes et leurs registres feraient seuls foi pour les actes de l'état civil ¹ ».

1. Durand, *J.-F. Périer*, p. 359 ; Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, éd. de 1832, t. XIV, p. 252 ; le 31 octobre 1809 le commissaire général de police de Lyon écrit : « Il s'élève une génération ecclésiastique, qui, n'ayant pas l'expérience du passé pourrait être moins éloignée des excès », etc. (Arch. nat. F⁷ 8485). Cf. Lanzaç de Laborie, *op. cit.*, p. 148, pour Paris. — Sur Mgr de Clermont-Tonnerre à Châlons, voir d'Hauterive, *Police secrète, op. cit.*, t. I^{er}, p. 305. — Rapport Ladouette, de Gap, 17 janvier 1806, Arch. nat., F¹⁶ III, Hautes-Alpes 2.

CHAPITRE V

La vie dans les paroisses

Nous manquons de renseignements sur la vie que mène alors le clergé paroissial au milieu de ses fidèles. Toutefois on ne peut pas dire qu'il coule une existence complètement exempte de tribulations, même abstraction faite de ses revendications en matière d'émoluments vis-à-vis des pouvoirs locaux ou de ses conflits avec les révolutionnaires du crû. Les querelles sont assez fréquentes entre le desservant ou le curé d'un côté, le maire, le juge de paix de l'autre, quand ce n'est pas entre le desservant et les dévotes de la paroisse ou les pénitents.

On ne voit pas si en Provence, comme le dit Portalis dans un rapport qui visait la généralité de la France, « ordinairement le maître d'école devient le rival du curé et le conseil du maire ». Les gens riches et bien nés tiennent à « faire chapelle », c'est-à-dire à posséder un oratoire dans leur domaine, revendiquent les places de marguillier, etc., soutiennent le curé ou desservant à grand fracas : mais leur protection pour lui est tyrannique et compromettante. S'il est des prêtres d'humeur difficile, certains maires « paraissent méconnaître le langage de l'honnêteté » et pratiquent sans façon l'abus de pouvoir : tel ce maire d'Eyguières qui emprisonna trois jours le sonneur pour ne pas lui avoir remis les clefs du clocher. Les motifs de conflits, c'est que les maires veulent toujours régenter l'exercice du culte, « la marche des cérémonies, processions et enterrements », les sonneries de cloches, qu'ils usurpent la police dans l'église. De même les fabriques extérieure et intérieure se heurtent, soutenues l'une par le maire et le préfet, l'autre par le prêtre, et la nomination des marguilliers devient une affaire d'Etat. Enfin l'amour-propre met la municipalité ou le clergé, ou tous les

deux aux prises soit avec les fabriciens, soit avec tel ou tel notable au sujet des places d'honneur dans le sanctuaire ou pour d'autres motifs aussi puérils. Dans les villes, des débats du même genre s'élèvent soit entre le clergé et les fonctionnaires qui s'avisent de faire revivre les prétentions seigneuriales, soit entre les fonctionnaires eux-mêmes sur la somme et le degré d'égards auxquels a droit respectivement chaque catégorie d'agents de l'Etat. C'est ainsi qu'à Grasse il fallut l'intervention du préfet et par surcroît celle du ministre de l'Intérieur, parce que le curé avait fait déplacer le banc d'œuvre malgré l'opposition du président du tribunal, et que le susdit président l'avait fait rétablir. Dans les rapports sur l'événement, le banc d'œuvre prend des dimensions inouïes, il encombre l'église, anéantit l'exercice du culte et le clergé s'indigne de ce que le président « préfère être placé sur un banc très élevé en tête de sa compagnie, que d'avoir le deuxième rang sur un fauteuil qui ne gênerait personne ». C'est là comme le dit l'archevêque lui-même, dans son malicieux bons sens, un épisode comparable à celui du *Lutrin*, mais qui dure deux ans !

Toutefois observons que sous l'Ancien Régime et sous la Restauration, époques de la puissance du clergé, la vie communale foisonne d'incidents de ce genre et que l'incrédulité, voire même l'anticléricalisme n'y entrent que pour une faible part ou même pas du tout. Observons aussi que l'importance de ces débats est réellement minime. Enfin il ne faut pas exagérer : pour quelques prêtres qui sont en délicatesse avec leurs paroissiens, combien paraissent avoir été sans plus d'histoire que les peuples heureux !

Quant aux relations personnelles de l'archevêque avec son

1. Portalis, *Rapports*, p. 639, 27 germinal an XII; Fauchet au ministre de l'Intérieur, 22 ventôse an XIII, 3^e Reg. de corresp. aux Arch. du Var; Cicé au curé de Vence, 30 avril 1806, ms 262, p. 172; Cicé à Thibaudeau, *ibid.*, p. 475, 486; Cicé au ministre des Cultes, 29 septembre 1809, Arch. nat., F¹⁹ 353; V. encore F¹⁹ bis + 33, n° 5308 et 28, n° 4533; F¹⁹ bis + 53, n° 2243; F¹⁹ bis + 73, n° 3202 sur la querelle entre l'ancien et le nouveau curé de Bar. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er} p. 410; Picot, *Mélanges*, t. II, p. 187; circulaire du ministre des Cultes, 8 octobre 1807, Arch. nat., F¹⁹ 303. — Affaire de Grasse, 15 août 1807-18 juillet 1809, Arch. du Var. V. Mandements, et Reg. de corresp. n° 5 : le président en question était Feraud. Sur cette même affaire, Arch. nat., F¹⁹ + 70, n° 8087; Arch. des Bouches-du-Rhône M¹⁵, Arch. nat., F¹⁶ III Bouches-du-Rhône, 7. — Cf., pour Avignon, Durand, *op. cit.*, p. 425.

clergé paroissial, Mgr de Cicé non content de mettre desservants et curés sur le pied d'égalité, ne manque point en public d'attribuer à ses collaborateurs de tout rang une large part dans le développement de son œuvre. Par contre il tient au maintien des distances entre les prêtres des campagnes et lui. Son ton, dans les instructions ou convocations qu'il leur adresse, participe un peu de l'*imperatoria brevitās* des missives napoléoniennes. Il y a peut-être là une survivance de l'esprit aristocratique, ou le besoin d'affirmer l'autorité du chef du diocèse vis-à-vis de ces Provençaux toujours prompts à la familiarité, ou encore la rancœur des déceptions que fit éprouver sous la Révolution à l'archevêque de Bordeaux l'attitude de ce clergé paroissial auquel il avait prodigué les avances et les flatteries. Nous croyons toutefois que cette façon d'agir de l'archevêque correspond chez lui à sa conception du gallicanisme épiscopal à laquelle, comme on va le voir, il demeurerait toujours fidèle ¹.

1. Picot, *Mélanges de philosophie*, t. II, p. 237; Thibaudeau, *Mémoires*. p. 86; ms 262, *passim*.

CHAPITRE VI

Mgr de Cicé fidèle au gallicanisme épiscopal

Nous avons défini précédemment la conception toute pratique qu'avaient du gallicanisme les prélats du XVIII^e siècle et nous avons montré, en dernier lieu à propos d'un mémoire composé par Mgr de Cicé lors des négociations du Concordat, que ce prélat jusqu'à son retour d'exil, était nettement attaché à cette conception.

Nous croyons pouvoir affirmer maintenant après que cinq années de sa carrière comme archevêque concordataire d'Aix se sont écoulées, qu'il ne s'est point écarté du gallicanisme épiscopal. En effet tandis que Fesch ne s'est institué « l'arbitre des affaires ecclésiastiques » que « au profit des doctrines ultramontaines », nulle part nous ne voyons l'archevêque d'Aix faire profession d'ultramontanisme et solliciter dans la direction de son clergé l'intervention de l'Eglise romaine, nous n'avons relevé aucune trace d'un recours officieux ou officiel du chef du diocèse d'Aix à l'autorité pontificale. Il agit en despote autonome vis-à-vis de ses subordonnés. Il discute par lui-même, et par lui seul, au nom de ses subordonnés avec la puissance laïque. Et quand il invoque un appui c'est l'appui de Portalis, gallican déterminé et laïque. Bien plus, jamais nous ne voyons Mgr de Cicé s'adresser à Fesch. Il est possible que des documents du Vatican sorte un jour un témoignage qui infirme notre assertion. Mais jusque-là nous avons le droit de dire que le prélat qui en 1801 réclamait une église gallicane laquelle par le moyen de l'épiscopat, jouirait d'une administration autonome entre l'Etat et le Saint-Siège, ce même prélat, dans toutes les affaires, décide par lui-même sans recourir à Rome.

De son gallicanisme et des limites dans lesquelles il le bor-

nait, nous n'avons pas seulement des preuves par la négative en quelque sorte. C'est pour déférer aux instances de Mgr de Cicé que l'abbé Emery publia en 1807 les *Nouveaux Opuscules* de l'abbé Fleury. L'ouvrage était incontestablement gallican et la préface d'Emery ne l'était pas moins. Toutefois il n'était point gallican à la façon de Louis XIV et du Bossuet de 1682, à la façon de Napoléon. Il était plutôt dans l'esprit du Bossuet de 1693 qui voulait éviter toute rupture avec la papauté et acceptait pleinement sa primauté spirituelle sur l'Eglise de France. Aussi la publication d'Emery n'eut-elle point l'heur de plaire à Napoléon¹. Mais le fait qu'elle avait été suscitée par Mgr de Cicé, nous montre bien sur quel terrain se cantonnait l'archevêque : pas plus que lorsqu'il s'était incliné devant la condamnation par Pie VI de la Constitution civile, il ne contestait en matière de doctrine la supériorité de Rome. Ces réserves faites et affirmées, dans la pratique, c'est-à-dire dans l'administration de son diocèse, il demeurait gallican.

Telle sera encore la ligne de conduite qu'il adoptera lors du conflit entre le Pape et l'Empereur.

Et vraiment, à considérer la restauration régulière de l'Eglise de Provence aux dépens de l'Etat, l'autorité croissante du chef de cette Eglise sur son clergé et sur les représentants de l'Etat, à voir d'autre part cette Eglise se développer sans avoir besoin de l'appui et de l'intervention de l'Eglise romaine, on se prend à penser que sous le Concordat comme sous l'Ancien Régime, la conception du gallicanisme épiscopal telle que l'avait adoptée et réalisée Mgr de Cicé, était parfaitement viable, qu'entre Rome et l'Etat napoléonien, entre l'ultramontanisme et le gallicanisme gouvernemental du Concordat et des Organiques, gallicanisme d'esprit par trop laïque aux yeux de Mgr de Cicé, il y avait place pour une Eglise de France vivant sous la direction

1. Gosselin, *Vie de M. Emery*, t. II, p. 182 ; Mgr Meric, *Histoire de M. Emery et de l'Eglise de France pendant la Révolution*, 5^e éd., Paris, 1895, 2 vol. in-12, t. II, p. 188, 191. *Nouveaux Opuscules de l'abbé Fleury*, avec préface de 92 p. par Emery, Paris, 1807, in-12. Emery s'efforce d'y prouver que Fleury et Bossuet n'adhéraient pas autant qu'il le paraît aux Quatre Articles de 1682 ; Emery considère que dans certains cas « la puissance des papes est souveraine ». — Sur l'ultramontanisme de Fesch, voir Frédéric Masson : *Napoléon et sa famille*, t. III, p. 361, t. IV, p. 415.

de ses évêques, autonome de fait par rapport au Souverain Pontife et par rapport au souverain de la France. Seulement, pour que ce régime pût durer et s'acclimater à nouveau en France, il aurait fallu qu'aucun conflit ne mît aux prises le Pape et l'Empereur, la toute-puissance spirituelle et la toute-puissance temporelle. Sinon l'épiscopat pris entre les deux antagonistes, obligé de s'asservir à l'un ou l'autre, ne réussissant point à se dérober aux coups et aux responsabilités serait condamné à perdre toute considération et toute autonomie.

Les collègues de Mgr de Cicé dans l'épiscopat suivaient-ils en majorité la même tendance ou obéissaient-ils aux directions ultramontaines de Fesch ? Seule une enquête portant sur tous les diocèses donnerait une réponse. Mais, étant donné que dans cet épiscopat napoléonien se coudoyaient les prélats d'Ancien Régime et les anciens assermentés, les uns et les autres jadis tout pénétrés du gallicanisme que nous avons défini plus haut, étant donné que la plupart, abstraction faite de la crainte, pencheront pour Napoléon, sans s'asservir pourtant à lui, lors de la rupture avec Rome, on peut penser que Mgr de Cicé en matière de gallicanisme n'était point un isolé parmi les évêques et archevêques de France.

CHAPITRE VII

La vie privée du prélat

La façon dont Mgr de Cicé avait organisé sa vie dans cette dernière phase de sa carrière achève de nous faire connaître son caractère et sa physionomie.

L'archevêque paraît avoir vieilli privé de sa famille. Nous ne savons si M^{lle} de Cicé était revenue auprès de lui après l'affaire de Clos-Rivière. En tout cas le prélat avait perdu son frère Jean-Baptiste de Cicé, celui-là même qui avait guidé ses premiers pas dans le sacerdoce. L'ancien évêque d'Auxerre, toujours irréconciliable à l'égard du Souverain Pontife, de l'Église concordataire et du régime politique issu de la Révolution, s'éteignit à l'âge de quatre-vingt-un ans le 16 août 1803 dans l'exil, à Halberstadt en Allemagne. Peut-être la divergence d'opinions entre les deux frères et leur longue séparation avaient-elles provoqué entre eux du refroidissement. Il est impossible cependant qu'un pareil coup n'ait pas ramené la pensée de l'archevêque d'Aix vers la phase douloureuse et décisive où il avait rompu avec la monarchie légitime et l'Église de son passé.

L'archevêque fut enfin mis par décret du 16 juin 1808 en possession de l'hôtel de Coriolis-Limaye affecté à son logement ¹. Il ne devait guère s'en éloigner. Il ne semble pas qu'il eût auparavant quitté son diocèse, sinon pour aller assister au Sacre

1. P. Armand Jean, *op. cit.*, p. 371. Quant à Charlotte de Cicé une note au tome IX, p. 87 des prétendus *Souvenirs de la marquise de Créquy* place sa mort en 1809 (?). Décret du 16 juin 1808 aux Arch. nat. F¹⁹ bis + 69, n° 9741. La gendarmerie abandonna cet hôtel pour le bâtiment de l'ancienne Intendance. L'hôtel de Limaye était situé rue Saint-Michel. A la suite d'un décret du 9 avril 1811 l'archevêché revint au palais archiépiscopal d'avant la Révolution (Busquet, *op. cit.*, p. 50 et note).

et pousser ensuite jusqu'à Coppet en 1804-1805. Outre que Napoléon n'entendait pas que sur le chapitre de la résidence les prélats d'Ancien Régime se reprissent à leurs habitudes d'autrefois, Mgr de Cicé était cloué au sol provençal par l'âge et la maladie. Même dans son diocèse, il se bornait généralement au voyage d'Aix à Marseille.

Laissant Mgr Miollis et les vicaires généraux rayonner dans les Bouches-du-Rhône, les chefs de correspondance faire de même dans le Var, l'archevêque dirigeait son Église de haut, sans toutefois négliger de se faire renseigner sur toutes choses. A cette tâche il joignait la distribution des aumônes, le soin des œuvres, etc., s'intéressant aux sourds-muets comme autrefois.

Entre temps il menait à Aix l'existence d'un sage, non à la façon du vieillard du Galèse, ni de l'ermitte philosophe que se représentaient les écrivains du XVIII^e siècle, mais en aristocrate de bon ton toujours épris des plaisirs délicats de la vie de société, en fin lettré demeuré fidèle aux goûts de la jeunesse et de l'âge mûr.

La théologie gardait dans ses lectures et méditations plus de place qu'on ne le croirait. Lié avec les professeurs du grand séminaire de Lyon, il engageait Emery à publier un travail sur la *Mitigation des peines des damnés* et à ce propos il montrait encore l'esprit mesuré, indulgent, qui, en contraste avec le rigorisme presque farouche du nouveau clergé, caractérisait les ecclésiastiques du XVIII^e siècle. Il écrivait effectivement à Emery : « Je trouve que quand vous objectez quelques décisions qui défendent les prières pour les réprouvés, vous pourriez dire que les défenses même, en désignant l'espèce des réprouvés pour lesquels on défend de prier (comme les péchés contre le Saint-Esprit), supposent qu'on peut prier pour les autres. »

Toujours partisan de la tolérance, toujours animé de l'espoir d'une réconciliation finale dans le sein de l'Eglise romaine de tous les dissidents, mais sans que sa vieille expérience s'illusionnât sur la rapidité d'une telle évolution, il s'intéressait aux travaux du Grand Sanhédrin et écrivait ensuite : « Il s'y est opéré, comme il était aisé de le prévoir, un rapprochement philosophique et politique plutôt que religieux. Mais ce commencement peut conduire à des résultats non prévus par ceux

même qui y ont eu le plus de part : en attendant j'entends dire que les meilleurs juifs y ont peu de confiance. »

Il s'intéressait enfin à l'histoire de l'établissement du christianisme en Gaule et surtout en Provence.

Indépendamment des études purement religieuses, il suivait avec sympathie le réveil de l'érudition autour de lui. Il fut le premier président de la Société des Amis des Sciences, Lettres, Agriculture et Arts d'Aix. Il devait lui léguer la belle bibliothèque qu'il avait réunie pendant son séjour en Angleterre. Il était aussi de l'Académie de Marseille et le gouvernement l'avait autorisé à extraire des dépôts littéraires de Marseille, en 1808, quatre mille volumes et même plus s'il était nécessaire, pour lui et pour son clergé. Hors de France, il conservait des relations avec le petit groupe de pasteurs genevois qu'il avait connus jadis : Picot-Trembley, professeur d'histoire et de statistique à Genève, Mallet, collègue de Picot à l'Académie de Genève et qui mourut en cette même année 1807. Par Picot il s'était lié avec le pasteur Chenevière, à Genève également. Enfin il suivait avec intérêt les agissements de M^{me} de Staël à Coppet.

A ces distractions intellectuelles l'archevêque joignait toujours le goût de la botanique, délaissée par tant d'autres depuis que Jean-Jacques n'était plus à la mode.

Surtout l'archevêque aimait la vie de société. Ses fréquentations pouvaient ne pas être très orthodoxes au goût de la police impériale. C'est ainsi que son fidèle médecin Joly était d'un « inviolable attachement à la royauté », et que son vieil ami l'abbé Sicard, en résidence à Paris il est vrai, était véhémentement suspecté de correspondre avec les agents de Louis XVIII. De même nous avons vu qu'une dénonciation lui reprochait de se plaire de préférence à Aix dans les salons de l'aristocratie frondeuse. Et sans doute, indépendamment de tout ce qui le rapprochait de la société d'autrefois, il goûtait quelque agrément à entendre contre le présent régime les épigrammes acérées, les ironies malicieuses par lesquelles les magistrats déchus, les marquis appauvris et les grandes dames un peu fanées trompaient leurs appétits de revanche et de fortune ¹. De plus l'ar-

1. V. correspondance de Mgr de Cicé avec la Société des Amis des Sciences etc. d'Aix, ms 1531 Bibl. Méjanes à Aix. M. de Cicé paraît aussi fréquenter les anciennes relations des Portalis à Aix, naturellement d'Arbaud Jouques, les juristes Pavezy,

chevêque était lui-même grand anecdotier. Il aimait à conter et contait agréablement. Nous avons rappelé cette querelle de pénitents toulousains qu'il avait décrite à Thibaudeau. Interrogé sur la vie de saint Lazare il répondait : « Je ne sache rien de particulier sur saint Lazare, sinon qu'il mourut deux fois. Cela me rappelle un jeune étudiant hollandais qui avait choisi pour sujet de sa thèse la mort de Lazare, et tout ce qui dut arriver après sa résurrection, relativement aux biens qu'il avait possédés. Il avait ainsi intitulé sa thèse *De morte Lazari bis mortui et aliorum bis mortuorum*. » Il est possible que l'archevêque ait surtout apprécié dans les salons de la haute société aixoise le plaisir d'avoir pour ses causeries une galerie déférente et raffinée.

Du reste, par prudence peut-être, par nécessité assurément, il était éclectique dans ses relations et il contait ses anecdotes aussi bien à Thibaudeau qu'aux nobles aixois. Avec le préfet des Bouches-du-Rhône il gardait les apparences de la cordialité et même de l'abandon. Le préfet de son côté à chacune de

Alpheran, etc. (Arch. nat., F¹⁹ bis 31, n° 6001). De Bausset-Roquefort lui écrira le 5 août 1810 en faveur d'un asile pour sourds-muets (Bulletin de la Société d'études de Draguignan, 1900-1901, p. ix) ; Mgr Meric, *Histoire de M. Emery*, t. II, p. 372.

Sur le Sanhédrin, sur les origines du christianisme en Provence, lettre à Picot-Trembley à Genève, s. d., mais contemporaine du Sanhédrin, lequel a siège du 25 juillet 1806 au 5 février 1807, Bibl. de Genève, ms n° 360, f° 43-46. Le ministre des Cultes à Cicé, 16 juillet 1808 sur les 4.000 volumes cédés (Arch. nat., F¹⁹ bis + 69, n° 9833) ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 325 ; *Annuaire du diocèse* pour l'an XII.

Jean Picot-Trembley, né en 1777, professeur d'histoire et de statistique à Genève, auteur d'une *Histoire des Gaulois*, Genève, 1804, 3 vol. in-8 et de *Tablettes chronologiques de l'histoire universelle*. . . jusqu'à l'année 1808 (Haag, *France protestante*).

Paul-Henri Mallet, 1730-1807, ayant beaucoup voyagé et séjourné à Paris avant la Révolution, émigré de Genève de 1792 à 1801, familier de Coppet où il se rencontra avec Sismondi, traduisit le premier en français l'*Histoire des Suisses* de Jean de Müller Biographie Michaud, et Reynold : *Histoire littéraire de la Suisse au XVIII^e siècle*, Lausanne, 2 vol. in-8, 1912, t. II, p. 803).

Jean-Jacques-Caton Chenevière, pasteur à Marseille, puis à Genève (Haag, *op. cit.*, 2^e éd.). Il ne peut s'agir de Nicolas Chenevière, pasteur à Genève en 1783, mort en 1806, et très charitable pour les émigrés français sous la Révolution, car Cicé écrit en 1807 : « Je serai charmé de connaître M. Chenevière ». (Bibl. de Genève, ms n° 360, cit). Dans la même lettre ce passage énigmatique : « J'ai été charmé du procédé de M^{me} de Staël pour M. Mallet, que j'avais eu le plaisir de connaître à Coppet. . . . Mais le *Moniteur* aurait bien dû faire mention du procédé de M^{me} de Staël. »

Sur Joly, voyez Montgaillard, *Histoire de France*, t. II, p. 206. — Sur Sicard, Arch. nat., AF IV 1505 et Berthier, *L'abbé Sicard*, *op. cit.*, p. 105.

ses visites à Aix, ne manquait pas d'aller saluer le prélat qui le recevait très aimablement. Cela n'empêchait pas Mgr de Cicé d'écrire de belle encre à Portalis sur le compte du premier fonctionnaire du département.

Mgr de Cicé n'eut pas à jouer une comédie de ce genre auprès de l'Empereur. Napoléon ne vint jamais à Marseille, soit parce qu'on l'y avait connu simple officier et chaud révolutionnaire et qu'on y avait jadis maltraité sa famille (c'était du moins l'explication que donnaient les Marseillais), soit, comme le pensait Thibaudeau, parce qu'il ne se souciait pas d'entendre de la part des commerçants marseillais, des doléances auxquelles il ne pouvait rien.

Mais à défaut du souverain, Mgr de Cicé reçut la plus aimable et la plus aimée des souveraines du nouveau régime.

En effet le 22 mai 1807 arrivait à Aix, pour continuer ensuite sur Gréoux où elle devait prendre les eaux, la toute belle Pauline Borghèse. Quelques années auparavant, veuve du général Leclerc, elle avait pu avoir la consolation de lire l'éloge funèbre de ce premier époux par Mgr Champion de Cicé. Mais de tels souvenirs étaient depuis longtemps périmés, pour une foule de raisons sur lesquelles il serait malséant d'insister. En particulier dans le présent voyage, entrepris par Pauline pour s'isoler avec le séduisant Forbin, il était inutile d'y revenir.

Le prélat s'était déjà trouvé indirectement en rapports avec Forbin, « premier chambellan de S. A. I. M^{me} la princesse Pauline ». L'abbé de Forbin, oncle de ce jeune homme, étant considéré comme mis sous la « surveillance spéciale » du prélat et désirant pouvoir s'éloigner d'Aix, Portalis avait écrit à M. de Cicé en sa faveur et en invoquant le nom du favori de Pauline. A quoi M. de Cicé avait répondu que jamais l'abbé de Forbin n'avait été mis sous sa surveillance, ajoutant : « Je voudrais trouver des occasions d'être utile s'il recourait à moi, mais je n'ai aucun titre pour permettre ou mettre obstacle à ses voyages. »

Or le séjour de la princesse à Aix se trouva coïncider avec la Fête-Dieu. Avant 1789, cette fête était célébrée dans la ville par des divertissements attribués au roi René et auxquels nous avons déjà fait allusion. C'était un dernier écho des cér-

monies à la fois religieuses et païennes du Moyen Age. Sous la direction d'un Abbé de la Ville et d'un Roi de la Basoche, passaient en cortège devant les fidèles ravis, Hérode tourmenté par les diables, les Juifs dansant autour du veau d'or, la reine de Saba venant voir Salomon, les rois mages chers à la piété provençale, Pluton et Proserpine, Neptune et Amphitrite, sans préjudice de saint Christophe et des Apôtres, tous juchés sur des chars somptueux, mêlés à une procession de danseurs, de cavaliers maîtrisant des chevaux de carton, au son des grelots, des clochettes et des tambourins, dans le tohu-bohu des masques et des travestis. On n'avait pas rétabli cette procession depuis le Concordat parce qu'elle était très coûteuse. Mgr de Cicé s'entremet. Pauline, bonne fille et qui ne demandait qu'à s'amuser donna la somme nécessaire et son geste déclencha un enthousiasme inexprimable.

Mgr de Cicé s'associa à la joie publique. Bien mieux il écrivit à Portalis pour lui faire part de l'heureux effet qu'avait produit « la présence et le séjour de Son Altesse Impériale ». On peut supposer qu'il participa aux fêtes données dans la circonstance, qu'il eut l'occasion de montrer à la princesse qu'il n'avait point oublié l'art exquis des coquetteries de cour.

Mais la réponse de Portalis à M. de Cicé, 6 juin 1807, est vraiment amusante pour nous qui savons le motif pour lequel Pauline au lieu de demeurer à Aix, préféra confier son idylle aux solitudes de Gréoux : « Je prévoyais, écrit le candide ministre, que S. A. I. M^{me} la Princesse Pauline gagerait (*sic*) tous les cœurs, et j'eusse désiré que sa santé pût s'accommoder des eaux d'Aix, au lieu de l'obliger à recourir à celles de Gréoux. A Aix Son Altesse Impériale aurait plus de ressources et plus d'objets de distraction. Vous me faites plaisir en m'annonçant qu'elle vous a paru moins malade qu'on ne le croyait. L'aimable bonté de cette Princesse est au-dessus de toute expression et de tout éloge. — Nos compatriotes doivent lui savoir bon gré de vouloir contribuer aux frais de la procession de la Fête-Dieu. La Princesse ne pouvait rien faire de plus agréable pour le pays et je vous félicite d'avoir été la cause de ce gracieux procédé. Je vous prie, Monsieur l'Archevêque, de m'instruire si la procession a été considérable, si la princesse était partie pour Gréoux et quel était l'état de sa santé

au moment de son départ. Je mettrai sous les yeux de Sa Majesté tout ce que vous me dites sur son arrivée à Aix et sur les bons effets que sa présence y a produits¹. »

Au goût des hommes du XVIII^e siècle pour les choses de l'esprit et pour le charme de la vie de société, Mgr de Cicé en joignait un non moins vif pour celles de l'art. Mais ici il était trop peu éclectique dans ses préférences.

Il se trouvait avoir pour métropole Saint-Sauveur d'Aix, une merveille d'architecture romano-gothique et comme tous les contemporains de Voltaire, il demeurait complètement fermé à la beauté de ce monument. Il se dévoua à la restauration de Saint-Sauveur avec un zèle iconoclaste digne de ces révolutionnaires qu'il abhorrait. Il existait dans le sanctuaire une Sainte Chapelle ou chapelle de la Madeleine, très vénérée parce que d'après la tradition saint Maximin y avait prêché. De plus, c'était un pur bijou. Mgr de Cicé fit raser cette chapelle *ob assymetriad*, la réédifia sur un autre point de l'édifice à sa fantaisie et, fier de cette œuvre, prit soin par une inscription qui subsiste dans Saint-Sauveur d'en revendiquer la paternité.

D'autres restaurations entreprises par l'archevêque sont plus acceptables. Il aurait voulu faire du cloître de Saint-Sauveur un cimetière pour les archevêques et chanoines. Il plaça du moins au centre une colonne provenant d'un vieux sanc-

1. Portalis à Cicé, 23 décembre 1806, sur l'abbé de Forbin (Arch. nat., F¹⁹ bis + 67, n° 5317). Le même à l'abbé de Forbin, 2 février 1807 (*ibid.*, F¹⁹ bis + 33, n° 5692).

Anecdotes racontées par Thibaudeau, *Mémoires*, p. 174. Se rappeler la discussion sur les *Visitandines*, *ibid.*, p. 175. V. *ibid.*, p. 242, 222. — M. Fr. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. IV, p. 431 qui explique bien que le but de Pauline était de s'isoler avec Forbin, envoie Pauline à Aix-les-Bains ! Voir Arch. nat., Portalis à Cicé, 6 juin 1807, F¹⁹ bis + 75 n° 6744 ; AFIV 1500 et 1046 : Portalis écrit à l'Empereur : « M. l'archevêque d'Aix et toutes les autorités de la ville se sont empressés de m'instruire de la joie publique qui a été produite par la présence et le séjour de S. A. I. M^{me} la princesse Pauline » (12 juin 1807). Voir Grégoire, *Explication des cérémonies de la Fête-Dieu d'Aix en Provence*, Aix, 1777, in-8 ; A.-L. Millin, *Voyage dans les départements du midi de la France*, Paris, 1807, 2 vol. in-8, t. II, p. 176, ss. Cf. p. 248 de notre livre. — Gréoulx, station thermale des Basses-Alpes. — Forbin (Louis-Nicolas-Philippe-Auguste comte de) 1777-1841, peintre. Nommé en 1804 chambellan de Pauline, compose les paroles de *Parlant pour la Syrie*. Obligé de servir dans l'armée en 1808-1809. Directeur des musées sous la Restauration.

tuaire ruiné et assez décorative. S'attachant à la réédification de l'autel majeur de la cathédrale, il obtint 7.000 francs du Conseil général des Bouches-du-Rhône. Sur cette somme le prêtat acheta des fragments de sculpture de l'ancienne église des Carmélites, notamment un tabernacle ovoïde en marbre rouge, il les combina, les arrangea du mieux qu'il put. L'achèvement de ce travail devait le préoccuper jusque sur son lit de mort. L'entreprise fut terminée après lui.

Une dernière contribution à la restauration de Saint-Sauveur ne mérite que des éloges. Mgr de Cicé racheta les admirables tapisseries tissées en Angleterre, qui avant 89 ornaient la métropole et qui avaient disparu sous la Révolution. Les visiteurs qui voient encore aujourd'hui se dérouler sur les murs de la cathédrale les épisodes de la vie du Christ et de la Vierge doivent être reconnaissants au premier archevêque concordataire d'Aix de son initiative éclairée¹.

1. *Inventaire des richesses d'art*, t. III, p. 183, 190 ; abbé Constantin, *Les paroisses du diocèse d'Aix*, Aix, 1890, in-8, p. 1-5. Dans l'inscription l'archevêque qualifie ainsi la chapelle : « *sacellum non tam structura et antiquitate quam fidelium devotione insigni* ». A. Mille, *Notre Métropole*, op. cit., p. 201, 78 ; Rey ; Oraison funèbre ; délibération du Conseil général du 12 janvier 1809 votant 2400 francs pour la *construction* de cet autel ; le Conseil vote aussi 3600 francs pour un tableau qui décorera l'autel, nous ne savons ce que fut et ce que devint ce tableau. (Registre de délibérations an XIII-1816 aux Arch. des Bouches-du-Rhône).

CHAPITRE VIII

L'apogée de la carrière concordataire de Mgr de Cicé Le sacre de Mgr de Bausset

On se tromperait si l'on pensait que dans sa carrière comme archevêque concordataire du diocèse de Provence, Mgr Champion de Cicé n'avait point d'ennemis, et qu'il avait réussi par son habileté, son genre d'existence, à désarmer l'envie. Nous ne parlons point ici des opposants obscurs et dont les griefs devaient rester sans écho. Mais dans deux camps opposés l'attitude du prélat demeurait un sujet de méfiance et de critiques acerbes.

D'un côté c'était Napoléon lui-même, de l'autre les adversaires les plus intransigeants de la Révolution.

La rancune, on le sait, était le péché mignon de l'Empereur. Or le prélat dont la sœur avait été mêlée à l'attentat de nivôse et suspectée lors de l'affaire Cadoudal, le grand personnage qui, immédiatement après le Sacre, s'en était allé présenter ses devoirs aux chatelains de ce Coppet cénacle des mécontents, Mgr de Cicé ne pouvait être vu par Napoléon d'un bon œil. Nous croyons aussi que dans toute l'attitude de Mgr de Cicé il y avait quelque chose de déplaisant pour ce souverain qui voulait que l'on se donnât tout à lui. L'archevêque d'Aix accordait à l'Empereur tous les hommages que requérait le loyalisme, mais, ces devoirs remplis vis-à-vis de Napoléon, l'archevêque lui glissait pour ainsi dire entre les mains, sauvegardait autant que possible son quant à soi, l'indépendance de sa pensée secrète et de ses sentiments cachés. En outre Napoléon n'aimait pas les prélats politiques, à moins qu'ils ne missent leur esprit et leur adresse au service du seul Napoléon. Enfin la carrière de Mgr de Cicé depuis son entrée dans l'épiscopat dénotait un

caractère fort prompt à s'accommoder aux circonstances, un manœuvrier expert à s'éloigner du bord lorsque le vaisseau de l'Etat était en danger. Cet homme n'était point un appui pour la fortune de César. Peut-être aussi, dans ses heures de clairvoyance vis-à-vis du pouvoir ecclésiastique, le chef de l'Etat démêlait-il le travail silencieusement, subrepticement accompli par Mgr de Cicé pour rétablir, aux dépens de l'Etat même, la puissance et l'influence de l'Eglise de Provence. Toujours est-il, qu'en 1809, sans que l'archevêque eût donné plus de sujets de plaintes qu'entre 1802 et 1807, Napoléon causant avec Thibaudeau lui dira de l'archevêque : « C'est un vieux renard et un athée. » Thibaudeau ajoute : « Renard, je le concédai ; athée, je me permis d'en douter ; l'Empereur persista. »

Quant à l'opinion des adversaires les plus absolus de la Révolution, elle est représentée par M^{me} Devaines, la veuve du conseiller d'Etat, qui faisait exception à ses haines vigoureuses en faveur du régicide Thibaudeau mais accablait de ses mépris le prélat qui, par pure ambition, s'était jadis acoquiné aux révolutionnaires. Thibaudeau nous raconte que M^{me} Devaines lui écrit de Mgr de Cicé : « C'est encore un gueux de prêtre indécorable ; je ne puis le souffrir ; je l'ai toujours regardé comme un intrigant. Mais comme il ne manque pas d'un certain esprit, il faut d'autant plus d'adresse de votre part pour le maintenir. » Thibaudeau défendant « ce pauvre archevêque », M^{me} Devaines insiste et précise : « C'est par taquinerie que vous prenez le parti du prélat *constituant*. C'est précisément parce qu'il a été philosophe et surtout patriote que j'en n'aimerai jamais. » Et en 1807 elle écrit encore au préfet : « Dites-moi comment vous êtes avec votre très difficile et très bavard archevêque. C'est encore un *constituant* et que j'estime très médiocrement. Je le crois un mauvais coucheur, mais il n'en faut pas moins coucher avec lui, surtout à présent que nous croyons en Dieu ¹ ».

Mais toutes les méfiances et réticences soit du Maître, soit

1. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 272, 372, 217 ; Devaines (Jean), receveur général des finances avant la Révolution, commissaire à la trésorerie en 1793, conseiller d'Etat en 1800, membre de l'Institut en 1803, mort peu après, avec pour tout bagage quelques écrits littéraires sans valeur. Thibaudeau est l'ami du ménage Devaines depuis la réaction thermidorienne (Thibaudeau, *Mémoires sur la Convention et le Directoire*, Paris, 1824, 2 vol. in-8, t. I^{er}, p. 136).

des gens les plus entichés de réaction n'avaient aucun résultat pratique vis-à-vis de Mgr de Cicé, pas plus que les appréhensions fugitives de Napoléon vis-à-vis du clergé tout entier. Dans l'*Exposé de la situation de l'Empire* présenté par le ministre de l'Intérieur au Corps législatif à l'ouverture de la session de 1807, document qui fut officiellement répandu dans le public, on lit : « Le gouvernement n'a que de la satisfaction à témoigner en général aux membres du clergé dans tous les degrés de la hiérarchie » et : « S'occupant sans relâche de la noble tâche qui lui fut donnée, la restauration de la morale publique et privée, il (le clergé) sent que l'obéissance aux lois est une branche essentielle de l'une et de l'autre. » De même, Mgr de Cicé avait, pourrions-nous dire, d'excellentes notes au ministère : dans un état des archevêques et des évêques, il est qualifié de « bon », ce qui doit être le but visé par tout vrai fonctionnaire ! Portalis lui écrit le 27 janvier 1807 : « Je ne néglige rien pour seconder tous vos efforts dans l'administration de votre diocèse » et : « J'espère que vous n'aurez plus à vous plaindre d'aucun retranchement sur les sommes qui seront votées à l'avenir pour les frais du culte. » Le 31 mars le ministre écrit encore au prélat : « Rien n'égale la confiance que vous m'avez toujours inspirée. »

L'archevêque d'Aix peut en toute satisfaction mesurer la distance parcourue depuis les journées de désespérance de l'exil, lorsque le 25 mars 1808, dimanche de l'octave de l'Ascension, il sacre dans la métropole de Saint-Sauveur le nouvel évêque de Vannes, Pierre-François-Gabriel-Raymond-Ignace-Ferdinand de Bausset-Roquefort.

Cette cérémonie marque l'apogée de la carrière concordataire de Mgr de Cicé, le couronnement pour ainsi dire de l'œuvre de reconstitution de l'Eglise de Provence, l'affirmation de sa victoire à la fois sur les idées, sur les séides de la Révolution, de l'irréligion, et sur le pouvoir laïque, sur les représentants de ce pouvoir. Outre la joie de donner la consécration épiscopale à son collaborateur préféré, à son fils spirituel, l'archevêque dut connaître l'ivresse du triomphe quand en ce jour, du maître-autel de Saint-Sauveur, entre Mgr Maurel de Mons, évêque de Mende, Mgr Colonna d'Istria, évêque de Nice, qui l'assistaient, entouré de ses collaborateurs les plus aimés : Constans, Arquier, Rey, Vigne, Archier, etc., il vit la nef de l'antique



Sacre de Mgr de Bausset par Mgr de Cicé,
25 mars 1808.

(Tableau de Goubaud, à l'archevêché d'Aix.)

cathédrale remplie également des représentants de l'aristocratie provençale et des fonctionnaires et officiers du nouveau régime, avec au premier rang le sous-préfet et le maire d'Aix. Parmi tous ces personnages qui étaient venus apporter à l'Eglise et au prélat leurs hommages, à la cérémonie le concours de leur présence, le prestige de leur nom, l'éclat de leurs uniformes et habits de gala, l'archevêque avait fait une place à son médecin Joly, l'ami des mauvais jours. Moins sans doute par amour-propre que par fierté pour l'Eglise triomphante, Mgr de Cicé voulut que le spectacle de cette solennité demeurât pour la postérité, et le peintre Goubaud convoqué à la cérémonie fixa les principaux traits du sacre de Mgr de Bausset par Mgr de Cicé, dans un tableau qui décore encore aujourd'hui l'archevêché d'Aix ¹.

Ainsi dans les années 1807-1808, ayant fait sortir des ruines et réédifié l'Eglise de Provence, complètement maître de la direction de cette Eglise, bien en cour toutefois auprès des puissances de l'Etat napoléonien, coulant au déclin d'une existence trop tourmentée une vieillesse honorée et paisible, Mgr Champion de Cicé pouvait espérer vivre ses dernières années dans l'ineffable sérénité prélude de la paix éternelle.

1. Etat des archevêques et évêques, Arch. nat., AF IV 1046. Portalis à Cicé, 27 janvier 1807 : Arch. nat., F¹⁹ bis + 67, n° 5653 ; le même au même, 30 mars 1807, *ibid.*, F¹⁹ bis + 75, n° 6133. Sur le sacre de Mgr de Bausset, voir Picot, *Mélanges*, t. IV, p. 528 ; voir le tableau à l'ancien archevêché d'Aix : au premier plan le peintre Goubaud s'est représenté faisant l'esquisse.

Goubaud (Innocent-Louis) né à Rome, mort à Bruxelles en 1847, était directeur du musée de Marseille, professeur de dessin au lycée, membre de l'Académie de Marseille ; fut plus tard le professeur de dessin du roi de Rome. De lui le musée de Versailles a un *Napoléon proclamé roi d'Italie*. Prokesch-Osten le nomme parmi les agents bonapartistes auprès du duc de Reichstadt en 1830 (*Mes relations avec le duc de Reichstadt*. Paris, 1878, in-18, p. 158).

Maurel de Mons (Etienne-Parfait-Martin), né à Aix en 1752, vicaire général de Viviers, émigré ; chanoine en 1802, puis vicaire général à Paris, évêque de Mende du 22 septembre 1805, mort archevêque d'Avignon en 1830 (*L'Episcopat français*). Portalis le jeune, intérimaire du ministère des Cultes, avait écrit à Cicé, le 19 octobre 1807 pour lui annoncer que l'Empereur venait de nommer M. de Bausset. « Vous devez voir avec plaisir, ajoutait-il, que son choix soit tombé sur un ecclésiastique à qui vous avez déjà donné vous-même toute votre confiance. » Portalis se félicitait également « de voir que l'attention de Sa Majesté s'est arrêtée sur une famille pour laquelle la mienne a toujours professé le plus sincère attachement » (Arch. nat. : F¹⁹ bis + 48, n° 8139).

LIVRE VI

CHAPITRE I

Entre le Pape et l'Empereur

I. Mgr de Cicé entre le Pape et l'autorité laïque de mars 1808 à mai 1809. — II. Prudence du prélat mais imprudences de son clergé. — III. Effet des nouvelles de Rome en Provence.

I

A partir de 1808 s'ouvre, avons-nous dit, dans l'histoire des rapports de l'archevêque d'Aix et du gouvernement napoléonien une nouvelle période. C'est la période des difficultés provoquée par le conflit du Pape et de l'Empereur.

Le conflit était d'ordre purement temporel à l'origine. Mais suivant le principe formulé par Consalvi que « le chef de l'Eglise ne peut aliéner son indépendance sans qu'aussitôt la religion en souffre cruellement en tous lieux », les questions d'ordre spirituel sont intervenues, le pape a refusé les bulles d'institutions canonique aux évêques d'Italie nommés par l'Empereur.

Dès lors le débat n'a fait que s'envenimer. Le 2 février 1808 les troupes du général Miollis entrent dans Rome et occupent le château Saint-Ange. Le même jour le pape rédige une protestation, affichée ensuite sur les murs de sa capitale. Le 3 mars un bref pontifical retire au cardinal Caprara ses pouvoirs de légat en France. En réponse l'Empereur prescrit au ministre des Cultes d'envoyer aux archevêques et évêques de France l'invitation de rentrer dans la plénitude de l'autorité épiscopale.

C'est alors que l'on voit combien le gallicanisme de Mgr de Cicé diffère de celui des anciens constitutionnels. Tandis que Perier son suffragant d'Avignon, ex prélat assermenté, déclare qu'il faut « détruire les préjugés ordinaires sur l'étendue de l'autorité du pape » et s'intitule désormais évêque par « l'autorité apostolique » et non par « l'autorité du Saint-Siège apostolique », chez M. de Cicé aucune manifestation de ce genre. S'il pratique l'autonomie dans la direction de son diocèse il ne l'admet qu'accompagnée du maintien à la papauté de la direction spirituelle, et la situation présente rappelle par trop à l'ancien adversaire de la Constitution civile les prétentions de l'autorité laïque d'il y a vingt-deux ans.

Maintenant c'est le décret du 2 avril 1808 qui réunit au royaume d'Italie quatre provinces des Etats pontificaux. C'est ensuite l'enlèvement des divers secrétaires d'Etat auxquels le Souverain Pontife a successivement accordé sa confiance et, bien que le détail des événements ne pénètre point en France, on en sait assez pour estimer que Pie VII n'est plus dans Rome qu'un prisonnier.

D'autre part Napoléon inaugure à l'égard de l'Eglise la politique que l'on pourrait qualifier de politique des bourrasques, attendu que l'Empereur dans la question religieuse souffle alternativement le chaud et le froid. Tantôt inquiet, à l'idée que le clergé, s'il se solidarise avec le Saint-Père, serait d'une puissance dangereuse, il s'avise de rechercher quelles usurpations les prêtres ont pu commettre sur le domaine de l'Etat laïque et de contrôler leurs agissements, tantôt pour les déterminer à se rallier autour de sa personne contre Pie VII, il prodigue aux membres du clergé les faveurs personnelles et les concessions collectives. Mais Napoléon est impuissant à faire oublier au clergé catholique ses devoirs vis-à-vis du Souverain Pontife. En outre, par cela même qu'il veut imposer aux ecclésiastiques un contrôle dont il les a laissés précédemment s'émanciper, Napoléon leur apparaît maintenant comme inquiétant et dangereux, et lorsque à l'opposé il leur continue ses faveurs, il leur semble aussi capricieux que tyrannique, il les déconcerte, les trouble et les lasse ¹.

1. Sur la querelle, voir Debidour, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France de 1789 à 1870*, Paris, 1898, in-8, p. 2, 52, ss. ; Welschinger, *Le Pape et l'Empereur* ; d'Haussonville, *L'Eglise de France et le premier Empire*, t. II et

Tandis que le souverain devient ombrageux pour l'Eglise, celle-ci voit disparaître ses patrons les plus dévoués, les plus adroits à détourner d'elle toute hostilité, à endormir toute malveillance à son égard, dans la personne des Portalis.

Portalis, le ministre des Cultes, est mort le 25 août 1807. Et ceux pour lesquels il s'était constamment dévoué, les ecclésiastiques et les laïques à la foi ardente, ont payé à sa mémoire les hommages qu'elle méritait de leur part. Picot dans les *Mélanges de philosophie* déclare que la religion perd « un homme qui la servit autant que les circonstances le permirent et quelquefois malgré les circonstances même ». Jauffret porte ce jugement dont nos lecteurs seront à même d'apprécier l'exactitude pour le diocèse de Provence. « Aucuns recours » aux tribunaux contre le clergé « n'ont lieu sous le ministère de M. Portalis. Il parvint à étouffer plusieurs plaintes graves qui auraient eu pour le clergé des conséquences funestes si elles eussent été portées au Conseil d'Etat ou devant les tribunaux ». Le fils de Portalis, maître des requêtes au Conseil d'Etat, secrétaire général au ministère des Cultes a été chargé de l'intérim du ministère après la mort de son père par décret du 1^{er} septembre. Lui aussi est dans les meilleurs termes avec Mgr de Cicé. En outre Portalis le jeune, pendant les quatre mois qu'il fait l'intérim provoque « les mesures les plus favorables à la religion » nous dit Jauffret qui ajoute : « Ce fut pendant ce court espace de temps que le nombre des succursales à la charge du Trésor fut augmenté de 6.000, que 24.000 bourses furent créées et réparties entre les divers séminaires diocésains et qu'il fût convoqué à Paris un chapitre général des Sœurs de Charité. » Peut-être d'ailleurs est-ce là la raison qui empêche Portalis le jeune de recueillir définitivement la succession paternelle. Mais le conflit s'aggravant avec l'Eglise romaine, l'Empereur nomme un ministre des Cultes et c'est Bigot de Préameneu qu'il choisit le 5 janvier 1808.

Le nouveau ministre est aussi pénétré que Portalis de la nécessité de faire régner l'accord entre les deux pouvoirs. Cependant investi de ses fonctions à l'époque où Napoléon s'émue

III ; Consalvi, *Mémoires*, t. II, p. 429 ; Pacca, *Mémoires*, t. II ; Napoléon, *Correspondance générale*, notamment nos 12933, 13477, 13709, 13863, 13865 ; Lecestre, *Napoléon, Lettres inédites*, Paris, 1897, 2 vol. in-8, t. I^{er}, p. 167 ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 276. Cf. Durand. *J.F. Perier, op. cit.*, p. 390.

des empiétements du clergé, Bigot de Préameneu se constitue le gardien des droits de l'Etat laïque. Aux entreprises de l'épiscopat il oppose une défensive à la fois aimable et tenace. Dans ce ministre toujours déferent et toujours défiant, Mgr de Cicé va rencontrer un adversaire qui retournera contre lui sa tactique, qui le combattra avec ses propres armes¹.

Champagny est remplacé le 9 août 1807 par Cretet auquel en 1809, après un intérim, succède Montalivet. Mais jamais l'archevêque n'a eu dans le ministre de l'Intérieur un allié.

Toutefois l'archevêque peut toujours compter sur les représentants du pouvoir central dans les deux départements de son diocèse.

Thibaudeau, nous l'avons vu, n'est pas d'humeur à beaucoup résister aux entreprises ecclésiastiques. Actuellement il y est moins porté que jamais. Il se sent effectivement de plus en plus dépaycé dans un régime de plus en plus monarchique, parmi les nobles et autres revenants d'avant 89, qui captent les fonctions et les faveurs. Il agit de son mieux, éperonné par Siméon, pour se mettre à l'unisson. Il fait entrer dans le Conseil général de riches propriétaires, des parlementaires d'autrefois. Et il a

1. Jauffret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 240 ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. III, p. 192 ; Chevalier, *op. cit.*, p. 171 ; Napoléon, *Correspondance*, n° 13103 ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 216. — Sur Portalis le jeune, voir Arch. nat., F¹⁹ bis + 35, n° 7713, notification du décret du 1^{er} septembre. Sur son intimité avec M. de Cicé, voir notamment 16 octobre 1807, lettre de lui au prélat, dans F¹⁹ bis + 38, n° 7783. Nous avons noté, au livre précédent, diverses lettres du ministre des Cultes à la fin de 1807, donc de Portalis le jeune, à M. de Cicé pour lui réclamer des renseignements précis sur les congrégations, etc. Mais dans ce cas Portalis le jeune n'est que l'instrument, bien forcé d'obéir, de l'Empereur. Portalis le jeune (Joseph-Marie) 1778-1858, né à Aix, neveu de Siméon par sa mère, dans la diplomatie après le 18 brumaire, secrétaire général du ministère des Cultes, directeur général de la librairie en 1810, disgracié en 1811 pour avoir favorisé la circulation des protestations pontificales, serviteur fervent de la Restauration et de Louis-Philippe. — Sur Bigot de Préameneu, voir d'Haussonville, *op. cit.*, t. III, p. 173 ; Mayol de Luppié, *Un pape prisonnier*, dans le Correspondant, 1884, t. IV, et 1885, *passim* ; H. Prélôt ; dans les *Etudes*, S J, t. 67, p. 99.

Cretet (Emmanuel, comte de Champmol), 1747-1809, député aux Anciens par la Côte-d'Or en l'an IV, réélu en l'an VII. Membre du Sénat et conseiller d'Etat le 4 nivôse an VIII, gouverneur de la Banque de France en 1806, ministre de l'Intérieur le 9 août 1807, démissionne le 1^{er} octobre 1809.

Montalivet (Jean-Pierre Bachasson, comte de) 1766-1823. Officier, avocat avant la Révolution, préfet de la Manche après le 18 brumaire, passe à la Seine-et-Oise, puis à la direction des Ponts et Chaussées. Succède à Cretet le 1^{er} octobre 1809. Pair en 1819.

conscience que ces complaisances ne l'empêchent pas, lui le régicide, d'être « mal vu... de la classe distinguée ». Il a toujours pour lui Fouché, même Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Il a de bonnes relations avec Bigot de Préameneu, ce qui ne gêne rien. Par contre sur sa tête est toujours suspendue cette affaire de « tripotage » des octrois sur laquelle semblent se greffer maintenant des irrégularités dans la gestion des Droits Réunis et l'Empereur a des velléités de le révoquer. Thibaudeau est tellement inquiet qu'il voudrait rentrer au Conseil d'Etat.

A la mairie d'Aix, en 1808 de Fortis est remplacé par Fauris de Saint-Vincent. Fils d'un premier président au parlement de Provence, archéologue, numismate, bibliophile, doux et bien-faisant, il connaît parfaitement la noblesse d'Aix dont il fait partie et surtout il aime à se mêler aux affaires ecclésiastiques. Pour apprécier les uns et les autres il se place avant tout au point de vue bonapartiste, et n'apprécie dans le clergé que ceux qui sont dévoués à l'Empire. L'acquisition est donc précieuse pour l'Etat, d'autant que le personnage a de la clairvoyance et de la malice. Mais le maire d'Aix ne possède pas une situation qui le rende redoutable à l'archevêque et le sous-préfet d'Arbaud-Jouques reste inféodé au parti bien pensant. Enfin Fauris de Saint-Vincent entre au Corps législatif en 1809, de Fortis reprend la mairie.

Quant au préfet du Var, d'Azémar, son optimisme bénisseur n'était pas à redouter pour l'archevêque d'Aix. D'Azémar déclare au Conseil général du Var : « les peuples font tous les jours de nouveaux sacrifices pour la restauration des églises et des presbytères. Cependant on peut remarquer que ce bien est dû à l'influence des autorités subalternes, car le peuple n'est pas encore revenu des erreurs nées au milieu du trouble révolutionnaire ¹ ».

1. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 232, 234, 243, 351, 112 ; Napoléon, *Lettres inédites*, éd. de Brotonne, t. 1^{er}, p. 317 ; 2 mai 1808, sur les imputations contre le préfet ; Arch. nat., AF IV 3270. — Sur Fauris et Fortis, Thibaudeau, *Mémoires*, p. 113, 236 ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 140 et 398. Le 17 mai 1809, entrent au Conseil général des Bouches-du-Rhône, trois nobles : de Galliffet, Alexandre ex-maréchal de camp, de Rémusat. — Sur d'Azémar, voy. Registre du Conseil général, 1800-1809, 15 octobre 1807, Arch. du Var et Arch. nat., F⁷ 3693². En 1806 entre au Conseil général du Var, Brun-Favas, ex-capitaine au régiment du Perche.

II

En présence de cette situation, Mgr de Cicé s'enferme dans une réserve absolue, sauf à propos de la Révolution et de la philosophie, sur lesquelles avec encore plus de vivacité qu'antérieurement il passe ses colères et ses rancunes.

Le 18 avril 1808, à l'occasion du retour à Marseille de chrétiens délivrés des bagnes d'Alger, il rétablit une tradition non moins chère aux Marseillais que celle du vœu de Belsunce, la procession en action de grâces que célébraient jadis les Trinitaires quand ces religieux avaient réussi à racheter des captifs à l'infidèle. Mgr de Cicé, rappelant cette fête, ajoute : « Hélas ! ces institutions n'existent plus, la Révolution les a détruites comme tout le reste. » Il y a là une inexactitude, car dès 1787 la procession était abandonnée. L'intention en tout cas est manifeste et Permon, que de telles démonstrations ont le don d'agacer, Permon déclare : « Si M. l'archevêque lui-même donne l'exemple, on ne doit plus être étonné que les prédicateurs donnent en chaire un champ libre à leurs déclamations contre la Révolution, les hommes qui l'ont faite et les philosophes. » Cependant c'est le consul de Napoléon à Alger, c'est le prestige de Napoléon en terre barbaresque qui ont obtenu l'élargissement des captifs. Célébrer leur libération équivaut en somme à exalter l'Empereur, et les *Mélanges de philosophie* de Picot insistent sur ce point ¹.

Naturellement le clergé va plus loin que son chef. Le prédicateur du carême à Saint-Cannat de Marseille, frappe « amèrement » sur les anarchistes et les philosophes. L'abbé Vignes, curé de Saint-Louis de Toulon et l'un des principaux correspondants de l'archevêque, venu pour prêcher à la Saint-Napoléon de 1808 dans la Majeure de Marseille, commence par flétrir abondamment la Révolution et ses excès ; après quoi il adresse une invocation à la Vierge et ne parle de saint Napoléon et de l'Empereur « que comme accessoire ». « L'orateur, à

1. Arch. nat., F⁷ 8525, et 3659⁶ ; Picot, *Mélanges de philosophie*, t. IV, p. 382 ; Bousquet, *Archéologie marseillaise*, Revue de Marseille et de Provence, 1861, p. 246.

mon avis, a manqué son sujet » pense Permon. Le prêtre qui remplace M. Vignes à Toulon pour la même solennité, l'abbé Gaissard, trouve un procédé plus spirituel et vraiment ingénieux de réduire Napoléon à son juste mérite. Le magistrat de sûreté Antiboul, que le préfet dénonce d'ailleurs comme un terroriste, écrit du prédicateur : « A quel but... a-t-il entretenu l'auditoire de la mort de Louis XVI et a-t-il fait à peu près son oraison funèbre ? On l'a entendu, déplorant la mort de cet « infortuné monarque », dire que si le grand Napoléon eût eu alors l'influence qu'il a acquise, il aurait sauvé les jours de son Roi. — A cet absurde épisode ont succédé de longues lamentations sur la profanation des temples et la persécution des ministres. Il est vrai que ç'a été, pour rappeler que c'est au règne de Napoléon le Grand que la religion doit son triomphe et son rétablissement. » Et après avoir montré l'abbé célébrant « les proscrits » qui ont fui Toulon à la fin de 93, Antiboul conclut : « L'orateur, à la vérité, a rendu hommage aux vertus et aux talents extraordinaires de l'immortel Napoléon, mais on peut dire que ç'a été la partie la plus faible de son discours. » Pas plus qu'Antiboul, le nouveau ministre des Cultes n'apprécie le savoir-faire de l'abbé Gaissard et il adresse une plainte à l'archevêque. Mgr de Cicé est obligé de promettre l'ouverture d'une enquête... et les choses en restent là ¹.

L'état d'esprit du clergé se dessine encore mieux dans une autre circonstance. Sans insister sur ce fait que dans les églises, on oublie parfois de chanter le *Salvum fac Imperatorem*, relevons à Aix un incident Miollis. « Le comte de l'Empire Miollis, commandant les troupes dans les États romains », frère de l'évêque, adressait le 1^{er} septembre 1808 au gouvernement français la lettre suivante : « Ma sœur, M^{me} Destienne, domiciliée à Aix (Bouches-du-Rhône) a envoyé M. Durand, instituteur de ses enfants, demander la continuation de la permission de faire dire la messe dans sa chapelle, à la campagne où elle a toujours eu lieu, à M. Florent vicaire général chargé par M. l'archevêque de cette partie. Fondée (*sic*) uniquement sur l'état infirme de mon frère aîné, aveugle et souffrant depuis bien des

1. A Saint-Cannat, c'est l'abbé Cafford, chanoine de Carcassonne, Arch. nat., F⁷ 3659⁶ ; *ibid* , F⁷ 8622 et ms. 262, p. 523.

années. M. Florent ne répondit que par les témoignages de sa mauvaise humeur constante contre tous ceux qui sont restés attachés à leur patrie et termina par ces paroles : « Je vous « préviens que M. Miollis n'est point religieux et qu'il a toujours « professé des principes contraires. » Votre Excellence jugera cette sortie inquisitoriale dirigée contre le nom qui se trouve placé présentement en face du Saint-Siège. »

On pensera que l'animosité du vicaire général était bien vive, puisqu'elle ne s'arrêtait ni devant les égards dûs à une famille qui habitait Aix et y tenait une place éminente, ni devant le nom porté par Mgr Miollis, le vertueux évêque de Digne, le prélat qui faisait fonctions de coadjuteur de l'archevêque.

Ce fut Thibaudeau, ce préfet dont l'archevêque croyait avoir si souvent à se plaindre, qui sauva la situation. Ayant reçu de Paris l'ordre d'ouvrir une enquête, il répondit : « En général M. Florent paraît animé de bonnes intentions, mais cet abbé veut quelquefois prendre le ton plaisant. Il est bien possible qu'il se soit permis envers l'abbé Durand quelques plaisanteries sur la dévotion de M. Miollis l'ainé. Mais la permission de dire la messe n'en a pas moins été accordée. » L'intention d'atténuer les faits est visible dans ce plaidoyer ¹.

Cet incident vint-il aux oreilles de Napoléon et eut-il pour effet d'accentuer l'antipathie du souverain pour l'archevêque d'Aix ? Au début de 1809 a lieu une nouvelle affaire à la suite de laquelle nous voyons Mgr de Cicé tremblant devant la colère du Maître, alors cependant que le prélat est nettement dans son bon droit.

L'intervention de Napoléon au delà des Pyrénées a déterminé, on le sait, l'abdication de ce souverain falot qu'était le roi d'Espagne Charles IV. Après quoi le monarque déchu a erré de

1. Arch. nat., F⁷ 8525 ; ms 262, p. 538, autre affaire, très obscure. Arch. nat., F⁷ 8526, sur l'affaire Miollis.

Miollis (Sextius-Alexandre-François, comte), frère de l'évêque de Digne et du préfet du Finistère. Né et mort à Aix, 1759-1828. Fils d'un conseiller à la Chambre des comptes d'Aix, sous-lieutenant en 1779, capitaine en 1789, lieutenant-colonel du 3^e bataillon des Bouches-du-Rhône, général de brigade en 1794, gouverneur de Mantoue en 1805, de Livourne à la fin de 1807, chargé alors d'opérer contre le Pape. Retraité définitivement en 1815. — Le frère aîné dont il est question dans la lettre du comte Miollis, c'est Balthazar Miollis, 1749-1827, retraité le 10 août 1810 comme général, mais sans doute infirme dès 1808.

Bayonne à Fontainebleau, de Fontainebleau à Compiègne, de Compiègne à Aix en Provence, d'où le 13 octobre 1808 il est allé s'établir à Marseille.

Charles IV s'installe donc à Marseille avec sa femme, la fameuse Marie-Louise de Parme, son fils François de Paule, et naturellement Godoy, l'amant de Marie-Louise. Une suite nombreuse les accompagne. Très méprisants pour les fonctionnaires de Napoléon, dissimulant à grand peine leur antipathie pour Thibaudeau « conventionnel et votant », les souverains espagnols réservent toutes leurs grâces à M. de Cicé. La reine surtout apprécie les charmes de la conversation de Mgr d'Aix, parce que, sans doute, au milieu des parvenus installés dans les places par Bonaparte, l'archevêque seul garde le ton des cours. Cette intimité, outre qu'elle doit faire des jaloux, ne peut plaire à la police impériale. L'archevêque a bien prévu du reste que la gloire de compter dans son troupeau des ouailles d'un si haut rang risquait de lui attirer des ennuis. Il a demandé à Bigot de Préameneu comment il devrait se conduire auprès du couple royal et le ministre des Cultes, après entente avec son collègue des Relations Extérieures, a répondu que les souverains d'Espagne avaient droit aux honneurs des têtes couronnées.

Or le 3 mars 1809, Napoléon écrit au ministre des Cultes : « Faites-moi connaître pourquoi l'archevêque d'Aix a ordonné une neuvaine parce que la reine Louise était malade, et pourquoi l'on fait prier les peuples pour des individus sans la permission du gouvernement. »

Bigot de Préameneu transmet en réponse à l'Empereur la justification suivante de Mgr de Cicé : « La reine Louise étant dangereusement malade, les Espagnols qui forment la maison du roi Charles ont désiré de lui donner une preuve d'attachement en demandant des prières pour la conservation de la reine. Il s'agissait de prières pendant deux jours. M. l'archevêque n'a pas cru devoir les autoriser dans l'église principale de la paroisse où réside le roi Charles, il n'a pas cru également qu'on dût les annoncer au prône. Il les a seulement permises dans une petite église de secours où le roi Charles et les Espagnols de sa suite font ordinairement leurs dévotions. » Le ministre continue ainsi : L'archevêque « me témoigne combien il aurait

de regret d'avoir fait une démarche contraire à l'intention de Votre Majesté ». L'archevêque rappelle qu'il a demandé quelle devait être sa conduite vis-à-vis des souverains espagnols. « Il proteste qu'il est dans ses principes de ne s'écarter de la règle ni relativement aux prières publiques ni sous un autre rapport, que son âge avancé, que ses longs services, que l'empressement qu'il a toujours mis à prouver son amour et son respect pour votre personne sacrée, sont une garantie que ce dévouement ne peut jamais s'altérer. »

Napoléon comprit sans doute que ses soupçons s'égarèrent car il ne fut plus question de l'incident. Mais la lettre du ministre des Cultes montre que Mgr de Cicé avait connu l'épouvante et s'était résigné à l'humilité pour détourner la colère de l'Empereur.

Par ailleurs cependant l'Empereur n'oubliait pas l'archevêque dans la distribution de la menue monnaie des faveurs réservées aux ecclésiastiques. Ainsi que précédemment en l'an XII, le 28 octobre 1808 Mgr de Cicé était nommé président du collège électoral de l'arrondissement d'Aix, qui devait se réunir du 4 au 14 décembre pour présenter des candidats au Sénat et au Corps législatif. D'autre part le 16 septembre Mgr de Cicé avait été créé comte de l'Empire. Mais qu'étaient ces petites distinctions pour le prélat dont la jeunesse et l'âge mûr avaient connu tous les honneurs de l'Ancien Régime ? Qu'étaient ces satisfactions de gloriole pour l'esprit positif qui jusqu'alors avait inlassablement monnayé la bienveillance du pouvoir laïque en concessions pour l'Eglise ? Et l'archevêque pouvait-il oublier les affronts infligés au Saint-Père, la dépendance étroite à laquelle le contraignait l'Empereur ? Il était astreint à la soumission apparente, il s'y résignait, voilà tout ¹.

1. Charles IV (Carlos Antonio de Bourbon), né à Naples le 12 novembre 1748, roi d'Espagne le 14 décembre 1788, mort à Rome le 20 janvier 1819. Il arrive à Aix le 4 octobre 1808 et son entourage l'entraîne à Marseille le 15. A Aix il n'a vu que le maire (Lautard, *op. cit.*, t. II, p. 618). Il réside au château Saint-Joseph puis rue Mazade. — La reine Marie-Louise de Parme née le 9 décembre 1751, mariée en 1765 (Thibaudeau, *Mémoires*, p. 248 ; Lautard, *op. cit.*, t. II, p. 230 ; Lecestre, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 287 ; Napoléon à Bigot de Péameneu, réponse du ministre (mars 1809) aux Arch. nat., AF IV 1046. — Mgr de Cicé président du collège de l'arrondissement d'Aix dans *Moniteur*, 1808, p. 1220. — Cf. du Belloy président en 1807 du collège départemental de la Seine (Campardon, *Liste des membres de la noblesse impériale*, p. 41, Paris, 1889, in-8).

III

Le résultat n'en est pas moins que, sur la question même des rapports entre l'Empereur et le Saint-Siège, en Provence parmi les ecclésiastiques comme parmi les laïques, personne n'ose se prononcer, et assurément le mutisme des laïques est dû en partie à celui des ecclésiastiques.

C'est aux premiers jours de mars 1808 qu'on a connu dans les départements du Sud-Est la proclamation du pape au peuple romain lancée le 2 février. En mai d'autres nouvelles se répandirent, sans doute celles qui se rattachaient à l'exécution du décret du 2 avril. Or les dispositions des Provençaux, celles des Marseillais en particulier, vis-à-vis du gouvernement, tournaient décidément à l'aigre. A la fermeture des ports qui durait depuis cinq ans, au blocus continental qui faisait sentir tous ses effets, à la concurrence de Gênes qui se manifestait depuis l'annexion de cette dernière ville, s'ajoutait maintenant la concurrence de Livourne et allait s'ajouter celle de Trieste, réunies à l'Empire l'une en 1808, l'autre en 1809. Les efforts même du gouvernement pour se passer des produits demandés précédemment à l'exportation, c'est-à-dire pour fabriquer un sucre indigène, etc. ne pouvaient être vus que d'un mauvais œil par les importateurs marseillais. D'autre part la conscription s'appesantissait toujours davantage sur les familles; de même les impôts. Permon notait que « dans toutes les sociétés », les parents des conscrits se répandaient en plaintes amères, tandis que les conscrits eux-mêmes ne manifestaient aucun élan. Pour ne pas contribuer aux charges publiques, des nobles d'Aix transféraient fictivement leur domicile à la campagne ¹.

Les nouvelles de Rome venant par surcroît, firent sensation. « Aucuns changements politiques en Europe ne produiraient, selon moi, écrivait le commissaire général de police de Marseille, une impression aussi marquée dans l'opinion publique que ceux qui pourraient avoir lieu à Rome. » L'adroit fonction-

¹ 1. Rapport Permon, 1^{er} trimestre 1808 (Arch. nat., F⁷ 3659⁶⁻⁷; AF IV 1501; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 263 et 237).

naire ajoutait d'ailleurs : « Aujourd'hui on n'en parle plus : la conscience timorée des personnes pieuses qui s'était si promptement alarmée, s'est calmée ; on a dit à cette occasion qu'il n'était vraisemblable sous aucun rapport que la puissance spirituelle du pape subit la moindre altération : mais qu'il n'en était pas de même de sa puissance temporelle, que les papes tenant cette dernière puissance des rois de France, ils pouvaient en être légitimement dépossédés, soit par droit de conquête, soit en vertu des traités. Cette manière de raisonner a été assez généralement goûtée, excepté par les dévôts. » Au mois de mai, Permon écrivait encore : « Les nouvelles de Rome ne contribuent pas peu à exaspérer les prêtres et les dévôts. » Mais « ce que je remarque c'est un silence profond en public et j'interprète défavorablement ce silence. »

Le clergé reste fidèle à cette consigne, quoique le conflit entre le Pape et l'Empereur aille s'aggravant, durant toute une année, de mai 1808 à mai 1809. L'observateur sagace qu'est Permon ne trouve à signaler de la part des prêtres aucune allusion aux événements de Rome : « profond silence », « circonspection extraordinaire », voilà ses termes pour définir leur conduite. C'est fort heureux pour le gouvernement, car en ces douze mois le malaise général empire avec rapidité. Barras et les jacobins osent se livrer aux intrigues. Surtout Permon écrit pour le second trimestre de 1809 : « L'opinion publique se détériore chaque jour ; la misère est extrême. Les esprits sont consternés : la vigilance active de la police, plus nécessaire que jamais, met un frein aux méchants ; on n'exhale point ouvertement des murmures, mais le mécontentement existe... parmi la presque généralité des citoyens : les prêtres et les dévôts, les négociants et les propriétaires, les artisans et les ouvriers, le peuple enfin, tout le monde est mécontent ; les uns parce que leurs consciences sont alarmées, les autres parce qu'ils payent de gros impôts et parce qu'ils ne gagnent pas d'argent ; les ouvriers parce qu'ils ne font presque rien, le peuple parce qu'il n'a pas de pain. Le mécontentement est surtout prononcé chez les propriétaires et chez les fermiers par la presque non-value du vin. » Permon ajoute « On est généralement presque insensible aux victoires continentales » et : « J'ai dû vous dévoiler la *vérité toute nue* ; la mauvaise direction de l'esprit pu-

blic tient *essentiellement* aux circonstances où nous sommes ¹.

Or à la date à laquelle Permon rédige ce rapport, la déportation du Souverain Pontife de Rome à Savone par la Provence n'est pas encore un fait accompli.

1. Arch. nat., F⁷ 8525, F⁷ 3659⁶.

CHAPITRE II

La personnalité de l'archevêque entraînée en pleine tempête

1. Effets sur Mgr de Cicé de l'emprisonnement de Pie VII et du passage à Aix du souverain Pontife en route pour Savone. — II. L'obligation de chanter un *Te Deum* pour Wagram. — III. L'affaire de l'Institution canonique. — IV. L'affaire Desmazure.

I

Le 17 mai 1809 Napoléon notifiait de Vienne un décret de réunion des Etats romains à l'Empire. Le 10 juin ce décret était proclamé dans Rome. Pie VII y répondait le 11 en lançant une bulle d'excommunication contre les auteurs de la mesure et leurs complices, et si l'Empereur n'était pas explicitement nommé dans la bulle, le lendemain 12 un bref signifiait : « Napoléon I^{er} empereur des Français et tous ses adhérents fauteurs et conseillers ont encouru l'excommunication. »

A cette nouvelle Napoléon écrivait du souverain Pontife : « Plus de ménagements ; c'est un fou furieux qu'il faut enfermer. » L'Empereur ordonnait à la suite d'arrêter le cardinal Pacca et que si Pie VII s'opposait à cette mesure, Pie VII lui-même fût mis en état d'arrestation. Dans la nuit du 5 au 6 juillet le général Radet enlevait le Saint-Père du Quirinal, et dès lors commençait pour le chef spirituel de la chrétienté, sous escorte de la gendarmerie, l'exode lamentable qui du 6 juillet au 20 août devait l'amener de la Ville Eternelle à Savone. Le cardinal Pacca était incarcéré, les cardinaux les moins compromis envoyés à Paris sous surveillance, le gouvernement de l'Eglise universelle complètement désorganisé ¹.

1. Napoléon, *Correspondance générale*, n^{os} 15018, 15219, 15615 ; Lecestre, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 317, 341, 344, 362 ; Debidour, *op. cit.*, p. 261 ss. ; Welschinger, *Le Pape et l'Empereur*, p. 83-91.

Avec les soixante-quatorze ans qui pesaient sur ses épaules, Mgr de Cicé était maintenant « le doyen du clergé de France », et de ses confrères en épiscopat aucun n'avait eu une existence plus remplie de travaux, plus traversée de revers. Il éprouvait aussi maintenant les cruelles atteintes d'une maladie sur l'issue de laquelle il ne gardait point d'illusions. Que pouvait-il faire entre le doux entêtement du Souverain Pontife et l'exaspération de l'Empereur, exaspération qui ne connaissait plus de freins depuis qu'à Wagram Napoléon avait brisé une nouvelle coalition et couché à terre la dernière armée de l'Autriche ? Mgr de Cicé avait l'âme trop ecclésiastique pour se faire le complaisant instrument des colères du souverain laïque contre le chef de l'Eglise. Mais il n'avait jamais été, il était moins que jamais actuellement, d'un caractère à braver les fureurs du pouvoir temporel. Dérober sa personne également aux avances et aux violences, telle avait été sa tactique parmi les orages. Il essaya encore d'y recourir. Nul ne connut, sauf peut-être ses familiers les plus intimes, son impression sur la catastrophe de l'Eglise.

Des rumeurs effrayantes circulaient en Provence : depuis quelque temps disait-on, la gendarmerie des Alpes-Maritimes n'était occupée que d'escorter des prélats envoyés dans des forteresses. La police mettait tout le monde en émoi par de fiévreuses perquisitions à la recherche des exemplaires de la bulle d'excommunication. Les perquisitions redoublèrent quand, devant l'impuissance des policiers, un Marseillais à l'âme ironique eût glissé le document sous la porte de l'inspecteur en chef de la police. Comme le maire Anthoine eut la naïveté, ou le machiavélisme, de lancer un ordre d'arrestation de *tous ceux* qui feraient circuler ou détiendraient la bulle, ordre qui ne pouvait manquer d'être connu, personne ne fut saisi. Et la bulle voyagea de Marseille à Aix, d'où elle se répandit dans le Var. On finit par savoir qu'un juge nommé Vaquier la faisait connaître dans le monde du palais de justice de Marseille. Mais le mal était fait et d'autre part le clergé ne pouvait plus ignorer le document.

Eh bien ! les ecclésiastiques gardèrent le silence. Quand on leur parlait de la bulle ils affectaient l'indifférence, déclaraient que cette décision du Saint-Père « n'ayant aucun rapport avec

le spirituel, ils n'avaient aucunement à s'en mêler ». La défaite est assez adroite pour que nous songions à en faire honneur à Mgr de Cicé. Quant à ceux qui allèrent demander conseil à l'archevêché, il leur fut répondu que la bulle était « supposée ».

Dans le Var, Caillemer, le commissaire général de police de Toulon, écrivait : les personnes pieuses « s'inquiètent et s'agitent, mais avec circonspection ». M. de Permon à Marseille avait trouvé un expédient plutôt ingénieux : faire demander par le ministère à tous les archevêques et évêques le nom des personnes qui faisaient circuler la bulle. De par le serment qu'ils avaient prêté au gouvernement, les prélats étaient tenus de faire cette révélation, assurait le commissaire général de police. Cette épreuve fut épargnée à Mgr de Cicé mais il eut à subir le contre-coup immédiat des événements sous une forme encore plus pénible ¹.

Le commandant de gendarmerie Boisard menait Pie VII de Grenoble à Savone par la vallée du Rhône. Cet officier, dans la traversée d'Avignon, n'avait pu empêcher des ovations qu'un signe de l'illustre captif aurait suffi à faire dégénérer en émeute. Boisard résolut donc d'éviter Marseille et Toulon et de mener le pape d'Avignon à Nice par Aix. Qu'aurait fait Mgr de Cicé s'il se fût trouvé dans sa ville archiépiscopale ? Pas moins sans doute qu'à Avignon l'ancien constitutionnel Périer qui, avec beaucoup de courage, s'était répandu en témoignages de vénération. Mgr de Cicé était à Marseille « par hasard ou exprès » nous dit Thibaudeau. Les deux hypothèses sont également admissibles : Boisard n'avait averti personne de son arrivée à Aix ; d'autre part l'absence était bien pour l'archevêque la meilleure solution d'une situation fort délicate.

Le 4 août 1809, à huit heures du soir, le Souverain Pontife faisait en prisonnier son entrée dans la capitale du diocèse de Provence. Il passa la nuit à l'auberge, et y célébra sa messe le lendemain. Quatre ou cinq prêtres seulement allèrent le voir. Un chanoine lui demanda ses ordres pour l'archevêque.

1. *Extrait de la Correspondance authentique de la Cour de Rome avec la France, depuis l'invasion de l'Etat romain jusqu'à l'enlèvement du Souverain Pontife*, s. l., 1809, p. 39 ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 293 ; Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. La Religion*, p. 216 ; Rapport de Permon aux Arch. nat., F³ 8527, et les ouvrages généraux.

« Faites-lui mes compliments », répondit sèchement le Pape. Après en avoir demandé l'autorisation à Boisard, il donna du balcon de l'auberge sa bénédiction aux fidèles éplorés et leur laissa comme adieu ces paroles : *Orate et non timete* (« Priez et ne craignez point »). Quand les catholiques de Marseille accoururent à Aix, le Pape était déjà parti.

Le passage du Souverain Pontife, si court qu'il eût été, provoqua dans la région une émotion inouïe. Mgr de Cicé en fut tellement éperdu que, pour la première fois dans sa carrière croyons-nous, il se tourna vers Fesch pour lui demander conseil : « Monseigneur, lui écrivit-il, je crois convenable de vous informer que, contre toute attente, le Saint-Père est arrivé hier soir de Grenoble à Aix ; il est descendu à l'auberge, il n'est accompagné que du prélat Doria, d'un aumônier, d'un médecin, d'un chirurgien et d'un cuisinier. On lui a offert de prendre quelques jours de repos, mais il l'a refusé en sorte qu'il part aujourd'hui, mais on n'a pu me dire pour où. Mon absence d'Aix me prive ainsi de le voir. La route qu'on lui fait suivre est bien énigmatique. » Après quoi l'archevêque passait à une autre question.

Énigmatique est également le terme qui convient à cette lettre. En examinant ces termes pesés d'avance, on discerne le désarroi, l'anxiété d'un homme confondu par les événements, qui se sent surveillé, qui n'a point confiance dans le secret des correspondances.

Au ministre des Cultes, ayant repris son calme officiel, l'archevêque écrivait le 29 septembre à propos d'une circulaire de Napoléon aux évêques que nous verrons plus loin : Il y a bien peu « quelques apparences d'inquiétude et de légère fermentation ; mais ces effets ont plutôt résulté de la coïncidence de la publication de Sa Majesté Impériale avec le transport de la personne du pape de Rome à Grenoble, et ensuite de Grenoble, en traversant tout mon diocèse, à Savone ». En septembre à propos de racontars d'un prêtre, il déclarait au ministre des Cultes : ce prêtre connaît « mon zèle et ma vigilance pour tout ce qui peut intéresser la tranquillité publique, le service de l'Empereur et le bon esprit que j'ai eu le bonheur d'entretenir dans mon clergé ».

Ses véritables sentiments, Mgr de Cicé les révéla dans un cri

de désespoir et de dégoût, rendu plus tragique par l'attente où il était de sa mort prochaine : « J'ai trop vécu de quelques mois. »

Comme Pie VII traversa, ainsi que le dit M. de Cicé, tout le diocèse, jusqu'à Nice, l'émoi suscité parmi les fidèles de l'archevêque fut aussi grand que devaient le souhaiter les ennemis de l'Empereur. « Il est certain, reconnaît Thibaudeau, que le peuple prend de l'intérêt à la situation du Pape et, sous ce rapport, son voyage dans nos contrées a été impolitique. » Permon relève que l'on a surtout blâmé la compagnie d'un officier de gendarmerie imposée au Pontife. D'Azémar, le préfet du Var, assurait : « Lorsque le Pape passa dans une partie du territoire, son voyage ne fit aucune sensation, ne donna lieu à presque aucune conjecture. » Mais le digne fonctionnaire était d'une sérénité à toute épreuve.

Le passage de Pie VII en Provence eut un autre effet. Aucun doute ne subsista plus sur la réalité d'une bulle contre l'Empereur. Mgr de Cicé sut encore sortir de ce mauvais pas. « On se tire d'embarras, écrivait de lui Thibaudeau, en disant que l'Empereur n'est pas excommunié, qu'il a seulement encouru l'excommunication ¹ ».

II

A peine une difficulté était-elle évitée qu'une autre surgissait. Le 13 juillet 1809, du camp impérial de Znaym, Napoléon envoyait aux évêques une circulaire pour les inviter à faire chanter un *Te Deum* en l'honneur des victimes d'Enzersdorf et de Wagram. Il prenait texte de son invitation pour définir les deux caractères de sa politique religieuse : hostilité

1. D'Haussonville, *op. cit.*, t. III, p. 505, ss. ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 273 ; Mayol de Luppé, *Un pape prisonnier*, dans le Correspondant, 1885, t. I^{er}, p. 609, t. II, p. 26 ; Cicé au ministre des Cultes, 29 septembre 1809, Arch. nat., F¹⁹ 353 : Lettre au cardinal Fesch, s. l., s. d., dans le recueil d'autographes d'Alexis Rousset intitulé « Mélanges littéraires et historiques », 2^e cahier (Bibl. de la Ville de Lyon, n° 306503) ; Arch. nat., F¹ 8527 ; D'Azémar à Pelet de la Lozère, Draguignan, 23 septembre 1809, *ibid.* ; L'archevêque au ministre des Cultes, Aix, 29 septembre 1809, sur des observations de Bellon, desservant de Solliès (dont nous avons déjà parlé p. 429), se prétendant insulté dans sa paroisse à cause de son bonapartisme : Bellon est « en querelle habituelle avec les dévotes de sa paroisse », dit le prélat (Arch. nat., F¹⁹ 353).

vis-à-vis des prétentions pontificales et de leurs adeptes, faveurs de tout genre aux ecclésiastiques dociles. « Héritier du pouvoir de César, nous sommes résolu à maintenir l'indépendance de notre trône et l'intégrité de nos droits. Nous persévérons dans la grande œuvre du rétablissement de la religion. Nous environnerons ses ministres de la considération que nous seul pouvons leur donner. Nous écouterons leur voix dans tout ce qui a rapport au spirituel et au règlement des consciences. »

L'intention de l'Empereur n'était pas seulement de rassurer sur ses projets les fidèles et le clergé ; il voulait aussi obtenir des membres de l'Eglise de France une adhésion qui aboutirait à isoler complètement le Pape. En effet les évêques allaient être obligés, soit de célébrer le *Te Deum* réclamé et de lui consacrer un mandement où ils ne pourraient éviter d'accepter le manifeste impérial et ses déclarations, soit de refuser et par là même de faire acte d'opposition ouverte à l'Empereur. On sait que le cardinal Fesch s'étant abstenu de joindre le manifeste de Napoléon à son mandement, reçut de son impérial neveu la sommation de réparer sur-le-champ cette omission : sinon, déclarait l'Empereur, « je le regarderai comme mon ennemi et celui de l'État ». Cette conduite du primat des Gaules, qui n'alla pas d'ailleurs jusqu'au martyre, ne rencontra guère d'imitateurs. Dans le diocèse d'Aix, la circulaire de Napoléon fut simplement, à huis-clos, « un sujet de commentaires, d'inquiétudes et d'alarmes. Cependant, ajoute Permon, si l'on ne touche pas au spirituel, je suis très porté à croire que ces alarmes cesseront. Mais « le pape sera-t-il toujours le chef visible de l'Eglise ? Mais quel sera le résultat des discussions existantes entre l'Empereur et le Pape » ? Telles sont les questions que se font entre eux les prêtres et les dévôts ». Thibautau mentionnait de son côté : « Les prêtres les plus raisonnables disent que c'est toujours une chose fâcheuse pour la religion que de n'avoir pas laissé à son chef l'indépendance que lui donnait sa souveraineté temporelle. »

Mgr de Cicé trouva un biais selon son ordinaire. Dans son mandement, il célébra les victoires d'Enzersdorf et de Wagram. « A ces trait éclatants de la protection divine, qui pourrait méconnaître, dit-il, cette puissance invincible qui place et déplace les pouvoirs ; qui distribue les succès et les revers ; qui détruit

ou relève les empires ? Adorons la main toute-puissante qui daigna protéger et rendre invincible notre auguste Empereur. » Sur ces paroles qui pouvaient être un avertissement à l'adresse du souverain oppresseur du représentant de Dieu, l'archevêque joignait à son mandement la circulaire impériale.

Permon apprécia ainsi le mandement « Principes sages ; style mou et sans couleur ». Le préfet des Bouches-du-Rhône conclut, lui, que l'archevêque avait « éludé la question ¹ ».

III

Sur ces entrefaites, le gouvernement lança le chef du diocèse d'Aix dans une nouvelle affaire où il lui était plus difficile que dans toute autre de garder la neutralité.

Pie VII, prisonnier à Savone depuis le 20 août 1809, se refusait à envoyer des bulles d'institution canonique à tout archevêque ou évêque nommé par l'Empereur. Le Pape estimait que, privé de sa souveraineté temporelle, il n'avait plus l'indépendance requise pour l'exercice de son autorité spirituelle.

Napoléon pouvait-il, pour ses évêques, se passer de l'institution canonique ? Sur cette question nous ne consulterons que les textes émanant des personnalités engagées dans le conflit, laissant de côté la foule des commentaires postérieurs.

L'article IV du Concordat était essentiellement ambigu. « Le Premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté confèrera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement. » D'après ce texte, la bulle d'institution canonique apparaissait comme une formalité consécutive à la nomination par le pouvoir laïque, non comme une ratification nécessaire.

L'article 18 des Organiques enlevait même à cette bulle toute validité si elle n'était pas revêtue de l'approbation du chef de l'Etat. « Le prêtre nommé par le Premier Consul fera les dili-

1. Napoléon aux évêques, *Correspondance générale*, n° 15518. Cf. Lecestre, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 376 et 343 ; Rapports Permon, 3^e trimestre 1809, et Thibaudeau, *Arch. nat.*, F⁷ 3659^o, F⁷ 8527 ; AF IV 1046.

gences pour rapporter l'institution du Pape. Il ne pourrait exercer aucune fonction, avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement. » Seulement les Organiques n'avaient aucune valeur aux yeux du Saint-Siège.

Historiquement, les prétentions de l'Etat napoléonien s'appuyaient sur les précédents. L'article IV du Concordat stipulait, on vient de le voir, que l'institution canonique serait donnée « suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement ». Or ces formes, le Concordat de 1516 les avait fixées comme suit : la personne nommée par le Roi « sera pourvue par nous, par nos successeurs ou par le Siège », déclarait le Pape. Et la commission ecclésiastique de 1809 déclarera : « C'est une des clauses expresses du Concordat de 1516 que le Pape est tenu d'accorder les bulles d'institution aux sujets nommés par le souverain ou d'alléguer les motifs canoniques de son refus. » L'institution canonique devait donc être donnée automatiquement pour ainsi dire ¹.

Mais dans sa protestation contre les Organiques, dès le 18 août 1803, le cardinal-légat Caprara avait porté le débat sur un terrain très habilement choisi : sur la question de l'idoneité du candidat à nommer.

Qui donc devait examiner les capacités du prêtre à investir de l'épiscopat ? L'article 17 des Organiques désignait nettement le pouvoir temporel. « Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rappor-

1. D'Haussonville, *op. cit.*, t. III, p. 384, 403, t. IV, p. 64. D'Haussonville prétend que le refus du pape était exempt de tout motif d'ordre temporel. Or, dans sa réponse à Caprara, que cite d'Haussonville lui-même, Pie VII rappelle « l'usurpation du patrimoine de Saint-Pierre ». Voir le Rapport de Portalis sur les Organiques et son discours du 15 germinal an X dans ses *Rapports etc. sur le Concordat*, p. 44. Voir De Barral, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique des premières années du XIX^e siècle*, Paris, 1814, in-8, p. 125; de Pradt, *Histoire des Quatre Concordats*, t. II, p. 474-76. Le Concordat de 1516 porte *Sed illarum (ecclesiarum) occurrente... vacatione, Rex Franciæ pro tempore existens, unum gravem magistrum, seu licenciatum in theologia aut in utroque, seu altero jurium doctorem, aut licenciatum in universitate famosa et cum rigore examinis, et in rigesimo septimo suæ ætatis anno ad minus constitutum, et alias idoneum, infra sex menses a die vacationis ecclesiarum earundem computandos, nobis et successoribus nostris romanis pontificibus, seu Sedi prædictæ nominare; et de persona per regem hujusmodi nominata per nos et successores nostros, seu Sedem prædictam provideri*. Voir la déclaration du Roi du 16 avril 1571, art. 1^{er}, et l'Ordonnance de Blois de mai 1579, art. I^{er} et II, qui répètent ces principes, dans Isambert, *op. cit.*, t. XIV, p. 232, et 381-385.

ter une institution de bonne vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres qui seront commis par le Premier Consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes ». Mais, nous le répétons, les Organiques n'avaient aucune valeur aux yeux de l'Eglise, et Caprara répondait : « L'article 17 paraît établir le gouvernement juge de la foi, des mœurs et de la capacité des évêques nommés. C'est lui qui les fait examiner et qui prononce d'après les résultats de l'examen. Cependant le Souverain Pontife a seul le droit de faire par lui ou ses délégués cet examen, parce que lui seul doit instituer canoniquement et que cette institution canonique suppose évidemment dans celui qui l'accorde, la connaissance acquise de la capacité de celui qui la reçoit. » Caprara ajoutait : « L'Ordonnance de Blois prescrivait un pareil examen, mais le gouvernement consentit lui-même à y déroger. *Il fut statué, par une convention secrète, que les Nonces de Sa Sainteté feraient seuls ces informations.* On doit suivre aujourd'hui cette même marche parce que l'article IV du Concordat veut que *l'institution canonique soit conférée aux évêques dans les formes établies avant le changement de gouvernement.* »

On peut se demander s'il était légitime d'opposer une convention secrète à une loi formelle et publique. Mais incontestablement sous l'Ancien Régime, l'enquête relative à l'idoneité du candidat était conduite par la curie romaine. Même le Concordat de 1516 contenait cette affirmation en faveur des revendications pontificales : « Que s'il arrivait, déclare le Pape Léon X, que le roi nommât à ces églises vacantes une personne non qualifiée, cette personne ne doit être pourvue dans ces églises ni par nous, ni par nos successeurs, ni par le Siège ¹. »

1. Caprara, dans E. Ollivier, *Manuel de droit ecclésiastique*, p. 144 ; Ordonnance de Blois, art. 2 : « Ceux que nous voudrions nommer auxdits archevêchés et évêchés seront âgés de vingt-sept ans pour le moins ; et encores avant l'expédition de nos lettres de nomination, examinés sur leur doctrine aux saintes lettres par un archevêque ou évêque que commettons » ; Concordat de 1516 : « *Et si contingeret præfatum regem personam taliter non qualificatam ad dictas ecclesias sic vacantes nominare, nos et successores, seu sedes hujusmodi de persona sic nominata eisdem ecclesiis minime provideri debeat.* »

En résumé il n'était pas du tout certain, d'après le texte du Concordat, que l'institution canonique par le Pape fût indispensable aux prélats nommés par le gouvernement. Mais le Souverain Pontife prétendait le contraire. D'autre part, ces termes du Concordat : « Sa Sainteté confèrera l'institution canonique suivant les formes établies avant le changement de gouvernement » pouvaient faire admettre que le régime napoléonien abandonnait au Saint-Siège, comme l'Ancien Régime, l'examen d'idoneité des candidats. Mais les Organiques affirmaient le contraire.

Il y avait donc sur deux points matière à contestation, et les opinions de l'Etat n'étaient pas indiscutables aux yeux de l'Eglise de France. Il fallait pour rassurer le clergé et les fidèles, ou obtenir du Pape qu'il donnât les bulles d'institution, ou, ce qui était encore plus difficile, qu'il abdiquât le droit de les donner. Un troisième sujet de contestation venait du reste de surgir. Pie VII poussé à bout, venait, dans la bulle d'institution de Mgr de Pradt, de déclarer nul et non reconnu le droit de nomination par l'Empereur et il s'agissait de rappeler le Souverain Pontife au respect du Concordat.

Napoléon ordonna en conséquence, de Schœnbrunn, le 13 juillet 1809, à Bigot de Préameneu de faire écrire au Saint-Père par les prélats et théologiens les plus notables : Fesch, Caprara, Caselli, Maury, Barral l'archevêque de Tours, « et autres ». Ils auraient pour mission, dit l'Empereur, d'écrire au Saint-Père « pour lui demander ce qu'il veut faire, lui représenter que les affaires spirituelles et temporelles ne peuvent être confondues et que, s'il n'institue pas les évêques aux termes du Concordat, il élèvera un schisme dans l'Eglise, et que, s'il y a des troubles, ce sera au détriment de la religion ». L'Empereur ajoutait : « Il faut donc lui demander qu'il institue les évêques ; que, dans les bulles d'institution, je ne demande pas mieux qu'il ne soit pas fait mention de moi ; que la demande n'en sera pas signée de moi, mais sera faite par une lettre du ministre des Cultes à la chancellerie du Pape, qui dira que, Sa Majesté ayant nommé un tel à tel évêché, la chancellerie est priée d'envoyer l'institution canonique. Par cette cessation de correspondance entre moi et le pape, il ne sera pas question de moi dans ces pièces. »

Plus tard Napoléon déclarera qu'il tendait de la sorte un

piège à Pie VII. « Cela n'avait pour but que de faire descendre le Saint-Siège, en le faisant correspondre avec un ministre, comme les autres évêques. »

Cette explication de l'Empereur n'est-elle pas destinée à voiler ce qu'avait de naïf et de ridicule sa démarche, une démarche consistant à prier le souverain spirituel de renoncer bénévolement à ce qui constituait l'essentiel de ses pouvoirs¹ ?

En tout cas, conformément à ces instructions, Bigot de Préameneu écrivit à l'archevêque d'Aix : « Monsieur l'Archevêque. Plusieurs archevêques et évêques nommés par Sa Majesté n'ont point encore reçu l'institution canonique. La forme, sous le Concordat de Léon X comme sous le dernier Concordat a toujours été que le chef de l'Etat adresse au Saint-Père une lettre dans laquelle il lui annonce qu'il nomme un tel pour tel évêché et qu'il le présente à Sa Sainteté à l'effet qu'elle lui donne l'institution canonique. . . . Il n'y a encore que l'institution de M. de Pradt qui ait été préconisée dans l'un des derniers consistoires ; mais l'expédition de chancellerie n'a point été acceptée parce qu'elle était contraire à l'usage, en ce que le Saint-Père n'y fait aucune mention de la nomination de l'Empereur et qu'il y déclare nommer et instituer de son propre mouvement. » Le ministre des Cultes exposait ensuite à l'archevêque l'expédient que l'Empereur proposait au Pape. Il ajoutait : « Sa Majesté pense qu'il est convenable, Monsieur l'Archevêque, que vous écriviez au Saint-Père », et il répétait ici les termes de la lettre impériale que lui-même avait reçue. L'archevêque devait lui accuser réception et lui faire connaître les résultats de cette intervention.

Le premier mouvement de M. de Cicé dut être l'épouvante. Le second fut de gagner du temps et de s'entourer de toutes les lumières possibles avant de s'arrêter à une résolution. Il répondit au ministre : « Sa Majesté doit compter sur mon zèle et ma soumission pour tout ce qui peut la servir ou lui plaire. » Mais il se demandait si la lettre qu'il avait reçue était une circulaire. « Il serait bien à regretter que les évêques ne puissent pas se concerter et s'entendre ; leur avis serait bien plus réflé-

1. Napoléon, *Correspondance générale*, n° 15528 ; *Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon écrits à Sainte-Hélène par les généraux Gourgaud et Montholon*, Paris, 1822, ss., 8 vol., in-8, t. I^{er}, p. 163.

chi, leur voix plus imposante. » Il rappelait les conciles provinciaux de l'Eglise gallicane, les assemblées du clergé qui avaient plusieurs fois prévenu un schisme et aplani les difficultés entre les rois et les papes. D'autre part, déclarait-il, il ne savait comment s'adresser au Saint-Père. « Nous sommes instruits en ce moment par des bruits vagues que le pape a été enlevé à Rome, traduit en France et qu'on ignore où il sera fixé. Je n'ai pas douté que nous recevions incessamment de Votre Excellence des détails, tant pour aider à calmer l'inquiétude et la fermentation que pour nous faire connaître la nature et les moyens de notre correspondance avec le chef de l'Eglise. »

S'expliquant ensuite sur l'expédient proposé par l'Empereur, M. de Cicé déclarait : il n'y a qu'à revenir à la forme ancienne ; « il n'y a ici aucune raison de supposer aucune confusion entre le spirituel et le temporel. Le Pape en donnant des bulles, n'exerce au nom de l'Eglise qu'un pouvoir purement spirituel. . . . Je ne puis donc concevoir qu'aucune considération temporelle puisse empêcher l'expédition ordinaire des bulles ». Il concluait par ces paroles qui montrent une âme profondément bouleversée : « ... j'en reviens aux expressions déchirantes qui terminent la lettre de Votre Excellence, que si le Saint-Père n'adopte pas la mesure proposée, un schisme s'élèvera en France au grand préjudice de la religion. Ah ! que la France, catholique depuis tant de siècles, n'éprouve jamais un malheur aussi lamentable ! Que la religion se conserve pure et entière sous la protection d'un digne successeur des Constantin, des Charlemagne ; que l'Eglise conserve en liberté l'indépendance de son ministère spirituel, sa juridiction sur les consciences ; qu'elle reconnaisse avec tous les fidèles que la soumission au prince est ordonnée par Jésus-Christ lui-même et qu'il n'est permis dans aucun cas de se révolter contre lui ! Ainsi, comme l'a très bien dit Sa Majesté Impériale, tout se concilie dans les principes de la religion catholique, ainsi le schisme d'avec la véritable Eglise ne peut jamais être autorisé. . . . Esclave de mes devoirs et de mes principes religieux, mais libre dans mon amour et mon respect pour l'Empereur, je me ferai gloire de lui consacrer ces sentiments pendant le peu de jours qui me restent encore à vivre et, quelles que

puissent être des apparences, je mets ma confiance dans cette perspicacité, dans ce coup d'œil d'aigle qui ont dirigé les premiers pas de Sa Majesté Impériale dans la brillante carrière qu'il (*sic*) parcourt depuis son retour miraculeux de l'Égypte. »

En somme Mgr de Cicé souhaitait renvoyer la responsabilité de la conduite à tenir à une assemblée des évêques et il ajournait sa propre décision. Quant à ses préférences pour la « forme ancienne » nous verrons plus loin ce qu'il entendait par là. Peut-être pour amadouer le gouvernement, c'était vis-à-vis du Saint-Siège qu'il laissait percer une nuance de désapprobation, vis-à-vis de ce Saint-Siège qui avait notifié le refus d'expédition des bulles à la suite de la perte des états temporels. Mais ensuite, pour impressionner plus complètement le gouvernement, l'archevêque ne cachait pas l'émotion qu'il ressentait devant la perspective d'un nouveau schisme, lui qui n'avait que trop éprouvé les désastreuses conséquences de la Constitution civile.

D'autre part l'archevêque, dans la même lettre où il faisait part au cardinal Fesch du passage du Saint-Père à Aix, ajoutait ces mots dont la rédaction révèle son trouble : « J'ai reçu du ministre des Cultes (une lettre) à l'occasion des bulles des évêchés vacants, je la crois circulaire, mais sans en être certain. Votre Eminence me ferait bien plaisir de m'apprendre ce qu'elle croira pouvoir m'écrire. Agréez (*sic*) le respect et l'attachement de votre fidèle (*sic*) serviteur. »

Nous n'avons pas la réponse de Fesch. Mais Bigot de Préameneu répliqua à Mgr de Cicé, le 17 août, que « la lettre n'était point circulaire. Sa Majesté voit avec peine que les évêques nommés n'aient pas encore leurs bulles. Elle a proposé un moyen propre à lever l'obstacle qui s'y est opposé. Elle a désiré que quelques Prélats fissent à cet égard au Saint-Père les représentations que le bien de la religion peut inspirer. Elle m'en a désigné quatre ou cinq en ajoutant et *d'autres de cette réputation*. J'ai pensé que si l'Empereur eût mis des noms de plus, c'eût été le vôtre que j'eusse trouvé d'abord. Il y a eu en tout sept ou huit archevêques et évêques invités à écrire. — Il n'est point question de les réunir, mais seulement qu'ils mettent sous les yeux du pape leurs réflexions sur un objet qui présente si peu de doute qu'il ne semble pas que l'on soit exposé à l'inconvénient d'avis différent. Si vous pensez qu'il

vaudrait encore mieux suivre l'ancienne formule, ce sera un moyen de plus de faire sentir au Saint-Père le mérite de la démarche actuelle, et s'il adopte notre opinion cela vaudra encore mieux ». Le ministre ajoutait pour empêcher Mgr de Cicé de s'égarer dans la discussion, pour lui éviter de batailler sur ce principe que les bulles d'institution ne doivent pas être refusées pour des motifs temporels : « Les difficultés élevées sont antérieures au changement de gouvernement à Rome. » Et il précisait : « Le Saint-Père est actuellement à Savone : vous pouvez adresser votre lettre au préfet du département de Montenotte qui est prévenu et qui la fera parvenir ¹. »

Ainsi, l'archevêque était acculé à la démarche qu'exigeait l'Empereur.

Mgr de Cicé se résigna à écrire au Pape. Sa lettre, nous l'avons d'abord sous forme de brouillon en français, puis transcrite en latin. Le brouillon nous fait saisir les hésitations du malheureux prélat, et comme il lui fut difficile d'élaborer une argumentation admissible à la fois pour le Pape et pour l'Empereur. Le texte latin, transcription exacte de l'autre, semble dans certains passages appuyer davantage sur les sentiments d'affliction de Mgr de Cicé et sur son attachement au Saint-Siège ; mais peut-être n'y a-t-il là qu'une illusion due à cette vigueur dans l'expression qui est le propre de la langue latine. On trouvera en note les formes intéressantes de la première ébauche de pensée de l'archevêque, et les citations de la version latine à rapprocher de la rédaction française.

« Très Saint-Père. — Je ne saurais exprimer à Votre Sainteté la douleur que j'ai ressentie en apprenant son passage dans la ligne entière de mon diocèse sans que j'aie pu avoir la consolation de me présenter devant elle et de lui demander sa bénédiction apostolique pour les fidèles de mon diocèse et pour moi. — Instruit dans ce moment de la résidence actuelle de Votre Sainteté à Savone, me (*sic*) donne le temps de lui adresser ma lettre ; j'en profite pour remplir le devoir qu'il m'eût été si doux d'accomplir de vive voix. — D'un autre côté je suis invité

1. Le ministre des Cultes à Cicé, 24 juillet 1809, autogr., ms 262 *cit.* Réponse de Cicé, 2 août (brouillon au ms 262) ; Lettre au cardinal Fesch, déjà citée ; Le ministre des Cultes à Cicé, 17 août 1809, autogr., ms 262.

à écrire à Votre Sainteté sur les difficultés survenues au sujet de la forme des bulles des nommés récemment à plusieurs sièges, tels que Malines, Paris, etc. Je suis également informé¹ du moyen qui a été proposé pour concilier les difficultés. — Ah sans doute il est bien désirable pour l'intérêt de la religion, de l'Eglise et de la société entière que de telles difficultés puissent être conciliées. — Les suites qui pourraient en résulter sont bien alarmantes². — Je respecte les raisons qui ont pu déterminer Votre Sainteté à s'écarter de la forme constamment suivie depuis le Concordat de Léon X et de François I^{er}. — Mais Votre Sainteté trouvera sûrement bon qu'un ancien évêque, doyen du clergé de France aussi sincèrement, aussi constamment attaché au Saint-Siège apostolique lui soumette avec respect les réflexions que lui suggèrent les circonstances actuelles³. — Ce n'est pas la première fois qu'il s'est élevé des contestations entre nos souverains et le chef de l'Eglise. — A ces époques si pénibles et si douloureuses, dans ces temps d'épreuve permis par les dispositions de la providence divine, le clergé de France placé entre deux devoirs a mis tous ses soins à les concilier, et quelque vives que fussent ces contestations, il y est toujours par la grâce divine heureusement parvenu. — Ainsi ont pu se composer les différends, ainsi ont été écartées les mesures violentes que les ennemis de l'Eglise ou de l'Etat n'ont pas manqué de provoquer. Le refus de donner des bulles soit sous le règne de Louis XIV, soit pendant la régence après sa mort excitèrent les plus ardentes recherches pour parvenir à contester la nécessité même des bulles et à rechercher les moyens d'y suppléer nonobstant l'ordre établi dans la discipline actuelle de l'Eglise. — Nous devons prévoir aujourd'hui

1. « *Interim* », dit la version latine.

2. « *Heu ! Sanctissime Pater, quantum religioni, quantum Sanctæ Matri Ecclesiæ, quantum universæ societati optandum est, ut illæ omnino solvantur ambages quarum consecraria formidolosa me vel leviter de omnibus rerum adjunctis gnarum et nihilominus de controversiæ magnitudine consciùm perterrent.* »

3. « *Attamen ingrata profecto non erunt Beatitudini vestræ considerationes quas antiquissimus totius Gallicani cleri episcopus et Stæ Apostolicæ Sedis cultor constanter addictissimus, illi, ob præsentis circumstantias humillime subjicit.* » Dans le brouillon en français l'archevêque a d'abord écrit : « Outre que de telles questions sont naturellement réservées à la décision du chef de l'Eglise, j'avoue que par l'effet des circonstances actuelles, je ne pourrais que me livrer à des conjectures incertaines. » Puis il a biffé.

plus que jamais les mêmes recherches et les mêmes tentatives. Cet état de choses excite nos plus vives alarmes. — Toute difficulté serait levée si Votre Sainteté agréait le moyen qui était proposé ¹.

« Cependant j'avouerai ingénument à Votre Sainteté que je verrais toujours avec inquiétude changer la forme établie depuis le Concordat de Léon X et de François I^{er}, renouvelée par Votre Sainteté et par l'Empereur. Cette forme a acquis par le laps du temps et un constant usage un caractère bien vénérable. — D'un autre côté en considérant la nature du droit qu'exerce le souverain dans la nomination des sujets et celle des bulles qu'accorde le Saint-Siège, on pourrait peut-être parvenir à lever les difficultés dont il s'agit ² : c'est du moins le vif désir que j'en ai qui me fait oser présenter mes réflexions à Votre Sainteté. Quelle est donc la nature de la nomination faite par le prince temporel ? — Dans son essence et d'après le texte même du Concordat, c'est purement un droit de patronat de tous les bénéfices consistoriaux, semblable au droit de patronage reconnu depuis longtemps dans nos lois canoniques en faveur d'ecclésiastiques ou de laïques ; mais ce droit dans la main du souverain temporel acquiert un degré d'excellence qui le rend éminent entre tous les droits semblables ; ainsi il cumule les droits des patrons laïcs à ceux des patrons ecclésiastiques ³ ; ainsi nos Rois jouissaient, en vertu de bulles apostoliques pour les bénéfices faisant partie de leurs saintes chapelles du droit d'y nommer sans que les pourvus eussent besoin d'aucune institution canonique. — Mais néanmoins ce n'est au fond qu'un droit de patronage, un acte de présentation ⁴, un acte purement temporel, qui laisse en leur entier tous les droits de la puissance spirituelle. — Ce droit est dans les laïcs un droit

1. « *Tolleretur omnis timor, si Vestræ Sanctitati ea, quæ fuit ei proposita, difficultatem solvendi ratio placeret.* »

2. « *Abunde cogitandi mihi de natura tum juris quod exercet Princeps temporalis in nominando, tum Bullarum quas nominatis concedit Sancta Sedes, via videtur quædam inveniri posse, qua præsentis controversiæ dirimantur* »

3. « *Illud autem prout a Principe temporali exercetur, quemdam excellentiæ gradum videtur adipisci, qui regale illud jus, quasi eminentissimum inter cætera ejusdem speciei jura constituit, ita ut nonnunquam jura patronatûs tum laici, tum clerici cumulaverit.* »

4. « *Regale istud jus simplex ac prorsus temporalis præsentandi actus.* »

de terre¹ de présenter dans un délai fixé à l'Eglise un sujet pour remplir, s'il en est jugé digne, tel ou tel bénéfice. — Le sujet nommé n'acquiert par là que l'idoneité nécessaire à jouir de tous les droits temporels du bénéfice², pourvu encore une fois qu'il en soit jugé digne. — Dans aucun temps en effet l'Eglise n'aurait pensé à confier à aucun autre pouvoir qu'un pouvoir ecclésiastique, le droit de juger de la capacité du sujet. — Il suffit d'examiner les actes du Concordat de Léon X et de François I^{er} pour y reconnaître ces principes. — Ces actes imposent au souverain de nommer dans les six mois et ils réservent au Saint-Siège le droit de juger de la capacité du sujet présenté. — Tels sont les droits respectifs des deux pouvoirs. L'un est un droit purement temporel attaché toujours à son titre de souverain par l'effet du Concordat ; effet qu'il ne paraît qu'aucune concurrence puisse empêcher ni modifier : effet dont la forme a été réglée et déterminée par le Concordat ; il n'y aurait d'entreprise d'un pouvoir sur l'autre qu'autant que ou le prince temporel prétendrait en nommant un sujet lui conférer les pouvoirs spirituels, ou la puissance spirituelle voudrait pourvoir d'un évêché sans présentation préalable du prince temporel ; sans suivre exactement les clauses du Concordat. — Cette conclusion paraît résulter manifestement de l'oracle divin : *reddite quæ sunt Cæsari*, etc., etc., maxime professée des deux parts. — Qu'il serait heureux que cette manière de considérer les choses pût écarter les difficultés élevées et prévenir les discussions alarmantes qu'il est aisé de prévoir surtout dans les temps et les circonstances actuelles et mettre un terme à l'état de viduité où se trouvent plusieurs sièges épiscopaux de notre Eglise³ ! — Il est ce me semble intéressant d'observer que dans les difficultés qui se sont parfois élevées sur la nomination des évêques, il n'a jamais été question que du choix et de l'idoneité des sujets et jamais sur la forme établie par le Concordat, en sorte que c'est aujourd'hui une question toute nouvelle. — Encore une fois, Très Saint-Père, pardonnez à votre très dévot fils la liberté qu'il prend de soumettre ses réflexions à la haute

1. « *Terreum est jus.* »

2. « *Nominatus nihil ex ea præsentatione acquirit, nisi facultatem recipiendi temporalia illius beneficii jura.* »

3. « *Miserandæ nostrarum ecclesiarum viduitati.* »

sagesse, à la lumière et au zèle de Votre Sainteté. Et je la supplie en faveur de la pureté des motifs qui m'animent, de vouloir bien m'accorder sa bénédiction apostolique ¹. — Je suis avec un profond respect et la soumission que je vous dois, de Votre Sainteté le très dévôt fils. — C'est la grâce que sollicite avec ardeur, *Beatissime pater, obsequentissimus et devotissimus filius.* »

Dans ce document l'opinion de Mgr de Cicé ne transparait guère, tant sa pensée aux abois se dépense en raisonnements subtils, tant les formes, déjà nuageuses à l'ordinaire, du style ecclésiastique, deviennent ici plus estompées, plus ondoyantes.

Il semble que Mgr de Cicé accepte la solution préconisée par l'Empereur, la concession des bulles par la chancellerie pontificale au ministre des Cultes sans que l'Empereur apparaisse. Il semble que Mgr de Cicé propose cette solution au Pape, mais comme un simple pis aller. Par contre ses préférences vont évidemment au régime ancien de l'Eglise, tel que l'avait établi le Concordat de 1516, régime suivant lequel la bulle d'institution pontificale suivait la nomination par le souverain. D'autre part, et ici le sentiment de l'archevêque ne peut qu'agréer au Pape, Mgr de Cicé dépouille pour ainsi dire de toute validité le droit de nomination des évêques par le souverain ; il reconnaît au pouvoir spirituel toute la réalité, toute la substance du droit de nommer aux évêchés, le pouvoir temporel ne gardant d'après lui que la prérogative de présenter un candidat au Saint-Siège. « *Nobis nominare* », voilà le rôle que Léon X assignait au roi de France dans le Concordat de 1516. (On sait que la thèse et l'expression devaient être reprises aux derniers jours du Concordat par la curie romaine). De même M. de Cicé reconnaît au Pape, suivant les formes anciennes le droit de vérifier les titres des candidats à l'épiscopat

On comprend maintenant pourquoi l'archevêque, dans sa première lettre à Bigot de Préameneu, déclarait préférer les formes anciennes en matière d'institution canonique, et c'est à l'abri de ces formes anciennes, sous leur invocation, qu'il énonçait son avis.

1. « *Quam supplex efflagitat.* »

Le tout, Bibl. Méjanes, ms 262.

Enfin dans une sorte de note finale, beaucoup plus importante que ne l'indique sa place dans l'ensemble du développement, l'archevêque rappelle au Souverain Pontife que les prédécesseurs de ce dernier sur le trône de Saint-Pierre n'ont jamais refusé l'institution canonique pour des motifs autres que l'indignité du candidat.

Ainsi, commençant par approuver sans chaleur l'expédient proposé par le gouvernement, se ralliant en second lieu à la méthode d'institution canonique qui, du Concordat de 1516 à 1789, a fonctionné au profit de l'Eglise gallicane, donnant ensuite un complet assentiment aux principes ultramontains, rappelant en dernier lieu que les précédents ne justifient point l'application actuelle par le Saint-Père de ces principes, la lettre de Mgr de Cicé oscille avec la prudence la plus calculée, pour demeurer en équilibre entre les deux partis.

Il ne faut pourtant pas voir dans ce mémoire à consulter rédigé par l'archevêque le désir exclusif de ne point se compromettre. Mgr de Cicé était sans doute arrivé très sincèrement à la solution qu'il proposait au Pape. En effet cette solution il l'indiqua le 10 octobre, bien plus clairement que dans sa lettre au Saint-Père, au ministre des Cultes : « Je n'ai point encore reçu, lui écrivait-il, la réponse que j'attends du Saint-Père. Mais mon zèle me porte à vous rendre compte d'une idée qui m'a paru propre à écarter toute difficulté... — En considérant attentivement le Concordat de Léon X et de François I^{er}, je n'y trouve au fond que les principes et même la forme essentielle établie pour l'exercice du patronage des bénéfices. — Or, suivant cette forme, il ne s'agirait de la part de Sa Majesté, que d'un simple acte de présentation à tel ou tel évêché. Cet acte serait présenté à Sa Sainteté par son ambassadeur ou envoyé ; et Sa Sainteté y répondrait purement et simplement par l'expédition des bulles. Il y aurait toujours lieu à l'exécution des clauses dudit Concordat relatives à l'excellence du patronage du Prince, soit dans le cas du délai de nomination, soit dans le cas du refus d'instituer le sujet présenté ¹. »

Donc, comme concession au Saint-Père, l'archevêque d'Aix réduisait bien la nomination des évêques par l'Empereur à « un

1. Cicé au ministre des Cultes, ms 262, p. 603.

simple acte de présentation » ; comme concession au pouvoir laïque, il proposait l'expédition obligatoire, automatique pour ainsi dire, des bulles d'institution par le Saint-Siège. L'Empereur ne pourrait que présenter des candidats ; le Pape ne pourrait que les accepter, sauf les cas d'indignité dont lui seul serait juge.

N'était-ce pas d'ailleurs la solution adoptée par ce Concordat de 1516, que visiblement les circonstances faisaient regretter par M. de Cicé, et cette formule n'avait-elle pas abouti en fait à l'autonomie de l'Eglise gallicane sous la direction de son épiscopat, c'est-à-dire au régime de tout temps préféré par Mgr de Cicé ? D'autre part dans son discours du 13 germinal an X au Corps législatif sur l'organisation des cultes, Portalis, dont l'esprit est si proche de celui de M. de Cicé, avait déclaré : « le Pape, en instituant, est collateur forcé et... il ne peut refuser arbitrairement l'institution canonique au prêtre qui est en droit de la demander » et plus loin : « sous l'ancien régime, si le Pape instituait les évêques, c'était le prince qui les nommait. On avait regardé avec raison l'épiscopat comme une magistrature..... » Par contre, Portalis, le 24 messidor an X (13 juillet 1802), déclarait dans une circulaire ministérielle aux évêques : « C'est l'institution du pape qui donne à l'Evêque sa mission spirituelle. »

L'argumentation de Mgr de Cicé est intéressante par elle-même. Elle l'est aussi en ce que, à la différence des autres prélats astreints à la même démarche, il se gardait d'adopter complètement l'expédient préconisé par le ministre des Cultes. Il esquivait ainsi l'argument très simple mais irréfutable que leur opposa le Souverain Pontife. « Nous ne pouvons y acquiescer sans reconnaître à l'Empereur le droit de nomination et la faculté de l'exercer. Vous dites que nos bulles seraient accordées non à ses instances, mais à celles du conseil et du ministre des Cultes ? D'abord l'Eglise catholique ne reconnaît pas de ministre des Cultes dont l'autorité dérive de la puissance laïque, et puis ce conseil, ce ministre ne sont-ils pas l'Empereur lui-même ? Sont-ils autre chose que l'organe de ses ordres et l'instrument de ses volontés ? »

De plus et ceci est tout à l'honneur de Mgr de Cicé, tandis que les lettres de Caprara, de Barral ne contenaient pas un mot

de compassion pour le sort du Saint-Père, les premières paroles de l'archevêque d'Aix exprimaient en termes émus sa sympathie pour la victime de l'Empereur.

On sait que la démarche prescrite à Mgr de Cicé et à ses collègues ayant échoué, Napoléon réunit en novembre 1809 une commission ecclésiastique pour examiner la situation. Est-ce un effet de la froideur avec laquelle l'archevêque d'Aix avait présenté à Pie VII la solution gouvernementale? Est-ce à cause de la maladie qui minait le prélat? Toujours est-il que M. de Cicé ne fut pas de cette commission.

La commission où, sous la présidence de Fesch, Mgr de Barral et Mgr Duvoisin prêts à toutes les concessions, voisinaient avec la fermeté d'Emery, la commission déclara: « Tous les pouvoirs des ministres de l'Eglise étant d'un ordre spirituel, c'est à l'Eglise seule à les conférer. » Mettez « Pape » au lieu de « Eglise » et vous aurez la pensée réelle de la commission. Par contre la commission jugeait que le droit d'institution canonique réservé au Pape ne pouvait pas « être exercé arbitrairement », ni le refus d'institution motivé par des considérations temporelles. Ce sont bien là en somme les raisonnements de Mgr de Cicé.

Il n'est pas inutile d'observer que sur l'impossibilité de dépouiller le Pape de l'institution canonique, au concile de 1811 Mgr Miollis, Mgr de Bausset-Roquefort, les deux confidents de Mgr de Cicé alors décédé se montreront intraitables¹.

Cependant, que pensaient les Provençaux de l'internement de Pie VII à Savone, internement sur lequel des précisions filtrèrent peu à peu?

Fatalement l'émoi grandissait. En septembre 1809 fut répandu dans les Bouches-du-Rhône et le Var l'*Extrait de la correspondance authentique de la cour de Rome avec la France, depuis*

1. Circulaire du ministre des Cultes à l'épiscopat, 24 messidor an X (Arch. nat., F¹⁹ bis + 65, n° 84). Voir sur les lettres Caprara et de Barral, ce dernier, dans *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique*, p. 81 et d'Haussonville, t. III, p. 401. Pour le reste, voir de Barral, p. 110; d'Haussonville, t. IV, p. 37, 61; Welschinger, *op. cit.*, p. 109-113. — Sur les événements de 1811 et 1813, voir de Pradt, *Histoire des Quatre Concordats*, t. II, p. 480; d'Haussonville, t. IV; Welschinger, p. 182-251, 306-334. — Sur Miollis, voir d'Haussonville, t. IV, p. 358, 369; sur de Bausset, voir Bulletin de la Société d'études de Draguignan, déjà cité, p. x.

l'invasion de l'Etat romain jusqu'à l'enlèvement du Souverain Pontife. Le public s'en disputa les exemplaires. Les administrateurs cherchèrent en pure perte d'où partait ce colportage séditieux. Thibaudeau écrivait : « Il aurait fallu des visites domiciliaires », notamment à Marseille chez l'abbé Carles, vicaire à Notre-Dame du Mont, l'abbé Gautier, vicaire à Saint-Ferréol et d'anciennes protectrices de Reimonet. Mais, ajoutait le préfet, ces visites produiraient « un mauvais effet dans l'opinion publique parce qu'elles porteraient sur des familles considérées ». Il est vrai, disait encore le préfet, que cette brochure était trop volumineuse pour avoir de l'influence sur l'esprit du peuple : seulement elle était « propre à corrompre l'opinion des dévôts de la classe bourgeoise ». D'après d'Azémar cependant, le document était inconnu dans le Var et, dans ce département privilégié, nul ne se souciait de cette affaire.

Naturellement, dans les Bouches-du-Rhône tout au moins, les royalistes attisaient le feu. On annonçait un schisme, l'institution d'un patriarche. Le 24 septembre 1809, au grand théâtre de Marseille, comme on jouait *Pierre le Cruel*, des spectateurs applaudirent « vivement et avec des intentions évidemment perverses. »

Reprenez Transtamare et rendez-moi Bourbon.

« Si l'Empereur gouvernait l'Eglise en même temps que l'Etat, écrit Permon, mon opinion est que les âmes timorées, qui sont en assez grand nombre, concevraient de vives alarmes » et « les esprits, les sages parmi ceux qui tiennent à la religion de leurs pères, désirent la convocation d'un concile œcuménique ».

Les prêtres furent quelque peu rassurés par la réponse que fit l'Empereur à une députation de la noblesse romaine, le 16 novembre : « Votre siège, le premier de la Chrétienté, continuera de l'être. Votre évêque est le chef spirituel de l'Eglise comme j'en suis l'Empereur. » Un résultat analogue fut obtenu par le *Tableau historique de l'Empire français* que lut au Corps législatif le ministre de l'Intérieur, et où l'article *Cultes*, l'article *Politique* montraient l'Empereur s'élevant contre toute idée de porter atteinte au pouvoir spirituel et de créer un patriarche. Du moins c'était à voix basse que les ecclésiastiques com-

mentaient les événements. Leur attitude demeurait circonspecte dans tout le diocèse. Les suffragants de Mgr de Cicé réussissaient, comme lui, à maintenir leurs subordonnés ¹.

Cependant, dans des circonstances aussi difficiles, il arrive que tous les calculs soient démentis par les événements. L'affaire Desmazure en est la preuve.

IV

L'affaire dont l'abbé Desmazure fut le héros est intéressante à cause du caractère du personnage et de la légèreté avec laquelle il fut accueilli par les plus hauts fonctionnaires civils et militaires, légèreté qui n'a d'égale que la désinvolture avec laquelle ils le renièrent lorsqu'il devint compromettant.

L'abbé Thomine Desmazure, né à Beauvais, était entré vers 1800 dans les ordres, après avoir servi comme officier. Titulaire d'une cure au diocèse de Beauvais d'après Forneron, chanoine honoraire de Bayonne, résidant d'ordinaire à Paris, il avait paru dans divers diocèses comme missionnaire. En 1807 Mgr de Cicé lui avait confié la prédication du carême à Marseille, et l'abbé avait eu beaucoup de succès. Ses sermons, au dire des administrateurs eux-mêmes, étaient « basés sur des principes de moralité et de religion qui ne peuvent que provoquer l'attachement au gouvernement », et il faisait surtout « ressortir les obligations infinies que tous les ordres de la société doivent incontestablement à la sagesse autant qu'à l'énergie de Sa Majesté ». Aussi le retrouvons-nous prêchant à Marseille, à Toulon en 1808, et il revenait en 1809 faire office de sermonnaire dans les départements provençaux. Bien reçu à Aix par Mgr de Cicé, il avait trouvé le plus aimable accueil auprès de Thibaudeau et à Toulon auprès du préfet maritime, Ganteaume, dont il était l'hôte à bord du vaisseau-amiral. L'archevêque, s'il n'avait été immobilisé à ce moment par ses infirmités, aurait présenté lui-même l'abbé Desmazure au roi et à la reine d'Espagne. La présentation eut lieu cependant.

1. Arch. nat., F⁷ 3659⁶, 8527, 3659⁷. *Pierre le Cruel*, tragédie de Du Belloy, jouée pour la première fois à Paris en 1772, Arch. nat., F⁷ 8510, F⁷ 3651.

Or l'abbé avait, depuis longtemps assurera-t-il plus tard, l'intention de visiter l'Italie et de saluer le Saint-Père à Rome. Apprenant que Pie VII était à Savone, l'abbé annonça dans Marseille qu'il irait l'y voir. A cet effet il obtint de Thibaudeau, le 5 octobre 1809, un passeport et une lettre d'introduction auprès des autorités de Savone. Dès lors il fit l'homme important, se fit charger par le roi d'Espagne et par Mgr de Cicé de solliciter pour eux la bénédiction de Sa Sainteté. Puis M. Desmazure se mit en route pour Savone, promettant son retour à Marseille pour le 1^{er} novembre.

A Savone l'abbé trouva le général Berthier, le frère du prince de Wagram, chargé, sous le titre quelque peu archaïque de maire du palais du pape, de faire la police autour de la personne du Saint-Père. Berthier accueillit d'abord Desmazure avec méfiance puis il s'humanisa et l'abbé fut présenté deux fois, en public du reste, au Souverain Pontife. Il semble bien que le général se laissa réellement prendre aux offres de dévouement et de services de Desmazure, d'autant que ce dernier se présentait muni de la recommandation de Thibaudeau. Le général conseilla au prédicateur de ne point parler au Pape du roi d'Espagne et Desmazure obéit. Mais le prêtre adressa au pape deux petits discours qui firent plaisir à l'illustre captif. Desmazure reçut même de Pie VII « des marques de tendresse », à ce qu'il affirme. « M. le colonel de la gendarmerie a daigné m'accompagner avec plusieurs officiers jusqu'à mon hôtel » à la sortie de l'audience, dit-il encore.

L'abbé enchanté assura en partant qu'il ferait connaître la résignation du Saint-Père, et détruirait les impressions fâcheuses produites par quelques libelles dirigés contre Sa Majesté. Il repartit de Savone le 24 octobre et s'arrêta à Toulon pour y prêcher l'octave des Morts.

Subitement le 26 octobre Napoléon écrivait à Fouché : « Donnez ordre sans délai que le prêtre Desmasures (*sic*) qui va à Savone pour voir le Pape soit arrêté après qu'il aura vu le Saint-Père. Ses papiers vous seront envoyés et sa personne envoyée au château de Compiano (duché de Parme) où il sera détenu au secret, sans qu'il puisse correspondre avec qui que ce soit. » L'abbé Desmazure venait précisément, en chaire à Toulon, de flétrir les « puissants de la terre qui ont souvent fait

couler des flots de sang pour satisfaire leur insatiable ambition », quand le 7 novembre le commissaire général de police Caillemer le mit en arrestation. L'on perquisitionna dans ses papiers et il essaya vainement d'en détruire. On le mit ensuite au secret et son arrestation faisant sensation dans la ville, Caillemer le 10 novembre l'expédia sur les prisons de Turin.

L'abbé montra dès son incarcération tous les signes d'une agitation extrême : il revêtit la soutane et le rabat, qu'en temps ordinaire il ne portait presque jamais, et pendant plusieurs jours il refusa toute nourriture. Il n'était pas d'ailleurs égaré au point d'oublier ses protecteurs de naguère. De Toulon, avant son départ, il s'adressa en ces termes à Thibaudeau : « Vous attesterez, la Provence attestera, la France entière attestera que l'abbé Desmazure a constamment annoncé la morale évangélique, cette morale sublime, toute céleste, qui commande l'obéissance aux autorités supérieures, l'amour de la patrie, la fidélité aux souverains qui régissent les empires. . . . Je puis assurer que dans plusieurs circonstances j'ai concouru efficacement à augmenter le nombre des partisans si multipliés du gouvernement actuel. . . . Je m'occupe d'une lettre pour notre auguste Empereur. Déjà Sa Majesté a entendu parler de moi plusieurs fois et, je ne crains pas de le dire, sous des rapports qui m'étaient avantageux. » A Ganteaume il écrivait : dans l'éloge funèbre de M. Lamarque, oncle du général Lamarque, « j'ai payé à notre auguste Empereur le tribut d'admiration que l'on doit au restaurateur de la religion en France » et : « Je demande au Ciel qu'il vous conserve encore un siècle : quand, comme vous le faites, on ne vit que pour faire des heureux on ne devrait jamais mourir. »

Seulement l'abbé disait aussi à Ganteaume : « Avant mon départ de Marseille, M. Thibaudeau eut la bonté de me faire voir une brochure intitulée *Correspondance authentique*, etc. Cette production était suivie d'une lettre qui excitait son indignation et la mienne. » Il s'agit de la lettre datée de Gênes, qui termine l'*Extrait de la correspondance authentique de la cour de Rome avec la France* et qui raconte le voyage du Pape de Rome à Savone. « J'en ai pris une copie, ajoutait Desmazure, pour pouvoir la réfuter plus complètement dans un ou-

vrage que je pensais soumettre à notre auguste Empereur. Je ne sais si cette lettre s'est trouvée confondue avec mes sermons lorsque M. Caillemer est venu s'en emparer. Dans ce cas j'ai fait. . . recommander à M. Thibaudeau de ne pas oublier que j'avais en sa présence frappé d'anathème cette lettre. » Mais ce que l'abbé taisait, c'est qu'on avait trouvé dans ses papiers une réfutation de la circulaire envoyée le 13 juillet par Napoléon aux évêques à l'occasion de Wagram, et peut-être était-ce cette réfutation qu'il avait essayé de déchirer.

En fin de compte l'abbé demandait l'intercession de Thibaudeau et de Ganteaume auprès du ministre de la Police.

L'amiral fut peu satisfait du recours que lui adressait l'abbé Desmazure. Il écrivit à Thibaudeau : « Cet illuminé qui s'est depuis fait arrêter, prenant de simples honnêtetés pour des témoignages d'un grand intérêt, a jugé à propos de m'avouer pour son protecteur et de réclamer mon assistance auprès du ministre de la Police : au moment où je m'y attendais le moins, je reçois une lettre de lui datée de Gênes et, comme il me parle de vous, je me permets de vous en adresser copie. J'envoie au ministre de la Police la lettre originale. »

Thibaudeau était encore plus penaud. Dans une note justificative dont il eut grand peine à établir la rédaction, il écrivait pour le ministère de la Police : « Le préfet du département des Bouches-du-Rhône crut que l'abbé Desmazure était chargé de quelque mission de la part de quelque parti de dévôts. En conséquence il pensa qu'il fallait lui donner tous les moyens d'aller à Savone, en prenant des mesures secrètes pour connaître l'objet de cette mission. Le 5 octobre il fit délivrer un passeport à l'abbé Desmazure et lui remit une lettre de recommandation pour le préfet de Savone. Le préfet comptait écrire le lendemain à son collègue de faire surveiller l'arrivée de l'abbé et de faire examiner ses papiers, mais le préfet fut atteint ce jour même d'une esquinancie avec fièvre qui l'a retenu au lit pendant douze jours sans pouvoir en aucune manière s'occuper d'affaires. Comme le préfet savait que l'abbé Desmazure devait être de retour en Provence pour le 1^{er} novembre, il ne donna aucune suite à son projet. »

Cette lettre se croisa avec une note de Pelet de la Lozère où ce dernier exprimait à Thibaudeau tout l'étonnement du minis-

tre de la Police pour la conduite du préfet des Bouches-du-Rhône dans cette affaire.

Ainsi les protecteurs de l'abbé se dérobaient à qui mieux mieux. L'abbé fut écroué à Compiano conformément à l'ordre de l'Empereur, sans jugement. Un an après, de Compiano, il écrivait à Thibaut : « Un seul mot de votre part m'arrachera aux horreurs de ma prison » et : « Je le déclare hautement. Je suis victime de ma fidélité à Napoléon le Grand ». Vaines espérances. Seule la Restauration devait ouvrir à l'abbé Desmazure les portes de son cachot.

Qu'y avait-il de répréhensible dans son cas ? Il avait certainement joué double jeu, loyaliste envers les autorités impériales, papiste par ailleurs. Mais il semble que Napoléon l'ait fait arrêter simplement parce qu'il avait été voir le Souverain Pontife. Or ici l'abbé pouvait se considérer comme couvert par le passeport du préfet des Bouches-du-Rhône. Si l'abbé était frappé, quelle peine devait-on réserver au préfet ? Ou Thibaut se plaisait au rôle d'agent provocateur, comme il eut la vilenie de l'écrire au ministre de la Police pour se disculper, ou c'était un administrateur bien imprudent. On ne peut comprendre qu'il ait alors évité la disgrâce complète, qu'en se reportant à ses vieilles relations avec Pelet de la Lozère et l'état-major d'anciens révolutionnaires placé par Fouché au ministère de la Police.

Malgré tout ce que pouvait avoir de redoutable la colère du Maître, l'incident Desmazure ne fut point funeste à l'archevêque d'Aix. De fait Mgr de Cicé avait pu se croire autorisé par le passeport préfectoral à charger l'abbé de ses hommages pour le Pape. Le préfet n'étant point puni, c'eût été une iniquité de sévir contre le prélat. Et vu sa santé misérable, c'eût été aussi une cruauté, une cruauté inutile ¹.

L'année 1810, dont Mgr de Cicé ne devait guère voir que la

1. Desmazure ou Desmazuers-Thomine. Publie un *Eloge historique de M. l'abbé Lamarque, vicaire général de Bayonne*, et une *Notice sur M. l'abbé Bilhère, supérieur des Missions étrangères* (Picot, *Mélanges de philosophie*, t. VI, p. 522). Prêchera de nouveau dans les Bouches-du-Rhône en 1814-1815 en affichant un royalisme ardent. Chanoine, missionnaire apostolique, chevalier du Saint-Sépulcre, aumônier de l'ambassade de France près la Sublime Porte en 1821 (portrait de lui au n° 13748 bis de la collection d'estampes de la Bibl. de la ville de Lyon), mort évêque de Sinope. Il venait de lancer en 1809 une souscription

moitié, débuta pour le clergé comme la précédente. Napoléon continuait à prodiguer au Pape les avanies, au clergé de France les égards et concessions entremêlés de subitès violences. La commission ecclésiastique réunie par l'Empereur qualifiait la bulle d'excommunication d' « excès de pouvoir ». Le 17 février un senatus-consulte réunissait l'Etat romain à l'Empire et prétendait imposer aux papes à venir, le « serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Eglise gallicane arrêtées dans l'assemblée du clergé en 1682 ». Le 25 février les quatre propositions étaient déclarées « loi générale de l'Empire » et tous les professeurs de théologie recevaient la consigne d'avoir à les enseigner. Enfin, si le 1^{er} avril Napoléon épousait la catholique Marie-Louise, la fille de ces Habsbourg qui avaient toujours défendu l'Eglise, le 2 avril il expulsait des Tuileries sans plus de formes que pour des laquais, ceux des membres du Sacré Collège qui n'avaient point paru à la cérémonie religieuse du mariage et, dépouillées des couleurs des princes de l'Eglise, devenues de la sorte « les cardinaux noirs », ces victimes du conflit entre le Pape et l'Empereur étaient exilées loin de Paris.

Naturellement l'émoi des Provençaux n'en était point apaisé. Pourtant le seul indice révélateur d'un trouble dans les esprits, c'est le complot de Guidal, Charabot et autres pour enlever Charles IV de sa prison dorée de Marseille et c'est un complot républicain.

La réserve des ouailles de Mgr de Cicé ne s'explique pas seulement par la circonspection qu'observait l'archevêque lui-même et qu'il imposait à son clergé. Les royalistes étaient déconcertés par le mariage de Napoléon avec la fille des Habsbourg, par son entrée dans la plus ancienne et la plus glorieuse des dynasties légitimes. Ceux des dévôts qui n'avaient

pour élever un monument à Massillon à Hyères (Picot, *ibid.*, t. VII, p. 95). Sur l'affaire, voir Arch. des Bouches-du Rhône, V¹⁶ ; Arch. nat., F⁷ 3659⁶ ; Chotard, *Le pape Pie VII à Savone d'après les minutes des lettres inédites du général Berthier au prince Borghèse*, Paris, 1887, in-8 ; d'Haussonville, *op. cit.*, t. III, p. 397 ; Lecestre, *op. cit.*, t. I^{er}, n° 541 ; Jauffret, *Mémoires*, t. II, p. 310 ; Forneron, *op. cit.*, t. III, p. 560. Jauffret envoie Desmazure à Campiano près de Gènes : Napoléon a donné ordre de l'incarcérer à Compiano, duché de Parme. César Berthier (1765-1819) général de division du 3 janvier 1806, comte de l'Empire du 13 février 1811 et gouverneur du Piémont.

point d'arrière-pensée politique, tout en déplorant les sévices infligés au Saint-Père, trouvaient une consolation dans l'union du Souverain avec la famille de la Majesté Apostolique, dans le respect des rites religieux lors de cette union, dans l'affirmation par l'Empereur en toute circonstance de l'inviolabilité de l'autorité spirituelle du chef de l'Eglise. Enfin, pour les Marseillais et autres esprits positifs, les intérêts avant tout : « Si la paix maritime a lieu, écrivait Permon, tous les esprits se rallieront..... qu'on leur rende leur commerce et ils seront contents¹ ».

Dans tous ces événements Mgr de Cicé n'avait point joué le rôle de martyr, et cependant il serait injuste de l'accuser de pusillanimité. Il est bien probable que convaincu de son impuissance entre les deux souverains spirituel et temporel dont chacun prétendait à la soumission absolue de l'épiscopat, Mgr de Cicé préféra réserver à l'administration de son diocèse, à la défense du terrain conquis par l'Eglise sur le pouvoir laïque en Provence, les restes d'une existence et d'une énergie qu'il sentait s'éteindre.

1. Gaffarel, *Les complots de Marseille et de Toulon, 1812-1813*, dans : *Annales de la Société d'études provençales*, 1907, p. 273 ; *Rapports Permon*, Arch. nat., F⁷ 3659⁷. Chose curieuse : une pièce de F⁷ 6529 place en exil les cardinaux Dugnani à Brignoles, Sommaglia à Draguignan, Louis Ruffo à Grasse, Scotti à Toulon.

CHAPITRE III

L'administration du diocèse dans la tempête

(Première partie)

I. Départements et communes continuent à se dérober aux contributions pour le culte. — II. Napoléon croit à des ressources occultes et à une comptabilité occulte de l'épiscopat. Enquête ordonnée en 1808. — III. La loi du 14 février 1810 édicte l'obligation de la contribution pour les communes et réforme les fabriques selon le vœu du clergé. — IV. La générosité pour le clergé commence à se manifester chez les fidèles.

Les circonstances présentes requéraient en effet toute l'habileté de Mgr de Cicé. De fait il ne montra jamais plus d'opportunisme, un esprit plus inventif pour trouver des détours et des ménagements. Ne pas donner barre sur soi-même ; temporiser longuement soit en ajournant la réception des mandataires du gouvernement, soit en s'autorisant d'un état maladif très réel ; opposer aux réclamations capricieuses de l'Etat la demande embarrassante d'une règle précise ; puis en appeler du ministre mal informé au ministre mieux informé, tels furent les procédés de l'archevêque : « J'ai pour principe de ne rien faire ni autoriser dans mon diocèse qui ne soit dans le cercle des choses permises par le gouvernement. Ce principe est surtout indispensable lorsqu'une confiance réciproque n'est pas établie de part et d'autre », écrivait-il. Et le maire d'Aix, ayant à lui signifier des ordres du gouvernement, disait : « Je parierais qu'il me répondra qu'il a fait des représentations et que ses remontrances auront leur effet. C'est là sa marche ordinaire ¹. »

Expédients bien précaires, procédés qui sont du domaine de la chicane plus que de celui de la diplomatie, pensera-t-on.

1. Cicé au ministre des Cultes, 25 mai 1810, ms 262, p. 568. Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 17.

Mais nous croyons que Mgr de Cicé, avec son grand sens politique, se rendait compte que le gouvernement napoléonien manquait beaucoup plus d'esprit de suite qu'on ne le croit généralement et qu'après des accès de colère retentissants, Napoléon se reprenait toujours à l'espoir de rallier l'Eglise à force de faveurs. Mgr de Cicé comprenait sans doute aussi que les fonctionnaires napoléoniens, exception faite des courtes périodes pendant lesquelles ils sentaient peser sur eux le regard du Maître, apportaient moins de zèle à servir un monarque d'avenir très incertain qu'à se concilier cette puissance de l'Eglise que l'histoire montrait bravant les siècles et les révolutions. Il ne s'agissait donc, pour notre prélat, que de s'incliner sous la bourrasque. L'accalmie viendrait après.

I

De fait, tout bien examiné, de 1808 jusques au milieu de 1810, la situation resta favorable au clergé dans le diocèse d'Aix et dans toute la France. S'agit-il du haut clergé ? Un décret du 26 février 1810 accorda des ressources stables aux vicaires généraux. Auparavant, pour peu que l'évêque auquel ils étaient attachés changeât de diocèse, ou que l'âge, les infirmités, etc., les contraignissent à quitter leurs fonctions, n'étant point possesseurs d'une cure ils se trouvaient à l'abandon. Dorénavant le premier canonikat vacant dans le diocèse leur fut réservé quand ils se trouvaient obligés de quitter le vicariat général, et un traitement de 1.500 francs leur était promis jusqu'à ce qu'une vacance se produisît.

Quant au bas clergé, son recrutement était assuré pour quelque temps, grâce aux bourses fondées par l'Empereur dans les séminaires. En 1811, le séminaire métropolitain d'Aix comptera quatre-vingt-seize étudiants en théologie et six cents prêtres seront affectés dans les Bouches-du-Rhône au service du culte.

On a vu comment sur l'initiative de l'archevêque d'Aix, le gouvernement avait généralisé dans tous les diocèses la constitution d'un fond de retraite pour les ecclésiastiques. En 1809 Napoléon promit en outre des secours pour les curés et desservants de plus de soixante ans. Mgr de Cicé s'en autorisa

pour demander un sacrifice de plus : « Je croirais avantageux au bien du service et pour exciter l'émulation, que l'Empereur voulût bien. . . confier aux évêques une somme annuelle pour être distribuée par eux entre les différents curés et desservants, en proportion de leurs bons services et de leurs besoins ¹. »

Mais la question de l'entretien du clergé n'était point complètement réglée par le décret du 30 septembre 1807.

D'abord ce décret n'empêchait point les contestations entre l'épiscopat et les Conseils généraux des départements compris dans chaque diocèse, à propos de la contribution à obtenir de ces assemblées pour le culte diocésain. Mgr de Cicé s'en aperçut bien. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône votait en 1808 la somme de 30.000 francs pour ce chapitre de son budget, renouvelait son vote en 1809, s'excusant de ne pas faire plus parce que le ministère précédemment lui avait interdit de dépasser ce chiffre. De ce côté rien à dire. Mais l'assemblée départementale du Var continuait à voter imperturbablement 10.000 francs tandis que proportionnellement elle aurait dû aller jusqu'à 22.771.

Or l'archevêque réclamait 70.000 francs pour les deux départements réunis. Le Conseil général du Var déclara que le préfet du Var aurait dû être consulté, qu'on ne lui avait pas communiqué le détail des dépenses, que la somme à allouer à l'archevêque était trop considérable, qu'il ne fallait pas répartir les dépenses du culte entre les deux départements proportionnellement au chiffre de l'impôt foncier, mais d'après le chiffre de la population et celui de la totalité des impositions. Tout ce qu'obtint l'archevêque, c'est que en 1810 le Conseil général du Var se haussa jusqu'à 12.000 francs. Les dépenses du culte, d'après lui, devant « être acquittées plus par sentiment que par devoir », et chaque citoyen devant « présenter des offrandes au moins proportionnées à sa fortune ».

Au bout de sept années d'apostolat, l'archevêque d'Aix n'avait donc pu décider les Varois à d'importants sacrifices pour le culte. On s'explique un peu l'ostracisme dans lequel il les tenait,

1. Picot, *Mélanges de philosophie*, t. VIII, p. 139 ; Arch. nat., F¹^e III Bouches-du-Rhône 7, 2^e semestre de 1811 ; Cicé au ministre des Cultes, 10 janvier 1810, ms 262, p. 560.

et qui du reste était pour eux un prétexte à persévérer dans leur attitude ¹.

Quant aux communes qui formaient des succursales et non des paroisses, elles n'avaient plus à fournir un traitement à leur desservant, puisque le décret du 30 septembre 1807 mettait les desservants à la charge de l'Etat. Toute succursale devant être supprimée en dehors de celles dont l'Etat acceptait l'entretien, il semblait impossible qu'il y eût pour lui de nouvelles surprises et qu'il dût être obligé de se substituer à nouveau à des communes incapables de rétribuer leur pasteur. En réalité, même le décret du 30 septembre 1807 ne pouvait parer aux contestations entre clergé et communes.

Il subsistait à la charge de ces dernières les augmentations de traitement qu'elles avaient pu consentir à leurs desservants, la rétribution du service dans les chapelles et annexes ou églises de secours. Chapelles et annexes, stipulait le décret du 30 septembre, ne seraient établies dans les communes qui en réclameraient, que si le conseil municipal ou « les principaux contribuables s'engageraient d'avance à payer le chapelain ou le vicaire ». Mais l'indiscrète ardeur des communes privées de succursale et qui sollicitèrent une chapelle ou une annexe ne dut point être réfrénée par Mgr de Cicé. L'archevêque était, nous l'avons dit, fort contrit d'avoir à supprimer des succursales. Aussi un état qu'il envoyait à la fin de 1807, des églises et chapelles à conserver pour l'usage du culte fut trouvé au ministère « très considérable » et renvoyé au prélat pour revision à opérer d'accord avec les deux préfets. Mgr de Cicé n'en multiplia pas moins les chapelles et annexes, non seulement celles qui, comme Notre-Dame de la Garde et les chapelles de la banlieue de Marseille étaient une source de revenus ou avaient pour les entretenir les contributions des possesseurs de villas des environs de la grande ville, mais dans la campagne au

1. Délibération du Conseil général des Bouches-du-Rhône, 12 janvier 1809, Registre an XIII-1816 aux Arch. des Bouches-du-Rhône ; délibération de celui du Var, 15 janvier, Registre 1800-1809 aux Arch. du Var ; 17 février 1810, du même, Registre 1810-1819 ; *ibid.*, 4.000 francs pour supplément de traitement à l'archevêque, frais de tournée et de correspondance, 8.000 francs pour frais du culte diocésain. Le Conseil général du Var revient sur cette délibération, pour donner les explications que nous reproduisons, le 5 juillet 1810 (*ibid.*). Il était donc un peu gêné de sa parcimonie.

loin. Dans le Var, un exemple montre comment il procéda : à Grasse il avait dû supprimer des succursales pour obéir au décret de 1807 ; docile aux demandes de la municipalité, il remplaça les succursales en question par quatre chapelles qui nécessitèrent 600 francs par chapelain, au compte du budget municipal. A la veille de sa mort, le 10 juillet 1810 il demandait 114 chapelles ¹. Seulement, il arriva que, après avoir sollicité annexe ou chapelle et s'être engagé à en solder les frais, les communes de campagne ou le groupe de fidèles qui avait demandé, se faisaient tirer l'oreille. Ainsi les embarras recommençaient.

Les embarras recommencèrent également pour un autre motif. Les communes, après comme avant 1807 avaient à payer les frais déterminés par l'entretien des édifices du culte, par le logement du clergé paroissial, par la célébration même du culte (vases sacerdotaux, etc.), et nous avons vu quels débats avaient surgi sur ces diverses questions depuis 1802.

L'archevêque d'ailleurs ne faisait rien, semble-t-il, pour alléger le fardeau du culte aux budgets communaux. On en a un indice par la multiplication des chapelles et annexes. Un autre indice est fourni par la politique financière du prélat vis-à-vis de la cité la plus riche et la mieux disposée de son diocèse : Marseille. En 1808 et janvier 1809, le conseil municipal ajourne diverses demandes de l'archevêque. Le 2 mai 1809 la ville renouvelle cependant le gros effort qu'elle avait déjà consenti antérieurement. Elle inscrit à son budget pour l'exercice qui s'ouvre, 58.300 francs affectés au culte. Le rêve des Marseillais est d'ailleurs déjà de faire transférer d'Aix à Marseille l'archevêché, le séminaire, comme la cour d'appel, la faculté de droit, etc.

Or le 15 mai, l'archevêque demande à la ville de payer

1. Arch. du Var, V¹⁸; Portalis à Thibaudeau, 4 janvier 1808, Arch. des Bouches-du-Rhône, V²¹. « Une annexe n'est qu'une église de secours accordée pour la commodité des habitants » (lettre du min. des Cultes, 24 avril 1806, Arch. nat., F¹⁹ 446). Le ministre à M. de Cicé sur l'état des églises et chapelles à conserver, 11 septembre 1807 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 80, n° 7983). Demandes de chapelles par M. de Cicé : 14 août 1809, Bibl. nat., ms, nouv. acq. fr. 21256; Arch. nat., AF IV + 368; Arch. du Var, V¹⁸; Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 56. Arrêté du préfet pour Grasse, 9 août 1809 au Reg. 23 d'arrêtés préfectoraux, Arch. du Var : notez que le préfet a déjà proposé une augmentation au budget de Grasse pour le logement du curé (4 juin 1807, 4^e Reg. de corres, *ibid.*).

31.000 francs de plus. Cette somme est nécessaire à l'achat du terrain sur lequel existait autrefois l'église de la Trinité et aux frais de reconstruction de cette église. L'archevêque a promis en 1806, nous l'avons dit, d'acquitter 19.000 francs, prix d'achat du terrain, par annuités de 950 francs en vingt ans, et il l'a promis pour le compte des catholiques de Marseille. Maintenant il ne peut y subvenir et il demande à la ville de se substituer complètement à lui. La municipalité se décide le 25 juillet à fournir 19.000 francs. Mais le règlement traînant, le prélat le 5 avril 1810 relance la municipalité, en lui déclarant par lettre que l'entreprise de l'église de la Trinité a été faite « à l'acquit de la commune chargée par la loi de fournir les églises nécessaires, et que par conséquent il est de toute justice que la commune rembourse la dépense faite pour cette église ».

Sur ce la municipalité marseillaise se rebiffe. Dans une longue délibération elle reprend tout l'historique de l'affaire, établit qu'à aucun moment la ville n'a été engagée et qu'aucune des formes nécessaires à un contrat qui l'aurait engagée n'a été observée. Le conseil maintient le vote de 19.000 francs considérant « qu'il était équitable d'avoir égard à l'utilité de l'établissement », mais il ajoute « qu'il ne peut... adhérer à l'observation contenue dans la lettre de M. l'archevêque du 5 avril ».

Une semaine plus tard, le conseil municipal de Marseille refuse dans l'établissement de son budget, de satisfaire à certaines demandes faites pour la célébration du culte dans la Major, notamment de payer l'établissement d'une maîtrise.

On voit tout ce qu'entraînait d'incidents et de contestations la nécessité pour le clergé d'avoir à solliciter de la bonne volonté des municipalités des contributions du budget communal.

Chose curieuse, dans le Var, département si réfractaire aux dépenses culturelles, le préfet affirmait au Conseil général le 15 février 1810 : « les églises sont toutes réparées et mises dans un état décent ¹ ».

1. Registre n° 9 du Conseil municipal de Marseille, aux Arch. commun. : 30 décembre 1808 ; 16, 20 janvier 1809 ; 2, 15, 16 mai 1809 (affaire de la Trinité) ; voir aussi livre V, chapitre II, p. 448 ; Registre n° 10, du 20 septembre 1809 au 28 novembre 1810, 8 mai ; Arch. nat., F⁷ 8529 ; Registre du Conseil général, 1810-1819, Arch. du Var.

II

On dira que Mgr de Cicé et l'épiscopat dans toute la France trouvaient des ressources supplémentaires dans le casuel et la générosité des fidèles, ressources qui pour n'être pas officiellement contrôlées par l'Etat n'en étaient pas moins de quelque importance.

Précisément, nous l'avons vu, l'attention, même la méfiance de l'Empereur avait été attirée sur ce point à la fin de 1807.

En conséquence, le 3 mars 1808, Cretet, le nouveau ministre de l'Intérieur, réclame des préfets un état de situation des fabriques. Il recommande au surplus de rassurer les fabriciens : il n'y a point là, assure-t-il, de pensée hostile à l'égard des fabriques. « Ce travail n'a d'autre but que de me mettre à portée de leur faire accorder, avec connaissance de cause, les secours qu'elles peuvent réclamer des communes. »

Cependant toute enquête est gênante, tout contrôle ne peut être vu que d'un mauvais œil par le clergé. Mgr de Cicé s'est ingénié à ajouter aux crédits parcimonieusement mesurés par le gouvernement des ressources supplémentaires. Un état de ces ressources prêterait aux commentaires s'il n'est accompagné du devis des frais correspondants. Or dresser ce devis ce serait énumérer toutes les œuvres que l'archevêque a créées de sa seule initiative et qu'il entend garder sous sa seule direction. Ce serait compromettre aussi la politique de centralisation financière qui fait réunir par M. de Cicé les contributions diverses de tout son diocèse pour en répartir le montant à sa guise.

L'alarme est donc vive dans tout le diocèse d'Aix. Elle n'est pas moins grande dans certains autres. En réponse à une lettre effarée de l'abbé Vigne, l'archevêque écrit : « Je n'ai pas été plus prévenu que vous... et par conséquent je ne suis pas en état de vous donner des directions sûres. » Il répète la version officielle, à savoir qu'il ne s'agit là que d'une évaluation des secours à faire allouer aux églises, mais il n'a pas l'air bien convaincu. Il ajoute : « Le meilleur parti est donc de gagner du temps, et jusque-là il me semble plus prudent de ne point me

mettre en avant pour des instructions formelles qui ne cadraient peut-être pas avec les demandes du préfet. »

L'enquête effectivement aboutit à des constatations qui, isolées de leur explication naturelle, explication que seul l'archevêque aurait pu donner, sont malignement soulignées par le commissaire général de police de Marseille. L'archevêque, signale l'enquête, perçoit le sixième du prix des chaises et autres revenus que nous avons signalés précédemment. De plus « il est d'usage de renouveler le Saint-Chrême tous les ans. — Ce Saint-Chrême consiste tout simplement en huile d'olive (dite vierge) consacrée par l'évêque... On l'emploie pour les baptêmes, les confirmations et l'extrême-onction. La consécration s'en fait le jeudi-saint. Cette année M. l'archevêque d'Aix a exigé des curés, recteurs et desservants des communautés religieuses, une rétribution de 5 francs pour leur avoir délivré à chacun une petite topette d'huile qui peut valoir tout au plus 50 centimes, de sorte qu'en portant (bien modérément) le nombre des consommateurs à 600, il a dû en résulter un bénéfice de 2.700 francs. Les hôpitaux seulement ont reçu cette huile gratis ».

Naturellement le ministère de la Police signale à l'Empereur cette pratique de l'archevêque d'Aix comme une « exaction ».

Permon écrit encore : « La chapelle de Notre-Dame de la Garde rapporte presque autant qu'un petit évêché. M. l'archevêque perçoit tout : le produit des bassins, des troncs, des chaises, des messes, les dons des fidèles soit en argent, soit en cire... On évalue le seul montant des messes qui se disent à cette chapelle de 700 à 800 francs par mois, sur laquelle somme M. l'archevêque paye les desservants de la chapelle environ 200 francs par mois. — Ceci peut expliquer en partie la constante sollicitude qu'a manifestée M. l'archevêque pour le rétablissement de la chapelle de Notre-Dame de la Garde ».

D'autre part, l'ouverture de l'enquête, précisément parce qu'elle jette l'émoi dans le monde religieux, sème la zizanie entre les fabriques extérieures et les fabriques intérieures. Les membres des premières, administrateurs purement laïques, n'osent rien cacher au Gouvernement. « Les prêtres, au contraire, appréhendant de nuire à la réputation de M. l'archevêque », voudraient que certains revenus fussent dissimulés. Le

danger d'une telle affaire c'est encore Permon qui le souligne : « Ces sortes de recherches alarment singulièrement les dévôts et leurs nombreux adhérents : les sacristies sont devenues des cercles où l'on discute les droits de l'Eglise et, lorsqu'il s'agit d'un intérêt aussi cher, les prêtres n'ont qu'une seule et même opinion. »

A la vérité un décret du 17 mars 1809 restitue aux fabriques les presbytères, églises et autres biens, aliénés mais restés dans les mains du domaine par suite de déchéance de l'acquéreur. Thibaudeau, de son côté, concède à telle et telle fabrique des titres de rente abandonnés. Mais que sont ces concessions de détail auprès du caractère que prend aux yeux du clergé la mesure édictée par Napoléon, auprès de l'intention de rétablir sur la gestion financière des évêques ce contrôle de l'autorité laïque dont le gouvernement lui-même les a déshabitués dès le début ¹ ?

III

Or, ici encore la méfiance de l'Empereur aboutit... à des largesses au clergé ! La grande mesure dont l'enquête sur les revenus des fabriques n'était qu'un prélude ne tarda pas à se réaliser et cette mesure n'était pas seulement pour le clergé une compensation aux inquiétudes de naguère. Ce fut le décret du 30 décembre 1809, transformé en loi le 14 février 1810. Depuis le Concordat, c'était la plus grande faveur que l'Eglise eût reçue de l'Etat, car cette décision constituait le budget du culte catholique pour toute la durée du régime concordataire.

L'Empereur n'avait pas soudain renoncé à son désir d'une comptabilité régulière et avouée des fabriques. Le 31 août 1808 le ministre des Cultes demande encore à chaque préfet « quels ont été jusqu'ici les suppléments de traitement faits par les communes de votre département aux curés de canton et aux desservants payés par le gouvernement, les traitements alloués aux

1. Se reporter au livre IV chapitre iv, p. 361, pour les origines de cette affaire. E. Dupont, *op. cit.*, p. 75 ; Cicé à Vigne, 20 avril 1808, ms. 262, p. 290. Cf. Périér à Avignon (Durand, *op. cit.*, p. 419). Rapports Permon aux Arch. nat., F⁷ 8525, et Bulletin de police du 20 mai 1808, *ibid.*, AF IV 1052. Voir Affre, *op. cit.*, p. 78, sur le décret du 14 mars 1809 et Arch. nat., F¹⁶ III Bouches-du-Rhône 7.

desservants des succursales non payées par le gouvernement ainsi qu'aux vicaires » ?

Le 17 février 1809, Napoléon charge une commission de lui faire un rapport notamment sur les points suivants : « Les évêques doivent-ils lever des impositions en France et abuser de la crédulité et de la confiance des peuples pour leur vendre avec de l'argent des dispenses pour faire gras ? — Les évêques doivent-ils profiter des scrupules qu'ils font naître dans les consciences pour taxer à leur profit les dispenses et même faire sortir de l'argent de l'Empire pour l'envoyer à Rome ? — Doivent-ils mettre les places dans les églises à l'enchère, de sorte que le peuple ne peut pas y entrer ? Les chaises doivent-elles y être taxées et les places mises à prix comme dans un spectacle ? » L'Empereur ajoute que son intention est « que tout ce que les Français payeront à titre d'aumône soit soumis à une comptabilité réglée, sous la surveillance soit des fabriques, soit des préfets ».

Mais d'autre part Bigot de Préameneu écrit dans un rapport de juillet 1809 : « L'expérience ne peut plus laisser de doute sur ce que les habitants les plus attachés à leur culte se refusent à tout paiement et que, même après s'être engagés à contribuer au plus modique salaire de leurs pasteurs, il les ont vus sans pitié plongés dans l'indigence. — En vain une paroisse a-t-elle le plus pressant besoin d'un vicaire ; en vain les paroissiens ne l'ont-ils obtenu qu'après de longues instances ; en vain ont-ils fait pour son traitement les plus belles promesses. Il arrive, il développe un grand zèle ; il reçoit des actions de grâces : mais s'agit-il d'acquitter les promesses de paiement, il est abreuvé d'amertume et humilié par les refus. » En conséquence Bigot de Préameneu déclare : « Toutes ces causes de refus cesseraient s'il était déclaré que la dépense est *obligatoire*, et que ce qui ne serait pas payé librement, le serait en vertu d'un rôle exécutoire. »

Portalès le jeune, lui, fait, comme son père, de cette obligation une question de principe. Il dira au Corps législatif le 5 février 1810, en présentant le décret : « La légitimité du recours de la fabrique sur la commune avait été supposée par la loi des finances de 1807... la religion est le besoin de tous. » En outre la paroisse « est dans la commune, et la commune

doit venir au secours de la société religieuse qu'elle porte dans son sein, puisque l'existence des communes dans l'Etat comme individus collectifs, a principalement pour objet de ménager aux citoyens entre eux une source nouvelle de secours mutuels, un ordre intermédiaire de ressources qui subviennent à ces besoins, trop généraux pour rester à la charge des particuliers, sans l'être assez pour tomber à celle de l'Etat ». Le principe d'ailleurs, déclare Portalis, se recommande de l'édit de 1695¹.

De l'hostilité de Napoléon pour tout revenu occulte et toute gestion occulte des fabriques, du besoin pratique qu'éprouvait Bigot de Préameneu de consolider définitivement les contributions communales à l'entretien du culte, de la sympathie agissante de Portalis le jeune pour l'Eglise, sortit le décret du 31 décembre 1809 qui, en dépit des tendances contradictoires qui avaient présidé à son élaboration, était tout en faveur de l'Eglise.

Ce décret a pour caractère essentiel d'imposer formellement aux communes l'obligation de contribuer aux frais du culte en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique. Ce caractère est encore précisé dans la loi du 14 février 1810.

La loi du 14 février 1810, ou loi relative aux revenus des fabriques des églises, porte, article 1^{er} : « Lorsque dans une paroisse, les revenus de la fabrique, ni, à leur défaut, les revenus communaux, ne seront pas suffisants pour les dépenses annuelles de la célébration du culte, la répartition entre les habitants, au marc le franc de la contribution personnelle et mobilière, pourra être faite et rendue exécutoire provisoirement par le préfet, si elle n'excède pas 100 francs dans les paroisses de six cents âmes et au-dessous, 150 francs dans les paroisses de six cents à douze cents âmes, et 300 francs au-dessus de douze cents âmes. La répartition ne pourra être ordonnée provisoirement que par un décret délibéré en Conseil d'Etat, si elles

1. Le ministre des Cultes aux préfets, 31 août 1808, Arch. nat., F¹⁹ 303, 17 février 1809; Napoléon, *Correspondance*, n° 14785. Compte moral du ministre pour avril 1808, Arch. nat., AF IV 1046, et rapport de juillet 1809 dans E. Dupont, *Part des communes dans les frais du culte*, p. 82. Discours de Portalis le jeune, 5 février, dans Picot, *Mélanges de philosophie*, t. VIII, p. 143, et *Moniteur* du 10 février 1810. Cf. Portalis le père, en l'an XII (Arch. nat., AF IV 1044) : « La religion importe à tous... c'est un vrai bien public. »

sont au-dessus, et jusqu'à concurrence du double des sommes ci-dessus énoncées. — S'il s'agit de sommes plus fortes, l'autorisation par une loi sera nécessaire... » Article 2 : « Lorsque pour les réparations ou reconstructions des édifices du culte, il sera nécessaire, à défaut des revenus de la fabrique ou communaux, de faire sur la paroisse une levée extraordinaire, il y sera pourvu par voie d'emprunt, à la charge du remboursement dans un temps déterminé, ou par répartition, au marc le franc, sur les contributions foncière ou mobilière. » Les articles suivants énoncent que les conditions d'autorisation dans ce cas sont les mêmes que dans le cas de l'article 1^{er}.

Bigot de Préameneu avait d'ailleurs écrit dans son rapport : « Dans tous les cas, le moyen de répartition volontaire entre les habitants pourra être tenté par les préfets. » Seulement, en administrateur désabusé, il ajoutait : « Mais il ne réussira qu'autant qu'il sera reconnu qu'à défaut de ce moyen on emploiera des mesures coercitives. » Et désormais les préfets avaient en main les moyens de coercition.

Le décret du 30 décembre 1809 énumérait les frais incombant à la commune en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique : le traitement des vicaires, sacristains et chantres, les honoraires des prédicateurs d'avent et de carême ; l'achat et l'entretien des ornements, vases sacrés, linge, luminaire, pain, vin et encens ; la décoration et l'embellissement intérieur de l'église. Le tout sans préjudice des obligations qui avaient été précédemment reconnues à la commune, c'est-à-dire la fourniture d'un presbytère avec jardin ou d'une indemnité de logement ; l'entretien, la réparation, voire même la reconstruction des églises, presbytères et cimetières. Enfin si l'évêque jugeait qu'un vicaire de plus fût nécessaire et si la fabrique ne pouvait fournir de traitement à cet ecclésiastique, la commune ici encore devrait se substituer à la fabrique et assurer au vicaire des émoluments de 300 francs au moins, 500 francs au plus. A vrai dire, le supplément de traitement au desservant n'était pas compris dans ces frais obligatoires. A vrai dire aussi l'Etat se réservait d'aider la commune par un prélèvement sur le fond constitué à la caisse d'amortissement à l'aide du dixième du revenu foncier des communes. Mais ce fond, nous l'avons dit, était d'un chiffre dérisoire. A vrai dire enfin, pour les réparations aux

églises cathédrales et maisons épiscopales, le département était substitué à la fabrique en cas d'indigence de celle-ci. Les communes n'en étaient pas moins astreintes à suppléer à l'insuffisance des fabriques pour l'entretien du culte paroissial. Ajoutez que l'article 1^{er} du décret chargeant les fabriques de veiller à l'entretien et à la conservation des temples et reléguant à ce propos la commune au second rang, les jurisconsultes catholiques s'en étayeront pour proclamer le droit de propriété des fabriques sur les églises ¹.

D'autres avantages sont conférés à l'Eglise par le décret du 30 décembre 1809 et par la loi du 14 février 1810. Mgr de Cicé, l'on s'en souvient, s'était plaint fréquemment de l'existence pour chaque paroisse d'une fabrique dite extérieure, de caractère purement civil, en concurrence avec la fabrique intérieure. Au moment même où la loi allait être appliquée, Mgr de Cicé attribuait à la dualité des fabriques « le dépérissement de nos fabriques et le découragement des principaux fidèles, autrefois si empressés à s'occuper des intérêts de nos églises ». Dépérissement et découragement paraissent d'ailleurs, comme le signalait Thibaudeau, avoir été allégués pour les besoins de la cause. Certains préfets prétendaient par contre que l'existence d'une fabrique intérieure dépendant de l'évêque empêchait l'administration préfectorale d'obtenir des fabriques, quelles qu'elles fussent, des comptes précis. En conséquence, le décret du 30 décembre 1809 substitua aux deux fabriques rivales un conseil de fabrique et un bureau des marguilliers. Le conseil serait la première fois constitué par nomination, après quoi il serait renouvelé par l'élection. Lors de la nomination première, l'évêque aurait l'influence prépondérante. Le bureau se recruterait à l'élection parmi les membres du conseil. Le bureau dresserait le budget et préparerait les affaires à soumettre au

1. Décret du 30 décembre 1809 au *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XIII, n° 303. Loi du 14 février 1810, au *Bulletin des Lois*, t. XII, n° 267 ; Commentaires par l'abbé Sicard, dans le *Correspondant* de 1905, déjà cité, t. III, p. 235, ss. ; Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, p. 110, 116, 299 ; E. Dupont, *op. cit.*, p. 134, etc. (commentaire remarquable) Sur les églises propriété des fabriques depuis lors, voir Biré (Anatole), *Etude sur la condition juridique des églises, temples, presbytères*, Paris, 1890, in-8, p. 51 ; Affre, *op. cit.*, p. 67, Sévestre, *op. cit.*, p. 261-262, et notes (donne la bibliographie récente).

conseil. Il exécuterait les décisions du conseil et pourvoirait aux dépenses ordinaires. Le conseil discuterait le budget et les dépenses extraordinaires.

D'autres dispositions du décret faisaient la part plus belle à l'autorité religieuse qu'à l'élément laïque. Sans doute l'évêque n'était point autorisé, comme par l'édit d'avril 1695, à régler les comptes des fabriques, il ne pouvait que s'en faire donner communication ; de même, à côté de la tutelle de l'évêque sur chaque fabrique apparaissait la tutelle du préfet. En revanche la prérogative était reconnue à l'évêque d'approuver le budget, de délibérer sur l'acceptation des dons et legs, sur les aliénations d'immeubles, sur l'emploi des fonds, etc. C'était à l'évêque de régler les quêtes que la fabrique ferait dans l'église. Jusque dans le détail s'affirmait la prépondérance de l'autorité religieuse. C'est ainsi que l'article 30 du décret confirmait au prêtre le droit si souvent contesté par le maire dans les paroisses de campagne, de déterminer par lui-même le placement des bancs ou des chaises dans le sanctuaire.

Ainsi l'Eglise achevait de s'assujettir, de contraindre à la soutenir de leurs revenus, tous les pouvoirs laïques : les pouvoirs locaux, départements et communes, après le pouvoir central de l'Etat.

De ce fait, en 1811, les communes des Bouches-du-Rhône fournirent un secours annuel de 100.000 francs à la totalité des fabriques. L'Eglise remportait ce succès décisif précisément dans la période la plus troublée de ses relations avec le gouvernement napoléonien. Et le décret du 30 décembre 1809, la loi de février 1810 devaient rester en vigueur dans leurs dispositions essentielles jusqu'en 1884.

Comme le premier devoir des administrés est de ne montrer aucune satisfaction des concessions faites par les administrateurs, le décret sur les fabriques déplut dans les sphères ecclésiastiques : le gouvernement avait dit-on « réglé minutieusement une foule de choses concernant l'administration intérieure des églises qu'on aurait dû laisser à la décision de l'évêque ou du curé ». Nous ne savons si Mgr de Cicé aurait partagé cet état d'esprit. Il semble que ce décret que l'archevêque appelait de tous ses vœux, les lenteurs de la paperasserie administrative en aient retardé l'envoi dans le diocèse

d'Aix jusqu'après la mort du prélat. Et si Mgr de Cicé en a eu connaissance, ce n'a point été officiellement ¹.

IV

En tout cas, dans ces dernières années de sa vie, l'archevêque d'Aix dut ressentir une bien grande satisfaction. L'église de Provence commençait en effet à éprouver les heureux effets d'un réveil de générosité chez les fidèles. Le prélat s'ingéniait à faire revivre les fondations datant d'avant la Révolution, mais il y rencontrait des difficultés. Au contraire les donations et legs, notamment en faveur des séminaires, commençaient à faire figure. Nous notons entre autres en 1810 le legs fait par un M. Gros au séminaire diocésain, de tous ses biens et, chose curieuse, cette disposition rencontre un adversaire en la personne de Durand-Maillane, l'ancien constituant, qui réclame une part de l'héritage et que « son grand âge et surtout ses besoins semblent » déterminer à faire violence, dans ce cas spécial, à ses sentiments religieux. En 1810 M. du Demaine, sans doute celui-là même que M. de Cicé nomme alors vicaire général, donne plus de 10.000 francs au séminaire. L'archevêque, quelques mois auparavant, a fait donation au petit séminaire d'Aix du domaine rural de Notre-Dame de Val de Luc et de Sainte-Croix ; à la fabrique de l'église cathédrale il a fait donation d'une petite maison. Et probablement

1. Voir plus haut sur les fabriques intérieures et les fabriques extérieures, Portalis, *Rapports*, p. 399 et 412 ; Cicé au ministre des Cultes, Aix, 10 juillet 1810 : « Nos pauvres églises sont travaillées par deux administrations de fabrique indépendantes l'une de l'autre. L'une concerne l'intérieur et nous retrace l'institution qui avait lieu dans toute l'Eglise depuis sept ou huit siècles. L'autre est une fabrique toute moderne, entièrement étrangère à l'évêque diocésain et où le curé n'a qu'un droit consultatif, incapable évidemment de bien connaître et d'apprécier les vrais besoins de l'Eglise : enfin ce n'est qu'une administration extérieure et civile, qui cependant a toute la confiance du gouvernement... » (Arch. des Bouches-du-Rhône, V² 56 ;) Thibaudeau au ministre, *ibid.* Voir Dupont, *op. cit.*, p. 75 ; H. Prélôt, *La législation des fabriques*, Etudes, S. J., t. 67, p. 111. Commentaires du décret dans Gaudry, *op. cit.*, t. II, p. 156, t. III, p. 191-347. Situation administrative des Bouches-du-Rhône, 2^e semestre de 1811, Arch. nat., F¹⁶ III, Bouches-du-Rhône, 7 ; Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 320 ; Arch. nat., F¹⁹ 303 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 4.

n'a-t-il été ici que l'intermédiaire des véritables donateurs. Ainsi se dessine un mouvement qui, sous la Restauration, prendra des proportions extrêmes et aboutira à la reconstitution de la fortune de l'Eglise ¹.

1. Le ministre des Cultes à Cicé, 30 septembre 1807, sur une fondation de 22.500 francs datant de 1784 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 95, n° 10568). Le même au même, 15 mai 1810 (*ibid.*, n° 16841). Le même au même, *passim*, premiers mois de 1810 sur la donation du Demaine, notamment *ibid.*, n° 16855. (On ne voit pas si cette donation s'adresse au grand ou au petit séminaire). Le même au même, 20 octobre et 4 juin 1809 sur les donations de l'archevêque (*ibid.*, F¹⁹ bis + 99, n° 16777 et 16752).

CHAPITRE IV

L'administration du diocèse dans la tempête

(Deuxième partie)

I. La publicité du culte. — II. La police des sacrements. — III. Méfiances impuissantes du gouvernement vis-à-vis des missions, congrégations et associations religieuses. — IV. Les établissements ecclésiastiques d'enseignement et l'Université. — V. Mgr de Cicé et les résistances à l'Eglise.

En matière de publicité du culte, le gouvernement montrait également des veillétés de contrôle de l'Eglise. En avril 1808 le nouveau ministre des Cultes exposait à l'Empereur : « Les curés annonçaient en chaire les fêtes supprimées ; ils convoquaient le peuple au son des cloches ; ils célébraient les offices avec les mêmes solennités. J'ai écrit aux évêques pour leur démontrer qu'il était dérisoire d'annoncer la suppression d'une fête et de la célébrer ensuite comme si elle n'était pas supprimée. »

Mgr de Cicé, nous l'avons vu, avait fait comme les autres prélats, par fidélité aux traditions de l'Eglise provençale, par intérêt fiscal, les fêtes étant susceptibles de revenus. Mais souvent le zèle des paroissiens avait entraîné le clergé à faire plus encore et l'archevêque avait dû approuver. Ce n'était pas toutefois sans des réserves dans son for intérieur, car ayant reçu les instructions de Bigot de Préameneu, il exposa ainsi son sentiment à l'un de ses correspondants, l'abbé Vigne : « Le coup que j'attendais et craignais vient d'être frappé. Le ministre des Cultes vient de nous écrire une lettre extrêmement vive et tranchante qui ne tendrait à rien moins qu'à fermer nos églises aux peuples tous les jours, hors les dimanches et quatre fêtes chômées. Voilà l'effet que je craignais de ce zèle immodéré

auquel on me savait mauvais gré d'opposer une faible digue. Je peux défendre les choses raisonnables mais je n'ai ni le moyen ni le courage de défendre l'abus qui ne tend à rien moins qu'à prostituer les choses les plus saintes et à réduire toute la religion aux pratiques extérieures. » Il écrivait d'ailleurs au ministre pour « le ramener à une ligne plus raisonnable » et il déclarait tolérer jusqu'à nouvel ordre toutes les fêtes qu'il avait acceptées jusque-là.

Puis, entre les règles étroites que voulait maintenant imposer l'autorité laïque et les abus auxquels se laissait entraîner son clergé, M. de Cicé résolut de s'en tenir à un moyen terme et qui révèle une stratégie savante. Le 1^{er} août 1808 il publia une ordonnance au clergé commençant ainsi : « Nous sommes informés que nonobstant toutes les précautions que nous avons prises, on ne se conforme pas avec exactitude et uniformité aux dispositions du Souverain Pontife et du gouvernement par rapport aux fêtes supprimées ; que... les fidèles entraînés par d'anciennes habitudes continuent de considérer ces fêtes supprimées comme si elles ne l'étaient pas. » Comme le signala Permon avec aigreur, ce préambule innocentait les prêtres aux dépens des laïques, tandis que c'était bien sur l'avis du clergé publié en chaire « que les boutiques étaient fermées et que les églises étaient pleines » aux jours des fêtes illégalement annoncées. En tout cas Mgr de Cicé déclarait ne conserver comme dates à célébrer que les dimanches et les fêtes légales. Seulement, à l'article 8 il observait : « Nous n'entendons point interdire certaines solennités extraordinaires pour l'accomplissement de quelques vœux, pour des instructions et exercices de piété, et spécialement pour des prières du soir et pour les agonisants, lorsque sur votre témoignage nous jugerons que ces facultés peuvent se concilier avec l'exacte observation de la loi. »

Permon signala ces réserves comme insidieuses.

Il avait tort en ce qui concerne les paroisses des campagnes. Mgr de Cicé écrit en effet à l'un de ses correspondants, Archier : « C'est dans les campagnes que résident principalement tous ceux qui ont besoin de travaux. . . et c'est pour ceux-là que les fêtes ont été tant réduites ; nos paroisses de campagne sont tellement dégarnies de prêtres et de toutes autres ressources que les solennités ne peuvent y être faites con-

venablement. C'est beaucoup d'y célébrer décemment les dimanches et jours de fêtes conservées. »

Mais les soupçons de Permon se vérifièrent pour les villes. Dans les villes la célébration de fêtes non légales ne provoquait point forcément le chômage, car elles n'attiraient que le public des dévôts assidus à tous les exercices du culte, et dans les villes précisément les fêtes procuraient au budget diocésain des ressources bien utiles. En conséquence, d'après Permon, Mgr d'Aix établit à Marseille dans trois paroisses des fêtes inusitées jusqu'alors, et de la location des chaises dans ces solennités, il tira « une bonne somme ». Ce ne fut pas là un cas isolé.

Il y eut à la suite quelques incidents. En avril 1809 l'archevêque, le jour de Pâques, annonçait au prône de la métropole Saint-Sauveur d'Aix, que le lendemain serait jour de fête, dans cette seule église du reste. La restriction avait pour but d'éviter les observations de l'administration laïque. Le maire d'Aix néanmoins vint le rappeler au respect de la loi. L'archevêque répondit « qu'il était maître dans sa métropole, que celle de Saint-Sauveur attendant à son hôtel épiscopal, c'était sa chapelle où il pouvait ordonner toutes les fonctions ecclésiastiques, les jours qu'il lui plairait ». La solennité eut donc lieu et attira une immense affluence. Mais les mesures du prélat tournèrent contre lui. « Il devait y avoir sermon après-midi et comme il n'y avait que cette église d'ouverte, beaucoup de gens avaient pris la précaution de se faire garder des chaises. Vers les deux heures la foule du peuple augmentant, . . . peu à peu les esprits se sont échauffés, on en est venu au point de chasser les gardiens des chaises, les uns se sont emparés desdites chaises, les autres sont allés enfoncer la porte du lieu où étaient renfermées d'autres chaises mais la foule était si grande, l'empressement si vif et les têtes si exaltées qu'il s'en est suivi des rixes dont le résultat a été des chaises brisées, des coups de canne donnés, des meurtrissures, des blessures même et un scandale enfin. » Thibaudau de son côté exposait le fait avec des atténuations, mais opinait « qu'il conviendrait d'engager M. l'archevêque à ne point accorder d'exception à son église métropolitaine ». Le ministère de la Police fulmina contre Mgr de Cicé et appela sur sa tête toute la sévérité du ministre des Cultes. Il semble bien que Bigot de Préameneu traita l'affaire par le dédain.

En tout cas l'archevêque réussit à maintenir la célébration de fêtes illégales dans les paroisses urbaines. On ne les annonçait point au prône, on ne les chômait point, mais elles se multipliaient au début de 1810 à l'intérieur des églises. Le motif en était toujours pour M. de Cicé le désir de procurer au budget diocésain des recettes supplémentaires. Pour s'assurer cette source de revenus, l'archevêque alla jusqu'à frapper un prédicateur qui refusait de lui prêter son concours ¹.

Tandis que l'archevêque tenait ainsi en échec les prescriptions ministérielles relatives aux fêtes illégales, il défendait avec plus d'intransigeance que par le passé les droits concédés par l'Etat au clergé en matière de police du culte à l'intérieur des églises. Le préfet du Var lui demandait par exemple de faire publier au prône une circulaire administrative sur la vaccine. On se souvient que le prélat avait consenti sans aucune observation à une demande analogue quelques années auparavant. Cette fois il répondit : « une loi antique et sage interdit de parler dans nos chaires d'objets temporels », etc... Par exception, ajoutait-il, il voulait bien cependant remplir les intentions du préfet. Et à ses correspondants, il recommanda de convaincre les paroissiens de l'utilité de la vaccine et que « la Providence divine ne défend nullement de recourir à un préservatif qu'elle a envoyé aux hommes dans l'excès de sa bonté ² ».

1. Arch. nat., AF IV 1046, 1052 ; Cicé à l'abbé Vigne, 2 juillet 1808, ms 262, p. 298 ; Arch. nat., F⁷ 8525. Cicé à Archier, curé de Grasse, 5 septembre 1809, ms 262, p. 314 ; il lui avait déjà écrit, le 24 novembre 1808 : « Je crains que la célébration, même sans solennité, des offices des fêtes supprimées n'occasionne quelques tracasseries ou dénunciations. Je voudrais être bien rassuré à cet égard ; mais je permets toujours ces jours-là une instruction, quelques prières et un salut » (ms 262, p. 339). Permon, janvier-mars 1810, sur les nouvelles fêtes : Arch. nat., F⁷ 3659⁷, et F⁷ 8525, 8528. Cf. Mgr Miollis dans les Hautes-Alpes, encourageant la célébration des fêtes chômées « au grand détriment de la culture, surtout dans ce pays d'été si court, et au grand profit des cabarets », dit le préfet (Arch. nat., F⁷ 3651). Affaire d'Aix : Arch. nat., F⁷ 8525. Cf. la *Gazette de France* du 8 fructidor an VIII : circulaire de l'archevêque de Paris blâmant ces sortes de fêtes payantes.

2. Cicé au préfet du Var, 9 août 1808, ms 262, p. 518 ; Cicé à l'abbé Cavalier, 26 août, *ibid.*, p. 308.

II

Même intransigeance surprenante chez l'archevêque dans les questions relatives à la police des sacrements. Était-ce aussi par irritation contre l'attitude de l'Etat ? N'est-ce pas plutôt l'approche de la mort qui le faisait se raidir dans ses convictions ? En janvier 1810 un vicaire de Marseille refusa, très discrètement d'ailleurs, d'accepter, pour parrain de la fille d'un acteur, un autre acteur. Mgr de Cicé couvrit complètement son subordonné : « Nos ordonnances en général, écrit-il au vicaire lui-même, et celles de l'ancien diocèse de Marseille en particulier, excluent spécialement les comédiens de la fonction de parrains. Ces ordonnances s'exécutent et doivent s'exécuter sous la protection de Sa Majesté Impériale qui veut maintenir les règles de la discipline et du ministère ecclésiastique. — On ne peut néanmoins employer trop de prudence, d'égards et de charité pour prévenir les désagréments d'un refus. Vous avez parfaitement rempli ces mesures et le comédien refusé ne peut attribuer ce refus qu'à lui-même : il devient par là moins digne de protection. » C'est le même raisonnement que l'on trouve dans les *Mélanges de philosophie* de Picot : « Les comédiens qui ne font pas beaucoup de cas des prières de l'Eglise, n'étaient point accoutumés à les demander, et il était assez simple qu'elle n'accordât point ses suffrages à ceux qui, notoirement exclus de son sein, n'avaient rien fait pour y rentrer. » Chose curieuse et qui en dit long sur le caractère vacillant de la politique napoléonienne vis-à-vis du clergé aux heures même où elle prétendait affirmer son contrôle le plus énergiquement, l'affaire, quoique dénoncée par Permon, paraît bien n'avoir provoqué aucune mesure du ministère ¹.

1. Arch. nat., F⁷ 3659⁷, F⁷ 8529, janvier 1810. Autre affaire, moins importante, 8 octobre 1808, : Arch. nat., F⁷ 8526 : Picot, *Mélanges de philosophie*, t. VIII, p. 321, à propos de Voltaire et d'Adrienne Lecouvreur. — Le 24 février 1808 le ministre de la Police menaçait cependant les prêtres qui refusaient les sacrements aux divorcés (Arch. nat., AF IV 1052).

III

Les années 1808 à 1810 sont marquées par des velléités de contrôle des missions, congrégations et associations religieuses, même par des manifestations hostiles de la part du Gouvernement. L'archevêque d'Aix lui-même s'en émeut. Cependant ici encore les résultats sont en somme à l'avantage de l'Eglise.

On a vu que Napoléon dans le courant d'octobre 1807 s'étonnait du nombre croissant des congrégations de femmes, avouait avoir cru « ne signer que pour autoriser des associations pour des maisons de charité » et prescrivait une enquête, dont nous avons utilisé les résultats pour les Bouches-du-Rhône et le Var dans le livre précédent. Entre temps l'Empereur précisait ses intentions. Ces intentions étaient toutes favorables aux établissements se consacrant aux malades et aux pauvres, et ne visaient qu'à un contrôle de toutes les associations de femmes. C'est ainsi que le 11 juillet 1808 il déclarait vouloir connaître exactement le but de chaque congrégation, le lieu de sa résidence, le nombre de ses membres, la maison qu'elle occuperait. Il mettrait les congrégations non sous la surveillance de la police, ce qui serait « choquant », mais dans le ressort des procureurs généraux des cours d'appel. Il fallait que les droits des supérieurs ecclésiastiques fussent limités de façon que des garanties subsistassent pour les religieuses, car elles ne mouraient pas civilement en prenant le voile et, n'étant pas mortes à la société, elles ne cessaient pas de lui appartenir, d'avoir droit à être protégées par elle. On renverrait « à l'évêque ce qui regarde la distribution du temps et les choses spirituelles ».

En conséquence, un décret du 18 février 1809 donnait la consécration légale aux « maisons hospitalières de femmes », et les mettait sous la protection de Madame Mère. Leurs statuts, une fois approuvés et insérés au *Bulletin des Lois*, auraient « force d'utilité publique ». Seulement les vœux ne seraient admis qu'à partir de vingt et un ans, et pour cinq ans au plus, prononcés en présence « de l'officier civil » comme, de l'évêque.

Quant aux autres congrégations féminines, toutes celles dont

les statuts n'auraient pas été approuvés avant le 1^{er} janvier 1810 seraient frappées de dissolution.

Mgr de Cicé ne montra point d'empressement à fournir à l'autorité préfectorale les renseignements demandés lors de l'enquête en 1808. Et peut-être était-il la cause du silence du préfet du Var sur la question, silence que rompit brutalement le nouveau ministre des Cultes quand il écrivit le 16 juillet 1808 à ce fonctionnaire la lettre déjà citée : « Vous m'annonciez qu'il n'existait aucune association religieuse de femmes dans votre département » et qu'il souligna à la suite l'existence de plusieurs d'entre elles. Mais après le décret du 18 février 1809 l'archevêque recommanda expressément à ses subordonnés l'obéissance et la sincérité dans les déclarations. Il écrivait à un de ses correspondants le 17 août 1809, à propos d'un procès-verbal de profession de vœux : « Je comptais y trouver le mode adopté par rapport aux vœux, car il ne faut ni faire illusion aux consciences ni tromper le gouvernement. Celui-ci ne veut point de vœux perpétuels communément appelés solennels..... Il ne reconnaît point non plus l'expropriation des biens ni le renoncement à toute succession. C'est en conséquence de ces deux points que je vous ai chargé de notifier aux religieuses qu'elles n'eussent à laisser faire que des vœux simples et à déclarer aux professes qu'elles ne pouvaient se dépouiller de leurs biens ; qu'elles devaient se réserver pour leur usage une portion du revenu, laquelle devait être versée dans le commun, en conservant la liberté d'en (*sic*) appliquer le surplus du revenu à l'usage de leurs parents ou amis. — Je présume que vous l'avez fait, que la chose est constatée sur les registres de la communauté et qu'on en instruit soigneusement les novices ; car ce sont des modifications formelles aux constitutions anciennes. »

Vraisemblablement, avec son sens politique pénétrant, l'archevêque jugeait que l'avantage était assez grand d'obtenir un mode de reconnaissance et d'enregistrement officiel des vœux monastiques.

Déjà du reste M. de Cicé en tirait les conséquences conformes à ses désirs. On vit à Marseille en mai 1809, pour la première fois depuis la Révolution, une congrégation de femmes paraître en public à un enterrement. Ce n'était que stricte justice depuis le décret de février.

Soit retards dûs à la maladie du chef du diocèse, soit pour toute autre cause, les statuts des congrégations hospitalières de son ressort ne furent envoyés au ministre que le 8 août 1809.

Le gouvernement était donc plein de mansuétude pour les congrégations féminines. Il accordait force de loi aux vœux prononcés, pourvu qu'ils fussent temporaires et il prodiguait ses faveurs aux congrégations charitables. On n'aurait pu augurer pareille attitude après l'accès de méfiance de l'Empereur en 1807 et à la suite de l'enquête qu'il avait prescrite.

Mais le conflit du pape et de l'Empereur s'envenimant, Bigot de Préameneu manifesta l'intention d'un contrôle de plus en plus précis des associations de religieuses. Le 9 décembre 1809, une circulaire du ministre des Cultes à l'épiscopat réclamait à chaque évêque un tableau semestriel des « changements qui ont eu lieu dans les établissements religieux de femmes » de son diocèse. La circulaire ajoutait : « Il est souvent arrivé que les préfets ont envoyé des états qui diffèrent de ceux de MM. les évêques, soit pour le personnel, soit sur l'existence même de ces établissements. Je vous prie de mettre et de recommander pour ces renseignements la plus grande exactitude. » Et M. de Cicé ayant fait montre vis-à-vis du ministère d'une discrétion extrême sur la congrégation des Sœurs de la Solitude, le ministre lui écrivait le 28 mars 1810 pour obtenir de nouveaux renseignements. Il avait besoin, déclarait-il, de « connaître cette congrégation dans tous les détails..... tant pour ce qui concerne les sœurs que pour le directeur et les frères qui y sont attachés », ainsi que le nombre des élèves des deux sexes que recevait l'établissement.

Les congrégations féminines enseignantes non approuvées avant le 1^{er} janvier 1810 furent-elles dissoutes ? Si oui, ce fut après la mort de M. de Cicé survenue le 22 août 1810. Mais c'est peu vraisemblable.

Quant aux congrégations et associations masculines, l'inquisition ministérielle ne tarda point autant à s'exercer vis-à-vis d'elles. On sait qu'elles étaient véhémentement suspectées de ne point rester indifférentes au sort du Saint Père, surtout les Pères de la Foi et même les Sulpiciens d'Emery. Le 13 janvier 1808, neuf jours après sa nomination au ministère des Cultes, Bigot de Préameneu demandait par circulaire à l'épiscopat un

état semestriel du personnel de chaque diocèse, état qui n'avait point été fourni de toute l'année 1807. En septembre 1808 le ministère de la Police réclama une information des préfets. Elle devait porter et sur les Pères de la Foi, et sur les autres associations non autorisées, et sur les missionnaires ou prédicateurs ambulants. Le ministre ajoutait que tous les ecclésiastiques membres d'associations non approuvées eussent à se retirer dans leur département d'origine. Nouvel émoi au diocèse d'Aix. Les ecclésiastiques, harcelés de questions par l'autorité civile étaient en alarmes, et Mgr de Cicé se plaignit au ministre des Cultes. La liste n'en fut pas moins dressée, de façon très défectueuse avons-nous dit, et nous l'avons utilisée précédemment. On acquit au reste la preuve qu'il n'existait point de Pères de la Foi dans le diocèse.

Comme pour les congrégations de femmes l'inquisition ministérielle fut plutôt alors un stimulant aux associations d'hommes. Le 3 mai 1809, à l'enterrement de l'abbé David, aumônier du lazaret, dans Marseille même, c'est-à-dire presque sous les yeux du préfet des Bouches-du-Rhône, suivaient portant leur robe ou sac, les membres d'une confrérie de pénitents. A la vérité ils n'avaient pas coiffé la cagoule ; ce fut sans doute regardé comme un acte de déférence suffisante pour l'autorité laïque ¹.

1. Arch. nat., AF IV 1501. Décret du 30 septembre 1807 (*Moniteur* du 4 octobre), Arch. des Bouches-du-Rhône V⁴ 3 ; Napoléon à Bigot de Préameneu, 11 juillet 1808, *Correspondance*, n° 14178 ; Décret du 18 février 1809, *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. X, n° 225, Arch. des Bouches-du-Rhône V¹ 17 ; Cicé au curé de Grasse, 17 août 1809, ms. 262, p. 369. Rapport Permon du 4 mai 1809 aux Arch. nat., F⁷ 8526.

Le 7 février 1810 est prorogé le délai accordé aux congrégations hospitalières pour l'approbation et la publication de leurs statuts. Arch. nat., AF IV + 381. Le ministre au préfet du Var, déjà cité, 16 juillet 1808 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 42, n° 546). Envoi des statuts, *ibid.*, F¹⁹ bis + 123, n° 1130. Essai de contrôle ministériel dans la circulaire du ministre, 9 décembre 1809 (F¹⁹ bis + 123, n° 2004). Le ministre à Cicé, 28 mars 1810 (F¹⁹ bis + 123, n° 2543) : l'état que le ministre juge insuffisant n'est pas une réponse à sa circulaire du 9 décembre 1809, car il est du 21 novembre 1809.

Sur les associations masculines, circulaire du ministre des Cultes à l'épiscopat, 13 janvier 1808 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 48, n° 8746). Napoléon : *Correspondance générale*, n° 13272, sur les Pères de la Foi et les Sulpiciens. Sur l'inquiétude semée par l'enquête, voir Cicé au ministre des Cultes, 4 octobre 1808, ms 262, p. 529 ; Enquête Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 17 (lettre confidentielle de Fauris de Saint-Vincent, maire d'Aix, au préfet, 25 septembre 1808). Sur les pénitents à Marseille, voir Arch. nat., F⁷ 8526.

Cependant les missionnaires et les congrégations d'hommes jouaient un tel rôle dans les incidents de la querelle entre l'Empereur et le Pape que le gouvernement ne put qu'accentuer sa politique. A Marseille, par exemple, un des prêtres de la congrégation de Saint Lazare nommé curé de l'église des Réformés, compromettait toute la congrégation par son zèle à soutenir la cause du Saint Père. L'irritation de Napoléon devint telle qu'il eut l'intention un instant de traiter les missionnaires ou prédicateurs ambulants « comme des espions ». Peu après, le 12 septembre 1809, il écrivait de Schoenbrunn à Bigot de Préaménen : « Je ne veux point de missions en France. Vous voudrez bien écrire une circulaire aux archevêques et évêques pour que je leur fasse connaître que je ne connais qu'eux, les curés et succursaux, et que je n'entends pas que des missionnaires faisant profession de prédicateurs errants parcourent l'Empire. » Il supprimait aussi les Missions Etrangères et ajoutait : « Je vous rends responsable si, au 1^{er} octobre, il y a encore en France des missions ou congrégations. » Le ministre des Cultes communiqua donc le 19 septembre à l'épiscopat l'interdiction d'employer des missionnaires. « Ces prêtres errants, disait-il, ne connaissent ni les habitudes ni les mœurs du peuple devant lequel ils parlent, ils ne font que l'agiter par un zèle outré et inconsidéré... ; l'ordre public en souffre. Tout délai qui serait apporté pour faire cesser cette espèce de missions, serait regardé par Sa Majesté comme un acte formel de désobéissance. » Le 26 septembre les vues de l'Empereur étaient transformées en décret : plus de missions à l'intérieur, plus de missions étrangères. Le 1^{er} octobre Fouché ordonnait l'arrestation de « tout prêtre faisant profession de prédicateur ambulant » et, fidèle à son goût pour les paraphrases évangéliques, il ajoutait doctoralement : « La France a des évêques, des curés et des chanoines, leurs vicaires et desservants. Voilà les vrais et respectables organes de la religion et de la parole sacrée. » L'inspecteur général de la gendarmerie envoyait aussitôt à ses subordonnés des instructions conformes à la circulaire du ministre de la Police.

Quelle allait être l'attitude de l'archevêque d'Aix ? Il commença par consigner sa porte au maire d'Aix chargé de lui signifier les intentions du gouvernement. Après avoir ainsi pris le

temps de la réflexion, il aboutit à cette opinion : que les dispositions gouvernementales étaient moins précises en réalité qu'en apparence. S'agissait-il de toute mission, ou seulement des missions et prédications faites par des ecclésiastiques étrangers au diocèse ? De fait les administrateurs laïques : préfets, etc., se posaient la même question, d'autant plus que, non content des prédicateurs du dehors, l'archevêque en recrutait à Aix et à Marseille pour les autres paroisses. Mgr de Cicé demanda donc au ministre des Cultes : 1° Est-il défendu de faire prêcher dans le diocèse des prédicateurs de Paris ou d'autres lieux de la France *non ambulants* ; 2° Entend-on par *ambulants* ceux qui sont missionnaires par état et vont d'un lieu à l'autre faire des missions ? Y comprend-on les prédicateurs des stations de carême et d'avent ? 3° Les missions par des prêtres du diocèse sont-elles prohibées ?

En attendant la réponse, Mgr de Cicé ne dissimulait que malaisément son irritation. Le maire d'Aix lui annonçant que le cardinal Fesch venait de disperser un établissement de missionnaires formé dans la maison des chartreux de Lyon : « Il le fallait bien d'après les ordres reçus » répartit avec humeur le prélat.

Thibaudeau était d'avis que l'on pouvait autoriser l'emploi de missionnaires pris dans le diocèse. L'Empereur partagea cette manière de voir. Le 26 octobre 1809, il autorisa l'emploi de prédicateurs étrangers au diocèse pourvu que le ministre des Cultes l'approuvât. Il autorisa surtout l'emploi dans n'importe quelle paroisse d'un diocèse, de prêtres d'autres paroisses de ce diocèse, ou même de prêtres non attachés à une paroisse quelconque, pourvu qu'ils fussent du diocèse et présentassent des garanties. Dans ces divers cas en effet, l'évêque répondrait de la conduite des prédicateurs.

L'archevêque avait en somme gain de cause, sauf qu'il lui fallût désormais se passer des missionnaires du dehors, renoncer définitivement au P. Servat qu'il songeait de nouveau à employer ¹.

1. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 177 ; Napoléon à Fouché, 11 août 1809 (Lecestre, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 343) ; au ministre des Cultes, 12 septembre (*Correspondance*, n^{os} 15795 et 15831). Voir aussi *ibid.*, 15854, 15918 (8 octobre) ; Arch. nat., AF IV 1046 et Jauffret, *op. cit.*, t. II, p. 311 sur le décret du 26 septembre 1809, et Vau-

Les missions étaient à peine sauvées que Napoléon emporté par les incidents de son conflit avec le Saint-Siège frappa un coup encore plus violent. Le 27 octobre 1809 il signifiait à Fouché l'intention où il était « qu'aucune société ne se réunisse dans les églises, qui ne doivent être consacrées qu'à la prière et où les prêtres seuls peuvent exercer des fonctions », et la nécessité de dissoudre ces sociétés, d'en saisir les papiers. Exception n'était faite que pour les congrégations hospitalières.

A l'archevêque d'Aix en particulier, le ministre des Cultes demanda le 15 novembre 1809 s'il y avait dans son diocèse une congrégation de Frères de la Solitude chrétienne et ce qu'ils étaient. Mgr de Cicé fut épouvanté. C'était la ruine par l'autorité laïque de toute une portion de son œuvre. Sans doute il avait le droit de compter sur une certaine complaisance des administrateurs provençaux : préfets, sous-préfets et maires. Cependant, dans les circonstances où l'Eglise se trouvait, on ne pouvait se contenter de ces compromissions et il y avait manque de dignité à les mendier : « Puisque l'obstacle vient du gouvernement même, écrivait le prélat, c'est de lui que nous devons attendre une détermination qui assure notre tranquillité. »

Mais ce qui devait le plus légitimement inquiéter M. de Cicé c'était le sort de l'association des Prêtres du Sacré-Cœur de Jésus qu'il avait fondée. A quatre reprises en 1808, il avait pour elle sollicité l'approbation ministérielle. En réponse le ministre avait réclamé un tableau du personnel et du matériel. Le 9 janvier 1809 sur une lettre du prélat du 15 décembre 1808, Bigot de Préameneu lui signifiait tout net que « dans l'état actuel des choses, on ne pouvait ni reconnaître, ni présenter comme formant une congrégation les *Prêtres du Sacré-Cœur de Jésus*. » Le 4 avril 1810 nouvelle réclamation du ministre : « Je n'ai reçu... aucun renseignement postérieur à votre lettre du 15 décembre 1808. J'ignore si cette association continue de diriger les études de votre séminaire et si, en vertu de ma lettre du 9 janvier 1809..., les liens qui unissaient ces

thier, rapport déjà cité dans la *Revue des études napoléoniennes*, tome 12, p. 244 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 17 : le maire d'Aix au préfet, 9 octobre 1809 (il dit en outre que Fesch a un candidat, Isoard, pour la mairie d'Aix) ; 10 octobre, 11 octobre. (Napoléon, *Correspondance générale*, n° 15972.)

prêtres et en formaient une congrégation ont été dissous. » Bigot de Préameneu réclamait « dans le plus bref délai possible », des éclaircissements et sur l'existence de cette association et sur son personnel, si elle subsistait encore.

L'archevêque d'Aix commença par plier sous l'orage, par abandonner toutes les associations de son diocèse à la dissolution. Après quoi, un certain laps de temps ayant passé sur les colères impériales, il écrivit le 23 mai 1810 au ministre des Cultes : « Je suis encore obligé de revenir auprès de Votre Excellence au sujet des associations d'œuvres de miséricorde que j'ai établies..... Les ordres ministériels, sévères parce qu'ils ont été dirigés par l'inquiétude et rendus généraux à toute la France sont toujours en vigueur. » D'autre part « l'exécution des mesures dont il s'agit se trouvant confiée aux magistrats civils et aux administrateurs locaux, il en résulte que ces associations sont abandonnées à leur manière de voir et à leur caprice..... Il est contre la nature des choses d'assujettir ainsi les fonctions du ministère. L'ordre ecclésiastique a ses supérieurs qui sont les vrais responsables aux yeux du gouvernement. — Je ne puis qu'être vraiment touché de l'impatience qu'on me témoigne de toute part pour recouvrer l'innocente liberté dont on jouissait ».

Nous ne savons s'il y eut une réponse du ministre, ou si elle parvint à Aix avant la mort de Mgr de Cicé. Mais on peut avancer sans trop de témérité que l'archevêque n'attendit pas pour reconstituer les associations de tout genre. On peut l'avancer, par ce qui se passa pour les confréries de pénitents qui, de toutes les associations étaient incontestablement les plus suspectes aux yeux du gouvernement et qui toujours grandissantes, toujours indisciplinées même vis-à-vis de l'autorité épiscopale, étaient plus influentes et plus redoutables en Provence que partout ailleurs.

En effet, après avoir proscrit en bloc les associations pieuses, l'Empereur, cinq jours après, avait demandé un rapport spécial sur les confréries de pénitents. Un incident survenu à Noves n'était peut-être pas sans relation avec cette décision : les pénitents de Noves, déjà interdits au mois de mai 1809, avaient à peine été rétablis en septembre, qu'en octobre le curé de Noves, personnage dont nous avons précédemment signalé

les menées factieuses, persuadait à cette confrérie que prier pour l'Empereur était « un péché mortel ».

En apprenant l'hostilité de Napoléon pour les pénitents, Thiбаudeau crut pouvoir donner enfin libre cours à ses préventions contre eux. Tandis que ses sous-préfets montraient, celui d'Aix une sympathie extrême pour ce genre de confréries et celui de Tarascon simplement des sentiments mêlés, le préfet des Bouches-du-Rhône, envoyant au ministère la très longue liste des confréries de pénitents de son ressort, ajoutait : « Le préfet a toujours regardé ces associations comme une occasion de discorde et de troubles entre ceux qui en sont membres et ceux qui ne le sont pas... il s'est toujours refusé à les autoriser quoique M. l'archevêque le lui ait demandé souvent. Il se serait même opposé à leur établissement s'il n'avait pas cru s'apercevoir par sa correspondance avec le ministre qu'on n'y voyait pas d'inconvénient. » Cette dernière phrase était évidemment un blâme discret à l'égard de la condescendance du ministère pour les confréries de pénitents.

Les pénitents furent dissous à la fin de 1809 dans les Bouches-du-Rhône, dans le Var.

Or, au 1^{er} août 1810, il existait de nouveau des confréries de pénitents dans le Var. Une des dernières mesures de M. de Cicé était pour demander à M. d'Azémar la dissolution de l'une d'elles, non par respect pour les ordres du gouvernement, mais parce qu'il en existait déjà une autre dans la même localité. Et dans les Bouches-du-Rhône, en plein Marseille, lors de la Saint-Napoléon, le 15 août 1810, dans la procession de Notre-Dame de la Garde, M. de Permon signalait une nouveauté : la présence des pénitents dits du Saint-Esprit, parmi lesquels ceux qui portaient la statue de la Vierge étaient « comme les Capucins... jambes nues et les sandales aux pieds ».

Voilà quel était l'effet du courroux du tout-puissant Empereur ¹.

1. Napoléon, *Correspondance générale*, n^{os} 15820, 15854. — Mesures contre les Sulpiciens, contre Emery en particulier dans d'Haussonville, *op. cit.*, t. III, p. 298 et 518, et dans Welschinger, *op. cit.*, p. 159 ; Napoléon (M. de Bassano par ordre) à Fouché, *Correspondance générale*, n^o 15975. Le ministre des Cultes à Cicé, 15 octobre 1809, aux Arch. nat., F¹⁹ bis + 123, n^o 1893 ; Cicé à l'abbé Vigne, 9 janvier 1810, ms 262, p. 382 ; au ministre des Cultes, *ibid.*, p. 568. Sur

IV

A dater de la constitution de l'Université impériale, et en vertu des décrets du 17 mars et du 17 septembre 1808 les établissements d'enseignement formés par l'archevêque : séminaires confiés à des prêtres, ou écoles secondaires et petites écoles confiées soit à des séculiers et aux frères de Saint-Joachim, soit aux Frères des écoles chrétiennes, tous en un mot devaient rentrer dans l'Université, se placer sous l'autorité de son chef et, pour les établissements à ouvrir, il fallait s'adresser à des membres de l'Université.

La politique scolaire de l'Empereur apparaissait donc tout d'abord comme dictée par les méfiances dont il était maintenant assailli à l'égard de l'Eglise ¹. Bien que les décrets d'institution de l'Université n'aient passé dans l'application, pour les départements provençaux, qu'à la fin de 1809 lorsque fut établi à Aix un recteur, M. d'Eymar, Mgr de Cicé n'attendit pas pour asseoir son opinion à l'égard du nouveau régime scolaire.

Mgr de Cicé pouvait être rassuré non seulement par la nomination comme Grand Maître de l'Université de Fontanes qui trahit Napoléon avec élégance dans cette fonction, et par la place donnée à la religion dans l'enseignement, mais par la nomination comme membre du Conseil de l'Université d'Emery, comme chancelier de l'Université de son ancien grand-vicaire de Rodez, M. de Villaret, ex-insermenté, sacré par lui après le Concordat comme évêque d'Amiens et qui débuta dans ses fonctions nouvelles par la circulaire suivante adressée à l'épiscopat : « Sa Majesté, en confiant à un évêque la place de chancelier de l'Uni-

les prêtres du Sacré-Cœur de Jésus, voir le ministre à Cicé, 8 décembre 1808 (Arch. nat., F¹⁹ bis + 123, n° 203) et 4 avril 1810 (*ibid.*, F¹⁹ bis + 123, n° 2551). Affaire du curé de Noves et affaire des pénitents, Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 15. Circulaire du ministre des Cultes aux préfets, 31 octobre 1809 : l'Empereur désire un rapport sur les confréries de pénitents. — Dissolution des pénitents : Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 16. — Sur le 15 août 1810 : rapport Permon, Arch. nat., F⁷ 36597.

1. *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. VIII, n° 185, pour le décret du 17 mars : 4^e série, t. IX, n° 206, pour le décret du 17 septembre. Cf. Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, Paris, 1911, in-8, p. 171, ss.

versité, a sans doute eu principalement en vue la fidèle exécution du décret qui donne pour première base à l'enseignement public « les préceptes de la religion catholique ».

Toutefois l'archevêque d'Aix tenait absolument à conserver dans sa main, à maintenir sous l'action exclusive de l'Eglise, tous les établissements d'enseignement qu'il avait fait sortir du néant, et en particulier les séminaires. Même la désignation d'Aix comme siège d'une faculté de théologie n'était point sans donner à penser : bien que la faculté en question n'ait été organisée réellement qu'après la mort du prélat, ne devait-on pas voir dans ce genre d'institution, un organe de contrôle et de surveillance des séminaires ? Mgr de Cicé écrivit donc à l'abbé Maréchal, maintenant professeur au grand séminaire de Lyon, le 7 novembre 1808, l'invitant à lui marquer « ce qui s'est pratiqué à Lyon tant pour le grand séminaire que pour les petits, relativement à la loi sur l'Université et les soumissions que l'on exige ».

Pour les grands séminaires, Fesch ayant fait maintenir leur enseignement sous l'autorité de l'épiscopat, l'archevêque d'Aix pouvait se rassurer. Le ministre des Cultes, le 3 janvier 1809, l'informa que le Grand Maître de l'Université avait donné des ordres dans ce sens à l'égard du séminaire diocésain d'Aix ¹. Quant aux petits séminaires, le 24 mars 1809 Napoléon montrait au Conseil d'Etat qu'il ne leur demandait qu'un rattachement nominal à l'Université en les baptisant écoles secondaires pour les besoins de la cause et en ne changeant « rien à leur existence réelle ». Le règlement relatif aux petits séminaires

1. Sur Villaret, voir plus haut. Chevalier, *Les Frères des Ecoles chrétiennes*, p. 175. Sur d'Eymar à ses débuts nous ne savons rien ; M. de Cicé mort en août 1810 a dû avoir peu de rapports avec lui. Cf. Compte moral du ministère des Cultes, 1^{er} trimestre 1808 : « Votre Majesté vient de donner au clergé les deux marques les plus éclatantes de contentement, de confiance et de considération, en le faisant participer aux titres impériaux... et en adoptant dans le règlement sur l'Université impériale toutes les modifications qu'il pouvait désirer. » Aussi « la satisfaction de tous les évêques est-elle à son comble ». Arch. nat., AF IV 1046. La loi du 25 février 1810 donne pour base à l'enseignement « les préceptes de la religion catholique » par l'article 38. Voir le décret du 17 septembre 1808 sur les facultés de théologie. Portalis, *Discours et rapports*, p. 349 ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 292-96 ; Cicé à l'abbé Maréchal, précédemment au grand séminaire d'Aix, ms 262, p. 335. Le ministre des Cultes à Cicé, 3 janvier 1809 (Arch. nat., F ¹⁹ bis + 123, n° 367).

devait « être rédigé de manière à ne pas donner l'idée d'une précaution prise contre le clergé » ; mais au contraire il devait avoir « une couleur de protection ». De plus le décret du 9 avril 1809 accordait « un intérêt spécial aux écoles secondaires que les départements, les villes ou les particuliers voudront établir pour être consacrés plus spécialement aux élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique ». Les règlements seraient approuvés par le Grand Maître de l'Université toutes les fois qu'ils ne contiendraient rien de contraire aux principes de l'institution ; les élèves pourraient être autorisés à « porter l'habit ecclésiastique » ; la fondation de bourses serait autorisée dans les écoles secondaires pour des élèves destinés à l'état ecclésiastique. Les séminaires de Mgr de Cicé, grand et petits, demeureraient donc intégralement sous son autorité et même de nouveaux pouvaient être créés, pourvu qu'ils se résignassent à figurer en tant qu'écoles secondaires parmi les établissements de l'Université.

D'autre part, comme le 13 décembre 1808 le Grand Maître de l'Université maintint provisoirement toutes les écoles secondaires existantes, celles qu'avait fondées l'archevêque en dehors de ses petits séminaires, Saint-Joachim d'Aix par exemple, gardèrent le droit de subsister. Et comme le personnel enseignant eut jusque 1815 pour obtenir les grades universitaires exigés, nul des maîtres choisis par le prélat ne pouvait être écarté ¹.

Mgr de Cicé prit d'ailleurs ses précautions pour ne pas compromettre des avantages aussi précieux. Il écrivait à un curé : « Nos séminaires nous ont été heureusement conservés dans nos mains. Ne nous exposons pas à compromettre cette franchise. Une bonne éducation suffira toujours pour faire préférer nos séminaires, il ne faut que patience. »

Ces conseils si judicieux ne furent pas toujours écoutés. On ne déterminait que difficilement le directeur du petit séminaire de Marseille à faire suivre à ses élèves les cours du lycée. On n'enseignait point dans les écoles secondaires « l'histoire glorieuse de la quatrième dynastie ». Le préfet signalait que dans les Bouches-du-Rhône les prêtres tendaient « à s'emparer de

1. Sur les grands séminaires, voir déjà Portalis, *Discours, rapports*, p. 349 ; Napoléon à Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, 24 mars 1809, *Correspondance générale*, n° 14951. Décret du 9 avril 1809 : *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. X, n° 233 ; Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole*, p. 293, 300.

l'instruction » et dépréciaient « en conséquence les institutions du gouvernement ». De telles imprudences, généralisées dans toute la France allaient provoquer la législation impériale de 1811, et au moment où mourut M. de Cicé le ministre des Cultes commençait une enquête sur les séminaires diocésains et les écoles secondaires ecclésiastiques.

Quoi qu'il en soit, la concurrence des écoles secondaires libres nuisait au lycée de Marseille, lequel continuait à végéter, aux trois collèges d'Aix, Arles et Tarascon, qui ne réunissaient en 1811 que 179 élèves contre 792 aux « pensionnats et institutions particulières ¹ ».

Quant aux écoles primaires ou « petites écoles », l'Université impériale comme le régime antérieur en rejetait le soin sur les communes et se contentait dans le grand décret du 17 mars 1808 de reconnaître les Frères des écoles chrétiennes et de les rattacher à l'enseignement d'Etat, moyennant soumission de leurs statuts au visa du gouvernement. Ceci était tout bénéfice par Mgr de Cicé. Il encouragea derechef la fondation d'écoles des Frères, fit inscrire 3.000 francs pour elles au budget de la ville de Marseille, pressa le maire de la ville d'Hyères d'en établir pour ses administrés.

Là où il n'y avait pas d'école de Frères, certains prêtres auraient voulu ouvrir les petits séminaires aux enfants en bas-âge. Mgr de Cicé l'interdit au curé de Grasse : cela « dénaturerait, lui dit-il, l'établissement et l'assimilerait aux petites écoles » ; cela aurait aussi « l'inconvénient d'exposer mes petits séminaires à toute sorte d'attaques et de prétentions de la part des maires, préfets, lycées et inspecteurs de l'Université ». Et l'ingéniosité de l'archevêque lui suggérait ce moyen de tourner la loi : « louer à la porte du séminaire un local où

1. Cicé au curé de Grasse, 21 octobre 1808, ms 262, p. 332 ; Schmidt, *La réforme de l'Université impériale en 1811*, Paris, 1905, in-8, p. 64 ss. ; Arch. nat., F¹^c III Bouches-du-Rhône 7, et *ibid.*, AF IV 1052. Notez que le recteur d'Eymar porte le 28 août 1809 ce jugement étrange chez un recteur : « Les maisons d'éducation sont en général trop multipliées » (Voir Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 277). Circulaire ministérielle à l'épiscopat, 27 août 1810, réclamant « un état exact des séminaires diocésains et de toutes les écoles secondaires ecclésiastiques actuellement existantes dans chaque diocèse, autorisées et non autorisées, avec l'indication des revenus et biens de chacun de ces établissements » (Arch. nat. F¹⁹ bis + 95, n° 16920).

l'on placerait un ou deux maîtres pour tenir cette petite école, et les enfants pourraient venir aux offices à l'église ; mais alors il faudrait que ces maîtres fissent leur soumission à la commune tout comme les autres. Cette école serait inspectée et dirigée par vous et par le supérieur du séminaire, sans qu'il y eût de confusion avec le séminaire ». C'est ainsi que sous le régime du monopole universitaire pouvait vivre et prospérer l'enseignement ecclésiastique fondé par M. de Cicé en concurrence avec l'enseignement de l'Etat.

Néanmoins l'archevêque d'Aix continuait à porter sur l'enseignement de l'Etat lui-même un œil vigilant. En 1809 le proviseur et le censeur du lycée de Marseille étaient écartés « comme accusés d'être philosophes », et on les remplaçait « par des dévots ». Était-ce la suite des inspections de l'archevêque dans la maison ? D'ailleurs, constatait Thibaudeau en 1810, l'autorité administrative était devenue « étrangère à l'instruction publique » et ne pouvait plus avoir de renseignements sur elle que « par des moyens de police secrète ¹ ».

V

Même dans cette période où l'autorité de l'Eglise n'était plus aussi complètement acceptée du gouvernement, il nous faut montrer l'archevêque d'Aix combattant quiconque était réfractaire à l'action de l'Eglise.

Il n'était plus question pour lui de faire mordre la poussière à des municipalités s'insurgeant contre le curé ou desservant. Maintenant, en général, par une sélection progressive dont

1. Art. 107 du décret du 17 mars 1808 : l'Université prendra des mesures pour que les écoles primaires ne soient confiées que, « à des maîtres assez éclairés ». Voilà tout, avec l'article 108 qui annonce l'établissement de classes normales pour former des maîtres, classes qui, si elles ont existé en Provence, n'ont point attiré l'attention de M. de Cicé. Cicé au curé de Grasse, 21 octobre 1808, déjà cité ; Art. 109 du décret du 17 mars sur les Frères. Cicé au maire d'Hyères, ms 262, p. 282 ; Registre n° 9 du Conseil municipal de Marseille, f° 325 (budget de 1809), Arch. commun ; Arch. nat., F⁷ 8527. On ne voit pas si Mgr de Cicé soumit, comme il en avait le droit d'après une circulaire de Fontanes (Aulard, *op. cit.*, p. 249) les instituteurs laïques à son contrôle. — Voir Arch. nat., AF IV, 1052, et Aulard, *op. cit.*, p. 302, sur le lycée de Marseille.

nous avons saisi la marche, les maires des Bouches-du-Rhône et du Var suspects à l'Eglise avaient été remplacés et « la plus parfaite intelligence » régnait « entre les prêtres et Messieurs les maires ». D'autre part toute offense individuelle au culte était naturellement réprimée. Enfin Thibaudeau était particulièrement menacé à ce moment par les méfiances de l'Empereur et devait se montrer extrêmement souple.

Ce qui indique bien la confiance qu'avait le prélat dans le succès de sa politique, c'est l'affaire en 1808 des francs-maçons de Tarascon. Un même immeuble jadis couvent, ayant d'un côté pour habitants des religieuses Ursulines et du côté opposé pour locataire la loge maçonnique de Tarascon, les religieuses se plaignirent d'un tel voisinage à l'archevêque, et Mgr de Cicé pressa Thibaudeau d'obliger les francs-maçons à partir. Le préfet, après visite des lieux, déclara qu'en effet les religieuses devaient être interrompues dans leurs exercices par les cérémonies maçonniques et insinua que si les maçons s'étaient fixés dans un ancien couvent, ce n'était peut-être pas un pur hasard. En conséquence il les priaient sans beaucoup de formes d'aller porter leurs cérémonies ailleurs. Les francs-maçons répondirent qu'avant eux c'étaient des filles publiques qui étaient voisines des religieuses, ce qui constituait un voisinage bien plus incommode et plus bruyant que le leur, et cependant jamais, assuraient-ils, les Ursulines ne s'en étaient plaintes. Nous ne savons pas quelle solution fut donnée à l'incident. Au reste le Code Pénal paru les 16-20 février 1810 punissait sévèrement toutes les entraves au culte ¹.

En somme quand on voit Mgr de Cicé, de 1808 à 1810 alors même qu'il ne sait plus que penser des dispositions de l'Etat à l'égard de l'Eglise, maintenir et même fortifier les positions

1. *Lettres inédites de Napoléon*, t. I^{er}, p. 464, 1^{er} février 1810, contre Thibaudeau. Voir de ce dernier dans ses *Mémoires* ses inquiétudes sur le mariage de Napoléon avec la nièce de Marie-Antoinette. Cicé contre un insulteur du culte, à Thibaudeau, 27 août 1808, ms 262, p. 521 ; D'Azémar au conseil général du Var, 15 février 1810, dans le Registre 1810-1819 du Conseil (Arch. du Var). — Affaire de Tarascon : Arch. nat., F⁷ 8525 ; article 257, 260, 261, 262 du Code Pénal. Voir encore Arch. nat., F⁷ 3693³ et ms 262, p. 523. — Cicé au ministre des Cultes, 11 septembre 1808, sur les égards que l'on doit à Toulon aux associations pieuses de garçons et de filles, sous peine de mortifier « un grand nombre de familles distinguées ».

conquises par l'Eglise de Provence sur l'Etat, quand on le voit dans les circonstances les plus difficiles et jusqu'au bord de la tombe, soutenir ses avantages et remplir sa mission avec une prudence, une souplesse, une constance qui ne se démentent jamais, ce n'est pas à l'Etat napoléonien mais au pouvoir rival, au chef de l'Eglise de Provence que l'on reconnaît vaillance, clairvoyance et habileté.

LIVRE VII

I. — La descente dans la tombe. — II. — Epilogue.

CHAPITRE I

La descente dans la tombe

Cependant, dès les premiers jours de 1810, les familiers de l'archevêque le voyaient décliner rapidement. Pour lui, il regardait la mort en face, résolu à remplir jusqu'au bout ses devoirs de chef du diocèse. Mgr de Cicé était alors surtout assisté de Rey son intime confident, du vicaire général Arquier, dont dans les dernières années et « trop tard » à son gré, il avait fait son « fidèle et tendre ami ». Le vicaire général Florens était devenu professeur de théologie à la Faculté d'Aix et M. de Cicé l'avait remplacé par l'abbé Malo Dudemaine comme vicaire général, au grand mécontentement, semble-t-il, de Florens. Avec la collaboration de ces personnages et le secours de Mgr Miollis, l'archevêque d'Aix s'efforçait encore de pourvoir à tout dans le présent et de sauvegarder l'avenir.

Le 19 février Mgr de Cicé fit son testament. Sa famille était au loin et dispersée et il mourait pauvre, ce qui prouve bien qu'il n'avait sur le siège archiepiscopal d'Aix quêté de l'argent que pour les besoins de l'Eglise. Il légua au sieur Lesellier, tapissier et son valet de chambre : « la totalité de ses meubles à la charge de payer au bout d'un an à la caisse du séminaire d'Aix la somme de 10.000 francs pour être placée sur l'Etat et les arrérages distribués par son successeur en bourses gra-

tuites ». Ainsi avait fait M. de Brancas, celui de ses prédécesseurs que, d'après ce testament il admirait le plus. Mais le legs que M. de Cicé laissait au séminaire, vu la valeur de son mobilier, n'atteignait pas 10.000 francs. Il léguait aux hospices d'Aix 60.000 francs, « montant d'une vieille créance dont il n'avait jamais pu tirer un sou ». Il donnait à la Société des sciences, lettres et arts d'Aix sa bibliothèque formée en Angleterre pendant l'exil. Si l'on y ajoute quelques bouteilles de vin, un fauteuil, du sucre et du café répartis entre quelques amis, telle était la fortune du prélat dont les revenus avaient atteint près de 150.000 livres sous l'Ancien Régime et qui, garde des sceaux du roi Louis XVI avait connu les plus hautes espérances¹.

A Thibaudeau Mgr de Cicé manifestait l'amitié la plus vive, pour assurer la sympathie du préfet à son clergé de Provence, peut-être aussi parce qu'il reconnaissait enfin que l'administrateur des Bouches-du-Rhône s'était montré de bonne composition à l'égard de l'Eglise. Thibaudeau ne pouvant aller le voir lui avait envoyé la préfète. Très touché, le prélat dit à M^{me} Thibaudeau : « Je vous prie de témoigner à votre mari tout le regret que j'éprouve de le quitter sans le revoir. Assurez-le que je suis plein de reconnaissance de tout ce qu'il a fait pour mon Eglise. Madame, je vous recommande mes prêtres, soyez leur protectrice auprès de M. le Préfet. » Et il remerciait directement Thibaudeau par lettre : « J'étais bien sûr de votre attachement..... Soyez heureux, Monsieur, c'est le vœu que formera pour vous jusqu'à son dernier soupir votre fidèle serviteur. » Vis-à-vis du préfet du Var l'archevêque prenait les mêmes précautions. S'il ne lui écrivait pas directement c'était, lui faisait-il dire, empêché par la maladie, car, ajoutait pour l'arche-

1. Rey, Oraison funèbre ; Fournier et Saint-Yves, *op. cit.*, p. 325 ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 280. Le ministre des cultes à Cicé, 29 janvier 1810 : Malo Dudenaine est nommé par le prélat en place de Florens démissionnaire (Arch. Nat., F¹⁹ bis + 123, n° 2234). Le ministre à Florens, 12 avril 1810 : il a reçu ses réclamations sur cette nomination, c'est trop tard et c'est à l'archevêque qu'il fallait s'adresser (*ibid.*, n° 2600). — Sur l'admiration de M. de Cicé pour Mgr de Brancas nous n'avons que le témoignage tardif de son testament, sans explications. Mgr de Brancas (Jean-Baptiste-Antoine) né en 1693, archevêque d'Aix de 1723 à 1770 avant Boisgelin (Albanès, *Gallia christiana novissima*, Aix, p. 150), déjà nommé, p. 157.

vêque le vicaire général Arquier, « ses rapports avec vous sont, j'ose le dire, de vraies jouissances ».

Le 18 juillet, à son entourage Mgr de Cicé dit : « Je ne suis pas bien... Je suis sur le point de paraître devant mon Dieu et de lui rendre compte de ma vie... Je vais finir une vie longue et périlleuse. Je n'aurais même pas cru pousser ma carrière si loin. On verra dans mon testament que je dispose de tout en bonnes œuvres... Après ma mort ayez mémoire de moi. » Et revivant son passé, il dit à Rey avec prière de le répéter, à propos de la conduite qu'il avait tenue comme garde des sceaux lors de la Constitution civile du clergé : « Je n'ai rien à me reprocher là-dessus. Je crois avoir pris tous les moyens nécessaires ; si la chose était encore à faire en ce moment, je ne balancerais pas d'agir comme j'ai fait alors ¹. » D'autre part il recommandait à ses collaborateurs : « Soyez toujours unis au Siège Apostolique qui est le centre de l'unité. »

Le lendemain, se faisant transporter dans sa chapelle il y recevait le viatique. Informé à ce moment de l'autorisation de l'établissement des Dames hospitalières d'Aix à Tarascon, il en remerciait avec effusion la divinité. Après quoi il écrivait au ministre des Cultes cette lettre qui ne manque pas de grandeur : « Un accroissement d'infirmité et quelques accidents graves qui sont survenus m'ont déterminé à l'administration des sacrements. Je n'ai pas hésité à prendre plus tôt que plus tard cette utile et édifiante précaution ; j'ai lieu de croire cependant que ces accidents n'auront pas l'effet qu'ils faisaient appréhender. Au contraire il m'est survenu une crise heureuse et inattendue dont j'attends les suites avec une entière résignation à la volonté de Dieu. — Je n'ai pas interrompu un seul jour l'expédition des affaires de mon diocèse. — J'ai pensé que Votre Excellence apprendrait ces détails de moi-même avec bonté et amitié. Je lui demande la continuation de ces sentiments. » Le ministre répondit par une de ces formules banales que tout haut fonce-

1. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 279 ; Arch. des Bouches-du-Rhône V⁴¹ ; Oraison funèbre par Rey ; Arquier, vicaire général, à d'Azémar, Aix, 1^{er} août 1810, Arch. du Var, V. Mandements. Pendant ce temps, le 6 juillet, à la Major de Marseille, avait lieu la cérémonie funèbre en l'honneur de Lannes : l'abbé Court se contentait de lire un discours envoyé de Paris (F⁷ 3639⁷). Mandement des vicaires généraux, 23 août, *Recueil Rey*, t. I (Bibl. Méjanes).

tionnaire adresse comme suprême politesse à son subordonné expirant¹.

Le 2 août l'archevêque reçut l'extrême-onction. Le 18 encore il faisait écrire une lettre de service au ministre. Il recevait à cette date le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques. Il s'en félicitait, le faisait connaître à ses prêtres et leur recommandait en même temps la concorde avec les fabriciens. Le 22 août, à 2 heures de l'après-midi, s'éteignait, âgé de 74 ans, 11 mois et 19 jours, Jérôme-Marie Champion de Cicé, archevêque d'Aix et d'Arles, comte de l'Empire, officier de la Légion d'Honneur, doyen des archevêques de l'Eglise de France. « Il mourut en chrétien et en prêtre, écrit Thibaudeau, sans faiblesse ni môme, conservant jusqu'au dernier moment de la force d'âme. » Il disparaissait assez tôt pour ne pas avoir à recevoir Fouché qui, disgracié, vint habiter Aix, où l'aristocratie locale lui prodigua les courbettes. Et certes c'eût été un spectacle curieux que l'attitude devant l'ancien oratorien régicide du chef du diocèse².

Au communiqué officiel du décès par les vicaires généraux, le préfet répondit : « Je sais apprécier comme vous la perte que vient de faire le diocèse et M. de Cicé emporte tous mes regrets. » Et Thibaudeau vint assister aux obsèques du prélat qui eurent lieu le 24 août à 10 heures du matin.

Dans son testament Mgr de Cicé avait demandé à être inhumé dans la cathédrale d'Aix et dans le caveau où il avait fait transférer les dépouilles de l'archevêque de Brancas. C'était contraire à la loi sur les inhumations, conforme au précédent auto-

1. Arch. nat., F¹⁹ 335 : Aix, 19 juillet, et réponse du ministre, le 17. (De Coëtlogon, *Eloge funèbre*.) Mandement des vicaires généraux du 23 août. *Recueil Rey*, t. I.

2. Arquier au préfet, 18 août : « M. l'archevêque me charge de vous dire qu'il n'a point encore reçu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques. — M. l'archevêque a été très mal avant-hier, il est mieux aujourd'hui, mais nous n'avons point d'espoir de le voir se rétablir » (Arch. des Bouches-du-Rhône, V³ 4). La première phrase d'Arquier est contredite, sans que nous nous expliquions la contradiction, par cet autre document que nous avons trouvé tardivement. « Lettre à MM. les Curés et recteurs » accompagnant l'envoi du décret du 30 décembre 1809, signée de l'archevêque et datée du 18 août, imprimée au *Recueil Rey*, tome I. Albanès, *Gallia christiana novissima*, Aix, p. 154 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, V⁴ 1 ; Rey, *Oraison funèbre* ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 280. Sur Fouché à Aix, voir *Mémoires* de la duchesse d'Escars, p. 177.

risé par l'Empereur pour l'archevêque de Paris, de Belloy.

Napoléon refusa et l'archevêque fut enterré au cimetière Saint-Sauveur. Ce fut seulement le 20 mars 1816 que la dépouille mortelle de Mgr de Cicé fut ramenée dans la sépulture de son choix, en présence de Mgr Miollis son fidèle collaborateur. Son tombeau, dans la métropole Saint-Sauveur est marqué de ses armoiries, d'une épitaphe banale et d'une inscription en latin et français rappelant le transfert de ses restes.

La mort de Mgr de Cicé n'émut point les sphères gouvernementales ou religieuses. Le conflit entre l'Etat et le Saint-Siège absorbait alors tous les esprits, et le prélat décédé n'ayant point été un des appuis indéfectibles du trône, peu importait à Napoléon qu'il disparût. Un communiqué sans phrases dans le *Moniteur* porta le fait à la connaissance du public. Un service funèbre dans toutes les églises du diocèse, un autre dans celles du diocèse de Bordeaux par les soins de Mgr d'Aviau, un mandement des vicaires généraux du 23 août montrant dans Mgr de Cicé « la gloire et l'ornement de l'Eglise gallicane » et résumant son œuvre administrative, une oraison funèbre assez pauvre d'éloquence qui fut prononcée par l'abbé Rey le 8 novembre 1810 dans la cathédrale d'Aix, c'est à quoi se réduisirent les hommages rendus au doyen du clergé de France.

L'oraison funèbre composée par Rey fut insérée en partie dans les *Mélanges de philosophie* de Picot et comme ce périodique était sous le coup d'une menace de suppression, menace qui se réalisa bientôt après, il n'inséra de l'oraison funèbre que ce qui concernait les années de la vie de M. de Cicé antérieures au Concordat ¹.

Mgr de Cicé voulait cependant, semble-t-il, que toute sa conduite fût mise en pleine lumière. Car l'abbé Rey, le dépositaire de ses plus secrètes pensées, déclara en conclusion de l'oraison funèbre : « Je ne trahirai point la confiance dont m'a honoré ce vénérable prélat et dont je ferai toujours toute ma gloire. Je

1. Le préfet à « Messieurs du chapitre métropolitain », 25 août 1810 (Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 1) ; Thibaudeau, *Mémoires*, p. 280 ; Arch. nat., F¹ 335. L'Empereur gronda le ministre des Cultes pour lui avoir proposé l'inhumation dans la cathédrale. *Moniteur* de 1810, 3 septembre ; Lyonnet, *Mgr d'Aviau*, t. II, p. 587 ; Mandement des vicaires généraux du 23 août déjà cité, au *Recueil Rey*, t. I. Picot, *Mélanges de philosophie*, t. IX, p. 477. Depuis 1877, une rue de Cicé dans le VI^e arrondissement de Paris commémore le nom du prélat.

dois me taire. Tous ses bienfaits ne sont connus qu'à demi. Le pontife a marqué lui-même le terme où tout ce qu'il a fait de bien pourrait être connu et ce terme n'est point encore arrivé. »

S'agit-il de mémoires qu'aurait composés M. de Cicé et qui dormiraient encore aujourd'hui, attendant la date fixée pour leur publication ? Nous n'avons vu de ceci aucune trace. Mais le langage du chanoine Rey s'éclaire si l'on réfléchit qu'arrivé lui-même au déclin de sa vie et de sa carrière, il devait confier à la Bibliothèque Méjanes d'Aix, dépôt public, et non aux archives peu accessibles de l'archevêché d'Aix, les papiers de Mgr de Cicé.

CHAPITRE II

Epilogue

On pensait dans le monde ecclésiastique de Provence que, vu l'état de crise où se trouvaient les relations entre le gouvernement et le pape, il ne serait point pourvu de longtemps au siège archiépiscopal d'Aix. Cela n'avait pas d'ailleurs grand inconvénient. Les vicaires généraux Martin et Malo Dudemaine et le chanoine Guigou nommé vicaire capitulaire, étaient des administrateurs expérimentés, et le vicaire général Arquier avait su, dans la lettre où il notifiait à Thibaudeau le décès de Mgr de Cicé, entretenir toutes les sympathies du préfet des Bouches-du-Rhône pour les subordonnés de l'archevêque.

Cependant l'Empereur nomma dès le 21 octobre 1810 à l'archevêché d'Aix son théologien le plus dévoué, Mgr Duvoisin, évêque de Nantes. Duvoisin refusa, prétextant son âge avancé. L'évêque de Trèves, Mgr Charles Mannay, ensuite pressenti, allégua sa santé. Bigot de Préameneu proposa sur ces entrefaites Fallot de Beaumont, évêque de Plaisance, que remplacerait sur son siège d'Italie l'évêque de Vannes, de Bausset, naguère le fils spirituel de M. de Cicé.

Le choix de Napoléon se fixa au contraire sur Jauffret, un provençal, un ancien condisciple de Fesch à Aix et qui était le propre frère de M. Jauffret, l'homme de confiance de Portalis. L'abbé Jauffret, administrateur du diocèse d'Aix avant le Concordat était devenu, par l'appui de son frère et de Fesch, aumônier de l'Empereur puis évêque de Metz, et nous avons mentionné la publication par lui en 1803 de *Mémoires* très véhéments contre la Révolution.

Mgr Jauffret nommé le 5 janvier 1811 ne se serait décidé, a-t-on dit, que sur la promesse qu'il recevrait la bulle d'institution

pontificale dans le plus court délai. Ses scrupules ne transparaissent point dans la lettre pleine d'effusions par laquelle il remercia l'Empereur. Mais Napoléon prévoyait une intervention de Pie VII auprès des vicaires généraux d'Aix contre le nouvel archevêque. De fait les vicaires généraux et le chapitre d'Aix, après avoir d'abord salué Mgr Jauffret du titre d'archevêque, lui conférèrent simplement celui de « administrateur, le siège vacant ». Et de l'agitation se manifesta dans le diocèse. Le prélat traîna d'abord son départ pour Aix et quand il y fut arrivé, en novembre 1811, il se résigna à n'être que « l'administrateur capitulaire ». Il tenait donc plus compte du refus du Saint Père de lui accorder la bulle d'institution pontificale que de sa nomination par l'Empereur. C'était du reste conforme, nous l'avons vu, aux opinions de Mgr de Cicé.

Le siège demeura donc vacant. A la chute de l'Empire, Jauffret repartit à Metz et ce fut Mgr de Miollis qui administra le diocèse. Des négociations ayant été engagées par Louis XVIII pour la conclusion d'un nouveau Concordat, il n'y eut d'archevêque institué par le pape qu'en 1817. Ce fut Mgr de Bausset-Roquefort et il ne prit possession du siège qu'en 1819¹.

Pendant cet interrègne de près de dix ans, l'œuvre de Mgr de Cicé avait grandement souffert. Révolutions politiques, agitation des esprits, crise économique, aucun bouleversement n'avait été épargné à la Provence. Il en était de même pour tous les diocèses, et ainsi s'explique qu'un récent historien ait pu croire que l'organisation de l'Eglise concordataire avait été à peine ébauchée avant la Restauration².

En réalité le gros œuvre subsistait et ce sont les institutions, les fondations établies par son premier archevêque concordata-

1. Martin, Malo-Dudemaine et Guigou sont commis à la juridiction du siège le 23 août 1810. Rapport Permon, 3^e trimestre de 1810, aux Arch. nat., F⁷ 3659¹; *ibid.*, AF IV 1047, 1044. Sur Jauffret, voir *Episcopat français*, p. 357. Il remercie l'Empereur le 4 janvier 1811 : « Sire, je suis et je serai toujours à vos ordres. » (Arch. nat., AF IV 1048.) Cf. Jauffret, son frère, *op. cit.*, t. II, p. 393, t. III, p. LXXV, et Robert Reboul, *Un archevêque nommé d'Aix et ses frères*, Aix, 1896, in-8. — Napoléon à Savary, 3 janvier 1811, sur les résistances possibles (Lecestre, *op. cit.*, p. 101). Sur ces résistances, voir Arch. des Bouches-du-Rhône, V¹ 1; D'Haussonville, *op. cit.*, t. V, p. 177; Albanès, *op. cit.*, p. 155.

2. M. de Guichen dans *La France morale et religieuse au début de la Restauration*, Paris, 1911, in-8.

taire qui allaient permettre à l'Eglise de Provence, vigoureusement aidée d'ailleurs par le parti ultra de 1815 à 1830, d'atteindre à une puissance extraordinaire au milieu du XIX^e siècle.

Il est intéressant de signaler qu'à ce développement de l'Eglise de Provence après la mort de Mgr de Cicé, contribuèrent les principaux collaborateurs dont s'était entouré l'archevêque. Ils demeurèrent les héritiers de ses enseignements et de ses vues. Même ceux qui furent transférés dans d'autres diocèses restèrent marqués de son empreinte. Tels furent Mgr Miollis naturellement, Mgr de Bausset à Vannes puis à Aix même, l'abbé Guigou, le compagnon de Mgr de Cicé dans le voyage du Sacre et qui fut promu évêque d'Angoulême en 1823 ; tel fut enfin l'abbé Rey qui devint évêque de Dijon en 1831. Et parmi ceux qui demeurèrent dans le clergé du diocèse d'Aix, citons Arquier l'ami des derniers jours, de Sinety qui faillit devenir évêque en 1817, Cavalier, Vigne, Archier, Constant, Martin, Jujardy, etc.

Le plus curieux à suivre c'est l'abbé Rey en qui Mgr de Cicé avait placé toute sa confiance. Rey se rallia à Louis XVIII dans un discours du 19 mai 1814 où il reconnaissait à Napoléon « des dehors séduisants », et montrait cette « ambition « démesurée » faisant « succéder à des crimes atroces des actions de vertu » et « aux vertus des crimes plus atroces encore ». Puis, le 27 juillet 1815, contraint par la Terreur blanche d'accentuer son loyalisme, il disait de l'Empereur « l'Enfer le vomit sur nos côtes », et du drapeau tricolore « l'Emblème souillé par tous les crimes de la Révolution est proclamé le signe de l'honneur national ». Mais Rey, demeuré chanoine d'Aix, entra en conflit avec un des successeurs de M. de Cicé, Mgr de Richery, le type du prélat violemment royaliste et ultramontain, qui jadis avait refusé de se rallier à Mgr de Cicé pour ne pas servir l'usurpateur. Quand en 1830 Mgr de Richery mourut de frayeur à la suite de la révolution de Juillet, le chanoine Rey accepta le poste de vicaire capitulaire, puis le siège épiscopal de Dijon, de la main de Louis Philippe, sans entente préalable du nouveau souverain avec Rome. Et ce fut un nouveau sujet de scandale. Ayant obtenu l'institution pontificale, non sans délais et non sans peine, Mgr Rey transplanta dans son diocèse de Dijon plusieurs des institutions organisées à Aix par Mgr de Cicé et

il prétendit être obéi de tout son clergé. Alors l'hostilité grandit contre lui dans des proportions telles qu'il fut obligé de démissionner en 1838. Retiré à Aix, il y demeura dans les mêmes sentiments sans doute puisque, avant de mourir, ce n'est point à des membres d'un clergé devenu tout à fait ultramontain, qu'il confia les papiers de Mgr de Cicé¹.

Sans doute il ne faut point raisonner à l'infini sur ces faits, et de la conduite du disciple inférer que le maître était de sentiments aussi prononcés. On ne doit pas supposer que Mgr de Cicé s'il eût pu vivre jusqu'après 1830, aurait montré alors autant d'antipathie pour l'ultra-royalisme que Mgr Rey, et un gallicanisme aussi dédaigneux de l'institution pontificale. On peut cependant considérer comme une preuve de plus en faveur des goûts d'autonomie administrative de l'archevêque d'Aix, en faveur de sa fidélité au gallicanisme épiscopal, que son élève favori, celui qui dans le personnel de vieillards réuni autour de M. de Cicé, paraissait le seul d'âge à continuer les enseignements du prélat, celui-là ait été dans le cours du XIX^e siècle, au milieu de l'ultramontanisme grandissant, parmi des évêques qui n'étaient plus, dans la direction de leur diocèse, que les dociles instruments de la cour de Rome, un administrateur d'initiative, ne voulant d'autre maître de son clergé que lui-même, et un gallican résolu.

1. Mgr Miollis érige à Digne un chapitre, un grand séminaire, une caisse de secours pour les ecclésiastiques invalides, des écoles de frères, des pensionnats religieux pour jeunes filles, multiplie les missions. Rey à Dijon crée aussi une caisse de secours, assure la quête pour les séminaires, la reconnaissance légale des Sœurs de la Providence. Sur eux, sur Richery, voir *L'Épiscopat français*, p. 213, 227, 13, etc. De Villeneuve nommé par M. de Cicé curé de Lorgues sera nommé en 1817 évêque de Gap, mais mourra avant son installation. Seront chanoines honoraires en 1820 : Cavalier, Arquier, Vigne, Archier, Constant, Maillaguet (l'organisateur des missions devenu curé de Martigues ; il deviendra chanoine au nouvel évêché de Marseille en 1824), Jujardy, etc. (*Almanach du clergé de France* pour 1820). Discours de Rey du 19 mai 1814 et du 27 juillet 1815 dans le *Recueil Rey*, tome II (Bibliothèque Méjanes).

CONCLUSION

En fermant ce livre, le lecteur reconnaîtra qu'il n'était point oiseux de consacrer une étude à l'application du Concordat dans le diocèse de Provence par le prélat d'Ancien Régime que fut Mgr Champion de Cicé.

I

Le personnage est intéressant par lui-même, par le rôle qu'il a joué. Avant la Révolution, nommé d'abord à l'évêché de Rodez, il se révèle très homme d'action, grand administrateur, très combatif et voulant allier la force à l'adresse contre son chapitre, contre les adversaires de l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne. Sur le siège archiépiscopal de Bordeaux, on le voit tenter de domestiquer son clergé, soutenir un conflit avec le Parlement, conquérir par l'intrigue et l'autoritarisme mêlés un mandat de Constituant. Sous la Révolution, se berçant de l'espoir de devenir un Richelieu ou un Mazarin, au gré de ses ambitions ou des circonstances il figure tantôt parmi les ennemis de l'Ancien Régime et de l'Eglise d'Ancien Régime, tantôt au premier rang des défenseurs occultes de la monarchie, comme garde des sceaux dans le ministère Necker, et vis-à-vis du clergé, vis-à-vis de l'Eglise romaine, sa conduite n'a pas été moins exempte de fluctuations. Tombé du pouvoir et toujours ambitieux, en exil, il lui a fallu contre ses compagnons d'émigration entamer de nouvelles controverses et contestations, et persécuté par les partisans de l'absolutisme royal, l'ostracisme dont il était victime lui a inspiré les plus sages conseils à l'adresse du prétendant Louis XVIII, puis le dégoût d'une cause pour laquelle il fallait une abnégation rare chez les politiques. Il s'est donc rallié à Bonaparte, en a reçu

la métropole d'Aix à gouverner dans l'Eglise concordataire, nouvel avatar qui n'était assurément qu'un pis-aller pour le prélat qui, jusqu'en 1799, n'avait point abandonné l'espoir de devenir le premier ministre d'une monarchie restaurée.

Cependant, en dépit de ses déceptions, en dépit de l'âge et des infirmités, Mgr Champion de Cicé promu archevêque concordataire d'Aix, n'a point considéré son trône archiépiscopal comme le fauteuil où il lui serait doux d'endormir des rêves séniles et il n'a point voulu négliger les prérogatives et les honneurs obscurs que lui conférait sa dignité nouvelle dans la capitale de la Provence. Il a retrouvé toute son ardeur pour l'œuvre de reconstitution de l'Eglise de Provence ; il a déployé contre les adversaires de cette Eglise ses aptitudes et talents d'autrefois, fortifiés par sa longue expérience, trempés par l'adversité. A la tâche de reconstituer cette Eglise aussi puissante qu'avant 1789, de la reconstituer à l'insu et à l'encontre de l'Etat laïque, il s'est voué tout entier. Quand on suit sa marche silencieuse et sûre à travers et malgré les difficultés, quand on étudie sa diplomatie, ondoyante et diverse quant aux moyens, d'une imperturbable constance quant au but poursuivi, on se rend compte que endormir les méfiances, esquiver les refus et dérober les concessions, faire le siège des consciences et séduire les fonctionnaires les plus réfractaires malgré leurs scrupules administratifs, ne fut qu'un jeu pour le prélat grand seigneur qui, dans l'Eglise et dans la vie publique également, parmi les splendeurs et ensuite dans la détresse, avait appris l'art des manèges et des intrigues et exploré tous les détours du cœur humain.

Le confident du prélat, l'abbé Rey, dans l'Oraison funèbre qu'il lui consacre, fait de lui cet éloge candide : il était de ceux qui « savent se faire jour à travers les obstacles sans nombre qui peuvent se trouver sur leurs pas ». Un historien marseillais, d'esprit religieux et très au courant des traditions locales, appelle Mgr de Cicé : « cet Ulysse de l'épiscopat ». Aucun de nos lecteurs ne s'inscrira en faux contre ces jugements ¹.

1. Rey, Oraison funèbre, p. 5 ; Lautard, *op. cit.*, t. II, p. 230.

II

D'autre part il n'est pas inutile de voir comment Mgr de Cicé s'était formé à l'administration temporelle et spirituelle d'un diocèse sous l'Ancien Régime, combien dans l'administration d'un archevêché concordataire il a repris de ses procédés d'avant 89, combien dans l'action sacerdotale il s'est efforcé de rétablir de l'ancien culte tout ce qui agissait sur l'esprit des populations, y compris nombre de pratiques extérieures, par exemple, la vénération des reliques, etc., y compris les confréries, en un mot tout ce que certains historiens affirment ne s'être développé à nouveau dans l'Eglise de France qu'au cours du xix^e siècle.

On se rend compte également que pour les rapports de l'Eglise catholique avec les hétérodoxes et les incrédules, Mgr de Cicé durant toute sa carrière s'est fondé sur la théorie de la tolérance civile préconisée par Turgot. Avant 1789, grand seigneur ecclésiastique dans une société qui se piquait de philosopher, grand administrateur soucieux à la fois d'ordre et d'autorité, il s'est rallié à une théorie qui condamnait les persécutions inutiles, choquantes et susceptibles d'entraîner des troubles, qui par contre maintenait à l'Eglise catholique sa situation d'Eglise d'Etat exclusive et chargée par l'Etat de la direction morale des sujets. Et tous les membres éclairés de l'épiscopat pensaient comme lui. Cette théorie de la tolérance civile a prévalu même parmi les Constituants, ainsi que le prouvent la discussion et le vote de l'article X de la Déclaration des Droits qui se contente d'affirmer « nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses », alors que Rabaut Saint-Etienne, pasteur protestant, réclamait la liberté de conscience. Après 1789, tandis que les révolutionnaires répudiaient le premier principe pour adopter le second, Mgr de Cicé a persisté à considérer la théorie de la tolérance civile comme l'extrême concession qu'il pût faire à l'esprit de son temps. Il l'a érigée en règle de sa conduite sur le siège archiepiscopal d'Aix à partir du Concordat. Et cette manière de voir n'était pas particulière à Mgr de Cicé, parmi l'épiscopat napoléonien. De là, dans les rapports de notre prélat avec les ex-assermentés, avec

les hétérodoxes et les incrédules de Provence, les nombreuses dérogations que nous avons marquées à l'égard du principe de l'absolue liberté de conscience, dérogations très conciliables avec le principe de la tolérance civile. Ainsi procèdent également nombre de ses collègues de l'Ancien Régime entrés dans l'Eglise concordataire.

On peut croire que, Mgr de Cicé une fois mort et l'Empire napoléonien disparu, les prélats de la Restauration sont demeurés fidèles à cette conception du XVIII^e siècle d'après laquelle le catholicisme devait être religion d'Etat exclusive et les dissidents réduits à se contenter de la tolérance civile à l'instar des protestants de 1787 à 1789. On peut même avancer que cette conception a subsisté dans bien des esprits tant qu'il y a eu une Eglise catholique d'Etat, d'autant qu'à maintes reprises les gouvernants, soucieux d'accoter le trône à l'autel, ont laissé ou donné à l'Eglise la direction morale des Français. S'il en a été ainsi, c'est à Mgr Champion de Cicé notamment qu'il faut reconnaître le mérite d'avoir, de l'épiscopat de l'Ancien Régime à l'épiscopat concordataire, par delà la Révolution, renoué la chaîne de traditions et d'ambitions qui devaient durer encore un siècle.

On saisit aussi sur le vif dans les agissements de Mgr de Cicé, durant toute sa carrière ecclésiastique, cet état d'esprit si méconnu, si rarement observé ou signalé par les historiens du clergé et que nous avons dénommé le gallicanisme épiscopal. Le fait que cet état d'esprit subsiste encore dans la période 1802-1810 chez Mgr de Cicé et vraisemblablement chez nombre de ses collègues, permet de penser que cette période marque dans la vie de l'Eglise de France une heure décisive, celle où le gallicanisme épiscopal a essayé de s'affirmer à nouveau et a été condamné définitivement à mourir, la défaite de Napoléon I^{er} dans sa querelle avec Pie VII marquant la ruine de l'autonomie administrative, de l'autonomie de fait à l'égard de Rome, de l'épiscopat gallican.

Il se dégage encore de la carrière épiscopale de Mgr de Cicé à l'archevêché d'Aix, une observation que nous ne pouvons que signaler sans y insister davantage : la différence qui subsista, même dans l'épiscopat concordataire, entre les éléments provenant de l'Ancien Régime et ceux qui étaient issus de l'Eglise

assermentée. Ces derniers paraissent avoir été infiniment plus pénétrés de gallicanisme doctrinal et d'obéissance à la loi civile. C'est du moins ce que le lecteur peut penser en comparant les agissements de Mgr de Cicé avec ceux de son suffragant, Périér d'Avignon.

A ces divers titres nous croyons que l'exposé de l'administration et de l'action sacerdotale de Mgr de Cicé à l'archevêché d'Aix, constitue une contribution d'importance pour l'histoire de l'Eglise concordataire.

III

Mais, nous l'avons dit dans notre Introduction, ce que nous avons voulu surtout faire apparaître, c'est la nature des rapports entre le chef de l'Eglise de Provence et le régime consulaire, puis impérial. L'étude de ces rapports permet effectivement de jeter une certaine lumière sur les rapports généraux entre l'Eglise et l'Etat, immédiatement après le Concordat, et sur les attitudes par lesquelles successivement passe le gouvernement à l'égard de l'Eglise entre 1802 et 1810.

En l'an XI le Premier Consul ne fait guère au clergé que des concessions conformes au but poursuivi, au rétablissement d'une Eglise catholique d'Etat. Ces concessions sont prudentes pour la plupart, quelques-unes parcimonieuses au point que l'existence matérielle du bas-clergé n'est point assurée. Et cependant l'Etat viole déjà certaines des restrictions que lui-même, dans le Concordat et les Organiques, avait imposées à l'action de l'Eglise.

De l'an XII jusques après le Sacre, la condescendance du régime napoléonien pour l'Eglise s'accroît très rapidement. C'est en vue d'obtenir l'appui du clergé pour l'Empire et de récompenser le Saint Père de sa collaboration au Sacre.

De 1805 à 1807 inclus on assiste au maintien de cette politique, car il s'agit de parer au mécontentement que provoquent le réveil de la guerre continentale et la crise économique. Aussi en 1807-1808 l'Eglise de Provence est déjà très forte aux dépens de l'Etat, elle domine complètement les représentants de l'Etat qui, aux divers degrés de la hiérarchie, administrent les Bou-

ches-du-Rhône et le Var. On peut conjecturer qu'il en est de même dans toute la France.

En 1808, sous l'effet de la querelle avec le Saint Siège, se dessinent chez Napoléon des méfiances à l'égard du clergé et vis-à-vis des privilèges que détient ou possède l'Eglise, méfiances mêlées d'abandons soudains, de coquetteries, de sacrifices qui dépassent toute prévision, politique de bourrasques qui aliène à l'Etat l'Eglise sans la désarmer vis-à-vis de lui.

Récapitulons les faveurs gouvernementales, concédées à l'Eglise de France tout entière et dont l'Eglise de Provence a profité de 1802 à 1810. Récapitulons celles que personnellement Mgr de Cicé a obtenues ou surprises.

En l'an XI les départements et communes sont invités à venir en aide aux ministres du culte et au culte même. L'épiscopat est autorisé à faire des règlements provisoires pour les fabriques. La publicité du culte est assurée. De son côté, Mgr de Cicé écarte de son clergé les assermentés, dans la mesure qui peut se concilier avec la prudence. Il obtient le rétablissement des bans ecclésiastiques. Il fait disgracier le préfet Delacroix, des Bouches-du-Rhône, qui lui résiste.

De l'an XII à 1807 c'est le décret du 24 messidor an XII (13 juillet 1804) sur le rang à assigner à l'épiscopat parmi les dignitaires. C'est celui du 23 ventôse an XII (14 mars 1804) assurant aux frais de l'Etat l'établissement de séminaires métropolitains ; la concession, le 30 septembre 1807, de bourses de l'Etat dans les séminaires ; le décret du 7 mars 1806 exemptant les ecclésiastiques du service militaire. C'est pour les Conseils généraux l'obligation de contribuer à l'entretien du clergé, obligation inscrite dans la loi de finances de l'an XIII ; 24.000 succursalistes pris en charge par l'Etat le 11 prairial an XII (31 mai 1804) et le 5 nivôse an XIII (26 décembre 1804), et finalement tous les succursalistes le 30 septembre 1807. D'autre part les fabriques reçoivent le 24 prairial an XII (13 juin 1804) le monopole des pompes funèbres tandis que nombre de faveurs de détail tendent à reconstituer la propriété ecclésiastique. Le costume ecclésiastique et la publicité la plus large du culte sont autorisés ; le gouvernement pratique une tolérance systématique soit dans les cas de refus de sacrements, soit en face de la reconstitution des confréries de pénitents et

autres associations pieuses ; quant aux congrégations hospitalières et enseignantes, la tolérance est admise pour certaines, la consécration officielle pour d'autres, notamment les Frères des Ecoles chrétiennes. C'est enfin l'Assistance Publique et l'enseignement de l'Etat mis plus ou moins sous le contrôle du clergé. Dans le même temps, Mgr de Cicé soumet à son influence le successeur de Delacroix à la préfecture des Bouches-du-Rhône, Thibaudeau. Il multiplie les fêtes non autorisées et la réouverture des chapelles, il réclame l'obligation du sacrement et du baptême, des pénitences fructueuses de la part des acquéreurs de biens nationaux ; il couvre les infractions à la police des inhumations commises par ses subordonnés et leur donne l'exemple, etc. Enfin et surtout Mgr de Cicé fait reconnaître par le gouvernement que seuls les évêques sont juges des plaintes contre les ecclésiastiques, sauf l'appel comme d'abus, et il dispose de plus en plus de la nomination des maires et juges de paix dans les deux départements de son diocèse.

De 1808 à 1810, l'Etat, malgré les soupçons de l'Empereur à l'encontre du clergé, voire même à la suite de ces soupçons, l'Etat, disons-nous, établit le mode de la contrainte préfectorale à l'égard des communes pour les déterminer à contribuer aux frais du culte et à augmenter le traitement qu'il sert maintenant à tous les desservants de paroisses (décret du 30 décembre 1809, loi du 14 février 1810). Les fabriques sont remises complètement au clergé par la suppression de l'institution appelée fabrique extérieure. Les communautés hospitalières de femmes sont reconnues officiellement, y compris les vœux temporaires (18 février 1809). L'Université est rendue inoffensive pour l'Eglise et pour les séminaires, grands ou petits. Cependant Mgr de Cicé multiplie dans le diocèse d'Aix les associations religieuses et congrégations, contrecarre et annule toute mesure gouvernementale plus ou moins restrictive de l'action ecclésiastique.

Toutes les concessions importantes de l'Etat napoléonien à l'Eglise, l'Eglise en prend note par l'organe de la Commission ecclésiastique de 1809 réunie à l'occasion du différend du pape et de l'Empereur ¹. Mais il faudrait y joindre l'immense autorité morale restituée au clergé, ce fait, relevé par Permon, que

1. De Barral, *op. cit.*, p. 121.

dans le silence général imposé aux écrivains, aux orateurs par le régime politique, seule peut s'élever la parole ecclésiastique flétrissant les philosophes, les révolutionnaires dont ce régime politique, à ses débuts du moins, s'était reconnu solidaire. Mgr de Cicé en profite largement, de même ses collaborateurs, et si l'un d'eux dépasse les bornes il n'est point de sanction effective. Ainsi vont les choses dans toute la France.

C'est pourquoi, lorsque Thibaudeau déclare qu'aux prêtres l'Empereur ne « promettait ni richesses ni autorité », et que « sous Napoléon le clergé n'était rien politiquement », nous affirmons que c'est faux, notamment dans le diocèse même dont faisait partie le département administré par Thibaudeau ¹.

De ces faits, les adversaires de l'Eglise seront obligés de conclure à l'absolue inefficacité, pour contenir l'Eglise dans l'obéissance à l'Etat, du Concordat de 1802 renforcé des Articles Organiques. Si, de ce Concordat certains anticléricaux pleurent aujourd'hui la disparition, c'est qu'ils ignorent tout de l'histoire de l'Eglise sous Napoléon I^{er}, c'est parce que cette histoire n'a guère été étudiée que dans l'épisode de la querelle du pape et de l'Empereur, tandis qu'elle est beaucoup plus vivement éclairée par l'examen de l'application du Concordat dans tel ou tel diocèse.

Par contre, de ces faits les défenseurs de l'Eglise conclueront, avec une fierté et une allégresse bien légitimes, que sous tous les régimes, et nonobstant les chaînes que l'Etat lui forge, l'Eglise grandit et s'impose, tant qu'elle n'a pas contre elle la majorité de la nation.

Et quand nous marquons les principales victoires de l'Eglise et de l'épiscopat sur l'Etat entre 1802 et 1810, quand nous relevons les divers avantages conquis ou surpris par Mgr de Cicé au profit de son clergé et du culte sur l'autorité temporelle et sur les prescriptions des administrateurs napoléoniens, nous n'avons point en vue de les dénoncer à la vindicte laïque. Du moment qu'ils se considéraient, étant prêtres et évêques, comme investis d'une mission divine, ils devaient se vouer absolument, passionnément, de tout leur être, au triomphe de l'Eglise sur l'Etat. Lorsque Napoléon s'avisait de dire : « Les

1. Thibaudeau, *Mémoires*, p. 271.

prêtres ne sont jamais contents », il montrait qu'il méconnaissait complètement l'état d'esprit du clergé, car il est du devoir des prêtres de n'être « jamais contents », ayant à réaliser le règne de Dieu sur la terre.

IV

Nous pensons encore que notre travail ne sera point inutile à l'étude de l'administration intérieure de la France sous le Consulat et l'Empire.

On y verra un Napoléon, cet homme d'Etat qui, au dire de la légende, fut d'une clairvoyance impitoyable, qui fut omniscient, qui fut omnipotent, on y verra un Napoléon singulièrement candide et inlassablement dupé. Le souverain qui prétend n'avoir point « l'habitude d'être trompé », est sans cesse trompé par ses ministres et par leurs subordonnés. M. Aulard a montré naguère quel étrange interprète des projets et des volontés du Maître fut M. de Fontanes, dans l'organisation et le fonctionnement de l'Université. On se convaincra, en nous lisant, qu'au département des Cultes, Portalis père et fils, travaillèrent de tout leur zèle, le premier plus ou moins consciemment au début, à favoriser l'autorité du clergé, à augmenter les droits et privilèges de l'Eglise aux dépens de l'autorité du gouvernement et des droits et prérogatives de l'Etat laïque.

On peut, du point de vue gouvernemental, blâmer cette conception que le premier ministre des Cultes du régime moderne et son successeur intérimaire avaient de leurs devoirs. Mais il n'est point nécessaire de recourir, pour l'expliquer, à l'hypothèse commode et avilissante d'une trahison. Indépendamment même des sympathies éminemment respectables que les deux Portalis avaient pour la religion et l'Eglise, pour l'Eglise de Provence notamment, ils gardaient de l'Ancien Régime, le second héréditairement pour ainsi dire, des préférences pour la théorie de la tolérance civile, la tendance à établir dans l'Etat une religion dominante et le besoin instinctif d'associer la religion à la politique, d'appuyer le trône sur l'autel et d'appeler la religion à collaborer au développement de la morale. Au cours de ce XVIII^e siècle où l'on voit les esprits éclairés essayer

de séculariser la pensée, tous jugent pourtant indispensable de requérir le concours d'une religion d'Etat pour prêcher aux citoyens leurs devoirs envers l'Etat et leurs devoirs les uns envers les autres. A plus forte raison éprouvait-on cette nécessité au sortir de la Révolution, quand chacun sentait le besoin de refaire des bases au gouvernement et à la société restaurés. Les deux Portalis traduisaient simplement dans la pratique administrative le *Génie du Christianisme*.

Tandis que la sollicitude des Portalis dérobaient au Maître la vue des empiètements de Mgr de Cicé et de ses collègues, les recours des préfets au ministère de l'Intérieur contre l'épiscopat demeuraient sans réponse, sauf s'ils s'agissait du budget des communes à alléger des frais du culte. Seul Fouché, le ministre de la Police prêtait l'oreille aux réclamations contre l'action du clergé, mais les rapports qu'il en faisait ne parvenaient point à l'Empereur ou n'étaient point admis.

La vue d'un tel état de choses conduit à accepter avec M. Schmidt, avec M. Aulard, le bien-fondé des plaintes d'un Lesay-Marnésia ou d'autres hauts fonctionnaires de l'ordre administratifs sur « la divergence des mesures qui émanent des divers ministères. Pendant que l'un fait tout ce qui est nécessaire pour calmer, un autre fait tout ce qu'il faut pour aigrir... La France a beau n'être qu'un seul empire et n'avoir qu'un seul empereur, tant qu'il n'y aura point d'unité de mesures et de vue dans les ministères, il n'y aura point de véritable unité dans l'Etat. Et descendant des Ministères aux Préfectures qu'importera que le préfet fasse tous ses efforts dans un sens, si toutes les administrations latérales font les leurs en sens différent ¹ ». L'unité de conception et de direction dans le gouvernement, la parfaite régularité de fonctionnement de la centralisation napoléonienne ne sont admises que par ceux qui jugent de loin : l'illusion cesse quand on approche du mécanisme. L'incohérence gouvernementale dont l'Ancien Régime avait marqué les beaux jours reparaît, quoique dans de bien moindres proportions, après la secousse révolutionnaire, dès l'établissement du régime moderne.

1. Lesay-Marnésia, préfet du Bas-Rhin, au ministre de l'Intérieur, Strasbourg, 20 novembre 1810 (Schmidt dans *Revue des études napoléoniennes*, juillet 1912, p. 101).

Accessoirement, il nous sera permis d'avancer que tout n'a pas été dit sur un des ministres que nous rencontrons dans notre livre, sur Fouché, par l'œuvre cependant très considérable de M. Madelin. Nous ne craignons pas d'affirmer plus nettement, plus amplement que M. Madelin, après avoir vu Fouché à l'œuvre, que dans le gouvernement napoléonien, dans le ministère de façon plus précise, Fouché s'oppose directement à Portalis, le surveille, le contrôle, le combat, que le ministre de la Police et son état-major à Paris, son commissaire général de police à Marseille, représentent la politique de laïcité vis-à-vis de la politique cléricale de Portalis, et qu'on ne peut comprendre Fouché si on ne le place pas en face de Portalis.

V

Sur l'attitude et le rôle des préfets napoléoniens dans les départements provençaux, M. Fournier avait déjà dit l'essentiel dans son livre. L'apparition des *Mémoires* de Thibaudeau nous a permis d'ajouter à ce qu'expose M. Fournier, de même que nos documents nous ont aidé à rectifier certaines assertions de Thibaudeau. Signalons encore, sans insister, ce que ces deux ouvrages ne montrent point : le maintien dans les Bouches-du-Rhône et le Var, sous le Premier Empire, d'une vie politique locale intense, malgré la centralisation politique. Des partis subsistent dans chaque commune et se disputent avec acharnement la mairie, c'est-à-dire le pouvoir avec tous ses profits. Et plus ou moins exactement, on les appelle comme avant le 18 brumaire « jacobins » ou « royalistes ». Même les différences de tempérament politique subsistent et demeurent très apparentes, d'une région à l'autre. Le Var reste beaucoup plus irréligieux, et même anti-clérical que les Bouches-du-Rhône. La minorité révolutionnaire agissante y est incontestablement plus forte.

VI

Toute conclusion doit, à propos du passé, donner des lumières sur l'avenir. Ainsi l'œuvre de reconstitution de l'Eglise de Provence par Mgr de Cicé, si, comme tout le fait supposer, elle eut son analogue dans tous les diocèses, cette œuvre nous fait comprendre que la chute de l'Empire ne devait point avoir de répercussion funeste pour l'édifice bâti par l'épiscopat concordataire en accotement de l'Etat napoléonien et à l'ombre de l'Etat napoléonien. L'édifice était déjà suffisamment solide pour que, l'Etat napoléonien venant à s'écrouler, l'Eglise de France subsistât auprès de ses ruines, intacte et même d'autant plus forte, capable à son tour de servir d'appui à l'Etat de la Restauration, qui, de son côté, devait lui conférer un énorme accroissement de puissance.

VII

Mais l'action de Mgr de Cicé, l'action de ses collègues de l'épiscopat napoléonien n'auraient pas suffi à l'œuvre de réfection de la puissance de l'Eglise catholique sous le couvert de l'application du Concordat.

Pour expliquer leur succès, le mieux est d'emprunter, en le modifiant, le mot fameux de La Marck sur le roi Louis XVI et la Révolution¹ : A peu près tout le monde en France, depuis l'Empereur jusqu'au dernier de ses sujets, a par intention, action ou omission pris part à la reconstitution de l'Eglise de France.

1. La Mark écrit : « Tout le monde en France, depuis le roi jusqu'au dernier de ses sujets, avait par intention, action ou omission pris part à cette Révolution. » (*Correspondance de Mirabeau avec La Mark*, Paris, 1851, 3 vol. in-8, t. I, p. 150.)

INDEX ALPHABÉTIQUE

*Des noms de personnes, des noms d'auteurs non cités dans la
Bibliographie, des noms de lieux ¹.*

A

ABEL (H. , p. 144 n.
ABRANTÈS (Mémoires de la duchesse d'),
p. 138 n. 1, 148 et n. 290 n, 459 n.
Advinent, p. xv.
Agen, p. 13, n. 2.
Aillaud, p. 250.
Aiz (archevêque d'). v. Boisgelin, pré-
dcesseur de M. de Cicé.
Aiz (sous-préfet d'), v. Vernet, Aubert,
d'Arbaud.
Aiz (maire d'), v. Brignon, Sallier, For-
tis, Fauris, et de nouveau Fortis.
Aiz-la-Chapelle (Allemagne), p. 2 n. 1.
Ajaccio, p. 134, 196.
Alais (évêque d'), v. Bausset.
ALBANÈS (abbé), p. 200 n, 201 n, 217 n,
562 n, 565 n. 1.
Albertas (d'), p. 305, 306.
Albi, p. 6.
Alexandre (conseiller général des Bou-
ches-du-Rhône), p. 483 n.
Alexandrie (d'Italie, alors chef-lieu du
département de Marengo).
Alger, p. 484.
Allaman (abbé), p. 214.
Allemagne, p. 58, 70, 294, 466.
Alpes (département des Basses), p. 196.
Alpes (département des Hautes , p. 196,
458.
Alpes-Maritimes (département), p. 196,
405, 493.
Alpheran, p. 468 n.
AMBROISE DE BERGERAC (Le P.), p. 259 n.
Amiens (évêque d'), v. Villaret.
Amiens, p. 186.

Amphoux (abbé), p. 314 n.
Amsterdam, p. 70, n. 1.
Ancône (chef-lieu du département du
Metauro), p. 296.
Andrezel (abbé d'), p. 16, 72 n. 1, 73 et
n. 2.
André (le P.) p. 215.
André (d'), p. 308.
Angers, p. 74, n. 1.
Angleterre, p. 39, 44 n. 1, 71, 72, n. 1,
74, 89, 120, 156, 200, 283, 468, 473.
Angoulême, p. 13 n. 2, 72 n. 1, 566.
Anthoine, p. 281, 298, 306, 436, 493.
Antibes, p. 180, 274.
Antiboul, p. 139 et n. 485.
Antonelli (cardinal), p. 206, 320 n.
Apt, p. 134, 197 n.
Aquitaine, p. 11, 12, 13, 72, 132.
Arbaud de Jouques (d'), p. 162 n, 305,
306, 307, 308 n, 312 n, 437 et n, 468 n,
477, 483, 550.
Archier (abbé), p. 214, 217 n, 372, 477,
540 n. 1, 554 et n, 566 et n.
Ariège (département), p. 417.
Arles, p. 134, 135, 141, 177, 178, 183, 211
et n. 2, 218, 244, 250 et n, 258, 264,
312, 385 n, 392, 397, 405, 409, 410,
417, 418, 419, 420, 421, 423, 424, 426,
431, 432, 441, 444 n, 451, 554.
ARMAND JEAN (Le P.), p. 3 n, 10 n. 1,
18 n. 1, 466 n.
Arno (département), p. 138 n. 2.
Arnoux (abbé), p. 211.
Arquier (abbé), p. 312, 314 n, 355, 442,
444 n, 477, 559, 561 et n. 1, 562 n,
564, 566 et n.
Arras évêque d'), v. Conzié.
Artois (le comte d'), p. 71, 72 n. 1, 78,

1. Les noms d'Aiz, Bonaparte, Bouches-du-Rhône, Champion de Cicé (Jérôme-Marie), Marseille, Napoléon, Provence, Var reviennent trop souvent pour figurer dans cet index.

et n. 1, 82, 83, 88 n. 1, 90, 97, 98, 99,
100, 101 n, 103, 105, 211.
Astros (abbé d'), p. 364.
Aubagne (Bouches-du-Rhône), p. 113,
162 n, 266 n. 1, 444 n, 449.
Aubert (évêque constitutionnel), p. 132
et n. 2, 135, 136 n. 1, 197 et n.
Aubert (sous-préfet), p. 142 et n, 162 n,
209, 278, 280 n. 1.
Aubin (maire de Grasse), p. 437.
Aucoc, p. 357, n. 1.
AULARD, p. 33 n. 1, 34 n, 53 n. 2, 63 n. 2,
96 n. 1, 109 n, 117 n, 130 n. 3, 132 n. 2,
138 n. 2, 139, 278 n. 1, 280 n, 284 n, 290
n, 303 n, 400 n, 407 n, 409 n. 2, 551 n,
553 n, 555 n, 576, 577.
Auribeau (abbé d'), p. 73, n. 2.
AURIBEAU (ses *Mémoires*), p. 36 n. 1,
38 n. 2, 66 n, 141 n.
Auriol (Bouches-du-Rhône), p. 290 n.
Austerlitz, p. 295, 298, 300 n, 423.
Autriche, p. 44 n. 1, 493.
Autun, p. 40 n. 2, 560.
Auzerre (évêque d'), v. Cicé (Jean-
Baptiste-Marie Champion de).
Auzerre, p. 127 n.
Auzias (abbé), p. 215, 217 n.
Avaray (d'), p. 86, 87, 88 n. 1, 89, 90,
96, 97, 98 n. 1.
Aviau (Mgr d'), p. 16 et n. 1, 67 n. 1,
105 n, 131, 132 n. 1, 133, 208, 247, 271,
285, 289, 313 et n, 378, 379 n, 380,
381 et n, 394 n, 437 n, 563.
Avignon, p. 61, 134, 196, 197, 201 n,
313 n, 314, 321, 322, 328 n, 342, 374 n,
386, 395 n, 432 n, 448 n, 453, 461 n,
477 n, 480, 494, 529 n, 572.
Aygaldes Les, (B-du-Rhône), p. 302 n.
Azémar (d'), p. 297, 298 n, 381, 387, 392,
433, 434, 435, 436, 451, 483 et n, 496
et n, 513, 540, 543, 545 n, 550, 556 n,
560, 561 n. 1.

B

BACHAUMONT, p. 19 n.
Bagnotes, p. 62 n. 3.
Bain fils, p. 138.
Bâle (Suisse), p. 162 n.
Bar (Le, alors dans le Var), p. 461 n.
BARANTÉ (de), p. 90 n. 1.
Barbeutane (Bouches-du-Rhône), p. 252
et n.
BARBOTIN, p. 33 n. 1, 36 n, 38.
BARDOUX, p. 73 n. 2.
Barentin (de), p. 44.
Bargemont (Var), p. 216.
Bar-le-Duc, p. 8 n, 40.

Barnave, p. 48.
Barral (Mgr de), p. 54, 56 n. 2, 73, 102,
125, 126, 175 n, 501, 511, 512 et n.
BARRAL (Mgr de, ses écrits), p. 54 n. 1,
499 n, 512 n, 574 n.
Barras, p. 284, 301, 302 n, 490.
BARRAS (*Mémoires* de), p. 278 n. 1,
284 n.
Barruel (abbé), p. 411.
Barthélemy (de), p. 162 n, 266 n, 281.
Baume (abbé de La), p. 312 et n. 2.
Bausset de Roquefort (Mgr Emmanuel
François de), évêque de Fréjus,
p. 135, 197.
Bausset de Roquefort (Mgr Pierre-
François - Gabriel - Ferdinand de)
abbé, puis évêque de Vannes, p. 200,
201, 202, 290 n, 312, 442, 444 n, 468 n,
476, 477 n. 512, 564, 565, 566.
Bayeux (évêque de), v. Brault.
Bayonne, p. 487, 514.
Beaucaire (Gard), p. 244.
Beaurais, p. 514.
Beausset (Le, (Var), p. 144 n, 146, 153 n,
161, 235, 236 et n.
Bécherel (Mgr), p. 190 et n.
Belgique, p. 68, 70, 347 n. 2.
Bellart, p. 70 n. 2, 109 et n.
Bellon (abbé), p. 295, 356 n, 429 et n,
496 n.
Belloy (Mgr de), p. 130 et n, 135, 145,
147, 166, 197, 278, 358, 359 n, 488 n,
562.
Belvès (Dordogne), p. 13.
Belzunce (Mgr de), p. 371, 372 n, 399,
427, 484.
Bergasse, p. 40 et n. 2, 41.
Berlin, p. 62, n. 3.
BERNARD, p. 136 n. 1.
Berne (abbé), p. 212.
Bernier Mgr), p. 151 n, 221 n, 233, 235 n.
Bernis (Mgr de), p. 55, 56, 60 n. 2, 70,
71 n. 1.
Berthier (général César), p. 515, 518 n.
Besançon, p. 384.
Beugnot, p. 159.
Beylot (abbé), p. 72 n. 1, 95, 131, 132
n. 1, 200, 290 n.
Bigot de Préameneu, p. 451, 481, 482,
483, 487, 488 n, 501, 502, 504, 505, 530,
531, 532, 537, 539, 543, 544, 545 n, 546,
548, 549, 552 n, 564.
Bintinaye (Aegidius-François de la),
p. 2.
Bintinaye (abbé de la), p. 16, 23, 70, 71.
Bilhère (abbé), p. 518 n.
Biré (abbé de), p. 13 n. 2.
Biré (Anatole), p. 533 n.

Blain, p. 281.
 Blanc (abbé André), p. 316.
 Blanc (abbé), p. 437 n.
 Blanche (abbé), p. 199, 200 n, 290 n, 322 n.
Blankenbourg (Allemagne), p. 48, n. 1.
 BLENNERHASSELT, p. 41 n, 290 n. 1.
 Blois (évêque de), v. Thémines.
 Boisard, p. 494, 495.
 Boisselin de Cucé (Mgr, Jean de Dieu Raymon de), p. 2 et n. 2. p. 8, 39, 40, 53 n. 2, 54 n. 1, 55, 57 n. 1, 73, 77, 88 n, 102, 105 n. 1, 111 n, 124, 125, 126, 128, 129 et n. 1, 156, 158, 197, 199, 208, 397 n.
 Boisselin, p. 139, 180 et n, 281 et n.
 Bonafous ou Bonnefoux (abbé), p. 95, 132 n. 1.
 Bonald (de), p. 6 n.
 Bonaparte (Joseph), p. 144 n, 436.
 Bonaparte (M^{me} Joseph), p. 144 n. 209, 210, 211.
 Bonaparte (Pauline), p. 184, 185, 186 n, 470, 471, 472 n.
 Bonardi, p. 312 n. 2.
 BONDIL, p. 213 n. 3, 243 n, 444 n.
Bonneveine (Bouches-du-Rhône, alors en dehors de Marseille), p. 210, 378.
Bordeaux, p. 11, 12, 13, 14 et n. 2, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et n. 3, 29, 32, 33, 51, 54, 66 n, 67 n. 2, 68, 72 et n. 1, 129, 137 n. 1, 199, 200, 208, 217 n, 220, 247, 250, 270, 276, 297, 313, 342, 345 n, 373 n, 379 n, 380, 395 et n, 437 n, 563, 568.
Bordeaux (archevêque de), v. Aviau.
 Borelly (abbé), p. 209, 212.
 Borghèse (Pauline), v. Bonaparte Pauline.
 Bosc, p. 8, n. 1.
 BOSQUET, p. 50, n. 1,
 Bossuet, p. VII, 364, 464.
 Bouasse, p. 407 n.
 Bouche, p. 58.
Bouches-du-Rhône (préfet des), v. De-lacroix (Charles) et Thibaudeau.
 Bouchet, p. 302 n.
 Bouchon (abbé), p. 165, 166, 214, 217 n, 366, 415, 416 et n, 428, 449.
 Boulard (abbé), p. 200, 444 n.
 BOULAY DE LA MEURTHE, p. 101 n. 1, 121 n, 126 n, 127 n, 128 n. 1, 129 n. 1, 130 n. 1, 132 n. 1, 151 n, 190 n, 221 n, 235 n, 236 n.
 Boulogne, p. 129 n.
 Boulogne (abbé de), p. 131, 132 n. 1, 453 et n.

Bourges, p. 22, 23, 40 n. 2, 73 n. 2.
 BOURRILLY, p. 407 n.
 BOUSQUET, p. 144 n, 236, 259 n, 369 n, 466 n, 484 n.
 Boyer (abbé), p. 14, 72.
 Brancas (Mgr de), p. 157, 359 et n, 560 et n, 562.
 Brandi (abbé), p. 294.
 Brault (Mgr), p. 208.
Brest, p. 57 n. 1, 63 n. 2.
 Bretenier (le P. Charles), p. 367, 449, 453 n, 455.
 BRETTE, p. 29 n. 2, 38 n. 1.
 Brienne (Mgr Loménie de), p. 21, 31, 97, 161 n.
Brignoles, p. 139 n, 212, 213 n. 3, 217 n, 312, 313, 314 n, 356, 520 n.
Brignoles (sous-préfet de), v. Philibert.
 BROTONNE (de), p. 483 n.
 Brun-Boissière (abbé), p. 217.
 Brun-Favas, p. 298 n.
Bruzelles, p. 68, 477 n.
Buchez, p. 62 n. 2.
 Budos (de), p. 28 n. 3.
Busquet (Raoul), p. XII, 453 n.

C

Cabrol (abbé), p. 312, 314 n.
 Cabrol (maire de Rians), p. 414 n.
 Cacault, p. 190 n.
 Cachard, p. 437 n.
Cadière (La, Var), p. 146.
 Cadoudal, p. 283, 285, 286, 287 n, 474.
Caen, p. 333.
 Cafford (abbé), p. 366, 367 n, 485 n.
Cahors, p. 210.
 Caillemer, p. 139 et n, 180 n, 293, 410, 494, 516, 517.
Calais, p. 129 n.
 Caleppi (Mgr), p. 71 n. 1.
 CALLEN, p. 13 n. 1.
 Calonne (de), p. 19, 21 et n, 26.
 Cambacérès, p. 127, 128, 158, 230 et n. 2, 231 et n, 347, 351, 387, 409.
Cambrai, p. 12.
 Campan (M^{me}), p. 48 n. 1.
 CAMPARDON, p. 488 n.
Campiano (département de Gênes), p. 518 n.
 CANS, p. 4 n. 1.
 Caprara (cardinal), p. 126, 128, 130, 131, 132, 133, 136 n. 1, 182, 188, 193, 194 et n, 195, 198, 205 et n, 207, 221 n, 233, 235 n, 249, 282, 299, 300 n, 334 n, 364, 375 n. 2, 384 n, 479, 499 et n, 500, 501, 511, 512 n.
 Carbon, p. 2 n. 1, 108, 109, 285.

- Carcassonne*, p. 11, 16, 131, 229.
Carcès (Var), p. 429 et n.
Carentan (Manche), p. 139 n.
Carles (abbé), p. 457, 513.
Carpentras, p. 455 et n.
CARRÉ, p. 51 n. 1.
Casal (Italie, alors dans le département de Marengo), p. 14 n. 3.
Caselli (Mgr), p. 501.
Cassis (Bouches-du-Rhône), p. 316, 449.
Castaing (abbé), p. 314.
Castellane-Mazaugue (Mgr de), p. 135, 147, 165, 180, 197, 207, 213, 314.
CASTRE, p. 137 n. 1 et 2, 140 n. 1 et 2, 281 n.
Castries (abbé de), p. 13 n. 2.
Castries (maréchal de), p. 188 n. 1, 105, n. 1.
Cavaillon (Vaucluse), p. 197.
Cavalier (abbé), p. 214, 217 n, 312, 566 et n.
Cervoni (général), p. 137, 138 n. 1, 148, 245, 270, 289, 293, 366, 410, 411 n, 415.
Ceyreste (Bouches-du-Rhône), p. 316.
Chabot (Mgr. de), p. 375 n.
Chabriel (abbé), p. 217 et n, 317, 318.
Chaix (abbé), p. 444 n.
Châlons (évêque de), v. Clermont-Tonnerre.
Chambéry, p. 313.
Champagny (Nompère de), p. 280 et n, 298 n, 303, 307, 327, 341 et n, 344, 345, 346, 347 n. 1 et 2, 348, 349 n. 1 et 2, 433, 482.
CHAMPENETZ, p. 44 n. 1.
CHAMPEAUX (de), p. 226 n, 329 n, 340, 350 n, 353 n, 379 n, 404 n, 409 n. 1.
Chantemerle (Marne), p. 3.
Chantilly (Oise), p. 7.
Chaptal, p. 10 et n. 1, 142, 154 et n, 206 n, 220, 221 et n, 223, 224, 231 et n, 246, 247 n, 248, 267 n, 269 n, 280.
Charabot, p. 519.
CHARAVAY, p. 50 n. 1.
Charles (Le P.), v. Bretenier.
Charles IV (roi d'Espagne), p. 486, 487, 488 n, 514, 515, 519.
Chartres (évêque de), v. Lubersac.
CHATEAUGIRON (abbé de), p. 54 n. 1.
Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), p. 267 n, 428, 432.
CHASSIN, p. 25 n. 1, 136 n. 1.
Chauvin (abbé), p. 317.
Chenevière, p. 458.
CHEREST, p. 19 n. 1, 21 n. 1, 22 n. 1.
Chéri (abbé), p. 412, 414 n.
CHEVALIER, p. 394 n, 400 n, 409 n. 2, 453 n, 455 n, 552 n.
Choiseul (M. de), p. 252.
CHOTARD, p. 518 n.
Cicé (Adélaïde-Marie-Charlotte Champion de), p. 1, 70 n, 72 n. 1, 107, 108, 109 et n, 172, 285, 394 et n, 466 et n.
 — (Augustin-Marie Champion de), p. 2 n. 1, 70, 109.
 — Elisabeth Champion de), p. 70.
 — (Mgr Jean-Baptiste-Marie Champion de, évêque d'Auxerre), p. 12 et n, 29, 30 n. 1, 43 et n. 3, 58 et n. 2, 70, 71, 127 et n, 128 et n. 2, 467.
 — (Jérôme-Vincent Champion de), p. 1.
 — (Louis-Toussaint-Marie Champion de), p. 2 n. 1, 72 n. 1.
 — (Marie-Anne-Angélique Champion de), p. 2.
 — (Vincent-François-Marie-Joseph Champion de), p. 2 n. 1.
Ciotat (La, Bouches-du-Rhône), p. 139, 167, 212, 213, 265, 281 n, 314, 443.
Civita-Vecchia (Italie, état pontifical), p. 188.
Clary (Julie), v. Joseph Bonaparte (M^{me}).
Clavières ou *Claviers* (Var), p. 437 n.
Clermont (évêque de), v. Dampierre.
CLERMONT-GALLERANDE (de), p. 40 n. 1.
Clermont-Tonnerre (Mgr Anne-Antoine-Jules de), p. 458, 459 n. 1.
Clermont-Tonnerre (Stanislas-Marie-Adélaïde de), p. 41.
Clos-Rivière (le P. de), p. 108, 109, 285, 286 n, 367, 394, 417, 466.
Cogolin (Var), p. 381 n.
Collobrières (Var), p. 318.
Colonna d'Istria (Mgr), p. 188, 196, 477.
Combe (abbé), p. 211 n. 2.
Comminges (évêque de), v. Osmond.
Comnène (famille de), p. 148.
Comnène (abbé de), p. 444 n.
Comtat-Venaissin, p. 197.
Compiano (duché de Parme), p. 515, 518.
Compiègne, p. 487.
Concouran (abbé), p. 314.
Condé (le Grand), p. 6.
Condom, p. 13 n. 2.
Consalvi (cardinal), p. 110, 126, 135, 136 n. 1, 212, 479.
CONSALVI (cardinal), (ses *Mémoires*), p. 138 n. 1, 213 n. 3, 248 n, 480 n.
Constant ou *Constans* (abbé, curé d'Arles), p. 312, 385 n, 426 n, 476, 566 et n.
Constant (abbé, curé de Châteaurenard), p. 211 n. 2, 372, 385 n.
CONSTANTIN (abbé), p. 473 n.
Conzié (Mgr de), p. 72 n. 1, 82, 83 et n. 1.

Coppet (Suisse), p. 290 et n. 1, 294, 467, 468 et n. 474.
Corse, p. 148 n.
Cosway (M^{me}), p. 397 n.
Côte-d'Or (département), p. 482 n.
Cotignac (Var), p. 242.
Coulomb (abbé), p. 314 n.
Court (abbé), p. 561 n. 1.
Courtès, p. 281 et n.
Countances (évêque de), v. Talaru.
Crécy (Souvenirs de la marquise de), p. 109 n.
Cretet, p. 357 n. 2, 482 et n. 527.
Croix-Rousse (Rhône), p. 247.
Cuers (Var), p. 295.

D

Dalga (abbé), p. 321, 322 n.
Dampierre (Mgr de), p. 208.
DAMP MARTIN, p. 62 n. 3.
Dandrade (abbé), p. 211 n. 2.
Danton, p. 63.
DAUDET (Ernest), p. 74 n. 2, 77 n, 78 n, 90 n, 98 n. 1, 101 n, 105 n.
Dauphiné, p. 33 n. 2.
David (abbé), p. 545.
Decrès (amiral), p. 437 n.
Decros (abbé), p. 316.
Dedé, p. 359 n.
De la Baume (abbé), v. Baume.
Delacroix de Constant (Charles), p. 2 n. 2, p. 3, 136, 137 et n. 1, 142, 147, 162, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 175, 176, 180 n, 181, 182, 183, 186 n, 188, 199, 201, 205, 208, 209, 210 et n, 211 n, 212, 213, 221, 222, 223, 225 et n. 1, 227, 228, 229 n, 231, 232, 233 et n. 1 et 2, 235, 236, 237 n, 244 et n, 245, 246, 247 et n, 249, 250, 253, 254, 256 n, 259, 262, 265, 267, 268 et n, 269, 270, 271 n, 273, 293, 297, 438, 573, 574.
Delacroix (M^{me} Charles), p. 181. 268.
Delacroix (Eugène), p. 136.
Delage (abbé), p. 29, 30 n. 1, 36 n. 1.
Delaunay (général), p. 302.
Delaunay (M^{me}), p. 302.
Deperrier (abbé), p. 312 et n. 2.
Desfranes (abbé), p. 398, 400 n.
Desmazure (abbé), p. 366, 449, 514, 515, 516, 517, 518 et n.
Desmoulins (Camille), p. 62.
DESMOULINS CAMILLE, ses Écrits p. 62, n. 3.
Desperriers, p. 303 et n.
Dessole (Mgr), p. 196, 208, 313.
Destienne (M^{me}), p. 485.
Deux-Sèvres (département), p. 137 n. 4.
Devaines (M.), p. 475.
Devaines (M^{me}), p. 475.
DAVIENNE, p. 279 n.
Digne, p. 5 n. 1, 134, 196, 197 n, 208 et n, 212, 213 n. 3, 313, 314, 365, 366 n. 2, 442, 443.
Digne (évêque de), v. Dessole, Miollis.
Dijon (évêque de), v. Reymond, Claude Rey.
Dillon (Mgr de), p. 7 et n. 2, 24 et n. 1, 27 n. 1, 32 n. 2, 43 n. 3, 46, 53 n. 1, 54, 56, 57, 58 n. 2, 72 n. 1, 74 et n. 2, 75 et n. 1, 76 et n. 1, 77, 78 et n. 1, 79, 125, 126 et note.
Di Pietro (cardinal), p. 15, 193, 194 et n, 250, 416 n.
Donat-Astier (abbé)⁴ p. 312 n. 2.
Doria (Mgr), p. 495.
Doudon (abbé), p. 248 et n.
Draguignan, p. 138 n. 2, 180, 214, 215, 298 n, 312, 330 et n, 344, 356 n, 382, 409 n. 2, 428, 468, n, 512 n, 520 n.
Dresde, p. 98 n. 1, 101 n. 1.
Du Bellor (poète tragique), p. 514 n.
Duchaffaut (Damalric), p. 208 n.
Dubreuil, p. 142.
Dudemaine (abbé Malo), p. 199, 290 n, 312 n. 2, 535, 536 n, 559, 560 n, 564, 565 n. 1.
DUDON (le P.), p. 125 n, 129 n, 190 n.
Dugnani (cardinal), p. 520 n.
Du Lau (Mgr), p. 135, 174.
Duport du Tertre, p. 64 et n. 1.
Duquesnoy, p. 40, 52.
DUQUESNOY (*Journal* de), p. 8 n. 1, 34 n. 1, 40 n. 1, 43 n. 3, 45 n. 1, 47 n. 3, 48 n. 2, 52 n. 1.
Durand (abbé), p. 485, 486.
DURAND (abbé), historien, p. 197 n, 201 n, 235 n, 283 n, 323 n, 328 n, 333 n, 340 n, 381 n, 387 n, 395 n, 432 n, 444 n, 448 n, 453 n, 459 n, 461 n, 480 n, 529 n.
Durand de Maillane, p. 535.
Duroure père, p. 418.
Du Rouret (abbé), p. 214.
Dussap, p. 427, 428 n.
Duvoisin (Mgr), p. 512, 564.

E

Edimbourg, p. 82, 83 n. 1.
Edgeworth (abbé), p. 101, n. 1.
Eguilles (Bouches-du-Rhône), p. 202, 275
Egypte, p. 186 n, 286, 504.
Embrun p. 134.
Emery (abbé), p. 129 n. 1, 201, 380, 443, 464, 467, 512, 544, 550, 551.

Ems (Allemagne), p. 58 n. 2.
Enghien (duc d'), p. 284.
Entrechaux d'), p. 434, 437 n.
Enzersdorf (Autriche), p. 496, 497.
Eon de Cély (Mgr), p. 197 n.
Epée (abbé de l'), p. 16 et n. 2.
Erskine (Mgr), p. 120, 121 n, 126.
Escars (comte d'), p. 98 n. 2.
Escars (duchesse d'), p. 303, 304, 305.
ESCARs (*Mémoires de la duchesse d'*), 294
 n. 1, 303 n, 305 n, 562 n.
Escaut (département de l'), p. 142 n.
Esgrigny (abbé d'), p. 72 et n.
Espagne, p. 70 n. 1.
Etats-Unis, p. 138, 139 n. 2, 154 n.
Evreux, p. 7 n. 1.
Expilly (abbé), p. 53 n. 3, 57 et n. 1.
Eygalières (Bouches-du-Rhône), p. 428,
 429 n.
Eyguières (Bouches-du-Rhône), p. 316,
 460.
Eymar (d'), p. 551, 552 n, 554 n.
Eymieu (abbé), p. 211 n. 2, 443.
Eymin (abbé), p. 210, 211 n. 1.
Eyragues (Bouches-du-Rhône), p. 141 n,
 267 n.

F

FABER, p. 349 n. 2, 457, 458 n. 1.
FABRE, p. 369 n.
Fallot de Beaumont (Mgr), p. 564.
Falloux (de), p. 408.
Fare, v. *La Fare*.
Fauchet, p. 138 et n. 2, 146, 161 n, 172,
 173 n, 178, 179, 180 n, 181 et n, 206,
 208, 216, 217, 223, 232, 233, 235, 245,
 248, 249, 267, 281 et n, 293, 296, 297,
 298 n, 314, 317, 325, 328 n, 332 et
 n. 1 et 2, 336, 338 et n. 1, 339 et n,
 342, 343, 345 et n, 346, 347 n 1,
 356, 376, 378, 379 n, 383 n, 384 n,
 387 et n, 401, 404 n, 412, 414 et n,
 415, 416, 433, 434, 435, 438, 452 et n,
 461.
Fauchet (M^{me}), p. 181.
Fauris de Saint Vincent, p. 483 et n,
 545 n, 546, 547 n.
Favras, p. 50.
Ferrier, p. 318 n.
FERRIÈRES (de), p. 32 n. 1, 40 n. 1, 63 et
 n. 1.
Fesch (cardinal), p. 130, 132 n. 1, 153,
 154 et n, 155, 156, 162, 196, 199, 247,
 297 n, 320 n, 453, 463, 464 n, 465,
 495, 496 n, 497, 501, 504, 512, 547 n,
 552, 564.
Filhol (abbé), p. 444 n.

Finistère (département), p. 486 n.
Finkenstein (Prusse), p. 309 n.
FISQUET, p. 12 n. 1, 67 n. 1, 68 n. 1 et 2,
 132 n. 1, 243 n, 288 n, 323 n, 355 n,
 359 n, 365 n. 1.
Flandre (régiment de), p. 48 n. 1.
Fleury (abbé), p. 364.
FLEURY (*Nouveaux opuscules de l'abbé*),
 p. 464.
Florens ou Florent (abbé), p. 145 et n,
 182, 199, 200, 201, 203, 290 n, 316,
 339 et n, 413, 485, 486, 550, 560 et n.
Florac, p. 154 n.
Fontainebleau, p. 487.
Fontanes (de), p. 550, 552, 553, 555 n,
 576.
Fontanges (Mgr de), p. 40 et n. 2, 55.
Fontvielle (Bouches-du-Rhône), p. 136,
 n. 1, 197, 267 n, 379 n, 414, 430, 432 n.
Forbin (comte de), p. 470, 472 n.
Forbin (abbé de), p. 470, 472 n.
Forêts (département des), p. 266 n, 322,
Forez, p. 280 n.
FORNERON, p. 265, n. 1, 514, 518 n.
Fortis (de), p. 162 n, 307, 308 et n, 477,
 483 et n.
Fouché, p. 127, 128, 129, 148, 154, 155,
 171, 196, 198 et n, 215, 244, 280 et n.
 282, 283 n, 293, 294 n. 1 et 2, 298 n,
 302, 304 et n, 308, 311, 372, 376, 377,
 384 et n, 385, 387, 388, 394 et n, 395 n,
 412, 416, 425, 428, 431, 482, 515, 517,
 518, 546, 547 n, 550 n, 562 et n, 577,
 578.
Fouque (abbé), p. 286.
Fox-Amphoux (Var), p. 284.
Français de Nantes, p. 135, 136 n. 1,
 142 et n, 145.
François I^{er}, p. 506, 507, 508, 510.
François de Paule, p. 487.
Fréjus (Var), p. 134, 135, 144 n, 197,
 201, 214, 217 n, 286, 322, 451.
Fréron, p. 62 et n. 2, 278 n. 1.
Froment (Nicolas), p. 269, 297.

G

GAFFAREL, p. 520 n.
GAILLARD (abbé), p. 67 n. 2.
Gaillard (sous-préfet d'Aix), p. 279,
 280 n, 303, 304 et n, 450.
Gaissard (abbé), p. 485.
Galaizière (de La), p. 2.
Gallifet (de), p. 305, 306, 483 n.
Ganteaume (abbé), p. 182.
Ganteaume (amiral), p. 293, 514, 516, 517.
Gap, p. 134, 459 n, 566 n.
Gard (département), p. 196, 322.

Garde-Freinet (Var), p. 216, 317, 318 n.
Gardon (abbé), p. 212, 213, 216.
Gaston (abbé), p. 217, 295, 312, 313 n, 381 n, 404 n, 433, 437 n.
Gaudin, p. 298 n.
GAUGAL, p. 11 n. 1.
Gauthier ou *Gautier* (abbé, vicaire à St-Ferréol de Marseille) p. 457, 513.
Gautier abbé, vicaire à St-Cannat de Marseille), p. 457.
Gazan (général), p. 217 n.
Gémenos (Bouches-du-Rhône), p. 213.
GENDRY, p. 190 n.
Gênes (alors département de Gênes), p. 292, 294 n. 1, 489, 516, 517, 518 n.
Genève, p. 7 n, 458.
Gérard (abbé), p. 215, 216, 217 n.
Gerdil (cardinal), p. 320 n.
Germanes (abbé), p. 200.
Gilbert (abbé), p. 456.
Girard, p. 136, 137 n. 1, 246.
Gironde (département), p. 15 n. 2, 54, 67, 72 n. 1, 96, 138 n. 2, 270, 273, 275, 297.
Givry (Marne), p. 137 n. 1.
Glandèves (Basses-Alpes), p. 200.
Godard (abbé), p. 105 n.
Godoy, p. 487.
Golo (département du), p. 196.
GOSSELIN, p. 464 n.
Goubaud, p. xv, 477.
Goupilleau de Montaigu, p. 275.
Grand-Juge. v. *Regnier*.
Grand-Maitre de l'Université. v. *Fon-tanes*.
Granet (Omer), p. 139, 281.
Grasse (sous-préfet de), v. *Bain*.
Grasse (alors sous-préfecture du Var), p. 134, 135, 138, 140, 160 n, 168, 214, 215, 312, 317, 322, 323, 341, 356, 412, 433, 437 n, 451, 452 et n, 461 et n, 520 n, 525 et n, 540 n. 1, 545.
Grégoire évêque constitutionnel), p. 31 et n. 1, 196.
GRÉGOIRE (ses *Mémoires*), p. 105 n, 153 n, 208, 217 n, 375 n. 2, 414 n, 472 n.
Grenoble, p. 141, 142 n, 494, 495.
Gréolières (alors dans le Var), p. 215.
Gréoulx (Basses-Alpes), p. 470, 471, 472 n.
Grimaldi (abbé de, chanoine de Rodez), p. 6.
Grimaldi (abbé, chanoine d'Aix), p. 312, n. 2.
Gros, p. 535.
Guidal (général), p. 519.
GUICHEN (de), p. 565 et n. 2.
GUIFFREY, p. 30 n. 1.

Guigon (abbé), p. 214, 217 n, 244 n, 289, 290 n, 295, 312, 443, 444, 564, 565 n. 1, 566.
GUILLON, p. 52 n. 3, 60 n. 1, 74 n. 2.
Guillotini, p. 62 et n. 3, 94, 95, 384.
Guyenne (Basse), p. 21, 22, 24, 26, 27, 28, 29.
Guyenne (Haute), p. 10, 11, 568.
Gy l'Evêque (Yonne), p. 127 n.

H

HAAG, p. 468 n.
Habsbourg, p. 519.
Hainaut, p. 68.
Halberstadt (Allemagne), p. 127 n. 1, 466.
Halteren sur la Lippe (Allemagne), p. 70 n. 1, 71 n. 1.
Hambourg (Allemagne), p. 70.
HANOTEAU, p. 56 n. 1.
Hanovre, p. 186.
HARDY (auteur de *Mes Loisirs*), p. 5 n. 2, p. 7 n. 1.
HARDY (G.), p. 235 n.
HÉBRARD, p. 252 n.
Héral (abbé d'), p. 16 et n. 3, 26 n. 1, 29, 35, 38.
Hernandez, p. 140 n.
Hohenlinden (Allemagne), p. 186 n.
Hollande, p. 70.
Hugo (Victor), p. 212.
Hyères (Var), p. 214, 330 et n, 341, 344, 356, 415, 416, 518 n, 554, 555 n.

I

Icard (abbé), p. 211.
Ioniennes (Iles), p. 137.
ISAMBERT, p. 17 n. 1, 243 n, 250 n, 499 n.
Isnard (abbé), p. 379 n, 414 et n, 430, 432 n.
Isoard, p. 547 n.
Italie, p. 62 n. 3, 70 n. 1, 142 n, 148, 212, 514.
Ixelles (Belgique), p. 137 n. 4.

J

Jansolen (abbé), p. 188, 214, 312, 313.
Jarente (Mgr Louis Sextius de), p. 5, n. 1.
Jarente (Mgr Louis-François-Alexandre de, cousin du précédent), p. 131, 132 n. 1.
Jaubert (abbé André), p. 212.
Jaubert (abbé Jacques-Philippe), p. 165, 210, 211 n. 1, 300 et n, 456.

Jauffret (Mgr), p. 94, 147, 154 n, 564, 565 et n. 1.
 Jauffret-Dauphin, p. 140 n.
 Jersey (île de), p. 70.
 Jourdan, p. 162 n, 266 et n, 281, 303.
 JOBEZ, p. 17 n. 1.
 Joly, p. 14 et n. 3, 50 et n. 1, 131, 132 n. 1, 172, 468, 477.
 Jorry (abbé), p. 456.
 Joseph Bonaparte, v. Bonaparte.
 Judicelli (abbé), p. 456.
 Juigné (Mgr Le Clerc de), p. 39.
 Jujardi ou Jujardy, p. 217 n, 566 et n.
 Junot (M^{me}), v. Abrantès.
 Jurimy (M^{lle}), p. xvi.

L

La Baume (abbé de), v. Baume.
 Lacombe (évêque constitutionnel), p. 79, 95, 129.
 Lacoste (général), p. 444 n.
 Ladoucette (de), p. 458, 459 n.
 La Fayette, p. 47, 49, 64 n. 1.
 La Fare (Mgr de), p. 40 et n. 2.
 LA GORCE (de), p. 53 n. 2.
 La Grasse (Aude), p. 11, 13.
 La Haye, p. 136, 137 n. 1.
 Lalande, p. 285, 300 n. 1.
 Lally-Tolendal, p. 31, 32 n. 1, 40 n. 1, 41, 73 et n. 2.
 La Marche (Mgr de), p. 74 n. 2, 76 n. 1, 126.
 La Marck (de), p. 49.
 LA MARCK (*Correspondance de Mirabeau avec*), p. 50 n. 1, 63 n. 2, 64 n. 1, 579 et n.
 Lamarque (abbé), p. 516.
 Lamarque (général), p. 516.
 La Marre (abbé André dit de), p. 77, 78.
 Lambesc (Bouches-du-Rhône), p. 190, 209, 212.
 Lameth (Charles - Malo - François de), p. 63, n. 2.
 Lamoignon (garde des sceaux), p. 22.
 Langoiran (abbé de), p. 68, 72.
 Langres, p. 5.
 Languedoc (*Bas-*), p. 297.
 Lanjuinais (de), p. 49.
 Lannes (maréchal), p. 561 n. 1.
 LANZAC DE LABORIE (*Consulat provisoire de*), p. 129 n.
 La Roche-Aymon (Mgr de), p. 5 et n. 2.
 La Rochefoucauld (Mgr Dominique de), p. 36, 53.
 Largentière, p. 142.
 La Rochelle, p. 13 n. 2.
 Latour (abbé), p. 444 n.

La Tour du Pin Gouvernet (de), p. 44 et n. 1, 63, 78 n. 1.
 Lauris (Arlatan de), p. 281 n.
 LAUTARD, p. 137 n, 200 n, 211 n. 1, 250 n, 278 n. 1 et 2, 488 n, 569 n.
 LAVOLLÉE, p. 153 n, 308 n.
 Le Brun (3^e Consul), p. 128, 129 et n. 1, 142 et n, 158.
 Le Chapelier, p. 41.
 LECESTRE, p. 480 n, 488 n, 492, 498 n, 518 n, 565 n. 1.
 Leclerc (général), p. 184, 185, 186 n, 268 et n, 470.
 Lecointe-Puyraveau, p. 137 et n. 4, 142, 144 et n, 145, 147.
 Le Coz (Mgr), p. 384 et n.
 Lefranc de Pompignan (Mgr Jean-Georges), p. 33 et n, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55.
 LE LORRAIX, p. 139 n.
 L'EMPEREUR, p. 9 n. 1.
 Léoben (armistice de), p. 185.
 Léon X, p. 502, 506, 507, 508, 509, 510.
 LÉONCE DE LAVERGNE, p. 11 n. 1, 22 n. 1.
 Lescar (évêque de), v. Noë.
 Lesellier, p. 539.
 Lévis (de), p. 83 n. 1.
 LÉVY-SCHNEIDER, p. 141 n.
 Lesay-Marnésia, p. 577.
 Liamone (département du), p. 196.
 Libourne, p. 22, 27, 29.
 Lieutard (abbé), p. 312 n. 2.
 Limoelan, p. 108, 109, 285.
 Limousin, p. 9.
 Livourne (Italie), p. 486 n, 489.
 LOIR (Maurice), p. 146 n.
 LOMÉNIE (de), p. 50 n. 1, 65 n. 1.
 Londres, p. 74 n. 2, 77, 83 n. 1, 96, 103 n, 126 et n, 127.
 Lorgues (Var), p. 306, 451, 566 n.
 Louis XIV, p. 464, 506.
 Louis XVI, p. 24, 33, 38, 41, 44, 45, 46, 47, 48, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 66, 76, 79, 96, 97, 98 et n. 1, 99, 104, 485, 579.
 Louis XVIII, p. 27 n. 3, 28 n. 2, 33, 36 et n. 1, 38, 39, 40, 43, 44 n. 1, 49, 50 et n. 1, 62 n. 1, 64 n. 1, 74 et n. 2, 76, 77 et n, 78 et n, 79, 80 et n, 82 et n, 83, 84, 85, 86, 87, 88 et n, 89 et n, 90 et n, 91, 96, 97, 98 et n. 1 et 2, 99, 100, 101 et n, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 118, 121, 123, 124, 156, 468, 568.
 Louis-Philippe, p. 132 n. 2, 142 n, 154 n, 482 n, 566.
 Lozère (département), p. 154 n.

Lubersac (Mgr de), p. 33 et n. 2, 35, 38, 40, 72 n. 1.
 Luçon, p. 13 n. 2.
 Luçon (évêque de), v. Mercy.
 Luxembourg, p. 322.
 Luzerne (Mgr César-Guillaume duc de La), p. 3, 4 n. 2, p. 5, 40.
 Luzerne (César-Henri, comte de La), p. 144 et n. 1.
 Lycurgue, p. 43 n. 3.
 Lyon, p. 137 et n. 4, 148 n, 47, 248 et n, 314, 320 n, 368, 369 n, 397 n, 399, 407 n, 411 n, 414 n, 443, 459 n, 467, 496 n, 518 n, 552.
 LYONNET, p. 14 n. 1 et 3, 67 n. 1, 72 n. 1, 105 n, 132 n, 137 n. 1, 154 n, 247 n, 248 n, 271 n, 290 n, 342 n, 381 et n, 397 n, 400 n, 411 n, 455 n, 563 n.

M

Madame (comtesse de Provence), p. 50 n. 1.
 Madame (Mère de Napoléon), p. 397, 449, 453, 542.
 MADELIN, p. 154 n, 412, 414 n, 578.
 Maillaguet (abbé), p. 367, 566 n.
 Maillé (de La), p. 98 n. 2.
 Maillé-La-Tour-Landry (Mgr de), p. 208.
 Maine-et-Loire (département), p. 349 et n. 1.
 MAISTRE (JOSEPH DE), p. 444.
 Malines (Belgique), p. 506.
 Mallet, p. 468.
 Mallet du Pan, p. 62, 85, 87, 105 n.
 MALLRT DU PAN (*Mercure britannique* de), p. 60 n. 1.
 Malo-Dudemaine (abbé), v. Dudemaine.
 Malouet, p. 31, 32 et n. 1 et 2, 40, 74 et n. 1, 105 n.
 MALOUE (Mémoires de), p. 32 n. 1 et 2, 48 n. 1.
 Manche (département), p. 139 n, 482 n.
 Mannay (Mgr), p. 564.
 Mantoue (royaume d'Italie), p. 486 n.
 Marat, p. 64 n. 1.
 Marbeuf (Mgr de), p. 12, 13.
 Marcellus (de), p. 28 n. 3.
 Maréchal (abbé), p. 443, 552 et n.
 Marengo, p. 185.
 Maret, p. 290 n.
 Marie-Antoinette d'Autriche, p. 48.
 Marie-Louise d'Autriche (impératrice), p. 519, 556 n.
 Marie-Louise de Parme (reine d'Espagne), p. 487, 488 n.
 MARION (Henri), p. 25 n. 1.

MARION (Marcel), p. 18 n. 1, 22 n. 1 et 2, 25 n. 1.
 MARMONTEL, p. 37 n. 1.
 Marne (département), p. 137 n.
 Martigues (Bouches-du-Rhône), p. 191, 316, 317, 566 n.
 Masséna (maréchal), p. 86.
 Massillon, p. 518 n.
 Maury (cardinal), p. 97, 98 n. 1, 101 et n. 1, 501.
 Martin (Honoré), p. 140 n.
 Martin (Jean-Baptiste), p. 443.
 Martin-Compiant (abbé), p. 199, 290 n, 564, 565 n. 1, 566.
 MASSON (Frédéric), p. 154, 186 n, 290 n, 464 n.
 MATHIEZ, p. 23 n. 1, 48 n. 1, 53 n. 2, 57 n. 1 et 2, 61, 114 n, 384 n, 409 n. 2.
 Maupeou, p. 45.
 Maurel de Mons (Mgr), p. 476.
 Mazargues (Bouches-du-Rhône, alors indépendant de Marseille), p. 211 n. 2).
 Mercy (Mgr de), p. 73, 105 n, 106, 125.
 MEILLOC (abbé), p. 74 n. 1.
 Mende, p. 375 n, 476.
 MÉRIC (Mgr), p. 198 n, 464 n, 468 n.
 Metz, p. 147, 211 n. 2, 414 n.
 Meurthe (département), p. 296.
 Michel (abbé), p. 214, 217.
 Michel (André, maire d'Arles), p. 177.
 Milan (Italie), p. 397 n.
 MILLE, p. 173 n, 473.
 Milliard, p. 140 n.
 MILLIN, p. 472 n.
 Miollis (abbé, puis Mgr, François-Melchior Charles-Bienvenu), p. 212, 213 n. 3, 242, 243 n, 312, 314 n, 365, 442, 444 n, 467, 479, 486, 512 et n, 540 n. 1, 559, 562, 565, 566 et n.
 Miollis (Sextius-Alexandre-François, général, comte), p. 485, 486 n.
 Miollis (Balthazar, général), p. 485, 486 et n.
 Mirabeau, p. 47, 49, 51, 63 et n. 2, 64, 65 et n. 1, 290.
 MIRABEAU (sa *Correspondance*), p. 50, 63 n. 2.
 Mitre (abbé), p. 191 et n.
 Mittau (Courlande), p. 77 n, 178 n, 82 et n. 1, 83 n. 2, 84, 88 n. 1, 89 n. 1, 90 et n. 1, 93, 96, 97.
 Moncey (maréchal), p. 219 n, 290 n, 295, 437 n.
 Monsieur v. Artois, (comte d').
 Montalivet, p. 482 et n.
 Montauban, p. 6 n. 1, 10.
 Montazet (Mgr Malvin de), p. 114.
 Montblanc (abbé de), p. 200.

Montenotte (département de), p. 505.
Montenoy (abbé de), p. 3 n. 1.
Montesson (M^{me} de), p. 7 et n. 1.
MONTGAILLARD, p. 14 n. 1, 40 n. 1, 48 n. 1, 50 n. 1, 51 n. 1, 62 n. 2 et 3, 468 n.
Montlosier (de), p. 49.
Montmorin (de), p. 32, 44 et n. 1, 55, 78 n. 1.
Montpellier, p. 148 n, 154 n. 366, 384 n.
Montpellier (évêque de), v. Rollet.
Montréjeau (Hte-Garonne), p. 72 n. 1.
Moreau (J.-N.) p. 40 n. 1, 44 n. 1.
MOREAU (Souvenirs de J.-N.), p. 40 n. 1, 44 n. 1.
Moreau (général Jean-Victor), p. 414.
Morellet (abbé), p. 2 et n. 2, 11 et n. 3, 16 n. 1, 161 n.
Mouchet, p. 141 n.
Mounier, p. 40 et n. 2, 41 et n. 1, 42, 43 n. 1.
Mouriez (de), p. 306.
Montet (abbé), p. 212.
Müller (Jean de), p. 468 n.
Munich (Allemagne), p. 293, 294 n. 1.
Muraire, p. 216.

N

Nalis (abbé), p. 211.
Namur (Belgique), p. 197.
Nancy, p. 414 n.
Nancy (évêque de), v. La Fare, Osmond.
Nantes, p. 564.
Narbonne (archevêque de), v. Dillon.
Nardon, p. 349.
Natoire, p. 140 n.
Necker, p. 7 et n. 1, 8, 10, 11, 14, 19, 23, 24, 25, 29, 32, 40, 41, 44 et n. 1, 45 et n. 1, 46, 49, 63, 156, 290 et n. 1, 568.
Négrel (abbé), p. 213 et n. 3.
Nice, p. 134, 144 n, 188, 196, 213 n. 3, 299, 347, 476, 494, 496.
Nicolas (abbé, curé de St-Laurent de Marseille), p. 211.
Nicolas (abbé, curé de Mazargues), p. 211 n. 2.
Nicolas (général), p. 230 n.
Nièvre (département), p. 348.
Nîmes, p. 298 n.
Noailles (de), p. 63 n. 2.
Noë (Mgr de), p. 126.
Nompère de Champagny. v. Champagny.
Noves (Bouches-du-Rhône), p. 430, 432 n, 549, 550 n.
Noyon (Oise), p. 13.

O

Olivier, p. 140 n. 2.
Olivier (de la Ciotat), p. 281 n.
Ollioules (Var), p. 146, 248 et n, 412.
Orange (évêque d'), v. Du Tillet.
Orengo (Mgr), p. 300.
Orléans, p. 201.
Orléans (duc d'), p. 48.
Orléans (évêque d'), v. Jarente.
Osmond (Mgr d'), p. 126, 208, 299, 300 n.
Otto, p. 127.
Ourscamp (Oise), p. 13.
Ourthe (département de l'), p. 279.

P

Pacareau (évêque constitutionnel), p. 67, 72.
Pacca (cardinal), p. 492.
Pacca (*Mémoires*), p. 457, 480 n.
Pancemont (Mgr de), p. 133, 180.
Pannetier (le P.), p. 72.
Paret (abbé), p. 245.
Paris (archevêque de), v. Juigné, Du Belloy.
Paris (sous-préfet de Tarascon), p. 137 et n. 3, 167, 168, 171, 418, 419, 420, 421, 450, 550.
Parne (alors département du Tarv), p. 515.
Paul (I^{er} de Russie), p. 89 n. 1.
Pavezy, p. 468.
Payan (abbé), p. 316, 318 n.
Pelet de la Lozère, p. 154 et n, 367 n, 419, 420, 423, 496 n, 517, 518.
Pelissanne (Bouches-du-Rhône), p. 212.
Peltier, p. 10.
PELTIER (*Paris en 1801* de), p. 8 n. 1, 40 n. 1, 43 n. 3, 48 n. 1, 51 n. 1, 127 et n.
Pennes (Les, Bouches - du - Rhône), p. 145.
Penthièvre (duc de), p. 19 n. 1.
Perard, p. 139.
Périgueux (évêque de), v. Porte (de La).
Périer (Mgr), p. 196, 197, 201, 235 n, 256 n. 1, 283 n, 313 n, 322, 328 n, 342, 374 n, 381 n, 386, 387, 395 n, 432 n, 443, 453 et n, 480, 494, 529 n, 572.
Permon (de), p. 142, 148 et n, 166, 167 n, 175 et n, 187 n, 192 et n, 207 n, 210, 211 n. 2, 213, 245, 246, 248, 259, 261, 264, 265 et n. 1, 266, 270, 282, 283 n, 284, 286, 289, 293, 300, 304, 309 et n,

314, 323 n, 368, 369 n, 372, 374 et n, 388, 390, 411 n, 427, 428 et n, 444 n, 455 et n, 461, 484, 485, 489, 490, 491, 494 et n, 496, 497, 498 et n, 513, 520 et n, 528, 529 et n, 533, 539, 541, 550 et n, 565 n.

Perrier (abbé), v. Duperrier.

Philibert (dit de St-Julien), p. 138, 139 n. 1.

PICARD, p. 279 n.

Pichegru, p. 308.

Picot Tremblay, p. 160, 161 n, 177 n, 181 n, 468 et n.

Pie VI, p. 52, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 67, 68, 70, 71, 74, 103, 115, 121, 122, 138, 187, 188, 189, 289, 370, 415.

Pie VII, p. 11 n, 3, 93, 97, 98, 103, 104, 112, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 122, 124, 126 et n, 127, 129, 133, 149, 163, 174, 188, 197, 282, 283, 288, 289, 290 n, 291, 296, 321, 328 n, 333, 337, 338, 372 n, 394, 415, 441, 480, 486 n, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 509, 509, 510, 512, 515, 516, 519, 520, 544, 546, 565, 572, 574.

Piémont, p. 518 n.

PIESTRE, p. 414 n.

Piffon (abbé), p. 27, 28, 29, 30 n. 1, 36 n. 1.

Pignol, p. 437 n.

Pin (abbé), p. 200, 202, 203.

PISANI (abbé), p. 32 n. 2, 36 n. 1, 40 n. 1, 56 n. 2, 61 n. 1, 72 n. 1, 136 n. 1.

Pisani de la Gaude (Mgr), p. 133, 197 et n, 201.

Placiard (abbé), p. 367 n.

Plaisance (évêque de), v. Fallot de Beaumont.

PLASSE, p. 72 n. 1, 77 n. 1.

Poitiers, p. 13 n. 2.

Pomme (Dr), p. 177, 264, 265 n. 1, 418.

Pontoise, p. 186 n.

Porta (Mgr), p. 196.

Portalis (Jean-Etienne-Marie), p. 126, 128, 133, 150, 152, 153 et n, 154, 155, 161, 162, 175 n, 178, 180 n, 183, 185, 186 n, 190 n, 192, 193, 194 et n, 195, 197 et n, 198 et n, 202, 203, 204 n, 205 et n, 206 et n, 210 n, 212, 213, 215, 217 n, 225 n. 1, 226 et n, 227 et n. 1, 230 et n. 2, 231 et n, 234, 235 n, 236, 237 n, 238, 239, 240, 245, 246, 247 et n, 249, 250, 251, 252 et n, 254, 255, 257, 259 et n, 260, 261, 262, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 275, 276, 277, 280 et n, 287, 288, 289, 290 n, 293, 294, 296, 297 et n, 298, 299, 300

et n, 301, 306, 307, 308 et n, 309 et n, 312, 313, 314, 315, 316, 318 et n, 320 et n, 321, 322 et n, 323 n, 325, 326, 327, 332, 335, 336, 337, 339 et n, 341, 343, 345 et n, 346, 347 et n. 1, 349 et n. 1, 350, 351, 356, 358, 359 et n, 360, 362 n, 365 n. 1, 366, 367 n, 368, 369, 370 n, 372, 374 n, 375, 376, 377, 378, 379 n, 381, 383, 384 n, 385, 387, 388, 389, 390 n, 391, 392 n, 397 et n, 401, 402, 404 et n, 406, 407 et n, 408, 409 et n. 1 et 2, 412, 413, 414, 419, 421, 422, 423, 424, 425, 426 n, 428, 429, 430, 431, 432 n, 433, 436, 437, 438, 441, 444 et n, 452 et n, 453 et n, 456, 460, 463, 468 n, 470, 471, 472 n, 476, 481, 499 n, 511, 525 n, 531 n, 576, 577, 578.

Portalis (Joseph-Marie fils de Jean), p. 280, 309, 351, 391, 400, 453 n, 454, 477, 481, 482 n, 530, 531 et n, 576, 577.

Portalis (abbé), p. 443, 444 n.

Porte (de La), p. 13 n. 2, 16, 72 et n. 1, 95, 131, 132 et n. 1.

Portelance (abbé), p. 7, 8.

Pradt (Mgr de), p. 453, 501, 502, 512.

PRADT (*Histoire des Quatre Concordats* par Mgr de), p. 499 n.

Préfet des Bouches-du-Rhône. v. Delacroix, Thibaudau.

Préfet du Var. v. Fauchet, Azémar (d').

PRÉLOT (le P.), p. 230 n. 1, 235 n, 340 n, 395 n, 482 n.

Prilly (de), p. 444 et n.

PROKESCH-OSTEN, p. 477 n.

Provence (comte de), v. Louis XVIII.

Puget-Barbantane (général), p. 302 n.

Puy-de-Dôme (département), p. 196.

Pyrénées (département des Hautes), p. 308 n.

Q

Quercy, p. 10.

QUÉRARD, p. 148 n.

Quimper, p. 57 et n. 1.

R

Rabaut de St-Etienne, p. 570.

Radet (général), p. 492.

Ramel (maire de La Ciotat), p. 167, 168 n, 265 et n. 2, 281 n.

Rassis, p. 140 n, 302 n.

Ratisbonne (Allemagne), p. 280.

Raynal (abbé), p. 418.

Raynaud (abbé), p. 295.

Raynaud (graveur), p.

Raynouard, p. 140 n.

REBOUL, p. 565 n. 1.

- Régis (abbé), p. 216, 217 n.
 Regnault de St-Jean-d'Angély, p. 154 et n. 345, 483, 553 n.
 Regnier (Grand-Juge), p. 109 n. 254, 256, 261, 302 n. 316, 317, 368, 369 n. 375 n. 376, 377, 421, 425.
 Reims (archevêque de), v. Roche-Aymon, Talleyrand-Périgord.
 REMACLE, p. 186 n.
 Remonet ou Reymonet (abbé), p. 143, 144 n. 147 et n. 1, 165, 177, 207, 210, 513.
 Rémusat (abbé de), p. 312 et n. 2.
 Rémusat (de), conseiller général des Bouches-du-Rhône, p. 483 n.
 René (le roi), p. 248, 471.
 Rennes, p. 1, 139 n.
 Rennes (évêque de), v. Maillé.
 Rey (abbé, puis Mgr Claude), p. VIII, XI, XII, XIII, p. 3 n. 1, 8 n. 1, 56 n. 2, 152 et n. 2, 172, 219, 290 n. 360, 363, 364, 415, 416 n. 477, 559, 561, 563, 566 et n. 567, 569.
 Rey (abbé, recteur de Tourrètes), p. 317.
 Reydellet, p. 407 n.
 Raymond (Mgr), p. 237.
 REYNALD, p. 468 n.
 Rhin, p. 82 n. 1.
 Rhône (département), p. 369 n. 382, 383 n.
 Rians (Var), p. 214, 215, 413, 414.
 Ricard (conseiller général des Bouches-du-Rhône), p. 140 n.
 RICARD (Mgr), p. 98 n. 1, 157.
 Ricard, p. 306.
 Richard (abbé), p. 287 et n.
 Richelieu (duc de), p. 142 n.
 Richery (de), p. 132 n. 2, 139 et n. 566 et n.
 Riez (Basses-Alpes), p. 134.
 Rigouard (évêque constitutionnel), p. 135, 136 n. 1.
 RINIÉRI, p. 194 n. 206 n. 248 n. 250 n. 416 n.
 Rivarol, p. 81, 62 et n. 3.
 RIVAROL (*Petit Dictionnaire* de), p. 44 n. 1.
 Roanne, p. 280 n.
 Robespierre, p. 63 n. 2.
 Robineau de Beaulieu (abbé), p. 188, 200.
 Rochefort, p. 154 n.
 ROCQUAIN, p. 136 n. 1, 142 n.
 Rodez, p. 5, 6, 10, 11, 14, 17, 33 et n. 2, 551.
 Rodez (évêque de), v. Seignelay.
 Roederer, p. 333.
 ROEDERER (*Œuvres* de), p. 266 n. 333 n. 372 n. 411.
 Rohan-Guéménée (Mgr de), p. 12 n. 2.
 Roi. V. Louis XVI, Louis XVIII.
 Rollet (Mgr), p. 383.
 Roman (abbé), p. 407 n.
 Rome (la ville de), p. 70, 71, 103, 120, 127 n. 273 n. 3, 296, 396, 415, 416 n. 479, 489, 490, 491, 492, 495, 503, 505, 515, 516.
 Roquebrune (Var), p. 451.
 Roque d'Anthéron (*La*, Bouches-du-Rhône), p. 244, 247.
 Roques (abbé), p. 407 n.
 Roquevaire (Bouches-du-Rhône), p. 286.
 Rossi, p. 180 n. 190 n. 243 n.
 Rossolin, p. 284.
 Rostand (abbé), p. 212.
 Rouen, p. 51 et n. 1.
 Rouergue, p. 9, 10, 43 n. 3.
 Rousset (Bouches-du-Rhône), p. 142 n.
 Roux (collaborateur de Buchez), p. 62 n. 2.
 Roux (évêque constitutionnel), p. 135, 136 n. 1, 200.
 Roux (abbé Alexandre), p. 212.
 Roux (abbé Jean-Baptiste), p. 196, 197, 201 et n. 311, 312 et n. 2, 320, 321, 322 n. 1.
 Roux (de la Petite Eglise), p. 314.
 ROUX-ALPHERAN, p. 222 n.
 Ruffo (cardinal), p. 520 n.

S

- Saint-Amand (Nord), p. 68.
 Saint-Barnabé (Bouches-du-Rhône, alors indépendant de Marseille), p. 396, 397 n. 400 et n.
 Saint-Brieuc, p. 30 n.
 Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), p. 212, 450.
 Saint-Christoly (Gironde), p. 30 n.
 Saint-Denis (Seine), p. 197 n.
 Saint-Domingue (île de), p. 184, 185, 186 n.
 Saint-Giniez (Bouches-du-Rhône, alors indépendant de Marseille), p. 233, n. 2.
 Saint-Jean-d'Angély, p. 154 n.
 Saint-Jean de Prunières (Mgr de), p. 135.
 Saint-Julien-le-Montagnier (Var), p. 139 n. 146.
 Saint-Marc (Bouches-du-Rhône), p. 433.
 Saint-Marcel d'Ardèche (Ardèche), p. 71 n. 1.
 Saint-Maixent (Deux-Sèvres), p. 137 n. 4.

Saint-Maximin (Var), p. 130, 314, 407 n.
Saint-Mitre (Bouches-du-Rhône), p. 432.
Saint-Paul-lès-Fayence (Var), p. 314 n.
Saint-Pétersbourg, p. 32 n. 1, 349 n. 2.
Saint-Pierre-de-Nogaret (Lozère), p. 154 n.
Saint-Pol-de-Léon (évêque de), v. La Marche.
Saint-Priest (de), p. 44 et n. 1, 47, 48 et n. 1, 63, 76, 77 n. 1, 78, 82 n. 1, 83, 84, 85, 87, 88 et n. 1, 89 et n. 1, 90 et n. 1, 93, 96, 97, 98.
Saint-Quentin, p. 138 n. 2.
Saint-Raphaël (Var), p. 286.
Saint-Réjant (de), p. 2 n. 1, 70 n. 1, 96, 108.
Saint-Remy (Bouches-du-Rhône), p. 139, 145, 177, 244, 312, 355, 442.
Saint-Tropez (Var), p. 139, 146, 168, 180 et n. 1, 181 n. 1, 217 n. 295, 312, 356 n. 375 n. 2, 381 n. 383 n. 404 n. 428, 429 n. 433, 434, 435, 437 n.
Saint-Vincent du Bourg (Gironde), p. 30 n.
Saint-Zacharie (Var), p. 214, 242.
Sainte-Baume (Bouches-du-Rhône et Var), p. 242, 289, 435, 437, 444.
Sainte-Marguerite (Bouches-du-Rhône, alors indépendante de Marseille), p. 368, 369).
Sainte-Marguerite (Ile, alors dans le Var), p. 303, 305.
Saintes, p. 13 n. 2, 62 n. 3.
Salamon (Mgr de), p. 114 n.
SALAMON (*Mémoires* de Mgr de), p. 22 n. 2, 114 n.
Salernes (Var), p. 214.
Salle (abbé de La), p. 312 n. 2.
Sallier, p. 142 et n. 304 et n.
Salon (Bouches-du-Rhône), p. 167, 222.
SALVARELLI, p. 139 n. 1, 140 n. 1 et 2, 281 n. 437 n.
Sardaigne, p. 138 n. 1.
Sardou (abbé), p. 210.
Sarlat, p. 13 n. 2.
Saurin (abbé), p. 381.
Saurine (Mgr), p. 444.
Savary (de Rovigo), p. 148 n. 565 n. 1.
Savoie, p. 347 n. 2.
Savone (Italie, alors chef-lieu du département de Montenotte), p. 491, 492, 494, 495, 498, 505, 515, 516, 517.
Savornin (abbé), p. 214, 215, 372 n.
SAYOUS, p. 105 n.
SCHMIDT, p. 554 n. 577 n.
Schœnbrunn (Autriche), p. 501, 546, 548.
Scotti (cardinal), p. 520 n.
Ségur (abbé de), p. 13 n. 2, 16.

Seignelay Colbert de Castle-Hill (Mgr), p. 11 n. 3, 33, 36, 38.
Seillans (Var), p. 191.
Seillons de Raousset (abbé), p. 312 n. 2.
Sénas (Bouches-du-Rhône), p. 212.
Sénès, p. 138, 139 et note, 232, 381.
Sens (archevêque de), v. Brienne.
Sermet (abbé), p. 200.
Serva ou Servat (abbé), p. 153 n. 366, 377, 385, 409, 410, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426 n. 428, 449, 547.
Servan (de), p. 141, 142 n. 303, 355 et n.
SERVIÈRES, p. 7 n. 10 n. 1.
Seyne (La) (Var), p. 146, 322, 444 n.
Sicard (abbé Roch-Ambroise-Cucuron), p. 16 et n. 2, 64, 93, 94, 95, 96, 117, 131, 132 n. 1, 200, 275, 468 et n.
SICARD (abbé puis Mgr : *Œuvres*), p. 11 n. 1, 13 n. 1 et 2, 14 n. 1, 30 n. 1, 53 n. 2, 58 n. 2, 68 n. 2, 71 n. 1, 72 n. 1, 73 n. 1, 74 et n. 1, 204 n. 332 et n. 332 et n. 333 n. 334 n. 338 n. 1, 342 n. 349 n. 2, 444 n. 533 n.
Sicard (abbé, recteur de Rians), p. 214, 217 et n. 413, 414.
Sieyès, p. 41.
Silvy (abbé), p. 211 n. 1.
Siméon, p. 141, 142 et n. 145, 161, 267, 269, 275, 276, 280, 283, 294, 296, 298, 301, 302, 306, 307, 308 n. 422, 423, 425, 482 et n.
Simiane (Bouches-du-Rhône), p. 379 n.
Simiot, p. 433.
Sinety (abbé de), p. 188, 211 et n. 2, 443, 566.
Sismondi (de), p. 468 n.
Sisteron, p. 134.
Six-Fours (Var), p. 375 n. 2, 456.
Soignies (Belgique), p. 68.
Solliès-Pont (Var), p. 295, 356 n. 429.
Solliès-Pont (desservant de), v. Bellon.
Somaglia (cardinal della), p. 520 n.
Sorèze (Tarn), p. 407 n.
Sous-préfets. v. Aix, Tarascon, Brignoles, Grasse, Toulon.
Souvarov, p. 83.
Spina (Mgr), p. 110 et n. 151 n.
Staël (M^{me} de), p. 41, 290 et n. 1, 468.
STAEL (*Œuvres* de M^{me} de), p. 11 n. 1.
STERN, p. 50 n. 1.
Strasbourg, p. 148 n.
Strasbourg (évêque de), v. Saurine.
Sulfren (abbé de), p. 444 n.
Suisse, p. 86.
SYBEL, p. 50 n. 1.

T

TAINE, p. 14 n. 1.
 Talaru de Chalmazel (Mgr de), p. 33 et n. 2, 38.
 Talence (Gironde), p. 56 n. 2, 67 n. 1.
 Talleyrand (Mgr Charles-Maurice de, évêque d'Autun, ministre de Napoléon), p. 4, 7, 31, 41, 137 n. 1, 418, 419.
 Talleyrand-Périgord (Mgr Alexandre-Angélique de, archevêque de Reims), p. 77, 83 et n. 1, 97.
 Tallien, p. 275.
 Talon, p. 49.
 Tarascon, p. 136, 137 et n. 2 et 3, 167, 168, 169, 171, 177, 212, 302 n, 330, 340 n, 369, 375, 397 et n, 405, 418, 419, 420, 429 n, 452, 456, 554, 556 et n.
 Tarascon (sous-préfet de), v. Paris.
 Tarbes, p. 5 n. 2.
 Tardieu (abbé), p. 456.
 Tartonne (abbé de), p. 444 n.
 TEISSIER, p. 139 n.
 Tencin (Mgr de), p. 114.
 THEINER, p. 52 n. 2, 71 n. 1, 72 n. 1, 173 n. 2, 283 n.
 Thémènes (Mgr de), p. 60 n. 2.
 Thibaudeau, p. 93, 95, 127, 131, 132 n. 1, 137 n. 1, 142 n, 153 n, 258, 265 n. 2, 266 n, 267 n, 270, 271 n, 273, 275, 276, 277, 278 et n. 1, 279 et n, 281, 283, 289, 293, 294 n. 1, 298, 301, 303, 305 n, 306, 307, 308 et n, 316, 321, 325, 327, 328 n, 330 et n, 331, 332 et n. 1 et 2, 334, 335, 338, 339, 343, 345 et n, 346, 347 et n. 1, 348, 349 n. 1 et 2, 350 et n, 354, 355 et n, 367 n, 368, 369 et n, 372 et n, 379, 383 n, 386, 387, 388, 390, 391, 392, 395, 397 n, 402, 404 n, 409, 418, 420, 421, 422, 423, 424, 426 et n. 432, 433, 437, 438, 439, 450, 452, 453, 457, 469, 470, 475 et n, 482, 483, 486, 487, 494, 496, 497, 498, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 525 n, 533, 536 n, 539, 547 et n, 550, 553, 555, 556 et n, 560, 562, 563 n, 564, 574, 575, 578.
 THIBAudeau (*Histoire de la France et de Napoléon* par), p. 226 n, 227 n. 1 et 2, 240 n, 369, 372 n, 404 n.
 THIBAudeau (*Mémoires sur la Convention* par), p. 475 n.
 Thibaudeau (M^{me}), p. 277, 387, 390, 560.
 Thiebault (Dieudonné), p. 64 n. 2.
 Thiebault (général Paul), p. 64 n. 2.
 Thierry (abbé), p. 27.
 Tillet (Mgr du), p. 33 et n. 2.
 Tiphaigne (abbé), p. 444 n.

Toche (abbé), p. 209, 210 n, 212.
 Toucas de Poyenne (abbé), p. 54, 56 n. 2, 60 et n. 1, 67 et n. 1.
 Toulon, p. 132, 135, 138, 139 et n, 140, 141 n, 144 n, 232, 235, 236, 237 n, 241, 284, 293, 294 n. 1, 302, 312, 313, 314 n, 330, 346, 356, 397, 398, 405, 407 n, 410, 416, 427, 437 n, 451, 452, 456, 484, 485, 494, 514, 515, 516, 520 n, 556 n.
 Toulon (sous-préfet de), v. Sènès, Blain.
 Toulouse, p. 5 n. 2, 6 n. 1, 7 n. 1, 129, 130, 136 n. 1, 366, 386.
 Toulouse (archevêque de), v. Fontanges.
 Tournès (abbé), 432 n.
 Tourrètes (Var), p. 317, 318 n.
 Tours, p. 2, n. 2, p. 129, 208.
 Tours (archevêque de), v. Boisgelin.
 Trans (Var), p. 214.
 Tréguier (Côtes-du-Nord), p. 33 et n. 2.
 Trèves (évêque de), v. Mannay.
 Trieste, p. 489.
 Troyes, p. 1, 3.
 TUETÉY, p. 63 n. 2, 64 n. 2.
 Turgot, p. 2 et n. 2, 8, 9, 11 et n. 3, 15, 16 n. 1, 161 et n, 254, 263, 375, 383, 384, 570.
 Turin (alors chef-lieu du département du Pô), p. 516.
 Turles (abbé), p. 211 n. 2.
 TURQUAN, p. 7, n. 1.

U

Udine (Vénétie), p. 197, 314.
 Uzès, p. 298 n, 457 n.
 UZUREAU (abbé), p. 439 n. 1.

V

Vabre (Tarn), p. 10.
 Valence, p. 187, 188.
 Valence (évêque de), v. Bécherel.
 Valeyrac (Gironde) p. 30.
 Vannes (évêque de), v. Pancemont Bausset-Roquefort.
 Vaquier, p. 493.
 Vaquières (de), p. 281 n.
 Var (préfet du), v. Fauchet et d'Azémar.
 Varennes (Marie-Rose-Françoise de), p. 1.
 Vaucluse (département), p. 154 n, 196, 223, 405.
 VAUTHIER, p. 453 n, 547 n,
 Vence (alors dans le Var), p. 134, 135, 214, 215, 322, 372 n, 451, 461 n.

Vence (amiral), p. 146 et n, 214.
Vendée, p. 144, 333.
Venise, p. 71 n. 1, 89.
Venture, p. 302 n.
Vérac (Gironde), p. 72 n. 1, 200.
Verbert (abbé), p. 355 n.
Vernet, p. 137.
Versailles, p. 19, 22, 25, 32, 42, 47, 48
 et n. 1, 368, 409 et n. 2.
Vidal (abbé), p. 217.
VIDIER, p. 290 n.
Vienne (archevêque de), v. *Le Franc*
de Pompignan.
Vienne (Autriche), p. 492.
Vigne (abbé), p. 188, 312, 314 n, 404 n,
 416, 477, 484, 527, 529 n, 537, 540 n. 1,
 566 et n.
Vinon (Var), p. 378.
VIGUIER, p. 136 n. 1.
Villaret (abbé puis Mgr de), p. 14, 131,
 132 n. 1, 551, 552 n.

Villeneuve (abbé de), p. 566 n.
Vintimille (alors département de Gê-
 nes), p. 300 et n.
Viviers, p. 477 n.
Voltaire, p. 418, 472, 541.

W

Wagram (Autriche), p. 493, 496, 497,
 517.
WAHL, p. 114 n.
WALLON, p. 34 n. 1.
Wehlau (Prusse), p. 309 n.
WELVERT, p. 278 n. 2.
Westphalie, p. 142 n.

Z

Zelada (cardinal), p. 114 n.
Znaym (Autriche), p. 496.
Zurich (Suisse), p. 86.

ADDENDA

M. Aude, tardivement démobilisé, n'a pu mettre à notre disposition les deux tomes du *Recueil Rey* qu'une fois notre impression presque terminée. De là, parmi nos addenda, quelques documents d'importance, dont aucun du reste ne vient à l'encontre de notre thèse, bien au contraire.

PAGE 2, § 2, *ajouter* : L'abbé de Cicé en 1750, joint ses instances à celles de son frère l'évêque d'Auxerre, à celles de Brienne et de Boisgelin, pour empêcher Turgot de quitter l'état ecclésiastique. Le tout reste vain (Schelle. — *Œuvres de Turgot*, t. I, p. 237, Paris, 1913, in-8).

PAGE 3, § 3, *ajouter* : En 1778, lors d'une disette en Rouergue, Mgr de Cicé organisa la distribution de soupes à l'évêché, l'aumône par le travail, etc. (Combes de Patris. — *Une disette en Rouergue sous l'Ancien Régime*. Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, t. XVIII (1912-1916), p. 67, ss).

PAGE 34, note 1, *ajouter* : V. l'abbé Coster. *Récit des séances du clergé*, aux dates du 13 et du 25 mai, p. 89 et 103 de A. Houtin. *Les séances des députés du clergé aux États Généraux de 1789*. Paris, 1917, in-8.

PAGE 36, § 3, *ajouter* : Le groupe du clergé qui se réunissait au Tiers choisit seize de ses membres pour être adjoints au Comité de vérification des pouvoirs nommé par le Tiers et c'est M. de Cicé qui fut élu le premier des seize (A. Houtin, *op. cit.*, p. 52).

PAGE 38, *ajouter* : Un *Mémoire autographe sur les derniers conseils du Roi Louis XVI* (publié par Champion, Paris, 1844, in-8. Bibl. nat., Lb⁹ 44) représente à la p. 231 M. de Cicé, à la veille de la séance royale du 23 juin, s'évertuant avec Montmorin et « sous la présidence de M^{me} Necker », à relever le caractère « naturellement irrésolu » de Necker, dans des « veillées anti-royalistes » (Le *Mémoire* est tout à fait absolutiste).

PAGE 43, note 3, *ajouter* : Cf. Bernadau, naguère si hostile à Cicé : « Honneur à la plume forte qui a tracé le plan d'un système où le pouvoir monarchique n'enlève rien à la dignité de l'homme » (Lhé-

ritier. *Les débuts de la Révolution à Bordeaux d'après les tablettes manuscrites de Pierre Bernadau*. Paris, 1919, in-8, p. 83).

PAGE 45, note 1, *ajouter* : Cf. Bernadau qui s'étonne de voir à ce poste « un intrigant aussi grand, aussi vil », et les jurats qui saluent dans Cicé un « digne et vertueux prélat ». (Lhéritier, *op. cit.*, p. 85 et n. 1).

PAGE 67, § 1, *ajouter* : C'est le 19 janvier 1791 que l'archevêque refusait de prêter serment. Néanmoins le club du Café national ne le lui reprochait qu'avec ménagements. « Vous parler le langage de la vérité c'est vous supposer capable et digne par conséquent de l'entendre » écrivait-il à M. de Cicé. D'autre part on faisait sur lui ce vers :

Ce prélat de son peuple a défendu la cause.

(Lhéritier. *La Révolution à Bordeaux*. Revue historique de Bordeaux, 1916, p. 286).

PAGE 72, ligne 10, *lire* : l'archevêque avait pour mandataire l'abbé Boyer, sans doute son ancien collaborateur de Rodez.

PAGE 94, ligne 2, *lire à propos de l'abbé Sicard* : fondateur avec l'abbé Jauffret, le futur évêque de Metz, des *Annales religieuses*.

PAGE 132, note 2, *lire* : Rey, Claude, né à Aix.

PAGE 137, note 4, *lire* : Madelin, Fouché, Paris, 1900, 2 v., in-8, t. I, p. 290 et 472.

PAGE 139, note 1, *entre le paragraphe sur Senès et celui sur Philibert, ajouter ceci* :

Bain (Marc-Antoine) né et mort à Grasse, 1756-1832, avocat, officier municipal en l'an III, est sous-préfet de Grasse de 1800 à 1825 (?) (communiqué par M. Poupée que nous remercions ici de sa grande obligeance).

PAGE 139, note 1 : *A propos de Philibert, ajouter* :

Philibert a pour successeur Serrin, qui n'apparaît pas d'ailleurs dans nos documents. Serrin (Louis-Antoine) né et mort à Brignoles, 1774-1837. Prit part à la campagne d'Italie, maire de Brignoles de l'an VIII à 1804, sous-préfet de nivôse an XIII à avril 1815, de janvier 1816 à septembre 1830, conseiller d'arrondissement de Brignoles de 1833 à 1837 (communiqué par M. Poupée et par M. Bourrilly professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

PAGE 154, note 1, ligne 5, *lire* : Madelin, Fouché, t. I, p. 467.

PAGE 175, § 2, *ajouter* : Il est intéressant de comparer à ce mandement une allocution prononcée par M. de Cicé dans la cathédrale quelques instants avant son installation. Elle est beaucoup moins solennelle et pleine de douceur. L'archevêque commence ainsi : « Mes chers enfants en Jésus-Christ ». Il dit des fonctionnaires administrateurs

du département : « joignant leurs mains aux nôtres (ils) sauront écarter tous les obstacles qui pourraient menacer la tranquillité publique » (mss. en partie autogr., au *Recueil Rey*, t. I).

PAGE 177, ajouter à propos du maire d'Arles, André Michel, ceci :

Né à Arles le 20 mars 1738, membre à Lyon de la Société de Jésus, revenu à Arles comme bourgeois, était à Paris quand il fut élu aux États Généraux par le Tiers État de la sénéchaussée d'Arles, refusa la députation sous prétexte de maladie. Porté par vengeance sur la liste des émigrés. Après radiation il fut nommé maire d'Arles, puis destitué pour faiblesse. Il publia en 1807 *Essai sur la Chiffonnerie d'Arles par un ancien théologal de la Métropole* (15 p.). Mort à Marseille le 16 décembre 1812 (communiqué d'après M. l'abbé Chailan et M. Dayre par M. Bourrilly).

PAGE 180, ajouter en tête de la note 1 : Le Discours prononcé dans l'église de Sainte-Marie de Toulon par M. l'archevêque d'Aix le 18 fructidor an X (impr. au *Recueil Rey*, t. I) reflète ainsi l'heureuse surprise du prélat : « dès le premier instant que j'ai paru au milieu de vous, ma confiance s'est ranimée, mon cœur a tressailli de joie ».

PAGE 222, note, ajouter : La maison primitivement louée à Marseille pour loger l'archevêque était rue Libertat (rue Montgrand aujourd'hui) ile 79 n° 1. Cette résidence une fois quittée, l'archevêque se logea près de la rue d'Aix en face l'église Saint-Théodore, peut-être dans la maison qui porte actuellement le n° 6 de la rue des Dominicaines (communiqué par M. Bourrilly, à qui nous présentons tous nos remerciements).

PAGE 226, note, ligne 5, lire : G. de Champeaux : *Le droit civil ecclésiastique français ancien et moderne* Paris, s. d. (1848) 2 v. in-8.

PAGE 259, note, ligne 6, ajouter : Les capucins s'installèrent rue du Refuge (Bousquet, *op. cit.*, p. 243)

PAGE 266, § 2, ajouter : Un discours de Mgr de Cicé, adressé aux magistrats (d'Aix selon toute vraisemblance) lors de la réouverture de l'année judiciaire (s. d. mais très probablement de cette époque) célèbre l'union des représentants de la justice humaine et de la justice divine en vue d'affermir les bases sociales et respire la joie de voir l'ordre enfin rétabli. L'archevêque reprendra ce même thème dans une circonstance identique sous l'Empire (Les deux discours au *Recueil Rey*, t. I).

PAGE 267, note, ajouter : L'abbé Tisserand, dans son *Histoire de la Révolution dans les Alpes-Maritimes* (Paris, 1878 in-8, p. 320) cite une lettre de l'archevêque à ses prêtres du Var pour blâmer en termes énergiques, leur condescendance vis-à-vis du préfet. Mais Tisserand ne donne ni date ni explications et la lettre n'était sans doute pas destinée à la publicité.

PAGE 281, note, *ajouter sur Blain* : Né à Arles en 1758, avocat au Parlement de Provence, président du district d'Arles en 1730, emprisonné pour fédéralisme en 1794, député des Bouches-du-Rhône aux Cinq-Cents en l'an V, fructidorisé. Se ralliera aux Bourbons (*Dict. des Parlementaires*).

PAGE 286, § 2, *ajouter* : Toutefois le *Mandement ordonnant des prières publiques pour Sa Majesté l'Empereur*, en date du 16 prairial (impr. au *Recueil Rey*, t. I) est empreint d'une incontestable dignité : Napoléon, y est-il dit « devient cette puissance à laquelle les Saints Apôtres Pierre et Paul recommandent d'être soumis » ; mais l'archevêque continue ainsi : « que votre obéissance ne soit point celle des esclaves, le fruit de la contrainte, mais le mouvement de votre conscience : qu'elle soit aussi l'expression de la reconnaissance... »

PAGE 298, § 4, *ajouter après la première phrase* : chaque fois qu'il en a l'ordre, l'archevêque célèbre les victoires de l'Empereur, ou charge le vicaire général Blanche de les célébrer : c'est d'ordinaire, il faut l'avouer, en termes d'une telle banalité que les citer serait fastidieux.

PAGE 309, § 3, *ajouter* : Il faut noter pourtant que dans le sermon du 15 août 1806 prononcé à Aix dans la cathédrale par l'abbé Christine (impr. au *Recueil Rey*, t. I), l'orateur ne nomme guère Napoléon que pour le montrer courbant « respectueusement sa tête couverte de lauriers devant le chef auguste de la Religion », que dans le discours commémoratif d'Austerlitz et du Sacre, par l'abbé Blanche en décembre 1806 (impr. au *Recueil Rey*, t. I), le Sacre est présenté aux Français comme « la fête du rétablissement de la Monarchie qui pendant tant de siècles avait fait leur bonheur et leur gloire », que l'orateur s'écrie : « Nous l'avons vu ce jour où, prosterné au pied des Autels l'homme fort a courbé sa tête », et qu'il conclut : « Notre illustre Empereur est donc à nous, nous sommes donc à lui. » Le même Blanche dans son discours du 15 août 1807 (*ibid.*) s'adresse ainsi à Pie VII « Le Héros de la France . . . tombe à vos pieds pour ainsi dire ».

PAGE 312, note 2, *ajouter* : Peut-être le chanoine Grimaldi est-il le même que celui qui figurait au chapitre de Rodez en 1770.

PAGE 318, note 1, ligne 3, *ajouter* : le « Décret de Mgr l'archevêque. . . concernant la circonscription des paroisses » du 1^{er} octobre 1808 est pris d'après « réquisitoire de notre Consulteur et Provéditeur « général » (impr. dans *Recueil Rey*, t. I).

PAGE 371, § 2 *ajouter après* : « Rien. . . que. . . notre révolution ne pouvait l'interrompre ». Dans une allocution relative à la circonstance, l'archevêque comparait à la peste de Marseille une « autre s'emparant de toutes les facultés de l'homme » et dont il disait

« l'impiété a été son guide, l'anarchie sa compagne » (mss au *Recueil Rey*, t. I).

PAGE 414, note, ligne 9, *ajouter* : Madelin, Fouché, t. II, p. 11.

PAGE 443, § 2, *ajouter* : Et pourtant Mgr de Cicé, après avoir déploré les querelles d'antan entre chapitres et prélats, signifiait encore à ses chanoines : « Vous vous souviendrez que la prérogative d'être le conseil de l'Evêque ne peut altérer en rien la plénitude et juridiction qu'exerce votre supérieur et la liberté entière dont il jouit » (*Statuts capitulaires*, 5 novembre 1807, rééditant en grande partie des *Statuts du chapitre d'Aix*, 18 floréal an XI approuvés par Portalis, les uns et les autres donnant à l'archevêque toute initiative et toute latitude vis-à-vis de ses chanoines, imprimés au *Recueil Rey*, t. I).

PAGE 443, § 2, *ajouter* : D'autre part, dans une lettre du 30 mars 1807, l'archevêque renforce l'action des « chefs de correspondance » dans leur ressort, ses infirmités l'empêchant de voyager (imprimé au *Recueil Rey*, t. I).

PAGE 468, § 2, *ajouter* : le Prospectus de la Pension des Dames religieuses de la Miséricorde à Aix (impr. au *Recueil Rey*, t. I) reflétant les directions de l'archevêque et très intéressant au point de vue pédagogique (comme d'ailleurs celui du pensionnat des Dames religieuses ursulines, *ibidem*), promet l'enseignement de « l'histoire de France et particulièrement celle de notre Province ».

PAGE 510, note 1, *ajouter* : Cf. la prédilection de M. de Cicé pour le mode de *présentation* des évêques au Pape par le gouvernement d'après le concordat de 1516, prédilection qu'il exprimait à la fin de 1800 dans son *Mémoire adressé au légat* (v. plus haut, p. 111).

PAGE 525, note 1, *ajouter* : Le mss 21256, nouv. acquis. françaises de la Bibl. nat. montre que les communes déployaient une extrême ardeur à réclamer le maintien dans leur sein de succursales et à se disputer l'érection de chapelles, à condition que leurs finances n'en soient pas grevées. C'est là un indice de plus de l'intensité de la vie communale dans la France impériale.

PAGE 530, § 4, ligne 1, *ajouter* : Portalis le jeune rentré au Conseil d'Etat.

PAGE 535, note, ligne 12, *ajouter* : Gaudry. *Traité de la législation des cultes*. Paris, 1854, 3 v. in-8.

PAGE 544, § 3, dernière ligne, *ajouter* : En revanche nous constatons que les Religieuses du Très Saint-Sacrement sont « autorisées et établies » à Aix par M. de Cicé, à cette époque vraisemblablement (*Rey. Précis historique sur l'église de Notre-Dame de la Seds* : imprimé au *Recueil de Mémoires de la Société des Amis des Sciences*, etc. d'Aix, Bibl. Méjanes). V. aussi pour les Dames hospitalières d'Aix autorisées à s'établir à Tarascon, p. 561 de notre ouvrage.

ERRATA

Un lapsus nous a fait maintenir en tête du livre V, p. 441, du livre VIII, p. 559, des sommaires inutiles.

PAGE 14, note 1 ; *lire* : Histoire de Mgr d'Aviau, successivement archevêque de Vienne et de Bordeaux.

PAGE 34, § 5, ligne 2, *lire* : Le 19 juin. . . fut *clôturé* dans la chambre du Clergé le *débat* sur la proposition.

PAGE 106, ligne 1, *lire* : Une telle argumentation fait comprendre que Louis XVIII (et non Louis XVI).

PAGE 208, § 2, ligne 3, *lire* : il demanda au *préfet* des Bouches-du-Rhône.

PAGE 277, § 3, ligne 9, *lire* : il sera *fier* d'entrer et de figurer dans l'aristocratie.

PAGE 295, § 2, avant-dernière ligne, *lire* : *Bellon*.

PAGE 301, ligne 3, *lire* : des encouragements accordés aux *fauteurs* de désordre.

PAGE 307, § 3, ligne 6, *lire* : Mgr de Cicé a *esquivé* les effets de la dénonciation.

PAGE 366, § 4, lignes 13 et 14, *lire* : les trois *premiers* au moins, sinon les quatre.

PAGE 378, ligne 3, *lire* : Vinon.

PAGE 396, § 2, ligne 10, *lire* : les Ursulines, au nombre de dix-sept, qui, en *plus d'un pensionnat payant*, devaient élever gratuitement.

PAGE 408, dernière ligne, *lire* : Mgr de Cicé fut confirmé officiellement dans sa situation.

PAGE 444 note, ligne 2, *lire* : l'abbé Boulard, chanoine, apparaît comme secrétaire général de l'archevêché.

PAGE 452, ligne 1 et 2, *lire* : les Ursulines et les *Dames de la Miséricorde* d'Aix s'adressent à la fois à la bourgeoisie par des *pensionnats payants* et à la classe indigente.

PAGE 468, note, ligne 2, *lire* : ms 1331.

PAGE 520, note 1, ligne 3, *lire* : une pièce de F 6529 place à tort en exil.

PAGE 535, § 5, ligne 7, le passage depuis : *Nous ne savons si Mgr de Cicé* jusqu'à la fin du paragraphe est à biffer. V. 562 ligne 4 et ibidem la note 2, ligne 5, sur la réception par l'archevêque du décret le 18 août 1810 et sur sa satisfaction.

TABLE DES MATIÈRES

Planche I. — PORTRAIT DE Mgr DE CICÉ.

FAC-SIMILÉ de son écriture.

INTRODUCTION	VII-X
BIBLIOGRAPHIE	XI-XV
ICONOGRAPHIE	XV-XVI

LIVRE I

CHAPITRE I^{er}. — Origines, jeunesse et débuts de l'abbé de Cicé, p. 1-5.

CHAPITRE II. — Mgr de Cicé, évêque de Rodez, p. 6-11. — CHA-

PITRE III. — Mgr de Cicé à l'archevêché de Bordeaux, p. 12-18. —

CHAPITRE IV. — La période pré-révolutionnaire (1787-1789), p. 19-

30. — CHAPITRE V. — Mgr de Cicé député aux États-Généraux et

l'un des meneurs du parti révolutionnaire, p. 31-43. — CHAPITRE VI.

— Mgr de Cicé ministre de Louis XVI, p. 44-65. — CHAPITRE VII.

— Mgr de Cicé prélat insermenté, p. 66-69. — CHAPITRE VIII. —

L'émigration et les déboires en exil, p. 70-91.

LIVRE II

CHAPITRE I^{er}. — De l'archevêché de Bordeaux à l'archevêché d'Aix, p. 93-133. — CHAPITRE II. — Le nouveau diocèse et l'état des esprits au 18 brumaire, p. 134-148. — CHAPITRE III. — Vues générales sur la politique ecclésiastique de Mgr de Cicé en Provence, p. 149-163.

LIVRE III

CHAPITRE I^{er}. — Mgr de Cicé prend possession de son diocèse, p. 165-183. — CHAPITRE II. — Premiers rapports politiques de l'archevêque avec l'État, p. 184-195. — CHAPITRE III. — L'organisation administrative du diocèse, p. 196-219. — CHAPITRE IV. — L'organisation administrative du diocèse (*suite*), p. 220-241. — CHAPITRE V. — L'action sacerdotale, p. 240-263. — CHAPITRE VI. — Le préfet des Bouches-du-Rhône sacrifié à l'archevêque, p. 264-271.

LIVRE IV

CHAPITRE I^{er}. — L'archevêque et le gouvernement en l'an XII et en l'an XIII (1803-1805) jusques et y compris le Sacre, p. 274-291. — CHAPITRE II. — L'archevêque et le gouvernement depuis le Sacre jusqu'au cours de l'année 1807, p. 292-310. — CHAPITRE III. — L'administration du diocèse de l'an XII (fin 1803) à 1807, p. 311-323. — CHAPITRE IV. — L'administration du diocèse (*suite*), p. 324-362. — CHAPITRE V. — L'action sacerdotale dans cette même période, p. 363-440.

LIVRE V

CHAPITRE I^{er}. — Le diocèse d'Aix en 1807. Le personnel ecclésiastique, p. 442-445. — CHAPITRE II. — Les frais du culte, p. 446-448. — CHAPITRE III. — Missions, Pénitents et Congrégations, p. 449-455. — CHAPITRE IV. — L'état d'esprit du clergé, p. 456-459. — CHAPITRE V. — La vie dans les paroisses, p. 460-462. — CHAPITRE VI. Mgr de Cicé fidèle au gallicanisme épiscopal, p. 463-465. — CHAPITRE VII. — La vie privée du prélat, p. 466-473. — CHAPITRE VIII. — L'apogée de la carrière concordataire de Mgr de Cicé. Le sacre de Mgr de Bausset, p. 474-477.

Planche II. — LE TABLEAU DU SACRE.

LIVRE VI

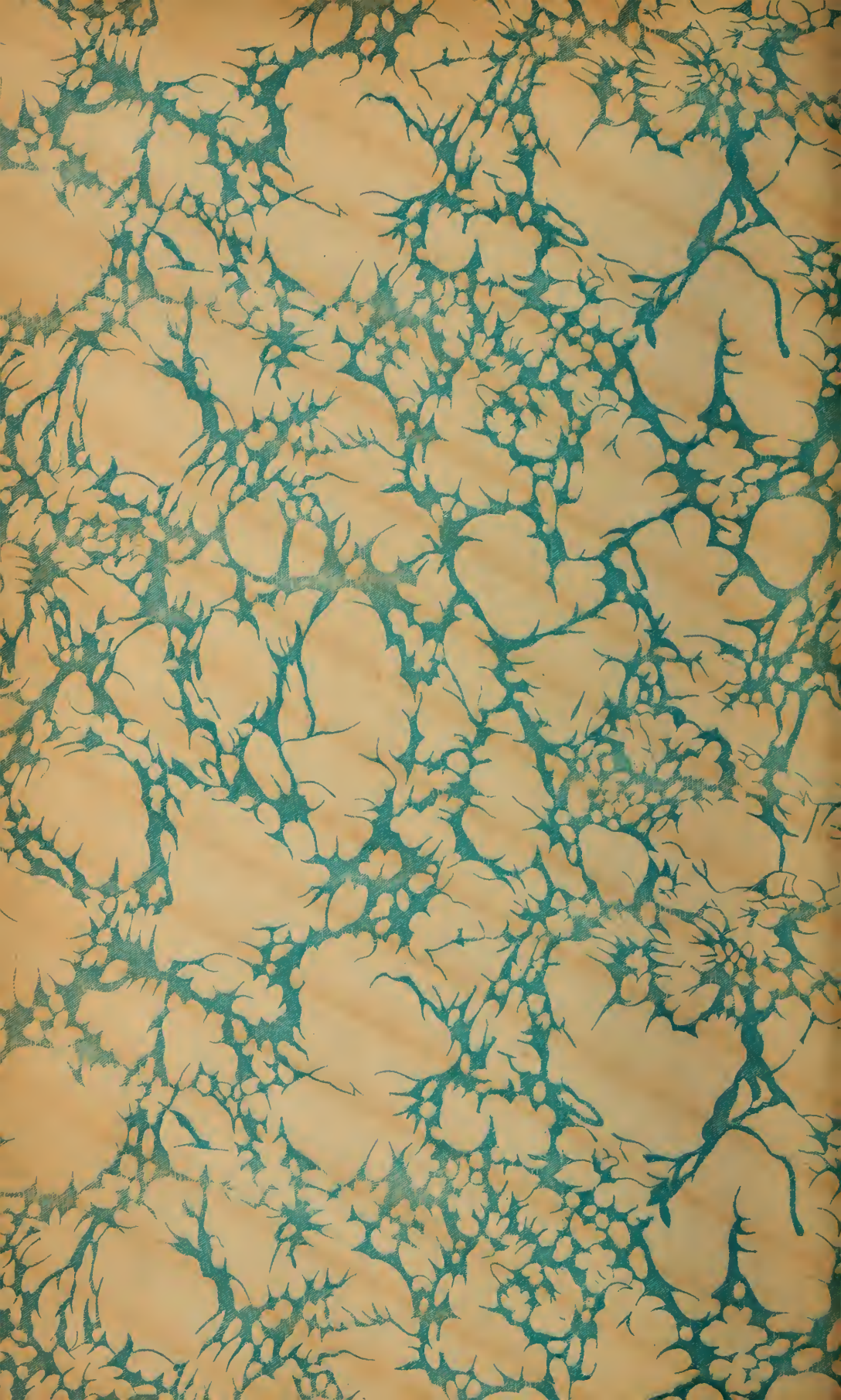
CHAPITRE I^{er}. — Entre le Pape et l'Empereur (1808-1809), p. 479-491. CHAPITRE II. — La personnalité de l'archevêque entraînée en pleine tempête, p. 492-520. — CHAPITRE III. — L'administration du diocèse dans la tempête (première partie), p. 521-536. — CHAPITRE IV. — L'administration du diocèse dans la tempête (deuxième partie), p. 537-557.

LIVRE VII

CHAPITRE I^{er}. — La descente dans la tombe, p. 560-563. — CHAPITRE II. — Epilogue, p. 564-567.

CONCLUSION, p. 568-579.

INDEX ALPHABÉTIQUE, p. 581-595. — ADDENDA, p. 597-601. — ERRATA, p. 602.



163097

P
HF
B
Bibliothèque d'Histoire moderne.

L'application du concordant par un prélat
d'ancien régime M^{re} Champion de Cicé.

NAME OF BORROWER

DATE

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED

